DÉPARTEMENT
DE LA MEUSE

LE DÉPARTEMENT
meuse

N° 41 / 2024

Recueil des Actes du Département

Conseil Départemental du jeudi 21 novembre 2024

Commission Permanente du jeudi 28 novembre 2024

Département de la Meuse - BP 50 514 - Place Pierre-François GOSSIN - 55012 BAR-LE-DUC - Cedex
Tél : 03 29 45 77 12 Fax : 03 29 45 77 89 Email : assemblee@meuse.fr

Sommaire

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 21/11/2024

Assemblées

Motion - Projet de fermeture du siège du Crédit Agricole à Bar-le-Duc ---------- 3510
Motion - Opposition au projet d'accord UE-MERCOSUR ---------- 3511

Bibliothèque Départementale

Approbation du règlement des services de la Bibliothèque départementale ---------- 3512
Actualisation du règlement des aides du schéma de lecture publique ---------- 3531

Direction du Patrimoine Immobilier

Collèges André Theuriet et Jacques Prévert à BAR-LE-DUC - Transfert de domanialité ----- 3543

Environnement et Agriculture

NATURA 2000 - Renouvellement de la maîtrise d'ouvrage ZPS Vallée de Meuse -Période 2025-2027 ---------- 3556
Appel à Projets 2024-Transition écologique - Programmation n°2 ---------- 3557

Parc Départemental

Subvention en nature au SDIS 55 pour un projet pédagogique ---------- 3558

Commande Publique - Budget

Programmation complémentaire 2024 - Direction des routes et aménagement ---------- 3559

Carrière, Paie et Budget

Information de l'assemblée délibérante relative au Rapport Social Unique (RSU) ---------- 3561

Jeunesse et Sports

Manifestations sportives - 2ème répartition 2024 ---------- 3562

Assemblées

Désignations au sein de diverses instances ---------- 3564

COMMISSION PERMANENTE DU 28/11/2024

Direction de l'Enfance et de la Famille

Convention 2024 Financement KAIROS et OHANA de l'ADAPEIM ---------- 3566

Affaires Culturelles

Centre Mondial de la Paix, des libertés, et des droits de l'Homme : subvention de fonctionnement ---------- 3571

Service Social Départemental

Politiques sociales départementales : Règlement unique des aides financières individuelles ---------- 3575

Habitat et Logement

Financement Logement Locatif Social- Programmation 2024 ---------- 70
Octroi d'une garantie d'emprunt à l'OPH de la Meuse ---------- 23
Evolution des modalités d'intervention du dispositif départemental d'aides sur l'habitat privé

Direction Attractivité et Développement des Territoires

Association Départementale des Maires de Meuse - Financement 2024 ---------- 74

Exploitation de la Route

Arrêté d'alignement individuel ---------- 277

Aménagement Foncier

AFAFE AINCREVILLE/CLÉRY-LE-GRAND et SPINCOURT (HOUDELAUCOURT SUR OTHAIN) : Lancement des études d'aménagement ---------- 191
Communes d'AINCREVILLE et de CLÉRY LE GRAND
Commune de SPINCOURT - Territoire d'HOUDELAUCOURT-SUR-OTHAIN

Exploitation de la Route

Participation financière de la Commune de Marville aux travaux de voirie en traversée d'agglomération (RD 14) ---------- 167
Participation financière de la Ville de Bar-le-Duc aux travaux de réfection du pont sur l'Ornain en traversée d'agglomération (RD 152) ---------- 177

Collèges

Collèges privés : Détermination du forfait élèves pour la dotation de fonctionnement matériel 2024-2025 et le réajustement de l'année 2023-2024 ---------- 474
Collèges publics - Attribution de subventions pour l'achat de fournitures destinées à la réalisation de petits travaux de maintenance par les agents des collèges - Partie 1 sur 2 ---------- 477
Collèges publics - Attribution de subventions pour l'achat de fournitures destinées à la réalisation de petits travaux de maintenance par les agents des collèges - Partie 2 sur 2 ---------- 482

Service Social Départemental

Soutien aux structures accompagnant les personnes vulnérables : Centre d'Information du Droit des Femmes et des Familles ---------- 492

Emploi et Insertion

Soutien à l'économie sociale et solidaire : partenariat avec la Chambre Régionale de l'ESS (CRESS) ---------- 122
Développement du lien entreprises - convention avec la CCI Meuse Haute-Marne ------- 131

Jeunesse et Sports

Formation qualifiante aux métiers de l'Animation et du Sport 2ème répartition 2024 ------- 148

Prévention Dépendance

Attribution de subventions dans le cadre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA MEUSE) : Autres actions de prévention - Année 2024 ---------- 439

Environnement et Agriculture

Politique de soutien à l'investissement pour une agriculture résiliente-Programmation n°2, année 2024 ---------- 85
Laboratoire départemental d'analyses- Validation des tarifs 2025---------- 81
Convention de partenariat 2025-2026 avec ENEDIS---------- 105

Direction du Patrimoine Immobilier

Pylône de DELUT - Convention d'occupation pour l'installation d'équipements de radiocommunication - Opérateur Free Mobile ---------- 344

Direction des Systèmes d'Information

Convention de transaction avec la Société SFR---------- 380

E-Meuse Santé

Individualisation du cadre conventionnel et financier 2024 entre le Département de la Meuse et les opérateurs du Programme e-Meuse santé---------- 7

Archives Départementales

Subvention pour la publication des actes des Universités d'hiver de Saint-Mihiel en 2023- 471

Affaires Culturelles

Acteurs culturels labellisés : Conventions pluriannuelles d'objectifs ----------

Direction du Patrimoine Immobilier

Collège Robert Aubry de LIGNY-EN-BARROIS - Convention relative à l'accueil provisoire de l'école élémentaire Poincaré le temps de sa restructuration - Avenant 3---------- 340
Maison de la Solidarité de COMMERCY - Réfection du réseau d'eaux usées - Convention financière avec la commune de COMMERCY ---------- 335
Service Social Territorial de St Mihiel - Travaux de restructuration - Convention financière avec la commune de St Mihiel ----------
Site INSPE à BAR-LE-DUC - Convention de servitudes avec ENEDIS---------- 363
Site de Guise à Bar-le-Duc - Bail emphytéotique - avenant n°4----------
Golf de COMBLES-EN-BARROIS - Etude de positionnement et faisabilité - Participation financière de la Communauté d'agglomération BAR-LE-DUC Sud-meuse ---------- 374

Affaires Juridiques

Vente de parcelles départementales à Verdun et Thierville-sur-Meuse ---------- 283

Emploi et compétences

Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) Avenant à la convention ---------- 325

Carrière, Paie et Budget

Projet unité mère bébé : mise à disposition d'un agent du Centre hospitalier Verdun Saint-Mihiel auprès du Département ---------- 332

Extrait des Délibérations

CONSEIL DEPARTEMENTAL

MOTION - PROJET DE FERMETURE DU SIEGE DU CREDIT AGRICOLE A BAR-LE-DUC -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil départemental,

Vu le projet de motion – Projet de fermeture du siège du Crédit Agricole à Bar-le-Duc déposé par le groupe de la majorité et lu par Monsieur Jérôme DUMONT,

Après en avoir délibéré,

Adopte le projet de motion suivant – Projet de fermeture du siège du Crédit Agricole à Bar-le-Duc à l'unanimité des votes exprimés :

La perspective de la fermeture du siège du Crédit Agricole à Bar-le-Duc a suscité de vives réactions auprès des employés, des habitants et des élus locaux. Cette fermeture est donc inenvisageable !

En effet, cette décision brutale annoncée aux employés par la Direction Régionale de la banque ce mardi 19 novembre apparaît incompréhensible et prise sans concertation. Celle-ci intervient en pleine crise agricole et contrevient aux valeurs du mutualisme, guidé par de grands principes tels que la proximité, le respect des territoires, la solidarité ou encore l'impératif d'une gouvernance partagée.

Rappelant que lors de la fusion intervenue en 1993 des trois caisses du Crédit Agricole de Meurthe-et-Moselle, Moselle et Meuse, le nouveau Crédit Agricole de Lorraine avait acté le maintien des sièges de Laxou, Metz et Bar-le-Duc,

Rappelant que rien ne justifie un tel désengagement du Crédit Agricole pour un département rural tel que la Meuse qui réalise, pour la caisse Lorraine, près de 70 millions d'euros de résultats, résultats historiques sur le territoire et qui approche les 50 % de parts de marché,

Rappelant que notre territoire participe pleinement à la création de valeur et de richesse pour le Crédit Agricole de Lorraine, première banque de Meuse,

Rappelant que le Crédit Agricole, banque à l'histoire et à l'identité rurale et agricole a, pour un de ses dix engagements collectifs annoncés par lui-même sur son site institutionnel, *« de contribuer à redynamiser les territoires les plus fragilisés et réduire les inégalités sociales en matière économique, sociale et de lutte contre la désertification »* - source : https://www.credit-agricole.com/notre-groupe/le-projet-societal-du-groupe-credit-agricole

Considérant que la fermeture du siège du Crédit Agricole à Bar-le-Duc aurait des conséquences pour l'activité locale engendrant des difficultés pour les acteurs économiques de ce territoire, alors même que les collectivités locales travaillent à faire vivre un dynamisme dans nos secteurs ruraux et agricoles,

Dans ce contexte, l'Assemblée départementale, réunie en séance plénière :

- **S'insurge** du signal incompréhensible envoyé par le Crédit Agricole à la ruralité alors qu'il est plus que jamais nécessaire de soutenir nos territoires ruraux mis à mal par les crises successives (économique, agricole, …) et d'afficher un volontarisme aux côtés des territoires,
- **Réaffirme** sa détermination pour qu'une solution soit trouvée pour maintenir le siège meusien du Crédit agricole ainsi que les 76 salariés présents à Bar-le-Duc,
- **Demande** donc instamment au conseil d'administration lui-même composé par des Présidents de caisse locale ancrés sur leur territoire de refuser ce projet de fermeture, sur un territoire qui contribue encore grandement à ses résultats.

La Meuse, terre rurale et agricole, mérite une considération toute particulière conforme aux propres engagements du Crédit Agricole

MOTION - OPPOSITION AU PROJET D'ACCORD UE-MERCOSUR -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil départemental,

Vu le projet de motion – Opposition au projet d'accord UE-MERCOSUR déposé par l'assemblée départementale et lu par Monsieur Sylvain DENOYELLE,

Après en avoir délibéré,

Adopte le projet de motion suivant – Opposition au projet d'accord UE-MERCOSUR à l'unanimité des votes exprimés :

Le 26 novembre prochain, un débat suivi d'un vote sur le traité entre les pays du Mercosur et l'Union européenne aura lieu à l'Assemblée nationale. Cet accord d'association économique et politique est une menace pour l'agriculture de notre pays et tout particulièrement pour celle de la Meuse, département rural et agricole. Les agriculteurs français manifestent de nouveau leur incompréhension sur ce projet d'accord mais également leur colère et leurs inquiétudes ; Ils doivent en effet faire face à des revenus qui stagnent ou diminuent, des crises sanitaires qui mettent en péril les différentes filières d'élevage, des aléas climatiques *entrainant* des pertes de *récolte* (épisodes de sécheresse ou pluies abondantes), des règlementations, … et enfin cet accord commercial particulièrement déloyal.

Rappelant que la France est le 1er producteur agricole européen et donc en première ligne face à cet accord de libre-échange UE-Mercosur,

Rappelant que la France est passée de la 2e à la 6e place mondiale des exportations agricoles en 15 ans, avec un déficit commercial agricole qui se creuse (importation de 60 % des volailles consommées en France, 40 à 60 % des fruits-légumes, + de 20 % du bœuf, …),

Rappelant que la France doit refuser toute importation qui ne correspond pas aux exigences imposées aux agriculteurs français de quelque pays que ce soit,

Considérant que cet accord de libre-échange impactera très négativement la souveraineté alimentaire de la France.

Dans ce contexte, l'Assemblée départementale, réunie en séance plénière :

- **Soutient** les agriculteurs qui s'inquiètent des conséquences économiques et sociales d'un tel accord**,**
- **Demande** au Président de la République et au Gouvernement d'empêcher la conclusion de l'accord, et de refuser fermement toute manœuvre de la Commission européenne visant à scinder l'accord en deux pour soumettre son volet commercial à un vote à la majorité qualifiée des Etats membres. La France doit en effet conserver son droit de veto pour bloquer cet accord dans le cas où il serait conclu contre son avis,
- **Demande** au Président de la République et au Gouvernement de faire valoir ce droit de veto lors du vote portant sur la signature de cet accord au Conseil de l'Union européenne.

Bibliothèque Départementale

APPROBATION DU REGLEMENT DES SERVICES DE LA BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le schéma départemental de la lecture publique voté le 06 juillet 2022,

Vu le rapport soumis à son examen visant à approuver le règlement des services de la Bibliothèque départementale,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Après en avoir délibéré,

- Approuve le règlement proposé et ses annexes pour une mise en application à compter du 1er janvier 2025 ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la convention de partenariat avec les structures hors bibliothèques souhaitant bénéficier des services de la BdM à l'occasion de leur participation à un évènement départemental.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION DE PRET DE DOCUMENTS & MATERIELS

Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental tant en vertu de l'article L.3221-1 du Code général des collectivités territoriales, qu'en vertu de la délibération de la séance du Conseil départemental du 21 novembre 2024, ci-après désigné également par « le Département »,

d'une part,

ET :

La Structure ……., représentée par
Madame ou Monsieur ……,
agissant en exécution de… adoptée le …… par

ci-après également désignée par « XXX »,

d'autre part.

Préambule

Une bibliothèque est un service public chargé de garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs.

Dans le cadre du développement de la lecture, une bibliothèque coopère régulièrement et profitablement avec des structures de son territoire ; quand il n'existe pas de bibliothèque, des structures conçoivent des actions et des projets autour du livre, en fonction de leurs publics, à l'occasion de manifestations dédiées.

Pour rappel du règlement des services de la BdM en vigueur, les structures partenaires des bibliothèques sont bénéficiaires des services de la BdM, au même titre que les bibliothèques, si et seulement si elles s'impliquent dans un évènement départemental comme par exemple :

- La Semaine nationale de la Petite enfance
- Partir en livres
- Les Nuits de la lecture
- Ou des évènements départementaux associant le livre et la lecture

Objet de la convention

La présente convention définit les obligations des parties et les conditions auxquelles sont subordonnés les services accordés par le Département et sa Bibliothèque départementale aux structures hors bibliothèques qui ont le projet de s'impliquer dans des projets d'intérêt départemental autour du livre et de la lecture.
La BdM ne peut offrir ces services pour le fonctionnement courant de ces structures.

PARTIE 1 : OBLIGATIONS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE

Article 1 : Personne désignée par la Structure

La Structure s'engage à nommer une personne comme responsable et correspondante de la Bibliothèque départementale pour le projet.

Article 2 : L'accès aux documents et aux ressources

La Structure s'engage à accueillir les documents et matériels dans un espace approprié et accessible.
Elle assure elle-même la sélection des documents et matériels, leur retrait et leur retour sur le site de la BdM. Elle peut bénéficier d'une livraison pour les outils de médiation, selon le règlement des services de la BdM en vigueur.
Elle s'engage à mettre à disposition les documents et matériels gratuitement pour des publics cibles dans le cadre de ses missions.
Elle est responsable de l'usage de ces documents et matériels par des tiers.

Article 3. Formation

Les membres de la Structure peuvent accéder aux formations proposées par la BdM, pour la mise en œuvre du projet lecture à dimension départementale, selon les places disponibles.

Article 4. Bilan d'actions

La Structure transmet, une fois le projet finalisé, un bilan des actions réalisées.

PARTIE 2 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Article 5 : Offre de services

Les bibliothèques sont les bénéficiaires prioritaires des services de la BdM. Elle met tout en œuvre pour répondre aux besoins exprimés, dans les limites de son règlement des services et des ressources disponibles.
Un bordereau de prêt est délivré pour chaque emprunt ou mise à disposition, avec les mentions de durée et de valeur d'assurance.

Article 6 : Conseil et assistance

Le Département assure une assistance technique pour une prise en main des matériels de médiation et des recommandations pour l'emprunt et la valorisation des documents.

Article 7 : Offre de ressources numériques
Le portail camélia55 est accessible aux bibliothécaires et aux habitants inscrits dans les bibliothèques locales.
Les structures hors bibliothèques doivent se rapprocher de la bibliothèque communale la plus proche, s'y inscrire comme partenaire pour y accéder.

Article 8 Formation
L'emprunt de certains matériels est conditionné à une prise en main et à une formation minimale indispensable, formation assurée par la Bibliothèque départementale.

PARTIE 3 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 9 : Assurances -Responsabilités
La Structure a pris connaissance des modalités de fonctionnement du service de la BdM décrites dans le règlement des services en vigueur.

Elle est tenue de souscrire une assurance pour les documents, outils et matériels mis à disposition par le Département.

Elle s'engage à rembourser ces documents, outils et matériels en cas de perte ou de détérioration, selon le règlement des services en vigueur.

Article 10. La promotion et la communication
La Structure emprunteuse s'engage à faire figurer le logo du Conseil départemental et de la Bibliothèque départementale sur tous les supports de communication liés au projet.

Article 11 : Durée de la convention
La présente convention est conclue pour une durée de trois ans maximum, soit jusqu'à la fin du schéma de lecture publique 2022-2027.
Toute modification relative aux présentes pourra faire l'objet d'un avenant qui sera négocié d'un commun accord entre les parties.

Article 12 : Résiliation
La convention cesse automatiquement à l'initiative du Département ou à la demande de la Structure.

Article 13 : Litige
En cas de litige ou de conflit grave portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, et après échec d'une tentative d'accord amiable, le Tribunal administratif compétent est saisi.

Fait à , le

En 2 exemplaires originaux, dont un pour chaque partie,

Pour La Structure	Pour le Départemental de la Meuse

Bibliothèque départementale de la Meuse
2 rue du Port
55 000 BAR-LE-DUC

Règlement des services

Préambule

Dans le cadre de ses missions et du schéma de lecture publique 2022-2027, la Bibliothèque départementale assure une offre de services diversifiés pour les bibliothèques locales : prêt de documents, mise à disposition d'outils de médiation, formations et ingénierie de projets.

Ces services permettent aux collectivités de développer leurs propres services de lecture et de médiations en direction des publics de leur territoire ou de leur champ d'action. Ces services sont gratuits et s'effectuent dans les limites de ce règlement et d'une convention partenariale.

Seront décrits ici les services proposés, soit :
1. le dépôt et les réservations de documents
2. les outils et matériels de médiation
3. l'accès aux documents numériques
4. les formations
5. l'accompagnement en ingénierie de projets

Ce document comprend 5 annexes.

Glossaire

BdM	Bibliothèque départementale de la Meuse
Camélia55	Le portail en ligne de la BdM
CCAS	Centre communal d'action sociale
CRI55	Centre de Ressources contre l'Illettrisme de la Meuse
DADT	Direction Attractivité et du développement des territoires
DRAC	Direction régionale des affaires culturelles
LAEP	Lieu d'accueil enfant parent
PMI	Protection maternelle infantile
Proxicourse	Service de portage de documents via La Poste
RAM	Relai des assistantes maternelles
RPE	Relai petite enfance
SEISAAM	Services et établissements publics d'inclusion et d'accompagnement Argonne-Meuse
SIGB	Système intégré de gestion des bibliothèques (logiciel de gestion)
SST	Service social territorial,

1. Le dépôt et les réservations de documents

La BdM développe des collections (livres, livres-CD, jeux). Ces documents sont destinés à compléter les collections des bibliothèques meusiennes qui les prêtent ensuite aux habitants ; elles peuvent également servir aux petites communes, aux associations pour constituer des bibliothèques éphémères lors d'évènements départementaux. Dans ce cas, les structures demandeuses doivent appartenir à la liste des bénéficiaires présentée en annexe 2 du présent règlement.

Le prêt de tous les documents est consenti pour une durée limitée et selon conditions.

Une carte de « structure emprunteuse » est créée avec le logiciel de gestion de la BdM ; cette carte est établie au nom de la structure, sous la responsabilité de son représentant.

Le dépôt
Le médiabus assure une desserte documentaire sur l'ensemble du département et permet d'échanger les documents par dépôt. Les bibliothécaires déposent une quantité de livres et la bibliothèque bénéficiaire rend les livres déposés lors de la précédente desserte.
Les échanges s'effectuent selon un calendrier déterminé à l'avance, sur rendez-vous en concertation avec la commune et/ou l'association qui gère la bibliothèque.

Le volume de documents préconisé pour chaque bibliothèque est configuré conjointement par la BdM et la bibliothèque bénéficiaire en fonction du nombre d'habitants, dans une limite fixée par la BdM.

Pour préparer le dépôt, et pour garnir les rayons de manière adéquate, la structure bénéficiaire doit obligatoirement compléter un formulaire disponible sur camelia55 décrivant la quantité et les types de documents à rendre et à emprunter.

Avant le jour du dépôt, la bibliothèque bénéficiaire s'engage à :
-retirer des rayons les documents à rendre
-les réunir dans un espace réservé sur des tables
-les trier (adultes/jeunesse, supports, sujets, …)

Le choix sur place
Les bibliothèques ont la possibilité de venir choisir des documents dans les magasins de la BdM, en bénéficiant d'un accompagnement personnalisé.

Les échanges se font sur le site de Bar-Le-Duc selon un planning déterminé à l'avance, sur rendez-vous en concertation avec les bibliothécaires en charge des réservations.

Le transport des documents est à la charge de la structure (prêt et retour), qui est également invitée à prévoir des contenants à cet effet.

Avant de venir sur site, pour un accueil optimal, la structure doit obligatoirement compléter un formulaire disponible sur camélia55 et décrire la quantité et les types de documents à rendre et à emprunter.

Le Proxicourse
Ce service permet de répondre de manière réactive aux demandes des usagers des bibliothèques et aux besoins pour un projet d'animation, via des « réservations » au titre, auteur, sujet, effectuées sur camélia55.
Il s'effectue en complément ou en substitution de la desserte (notamment pour les plus petites communes), et permet l'emprunt et le retour d'une dizaine de documents par semaine.

Seuls les documents disponibles à la BdM sont réservables.

Le Proxicourse permet également d'acheminer et de rendre exceptionnellement des **demandes thématiques**, dans une limite fixée à l'avance, et quand les sujets ne sont pas repérables dans le catalogue par mots-clefs ou matières. Un formulaire disponible sur camelia55 doit être complété pour toute demande.

Pour l'ensemble des transactions via le Proxicourse, il convient de restituer rapidement les documents afin de maintenir un volume de documents stable dans la bibliothèque emprunteuse.

Récupération des notices des documents
Pour les bibliothèques informatisées, les fichiers de données bibliographiques sont soit intégrés directement au SIGB, soit transmis par messagerie.

2. Les outils et matériels de médiation

Le Département met à disposition un ensemble d'outils de médiation dont la liste figure en annexe 3. Ces outils peuvent être accompagnés de petits matériels numériques ne nécessitant pas de consommables.

Les outils de médiation ne sont pas destinés à l'usage des publics ; ils permettent à la structure emprunteuse de construire et mettre en place un temps de médiation avec un public spécifique (petite enfance, scolaire, sénior), de créer une dynamique, de faciliter l'usage de la lecture.

Les structures demandeuses doivent appartenir à la liste des bénéficiaires présentée en annexe 2 du présent règlement.

La mise à disposition est consentie pour une durée limitée.

Les structures bénéficiaires doivent avoir été formées à l'utilisation ou à la prise en main de ces outils. Il est nécessaire également d'assurer le matériel selon sa valeur pour la durée de l'emprunt. Cette valeur d'assurance est précisée sur le site camélia55 et rappelée sur le bordereau de prêt.

La réservation des outils de médiation se fait en ligne sur camelia55, comme pour les autres documents. L'emprunteur doit spécifier les dates souhaitées de début et de fin de l'emprunt. Une période minimum entre deux prêts permet à la BdM de vérifier les outils et les nettoyer si besoin. Les outils peuvent être retirés à la BdM, à compter de la date mentionnée.

Les structures situées à plus de 40 km de la BdM peuvent bénéficier d'un service de livraison par transporteur (pour le retrait et le retour); les structures situées à moins de 40 km de la BdM viennent retirer et rendre des outils réservés à la BdM.

La durée du prêt comme le volume de matériels d'un même type est limitée pour répondre aux besoins de tous les demandeurs.

Le retour des outils de médiation se fait dans les mêmes conditions que le prêt et dans le respect des dates de réservation.

Cas particuliers : les structures hors bibliothèques

Les services départementaux bénéficient des mêmes conditions de prêt que les bibliothèques meusiennes.

Les structures qui ne sont ni des bibliothèques ni des structures départementales peuvent bénéficier du prêt de documents et de la mise à disposition d'outils pour des évènements départementaux spécifiques comme par exemple :

- La Semaine nationale de la Petite enfance
- Partir en livre
- Les Nuits de la lecture
- Ou des évènements départementaux associant le livre et la lecture

Dans ce cas, les structures non départementales doivent être signataires d'une convention de prêt spécifique pour être bénéficiaires.

En dehors de ces temps exceptionnels, les structures demandeuses sont réorientées :

- Pour les documents : elles peuvent réserver et emprunter des documents via leur bibliothèque de proximité
- Pour les outils d'animation : elles sont invitées à créer un partenariat avec leur bibliothèque de proximité pour construire une action de médiation conjointe

La gestion des documents/outils perdus ou détériorés

Les documents, outils et matériels perdus ou abîmés

Sont concernés :

- Les outils de médiation
- Les livres, jeux, livres CD, DVD dont la valeur est supérieure ou égale à 20,00 € pièce (hors remise libraire) et acquis dans les trois années précédentes

Un titre de recette sera émis par la Bibliothèque départementale auprès du signataire de la convention, afin de recouvrer la perte du document ou outil de médiation :

- pour les documents : le coût forfaitaire de 25€ par document (20€ + 5 € de frais d'équipement)
- pour les outils de médiation : le prix réel d'achat de l'outil

Les rachats, tant neufs que d'occasion, ne peuvent être acceptés en échange d'un document perdu ou détérioré.

Les documents/outils en retard

Tout document, outil ou matériel est considéré en retard une fois le délai du premier prêt expiré. Un seul renouvellement de la période de prêt est possible à tout moment pour une durée égale, sauf s'il existe une réservation.

Chaque document ou outil de médiation devra être restitué au plus tôt et avant la fin de la période de renouvellement autorisée. Au-delà, le document ou outil de médiation non rendu sera considéré comme perdu et pourra faire l'objet d'un titre de recette du montant défini ci-dessus.

Le non-respect de tout ou partie du règlement en vigueur entraine une réduction ou une suspension des services pour les bénéficiaires.

3. Accès aux documents numériques

Le Département met à disposition des bibliothèques et structures départementales des ressources numériques, en substitution ou en complément des documents physiques : articles de presse en ligne, musiques, films, soutien scolaire, etc. Ces ressources sont à usage individuel et familial.

L'accès à ces ressources en ligne s'effectue sur camelia55. Il est autorisé pour les usagers inscrits dans les bibliothèques meusiennes, les professionnels travaillant au sein du Conseil départemental ou les partenaires des services départementaux dont les missions contribuent aux axes du schéma départemental de lecture publique, sur complétude du formulaire disponible sur le site.

4. Les formations

La BdM n'est pas un organisme de formation ; elle développe les compétences de base des bibliothécaires de manière à assurer un service public d'accès à la lecture adapté aux besoins des habitants, comme le prévoient le code du patrimoine, la loi Robert de décembre 2021 et la convention de partenariat entre le Département et les collectivités meusiennes signataires. Les missions des bibliothécaires s'inscrivent dans un référentiel de compétences national en fonction du nombre d'habitants desservis.

La BdM propose un programme de formations organisé autour de différents formats :

- initiation à la gestion d'une petite bibliothèque
- ateliers thématiques conçus en fonction de l'actualité professionnelle
- webinaires sous forme de focus
- conférences pour éclairer les enjeux de la lecture aujourd'hui

Ces formations sont assurées en partie par les personnels de la BdM, en partie par des professionnels des bibliothèques.

Elles sont destinées aux personnes qui gèrent une petite ou moyenne bibliothèque, aux bénévoles qui participent occasionnellement aux animations d'une bibliothèque, aux professionnels du Département de la Meuse qui utilisent le livre dans leurs activités quotidiennes, aux partenaires du Département sous convention.

Elles sont gratuites et non certifiantes ; une attestation de présence est délivrée à la fin de chaque formation, sur demande. Les frais de déplacements et de restauration, parfois de fournitures, restent à la charge des participants.

Elles se déroulent sur différents établissements en fonction des sujets.

Le programme est publié sur camelia55, l'inscription comme le désistement s'effectuent en ligne, sur les pages camelia55 dédiées.

Le nombre de places en formation est défini en accord avec les intervenants ; il est limité et indiqué pour chaque session.

La BdM se réserve le droit d'annuler une formation pour différentes raisons (nombre insuffisant de participants, indisponibilité d'un lieu, empêchement de l'intervenant…).

5. L'accompagnement en ingénierie de projets

L'équipe de la BdM (bibliothécaires, chefs de projet, médiateurs) en lien avec les représentants de l'Etat (DRAC, Centre national du livre), les représentants de la Région Grand Est (réseau Grammage) accompagne collectivités et associations meusiennes de manière personnalisée dans leurs projets, à partir d'un diagnostic et d'une évaluation des besoins des habitants. Les projets peuvent être de différentes natures :
*des projets de construction, de réhabilitation d'une bibliothèque en lien avec le service Appui aux territoires et tourisme (DADT)
*des projets d'aménagement intérieur
*des projets d'informatisation, d'automatisation
*des projets de développement de services (extension des heures d'ouverture, création de ludothèque, d'un espace enfants-parents)
*le recrutement de salariés ou de bénévoles
*l'organisation d'un fonctionnement en réseau (pour le prêt de livres, pour les actions culturelles)
*l'organisation d'un évènement autour de la lecture, la rencontre avec écrivain ou une illustratrice, la participation à une manifestation nationale (Partir en livre, Mois du film documentaire).

De son côté, la BdM invite régulièrement les collectivités et les bibliothèques à imaginer des actions de sensibilisation au livre et à la lecture sous forme d'appels à participation, d'ateliers de partage d'expériences, de démonstrations d'outils.

L'accompagnement en ingénierie s'effectue dans le cadre d'un calendrier de mise en œuvre et tient compte du niveau de complexité de la demande, du territoire et des parties prenantes. L'intervention de la BdM peut aller de la fourniture de documentation (références ou modèles sur un sujet, mise en contact) à des recommandations ciblées (scénarios, hypothèses, possibilités d'aides financières).

En parallèle, le site camelia55 propose des fiches pratiques et des conseils sous forme de boites à outils, à disposition de tous les professionnels et élus meusiens.

TABLE DES ANNEXES

1. Annexe1 Récapitulatif de l'offre de services
2. Annexe2 Récapitulatif des bénéficiaires
3. Annexe3 La typologie des outils de médiation
4. Annexe4 Bordereaux pour les outils de médiation
5. Annexe5 Chiffres clefs des services de la BdM

Annexe1

Récapitulatif de l'offre de services

	Dépôt	**Proxicourse**	**Ressources numériques**	**Choix sur place**	**Outils de médiation**	**Formations**	**Ingénierie**
Bénéficiaires	Collectivités sous convention avec le Département, association gérant une bibliothèque conventionnée avec une commune	Collectivités sous convention avec le Département, centres de détention	Collectivités ou structures sous convention avec le Département, services départementaux, structures partenaires sur des axes figurant dans le schéma Lecture publique	Collectivités sous convention avec le Département, services départementaux, autres structures à l'occasion d'un évènement départemental	Collectivités ou structures sous convention avec le Département, services départementaux, autres structures à l'occasion d'un évènement départemental	Collectivités ou structures sous convention avec le Département, services départementaux, autres structures à l'occasion d'un évènement départemental	Collectivités ou structures sous convention avec le Département, services départementaux, autres structures à l'occasion d'un évènement départemental
Fréquence	Une fois par an	Chaque semaine	En fonction des droits d'accès liés à chaque ressource	Une fois par trimestre	Une fois par mois avec une limite de 5 outils simultanés	Selon affluence	Selon affluence
Durée	1 an maximum	1 an maximum		1 an maximum	2 mois maximum	De 2h à 6 jours maximum	Selon échéance et complexité du projet
Logistique (transport, repas, …)	Médiabus	La Poste et le Département		A la charge du bénéficiaire	**pour les structures situées à moins de 40 km de la BdM : retrait et retour sur place **pour les structures à plus de 40 km de la BdM : retrait et retour par transporteur	A la charge des bénéficiaires	A la charge des bénéficiaires

Annexe2

Récapitulatif des bénéficiaires, par catégories

BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES ET CARCERALES	Structures cibles, sous convention pluri-annuelle avec le Département
SERVICES DEPARTEMENTAUX	(PMI, SST, …)
CENTRES DE LOISIRS	Pour évènement départemental avec convention spécifique
COLLEGES	
ORGANISMES SOCIO-CULTURELS (CRI55, Ecurey Pôle d'Avenir, CCAS, etc)	
STRUCTURES PETITE ENFANCE (RPE, RAM, LAEP, etc)	

Annexe3

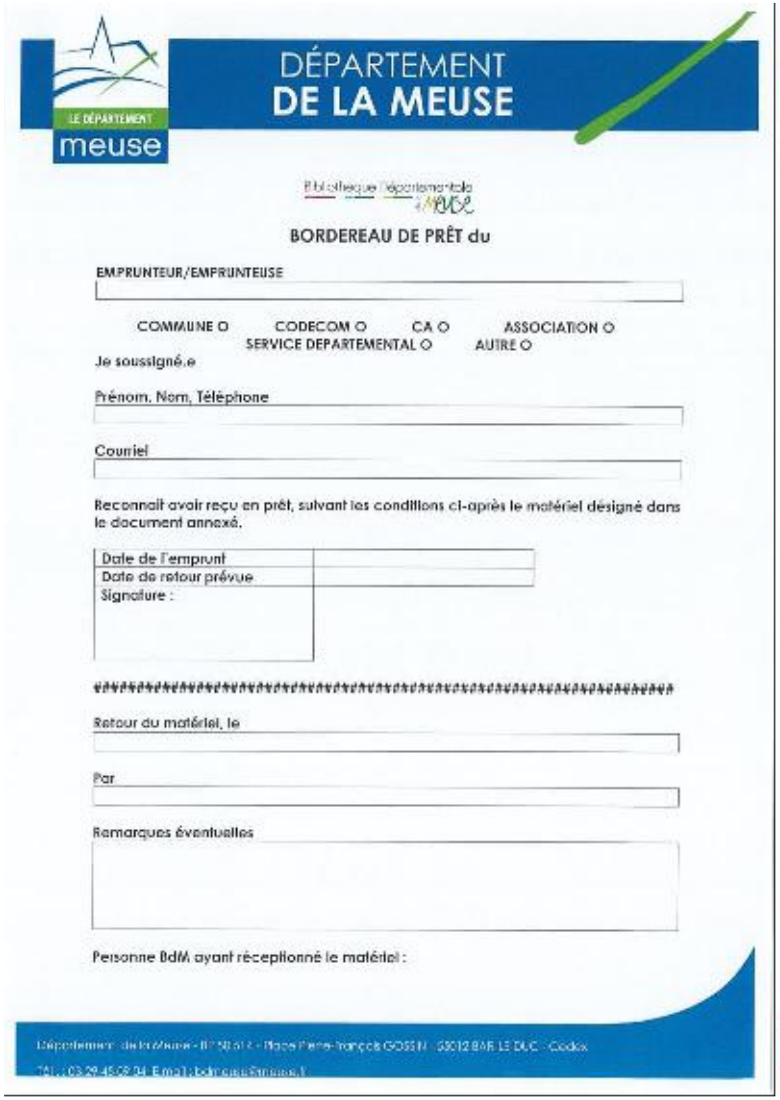
La typologie des outils de médiation

La BdM met à disposition en 2024, 293 outils de médiation, à usage des bibliothèques et des structures participant à un évènement départemental

Boîtes à histoires	Appareils enregistreurs de voix, petits boitiers numériques
Borne d'écoute musicale	Tablette aménagée avec coussins pour sieste musicale
Cahiers de dessins animés	Tablettes et cahiers de coloriage pour constituer un mini film
Cartes programmables Makey Makey	Cartes de programmation
Expositions	Expositions du commerce
« Facile à lire »	Pochettes contenant documents et outils pour les personnes éloignées de la lecture (Dys, etc)
Instruments de musique	Petits instruments à vent et percussions pour rythmer les heures du conte
Jeux géants	Grands jeux en bois
Kamishibaïs	Théâtres japonais pour raconter
Malles thématiques	Malles multi-supports constituées sur des thèmes d'actualité ; ex : Jeux Olympiques 2024,…
Matériels de projection	Ecran, vidéoprojecteur, enceintes pour le Mois du film documentaire uniquement
Raconte-tapis	Tapis facilitant l'interaction avec les enfants
Robots pédagogiques	Robots programmables pour enfants
Tabliers à comptines	Pour mettre en scène un histoire racontée
Tapis lecture	Tapis facilitant l'interaction avec les enfants

Annexe4

Bordereaux pour les outils de médiation



DÉPARTEMENT
DE LA MEUSE

LE DÉPARTEMENT meuse

Bibliothèque Départementale de la Meuse

BORDEREAU DE PRÊT du

EMPRUNTEUR/EMPRUNTEUSE

COMMUNE O CODECOM O CA O ASSOCIATION O
SERVICE DEPARTEMENTAL O AUTRE O

Je soussigné.e

Prénom, Nom, Téléphone

Courriel

Reconnait avoir reçu en prêt, suivant les conditions ci-après le matériel désigné dans le document annexé.

Date de l'emprunt	
Date de retour prévue	
Signature :	

##########

Retour du matériel, le

Par

Remarques éventuelles

Personne BdM ayant réceptionné le matériel :



DÉPARTEMENT
DE LA MEUSE

LE DÉPARTEMENT meuse

Bibliothèque Départementale de la Meuse

STRUCTURES HORS BIBLIOTHEQUES

BORDEREAU DE PRÊT de Nom outil

STRUCTURE EMPRUNTEUSE

COMMUNE O CODECOM O CA O ASSOCIATION O
SERVICE DEPARTEMENTAL O AUTRE O

EVENEMENT pour lequel l'emprunt est autorisé :

Je soussigné.e

Prénom, Nom, Téléphone

Courriel

Reconnait avoir reçu en prêt, suivant les conditions ci-après le matériel désigné dans le document annexé.

Date de l'emprunt	
Date de retour prévue	
Signature :	

##########

Retour du matériel, le

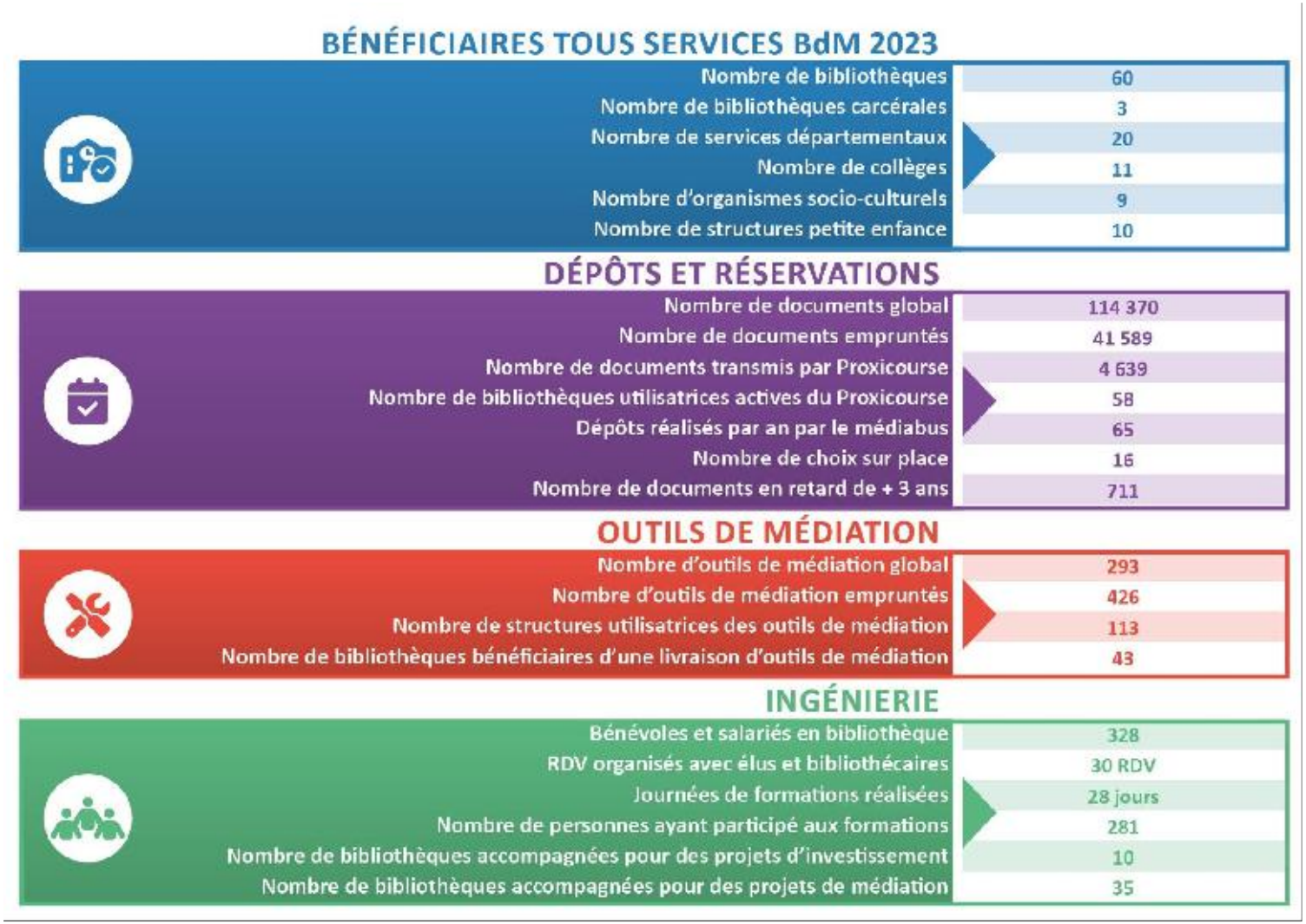
Par

Remarques éventuelles

Personne BdM ayant réceptionné le matériel :

Annexe5

CHIFFRES CLEFS DES SERVICES DE LA BdM



Bibliothèque Départementale

ACTUALISATION DU REGLEMENT DES AIDES DU SCHEMA DE LECTURE PUBLIQUE -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le schéma départemental de la lecture publique voté le 06 juillet 2022,

Vu l'actualisation des aides du schéma départemental votée le 31 mars 2023,

Vu les nouvelles modalités d'intervention de la politique d'appui aux territoires votées le 21 mars 2024,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à actualiser l'aide à la construction et à la requalification des bibliothèques inscrite dans le schéma départemental de lecture publique,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Après en avoir délibéré,

- Adopte l'actualisation de l'aide à la construction et à la requalification des bibliothèques inscrite dans le schéma de lecture publique 2022-2027, ci-annexé ;

- Abroge l'ancien règlement intégré au schéma départemental de la lecture publique votée le 06 juillet 2022 et le remplace par le nouveau à compter du 1er janvier 2025 ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer tous les actes relatifs aux dispositions du présent règlement des aides 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

REGLEMENT D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES BIBLIOTHEQUES DE LA MEUSE

Compétent en matière de développement de la lecture publique conformément à l'article L320-2 du Code du Patrimoine, le Département de la Meuse souhaite poursuivre et accompagner le développement des bibliothèques communales et intercommunales.

Le Département, s'associant à la volonté des communes ou groupements de communes de proposer une offre de lecture publique de proximité, soutient leurs projets par :

- une mission d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement
- la formation et la professionnalisation des équipes de gestion et d'animation des bibliothèques
- un soutien logistique au fonctionnement des bibliothèques
- des actions de valorisation en réseau

Dans cette perspective, il signe avec les collectivités qui souhaitent bénéficier de ses services, une convention de partenariat qui fixe les engagements réciproques des communes ou groupements de communes et du Département, les objectifs partagés et les modalités de partenariat.

PREMIERE PARTIE
Engagements contractuels des communes ou groupements de communes et du Département

Article1. Dispositions générales

Les collectivités qui proposent ou souhaitent proposer une offre de lecture publique (ensemble d'actions conduites par les bibliothèques et destinées à promouvoir la culture de l'écrit, du son, de l'image, matérielle ou numérique) sur leur territoire peuvent bénéficier du soutien du Département dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet de bibliothèque.

La mise en œuvre de tout projet de bibliothèque nécessite un espace adapté, une équipe de gestion qualifiée, des conditions d'accès, des collections, une politique d'animations et de valorisation.

Les communes ou groupement de communes signent avec le Département une convention de partenariat qui fixe les engagements de chacun.

Article2. Engagements du Département

2.1 Conseil et coordination des bibliothèques

Le Département, via son service de développement de la lecture publique (Bibliothèque départementale), assure un service d'expertise auprès des collectivités (élus, services municipaux et communautaires, équipes de gestion et d'animation). Cet accompagnement porte sur l'ensemble des questions concernant la création, l'aménagement, le fonctionnement et l'animation de la bibliothèque.

Cette expertise se nourrit notamment des démarches d'expérimentations et de travail collaboratif, pilotées par la Bibliothèque départementale avec les bibliothèques meusiennes.

2.2 Formation

Le Département propose une offre de formation initiale et continue pour l'ensemble des personnes travaillant en bibliothèque.

2.3 Mise à disposition de documents

Le Département propose aux bibliothèques des prêts de documents ayant vocation à compléter leurs fonds propres.
La Bibliothèque départementale accompagne les équipes dans la sélection des documents.

- **Collections physiques**

En fonction du projet défini par la collectivité, la mise à disposition des collections physiques est effectuée selon les différentes propositions logistiques mises en place par la Bibliothèque départementale sur rendez-vous (prêt de fonds de base, renouvellement des fonds via le médiabus, échanges et choix sur place à la Bibliothèque départementale). Un service de réservations rapides, Proxi course, est offert par le Département aux bibliothèques qui le demandent.

La Bibliothèque départementale fournit un nombre de documents évalué en fonction de la population desservie et du projet local, défini préalablement. La nature des documents prêtés (en qualité et en quantité) est étudiée conjointement et annuellement.

Le Département propose également des prêts de matériels d'animation (expositions, malles thématiques, tapis de lecture, etc) acheminés sur réservation, en fonction des projets. Tout matériel d'animation doit être assuré pour la valeur figurant sur la fiche de présentation de l'outil.

- **Collections numériques**

Le Département met à disposition des communes ou groupements de communes une offre de ressources numériques par le biais de son portail camelia55.

2.4 Services numériques

Le Département, via camelia55, propose un espace professionnel destiné aux bibliothécaires : un service de réservation en ligne, mais aussi de nombreuses ressources professionnelles.

Il offre également la possibilité d'informatiser la gestion des bibliothèques et de rejoindre ainsi le catalogue en ligne (voir l'article 5 relatif aux aides financières).

Il offre l'opportunité de bénéficier d'interventions en termes de médiation numérique : une co-construction d'un projet, une prise en main des outils numériques, des actions planifiées. Des fiches pratiques sont à disposition sur camélia55, et réutilisables par toutes les bibliothèques.

2.5 Aides financières
Le Département propose plusieurs dispositifs d'aide financière dans le cadre de la création ou du fonctionnement des bibliothèques et selon des modalités proposées à l'article 5 du présent règlement.

Article3. Engagement des communes ou groupements de communes

Afin de bénéficier de l'offre de services et de soutien du Département, les collectivités mettent en œuvre les modalités suivantes.

Locaux
Les collectivités dotent leur bibliothèque d'un local répondant aux normes d'accueil des publics. Accueillant un service public de proximité, le local est facilement accessible, signalisé et visible des usagers. Il est équipé d'un mobilier spécifique et adapté.
Les collectivités équipent leur service de tout moyen permettant la communication avec les usagers (téléphone, internet) et avec la Bibliothèque départementale (notamment un accès wifi).
Elles souscrivent les polices d'assurance nécessaires à la protection des locaux, des personnes et des collections (y compris celles mises à disposition par la Bibliothèque départementale).

Heures d'ouverture
Elles déterminent les jours et heures d'ouverture de manière à satisfaire les besoins des usagers.

Collections
Elles s'engagent à constituer, entretenir et renouveler leurs collections en y consacrant un budget annuel d'acquisition.
Les fonds peuvent être complétés par les collections de la Bibliothèque départementale, qu'elles s'engagent à entretenir, assurer, mettre à disposition des publics. Elles accompagnent les usagers dans la consultation des ressources numériques.
Elles s'engagent à prévoir un espace de stationnement sécurisé pour accueillir le médiabus.
Les bibliothèques utilisatrices du service Proxi course veillent à assurer un retour des documents et matériels de transport afin de permettre une rotation rapide, dans l'intérêt des usagers.

Equipe de gestion de la bibliothèque
Les collectivités veillent à confier la gestion de la bibliothèque à une équipe qualifiée constituée de salariés ou de bénévoles. Elles s'engagent à permettre la formation initiale nécessaire (proposée par la Bibliothèque départementale) et encouragent la formation continue. Dans ce cadre, elles prennent en charge les frais de déplacement et repas relatifs à la formation et aux déplacements (réunions par exemple).

Prêts
Les collectivités veillent à consentir gratuitement le prêt de documents pour tous les publics, notamment pour les moins de 18 ans. Elles excluent tout paiement au prêt, document par document.
Elles s'engagent à respecter les règles relatives à la propriété intellectuelle tant pour l'acquisition que pour le prêt et la valorisation des documents.

Statistiques
Annuellement, les collectivités renseignent l'enquête nationale relative au fonctionnement des bibliothèques, selon les modalités indiquées par la Bibliothèque départementales (saisie en ligne des données statistiques sur le site du Ministère de la Culture).

Convention
Pour bénéficier des services de la Bibliothèque départementale, la collectivité signe une convention de partenariat (en annexe).

DEUXIEME PARTIE
Aides financières départementales aux bibliothèques communales ou intercommunales

Article4. Modalités générales d'attribution des aides

Les aides départementales ne peuvent être attribuées qu'aux communes ou groupements de communes membres du réseau départemental de lecture publique et concluant une convention de partenariat (en annexe).
Les aides aux projets de médiation et aux manifestations pour la lecture peuvent être attribuées à des associations, si leur activité principale est dédiée à la lecture, à l'écriture et si leur intervention mobilise une ou plusieurs bibliothèques meusiennes.
Toutes les aides départementales peuvent être complétées par du temps d'ingénierie de la part de la Bibliothèque départementale : l'accompagnement pour la conception, l'organisation, la recherche de co-financements, la formation, l'évaluation ; mais aussi l'expertise dans des domaines cibles.
Restriction : tous les montants des aides sont soumis aux règles de cofinancement du Code général des collectivités territoriales ; l'instruction des demandes s'effectue dans la limite des crédits disponibles ouverts à ce titre au budget départemental.

Article5. Aides à l'investissement

5.1 Aide à la construction, à la requalification des bibliothèques
Une aide départementale peut être attribuée pour la réalisation de travaux visant la création ou la restructuration d'un équipement, ou proposant des services nouveaux. L'aide concerne les dépenses liées aux travaux et aux études ; elle est analysée conjointement par la Bibliothèque départementale et la Direction Attractivité et Développement des Territoires.

a. Critères d'éligibilité
Les critères sont décrits dans le schéma d'aides à l'aménagement de la Direction Attractivité et Développement des Territoires. Les critères suivants sont spécifiques aux bibliothèques.

- L'opération doit être liée à une création, une requalification ou une extension de bibliothèque
- Le lieu doit être accessible à toutes et tous, incluant un espace dédié aux fonctions exclusives de bibliothèque ; le prêt de documents doit être gratuit
- Les services de bibliothèques doivent être dimensionnés en fonction du nombre d'habitants desservis
- La bibliothèque ou/et les autres services doivent être accessibles au moins 18 heures par semaine en privilégiant les horaires les plus adaptés à la demande des usagers du territoire
- Les collections doivent être renouvelées selon un rythme facilitant l'accès à la production éditoriale

- L'avis technique de la BdM doit être consulté en amont et pendant le projet

b. Montants de l'aide

Selon les modalités d'intervention de la politique d'appui aux territoires en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention.

5.2 Aide à l'aménagement intérieur des bibliothèques

Une aide départementale peut être attribuée pour l'achat de mobiliers (étagères, meubles de bibliothèque, mobiliers de convivialité, tables et chaises de travail, bureaux, etc), de petits mobiliers (coussins, tapis, cabanes à lire, etc) et de petits matériels (présentoirs, supports pour livres d'art, etc).

a. Critères d'éligibilité

- L'opération doit être liée à une création, une requalification ou une extension de bibliothèque, un réaménagement ou une rénovation intérieure
- Le lieu doit être accessible à toutes et tous, incluant un espace dédié aux fonctions exclusives de bibliothèque ; le prêt de documents doit être gratuit
- Les services de bibliothèques doivent être dimensionnés en fonction du nombre d'habitants desservis
- La bibliothèque ou/et les autres services doivent être accessibles au moins 5 heures par semaine en privilégiant les horaires les plus adaptés à la demande des usagers du territoire
- Les collections doivent être renouvelées selon un rythme facilitant l'accès à la production éditoriale
- L'avis technique de la BdM doit être consulté en amont et pendant le projet

b. Montants de l'aide

Maître d'ouvrage	Taux maximal	Bonification (2 bonus maximum cumulés par projet)	Plafond
Equipements structurants, services de proximité Communes/EPCI	35% du montant	+ 10% : si aménagement d'un espace spécifique (petite enfance, espace parentalité, espace Facile à lire, etc) + 5% si élargissement des horaires d'ouverture (augmentation d'1h à minima par semaine) + 5% si attention particulière au développement durable (matériaux recyclés, diminution de la plastification des livres, désherbage etc)	18 000 € pour les communes de – 5 000 habitants 94 500€ pour les communes de + 5 000 habitants, les EPCI

Aide calculée sur les montants HT

5.3 Aide à l'informatisation et à l'équipement numérique des bibliothèques
Une aide départementale peut être attribuée pour informatiser la gestion de la bibliothèque avec le logiciel Koha, pour intégrer la bibliothèque au réseau départemental, pour renouveler le matériel de gestion de la bibliothèque (informatisée avec Koha au maximum depuis 10 ans) ou pour acquérir du matériel numérique dédié aux publics.
Cette aide ne comprend ni les matériels d'accès à internet (modems, etc), ni les terminaux seuls, ni les consoles de jeux.

a. Critères d'éligibilité

- Le lieu doit être accessible à toutes et tous, incluant un espace dédié aux fonctions exclusives de bibliothèque ; le prêt de documents doit être gratuit
- Les services de bibliothèques doivent être dimensionnés en fonction du nombre d'habitants desservis
- La bibliothèque ou/et les autres services doivent être accessibles au moins 5 heures par semaine en privilégiant les horaires les plus adaptés à la demande des usagers du territoire
- Les collections doivent être renouvelées selon un rythme facilitant l'accès à la production éditoriale
- Les bibliothécaires doivent avoir suivi la formation initiale de gestion de bibliothèque
- Le renouvellement de matériel de gestion doit être le premier
- Le taux d'aide est calculé sur devis
- La BdM effectue un diagnostic et donne son avis technique en amont et pendant le projet

b. Montants de l'aide

Maître d'ouvrage	Types de matériels	Taux maximal	Plafond
Services de proximité Communes/EPCI	Première informatisation	80%	1 350€
	Renouvellement pour bibliothèque déjà informatisée sous Koha (un seul renouvellement possible)	50%	1 350€
	Matériels numériques dédiés à la médiation et aux publics	50%	1 350€

Aide calculée sur les montants HT

Pour une première informatisation, le Département assure l'interface avec le logiciel commun Koha, forme les bibliothécaires, accompagne l'installation et les paramétrages et offre les 5 000 premiers codes à barres, pour une valeur de 300€.

Article6. Aides au fonctionnement

6.1 Aide à la mise en place d'une coordination de réseau de bibliothèques

Une aide départementale peut être attribuée pour le recrutement ou la mobilisation d'une personne chargée de structurer, coordonner et co-construire la politique de lecture publique à l'échelle d'un territoire, à temps plein ou temps partiel (à minima 50%).

a. Critères d'éligibilité

- Le réseau à mettre en place doit concerner à minima 3 bibliothèques
- L'une des bibliothèques au moins doit être de niveau 1 ou 2
- Les bibliothèques concernées doivent être accessibles à toutes et tous, incluant un espace dédié aux fonctions exclusives de bibliothèque ; le prêt de documents doit être gratuit
- L'amplitude d'ouverture sur le réseau doit être au moins de 12 heures par semaine en privilégiant les horaires les plus adaptés à la demande des usagers du territoire
- Les collections doivent être renouvelées selon un rythme facilitant l'accès à la production éditoriale
- L'avis technique de la BdM doit être consulté en amont et pendant le projet

b. Montants de l'aide

Maître d'ouvrage	Taux maximal	Plafond
Equipements structurants, services de proximité Communes/EPCI	Année 1 : 50 % Année 2 : 40% Année 3 : 30%	30 600€

Calcul de la subvention % du salaire brut annuel sans charges patronales d'un poste de catégorie A ou B de la filière culturelle

6.2 Aide à l'acquisition de documents en bibliothèque

Une aide départementale peut être attribuée pour l'achat de collections, et permettre ainsi aux bibliothèques de constituer des fonds propres, de créer des collections spécifiques aux besoins des habitants et de renouveler régulièrement leurs documents. Cette aide invite les bibliothèques à diversifier leurs documents (livres imprimés et numériques, revues, films, musiques pour enfants, jeux), à mutualiser leurs achats et à cibler les publics empêchés.

a. Critères d'éligibilité

- Le lieu doit être accessible à toutes et tous, incluant un espace dédié aux fonctions exclusives de bibliothèque ; le prêt de documents doit être gratuit
- Les services de bibliothèques doivent être dimensionnés en fonction du nombre d'habitants desservis
- La bibliothèque ou/et les autres services doivent être accessibles au moins 5 heures par semaine en privilégiant les horaires les plus adaptés à la demande des usagers du territoire
- Les achats doivent être effectués chez un libraire
- Les bibliothécaires doivent avoir suivi la formation initiale de gestion de bibliothèque

b. Montants des aides

Maître d'ouvrage	Taux maximal	Bonification (2 bonus maximum cumulés par dossier)	Plafond
Equipements structurants, services de proximité Communes/EPCI	40% du coût TTC	+ 5% : si des fonds en direction des publics cibles du Département sont créés et valorisés (petite enfance, collégiens, Facile à lire, séniors) + 5% si la répartition des collections dans l'espace approche un ratio 30/70 + 5% si une circulation des documents avec d'autres bibliothèques existe	900€

6.3 Aide aux projets de médiation et aux manifestations pour la lecture

Une aide départementale peut être attribuée à toute initiative en lien avec la lecture et les bibliothèques se déroulant dans la Meuse : rencontres, ateliers, heures du conte, exposition, festival, tournois, conférence/débat et toute forme incitant les participants à la lecture ou/et à l'écriture, même de manière interdisciplinaire.

Cette aide est accessible aux associations si leur activité principale est dédiée à la lecture, à l'écriture et si leur intervention mobilise une ou plusieurs bibliothèques meusiennes.

Un même porteur est limité à 3 manifestations maximum par an.

a. Critères d'éligibilité

- Le projet implique un ou plusieurs bibliothèques ; les bibliothèques doivent être accessibles à toutes et tous, incluant un espace dédié aux fonctions exclusives de bibliothèque ; le prêt de documents doit être gratuit
- Le projet doit avoir un rayonnement extra-communal ou intercommunal
- Le projet doit être co-financé par la ou les collectivités d'accueil de l'action au minimum à hauteur de la participation départementale
- Les intervenants doivent être des artistes/auteurs professionnels du domaine
- La Bibliothèque départementale auditionne chaque projet lors d'un rendez-vous de présentation
- L'avis technique de la BdM doit être consulté en amont et pendant le projet
- NB auteurs : les auteurs invités devront être édités à compte d'éditeur et cotiser à un organisme officiel (URSSAF). Le dispositif ne pourra soutenir des événements faisant appel à des auteurs non publiés ou publiés à compte d'auteur.

b. Montants de l'aide

Maître d'ouvrage	Taux maximal	Bonification (1 bonus maximum par dossier)	Plafond
Equipements structurants, services de proximité Communes/EPCI Associations	40% du coût TTC	+ 10% : si le projet cible les publics prioritaires du Département (petite enfance, publics empêchés, séniors, collégiens, etc) + 10% si le projet est porté par un réseau de bibliothèques ou une collectivité mobilisant les bibliothèques de son territoire (interventions tournantes, mutualisation d'action, etc)	50% du coût total TTC

6.4 Appel à projets pour les Nuits de la lecture

Les « Nuits de la lecture » est un évènement national organisé par le Centre national du livre (CNL), chaque année en janvier. Il représente, pour les bibliothèques, l'opportunité de faire découvrir leurs services à un moment inhabituel (fin de journée, soirée), de manière festive et ludique. Une thématique différente est proposée chaque année.

L'appel à projets « Et vous ? Que faites-vous pour les Nuits de la lecture ? » est une aide financière accessible aux bibliothèques communales, intercommunales et vise à promouvoir les actions de médiation en bibliothèque. L'aide est attribuée selon des critères définis dans la fiche ci-dessous Les candidatures sont déposées et retenues selon un calendrier déterminé à l'avance.

APPEL A PROJETS//Et vous ? Que faites-vous pour les Nuits de la lecture ?

Type d'aide	Aide au fonctionnement
Enjeux	Fort de sa compétence « lecture publique », le Département de la Meuse stimule les initiatives en matière d'évènement dédiés au livre et à la lecture. Il souhaite notamment accompagner les projets spécifiquement programmés pour les Nuits de la lecture. La lecture, « grande cause nationale 2022 », se décline sur de nombreux temps d'action. Les Nuits de la lecture est un évènement organisé par le Centre national du livre (CNL) qui se déroulera du 19 au 23 janvier 2023. Après l'amour en 2022, les Nuits se tournent vers un autre genre de sensations fortes : la peur ! Des contes aux histoires fantastiques, des récits de science-fiction dystopiques aux enquêtes policières, jusqu'aux récits et essais contemporains qui traitent de nos effrois intimes et collectifs face aux crises que nous traversons, le motif de la peur traverse la littérature et nous invite à explorer toutes les formes de narration, tous les formats de lecture… en particulier la nuit !
Objectifs	– Soutenir les actions culturelles autour du livre et de la lecture, particulièrement en bibliothèque – Rebondir sur un évènementiel pour faire découvrir les bibliothèques d'une manière inédite – Créer des liens entre bibliothèques, libraires, associations et toutes structures parties prenantes – Valoriser l'écrit sous toutes ses formes
Bénéficiaires	– Bibliothèque publique dépendant d'un E.P.C.I, d'une commune ou d'une association. – Association ou collectivité territoriale développant une médiation ou un événement spécifique sur le champ du livre et de la lecture impliquant une ou plusieurs bibliothèques publiques
Principes	-Les porteurs de projets déposent un dossier sur la plateforme du Département, dans les délais impartis -Les projets proposés peuvent être de natures très diverses : ouvertures tardives, visites ludiques ou insolites, heures du conte, ateliers, rencontres/débats, projections, expositions, etc -Les actions décrites dans le projet ne doivent pas avoir démarré au moment du dépôt de dossier et doivent être programmées dans les dates nationales de l'évènement -Un même porteur peut présenter au maximum 2 projets
Critères d'éligibilité	– Le projet doit prendre en compte la thématique des Nuits de la lecture 2023 et se dérouler entre le 13 et le 23 janvier 2023 ; il doit être programmé au plus tôt en fin journée (à partir de 17h) – Tout projet candidat doit impliquer une ou plusieurs bibliothèques – L'évènement doit mobiliser des auteurs/artistes ou intervenants professionnels du domaine – Le projet doit être original dans sa conception et/ou sa réalisation – Le budget doit être équilibré *NB auteurs : les auteurs invités devront être édités à compte d'éditeur et cotiser à un organisme officiel (URSSAF). Le dispositif ne pourra soutenir des événements faisant appel à des auteurs non publiés ou publiés à compte d'auteur.
Montant de l'aide	– 50% maximum du coût total du projet TTC – Plafond : 1 800€

COMMENT DEPOSER UNE DEMANDE D'AIDE

Compléter le formulaire en ligne et valider le dépôt sur la plateforme du département
Y joindre les pièces à fournir

PROCESSUS DE SELECTION

La sélection des projets est effectuée par une équipe départementale qui se réunira de manière exceptionnelle et qui pourra se faire assister d'un représentant de l'Etat.
Sur proposition, la Commission permanente vote l'attribution des aides.
Chaque porteur de projet sera destinataire d'une convention d'objectifs.

PLANNING

Lancement de l'appel à projets : juillet 2022
Date limite d'envoi de la demande : septembre 2022
Commission permanente : novembre 2022

CONTACTS

Contacts pour le projet : les correspondantes de la Bibliothèque départementale pour les bibliothèques, la personne référente technique médiations

Direction du Patrimoine Immobilier

COLLEGES ANDRE THEURIET ET JACQUES PREVERT A BAR-LE-DUC - TRANSFERT DE DOMANIALITE -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le rapport soumis à son examen relatif au transfert de domanialité des collèges André Theuriet et Jacques Prévert à Bar-le-Duc,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Mesdames Martine JOLY et Charline TANGRE et Monsieur Benoît DEJAIFFE étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Autorise la première vice-présidente du Conseil départemental, puis les suivants par ordre de nomination en cas d'absence ou empêchement, à signer les actes administratifs susmentionnés, tels que ci-annexés, ainsi que tous documents s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA MEUSE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

ACTE ADMINISTRATIF DE TRANSFERT DE PROPRIETE
dressé par le Président du Conseil départemental

Transfert du …

Première Partie

En l'Hôtel du Département à BAR-LE-DUC, le Président du Conseil départemental a reçu le présent acte authentique de transfert de propriété

ENTRE

La commune de BAR-LE-DUC, représentée par son Maire, Madame Martine JOLY, autorisée aux présentes aux termes d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009, immatriculée au SIRET sous le numéro 215 500 299 00015

ET

Le Département de la Meuse représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé aux présentes aux termes d'une délibation du Conseil départemental en date du 21 novembre 2024, immatriculé au SIRET sous le numéro 225 500 016 00152

EXPOSE

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit, dans son article 79, le transfert en pleine propriété des biens immobiliers des collèges appartenant à une commune ou un groupement de communes au profit du Département. Cette disposition est applicable depuis le 1er janvier 2005.

Sur le fondement de ces dispositions, le présent acte a pour objet de constater le transfert de propriété dans le patrimoine départemental des biens supportant le collège André Theuriet, situé 4 place de la République à BAR-LE-DUC.

DESIGNATIONS DES BIENS
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BAR-LE-DUC

1) 36 a 27 ca en nature de sol au lieu-dit 4 place de la République cadastré section AD numéro 27.
Propriété bâtie comprenant 5 bâtiments à usage de collège :

- 1 bâtiment de type R+4, dit « bâtiment administration / logements », construit début du XXème siècle et rénové dans les années 2000, comprenant les locaux de l'administration et des logements sur une surface de plancher estimée à 808 m²,
- 1 bâtiment de type R+2 dit « bâtiment Allendé », construit début du XXIème siècle et rénové dans les années 2000, comprenant des salles d'enseignements, le bureau de la CPE, les salles de permanence sur une surface de plancher estimée à 1081 m²,
- 1 bâtiment de type R+1 dit « bâtiment Naveton », construit début du XXIème siècle et rénové dans les années 2000, comprenant l'infirmerie, la salle des professeurs, le local agents et des salles d'enseignements sur une surface de plancher estimée à 689 m²,
- 1 bâtiment de type R+2 dit « bâtiment neuf », construit dans les années 2000, comprenant des salles d'enseignements sur une surface de plancher estimée à 604 m²,
- 1 bâtiment de type R+1, construit dans les années 2000, comprenant la demi-pension et des salles d'enseignements sur une surface de plancher estimée à 895 m²,
- 1 bâtiment de type RDC comprenant les sanitaires sur une surface de plancher estimée à 61 m².

Tel que ledit bien se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parcelles susvisées appartiennent à la commune de BAR-LE-DUC en vertu de faits et titres réguliers antérieures au 1er janvier 1956.

PRIX

Le présent transfert s'effectuant en application de l'article 79 de la loi n° 2004- 809 du 13 août 2004, il s'effectue à titre gratuit.

PROPRIETE ET JOUISSANCE

Le Département de la Meuse sera propriétaire de l'immeuble transféré au moyen et par le seul fait du présent acte.

Il en aura la jouissance par la prise de possession réelle, au jour du présent acte.

DECLARATIONS POUR L'ADMINISTRATION

Application de l'article 1042 du Code général des impôts.

DECLARATION POUR LES PLUS-VALUES

La présente cession à titre onéreux étant consentie au profit d'une collectivité territoriale, elle n'entre pas dans le champ d'application des articles 150 à 150 T du Code général des impôts relatifs aux déclarations sur les plus-values.

La commune de BAR-LE-DUC dépend pour ses déclarations, du centre des Finances publique de BAR-LE-DUC.

VISA DES DOMAINES

Un avis a été sollicité auprès du Pôle d'Evaluation Domaniale et rendu par le responsable de division du Pôle d'évaluation domaniale de Nancy de la Direction générale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Une copie dudit avis du Service de France Domaine demeure annexée aux présentes.

Il résulte de cet avis que la valeur des immeubles présentement transférés, libres de toute occupation ou location, est de 1 690 000 €.

Fin de la première partie

Seconde Partie

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Le Département de la Meuse prendra l'immeuble transféré dans l'état où il se trouve actuellement sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de prix pour quelque cause que ce soit et notamment, en raison des communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés, ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la désignation ou la contenance indiquée, la différence entre cette dernière et la contenance réelle excéda-t-elle un vingtième en plus ou en moins devant faire le profit ou la perte du Département acquéreur, sans recours contre le vendeur.

Toutefois, le vendeur fera son affaire personnelle de toutes les contestations qui pourraient survenir au sujet des mitoyennetés.

PAIEMENT DES PRIX

Le présent transfert qui concerne un collège s'effectue à titre gratuit en application de l'article 79 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004.

La commune de BAR-LE-DUC renonce à réclamer toute autre indemnité pour toute cause de dépréciation ou tout dommage résultant du fait de l'occupation de l'immeuble par le Département de la Meuse.

De même, la commune de BAR-LE-DUC déclare renoncer en tant que de besoins, au privilège du vendeur ainsi qu'à l'exercice de l'action résolutoire et s'interdit d'en requérir la publication au fichier immobilier pour quelque cause que ce soit.

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Le Département de la Meuse déclare parfaitement connaître lesdits biens qui lui avaient été mis à disposition en application des dispositions des lois modifiées n° 83- 8 du 07 janvier 1983 et n° 83-663 du 22 juillet 1983 sur la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les Régions et l'Etat. Il dispense la commune de BAR-LE-DUC de faire effectuer un diagnostic de performance énergétique de l'immeuble.

ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

En conséquence de ce qui a été exposé au paragraphe précédent, le Département de la Meuse dispense la commune de BAR-LE-DUC d'établir un état des risques naturels et technologiques.

DISPENSE D'URBANISME

Dans le même esprit, le Département de la Meuse dispense la commune de BAR-LE-DUC de fournir, dans le cadre de la rédaction du présent acte, les renseignements d'urbanisme relatif à l'immeuble.

REGLEMENTATION SUR L'AMIANTE

La commune de BAR-LE-DUC déclare n'avoir pas procédé aux recherches préconisées par les dispositions des articles L. 1334-13 et R. 1334-14 à R. 1334-29 du Code de la santé publique.

Le Département de la Meuse prend acte de la situation de l'immeuble au regard de la réglementation relative à l'amiante, il déclare être informé de la teneur des dispositions qui précèdent et s'oblige à en faire son affaire personnelle. Il renonce à tout recours contre la commune de BAR-LE-DUC en la matière.

LUTTE CONTRE LE SATURNISME

Le Département de la Meuse déclare parfaitement connaître lesdits biens et dispense la commune de BAR-LE-DUC de faire effectuer un constat de risque d'exposition au plomb pour l'application des dispositions de l'article L. 1334.5 du Code de la santé publique et des articles suivants. Il renonce à tout recours contre la commune de …… en la matière.

DISPOSITIONS DIVERSES

La commune de BAR-LE-DUC déclare qu'à sa connaissance, l'immeuble transféré n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs, et qu'elle n'a personnellement créé ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'immeuble. Elle déclare en outre que l'immeuble est libre de toutes hypothèse et de tout privilège.

PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera publié au service de la Publicité foncière par les soins du Département de la Meuse et à ses frais.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection du domicile en l'Hôtel du Département de la Meuse à BAR-LE-DUC.

DEPOT DE LA MINUTE

La minute du contrat sera déposée aux Archives de l'Hôtel du Département de la Meuse à BAR-LE-DUC.

Lesquels connaissances prises de tout ce qui précède, déclarent s'en tenir aux propositions de règlement qui leur ont été soumises par le Département de la Meuse et accepter de vendre amiablement et solidairement au Département, en s'obligeant aux garanties de faits et de droits les plus étendus, les immeubles ci-après désignés, ce qui est accepté par le Président du Conseil départemental, ès qualités.

FRAIS DE VENTE

Le Département de la Meuse supportera tous les frais et droits des contrats de vente et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

DONT ACTE

Fait et passé à BAR-LE-DUC, en l'Hôtel du Département de la Meuse, le ……..

Le Maire de BAR-LE-DUC

Le Président du Conseil départemental
de la Meuse

6/

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA MEUSE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

ACTE ADMINISTRATIF DE TRANSFERT DE PROPRIETE
dressé par le Président du Conseil départemental

Transfert du …

Première Partie

En l'Hôtel du Département à BAR-LE-DUC, le Président du Conseil départemental a reçu le présent acte authentique de transfert de propriété

ENTRE

La commune de BAR-LE-DUC, représentée par son Maire, Madame Martine JOLY, autorisée aux présentes aux termes d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009, immatriculée au SIRET sous le numéro 215 500 299 00015

ET

Le Département de la Meuse représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé aux présentes aux termes d'une délibation du Conseil départemental en date du 21 novembre 2024, immatriculé au SIRET sous le numéro 225 500 016 00152

EXPOSE

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit, dans son article 79, le transfert en pleine propriété des biens immobiliers des collèges appartenant à une commune ou un groupement de communes au profit du Département. Cette disposition est applicable depuis le 1er janvier 2005.

Sur le fondement de ces dispositions, le présent acte a pour objet de constater le transfert de propriété dans le patrimoine départemental des biens supportant le collège Jacques Prévert, situé 1 rue d'Anjou à BAR-LE-DUC.

DESIGNATIONS DES BIENS
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BAR-LE-DUC

1) 1 ha 40 a 22 ca en nature de sol au lieu dit 1 rue d'Anjou cadastré section numéro BN 324
Propriété bâtie comprenant 5 bâtiments à usage de collège :
- 1 bâtiment de type R+2, construit dans les années 1970, comprenant les locaux de l'administration et des salles d'enseignements sur une surface de planchers estimée à 3120 m² dont un préau au RDC d'une surface de 266 m²,
- 1 bâtiment de type R+1, construit en 2004, comprenant une salle polyvalente, les locaux de la vie scolaire, des salles d'enseignements et un Dojo sur une surface de planchers estimée à 1163 m² ainsi dont un préau au RDC d'une surface de 188 m²,
- 1 bâtiment en RDC, construit dans les années 1970, comprenant les locaux (salles et ateliers) dédiés à la SEGPA sur une surface de planchers estimée à 682 m²,
- 1 bâtiment de type R+3, construit dans les années 1970, à usage de logements sur une surface de planchers estimée à 856 m²,
- 1 bâtiment en RDC à usage de garages d'une surface estimée à 90 m².

2) 45 ca en nature de sol au lieu dit 1 rue d'Anjou cadastré section numéro BN 329

Tel que ledit bien se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parcelles susvisées appartiennent à la commune de BAR-LE-DUC en vertu de faits et titres réguliers antérieures au 1er janvier 1956.

PRIX

Le présent transfert s'effectuant en application de l'article 79 de la loi n° 2004- 809 du 13 août 2004, il s'effectue à titre gratuit.

PROPRIETE ET JOUISSANCE

Le Département de la Meuse sera propriétaire de l'immeuble transféré au moyen et par le seul fait du présent acte.

Il en aura la jouissance par la prise de possession réelle, au jour du présent acte.

DECLARATIONS POUR L'ADMINISTRATION

Application de l'article 1042 du Code général des impôts.

DECLARATION POUR LES PLUS-VALUES

La présente cession étant consentie au profit d'une collectivité territoriale, n'entre pas dans le champ d'application des articles 150 à 150 T du Code général des impôts relatifs aux déclarations sur les plus-values.

La commune de BAR-LE-DUC dépend pour ses déclarations, du centre des Finances publique de BAR-LE-DUC.

VISA DES DOMAINES

Un avis a été sollicité auprès du Pôle d'Evaluation Domaniale et rendu par le responsable de division du Pôle d'évaluation domaniale de Nancy de la Direction générale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Une copie dudit avis du Service de France Domaine demeure annexée aux présentes.

Il résulte de cet avis que la valeur des immeubles présentement transférés, libres de toute occupation ou location, est de 1 625 000 €.

Fin de la première partie

Seconde Partie

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Le Département de la Meuse prendra l'immeuble transféré dans l'état où il se trouve actuellement sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de prix pour quelque cause que ce soit et notamment, en raison des communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés, ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la désignation ou la contenance indiquée, la différence entre cette dernière et la contenance réelle excéda-t-elle un vingtième en plus ou en moins devant faire le profit ou la perte du Département acquéreur, sans recours contre le vendeur.

Toutefois, le vendeur fera son affaire personnelle de toutes les contestations qui pourraient survenir au sujet des mitoyennetés.

PAIEMENT DES PRIX

Le présent transfert qui concerne un collège s'effectue à titre gratuit en application de l'article 79 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004.

La commune de BAR-LE-DUC renonce à réclamer toute autre indemnité pour toute cause de dépréciation ou tout dommage résultant du fait de l'occupation de l'immeuble par le Département de la Meuse.

De même, la commune de BAR-LE-DUC déclare renoncer en tant que de besoins, au privilège du vendeur ainsi qu'à l'exercice de l'action résolutoire et s'interdit d'en requérir la publication au fichier immobilier pour quelque cause que ce soit.

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Le Département de la Meuse déclare parfaitement connaître lesdits biens qui lui avaient été mis à disposition en application des dispositions des lois modifiées n° 83- 8 du 07 janvier 1983 et n° 83-663 du 22 juillet 1983 sur la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les Régions et l'Etat. Il dispense la commune de BAR-LE-DUC de faire effectuer un diagnostic de performance énergétique de l'immeuble.

ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

En conséquence de ce qui a été exposé au paragraphe précédent, le Département de la Meuse dispense la commune de BAR-LE-DUC d'établir un état des risques naturels et technologiques.

DISPENSE D'URBANISME

Dans le même esprit, le Département de la Meuse dispense la commune de BAR-LE-DUC de fournir, dans le cadre de la rédaction du présent acte, les renseignements d'urbanisme relatif à l'immeuble.

REGLEMENTATION SUR L'AMIANTE

La commune de BAR-LE-DUC déclare n'avoir pas procédé aux recherches préconisées par les dispositions des articles L. 1334-13 et R. 1334-14 à R. 1334-29 du Code de la santé publique.

Le Département de la Meuse prend acte de la situation de l'immeuble au regard de la réglementation relative à l'amiante, il déclare être informé de la teneur des dispositions qui précèdent et s'oblige à en faire son affaire personnelle. Il renonce à tout recours contre la commune de BAR-LE-DUC en la matière.

LUTTE CONTRE LE SATURNISME

Le Département de la Meuse déclare parfaitement connaître lesdits biens et dispense la commune de BAR-LE-DUC de faire effectuer un constat de risque d'exposition au plomb pour l'application des dispositions de l'article L. 1334.5 du Code de la santé publique et des articles suivants. Il renonce à tout recours contre la commune de BAR-LE-DUC en la matière.

DISPOSITIONS DIVERSES

La commune de BAR-LE-DUC déclare qu'à sa connaissance, l'immeuble transféré n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs, et qu'elle n'a personnellement créé ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'immeuble. Elle déclare en outre que l'immeuble est libre de toutes hypothèse et de tout privilège.

PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera publié au service de la Publicité foncière par les soins du Département de la Meuse et à ses frais.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection du domicile en l'Hôtel du Département de la Meuse à BAR-LE-DUC.

DEPOT DE LA MINUTE

La minute du contrat sera déposée aux Archives de l'Hôtel du Département de la Meuse à BAR-LE-DUC.

Lesquels connaissances prises de tout ce qui précède, déclarent s'en tenir aux propositions de règlement qui leur ont été soumises par le Département de la Meuse et accepter de vendre amiablement et solidairement au Département, en s'obligeant aux garanties de faits et de droits les plus étendus, les immeubles ci-après désignés, ce qui est accepté par le Président du Conseil départemental, ès qualités.

FRAIS DE VENTE

Le Département de la Meuse supportera tous les frais et droits des contrats de vente et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

DONT ACTE

Fait et passé à BAR-LE-DUC, en l'Hôtel du Département de la Meuse, le ……..

Le Maire de BAR-LE-DUC

Le Président du Conseil départemental
de la Meuse

6/

Environnement et Agriculture

NATURA 2000 - RENOUVELLEMENT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE ZPS VALLEE DE MEUSE -PERIODE 2025-2027 -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu l'article L414-2 du Code de l'Environnement,

Vu le rapport soumis à son examen concernant le renouvellement de la présidence du comité de pilotage et de la maîtrise d'ouvrage de l'animation du site Natura 2000 Vallée de la Meuse (FR41112008) pour la période 2025-2027,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Messieurs Jean-Philippe VAUTRIN, Stéphane PERRIN et Samuel HAZARD étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Autorise le Département à se porter candidat à la maîtrise d'ouvrage du site Natura 2000 « ZPS Vallée de la Meuse » (FR4112008) pour la période 2025-2027 ;

- Autorise Monsieur Jean-Philippe VAUTRIN, représentant du Département au Comité de pilotage du site Natura 2000 « ZPS Vallée de la Meuse », à se porter candidat à la présidence du comité de pilotage du site Natura 2000 Vallée de la Meuse « ZPS Vallée de la Meuse » (FR4112008) pour la période 2025-2027.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Environnement et Agriculture

APPEL A PROJETS 2024-TRANSITION ECOLOGIQUE - PROGRAMMATION N°2 -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu les demandes de subvention des collectivités suivantes dans le cadre de l'appel à projet « Végétalisons nos communes » :

- Commune de Souilly,
- Commune de Marville,
- Commune de Gercourt et Drillancourt,
- Commune de Tilly-sur-Meuse,

Vu le règlement budgétaire et financier départemental,

Vu le règlement 2024 pour l'appel à projets n°3 « Végétalisons nos communes » du 18 janvier 2024,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la deuxième programmation 2024 des appels à Projets Transition Ecologique « Biodiversité »,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Après en avoir délibéré,

- Décide d'affecter **15 139 €** sur l'autorisation de programme (AP) « AAP ARBRES 2024 » pour la programmation relative aux Appels à projets 2024 en matière de biodiversité,

- Décide d'attribuer aux collectivités intéressées les subventions correspondantes exposées dans le tableau ci-dessous pour un montant global de **15 139 € :**

Pétitionnaire	Intitulé du projet	Coût du projet	Dépense subventionnable	Subvention proratisée et plafonnée du Département	*Date de l'accusé de réception*
Commune de Souilly	Requalification et végétalisation du cœur du Village	60 825 € HT	**40 000 € HT**	**10 000 € (plafond) (25%)**	*21/06/2024*
Commune de Marville	Création d'une haie et d'un verger au cœur du village	2 270 € HT	**2 270 € HT**	**1 135 € (50%)**	*28/08/2024*
Commune de Gercourt et Drillancourt	Création d'une zone d'ombrage pour l'aire de loisirs	9 772 € HT	**5 380 € HT**	**2 690 € (50%)**	*12/09/2024*
Commune de Tilly-sur-Meuse	Création d'une haie champêtre le long de la voie verte	3 650 € HT	**2 628€ HT**	**1 314 € (50%)**	*17/09/2024*

La validité de ces subventions est conditionnée à la justification de l'intégralité de la dépense, dans le délai maximum de deux années qui suit la date du présent vote.

Conformément au règlement budgétaire et financier départemental, les factures seront prises en considération à compter de la date de l'accusé de réception du dossier complet et les pièces justificatives (factures) seront déposées au plus tard dans les deux mois qui suivent la fin du délai de validité.

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Parc Départemental

SUBVENTION EN NATURE AU SDIS 55 POUR UN PROJET PEDAGOGIQUE -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution d'une subvention d'équipement en nature au SDIS sous la forme de don pour un projet pédagogique,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Mesdames Dominique AARNINK GEMINEL, Marie-Paule SOUBRIER, Danielle COMBE, Frédérique SERRE, Arlette PALANSON et Isabelle JOCHYMSKI et Messieurs Jérôme DUMONT, Jean-François LAMORLETTE, Benoît WATRIN, Sylvain DENOYELLE et Pierre BURGAIN étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Décide d'attribuer une subvention d'équipement en nature au SDIS de la Meuse sous la forme d'un don du tracteur routier immatriculé AT-200-FM - n° d'inventaire MAN2011_4006 - d'une valeur de 5 000 €.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

PROGRAMMATION COMPLEMENTAIRE 2024 - DIRECTION DES ROUTES ET AMENAGEMENT -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à statuer sur l'individualisation complémentaire des autorisations de programme (AP) des investissements de la Direction routes et aménagement pour l'année 2024,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Après en avoir délibéré,

Arrête l'individualisation complémentaire sur les AP portant sur le domaine de la Direction des Routes et aménagement pour l'année 2024, de la manière suivante :

1 - Programme « CIGEO Aménagement foncier – secteur BURE »
AP n°2023-2 / Programme : FONDSAFOGO
L'affectation du solde de l'AP pour un montant de 78 000,00 € doit permettre de réaliser l'étude d'aménagement foncier préalable si la Commission Communale d'Aménagement Foncier de BURE formule le souhait de réfléchir à l'opportunité d'un aménagement foncier.

2 - Programme « CIGEO Aménagement foncier – secteur MANDRES-EN-BARROIS »
AP n°2023-3 / Programme : FONDSAFOGO
L'affectation du solde de l'AP pour un montant de 78 000,00 € doit permettre de réaliser l'étude d'aménagement foncier préalable si la Commission Communale d'Aménagement Foncier de MANDRES EN BARROIS formule le souhait de réfléchir à l'opportunité d'un aménagement foncier.

3 - Programme « CIGEO Aménagement foncier – secteur HORVILLE EN ORNOIS »
AP n°2023-4 / Programme : FONDSAFOGO
L'affectation du solde de l'AP pour un montant de 78 000,00 € doit permettre de réaliser l'étude d'aménagement foncier préalable si la Commission Communale d'Aménagement Foncier de HORVILLE EN ORNOIS formule le souhait de réfléchir à l'opportunité d'un aménagement foncier.

4 - Programme « CIGEO Aménagement foncier – secteur GONDRECOURT-LE-CHATEAU »
AP n°2023-5 / Programme : FONDSAFOGO
L'affectation du solde de l'AP pour un montant de 78 000,00 € doit permettre de réaliser l'étude d'aménagement foncier préalable si la Commission Communale d'Aménagement Foncier de GONDRECOURT LE CHATEAU formule le souhait de réfléchir à l'opportunité d'un aménagement foncier.

5 - Programme « Recettes sur Investissements récurrent routier 2024 »
AP n° 2024-4 / Programme : INVROUTES
L'affectation est ainsi portée de 550 000,00 € à 1 545 108,18 € pour intégrer l'ensemble des recettes à percevoir dans le cadre du soutien du GIP objectif Meuse pour les travaux en zone de proximité, dont les montants sont désormais connus, sur :

- Les ouvrages d'art à hauteur de 655 224.00 €,
- Les couches de roulement pour la part entreprises à hauteur de 768 214.89 €.

Ainsi que sur de la participation financière aux travaux d'aménagement sur ouvrages d'art des communes de Marville (étanchéité des murs de soutènement) et de Bar-le-Duc (réfection du pont de la Gare) à hauteur de 50 000 €.

Délibération adoptée à la majorité des suffrages exprimés avec 7 voix contre et 3 abstentions.

Carrière, Paie et Budget

INFORMATION DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE RELATIVE AU RAPPORT SOCIAL UNIQUE (RSU) -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le rapport soumis à son examen et présentant pour information le Rapport Social Unique au titre de l'année 2023,

Vu l'article L 231-1 du Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020, ainsi que l'arrêté du 10 décembre 2021 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni le 8 octobre 2024,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Après en avoir délibéré,

Prend acte de la présentation du Rapport Social Unique au titre de l'année 2023.

Jeunesse et Sports

MANIFESTATIONS SPORTIVES - 2EME REPARTITION 2024 -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à délibérer sur la 2ème répartition de subventions 2024 au titre du soutien à l'organisation de manifestations sportives d'intérêt départemental et local ainsi que sur l'attribution d'une subvention forfaitaire aux évènements sportifs intégrés à la programmation de « Meuse, terre d'échappées par nature »,

Vu le règlement budgétaire et financier en vigueur,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Après en avoir délibéré,

- Déroge au règlement budgétaire et financier en vigueur pour les manifestations qui se sont déroulées avant la prise de décision ;
- Attribue les subventions forfaitaires au titre des dispositifs de soutien aux manifestations sportives, sur le budget 2024, conformément au tableau annexé à la présente délibération ;
- Affecte les crédits issus de l'AE Terre de Jeux 2024 dédiés à soutenir les manifestations inscrites à la programmation « Meuse, Terre d'échappées par nature » ;
- Attribue les subventions forfaitaires dans le cadre du programme « Meuse, terre d'échappées par nature », sur le budget 2024, conformément au tableau annexé à la présente délibération. Ces subventions forfaitaires feront l'objet d'un versement unique au vu de la présente décision ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Soutien aux manifestations sportives - 2ème répartition 2024

Rayonnement	Nom de l'association	Intitulé de la manifestation	Localisation	Dates	Dépenses subventionnables	Montant demandé €	Montant €	Forfait "Meuse, Terre d'echappées par nature"	Informations complémentaires	Cofinancement de l'opération
Départemental	Rugby Centre Meuse Force 4	Challenge Bernard Tridon 2024	Pierrefitte sur Aire	15/06/2024	11 800 €	1 500 €	500 €	.	Moment festif et sportif porté par le club de Rugby Centre Meuse Force 4, le challenge Bernard Tridon est un tournoi de rugby "flag", sans placage, en équipes mixtes de 7 joueurs qui se rencontrent sur un demi terrain. Toutes les tranches d'âge peuvent se rencontrer.	Intercommunalité : 500 € Sponsors : 2 800€
Départemental	Verdun Meuse Triathlon	Triathlon du souvenir "Ceux de Verdun"	Verdun	02/06/2024	10 700 €	500 €	500 €	.	Epreuve comprenant plusieurs formats de triathlon. Du 6/9 au 10/13 ans en passant par le XS et S (longueur de parcours différentes) en individuel ou en relai.	Ville de Verdun : 500 €
Régionale	Revigny AS Tennis club	Tournoi Open du Revigny AS TC	Revigny-sur Ornain	08/06 au 12/07/2024	5 500 €	300 €	300 €	.	Tournoi ouvert aux jeunes joueurs et joueurs confirmés de différents niveaux et originaires de Marne, Haute Marne, Ardenne et Meuse. Les sessions se déroulent les soirs en semaine et les week-end (finales).	Ville de Revigny : 500 € Engagements (participants) : 1 950 € Sponsors : 400 €
Interrégionale	Golf Club de Combles en Barrois	Championnat de Ligue Séniors dames par équipe	Combles en Barrois	31 & 01 sept 2024	6 350 €	1 000 €	500 €	.	Championnat de Ligue qui permettra aux 2 meilleures équipes de monter en division supérieure. 16 équipes de 5 joueuses sont attendues.	Communes de Combles : 500 € Ligue Golf : 800 € Autofinancement : 3 750 €
Interrégionale	Golf Club de Combles en Barrois	Championnat de France 4ème division nationale Mid Amateurs Hommes	Combles en Barrois	20 au 23 juin 2024	9 740 €	1 500 €	500 €	.	Championnat de France qui permettra aux 2 meilleures équipes d'accéder au niveau supérieur. 16 équipes de 5 joueurs sont attendus.	Communes de Combles : 500 € Ligue Golf : 1 800 € Autofinancement : 5 540 €
Interrégionale	Football Club Verdun Belleville Grand Verdun	Trophée de la Paix	Verdun	18 & 19 mai 2024	65 000 €	3 500 €	3 500 €	.	Tournoi international de football pour les catégories U8 à U16. Tournoi de jeunes regroupant des jeunes du BENELUX, de la région parisienne et des Hauts de France. Limité à 16 équipes par catégorie, soit 80 clubs jeunes (5 catégories de 16 équipes). 2 jours de tournoi sur Belleville sur Meuse, Parc de Londres et Ozomont, Thierville sur Meuse	Villes de Verdun & Belleville : 4 000 € Intercommunalité : 3 000 € Sponsors : 1000 €
Régionale	US Thierville cyclisme	Trophée régional des jeunes cyclistes Grand Est	Heudicourt s/les Cotes	25 & 26 mai 2024	7 870 €	800 €	800 €	.	Trophée régional des jeunes cyclistes Grand Est catégorie U9 à U15 organisé sur le site de Madine Heudicourt. Samedi matin course en ligne, dimanche matin contre la montre et après midi cyclo cross.	Ville de Thierville : 1 000 € Autofinancement : 1 500 €
Régionale	Moto Club de la Valtoline	Championnat de France des régions d'endurance TT	Haudainville	20 octobre 2024	19 800 €	3 000 €	2 500 €	.	Adossé à une épreuve régionale, ce championnat de France est une compétition où toutes les ligues présentent une délégation (pilotes et officiels) sur une épreuve d'endurance (durée : 6h sur un circuit de 6 800m dont 1 600m sur circuit). 220 pilotes sont attendus.	Ville de Verdun : 2 500 € Région Grand Est : 3 000 € Aide Fédération Française Moto : 1 600 €
Départemental	Phenix Team Cycling	La Meuse en S'elles, randonnée bien-être	Void Vacon	23 juin 2024	4 000 €	500 €	400 €	.	Randonnée cycliste ouverte principalement aux femmes, mais se veut ouverte à toutes et tous. 2 parcours : 31 et 64 kms. L'objectif de cette opération est de edynamiser le cyclisme autour du bien-être et attirer les féminines vers le vélo. 100 participants attendus.	Commune de Void Vacon : 400 € Sponsors : 2 000 €
Départemental	Phenix Team Cycling	6ème Duo Vidusien	Void Vacon	15 août 2024	8 800 €	500 €	400 €	.	Contre la montre individuel le matin et en duo l'après-midi. Epreuves ouvertes à partir de la catégorie minimes. Toute cette journée est également ouverte aux équipes mixte homme/femme.	Intercommunalité : 400 €
Départemental	OTSI Revigny sur Ornain	Cop'Rando	Andernay	23 juin 2024	16 963 €	3 000 €	0 €	3 000 €	La Cop'rando organise sa manifestation depuis Andernay cette année. Cette randonnée ouverte aux marcheurs, vététistes et cavaliers propose des boucles dans la forêt de Trois Fontaines. A noter, outre l'aide de la commune, l'association sera épaulé par l'ADAPEI de la Meuse sur la partie restauration.	Intercommunalité : 4 500 €
Interrégionale	Ligue Grand Est Natation	Nage en Eau Libre	NONSARD	17 août 2024	15 200 €	3 000 €	0 €	3 000 €	Etape de la Coupe de France de Nage en Eau Libre sur le Lac de Madine. 5 épreuves au programme (10, 5 kms) pour marquer des points pour la finale nationale en Corrèze. D'autres distances (3 et 1,5 kms) pour les licenciés et 500 m découverte pour tout public.	Région Grand Est : 800 €
Départemental	Les Têtes Brulées	Rando d'or des têtes brulées	SAINT-MIHIEL	30 juin 2024	10 700 €	3 000 €	0 €	3 000 €	Randonnée VTT à travers les sentiers du site Fédération Française de Cyclisme - VTT du secteur de Saint-Mihiel. C'est une randonnée labellisée "Rando d'Or" par la FFC. Plusieurs parcours sont au programme et pour tous les niveaux.	Engagements (participants) : 7 000 €
Départemental	Les Titans des Sentiers	Rand'Ornoise	GONDRECOURT LE CHÂTEAU	25 août 2024	4 600	3 000 €	0 €	3 000 €	Randonnée VTT et pédestre sur les alentours de Gondrecourt le Château organisée par le nouveau club local "Les Titans des Sentiers". Plusieurs parcours et différents niveaux de pratique VTT sont proposés.	Intercommunalité : 1 000 €
Départemental	AS Ecuries de jeand'Heurs	Trail Nocturne des Portes de Meuse	L'ISLE EN RIGAULT	28 septembre 2024	18 000 €	3 500 €	500 €	3 000 €	Epreuve semi-nocturne de trail sur le secteur de l'Isle en Rigault, organisée par les Ecuries de Jeand'Heurs et mise en œuvre par la Codecom des Portes de Meuse. Plusieurs épreuves selon le niveau de pratique de chacun. 5 épreuves de marche, des courses enfants et 2 trails de 12 et 31 km.	Intercommunalité : 3 500 €
					Total	**28 600,00 €**	**10 900,00 €**	**15 000,00 €**		

DESIGNATIONS AU SEIN DE DIVERSES INSTANCES -

-Adoptée le 21 novembre 2024-

Le Conseil Départemental

Vu le rapport tendant à la représentation de l'Assemblée départementale au sein de diverses instances relevant de la compétence de notre Assemblée,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-103 du 21 janvier 2022 (modifié en 2023 et en 2024) fixant la composition du CODERST arrivant à échéance le 21 janvier 2025,

Vu le décret 2024-491 du 30 mai 2024 qui prévoit que les conseils de famille devront être renouvelés au plus tard le 31 décembre 2024,

Vu la loi du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption qui modifie la composition du conseil de famille,

Vu l'article L3121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Après en avoir délibéré,

- Décide à l'unanimité de procéder aux désignations au scrutin ordinaire ;
- Procède aux diverses désignations suivantes :

Environnement :

Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques (CODERST) :

- Titulaire : M. Jean-Philippe VAUTRIN, Vice-président du Conseil Départemental
- Titulaire : M. Pierre BURGAIN, Conseiller départemental
- Suppléant : Mme Charline TANGRE, Conseillère départementale
- Suppléant : M. Benoît WATRIN, Conseiller départemental délégué

Famille et Enfance :

Conseil de Famille des Pupilles de l'Etat :

- Titulaire : Mme Marie-Christine TONNER, Vice-présidente du Conseil Départemental
- Titulaire : Mme Nicole HEINTZMANN, Conseillère départementale
- Suppléant : Mme Danielle COMBE, Conseillère départementale
- Suppléant : Mme Charline TANGRE, Conseillère départementale

Logement et Habitat :

Agence d'Information sur le Logement (ADIL) de Meurthe-et-Moselle et de Meuse (Conseil d'Administration) :

- Titulaire : M. Gérard ABBAS, Vice-président du Conseil Départemental
- Titulaire : Mme Dominique AARNINK GEMINEL, Conseillère départementale
- Titulaire : M. Jean-Louis CANOVA, Conseiller départemental délégué
- Titulaire : M. Jean-François LAMROLETTE, Conseiller départemental
- Titulaire : Mme Isabelle JOCHYMSKI, Conseillère départementale
- Suppléant : Mme Nicole HEINTZMANN, Conseillère départementale
- Suppléant : M. Pierre BURGAIN, Conseiller départemental

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Extrait des Délibérations

COMMISSION PERMANENTE

Direction de l'Enfance et de la Famille

CONVENTION 2024 FINANCEMENT KAIROS ET OHANA DE L'ADAPEIM -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la reconduction de la subvention versée à l'ADAPEIM pour le financement des structures OHANA et KAIROS, au titre de l'année 2024,

Madame Hélène SIGOT-LEMOINE étant sortie à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Décide l'octroi d'un financement total de 181 000 € à l'ADAPEIM pour le financement des deux structures OHANA et KAIROS (60 000 € pour KAIROS et 121 000 € pour OHANA) au titre de l'année 2024 ;

- Autorise le Président du Conseil Départemental à signer la convention d'attribution correspondante et toute pièce utile à la mise en œuvre de cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION DE FINANCEMENT DES STRUCTURES D'ACCUEIL

« OHANA » ET « KAIROS »

Entre : Le Département de la Meuse, représenté par **Jérôme DUMONT**, Président,

Et : L'Association Départementale des Amis et Parents d'enfants inadaptés (ADAPEIM), représentée par **Frédéric COSTE**, Président,

Vu le règlement financier départemental

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC)

Vu la délibération de la Commission permanente du 28 novembre 2024 portant « Convention de financement des structures OHANA et KAIROS et autorisant le Président du Conseil départemental à signer la convention de financement afférente.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'ADAPEIM a mis en place deux structures d'accueil et d'hébergement :

- **OHANA** : structure de 5 places, ouverts en continu 365 jours par an pour les enfants et jeunes adultes de 4 à 21 ans, bénéficiaire d'une notification CDAPH et d'une prise en charge au titre de l'aide sociale à l'enfance.

- **KAIROS** : structure de répit de 6 places, ouvert 365 jours par an pour les enfants ayant besoin de répit et bénéficiant d'une notification MDPH spécifique,

Ces structures ont pour objectif de prendre en charge des enfants relevant du champ croisé du handicap et de la protection de l'enfance, et qui ne trouvent pas de réponses à leurs besoins d'accueil et de prise en charge dans les dispositifs déjà existants.

Elles bénéficient d'un arrêté d'autorisation de l'ARS-PRIAC et font l'objet d'un co-financement Département/ARS.

ARTICLE 2 : FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES

L'équipe d'OHANA est composée de 10 ETP (1 ETP éducateur spécialisé, 2 maitresses de maison et 7 ETP moniteur éducateur/aide-soignant et AES).

La prise en charge des enfants s'appuie également sur les ressources du pôle enfance de l'ADAPEIM (plateau technique, ateliers, restauration, astreinte, RH, gestion, Direction…) dans une optique de mutualisation maximale.

Les demandes d'admission (accueil structure + intervention équipe mobile) sont adressées à l'ADAPEIM par la Direction Enfance Famille du Conseil départemental de la Meuse, sur la base d'un formulaire d'orientation produit par cette dernière.

L'admission est prononcée par la Directrice du Pôle Enfance de l'ADAPEIM. En amont de cette décision, une commission d'étude des situations réunissant les représentants de la Direction Enfance Famille du Département, de la MDPH et du pôle enfance de l'ADAPEIM, examinera les dossiers et formulera un avis.

Cette commission suivra également les situations des enfants tout au long de leur accueil, pour leur garantir un parcours adapté et cohérent. Des temps de travail réguliers entre les professionnels de l'aide sociale à l'enfance et les professionnels médico-sociaux seront institués, permettant de répondre au mieux aux besoins d'accompagnement des enfants, dans une logique de continuité et de sécurisation des parcours.

Les admissions sont préparées avec l'enfant et sa famille selon le protocole défini par l'ADAPEIM, en y associant le référent ASE, et ne se sont pas réalisées dans l'urgence.

L'Aide Sociale à l'Enfance prendra à sa charge, dans le cadre de l'hébergement, la vêture, l'argent de poche, les frais de séjour de vacances et les transports liés aux droits de visite.

L'organisation et la tenue des droits de visite des parents prévus par décision administrative ou judiciaire sont à la charge des référents ASE. Des locaux du pôle enfance pourront être mis à disposition à cette fin.

Le dispositif OHANA rédige un rapport annuel a minima sur la situation de l'enfant accueilli, qui devra être adressé au référent ASE (copie à la Direction Enfance Famille) préalablement à la synthèse d'échéance.

La structure KAIROS fonctionne avec 7.8 ETP et est ouvert tous les jours de l'année, mais accueille principalement sur les temps de répit les week-end et vacances.

Elle est ouverte pour les jeunes et adultes de 6 à 20 ans bénéficiaires d'une orientation IME, pour lesquels, les parents, l'ARS ou l'Aide Sociale à l'Enfance ont sollicité un séjour de répit, sur une durée maximale (continue ou fractionnée) de 90 jours an, renouvelable.

Quatre types de situation peuvent être identifiées :

- Accueil de jeunes relevant ou non de l'ASE et dont la solution d'accueil n'est pas pérenne
- Accueil de jeunes qui nécessitent un cadre contenant et ne trouvent pas le même cadre sorti de l'IME (rupture dans la continuité de la prise en compte des besoins)
- Besoins d'accueil temporaire et de répit pour certains jeunes (familles traditionnelles, famille d'accueil)
- Accueil de jeunes avec des besoins spécifiques qui ne trouvent pas toujours une réponse adaptée en structure sociale (autisme, TCC…).

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département fera l'objet d'un versement unique, au titre de l'année 2024, d'un montant de **181 000 € pour le financement des deux structures OHANA et KAIROS**

Se décomposant comme suit :
- 60 000 € pour KAIROS
- 121 000 € pour OHANA

Versé par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024, du 1er janvier 2024 au 30 septembre 2025 (afin de permettre la transmission du rapport d'activité de l'année 2024 jusqu'au 30 juin 2025 dernier délai et de l'étudier).

ARTICLE 4 : SUIVI DE LA CONVENTION

Un comité de pilotage composé de l'ADAPEIM, de l'ARS, de la Maison Départementale des personnes handicapées (MDPH) et du Département se réunira a minima deux fois par an pour suivre et évaluer ces dispositifs.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'ADAPEIM s'engage à réaliser l'activité décrite à l'article 1 et doit fournir un rapport d'activité ainsi que le compte rendu financier de cette activité, pour chaque structure, correspondant à l'octroi de cette somme au plus tard le **30 juin de l'année suivant le versement de la subvention**.

Ce rapport d'activité comprendra notamment :
- Le nombre d'enfants ayant intégré les dispositifs
- La durée moyenne d'une mesure
- Les actions et activités mises en œuvre
- Les effets constatés de l'accompagnement
- Les incidents rencontrés.

L'ADAPEIM s'engage, par ailleurs, à apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation de l'activité.

De plus, l'ADAPEIM s'engage à mentionner la participation départementale à l'occasion de toute action de communication sur l'opération ou lors de manifestations officielles.

ARTICLE 6 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de l'ADAPEIM signataire,

2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental de la Meuse

Frédéric COSTE
Président de l'ADAPEIM

Affaires Culturelles

CENTRE MONDIAL DE LA PAIX, DES LIBERTES, ET DES DROITS DE L'HOMME : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution d'une subvention forfaitaire de fonctionnement, au Centre Mondial de la Paix, des droits de l'Homme et des Libertés (CMP),

Vu le règlement départemental d'aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale le 31 mars 2023,

Vu la demande présentée par l'association Centre Mondial de la Paix pour l'exercice 2024,

Vu le règlement budgétaire et financier en vigueur,

Messieurs Jérôme DUMONT, Pierre-Emmanuel FOCKS et Samuel HAZARD étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Attribue une subvention forfaitaire de fonctionnement à l'association du Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des droits de l'Homme pour un montant de 88 960€ dont les modalités de versement sont prévues dans la convention ci-annexée ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la convention de financement ci-annexée.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Convention de partenariat 2024

entre le Département de la Meuse et l'Association Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des droits de l'Homme de Verdun

Entre les soussignés :

Le Département de la Meuse,
représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental,
Sis Place Pierre François Gossin 55012 BAR LE DUC

ET

Le Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des droits de l'Homme
représenté par son Président, Monsieur ……..
Sis Palais Episcopal, Place Monseigneur Ginisty 55100 VERDUN

Vu la demande de financement présentée par l'Association du Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des droits de l'Homme pour l'exercice 2024,

VU la décision de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 28 novembre 2024,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Créée le 23 février 1990, l'association Centre Mondial de la Paix, des libertés et des droits de l'Homme, a pour principale activité et principal objet :

- La réalisation et la gestion, dans le cadre du Palais épiscopal et du Grand séminaire de Verdun, d'un lieu privilégié à vocation internationale constitué d'un ensemble d'activités et de réflexions, d'études, d'échanges et de documentation sur l'histoire et la pratique des libertés, des droits de l'Homme, la défense et l'instauration de la paix ;
- Toutes activités annexes ou connexes, y compris artisanales ou commerciales, découlant directement ou indirectement de la réalisation et de la gestion de ce lieu privilégié et de nature à en assurer la valorisation et l'attractivité auprès de tout public.

L'association est signataire d'un bail emphytéotique avec la Ville de Verdun, pour l'usage du palais épiscopal, jusqu'au 31 mars 2038.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties signataires, pour la mise en œuvre du projet de l'association, dans le respect du libre choix de son programme d'activité.
Elle définit par ailleurs

- les modalités de versement de la subvention de fonctionnement,
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Article 2 : Montant et modalités de versement de la subvention

Le Département accorde une subvention forfaitaire de 88 960€ à l'association Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des droits de l'Homme, représentant 12.26% d'un budget prévisionnel de 725 100€.

La subvention est attribuée au titre l'exercice budgétaire 2024, pour un montant indépendant du volume de la dépense à intervenir par le bénéficiaire. Son versement s'effectue, en une seule fois, à hauteur de son attribution quel que soit le montant de la dépense réellement engagée.

Conformément au règlement départemental des aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale le 31 mars 2023, après contrôle des pièces attendues au 31 janvier de l'année N+1, la subvention départementale pourra être revue à la baisse, avec émission d'un titre de recettes en cas de :

- Non-conformité du projet et des actions définies ou du budget prévisionnel, présentés dans le dossier de demande de subvention,
- D'abandon de l'opération, ou de réalisation partielle,

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention est conclue jusqu'au 31/12/2024.

Article 4 : Obligations de l'association

La reconnaissance de cette aide se traduit de la part du Centre Mondial de la Paix, des libertés et des droits de l'Homme par :

- la présence du logo du Département de la Meuse sur la totalité des documents diffusés par le Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des droits de l'Homme. La place du logo est liée au niveau accordé par les autres financeurs,
- l'inscription du nom du Président du Conseil départemental sur certains cartons d'invitation diffusés par l'association en fonction des initiatives et au choix du Président du Conseil départemental,
- la mise à disposition gratuite des salles pour des manifestations organisées par le Département,

De plus, le Centre Mondial de la Paix, des Libertés, et des droits de l'Homme s'engage à fournir les documents suivants :

- un compte de résultats et un bilan détaillé du dernier exercice clos certifié, ainsi que le rapport de gestion du commissaire aux comptes dans le mois qui suit la clôture de l'exercice,
- le montant des subventions et participations sollicitées par l'association auprès de ses différents partenaires au titre de l'exercice budgétaire concerné,
- le détail financier de toutes les initiatives, projet par projet en mentionnant le budget prévisionnel, le budget engagé et le budget effectivement réalisé de l'année en cours.

Article 5 : Suivi de la convention - Evaluation

L'association tiendra périodiquement informé le Département de l'état d'avancement des actions définies dans la présente convention.

L'exécution de la présente convention donnera lieu à une évaluation du projet et des actions menées dans le cadre de ce partenariat.

Cette évaluation, menée par l'association, selon des conditions définies d'un commun accord avec le Département, portera notamment sur :

- La conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er.
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

Tout élément utile à l'appréciation de la conduite du projet associatif et de programmes spécifiques pourra être remis au Département.

L'association répondra aux sollicitations de rencontre avec les élus et les services du Département pour rendre compte de son activité et de ses projets.

Article 6 : Contrôles

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation de son programme, de l'utilisation des contributions financières et, d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention.

Au terme de la convention, un contrôle sur place pourra être effectué par le Département de la Meuse, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus transmis.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure

Article 8 : Responsabilités

La responsabilité du Département de la Meuse ne saurait être recherchée à raison d'une exécution non conforme des missions de l'association faisant l'objet de la présente convention. Le Département se réserve la possibilité d'appeler en garantie la structure bénéficiaire à raison d'un éventuel litige juridictionnel.

L'association s'engage par ailleurs à disposer d'une assurance, notamment en responsabilité civile, couvrant ses activités et celles de ses membres et apportant les garanties nécessaires à la couverture des risques inhérents à leurs activités.

Article 9 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours comptés à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar-le-Duc, le

Pour Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des droits de l'Homme,
Le Président,

Pour le Conseil départemental de la Meuse
,

Service Social Départemental

POLITIQUES SOCIALES DEPARTEMENTALES : REGLEMENT UNIQUE DES AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au Règlement Unique des Aides Financières au titre des politiques sociales départementales,

Madame Dominique AARNINK GEMINEL étant sortie à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Adopte et autorise l'application au 1er janvier 2025 du Règlement Unique des Aides Financières au titre des politiques sociales départementales, joint en annexe à la présente délibération ;

- Autorise la création du fonds Mobilité, et en délègue son exécution au Président du Conseil Départemental dans le respect du règlement unique des aides financières adopté par la présente délibération ;

- Abroge les précédents règlements, concernant d'une part le FSL, validé en juillet 2016 et d'autre part, relatif aux Fonds d'Aide à l'Insertion, regroupant les aides FAJ et FDAI validé en décembre 2014 ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer tout document relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés avec 3 abstentions.

DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Politiques sociales départementales

REGLEMENT UNIQUE
DES AIDES FINANCIERES

Direction de la Prévention et de l'Accompagnement

Département de la Meuse -BP 514- Place Pierre-François GOSSIN – 55012 BAR-LE-DUC Cedex
Tél : 03 29 45 77 55

SOMMAIRE

Chapitre 1 : Principes généraux applicables à l'ensemble des aides financières p.4

I. Le règlement unique des aides financières au service des politiques de prévention et d'accompagnement..... p.5
II. L'aide financière, outil de l'intervention sociale..... p.5
1. Le public..... p.6
2. La nature des aides..... p.6
3. La subsidiarité et la complémentarité des aides p.7
4. Référentiel d'aide à l'instruction et à la décision..... p.7
5. Le rôle de l'instructeur p.8
6. Les commissions des aides..... p.8
7. Etude des demandes p.9
8. Procédures d'instruction des demandes d'aide financière..... p.12

Chapitre 2 : Les fonds d'aides départementaux en matière de politiques sociales....... p.14

Fonds de solidarité pour le Logement (FSL)..... p.15

I. Cadre juridique du Fonds de Solidarité pour le Logement p.15
II. Gouvernance du FSL..... p.16
III. Principes généraux d'intervention p.17
1. Spécificité du public..... p.17
2. Caractéristiques des aides FSL..... p.18
3. Les aides financières du FSL..... p.18
4. Les dispositions communes concernant les aides à l'énergie..... p.25

Fonds d'aide à l'insertion (FAJ et FDAI)..... p.26

I. Principes communs d'intervention..... p.26
1. Public concerné p.26
2. Commission des aides p.26
3. Cadre juridique p.26
4. Principes spécifiques d'intervention p.27

II. Les objets des aides financières à l'insertion..... p.28
1. Les aides à la mobilité p.29
2. Les aides à la vie quotidienne p.32
3. Les aides à l'insertion professionnelle p.35

Fonds mobilité..... p.37

I. Public concerné..... p.37

II. Conditions…… p.37
III. Description de l'aide…….. p.38

Fonds Aide Sociale à l'Enfance (FASE)…… p.39

I. Le cadre légal…… p.39
II. Les critères d'attribution de l'aide financière ASE dans le département de la Meuse…… p.40
1. Le public bénéficiaire…… p.40
2. Les conditions d'attribution…… p.40
3. Les modalités d'attribution…….. p.41
4. Les motifs d'attribution de l'aide…… p.42

Annexes…….. p.45

- Fiche de saisine « Dispositif Aides et Accompagnements »
- Arrêté n°2022-65 portant désignation des membres du comité responsable du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)
- Fiche « Garantie Visale : caution pour le locataire (impayés et dégradations) »
- Fiche « Diagnostic immobilier : diagnostic de performance énergétique (DPE) »
- Fiche « Avance Loca-Pass : aide au locataire pour le dépôt de garantie »
- Fiche ADIL « Les permis de louer en Meuse »
- Fiche ADIL « Lettre d'information ADIL N°102/février 2023 : Qu'est-ce que le permis de louer ? »
- Fiche « Indicateurs de référence »
- Fiche de saisine aides et accompagnements et annexes
  - Annexe 1 « Détail des dettes, crédits et échéanciers »
  - Annexe 2 « Demande d'aide pour impayés de loyers »
  - Annexe 3 « Recherche de logement »
  - Annexe 4 « Proposition de logement »
  - Annexe 5 « Prise en charge des frais de déplacement »
- Contrat d'engagement dans le cadre d'un octroi de garantie
- Fiche « Produits de première nécessité »

CHAPITRE 1

PRINCIPES GENERAUX APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES AIDES FINANCIERES

PRINCIPES GENERAUX APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES AIDES FINANCIERES

Ces principes généraux sont applicables à l'ensemble des aides financières allouées par le Département en matière de politiques sociales, quels que soient les fonds mobilisés. Ils constituent des principes opposables qui pourront donc justifier l'octroi ou le refus d'une aide, en complément des critères plus spécifiques propres à chacun des fonds.

I. Le règlement unique des aides financières au service des politiques de prévention et d'accompagnement :

Le règlement a pour vocation de fournir un outil unique de cadrage et de repère pour l'ensemble des aides allouées. Il contribue ainsi à la politique de prévention du département en faveur des publics meusiens en difficulté.

C'est également un outil en faveur de la politique du logement d'abord mise en œuvre par la collectivité et porté par le PDALHPD.

Il présente les aides financières possiblement attribuées par le Département comme un outil au service de l'intervention sociale conduit par les équipes pluridisciplinaires internes, externes ou par un référent social d'une institution.

Son caractère unique a pour objectif de renforcer la cohérence et l'équité des aides financières octroyées aux personnes et aux familles sur le territoire meusien.

L'aide financière individuelle peut revêtir un caractère ponctuel ou s'inscrire dans le cadre d'un plan d'aide, en fonction de chaque situation. Elle doit être mobilisée comme un levier pour soutenir l'insertion sociale, professionnelle du bénéficiaire afin de lui permettre un accès, un retour vers l'autonomie ou pour répondre à une situation d'urgence.

II. L'aide financière, outil de l'intervention sociale :

Les aides s'adressent aux personnes éprouvant des difficultés financières, éducatives, d'accès ou de maintien dans le logement, d'insertion sociale et/ou professionnelle, ou cumulant plusieurs problématiques.

Les décisions d'attribution ou de refus prennent en compte la situation globale des personnes, leur situation financière, le droit au séjour sur le territoire, le montant des dépenses liées au logement, les conditions d'existence, les démarches engagées ou à réaliser afin de résoudre les difficultés rencontrées.

1. Le public :

Toute personne majeure ou émancipée (par effet de la loi ou de parents bénéficiant de l'autorité parentale, un mineur de 16 ans révolu peut obtenir une capacité juridique limitée), éprouvant des difficultés financières en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, peut solliciter une aide financière auprès du Département, sous réserve qu'elle réside ou s'installe en Meuse et qu'elle soit en situation régulière sur le territoire français (titre de séjour valide). Ces conditions ne s'appliquent pas aux aides mobilisant les fonds de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) qui sont détaillée dans le règlement ASE (page 40).

2. La nature des aides :

Les aides sont allouées sous la forme :

- De prêts
- D'aides à la personne non remboursables

Elles font l'objet de décisions notifiées au demandeur.
La durée de remboursement d'un prêt est limitée à 24 mois et peut être étendue jusqu'à 48 mois en cas de capacité de remboursement faible. En amont de la date de signature du contrat, un différé peut être décidé par la commission. Après signature du contrat par les parties, et de manière exceptionnelle, une demande de différé peut être sollicitée directement auprès du Payeur Départemental qui a autorité à prendre la décision sur la base d'un courrier dûment motivé du demandeur fait en lien avec l'instructeur.

Dès lors que l'aide est attribuée sous forme de prêt, son paiement effectif est conditionné à la signature du contrat obligeant la personne ou le ménage à rembourser les sommes engagées par les fonds d'aide. Dans ce cas, l'accord est toujours prononcé « sous réserve de la signature du contrat de prêt » et cette mention figure dans la notification adressée à l'usager.

À la suite d'une demande d'aide financière, lorsque la décision d'accord sous la forme d'un prêt est prise, un courrier d'information est envoyé à la personne afin de lui préciser les modalités d'octroi et l'invitant à retourner le contrat de prêt. L'arrêté attributif n'est pris et notifié qu'après réception de celui-ci.

Lorsque les bénéficiaires du prêt sont en couple, chacun d'entre eux doit signer ledit contrat ; lorsqu'il s'agit d'une collocation, chaque locataire est signataire de son contrat de prêt.

En cas de demande de prêt pour un ménage en situation de surendettement, ce ménage devra solliciter un accord de la commission de surendettement et produire une actualisation des charges.

Par ailleurs, en sus d'une demande d'aide financière, des mesures ou dispositifs complémentaires peuvent être conseillés ou mobilisés :

- Suivi budgétaire par un(e) Conseiller(e) en économie sociale et familiale (CESF) ;
- Dépôt d'un dossier de surendettement ;
- Mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP simple ou avec gestion) ;

Il est à noter que le Département, par un avenant au règlement unique des aides financières départementales en matière de politiques sociales, validé par l'assemblée délibérante, pourra ré-évaluer le montant des aides en fonction de l'évolution du coût de la vie.

3. La subsidiarité des aides :

Les aides financières départementales sont des aides subsidiaires :

- À toutes les ressources de l'environnement de la personne et à toute négociation possible pour le traitement des dettes comme la mise en place de plans d'apurement,
- À toutes les aides sociales légales, aides et allocations familiales et à l'ouverture des droits de la personne,
- Aux aides financières à destination de certaines catégories de publics, comme Action Logement, ou encore l'aide facultative des caisses de retraite, de la CPAM et de la MSA, France Travail…

Elles peuvent le cas échéant être complémentaires à la mobilisation des aides de droit commun.

4. Référentiel d'aide à l'instruction et à la décision :

Les aides départementales sont accordées au vu des difficultés des ménages, notamment en ce qui concerne leurs conditions d'existence et leur situation financière.

Les ressources prises en compte rassemblent l'ensemble des revenus (quel qu'en soit la nature) de toutes les personnes composant le foyer.
Pour le FSL, toutes les ressources sont prises en compte à l'exception de l'allocation personnalisée au logement, de l'allocation logement, de l'allocation de rentrée scolaire, de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments d'aides et enfin l'allocation et prestation à caractère gracieux.

Dans le cadre de l'étude de la demande d'aide financière, l'instructeur calcule un reste à vivre, quotient familial réel, qu'il va ensuite comparer aux indicateurs de dépenses mensuelles par personne. L'écart entre ces deux chiffres donne une indication sur l'opportunité de l'aide.

La prise de décision s'appuie également sur une évaluation sociale du demandeur.

*Depuis le 01er janvier 2006, l'*Allocation d'Education Spéciale est remplacée par l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) - Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005.*

➢ CALCUL DU RESTE A VIVRE :

Concernant les charges, le volet budgétaire de la fiche de saisine « aides et accompagnements » comprend une partie **Réelle**, qui reflète la situation budgétaire effective du demandeur, au moment de la demande **(sans y inclure les charges en lien avec la demande d'aide).**

Les aides allouées par un organisme à titre exceptionnel doivent apparaitre dans le budget réel.

Un reste à vivre réel est établi, au moment de la demande, selon le calcul suivant :

$$\frac{\textit{Ressources réelles du mois - Charges réelles du mois}}{\textit{Nombre de personnes vivant au foyer}} = \textit{Reste à vivre par personne}$$

Ce reste à vivre mensuel est destiné au paiement des charges courantes vitales (alimentation, hygiène, entretien, habillement).

➢ **INDICATEURS DE REFERENCE :**

Des indicateurs de référence, définis par le Département sur la base de données INSEE, sont mis à la disposition de tous les instructeurs pour appuyer la décision et sont disponibles en annexe.

5. Le rôle de l'instructeur :

Les demandes sont instruites prioritairement par un travailleur social ou par un intervenant du social d'une institution ou d'une association.

Les demandes sont constituées :

- du dossier « aides et accompagnements » comprenant :
    - Un diagnostic détaillé de la situation financière (ressources, charges, état des dettes avec un échéancier précis des remboursements). Les dépenses pour lesquelles l'intervention des fonds départementaux est sollicitée ne doivent pas apparaître dans les charges réelles de la famille, du mois de la demande, mais doivent être prises en compte dans les dettes.
    - Une évaluation sociale circonstanciée permettant d'identifier :
        - Le contexte familial,
        - L'environnement socioprofessionnel,
        - L'origine des difficultés des ménages,
        - Les modalités de résolution de ces difficultés,
        - Les perspectives d'amélioration de la situation.
    - Un avis étayé sur la requête du demandeur.
- des pièces justificatives nécessaires à l'étude du dossier

Tout dossier incomplet, c'est-à-dire ne respectant pas les consignes énoncées ci-dessus, sera renvoyé à l'instructeur concerné, qui devra retourner les éléments sollicités.

6. Les commissions des aides :

Les dossiers sont examinés :

➢ Soit en ***Commission Départementale des Fonds de Solidarité pour le Logement (CD FSL)***

Cette commission examine toutes les demandes d'aides qui concernent l'accès ou le maintien dans le logement, hormis les dépenses d'énergie, d'eau et de téléphonie.

Dès lors que le ménage présente une proposition de logement, celle-ci fait l'objet d'un passage en CD FSL.

Cette commission est présidée par un(e) élu(e) départemental(e) et composée d'un représentant :

- De la Caisse d'allocations familiales (CAF) et de la Mutualité sociale agricole (MSA),
- De l'Office Public de l'Habitat (OPH) pour les demandes relevant du parc public,

- De la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP),
- D'un représentant des usagers,
- D'un travailleur social du Service Social Territorial, soit un(e) Assistant(e) social(e) ou un(e) Conseiller(e) en économie sociale et familiale (CESF), qui siège à tour de rôle, selon un calendrier établi en début d'année.

Y siègent également pour le Département :

- Le Référent Technique aides et accompagnement
- Un gestionnaire de dossiers « aides et accompagnements » par pôle.

Un quorum n'est pas requis lors de la tenue des commissions.

Les dossiers sont soumis à l'ensemble des membres de la commission mais la décision finale revient au Président de commission qui signe ensuite les arrêtés de décision. L'élu qui préside la commission doit avoir reçu délégation du président du Conseil Départemental.

Le Département organise ces commissions et transmet l'ordre du jour aux différents membres la veille de la commission. Elles se déroulent tous les 15 jours.

- Soit en ***Commission Territoriale Aides et Accompagnements (CTAA).***

Cette commission examine toutes les demandes d'aides financières, autres que celles qui relèvent de la CD FSL.

Cette commission est présidée par un Responsable de Service Social Territorial (RSST) et est composée :

- D'un représentant de la Caisse d'allocations familiales (CAF) et de la Mutualité sociale agricole (MSA),
- D'un travailleur social du Service Social Territorial, soit un(e) Assistant(e) social(e) ou un(e) Conseiller(e) en économie sociale et familiale (CESF), qui siège à tour de rôle, selon un calendrier établi en début d'année.
- Dun gestionnaire de dossier « aides et accompagnements »
- D'un représentant des Centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS – CIAS), uniquement pour les dossiers sollicitant des financements de leur part.

4 CTAA sont organisées sur les 4 pôles territoriaux (Bar le Duc, Commercy, Stenay et Verdun) et couvrent ainsi les demandes d'aides de l'ensemble du territoire Meusien.
Les gestionnaires de dossiers « aides et accompagnements » assurent l'organisation et l'ordre du jour des commissions.
Les RSST siègent et président à tour de rôle sur leur pôle respectif.
Les demandes sont étudiées de façon collégiale. La décision revient au Président de séance.
Ces commissions se déroulent sur un rythme hebdomadaire.

7. Etude des demandes :

Les dossiers sont examinés lors des Commissions dont relèvent les fonds.

- ***Confidentialité – Respect de la vie privée***

Chacun des membres des différentes commissions est soumis à la règle de stricte confidentialité sur le contenu des dossiers. Au cours des échanges, le Président de la commission garantit le respect de la vie privée des usagers en ne prenant en compte que les éléments indispensables à l'étude des dossiers. Par ailleurs, le Président de séance doit veiller à ce que l'usager ne soit pas stigmatisé en considération d'éléments antérieurs à la situation étudiée. Sa capacité à évoluer doit ainsi être prise en compte ainsi que son droit à l'oubli.

- ***Rôle des Gestionnaires de dossiers Aides et Accompagnements :***

Les pôles de gestionnaires de dossiers « aides et accompagnements » assurent l'interface entre les travailleurs sociaux et les membres des commissions.

En effet, les gestionnaires interviennent dès la réception du dossier de demande d'aide jusqu'aux notifications des décisions, comme suit :

- Réception du dossier,
- Étude de la recevabilité,
- Organisation de la commission (inscription à l'ordre du jour, envoi des dossiers et de l'ordre du jour aux partenaires concernés)
- Présentation des demandes en commission,
- Émission des procès-verbaux, des notifications des décisions et des arrêtés de décision,
- Courriers divers le cas échéant.

La clôture de réception des dossiers est fixée à **5** jours précédents les dates de commission.

Les gestionnaires sont habilitées à traiter uniquement les demandes d'aides sollicitées pour les fonds du règlement unique.

- ***Décision :***

Les décisions sont prises en commission par le Président de commission (élu pour la Commission Départementale FSL et RSST pour les CTAA), sous réserve des bonnes délégations du Président du Conseil Départemental.

Il peut s'agir d'un accord, d'un refus ou d'un ajournement. En cas d'ajournement, le courrier indique explicitement le délai sous lequel le demandeur doit adresser le(s) justificatif(s) et préciser que, faute de cela, la demande deviendra caduque.
Les rejets, les ajournements et les classements sans suite sont motivés de façon explicite, conformément au règlement d'intervention du fonds.
Les décisions d'accord ont une durée de validité **de six mois.**

Les décisions de la commission sont notifiées à l'issue de chaque réunion.

- ***Notification :***

La décision est notifiée par les pôles de gestionnaires aides et accompagnements. Après signature du Président de commission, elles notifient la décision au demandeur, avec copie à l'instructeur. Elles le transmettent ensuite au service budget et fonctions supports des solidarités pour gestion comptable dans les meilleurs délais.

- ***Voies de recours :***

Il est possible de contester une décision prise dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Les voies et les délais de recours apparaissent sur les décisions.

- **RECOURS GRACIEUX :**

Il s'effectue par la personne elle-même ou son avocat, par l'envoi d'un courrier adressé à M. le Président du Conseil départemental, à l'adresse suivante :

Service Social Départemental
3 rue François de Guise
55000 BAR LE DUC

- **RECOURS CONTENTIEUX :**

Il s'effectue par la personne elle-même ou son avocat, par l'envoi d'une requête à l'adresse suivante :

Tribunal Administratif
5 Place de la Carrière
54000 NANCY

Ou sur le site
https://www.telerecours.fr/

- ***Traitement des demandes urgentes :***

Article 6-1 de la loi Besson : Des modalités d'urgence doivent être prévues pour l'octroi et le paiement des aides, dès lors qu'elles conditionnent la signature d'un bail, qu'elles évitent des coupures d'eau, d'énergie, de services téléphoniques ou de services d'accès à internet ou qu'elles concernent des personnes et familles assignées aux fins de résiliation de bail.

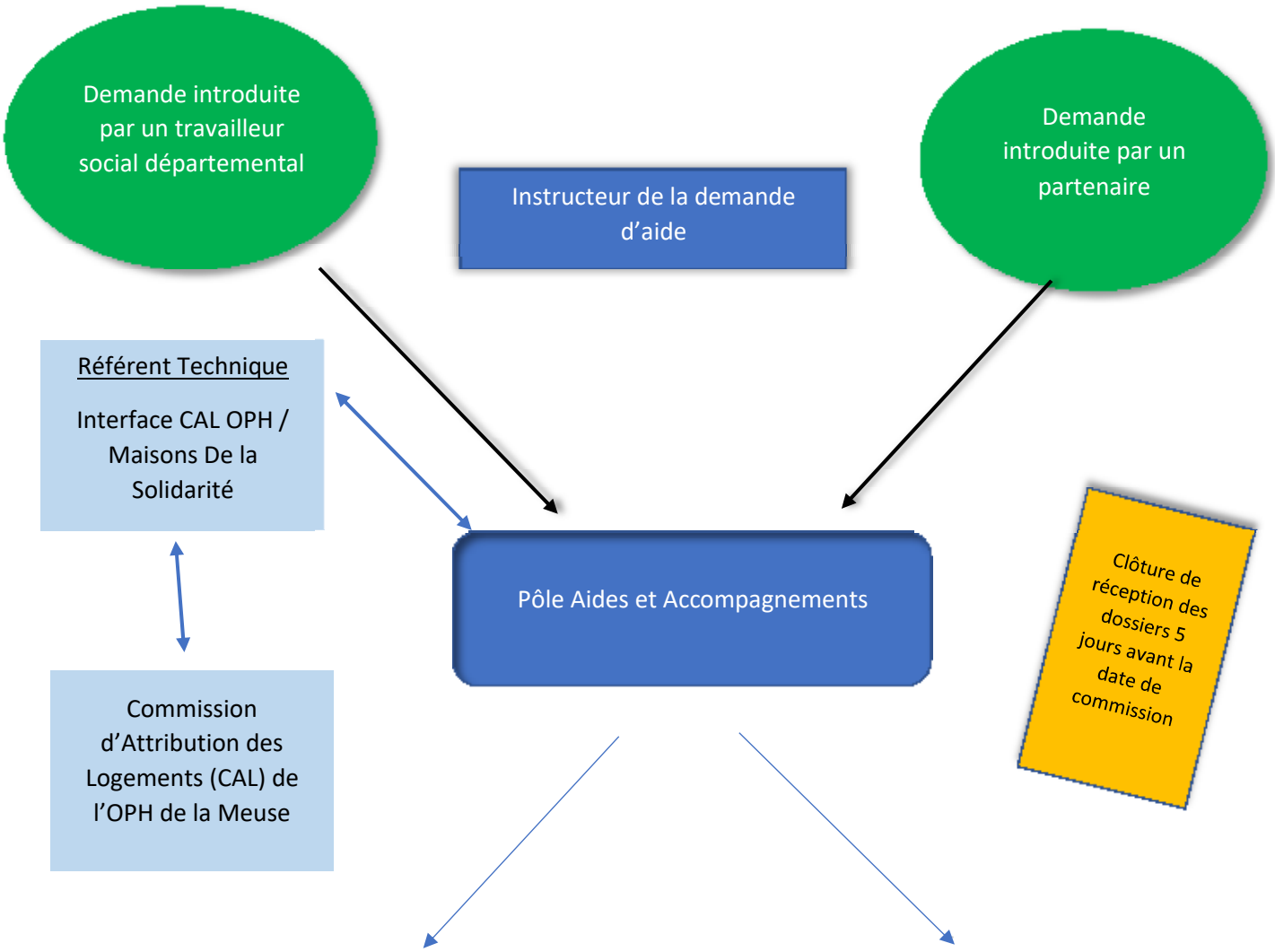
Les aides alimentaires sont également considérées comme des aides urgentes dès lors que la santé et l'intégrité des personnes sont mises en péril.

Pour toutes les demandes d'aides financières à caractère « **urgent** », validées comme telles par le responsable, : **sous réserve de pièce justificatives qui déterminent l'urgence** :

- Pour les demandes étudiées en CTAA, c'est le responsable social territorial qui prend la décision : font l'objet d'une décision hors commission la commission étant informé à postériori en commission
- Pour les demandes étudiées en CD FSL, elles font l'objet d'une décision par le Président de commission, en lien avec le référent technique : peuvent être déposées hors délai sous réserve du caractère urgent

8. Procédures d'instruction des demandes d'aide financière :

Procédure relative à l'accès au logement et au maintien :



DOSSIER AVEC PROPOSITION DE LOGEMENT

Parc privé : étude technique pour présentation en commission (CD FSL)

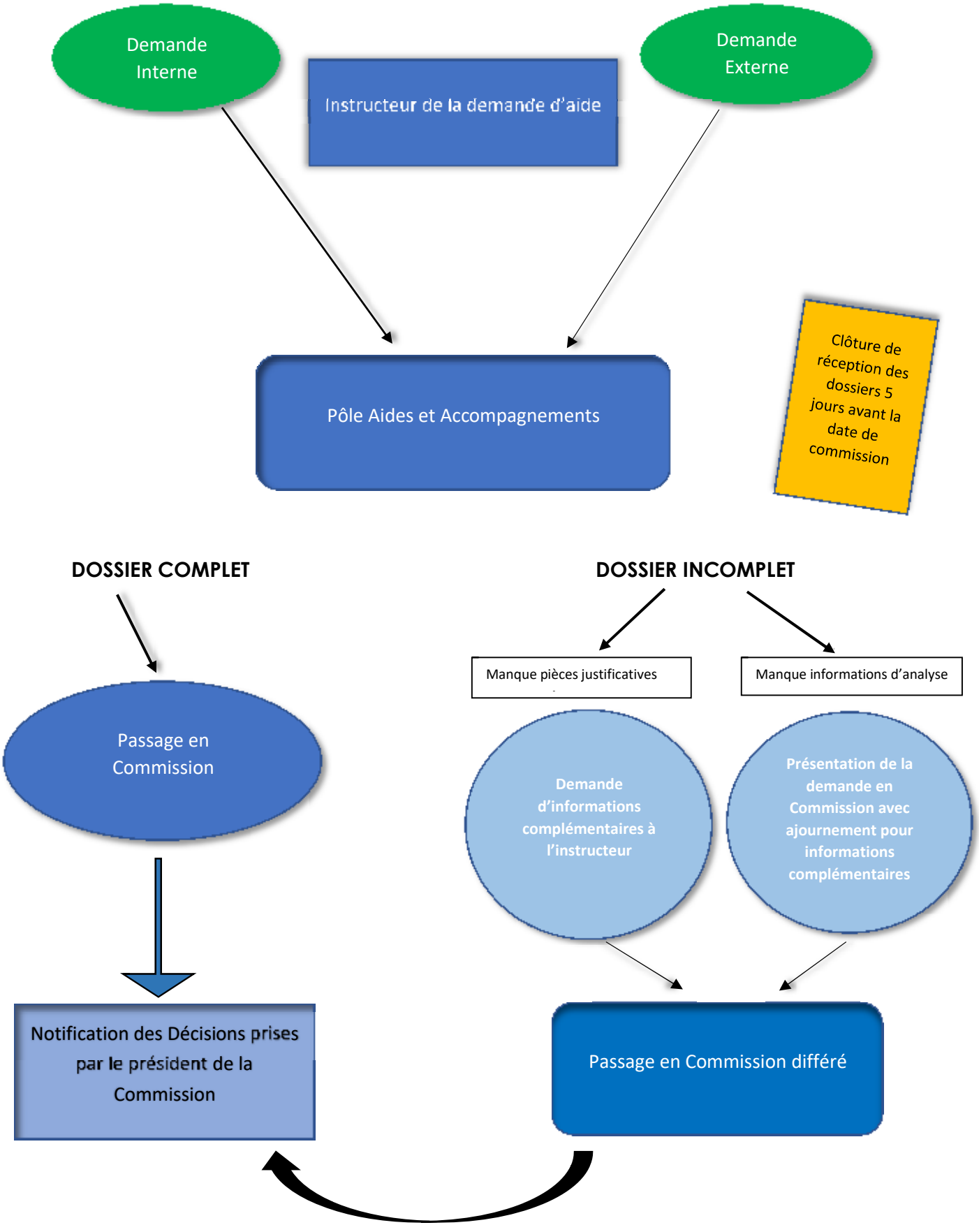
Parc public : l'ordre du jour est adressé au référent technique qui distribue les propositions de logement aux secteurs concernés. Les pôles aides et accompagnements réalisent l'étude technique pour présentation en commission. Le Président de commission valide ou non ces propositions.

DOSSIER SANS PROPOSITION DE LOGEMENT

La demande fait l'objet d'un passage en commission pour validation ou non d'un **récépissé.** Il est adressé au demandeur précisant que la demande ne pourra être étudiée en CD FSL que lorsqu'une proposition de logement figurera au dossier. **La demande est valable 3 mois** à compter de la date de réception au pôle aides et accompagnements. A l'issue de ce délai, l'instructeur revoit le demandeur et reformule une demande si la situation a évolué.

Notification des Décisions prises par le président de la Commission

Procédure pour toutes les autres demandes :



CHAPITRE 2

LES FONDS D' AIDES DEPARTEMENTAUX

En matière de politiques sociales

FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT

(FSL)

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est mobilisé pour permettre à des ménages en difficulté :

- ***D'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir,***
- ***De disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.***

Il peut être sollicité en subsidiarité :

- ***Des prestations de droit commun mais il ne substitue pas à celles-ci,***
- ***Des aides extra-légales. Dans ce cas, un positionnement du FSL est possible en amont, sous réserve qu'un montage financier détaille les participations de chacun.***

I. Cadre juridique du fonds de solidarité pour le logement

- Loi N° 90-449 (articles 6 à 8) du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement dite **« Loi BESSON »** et réaffirmée par la loi N° 98-657 (articles 31 à 36) du 28 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.

  ◊ La loi n°90-449 du 31 mai 1990 ainsi que la circulaire d'application n° 90-89 du 07/12/1990 prévoient que *« le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) institue le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) et que celui-ci « prend en charge les mesures d'accompagnement social nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des personnes bénéficiant du plan départemental* ».

  ◊ De plus, la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 précise que *« le Fonds de solidarité pour le logement prend en charge des mesures d'accompagnement social individuelles ou collectives lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des personnes et des familles bénéficiant du plan départemental, qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.* »

- Loi N° 2004-809 (article 65) du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

- Loi N° 2006-872 (article 60 et 66) du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement, dite **« Loi ENL ».**

- Loi N° 2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, dite **« Loi MOLLE ».**

- Loi N° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes.

- Décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de solidarité pour le logement.

- Décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau, modifié par le décret n° 2014-274 du 27 février 2014.

- Arrêté du 13 février 2006 fixant les renseignements statistiques relatifs au bilan d'activité des FSL et des fonds locaux créés par le Conseil départemental.

- Circulaire DGUHC/DGAS n° 2004-58 UC/IUH1 du 4 novembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant les Fonds de solidarité pour le logement, contenues dans la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

- Décret n°2015-523 du 12 mai 2015 relatif au dispositif de gestion partagée de la demande de logement social et à l'information du demandeur.

II. Gouvernance du FSL :

Le comité responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) fixe la stratégie d'utilisation du Fonds de solidarité pour le logement (FSL) et définit les orientations prioritaires ainsi que les enveloppes dédiées.

Le Président du Conseil départemental a pour obligation de présenter annuellement le bilan de l'activité FSL au comité responsable du plan. Cette présentation a pour corollaire les renseignements statistiques définis par l'article 11 du décret du 2 mars 2005 (art. R1614-40-1 à art. R1614-40-4 du Code général des collectivités territoriales).

Les instances de pilotage du FSL doivent veiller à la bonne gestion et à l'utilisation du fonds.

En Meuse, il est décidé que les instances de pilotage du FSL sont celles du PDALHPD.

➢ Le comité responsable du PDALHPD :

Il représente le niveau décisionnel et est le garant de l'utilisation du fonds notamment vis-à-vis des organismes qui l'abondent.

La désignation de ses membres se fait par voie d'arrêté conjoint.

Il se réunit, au minimum une fois par an, à l'occasion de la présentation du bilan d'activité du Fonds de solidarité pour le logement (FSL). Il travaille en étroite collaboration avec le comité technique réuni en composition spécifique.

➢ Le comité technique du FSL :

Ce comité, coprésidé par l'Etat et le Département, est composé de représentants de l'Etat, du Conseil départemental, de la CAF, de la MSA, des bailleurs sociaux, des fournisseurs d'énergie et de tout autre membre jugé nécessaire. Il se réunit une ou deux fois par an sauf situations particulières.

Son rôle est d'évaluer le fonctionnement du dispositif et le cas échéant de proposer les adaptations nécessaires en vue d'une bonne utilisation du fonds.

Il assure également une réflexion technique en vue de propositions sur l'évolution du dispositif et peut à cet effet proposer l'organisation de groupes de travail.

➢ Le comité financeur :

Il est coprésidé par l'État et le Département et est constitué uniquement des représentants dotateurs du fonds à savoir : l'État, le Conseil départemental, EDF, CAF, ENGIE, MSA. TOTALENERGIES.
Il assure également la bonne et entière utilisation du fonds avec comme objectif principal l'étude et la priorisation d'actions spécifiques à mettre en place.

III. Principes généraux d'intervention :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est l'outil financier du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD). A ce titre, il s'inscrit dans une stratégie visant à promouvoir une offre de logements décents et accessibles à des ménages à faibles ressources.

Aussi, dans un souci de complémentarité, les dispositifs CCAPEX, Plate-forme habitat dégradé, Histologe etc., mis en place dans le cadre du PDALHPD, peuvent être sollicités au moment d'une saisine du Fonds de solidarité pour le logement (FSL) par les instructeurs. De même, le FSL peut être mobilisé dans le cadre de ces dispositifs pour faire aboutir des projets ou des interventions auprès des familles, dans l'optique d'avoir un logement décent.

Les aides financières du FSL, outil du projet global d'accès ou du maintien dans le logement :

Les aides mobilisées dans le cadre du FSL doivent s'inscrire dans le cadre d'un plan d'aide dont l'objectif est d'enrayer les difficultés du ménage ou de venir soutenir leur projet d'accès au logement.
En effet, le FSL ne se limite pas à l'attribution d'une aide financière. Il finance également des mesures d'accompagnement des ménages (Accompagnement social lié au Logement : ASLL, sous location à bail glissant) et des actions de prévention pour lutter contre la précarité énergétique (sensibilisation aux écogestes).

La notion de projet se définit par la volonté pour le public de travailler à la mise en œuvre de perspectives de changement et d'amélioration de sa situation. Il se caractérise par l'engagement, l'investissement et la motivation du bénéficiaire.

A ce titre, les bénéficiaires sont responsabilisés et accompagnés dans un changement de comportement relatif :

- Au paiement du loyer et des charges,
- A l'entretien du logement,
- A la maîtrise de l'énergie,
- A l'acceptation d'un parcours résidentiel adapté.

Les aides du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ne peuvent intervenir que pour la résidence principale du ménage et uniquement si cette dernière est située dans le département de la Meuse.

Le logement doit être adapté à la composition familiale. Il convient en outre de vérifier l'adéquation du loyer et des charges avec les revenus de la famille.

1. Spécificité du public :

Le public pouvant bénéficier du FSL correspond à celui visé par le PDALHPD, c'est-à-dire toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment « de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence » (loi du 31 mai 1991, article 1er).

Conformément aux termes de la loi, le FSL intervient en faveur :

- Des personnes qui entrent dans un logement locatif,
- Des locataires et/ou colocataires,
- Des propriétaires occupants,
- Des sous-locataires,
- Des personnes en foyer logement.

Les catégories de populations fragilisées suivantes constituent un public prioritaire :

- Les bénéficiaires des minima sociaux (RSA, ASS, AAH, etc.) ou disposant de revenus inférieurs ou égaux à ceux des minima,
- Les sans domicile fixe / les personnes hébergées (chez un tiers ou en structure),
- Les locataires d'un logement insalubre ou indécent notamment ceux signalés par la Plate-forme habitat dégradé,
- Les personnes dont les ressources ne permettent plus ponctuellement le paiement du loyer qu'elles ont à charge,
- Les personnes bénéficiant d'un accompagnement budgétaire,
- Les personnes menacées d'expulsion (en lien, notamment, avec la Commission de coordination des actions de prévention des expulsions – CCAPEX, plateforme habitat dégradé),
- Les propriétaires occupants dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au remboursement d'emprunts contractés pour l'acquisition du logement ou au paiement des charges collectives (article 6 de la loi du 31 mai 1990). Cette possibilité est assortie de conditions inhérentes à la situation du logement. Ce dernier doit être dans un groupe d'immeubles bâtis ou un ensemble immobilier faisant l'objet d'un plan de sauvegarde étant situé dans le périmètre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH). Le territoire meusien est couvert en quasi-totalité par une OPAH.
- Les personnes victimes de violences conjugales ou familiales.

2. Caractéristiques des aides FSL :

Les aides mobilisant le FSL sont étudiées :

- En CD FSL pour les demandes d'accès au logement ou de maintien dans celui-ci.
- En CTAA pour les demandes d'aides concernant l'énergie.

Concernant les demandes d'aides étudiées en CD FSL, l'examen d'un dossier relatif à l'accès au logement est soumis aux conditions suivantes :

- Le bail ne doit pas être signé,
- Le demandeur ne doit pas être entré dans le logement avant la décision de la commission.

Si ces exigences ne sont pas respectées, un refus sera notifié, exception faite des publics prioritaires relevant du contingent préfectoral et des personnes qui ont sollicité le dispositif Action Logement et qui ne l'ont pas obtenu.

Les aides sont accordées dans le parc public et privé. En ce qui concerne les aides au maintien, la priorité est donnée au logement occupé. Elles peuvent néanmoins concerner un précédent logement principal, situé en Meuse, dès lors que la dette compromet l'équilibre budgétaire et le droit au logement.

3. Les aides financières du FSL :

Le logement pour lequel une aide est demandée doit être décent. Il doit bénéficier d'une autorisation de permis de louer s'il est situé dans une commune concernée et ne pas faire l'objet d'un signalement à la plateforme Habitat dégradé du Département ou à Histologe.

Les aides plafonnées :

Concernant l'équipement de 1ère nécessité, la distinction est faite entre « accès » et « maintien », les besoins n'étant pas les mêmes.

Les montants suivants sont appliqués :

- L'accès est plafonné à un montant de **700 €** pour les primo accédants ou des situations particulières telles qu'une séparation avec impossibilité ou difficulté à récupérer une partie du mobilier ou de l'électroménager.

- Le maintien est plafonné à un montant de **500 €**.

Le montant accordé pour de l'équipement de 1ère nécessité accès ou maintien est octroyé sur une période de **2 ans**, de date à date.

Les biens mobiliers qui relèvent d'une possible demande d'aide financière sont listés page 22.

Concernant l'énergie, les demandes financières doivent porter uniquement sur les consommations actuelles et non sur des dettes antérieures, sauf si celles-ci viennent à compromettre le maintien des fournitures.

Conditions d'éligibilité aux aides du FSL

🔔 Toutes les aides sont attribuées sur présentation d'un devis et/ou facture et payées sur présentation de la facture.

DEPENSES ELIGIBLES	CONDITIONS D'ELIGIBILITE Propositions règlement unique
Accès Cautionnement	Le FSL peut se substituer au locataire en cas de défaillance de sa part dans le règlement du loyer. L'aide est limitée à six résiduels de loyer sur une période de référence de 24 mois. Ce délai débute à compter de la date de signature du contrat d'engagement. Conformément aux principes généraux du présent règlement, le FSL n'intervient que lorsqu'il n'apparaît qu'aucun autre type de cautionnement n'est possible (familiale, Garantie Visale et Loca-Pass). S'il existe une autre possibilité de cautionnement, mais que celle-ci n'est pas mise en œuvre, le FSL n'interviendra pas. Le dossier de demande d'allocation logement doit être déposé et la procédure de tiers-payant engagée, le cas échéant. Le cautionnement est réduit à trois résiduels de loyer sur une période de référence de 12 mois lorsque le ménage est débiteur d'un impayé de loyer dans la période de 24 mois qui précède le relogement. Le cautionnement pour six résiduels peut toutefois être accordé lorsque le(s) bénéficiaire(s) est/sont victime(s) d'un accident de la vie ou qu'il(s) rencontre(nt) des problèmes ponctuels. Le cautionnement doit être sollicité en fonction de la situation du ménage, en précisant un passif d'impayés locatifs ou l'exigence d'un propriétaire. **Le cautionnement doit être proposé en priorité sous forme de prêt dans une optique de responsabilisation des ménages**.

Accès Dépôt de garantie	Lorsque l'aide au dépôt de garantie est demandée. L'aide peut être accordée, déduction faite du dépôt de garantie déjà remboursé. Si le montant recouvré correspond au montant de la nouvelle demande, un refus sera prononcé. Cette aide concerne les logements meublés et non meublés, habitation principale et se situant sur le territoire de la Meuse. Les personnes relevant d'action logement doivent solliciter ce dispositif en priorité. Le logement ne doit pas faire l'objet d'un signalement pour habitat dégradé et/ou avoir l'autorisation de permis de louer s'il est situé dans une commune concernée. **Flexibilité pour les publics qui font l'objet d'une fiche public prioritaire du contingent préfectoral avec possibilité de signature du bail avant décision FSL.**
Accès Premier loyer	Le FSL peut accorder une aide au paiement du premier loyer pour les ménages : - primo-accédants, - et/ou n'étant pas ou plus bénéficiaires d'une allocation logement, - si la dépense n'a pas pu être anticipée.
Accès et Maintien Impayés de loyer	Lorsque le FSL n'est pas intervenu au titre de la mise en jeu de la garantie, il peut intervenir pour apurer totalement ou partiellement des impayés de loyer pour permettre le maintien dans le logement ou une mutation pour un logement plus adapté à la situation, la composition familiale et/ou la situation financière du ménage. **L'aide est mobilisable dès le 1er mois d'impayé de loyer sans mise à l'épreuve systématique de trois mois si la situation le nécessite.**

Accès Frais d'agence	Le FSL peut intervenir pour couvrir les frais d'agence. **L'entrée en logement gérée par une agence doit être justifiée par le fait de ne pas avoir trouvé de logement OPH ou de bailleurs privés en direct.**
Accès Frais de déménagement	Le FSL ne peut intervenir que pour les déménagements en Meuse (de Meuse à Meuse ou d'un département extérieur vers la Meuse). L'aide s'élève à **500 €** maximum par foyer. L'aide est pour tout public : primo-accédants, locataires, personnes hébergées…
Accès et Maintien Achat de mobilier de première nécessité	Le FSL peut intervenir pour aider à l'achat des biens mobiliers selon les modalités suivantes : - matelas 90 : **120€** - Matelas 140 : **250€** - table : **60€** - chaise : **10€** - buffet : **100€** - lave-linge : **300€** - gazinière : **200€** - sommier 90 : **60€** - sommier 140 : **90€** - armoire/commodes/étagères… : **100€** - réfrigérateur : **350€** - pieds de lits : **25€** – congélateur : **199€** – micro-onde : **80€** – Clic-clac : **200€** Le montant de ces aides pourra être réévalué en fonction de l'évolution du marché et soumis à la validation de la commission délibérante. Une distinction est faite entre la demande dans le cadre de l'accès et celle du maintien : **Accès :** plafonné à un montant de **700.00€** pour les primo accédants ou pour des situations particulières telles qu'une séparation avec impossibilité ou difficulté à récupérer une partie du mobilier ou de l'électroménager. **Maintien** : plafonné à un montant de **500.00€** Périodicité de validité commune : **2 ans** La durée de vie d'un équipement acheté dans le cadre de l'accès ou du maintien devra être pris en compte avant d'accorder un nouvel achat similaire. **Une aide à la réparation** pourra être accordée **si celle-ci n'excède pas les 2/3 du montant de l'aide à l'achat**
Accès et Maintien Frais d'ouverture de compteur d'énergie	Le FSL peut intervenir pour couvrir les frais d'ouverture / de réouverture des compteurs suivants : - eau - gaz, à hauteur de 50 € maximum, - électricité, à hauteur de 50 € maximum. **Cette aide est attribuée uniquement au public qui relève du contingent préfectoral qui fait l'objet d'une fiche public prioritaire (Situation d'urgence et de précarité)**

Accès et Maintien Assurance habitation	Tout locataire est tenu de contracter une assurance habitation. Le FSL peut intervenir dans les limites suivantes : - logement de type 1 ou 2, à hauteur de **100 €** maximum, - logement de type 3 ou 4, à hauteur de **150 €** maximum, - logement de type 5 et plus, à hauteur de **190 €** maximum **Le niveau de garantie ne doit pas être minimal mais médian et être couplé avec la responsabilité civile.**
Maintien Entretien du logement	Le FSL peut intervenir pour financer la réalisation de petits travaux n'incombant pas au propriétaire (achat de matériaux et coût de la main d'œuvre). Achat d'un aspirateur : **120 €** **Il peut également intervenir pour du gros nettoyage, déblayage et l'éradication de nuisibles, sur présentation de devis.**
Maintien et Energie Dépenses d'énergie, d'eau et de téléphonie	Le FSL peut financer des factures d'énergie (gaz, électricité, bois, charbon, fuel, granules…), d'eau et de téléphonie fixe pour : - Le logement occupé, - Un précédent logement lorsqu'une dette met en péril la situation de la famille, **Si le demandeur est éligible au chèque énergie il doit obligatoirement être mobilisé en amont de la demande d'aide.** Le FSL peut accorder des aides visant à : - régler des factures en cours que le ménage n'est pas en mesure de régler, - régulariser des situations d'impayés, - faciliter le rétablissement des fournitures/services. Concernant l'aide au paiement de factures de téléphonie, le FSL pourra intervenir jusqu'à **40€ maximum.**
Maintien et Energie Aide à l'achat et à l'installation d'un nouveau système de chauffage	Le FSL peut également soutenir les ménages dans l'achat de poêles (à bois, à granulés, à pellets…) <u>dans le strict respect des conditions cumulatives suivantes</u> : - Pour les locataires, le bailleur doit avoir délivré son accord, - L'installation du poêle doit générer un bénéfice réel et significatif par rapport au mode de chauffage antérieur, - La compatibilité des conduits de cheminée ainsi que l'installation du poêle doivent être réalisées par un professionnel agréé (fournir une attestation), - S'assurer en amont que le logement est bien isolé **(fournir le DPE),** - S'assurer de la prise en compte de ce type de chauffage (poêle) par l'assurance (fournir une attestation) Le montant de cette aide est apprécié sur la base du reste à charge par les membres de la CD FSL en considération de l'ensemble des éléments présentés**. Il ne pourra néanmoins pas dépasser 2000 €.**

Maintien et Energie Aide à des travaux de rénovation thermique	Pour les propriétaires occupants, le FSL pourra participer au reste à charge d'un financement de travaux d'amélioration énergétique d'un logement (Isolation, chauffage et les ouvrants uniquement dans le cadre d'un bouquet de travaux…) - En cofinancement d'un dossier ANAH – Ma prime Rénov ou Ma prime Rénov sérénité ou autres dispositifs susceptibles de pouvoir financer les travaux, - **Le montant de l'aide ne pourra pas dépasser 2000€.**

4. Les dispositions communes concernant les aides à l'énergie :

➢ Maintien d'un service d'énergie, d'eau et de téléphone :

Lorsqu'une demande d'aide relative à une facture d'énergie, d'eau ou de téléphonie impayée est instruite, le travailleur social ou le secrétariat en informe le fournisseur dans les meilleurs délais. Le demandeur bénéficie alors d'un maintien de la fourniture prévu au deuxième alinéa de l'article L. 115-3 du Code de l'action sociale et des familles. En cas de décision négative ou à défaut de décision de la CTAA dans un délai de deux mois à compter de la date de l'enregistrement de la demande par le secrétariat aides et accompagnements (décision implicite de rejet), le fournisseur est en droit de procéder à une réduction ou à la coupure de la fourniture. Il en avise le ménage au moins vingt jours auparavant.

Du 1er novembre de chaque année au 1er avril de l'année suivante, sauf dérogations, les fournisseurs d'électricité, de chaleur et de gaz ne peuvent procéder, dans une résidence principale, à l'interruption pour non-paiement des factures de la fourniture aux ménages bénéficiant ou ayant bénéficié, dans les douze derniers mois, d'une décision favorable d'attribution d'une aide du Fonds de solidarité pour le logement. Ceci s'applique aux distributeurs d'eau tout au long de l'année.

➢ Convention « solidarité – énergie » :

Les Centres communaux, intercommunaux d'action sociale (CCAS – CIAS) et communes peuvent participer financièrement aux aides à l'énergie, via le dispositif « solidarité – énergie ». Celui-ci repose sur un accord conventionnel entre le Département de la Meuse et les CCAS – CIAS ou communes qui le souhaitent. Il a pour objet d'aider les personnes à s'acquitter de leurs factures d'énergie, d'eau et de téléphone et à retrouver ainsi un équilibre budgétaire. L'objectif est de proposer des aides concertées grâce à un travail en complémentarité. Dans le cadre de ce dispositif, les aides sont attribuées de la manière suivante :

- Le CCAS – CIAS prend en charge 40% du montant décidé,
- Le Département de la Meuse, via le FSL, prend en charge 60% du montant décidé.

FONDS D'AIDE A L'INSERTION

Les fonds d'aide à l'insertion sont mobilisés pour soutenir la mise en œuvre d'un projet individuel. Ils peuvent, en outre, venir compléter d'autres fonds spécifiques dans le cas d'un projet professionnel.

En Meuse, deux fonds distincts répondent à cet objectif :

- ***le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)***
- ***le Fonds Départemental d'Appui à l'Insertion (FDAI)***

FONDS D'AIDES AUX JEUNES (FAJ)
et
FONDS DEPARTEMENTAL D'APPUI A L'INSERTION (FDAI)

I. Les principes communs d'intervention :

<table>
<tr><th>Items</th><th>FDAI</th><th>FAJ</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Public concerné</td><td colspan="2">Les catégories de populations suivantes constituent un public prioritaire :
- Percevant des minima sociaux ou disposant de revenus inférieurs ou égaux à ceux des minima (RSA, ASS, AAH, …)
- Sans domicile fixe / hébergés
- Bénéficiant d'un accompagnement social et/ou budgétaire
- S'inscrivant dans un projet social et/ou professionnel intégré à une démarche globale d'insertion.</td></tr>
<tr><td>Des aides financières peuvent être allouées sur le FDAI, pour les personnes âgées de 26 ans et plus, en situation régulière sur le territoire français et résidant dans le département de la Meuse.</td><td>L'âge constitue le critère distinctif du public. Ainsi, des aides financières peuvent être allouées sur le FAJ, pour les personnes âgées de 18 à 25 ans, en situation régulière sur le territoire français et résidant dans le département de la Meuse.</td></tr>
<tr><td>Commission des aides</td><td colspan="2">Les demandes d'aides financières mobilisées dans le cadre de l'insertion font l'objet d'une décision en CTAA, selon la procédure commune à toute demande d'aide.</td></tr>
<tr><td>Cadre juridique</td><td>La Commission Permanente du Conseil départemental de la Meuse du 4 avril 1997 a créé le Fonds Départemental d'Appui à l'Insertion (FDAI) en partenariat avec les services de l'Etat. Ce fonds est susceptible d'intervenir en soutien dans le cadre d'un projet d'insertion et/ou dans la lutte contre l'exclusion des personnes à partir de 26 ans. Depuis 2005, seul le Département abonde ce fonds.</td><td>La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales donne compétence au « Département pour l'attribution aux jeunes en difficultés, âgés de 18 à 25 ans, d'aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents ».
« A cette fin, il est créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) placé sous l'autorité du Président du Conseil départemental ».</td></tr>
</table>

		L'Assemblée Départementale a validé, le 11 janvier 2005, le transfert de financement et de gestion du FAJ. Ce fonds ouvre droit à compensation. Il est donc cofinancé à parité avec l'Etat. Conformément à la loi du 13 août 2004, Le FAJ est mobilisé sans tenir compte de la participation pouvant être demandée aux personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard de l'intéressé.
Principes Spécifiques d'intervention	**Le FDAI peut être également collectif** Le Fonds départemental d'appui à l'insertion (FDAI) peut être sollicité afin de permettre le financement d'actions en faveur de plusieurs usagers à la fois. Ce dispositif est exceptionnel et ne peut se substituer à toute autre aide de droit commun conformément aux principes généraux du présent règlement. **Modalité de mise en œuvre** Seuls les travailleurs sociaux du Département peuvent instruire des demandes de FDAI collectif. L'instruction se fait via la fiche de saisine spécifiquement dédiée à ce type de demandes. Les demandes de FDAI collectif sont étudiées en CTAA, instance décisionnelle de mobilisation du fonds. La décision fait l'objet d'une notification précisant les noms de tous les bénéficiaires puisqu'il s'agit d'une mobilisation financière à titre collectif. Les usagers en sont toutefois informés oralement par les travailleurs sociaux à l'initiative de l'action.	**Le FAJ Missions Locales** Une particularité est à souligner concernant le FAJ : une convention annuelle est établie entre le Département et les Missions Locales leur permettant de bénéficier d'une enveloppe budgétaire de 7000€ afin d'attribuer directement des aides aux bénéficiaires, sans étude préalable en CTAA. Tout jeune entrant dans un dispositif Mission Locale peut solliciter le FAJ sous réserve de fournir les éléments demandés. Toute demande est systématiquement instruite par un conseiller de la mission locale qui vérifie la cohérence du projet. Lors d'un contrôle effectué à postériori par les services départementaux, tout manquement à l'application du règlement intérieur sera répercuté sur la Mission Locale concernée qui devra prendre en charge l'aide qu'elle aura octroyée par erreur. Un bilan est adressé chaque trimestre par les Missions Locales au Département. La demande d'aide doit être faite sur l'imprimé dédié et comporter à minima le projet d'insertion du jeune ou le contrat d'engagement en cours et les pièces justificatives nécessaires (devis, facture, titre de séjour, avis d'imposition…) Les décisions reprenant le montant des aides, leur objet, le mode de paiement sont notifiées par la Mission Locale à l'aide d'un courrier dans les 72h suivant la demande. Tout refus doit être motivé. La notification doit indiquer les voies de recours. Le paiement est assuré par chaque Mission Locale, il peut se faire sous forme de chèque, virement ou en numéraire. Les Missions Locales en qualité de gestionnaires financiers et comptables du fonds doivent procéder à l'encaissement des participations financières, au paiement des aides, à la tenue de la comptabilité et à la communication des informations.

II. Les objets des aides financières à l'insertion :

1. Les aides à la mobilité :

L'évaluation du projet doit prendre en compte le lieu d'habitation, en l'absence de transport.

Concernant l'aide au permis de conduire, l'aide pourra être attribuée en 2 phases, tout d'abord pour le code puis pour la conduite une fois le code obtenu.

Concernant les frais de carburant, aide à la marge en fonction des stations disposant de caisse de paiement. Il n'est pas possible de mobiliser cette aide pour les stations automatisées.

Pour réaliser les réparations, les garages solidaires seront à privilégier

FDAI, FAJ et Fonds Mobilité : Pour toute demande liée à la mobilité, l'instructeur doit évaluer si la situation relève d'un accompagnement par le Conseiller en Mobilité de la Plateforme Roul' en Meuse et donc, du fonds mobilité ou si le FDAI ou le FAJ suffit à répondre à la problématique.

Les fonds FDAI/FAJ et le fonds Mobilité n'interviennent pas en complémentarité l'un de l'autre.

Conditions d'éligibilité aux demandes d'aides à la mobilité FDAI et FAJ

🔔 Toutes les aides sont attribuées sur présentation d'un devis et/ou facture et payées sur présentation de la facture.

DEPENSES ELIGIBLES	CONDITIONS D'ELIGIBILTE Du règlement unique
Dépenses de Carburant	Aide attribuée lors de la signature d'un contrat de travail, dans l'attente du versement du premier salaire ou une entrée en formation, dans la limite de **0.25 €/km**, **sans dépasser 1000€ par an.** Le demandeur doit présenter un permis de conduire valide ainsi que la carte grise du véhicule à son nom. Le demandeur doit être le propriétaire du véhicule. Les fonds d'aide à l'insertion interviennent en outre uniquement pour des dépenses liées à des déplacements hors agglomération. Le versement de l'aide se fait en 2 fois, la seconde est versée sur présentation du contrat de travail ou de l'attestation d'entrée en formation, après environ 15 jours.
Titre de Transport	Conformément aux principes généraux du présent règlement, toute personne sollicitant une aide à l'achat de titres de transport doit utiliser en priorité les tickets de bus mis à disposition dans les Services Sociaux Territoriaux. Les aides aux déplacements ferroviaires sont accordées sous forme de bon.
Assurance véhicule	Aide attribuée uniquement lors d'une première adhésion à une assurance véhicule, pour un **montant maximum de 300€** La mise en place d'une mensualisation sera privilégiée. Le demandeur doit présenter un permis de conduire valide ainsi que la carte grise du véhicule à son nom. Le demandeur doit être le propriétaire du véhicule.
Frais de formation au	Les fonds d'aide à l'insertion peuvent intervenir pour le financement du code et pour celui du permis de conduire. Une fiche de saisine aides et accompagnements doit être complétée à chacune de ces étapes.

permis de conduire ou BSR	L'octroi de ces aides est conditionné à l'existence d'un projet professionnel et l'obtention du permis de conduire doit constituer l'unique obstacle à l'aboutissement dudit projet. L'aide n'est attribuée qu'une seule fois ; sont exclus les permis annulés et les stages de récupération de points. Conformément au principe de subsidiarité du présent règlement, le demandeur doit être éligible au dispositif d'aide de France Travail avant de solliciter les fonds d'aide à l'insertion départementaux. **<u>Aide en 2 phases</u> : le versement de l'aide se fera en 2 fois justifiant ainsi l'investissement du demandeur.** **1/ -le financement du code plafonné à 400€ maximum ;** **2/ - puis l'aide à la conduite sur présentation de l'attestation de réussite au code de la route (sur présentation du document de réussite à l'examen), plafonnée à 450€ maximum.**
Frais de réparation et d'entretien d'un véhicule	Aide limitée à un seul véhicule par foyer pour un montant maximum de **500€ par an.** Le demandeur doit présenter un permis de conduire valide ainsi que la carte grise du véhicule à son nom. Le demandeur doit être le propriétaire du véhicule. (copie à joindre à la demande) . Le demandeur sera orienté en priorité vers un garage solidaire.

Frais de contrôle technique d'un véhicule	L'aide est limitée à un seul véhicule par foyer et à une fois par an (année civile), et s'élève à **60 € maximum.** L'usager doit présenter un permis de conduire valide ainsi que la carte grise du véhicule à son nom et l'assurance (copies à fournir aux pôles). Le demandeur doit être le propriétaire du véhicule.
Frais d'acquisition ou de location d'un moyen de locomotion	L'usager doit présenter un permis de conduire valide ainsi que la carte grise du véhicule à son nom. Le demandeur doit être le propriétaire du véhicule. En ce qui concerne la location, le dépôt de garantie est octroyé sous forme de prêt. Une demande peut être faite auprès du dispositif Roul'en Meuse pour la location de véhicule. L'aide à l'acquisition d'un moyen de locomotion est calculée sur la base de 40% du prix d'achat. Elle **est plafonnée à 800€.** Tous les moyens de locomotion sont éligibles (vélos, trottinettes... etc).
Carte grise	L'aide est **plafonnée à 210 €.** L'usager doit présenter un permis de conduire valide. La carte grise ne pouvant être obtenue avant paiement, l'aide est versée directement au demandeur qui devra transmettre dans un délai d'un mois à compter de la perception de l'aide la copie de la carte grise au Service Budget et Fonctions Supports des Solidarités – cellule comptable. Dans le cas contraire, une procédure de recouvrement sera engagée contre lui.
Aide à l'installation d'un kit biocarburant	Montant de l'aide maximum : **1/3 du montant de la facture dans la limite d'un coût maximum de 400 €.**

2. Les aides à la vie quotidienne :

Les produits de première nécessité :

Concernant l'alimentation, les achats devront concerner **exclusivement** des produits alimentaires, d'hygiène et de première nécessité (articles nécessaires pour vivre normalement) : une liste sera mise en annexe

L'*achat de boissons alcoolisées et de produits animaliers est interdit.*

Le contrôle des tickets de caisse :

Le contrôle des tickets de caisse est effectué par les gestionnaires qui vérifient si la nature des produits achetés dans le cadre d'une aide à l'achat de produits de 1ère nécessité est en adéquation avec le règlement.

Si dans les 6 mois précédents la demande, 2 tickets de caisse ont été estimés « hors règlement », la nouvelle demande d'aide alimentaire sera refusée.

Conditions d'éligibilité des demandes d'aide à la vie quotidienne FAJ et FDAI

🔔 Toutes les aides sont attribuées sur présentation d'un devis et/ou d'une facture et payées sur présentation de la facture.

DEPENSES ELIGIBLES	**CONDITIONS D'ELIGIBILTE** **Du règlement unique**
Produits de première nécessité : Alimentation Produits d'hygiène	L'achat de boissons alcoolisées et de produits animaliers est interdit. Les aides de première nécessité sont uniquement accordées sous forme de bon. En cas d'achats ne correspondants pas aux articles mentionnés dans l'arrêté de décision, les gestionnaires informent le Travailleur Social en lui transmettant une copie du ticket. Une copie est également gardée dans le dossier du demandeur au niveau du pôle. **Si dans les 6 mois précédents la demande, 2 tickets de caisse ont été estimés « hors règlement », la nouvelle demande d'aide alimentaire sera refusée.**
Vêtements	Les vestiaires doivent être sollicités en priorité.
Téléphonie mobile et frais Internet	L'aide ne peut être accordée que dans la limite d'un abonnement par ménage. Un abonnement peut recouvrir l'accès à la téléphonie fixe et mobile, à la télévision et à Internet. En tout état de cause, les fonds d'aides à l'insertion n'interviendront pas si l'abonnement principal du foyer excède **40 €.** Conformément aux principes généraux du présent règlement, toute personne sollicitant une aide à la téléphonie doit au préalable effectuer les démarches lui permettant d'accéder aux tarifs sociaux si elle y a droit.

Frais et appareillages médicaux *	Les fonds d'aide à l'insertion peuvent intervenir dans ce cadre lorsque la dépense pour laquelle ils sont sollicités apparaît nécessaire à une levée des freins à l'insertion sociale et/ou professionnelle. Cette aide s'applique à tous les frais médicaux restant à la charge du bénéficiaire après intervention des organismes de sécurité sociale et les mutuelles (au titre des remboursements classiques et des prestations supplémentaires). Conformément aux principes généraux du présent règlement, toute personne sollicitant une aide au paiement de dépenses liées à la santé doit au préalable effectuer les démarches lui permettant de faire valoir l'ensemble de ses droits. Ces aides concernent également les frais d'expertise médicale dans le cadre d'une requête adressée au juge des contentieux de la protection.

3. Les aides à l'insertion professionnelle :

🔔 Toutes les aides sont attribuées sur présentation d'un devis et/ou d'une facture et payées sur présentation de la facture.

DEPENSES ELIGIBLES	CONDITIONS D'ELIGIBILITE Du règlement unique
Formations individuelles nécessaires à l'obtention d'une qualification	Obligation pour l'instructeur de prendre attache auprès de France Travail et /ou de la Mission Locale pour vérifier la pertinence de la formation. Un plan de financement de la formation avec la contribution attendue de chacun des partenaires doit être joint à la demande.
Achat d'équipement professionnel spécialisé	L'aide est plafonnée **à 250€**
Valorisation de soi Estime de soi	Cette aide, **plafonnée à 150€,** peut tout autant concerner le bien-être physique que psychologique permettant de lever les freins à l'insertion. (Exemples : coiffeur, diététicienne, naturopathe, psychologue…), **sous réserve d'une absence d'accès à un service gratuit.**
Frais d'hébergement et de logement	Montant forfaitaire de **70€** par jour dans la limite des frais engagés et d'une dépense **plafonnée à 600€ par an.**
Frais de garde d'enfants	Prise en charge des frais de garde pendant les deux premiers mois d'activité et dans la limite d'une dépense **plafonnée à 600 € par an**.

Frais de scolarité	Financement ou cofinancement des frais d'inscription dans la limite d'une dépense **plafonnée à 300 € par an**. La scolarité choisie sera étudiée dans sa globalité, en prenant en compte l'accessibilité à l'emploi ainsi que de la motivation et de la mobilité de la personne.
Aide à l'achat d'un ordinateur	Plafond maximum fixé **à 500€.**

FONDS MOBILITE

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DE L'AIDE DEPARTEMENTALE A LA MOBILITE

La mobilité constitue un frein majeur à l'accès à l'emploi et à l'insertion sociale des personnes. C'est pourquoi le Département de la Meuse dans le cadre de ses compétences sociales entend doter ce public fragile d'une aide dédiée à la mobilité.

L'aide départementale à la mobilité intervient en subsidiarité de toute aide de droit commun.

Ce fonds est conditionné à l'existence de la plateforme mobilité et à son fonctionnement.

Ces aides sont réservées aux personnes suivies par les conseillers en mobilité de la plateforme départementale de mobilité solidaire. Ces derniers s'assurent de la pertinence de la demande d'aide de mobilité au regard de leur parcours et des règles d'attribution.

Les autres aides type FDAI ou FAJ ne peuvent pas être sollicitées en complément pour le même objet.

Dans tous les cas, l'aide accordée devra permettre de lever le(s) frein(s) à la mobilité de façon durable, dans une perspective d'insertion socio-professionnelle.

Les situations proposées sont alors étudiées lors de commission des Aides et Accompagnement (CTAA) et se basent sur les critères suivants.

1. Public concerné

- Être âgé de 17ans et plus ;
- Être accompagné par un conseiller de la plateforme de mobilité solidaire ;
- Avoir réalisé un diagnostic de Mobilité auprès d'un conseiller de la plateforme Mobilité ; mettant en évidence le(s) frein(s) de mobilité à enrayer ;
- Le candidat doit être mobilisé dans son parcours de mobilité et doit se présenter régulièrement aux rendez-vous fixés par les conseillers ;
- Les permis annulés et les stages de récupération de points ne sont pas exclus des possibilités de demande d'aide mais devront faire l'objet d'une attention particulière.

2. Conditions

- Être inscrit dans une démarche d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle qualifiante ;
- Avoir un projet professionnel et/ou social intégré dans une démarche globale d'insertion ;
- Ne pas être engagé dans la solution pour laquelle un financement est sollicité avant l'accord de la commission.

Pour rappel, toutes les solutions de droit commun doivent être envisagées au préalable : transport en commun, autres moyens de transport, etc.

L'accès au permis/ acquisitions et réparation d'un véhicule ne doivent être mobilisés que lorsqu'il constitue une condition indispensable à l'insertion professionnelle ou sociale du demandeur.

La notification de décision a une durée de validité de 6 mois. Si l'aide accordée est conditionnée à des démarches que doit effectuer le bénéficiaire, ce dernier dispose de 6 mois pour justifier de ces démarches. A défaut, l'aide financière est caduque et annulée de plein droit.

Commission des aides : Les demandes d'aides financières sont instruites par le conseiller en Mobilité et sont transmises au Pôle Aides et Accompagnements concerné, via une fiche de saisine. Elle fait l'objet d'une décision en CTAA, selon la procédure commune à toute demande d'aide du Département.

3. Description de l'aide

Le présent règlement porte sur les solutions de mobilité considérées comme non urgentes, à titre d'exemple :

- Les réparations de véhicules,
- L'acquisition d'un moyen de transport,
- L'accès à un permis de conduire, …

Toutes les aides sont attribuées sur présentation d'un devis et/ou d'une facture et payées sur présentation de la facture.

Conditions d'éligibilité :

Réparation de véhicules	Plafond de 1000 euros par année civile L'instructeur doit vérifier la validité du permis de conduire du demandeur, de la carte grise (recto/verso) du véhicule qui doit être au nom du demandeur ainsi que de l'assurance. Une participation de 10% du montant du coût doit être laissée à la charge du demandeur, sauf situation exceptionnelle soumise à l'évaluation de la commission.
Achat d'un véhicule 4 roues	L'instructeur doit vérifier la validité du permis de conduire du demandeur, la carte grise, sa capacité à assurer financièrement la prise en charge de l'assurance. Si besoin, un contrôle technique favorable. Montant maximum de 3 000 euros
Achat d'un deux-roues motorisé ou non motorisé	L'instructeur doit vérifier la validité du permis de conduire du demandeur (permis AM), ainsi que celle de la carte grise, sa capacité à assumer financièrement la prise en charge de l'assurance. Aide jusqu'à 2 000 euros. Les moyens de locomotion éligibles : trottinette, vélo, vélo électrique, scooter, scooter électrique.
Financement d'un permis B	Une fiche de saisine de la commission Aides et Accompagnements doit être complétée à chacune des étapes : Plafond de 1500 euros maximum. Aide versée en deux phases : - Financement du code plafonné à 600€ ; le versement de l'aide se fera en 2 fois, 40% à l'inscription et 60% à l'obtention du code, justifiant ainsi l'investissement du demandeur. - L'aide à la conduite est délivrée après l'obtention du code (sur présentation du document de réussite à l'examen), dans un montant maximum de 900€. L'aide est conditionnée à l'assiduité du demandeur aux séances de code et de pratique. Le conseiller en mobilité s'assurera de cette présence et informera la commission en vue d'un remboursement de l'aide le cas échéant.

FONDS D'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

1. Le cadre légal

*« La protection de l'enfance vise à garantir la **prise en compte des besoins fondamentaux** de l'enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social et à préserver sa santé, sa sécurité, sa moralité et son éducation, dans le respect de ses droits ». (article L112-3 du CASF)*

L'une des missions premières de l'Aide Sociale à l'Enfance (article L 221-1 du CASF) est d'apporter un **soutien matériel**, éducatif et psychologique aux mineurs et à leur famille.

Le versement d'une aide financière s'inscrit parmi l'ensemble des aides à domicile possibles pour les familles relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance.

L'article L 222-2 du Code de l'Action sociale et des Familles énonce :

*« L'aide à domicile est attribuée sur sa demande, ou avec son accord, à la mère, au père ou, à défaut, à la personne qui assume la charge effective de l'enfant, lorsque la santé de celui-ci, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent **et, pour les prestations financières, lorsque le demandeur ne dispose pas de ressources suffisantes.***
Elle est accordée aux femmes enceintes confrontées à des difficultés médicales ou sociales et financières, lorsque leur santé ou celle de l'enfant l'exige.
Elle peut concourir à prévenir une interruption volontaire de grossesse.
Elle peut être accordée aux mineurs émancipés et aux majeurs âgés de moins de vingt et un ans, confrontés à des difficultés sociales. »

L'article L 222-3 du CASF précise :

L'aide à domicile comporte, ensemble ou séparément :
- l'action d'un technicien ou d'une technicienne de l'intervention sociale et familiale ou d'une aide-ménagère ;
- un accompagnement en économie sociale et familiale ;
- l'intervention d'un service d'action éducative ;
*- **le versement d'aides financières, effectué sous forme soit de secours exceptionnels, soit d'allocations mensuelles, à titre définitif ou sous condition de remboursement, éventuellement délivrés en espèces.***

*L'article L223-1 CASF précise **:***

*L'attribution d'une ou plusieurs prestations prévues au présent titre est **précédée d'une évaluation de la situation** prenant en compte l'état du mineur, la situation de la famille et les aides auxquelles elle peut faire appel dans son environnement.*

De ce cadre légal en découle les principes suivants :

➔ Il ne s'agit pas d'une aide facultative, mais **obligatoirement délivrée par les Départements, si les conditions sont réunies.**

➔ **Les deux conditions cumulatives légales à remplir sont :**
- Le critère de danger ou de risque de danger pour l'enfant,
- L'insuffisance de ressources des parents.

➔ **L'aide financière ASE est attribuée indépendamment du statut du demandeur (régularité du droit de séjour) ou de sa nationalité.**

« Article L111-2 CASF
Les personnes de nationalité étrangère bénéficient dans les conditions propres à chacune de ces prestations :
1° Des prestations d'aide sociale à l'enfance ; »
(…)
Elles bénéficient des autres formes d'aide sociale, à condition qu'elles justifient d'un titre exigé des personnes de nationalité étrangère pour séjourner régulièrement en France ».

➔ **L'aide financière ASE est incessible et insaisissable**
« Article L222-4 CASF
Les secours et allocations mensuelles d'aide à domicile sont incessibles et insaisissables. Toutefois, à la demande du bénéficiaire, ils peuvent être versés à toute personne temporairement chargée de l'enfant.
Lorsqu'un délégué aux prestations familiales a été nommé, il reçoit de plein droit les allocations mensuelles d'aide à domicile. »

➔ Les modalités d'attribution de ces aides doivent être définies dans un règlement départemental : il s'agira de préciser « *les critères au vu desquels il doit être procédé à l'évaluation de la situation des demandeurs* ». Le département peut y décider des conditions plus favorables mais pas restreindre les montants attribués, ni le nombre d'attribution, sans avoir procédé à l'évaluation de la situation au regard des critères fixés.
(cf. décision du Conseil d'Etat du 29 mai 2019 – n°4174670)
Ainsi, il n'est **pas possible par principe de plafonner les montants, ou de limiter le nombre d'attribution par an.**

2. Les critères d'attribution de l'aide financière ASE dans le Département de la Meuse

2.1. Le public bénéficiaire

L'aide est versée au bénéficie des mineurs, majeurs de moins de 21 ans et femmes enceintes.

Pour les mineurs non émancipés, l'aide est sollicitée par les titulaires de l'autorité parentale ou par toute personne assurant la charge effective du mineur. Le même principe peut s'appliquer également aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs de moins de 21 ans s'ils ne sont pas autonomes.

2.2 Les conditions d'attribution

L'aide financière peut être accordée, à la demande ou avec l'accord des bénéficiaires ou de leurs représentants, dès lors que :

- la santé, la sécurité, l'entretien ou l'éducation du mineur l'exigent,

- le mineur émancipé ou le majeur de moins de 21 ans est confronté à des difficultés sociales,

- la femme enceinte est confrontée à des difficultés médicales, sociales ou financières et que sa santé ou celle de son enfant l'exigent.

Ces critères font référence à la prise en compte **des besoins fondamentaux** de l'enfant :

- Besoin d'estime de soi et de valorisation de soi,
- Besoin d'expérience et d'ouverture au monde,
- Besoin d'un cadre, de règles et de limites,
- Besoin d'identité,
- Besoin physiologiques et santé,
- Besoin de protection,
- Besoin affectif et relationnel,
- Besoin de sécurité.

L'aide financière doit ainsi être mobilisée au titre de la Prévention et de la Protection de l'Enfance, et vient s'inscrire en subsidiarité des autres fonds mobilisables et des aides de droit commun.

Les conditions de ressources prises en compte sont celles décrites au premier chapitre du présent règlement.

Les professionnels accompagnant la famille sont à l'origine de la demande. Ils produisent une évaluation financière et socio-éducative de la situation familiale afin de justifier la demande d'aide et les objectifs de cette aide. Même si ces professionnels ne sont pas agents du Département, ils remplissent eux-mêmes le formulaire dédié, et peuvent solliciter des conseils et l'expertise des professionnels (AS et CESF) du Service Social Territorial concerné dans l'élaboration de la demande, notamment sur le traitement du volet budgétaire, dans le respect du présent règlement.

2.3 Les modalités d'attribution

Deux formes d'aide financière ASE sont possibles et vont être mobilisées selon les besoins évalués :

➔ **Les secours** :

Il s'agit d'une aide financière **versée en une seule fois.**
Les secours peuvent relever des besoins du quotidien et revêtir une forme d'urgence.
Ils peuvent également favoriser la réalisation d'un projet spécifique pour l'enfant, tel que l'accès à un loisir, une activité, un séjour de vacances, un soutien familial…
La récurrence des demandes de secours doit amener à interroger la nécessité d'un accompagnement budgétaire de la famille, dans le cadre d'une mesure administrative (AESF) ou judiciaire (MJAGBF).

➔ **Les allocations mensuelles** :

Il s'agit d'une aide accordée **sur plusieurs mois consécutifs, et au maximum sur 12 mois**.
Le versement d'une allocation mensuelle ne peut donc excéder une année à compter de la date de la décision.
La mobilisation d'une allocation mensuelle est liée au constat d'absence d'évolution prévisible de la situation durant plusieurs mois, ne nécessitant pas une réévaluation, et doit concorder avec le besoin d'engager l'aide sur une période supérieure à un mois.

2.4 Les motifs d'attribution de l'aide

L'aide financière au titre de l'ASE s'inscrit dans une dynamique de **projet pour l'enfant**, tant sur les besoins primaires (alimentation, logement, vêture, soins, santé…) que sur les besoins d'ouverture sur l'extérieur, de socialisation, de maintien de liens, de soutien de la scolarité, de mobilité…

Elle a vocation à **pouvoir favoriser la prévention de difficultés familiales**, et **éviter l'aggravation** de situations de tension ou de risque de danger pour les enfants ou les jeunes majeurs. Elle peut aller jusqu'à s'inscrire dans la prévention d'un placement en permettant la mobilisation des ressources de l'environnement de l'enfant et de la famille, et les dispositifs de droit commun.

Elle peut constituer un **soutien matériel ponctuel ou récurrent pour un jeune majeur en difficultés financières, sociales et/ou familiales**.

Elle constitue un **outil de travail éducatif** avec les familles, et doit être pensée dans un accompagnement global sur le volet enfance.

Le tableau ci-dessous recense les natures d'aides possibles mais ***ne saurait prétendre à être exhaustif car toute demande doit toujours être étudiée eu égard au besoin du bénéficiaire ou de son projet.***

Les montants indiqués le sont à titre indicatif, et doivent être évalués et justifiés au regard de la situation budgétaire réelle du demandeur au moment de la demande d'aide.

NATURE DE L'AIDE	CONDITIONS D'ELIGIBILITE	JUSTIFICATIFS SPECIFIQUES	BAREMES INDICATIFS
Alimentation, hygiène, coiffeur	Ressources Critère d'urgence possible pour alimentation et hygiène 1er âge Si récurrence, élaboration d'un plan d'aide		Alimentation : 100 € / semaine, pour une famille de 4 personnes Hygiène : 25€ par mois par personne (sauf couches 50€ par mois) Coiffeur : 15€ par enfant
Culture, sport et loisirs *Incluant abonnement magazine, ludothèque, cartes de piscine, …*	Ressources Absence d'aides de droits communs ou complément de celles-ci (bons CAF, Pass'port, …)	Devis ou formulaire inscription avec montant	200€ par an par enfant pour une activité 60€ pour abonnement magazine, ludothèque …
Centres de loisirs avec ou sans hébergement, séjours famille		Devis ou formulaire inscription avec montant	880€ par enfant

Frais de garde d'enfant, répit pour enfants à besoins spécifiques *Reliquat Pajemploi, périscolaire, soutien handicap*	En complément des aides légales	Devis, billets de train si soutien familial éloigné	200€ par mois par enfant
Frais de scolarité, d'étude et de formation *Cantine, classe verte, sortie scolaire, aide aux devoirs, matériel informatique, équipement spécifique, cours particuliers*	En complément des fonds dédiés au sein de l'Education Nationale	Devis (hors sortie scolaire)	A adapter selon l'âge de l'enfant et les besoins en équipement spécifique Maternelle : 35€ Primaire : 110€ Collège/IME : 142€ Lycée ou enseignement professionnel : 299€ Equipement spécifique : 211€
Frais médicaux *Professionnels de santé (médical et paramédical), suivi psy en libéral, appareillages ou soins spécifiques, frais d'expertise en vue d'une mesure de protection, thérapie alternative...)*	Après sollicitations des dispositifs de droit commun (CPAM, mutuelle, …)	Devis	A adapter selon le type de prises en charge 500€ par an par enfant
Vêture *Trousseau pour internat ou colonie, vêtements spécifiques liés à une formation professionnelle*	Bon à délivrer après identification du lieu d'achat ou versement direct à la famille pour certains achats spécifiques nécessitant une commande en ligne ou pour faciliter les achats de seconde main		Trousseau : 150€ Vêture : 60€ par mois par enfant
Mobilité *Transports en commun, carburant* *Pour faciliter la prise en charge de l'enfant*	Besoin en lien avec l'enfant		100€ par mois pour carburant Vélo : 150€

sur un volet éducatif, scolaire ou médical par exemple			Transports en commun : 50€ par mois
Maintien du lien familial *Avec l'autre parent ou des tiers ressources pour l'enfant*	Dans l'optique de conforter un lien existant ou de favoriser une reprise de lien Possibilité de financer un projet d'activité familiale		Cf nature d'aides correspondantes
Equipement pour l'espace de vie de l'enfant *Mobilier adapté, achat de puériculture …*	En complémentarité des autres fonds		150€ par enfant
Accès aux droits *Timbres fiscaux pour documents d'identité, frais de traduction liés à des documents administratifs*			200€ par prestation

2.5 Décision

Les secours et allocations mensuelles font l'objet d'une évaluation préalable par un travailleur social et **d'une validation par la CTAA** conformément aux modalités décrites au chapitre 1 du présent règlement.
Un échange avec le cadre ASE du territoire du bénéficiaire est possible en cas de questionnement sur le recours à cette aide.

Puisque relevant d'une prestation d'Aide Sociale à l'enfance, les secours et allocations mensuelles peuvent également **être décidés directement par les Responsables de l'Aide Sociale à l'Enfance**, dans le cadre spécifique de la mise en œuvre d'un Projet pour l'Enfant, notamment pour les situations déjà prises en charge au titre de la Protection de l'Enfance (conformément au décret traduit dans l'article L226-12-1 du CASF). Cette décision est mise en œuvre dans les mêmes modalités que celles prises en CTAA.

2.6 Versement

Le secours ou l'allocation mensuelle peut être **versé(e) directement et prioritairement au bénéficiaire ou à son représentant, ou à un tiers** réalisant la prestation visée par la demande (internat scolaire, garderie, psychologue, …). Le cas échéant, elle est versée à un tiers réalisant la nature de la demande.

ANNEXES

PRÉFET
DE LA MEUSE
Liberté
Égalité
Fraternité

LE DÉPARTEMENT
meuse

Arrêté n°2022-65
portant désignation des membres du comité responsable du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)

La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier l'ordre national du Mérite,
Chevalier des palmes académiques

Le Président du Conseil Départemental de la Meuse,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement ;

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n°2006-87 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

Vu la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;

Vu l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du 27 avril 2021 ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 27 mai 2021 approuvant le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2021-2026 et autorisant le Président du Conseil départemental à signer l'arrêté conjoint ;

Sur proposition de la directrice départementale, de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

ARRÊTENT

Article 1 : Le comité responsable du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de la Meuse est présidé conjointement par la Préfète ou son représentant et le Président départemental ou son représentant.

Article 2 : Le comité responsable du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de la Meuse est composé comme suit :

Collège des représentants de l'État :

- Madame la Préfète, ou son représentant ;
- Madame la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ou son représentant ;
- Monsieur le Délégué départemental de l'Agence Régionale de santé ou son représentant.

Collège des représentants du Conseil Départemental :

- Monsieur le Président du Conseil départemental, ou son représentant ;
- Deux conseillers départementaux désignés par le Conseil Départemental.

Collège des représentants des établissements publics de coopération intercommunale ayant prescrit ou approuvé un programme local de l'habitat :

- Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse, ou son représentant ;
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun, ou son représentant.

Collège des représentants des autres établissements publics de coopération intercommunale :

- Monsieur le Président de l'association des EPCI de la Meuse ou son représentant ;

Collège des représentants des Maires :

- Monsieur le Président de l'association des Maires de la Meuse, ou son représentant.

Collège des représentants des associations dont l'un des objets est la lutte contre les exclusions, pour l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ou la défense des personnes en situation d'exclusion par le logement :

- Monsieur le Président du CMAL ou son représentant ;
- Monsieur le Président de l'ADAPEIM ou son représentant.

Collège des représentants des organismes disposant des agréments définis aux articles L 365-2 à L 365-4 du code de la construction et de l'habitation :

- Monsieur le Président de l'AMIE ou son représentant .

Collège des représentants des bailleurs publics :

- Madame la directrice générale de l'OPH de la Meuse ou son représentant.

Collège des représentants des bailleurs privés :

- Monsieur le Président Départemental de l'Union Nationale de la Propriété Immobilière (UNPI), ou son représentant.

Collège des représentants des organismes payeurs des aides personnelles au logement :

- Madame la Présidente de la Caisse d'Allocation Familiales (CAF) de la Meuse, ou son représentant ;
- Monsieur le Président de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) Marne, Ardennes, Meuse ou son représentant.

Collège des représentants des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction :

- Monsieur le Directeur d'Action Logement, ou son représentant.

Collège des organismes représentant les organismes oeuvrant dans le domaine de l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement vers l'insertion et le logement de personnes sans domicile :

- Monsieur le Président du SEISAAM ou son représentant.

Collège des représentants des personnes mentionnées à l'article 2 de la loi du 31 mai 1990 :

- Monsieur le Président de l'association tutélaire de la Meuse ou son représentant ;
- Monsieur le Président de l'UNAFAM ou son représentant ;
- Monsieur le Président du CRPA Grand-Est ou son représentant ;
- Madame la Présidente du CDIFF ou son représentant.

Collège des financeurs du fonds de solidarité logement :

- Monsieur le Directeur territorial de la société ENGIE ou son représentant.

Le représentant de l'Agence interdépartementale d'information sur le logement :

- Monsieur le Président de l'Agence interdépartementale d'Information sur le Logement (ADIL) de la Meurthe et Moselle - Meuse, ou son représentant.

Le représentant de la maison départementale des personnes handicapées :

- Monsieur le Président ou son représentant.

Article 3 : Les services suivants sont associés aux travaux du comité responsable et peuvent participer aux réunions sans droit de vote :

- Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale de la Meuse ;
- Direction Départementale de l'Emploi du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations ;
- Direction Départementale des Territoires ;
- Conseil départemental – services en charges des politiques de l'habitat et des solidarités

Article 4 : Le comité responsable se réunit au moins deux fois par an sur convocation, à l'initiative de la Préfète et du Président du Conseil Départemental.

Article 5 : Les invitations sont adressées à chaque membre désigné dans le présent arrêté. Tout membre dans l'impossibilité d'assister à une réunion du comité responsable, devra transmettre celle-ci au représentant qu'il aura mandaté à cet effet. Chaque membre ou son représentant transmettra une semaine au plus tard avant la réunion de participation le nom et les coordonnées de la personne qui participera au comité responsable avec le cas échéant le mandat de représentation.

Article 6 : Le secrétariat du comité responsable est assuré conjointement par la Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations et le Conseil Départemental de la Meuse.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur Le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar le Duc, le - 4 FEV. 2022

Le Président du Conseil départemental
de la Meuse

Jérôme DUMONT

La Préfète de la Meuse

Pascale TRIMBACH

Garantie Visale : caution pour le locataire (impayés et dégradations)

Vérifié le 14 juin 2021 - Direction de l'information légale et administrative (Première ministre)

Un futur locataire (salarié, fonctionnaire, étudiant, apprenti...) peut demander à *Action logement: Organisme qui finance la construction de logements et qui verse des aides financières aux salariés pour se loger. Les sommes versées proviennent des entreprises qui paient la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC).* d'être sa caution, c'est-à-dire de se porter garant pour lui. Pour cela, il doit demander à Action logement la garantie Visale. Si le locataire ne parvient pas à payer le loyer ou les charges durant le bail, ou les réparations locatives en fin de bail, *Action logement* verse les sommes dues au propriétaire (bailleur). *Action logement* se fait ensuite rembourser par le locataire.
Les conditions à remplir pour obtenir la garantie Visale varient selon que le logement est situé ou non en Île-de-France.

Cas général

De quoi s'agit-il ?

La garantie Visale est une *caution: Personne physique (particulier) ou morale (organisme) qui s'engage par écrit (acte de cautionnement) à payer au propriétaire, notamment le loyer, les charges et les réparations locatives lorsque le locataire ne le fait pas*.
Elle dispense le locataire de présenter toute autre caution au propriétaire (bailleur).
C'est un service totalement gratuit, pour le locataire et pour le propriétaire.
En cas d'impayés de loyers et charges impayées, *Action logement* rembourse le propriétaire jusqu'à l'équivalent de 36 mensualités (sur toute la durée du bail, même renouvelé, à partir de sa date de signature).

À savoir

Dans le cas d'un bail de 9 mois à un étudiant pour un logement meublé du parc locatif social, la garantie Visale couvre les loyers et charges impayés du locataire jusqu'à 9 mensualités maximum.
Le locataire doit ensuite rembourser Action logement de toutes les sommes versées pour son compte au propriétaire.
Le locataire rembourse Action logement selon un échéancier qui peut être aménagé pour tenir compte sa situation financière.

Conditions pour l'obtenir

Il est possible de tester si le locataire et le propriétaire peuvent bénéficier de la garantie Visale :
Garantie Visale : tester son éligibilité (locataire ou propriétaire)

Locataire concerné

La garantie Visale s'adresse aux personnes suivantes :

- Toute personne âgée d'au moins 18 ans et jusqu'à la veille de son 31e anniversaire (salarié, fonctionnaire, étudiant, jeune en alternance, chômeur...)
- Salarié du secteur privé (y compris secteur agricole) âgé de plus de 30 ans et embauché depuis moins de 6 mois, à l'exception des CDI confirmés (c'est-à-dire ayant terminé la période d'essai)
- Salarié du secteur privé (agricole ou non) gagnant jusqu'à **1 500 €** nets par mois
- Salarié du secteur privé (agricole ou non) en mobilité professionnelle
- Salarié du secteur privé (agricole ou non) ayant une promesse d'embauche de moins de 3 mois
- Locataire d'un logement loué avec un bail mobilité
- Locataire d'un logement loué par un organisme d'intermédiation locative, c'est-à-dire dont le bail est souscrit par une association qui se porte garante

Attention
Le locataire ne doit pas être un des ascendants ou descendants directs du propriétaire, c'est-à-dire son grand-père, sa grand-mère, son père ou sa mère, son fils ou sa fille.
Logement concerné
Les conditions varient selon que le locataire est ou non un étudiant ou un apprenti (alternant) :
Répondez aux questions successives et les réponses s'afficheront automatiquement
Vous avez choisi
Choisissez votre cas

- Cas général
- Étudiant ou apprenti (alternant)

Démarche
1- Demande en ligne du locataire
La demande doit être faite **avant la signature du bail**.
Pour demander la garantie Visale, le futur locataire doit créer son espace personnel sur le site *Visale.fr*:
Locataire : demander la garantie Visale
À savoir
Le locataire doit scanner ou photographier plusieurs justificatifs.

2- Décision d'Action logement
Action logement vérifie si le locataire peut obtenir la garantie Visale.
Si oui, Action logement lui envoie un visa après plusieurs *jours ouvrés: Jour effectivement travaillé dans une entreprise ou une administration. On en compte 5 par semaine.*.
Le visa sert à prouver au propriétaire que le futur locataire a la garantie Visale.

3- Le locataire donne le visa au propriétaire
Le locataire peut télécharger et imprimer le visa à partir de son compte personnel sur le site *Visale.fr*.
Le locataire doit le remettre à son futur propriétaire.

4- Le propriétaire demande un contrat de cautionnement
Le propriétaire doit créer son espace personnel sur le *site Visale.fr* :
Propriétaire : s'inscrire à la garantie Visale
Une proposition de contrat de cautionnement est automatiquement générée.
Une fois cette démarche effectuée, le locataire et le propriétaire peuvent signer le bail.

En cas d'impayés
Déclaration du propriétaire
À partir de 2 mois de loyer impayé, consécutifs ou non, le propriétaire doit déclarer l'impayé à Action logement.
À savoir
Lorsque le locataire paie en partie le loyer, le propriétaire doit déclarer l'impayé à Action logement dès qu'il atteint l'équivalent de 2 mois de loyer.
Pour cela, le propriétaire doit se connecter à son espace personnel sur le site Visale.fr.
Remboursement par le locataire
Le locataire effectue ses remboursements en se connectant à son espace personnel sur le site Visale.fr.
Via cet espace, le locataire peut également demander un échéancier de ses remboursements.
Attention
Action logement peut demander au juge la résiliation du bail (c'est-à-dire la fin du bail) dans le cas où le locataire ne respecte pas l'échéancier de ses remboursements.
Cumul avec d'autres aides
Le locataire peut également demander les aides suivantes :

- Avance loca-pass (prêt sans intérêt) pour financer le *dépôt de garantie: Somme d'argent versée au propriétaire par le locataire au moment de la signature du bail. Elle doit être rendue au locataire lorsqu'il quitte le logement, après qu'il a rendu les clés du logement au propriétaire. La somme reversée au locataire peut être diminué du montant des impayés de loyers ou de charges, de frais liés à des dégradations...*
- Aide au logement (APL, ALF, ALS) pour réduire le montant de son loyer
- Aide mobili-jeune pour réduire le montant de son loyer
- Aide à la mobilité (Mon job Mon logement) pour faciliter le rapprochement domicile/travail ou l'entrée dans l'emploi

Action Logement propose également la plateforme alternant.actionlogement recensant les aides dont le jeune en alternance peut bénéficier :

Diagnostic immobilier : diagnostic de performance énergétique (DPE)

Vérifié le 01 avril 2023 - Direction de l'information légale et administrative (Première ministre)

Le **diagnostic de performance énergétique (DPE)** est un document qui sert principalement à estimer la **consommation d'énergie** et les **taux d'émission de gaz à effet de serre** d'un logement (ou bâtiment).

Il doit être **intégré au dossier de diagnostic technique (DDT)** et être **remis au futur acquéreur ou locataire** du logement.

Les obligations du DPE diffèrent selon que le logement est mis en **location** ou en **vente**.

Nous vous présentons les informations à connaître.

Attention

Depuis le 1er janvier 2023, un logement (hors meublé de tourisme), situé en *France métropolitaine: Partie de la France qui se situe en Europe (96 départements)*, peut être mis en location uniquement si sa consommation d'énergie ne dépasse pas le seuil de 449 kilowattheures d'énergie finale par mètre carré de *surface habitable: Surface au sol déduction faite des murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Certains espaces sont exclus : combles non aménagés, caves, sous-sol, remise, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs, vérandas, locaux communs, dépendances, espaces dont la hauteur est inférieure à 1,80 mètre.* et par an.

Par ailleurs, **depuis le 1er avril 2023** en cas de mise en vente d'une maison individuelle ou d'un immeuble composé de plusieurs logements classés F ou G par le DPE et appartenant à un même propriétaire, il faut, en plus, fournir au futur acquéreur un audit énergétique.

A quoi sert le DPE ?

Le DPE sert principalement à évaluer la quantité d'énergie et de gaz à effet de serre d'un logement (ou bâtiment).
Le DPE doit être effectué à l'initiative du propriétaire du logement qui loue son logement (le bailleur).
Le bailleur doit faire réaliser ce diagnostic par un professionnel certifié.
Le bailleur doit intégrer le DPE au dossier de diagnostic technique (DDT) et le remettre au futur locataire.
La responsabilité du bailleur peut être engagée s'il ne transmet pas volontairement le DPE au futur locataire. Ce dernier peut faire un recours auprès du tribunal pour demander des *dommages et intérêts: Somme d'argent destinée à réparer le préjudice subi*.

Quels sont les logements concernés par le DPE ?

Le DPE doit être réalisé dans tous les logements, sauf ceux destinés à être occupés moins de 4 mois par an.

Qui doit réaliser le DPE ?

Le DPE doit être réalisé par un diagnostiqueur certifié.
Pour trouver un diagnostiqueur certifié, il est possible de consulter un annuaire :
Trouver un diagnostiqueur immobilier certifié
Pour réaliser le DPE, le diagnostiqueur doit respecter une méthode spécifique.

Le bailleur qui fait appel à un diagnostiqueur non certifié peut se voir infliger une amende de **1 500 €** (**3 000 €** en cas de récidive). De même, le diagnostiqueur peut se voir infliger une amende de **1 500 €** s'il exerce sans certification (**3 000 €** en cas de récidive).
Le diagnostiqueur doit transmettre les résultats du DPE à l'Agence de la transition écologique (Ademe) :
Transmission du diagnostic de performance énergétique (DPE) à l'Ademe
Le diagnostiqueur peut se voir infliger une amende de **1 500 €** s'il ne transmet pas ces résultats à l'Ademe.
L'Ademe délivre ensuite un numéro d'identification au diagnostiqueur qui sera inscrit sur le DPE. Sans ce numéro, le DPE n'est pas valable.
Le diagnostiqueur doit transmettre ce numéro au bailleur.

Quel est le prix du DPE ?

Le prix du DPE n'est pas réglementé, le tarif peut donc varier d'un professionnel à un autre.

Que doit contenir le DPE ?

Le DPE doit contenir au minimum les informations suivantes :

- Caractéristiques pertinentes du logement (ou d'une partie de celui-ci) et descriptif de ses équipements de chauffage, production d'eau chaude sanitaire, refroidissement, ventilation et, dans certains types de bâtiments, éclairage intégré des locaux. Chaque catégorie d'équipements doit indiquer les conditions d'utilisation et de gestion ayant des incidences sur les consommations énergétiques.
- Indication de la quantité annuelle d'énergie consommée ou estimée pour chaque catégorie d'équipements selon une méthode de calcul conventionnel et évaluation de ces dépenses annuelles de consommation
- Évaluation de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre (GES) liée à la quantité annuelle d'énergie consommée ou estimée
- Information sur les énergies d'origine renouvelable produites par les équipements installés à demeure et utilisées dans le logement (ou d'une partie de celui-ci)
- Classement du logement (ou d'une partie de celui-ci) en application d'une échelle de référence (étiquette *Énergie*) prenant en compte la zone climatique et l'altitude, réalisé en fonction de la quantité annuelle d'énergie consommée ou estimée rapportée à la *surface du logement: Surface au sol déduction faite des murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Certains espaces sont exclus : combles non aménagés, caves, sous-sol, remise, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs, vérandas, locaux communs, dépendances, espaces dont la hauteur est inférieure à 1,80 mètre.* (ou d'une partie de celui-ci) pour le chauffage, le refroidissement, la production d'eau chaude sanitaire, l'éclairage et les auxiliaires de chauffage, de refroidissement, d'eau chaude sanitaire et de ventilation
- Classement du logement (ou d'une partie de celui-ci) en application d'une échelle de référence (étiquette *Climat*) prenant en compte la zone climatique et l'altitude, réalisé en fonction de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre rapportée à la surface du logement (ou d'une partie de celui-ci) pour le chauffage, le refroidissement, la production d'eau chaude sanitaire, l'éclairage et les auxiliaires de chauffage, de refroidissement, d'eau chaude sanitaire et de ventilation
- Recommandations visant à améliorer la performance énergétique (par exemple, isolation des fenêtres) du logement accompagnée d'une évaluation de leur coût et efficacité. Ces recommandations ne doivent pas avoir pour effet d'augmenter la quantité d'émission de gaz à effet de serre liée à la quantité annuelle d'énergie consommée ou estimée du logement
- Dernier rapport du contrôle périodique de la chaudière ou attestation d'entretien annuel

- Éléments d'appréciation sur la capacité du logement (ou une partie de celui-ci) à assurer un confort thermique en période estivale

Le DPE doit mentionner que le diagnostiqueur dispose des compétences requises pour réaliser le diagnostic.

À savoir
Les recommandations ont uniquement une valeur indicative. Il s'agit de conseils de bon usage du logement et de ses équipements.
Il est possible de consulter le détail des mentions devant figurer sur le DPE.
Le diagnostiqueur engage sa responsabilité en cas de DPE erroné, sauf si l'erreur vient du fait que le bailleur lui a volontairement communiqué de fausses informations concernant le logement ou ses équipements. Le locataire peut faire un recours auprès du tribunal pour demander des *dommages et intérêts: Somme d'argent destinée à réparer le préjudice subi* voire l'annulation du bail.

Quelle est la durée de validité du DPE ?

La durée de validité du DPE est de **10 ans**.
Toutefois, les DPE réalisés entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2017 étaient valables jusqu'au 31 décembre 2022.
Ceux réalisés entre le 1er janvier 2018 et le 30 juin 2021 sont valables jusqu'au 31 décembre 2024.

Avance Loca-Pass : aide au locataire pour le dépôt de garantie

Vérifié le 18 juin 2021 - Direction de l'information légale et administrative (Première ministre)

L'avance Loca-Pass est un prêt (sans intérêts, ni frais de dossier) pour aider le futur locataire à verser le *dépôt de garantie: Somme d'argent versée au propriétaire par le locataire au moment de la signature du bail. Elle doit être rendue au locataire lorsqu'il quitte le logement, après qu'il a rendu les clés du logement au propriétaire. La somme reversée au locataire peut être diminué du montant des impayés de loyers ou de charges, de frais liés à des dégradations...* au propriétaire (bailleur). Ce prêt est accordé par *Action logement: Organisme qui finance la construction de logements et qui verse des aides financières aux salariés pour se loger. Les sommes versées proviennent des entreprises qui paient la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC).*. Pour l'obtenir, le locataire doit être âgé de moins de 30 ans ou être salarié du secteur privé (hors agricole) ou être étudiant.

Pour quel locataire ?

- Salarié d'une entreprise privée
- En recherche d'emploi
- Étudiant boursier de l'État français
- Étudiant salarié
- Apprenti (ou alternant)

Pour quel logement ?

Le logement (loué vide ou meublé) doit être votre *résidence principale: Logement occupé au moins 8 mois par an (sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure), soit par le locataire ou la personne avec laquelle il vit, soit par une personne à charge (enfant, ascendant de plus de 65 ans, parent handicapé)*.
Il doit faire l'objet d'un bail ou d'une convention d'occupation en foyer ou en résidence sociale ou, en cas de colocation, d'un *avenant: Document complémentaire du contrat constatant une modification, une adaptation ou un complément qui y sont apportés d'un commun accord entre les 2 parties* au bail.

Démarche

Vous devez faire votre demande au plus tard 2 mois après votre entrée dans le logement.
Vous devez faire la demande en ligne :
Demander une avance Loca-Pass

Montant de l'aide

Le montant de l'avance Loca-Pass ne peut pas dépasser **1 200 €** maximum.
L'avance Loca-Pass peut financer en totalité ou en partie seulement le dépôt de garantie.

Remboursement

Répondez aux questions successives et les réponses s'afficheront automatiquement
Vous avez choisi
Choisissez votre cas

- Votre bail est de 25 mois ou plus
    - Vous devez commencer à rembourser l'avance loca-pass 3 mois après son versement.
    - Chaque mois, vous devez rembourser au moins **20 €** (sauf pour le mois de votre dernier versement).
    - Vous devez rembourser l'avance loca-pass en 25 mois maximum.
- Votre bail est de moins de 25 mois
    - Vous devez commencer à rembourser l'avance Loca-Pass 3 mois après son versement.
    - Chaque mois, vous devez rembourser au moins **20 €** (sauf pour le mois de votre dernier versement).
    - La durée du remboursement est alignée sur la durée de votre bail.

Les permis de louer en Meuse

*Liste non exhaustive (se renseigner auprès de sa commune pour savoir si vous êtes concernés par le permis de louer)

Bar-le-Duc

RUE	NUMÉROS	PAIRS/IMPAIRS
Rue Notre Dame		
Rue du Cygne		
Bd Raymond Poincaré	2 à 18	pairs
Rue de l'Equerre		
Rue Dom Cellier		
Impasse du Pont Génin	2 à 8	pairs
Rue des Foulans	1 à 83	impairs
	2 à 108	pairs
Rue Montant	1 à 7	impairs
	2 à 10	pairs

Rue du 14 juillet		
Rue des Fosses		
Rue du Coq		
Rue du Petit Bourg		
Rue Konarski		
Rue du Bourg		
Rue d'Arros		
Rue Henry Dunant		
Place de la Couronne	sauf le n°11	
Rue Gilles de Trèves		
Rue de la Couronne		
Rue Jean Errard		
Place Reggio		
Rue Jean Jacques Rousseau		
Rue André Maginot		
Rue de l'Horloge	1 et 1bis	impairs
	2 à 22	pairs
Rue Oudinot		
Rue Saint Antoine		
Avenue du Château	1 à 19	impairs
	2 à 22	pairs

Rue des Quatre-Vingts Degrés		
Rue du Roat	1 à 7	impairs
	2 à 20bis	pairs
Rue Moulotte		
Rue du Docteur Nève		
Rue Martelot		
Impasse Martelot		
Rue Voltaire		
Rue Lapique		
Rue de la Maréchale	1 à 13	impairs
	2 à 32	pairs
Rue Werly	1	
	2 à 32	pairs
Bd de la Rochelle	1 à 89	impairs
	2 à 116	pairs
Quai Victor Hugo	1 à 47ter	
Rue Général de Gaulle	1 à 9	impairs
	2 à 12	pairs
Rue des Minimes		
Rue du Gué		
Passage du Gué		

Commercy

RUE
Rue Porte Sainte Barbe
Rue des Vénérables
Ruelle des Vénérables
Rue de l'Orangerie
Rue du Puits Perdu
Rue du Vieux Four
Rue du Putit
Rue du Val des Prés
Rue du Bas des Prés
Rue du Puits Robinot
Rue de la Mas
Rue d'Alsace
Rue des Juifs
Chemin de la Sablière
Chemin de Malaumont
Rue de Saint Mihiel
Rue des Bains

Dun-sur-Meuse

Toutes les rues sont soumises au permis de louer.

Ligny-en-barrois

RUE	NUMÉROS	PAIRS / IMPAIRS
Rue Leroux	1 à 87	impairs
	2 à 92	pairs
Bd de l'Ornain	2 à 16	pairs
Rue des Glacis		
Rue Labarre		
Rue du Nord		
Rue Bontems	1 à 39	
	2 à 48	
Rue Sainte Marguerite		
Cour Sainte Marguerite		
Passage Sainte Marguerite		
Rue des Poteaux		
Place du Tripot		
Rue du Tripot		
Passage du Tripot		
Place de la République		
Rue Notre Dame des Fosses		

Ruelle Notre Dame des Fosses		
Rue de la Scierie		
Rue de l'Abattoir	n°9	
Rue de la Tour		
Rue du Four		
Rue Notre Dame		
Place Notre Dame		
Rue Pavée		
Rue du Luxembourg		
Rue de Strasbourg	1 à 75	impairs
	2 à 72	
Rue du Rempart	1 à 19	impairs
	2 à 16	pairs
Rue du Parc	1 à 4	
Ruelle du Parc		
Rue Bayard		
Rue Sainte Anne		
Rue Jules Ferry	1 à 5	impairs
	2 à 8	pairs
Rue Lucien Muller	1 à 5	
Rue de l'Abreuvoir	1 à 17	impairs

	2 à 22	pairs
Rue des Buttes	2 à 10	pairs
Rue du Général de Gaulle	1 à 97	impairs
	2 à 106	pairs
Impasse Léo Lagrange	38 à 42	pairs
Rue du Sud	2 à 26	pairs
Rue Saint Christophe	n°2	
Rue du Maréchal du Luxembourg		
Rue Saint Georges	1 à 5	impairs
	2 à 18	pairs
Bd Raymond Poincaré	29 et 31	
Rue de la Terrasse	1 à 3	impairs
	2 à 16	pairs
Rue de l'Asile		
Rue de l'Eglise		
Place de l'Eglise		
Passage Saint Augustin		
Rue de la Rose Eputée		
Rue des Etats-Unis	1 à 17	impairs
	2 à 16	pairs
Rue Marguerite de Savoir	1 à 65	impairs

	2 à 12	pairs

Stenay

Toutes les rues sont soumises au permis de louer.

Thierville-sur-Meuse

RUE	NUMÉROS
Rue des Dormaux	5
Avenue du 15e RI	55
Rue du Champ de Mars	15
Avenue Goubet Van Heeghe	12 au 26
Rue Jean Jaurès	5

Vaucouleurs

RUE
Rue Jeanne d'Arc
Quai Bigeon
Quai Sincère
Rue des Muets
Rue du Grand Geoffroy
Rue des Gîtes

Rue du Chanoine Caudebec

Impasse du Jardinet

Rue de la République

Rue des Écuries

Rue Vieille

Rue des Moulins

Rue du Four

Rue Petry

Rue de Lisle

Rue de la Petite Fabrique

Avenue Domrémy

Rue des Tours

Rue du Prieur

Rue Traversière

Rue du Grand Doyen

Rue des Dames

Ruelle des Dames

Rue Saint Laurent

Rue des Prêtres

Impasse de l'Église

Rue de l'Observatoire

Rue des Annonciades

Passage Jean de Metz

Rue de la Rochelle

Rue des Pots

Rue des Bleds

Rue du Paradis

Chemin Derrière la Ville

Rue des Rondes

Passage Saint Esprit

Rue du Cardinal Lepicier

Avenue du Maréchal Lyautey

Verdun

RUE

Place du Gouvernement

Place Thiers

Rue Chaussée

Rue Châtel

Rue Gambetta

Rue Maubert

Rue Mautroté

Rue Mongauld

Rue Saint Sauveur

Rue Saint Victor

Rue sur l'Eau

Rue de Ru

Rue de la 7ème DB

Rue de la Vieille Prison

Rue des Bateliers

Rue des Gros Degrés

Rue des Petits Frères

Rue des Prêtres

Rue des Rouyers

Rue des Récollets

Rue des Tanneries

Rue du Pont des Minimes

Rue du Président Poincarré

Lettre d'information ADIL N°102 / février 2023

l'ADIL assure ses conseils par téléphone au : **03 83 27 62 72** et au : **06 18 99 77 83**
par mail : **contact@adil54-55.fr** et par visioconférence

Les prises de RDV pour des consultations en face à face et par VISIOCONFERENCE depuis notre site : **https://www.adil54-55.org**



QU'EST-CE QUE LE PERMIS DE LOUER ?

« Le permis de louer » appelé juridiquement « autorisation préalable de mise en location » permet aux EPCI et aux communes de définir des catégories de logements dans un secteur géographique donné et de soumettre la mise en location des biens concernés à l'obtention préalable d'un « permis de louer ». Son objectif est de lutter contre l'habitat indigne en contrôlant au préalable la décence des logements mis en location.

Son régime est défini aux articles L.635-1 à L.635-11 et aux articles R.634-1 à R.635-4 du Code de construction et de l'habitation.

QUI MET EN PLACE LE PERMIS DE LOUER ?

L'EPCI compétent en matière d'habitat ou à défaut le conseil municipal peut délimiter des zones soumises à autorisation préalable de mise en location sur les territoires. Ces zones doivent être en cohérence avec le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) et le programme local de l'habitat (PLH).

Pour chacune des zones géographiques, la délibération de l'EPCI ou du conseil municipal peut préciser les catégories et caractéristiques des logements qui sont soumis à autorisation préalable et doit mentionner la date d'entrée en vigueur du dispositif, qui ne peut être fixée à un délai inférieur à six mois à compter de la publication de la délibération, ainsi que le lieu et les modalités de dépôt de la demande d'autorisation. La Caisse d'allocations familiales (CAF) et la Caisse de mutualité sociale agricole (CMSA) sont informées de la délibération.

Les EPCI compétents en matière d'habitat sont autorisés à déléguer aux communes qui en font la demande, la mise en œuvre et le suivi du dispositif d'autorisation préalable de mise en location sur leurs territoires respectifs. Cette délégation est limitée à la durée de validité du PLH. Le maire de chaque commune délégataire adresse à l'EPCI un rapport annuel sur l'exercice de cette délégation.

QUELLES SONT LES LOCATIONS CONCERNÉES ?

Ce régime s'applique aux locations à usage de résidence principale vides et aux locations meublées soumises à la loi du 6 juillet 1989.

En revanche, les logements mis en location par un organisme de logement social ainsi que ceux faisant l'objet d'une convention APL avec l'État ne sont pas concernés.

Seule la mise en location ou la relocation d'un logement est visée. La reconduction, le renouvellement de location ou l'avenant au contrat de location ne sont pas soumis à l'obligation de déclaration.

COMMENT OBTENIR LE PERMIS DE LOUER ?

- **Contenu et forme de la demande d'autorisation préalable**

La demande d'autorisation préalable est établie conformément à un formulaire (CERFA 15652*01) et peut être adressée par voie électronique si la délibération a prévu cette formalité. Lorsque la location est soumise à l'obligation de fournir un diagnostic technique (locations vides et locations meublées), celui-ci est annexé à la demande.

- **Dépôt de la demande d'autorisation préalable**

Le dépôt de la demande d'autorisation donne lieu à la remise d'un récépissé.

La délivrance de l'accusé de réception vaut récépissé de demande d'autorisation.

- **Obtention de l'autorisation préalable**

La mise en location d'un logement dans ces zones est subordonnée à la délivrance d'une autorisation.

À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande d'autorisation, le silence gardé par l'EPCI ou le maire vaut autorisation préalable

de mise en location. Elle est donc délivrée à titre tacite est sans incidence sur la qualification du logement au regard des caractéristiques de décence ou du caractère indigne de l'habitat. Elle est, entre autres, inopposable aux autorités publiques chargées d'assurer la police de la salubrité ou de la sécurité publique, ainsi qu'aux droits des occupants afférents aux mesures de police administrative.

L'autorisation doit être renouvelée à chaque nouvelle mise en location et est jointe au contrat de bail à chaque nouvelle mise en location ou relocation.

L'autorisation devient caduque s'il apparaît qu'elle n'est pas suivie d'une mise en location dans un délai de deux ans suivant sa délivrance.

En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux du logement, une autorisation en cours de validité peut être transférée au nouveau propriétaire du logement. Ce transfert prend effet à compter du dépôt par le nouveau propriétaire, auprès de l'autorité compétente, d'une déclaration de transfert, sous réserve de l'accord du bénéficiaire initial de l'autorisation. La déclaration de transfert est établie conformément à un formulaire CERFA 15663*01.

QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DE REJET DE LA DEMANDE D'AUTORISATION ?

La décision de rejet de la demande d'autorisation préalable de mise en location peut être refusée ou soumise à conditions lorsque le logement est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité publique.

Elle est motivée et précise la nature des travaux ou aménagements prescrits pour satisfaire aux exigences de sécurité et de salubrité.

Cette décision est transmise à la CAF, à la CMSA et aux services fiscaux.

Les refus d'autorisation préalable de mise en location ou les autorisations assorties de réserves sont transmis par les autorités compétentes au PDALHPD et sont inscrits à l'observatoire des logements indignes.

- **Conséquences de l'absence de demande d'autorisation**

L'absence d'autorisation préalable est sans effet sur le bail dont bénéficie le locataire.

Le fait de mettre en location un logement sans avoir préalablement déposé la demande d'autorisation ou en dépit d'une décision de rejet de cette demande est sanctionné par une amende.

L'amende tient compte de la gravité des manquements constatés et est au plus égale à 15 000 €.

Lorsqu'il est fait le constat d'une absence d'autorisation, le préfet invite le bailleur à présenter ses observations et à procéder à la régularisation de sa situation dans un délai d'un mois. A cet effet, le bailleur joint aux observations adressées au préfet une copie du récépissé du dépôt de la demande d'autorisation. À défaut de réponse dans le délai, le paiement de l'amende peut être ordonné par le préfet dans le délai d'un an à compter de la constatation des manquements.

Le produit des amendes est intégralement versé à l'Anah.

Indicateurs de référence

Le reste à vivre

Le reste à vivre correspond au montant qu'il reste à la famille tous les mois pour assurer les dépenses quotidiennes. **Il devient le quotient familial de référence**. Il est calculé de la façon suivante :

Un quotient familial réel est établi, au moment de la demande, selon le calcul suivant :

$$\frac{\textit{Ressources réelles du mois - Charges réelles du mois}}{\textit{Nombre de personnes vivant au foyer}} = \textit{Reste à vivre par personne}$$

Les aides allouées par un organisme à titre exceptionnel doivent apparaitre dans le budget réel.

Ce reste à vivre mensuel est destiné au paiement des charges courantes vitales (alimentation, hygiène, entretien, habillement).

Est considéré comme :

- Enfant : une personne âgée de 0 à 11 ans révolus
- Adolescent : une personne âgée de 12 à 17 ans révolus

Indicateurs de dépenses mensuelles par personne

Composition familiale	1er adulte	2ème adulte	Adolescent	Enfant
Alimentation	216 €	151 €	151 €	108 €
Hygiène-entretien	25 €	25 €	25 €	25 €
Habillement	29 €	29 €	35 €	29 €
Total	**270 €**	**205 €**	**211 €**	**162 €**

Indicateurs liés au logement

Pour les aides liées au logement, le calcul du QF FSL reste de mise ;

Il est calculé ainsi :

$$\frac{\textit{Ressources réelles du mois - Charges réelles liées au logement du mois}}{\textit{Nombre de personnes vivant au foyer}} = \textit{QF FSL}$$

Les instructeurs et les membres de la commission chargée d'étudier les dossiers de demande FSL peuvent également s'appuyer sur les indicateurs relatifs au logement suivant

Code de la construction et de l'habitation	Composition familiale					
	1 pers	**2 pers**	**3 pers**	**4 pers**	**5 pers**	**Par pers supp**
Superficie bâtiment neuf	30 m²	46 m²	60 m²	73 m²	88 m²	10 m²
Conso moyenne mensuelle d'électricité sans chauffage (en KWh)	100	130	160	180	200	33
Coût moyen mensuel en €	**20 €**	**25 €**	**30 €**	**35 €**	**40 €**	**7 €**
Conso moyenne mensuelle d'électricité avec chauffage élec (en KWh)	190	300	440	665	825	60

Coût moyen mensuel en €	**35 €**	**50 €**	**70 €**	**70 €**	**100 €**	**12 €**
Conso moyenne mensuelle gaz sans chauffage (en KWh)	30	60	90	120	150	10
Coût moyen mensuel en €	**15 €**	**17 €**	**20 €**	**22 €**	**24 €**	**5 €**
Conso moyenne mensuelle gaz avec chauffage gaz (en KWh)	480	760	965	1215	1460	160
Coût moyen mensuel en €	**50 €**	**65 €**	**80 €**	**110 €**	**125 €**	**17 €**

Code de la construction et de l'habitation	**Composition familiale**					
	1 pers	**2 pers**	**3 pers**	**4 pers**	**5 pers**	**Par pers supp**
Superficie bâtiment en rénovation	30 m²	46 m²	60 m²	73 m²	88 m²	10 m²
Conso moyenne mensuelle d'électricité sans chauffage (en KWh)	100	130	160	180	200	25
Coût moyen mensuel en €	**20 €**	**25 €**	**30 €**	**35 €**	**40 €**	**10 €**
Conso moyenne mensuelle d'électricité avec chauffage élec (en KWh)	400	535	735	900	1300	60
Coût moyen mensuel en €	**60 €**	**80 €**	**110 €**	**140 €**	**170 €**	**30 €**
Conso moyenne mensuelle gaz sans chauffage (en KWh)	30	60	90	120	150	10
Coût moyen mensuel en €	**15 €**	**17 €**	**20 €**	**22 €**	**24 €**	**1 €**
Conso moyenne mensuelle gaz avec chauffage gaz (en KWh)	840	1145	1560	2000	2580	225
Coût moyen mensuel en €	**70 €**	**90 €**	**8110 €**	**150 €**	**185 €**	**15 €**

	Montant du loyer sans les charges					
	T1	**T2**	**T3**	**T4**	**T5**	**T6+**
Bailleur public	De 150 à 250 €	De 250 à 350 €	De 300 à 400 €	De 400 à 500 €	De 450 à 550 €	De 500 à 650 €
Bailleur privé	De 250 à 350 €	De 250 à 400 €	De 400 à 500 €	De 450 à 550 €	De 550 à 650 €	De 650 à 750 €

Source CAF- mai 2023	**Droit au logement (ressources de base : RSA socle)**					
	Sans enfants	**+ 1 pers**	**+ 2 pers**	**+ 3 pers**	**+ 4 pers**	**+ 5 pers**
Personne isolée	252	342.52	391.61	440.70	489.79	538.88
Couple	305.48	342.52	391.61	440.70	489.79	538.88

Concernant l'eau, la consommation moyenne pour une personne s'élève approximativement à 4 m3 par mois. Le coût de cette consommation ne peut être déterminé ici car il varie d'un fournisseur à un autre et du lieu de domiciliation du ménage.

DIRECTION PREVENTION ET
ACCOMPAGNEMENT
3, Rue François de Guise
B.P. 514
55012 BAR LE DUC CEDEX

DISPOSITIF AIDES ET ACCOMPAGNEMENTS

Nom du demandeur :

Annexe 1

DETAIL DES DETTES, DES CREDITS ET ECHEANCIERS

Crédits et/ou dettes faisant l'objet d'un paiement échelonné (plan d'apurement ou dossier de surendettement)

Nature Crédit(s) et/ou dette(s)	Montant total	Montant mensuel des remboursements	Date début de remboursement	Date fin de remboursement	Montant restant dû
	Total :			Total (1) :	

Dettes non remboursées

Nature des dettes (préciser si poursuites en cours)	Montant
Total (2) :	

Montant total des dettes dues à ce jour (1+2) : _____

3, rue François de Guise
B.P. 40504
55012 BAR LE DUC Cedex

DISPOSITIF AIDES ET ACCOMPAGNEMENTS

Nom du demandeur :

Annexe 2

DEMANDE D'AIDE POUR IMPAYES DE LOYERS

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA DETTE

- Nature de la dette (loyers, charges, remise en état...) :

- Concerne-t-elle le logement actuel ? ❍ oui ❍ non
  - Si non, adresse du logement concerné :
  - Nom et coordonnées du bailleur :

- Montant de la dette : Période concernée :

- Est-ce la première dette de loyer ? ❍ oui ❍ non

- Conséquences de la dette :
  - ❍ Suspension de l'Allocation Logement ou de l'A.P.L. :
  - ❍ Montant du rappel possible :
  - ❍ Poursuites judiciaires en cours :
  - ❍ Autres, préciser :

DIRECTION PREVENTION ET
ACCOMPAGNEMENT
3, Rue François de Guise
B.P. 514
55012 BAR LE DUC CEDEX

DISPOSITIF AIDES ET ACCOMPAGNEMENTS

Nom du demandeur :

Annexe 3

RECHERCHE DE LOGEMENT

❑ Premier logement ❑ Changement de logement

Description du logement actuel :

Disposez-vous des éléments de conforts suivants :

W.C. : ❍ oui ❍ non Salle de bain : ❍ oui ❍ non Système de chauffage adapté au logement : ❍oui ❍ non

De quel mode de chauffage disposez-vous ? ❍Individuel ❍ collectif

❍ Gaz ❍ Fuel ❍ Bois ❍ Electrique

L'état de la toiture de l'habitation vous paraît-il ? ❍ Bon ❍ Moyen ❍ Mauvais

L'électricité vous semble-t-elle respecter les normes ? ❍ Oui ❍ Non

Les portes et fenêtres sont-elles isolantes ? ❍ Oui ❍ Non

Les murs sont-ils isolants ? ❍ Oui ❍ Non

Description du logement recherché :

Quel type de logement (nombre de pièces, espace, etc.) :

Caractéristiques spécifiques auxquelles devrait répondre le logement (proximité, habitat adapté à un handicap moteur, animaux, etc.) :

Logement : ❍ Individuel ❍ Collectif

Localisation géographique (localité, rural, urbain, etc.) :

Y a-t-il une échéance précise ? ❍ Oui ❍ Non
Laquelle ?

Quel serait le montant du loyer supportable (aide au logement déduite) ?

DIRECTION PREVENTION ET ACCOMPAGNEMENT

Service Social Départemental

DISPOSITIF AIDES ET ACCOMPAGNEMENTS

Annexe 4

PROPOSITION DE LOGEMENT

Le ménage ne doit pas avoir intégré le logement ni même s'être engagé (signature de bail) avant que la décision de la commission ne soit notifiée.

❶ Le futur locataire doit compléter ce document avec le futur bailleur et le retourner, accompagné du Diagnostic de performance énergétique, à l'adresse ci-dessous.

❷ Ensuite, le gestionnaire du fonds s'informera auprès de la C.A.F. ou de la M.S.A. sur le montant de l'éventuel droit au logement (AL ou APL.) afin de déterminer si le résiduel de loyer est compatible avec la situation.

➢ **Bénéficiaire du logement :**

NOM : Prénom : N° Allocataire :

Adresse actuelle : ☎

➢ **Propriétaire du logement :**

NOM : Prénom : ☎

Adresse actuelle :

➢ **Renseignements sur le logement :**

Adresse exacte du logement :

Type de logement : F Est- ce un meublé ?

Superficie en m² :

Nombre de pièces : Est-il conventionné ?

Nombre de chambre : Si oui n° et date convention :

Mode de chauffage : Montant estimé AL ou APL :

Date supposée d'entrée dans les lieux :

Montant de la caution : €/mois

Montant du loyer : €/mois

Montant des charges : €/mois Préciser :

Montant des frais de bail : €/mois

Coût estimé du chauffage : €/mois

Fait à le

Signature du propriétaire,

Cette fiche est à retourner dument complétée et signée à l'adresse suivante :

- Secrétariat de la Commission territoires aides et accompagnements

✉ 49 avenue Stanislas 55200 COMMERCY

☎03.29.91.82.83

DIRECTION PREVENTION ET
ACCOMPAGNEMENT
3, Rue François de Guise
B.P. 514
55012 BAR LE DUC CEDEX

Demandeur :

Annexe 5

PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT

Objet de la demande :

❍ Remboursement de frais de transport déjà engagés
❍ Prise en charge de frais de déplacement
❍ Attribution d'un titre de transport
❍ Autre (préciser) :

Période de prise en charge :

Date de début :
Date de fin :

Motif des déplacements :

❍ Formation :
❍ Emploi :
❍ Autre :

Distance parcourue :

Nombre de Kms par jour :
Lieu de départ :
Nombre de Kms par mois :
Lieu d'arrivée :

Mode de transport utilisé :

❍ Voiture
❍ Transport assuré par un tiers
❍ Cyclomoteur
❍ Bicyclette
❍ Train
❍ Bus
❍ Autre (préciser)

Préciser la puissance fiscale : CV

Préciser si > ou < à 125 cm3 :

Ligne de transport utilisée : ❍ régulière ❍ interurbaine

Fréquence des déplacements :

Périodicité
❍ Journaliers ❍ Hebdomadaires
❍ Mensuels ❍ Autre (préciser)

Jours de déplacements
❍ Lundi ❍ Mardi
❍ Mercredi ❍ Jeudi
❍ Vendredi ❍ Samedi

Fait à le

Pièces à joindre au dossier :

- *en cas de stage, une attestation de stage*
- *en cas d'utilisation de transport en commun, pièces justificatives du moyen de transport (ticket de bus, etc.)*
- *en cas d'utilisation d'une voiture ou d'un cyclomoteur, une attestation d'assurance*

DISPOSITIF AIDES ET ACCOMPAGNEMENTS

CONTRAT D'ENGAGEMENT n°«N_foyer»

PORTANT SUR L'ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE AU TITRE DU FSL

Commission territoriale aides et accompagnements du «Date_Commission»

Le contrat est conclu entre :

- Le Département de la Meuse ;
- «Titre_bénéficiaire_n1» «Prénom_bénéficiaire_n1» «Nom_bénéficiaire_n1», bénéficiaire de l'aide, né(e) le «Date_de_naissance_1» à «Lieu_de_naissance_1» ;
- «Titre_bénéficiaire_n2» «Prénom_bénéficiaire_n2» «Nom_bénéficiaire_n2», bénéficiaire de l'aide, né(e) le «Date_de_naissance_2» à «Lieu_de_naissance_2» ;
- «Bailleur», bailleur, sis «Adresse_bailleur».

▪ OBJET DE LA GARANTIE :

En l'espèce, la garantie du Fonds de solidarité pour le logement (FSL) intervient en cas de défaillance du locataire dans le règlement du loyer résiduel pour une durée maximale de trois mois sur une période de référence de douze mois, conformément au règlement intérieur du FSL.

▪ MODALITES DE MISE EN JEU DE LA GARANTIE :

La garantie n'est valable que pour le(s) locataire(s) signataire(s) du présent contrat et pour le logement ci-après désigné :

«Adresse_logement_garanti»

La période de référence de douze mois débute à compter de la signature du présent contrat. A défaut de cela, l'accord « sous réserve » prononcé par la Commission territoriale aides et accompagnements (CTAA) ne sera pas effectif et la garantie du FSL n'interviendra pas.

▪ ENGAGEMENTS DES PARTIES AU CONTRAT :

- «Titre_bénéficiaire_n1» «Nom_bénéficiaire_n1» et «Titre_bénéficiaire_n2» «Nom_bénéficiaire_n2» s'engage(nt) à :
  - ✓ tout mettre en œuvre pour honorer ses/leurs loyers de manière régulière. En effet, la garantie FSL ne doit intervenir qu'en cas d'impossibilité absolue pour le(s) locataire(s) d'honorer les paiements ;
  - ✓ rencontrer le travailleur social de secteur, dès lors qu'il(s) sera(ont) débiteur de deux résiduels de loyer, afin d'envisager une reprise des paiements ainsi que la mise en place d'un plan d'apurement visant à régler les impayés existants ;
  - ✓ rembourser les sommes qui seront engagées le cas échéant par le FSL. **En cas de deux échéances dues et non réglées, le dossier sera transmis à la Paierie départementale pour recouvrement. Aussi, la somme prêtée devient exigible immédiatement et les frais de procédure engagés le sont à la charge des emprunteurs**.
- «Bailleur» s'engage à avertir le responsable du service social départemental de «la MDS de» dès lors que «Titre_bénéficiaire_n1» «Nom_bénéficiaire_n1» et «Titre_bénéficiaire_n2» «Nom_bénéficiaire_n2» sera/seront débiteur(s) de deux échéances de loyer.
- Le Département de la Meuse s'engage à mettre en jeu la garantie FSL en versant les sommes dues à «Bailleur», dès lors qu'il sera informé par celui-ci/celle-ci des sommes impayées.

▪ **MODE DE REMBOURSEMENT :**

Lorsque la garantie est mise en jeu, un second contrat est signé entre le Département et le(s) locataire(s) afin de déterminer un échéancier de remboursement sur une période maximale de vingt quatre mois (pouvant être portée à quarante huit mois de manière exceptionnelle).

Fait en trois exemplaires

A ……., le ……

Signature du/des bénéficiaire(s)	Signature du bailleur	Pour le Président du Conseil général et par délégation,

Document à retourner signé à l'adresse suivante :

SERVICE SOCIAL DEPARTEMENTAL
POLE AIDES ET ACCOMPAGNEMENTS DE …….
✉

Exemple de liste de produits de première nécessité

Aliments secs	**Boissons**
Pâtes/Riz	Eau
Farine	Café
Sucre	Thé
Bouillon (Cubes)	Lait
Miel/Confiture	Jus de fruit (avec modération)
Huile /Vinaigre	
Céréales	**Articles d'hygiène**
Epices et condiments	
Potages en conserve/poudre	Savon de toilette/Gel douche
Conserves de légumes	Shampooing
Conserves de poisson	Dentifrice/brosse à dent
Plats cuisinés en conserve	Mouchoirs en papier
Purée de pommes de terre	Essuie-tout
Biscuits (avec modération)	Papier de toilette
Chocolat (avec modération)	Pansement
	Liquide vaisselle/Pastille lave-vaisselle
Aliments frais ou congelés	Eponges
	Lessive
Fruits	Sacs poubelle
Légumes	Protections hygiéniques
Pommes de terre / féculents	Nettoyant ménager
Beurre / Margarine	
Produits laitiers	**Puériculture**
Crème fraîche	
Œufs	Couches
Fromage	Biberon
Pain	Lait maternisé
Viennoiserie (avec modération)	Petits pots
Plats cuisinés frais	Produits laitiers
	Sérum physiologique
	Lait de toilette/gel douche bébé

DIRECTION PREVENTION ET ACCOMPAGNEMENT
3, Rue François de Guise
B.P. 504
55012 BAR LE DUC CEDEX

DISPOSITIF AIDES ET ACCOMPAGNEMENTS

FICHE DE SAISINE

NOM-PRENOM DE L'INSTRUCTEUR :

INSTITUTION :

OBJET DE LA DEMANDE :

AIDES FINANCIERES

☐ FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT
☐ FONDS D'AIDE AUX JEUNES
☐ FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE A L'INSERTION
☐ AIDE SOCIALE A L'ENFANCE
☐ CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
☐ AUTRE :

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

☐ A.S.L.L.
☐ SOUS-LOCATION
☐ OUVREUR A L'HABITAT
☐ A.I.V.E.
☐ AUTRE :

COMPOSITION DE LA FAMILLE :

NOM - PRENOM	DATE ET LIEU DE NAIS.	SITUATION FAMILIALE	SITUATION PROFESSIONNELLE / SCOLAIRE
Demandeur / Bénéficiaire :			
-	.....	.....	.....
Autres personnes du foyer :		Lien de parenté avec le demandeur	
-	.....	.....	.....
-	.....	.....	.....
-	.....	.....	.....
-	.....	.....	.....
-	.....	.....	.....
-	.....	.....	.....

ADRESSE :

En cas de perception du **Revenu de Solidarité Active**, préciser :

Identité du bénéficiaire	Date entrée dans le dispositif	Référent RSA

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS :

- Organisme de Sécurité Sociale :
- N° Sécurité Sociale :
- CSS : oui ❑ non ❑
- N° Allocataire C.A.F. /M.S.A. :
- N° Immatriculation Pôle Emploi :

LOGEMENT :

Depuis le :

- Locataire ❑
- Accédant à la propriété ❑
- Propriétaire ❑
- Hébergé par un tiers ❑
  Préciser :
- Autre ❑
  Préciser :

- Logement Collectif ❑
- Logement Individuel ❑
- Parc public : ❑
- Parc privé : ❑
  Nom et adresse du propriétaire :

- Nombre de pièces
- Etiquette énergie :

RESSOURCES MENSUELLES
OU MOYENNE DES TROIS DERNIERS MOIS

	DEMANDEUR	CONJOINT	AUTRE PERSONNE AU FOYER
RESSOURCES PROFESSIONNELLES			
- Salaire C.D.I. ……	……	……	……
- Salaire C.D.D. ……	……	……	……
Préciser *Type de contrat :* ……	……	……	……
Date de fin de contrat : ……	……	……	……
- Contrat de professionnalisation ……	……	……	……
- Allocation de Solidarité (A.T.A., A.S.S., A.E.R., A.T.S.) ……	……	……	……
- Formation ……	……	……	……
- Allocation d'Insertion ……	……	……	……
- Allocation d'assurance chômage (A.R.E., A.R.E.F.) ……	……	……	……
- Indemnités journalières ……	……	……	……
- Complément libre choix activité ……	……	……	……
- Bénéfices industriels et commerciaux ……	……	……	……
- Autre revenu d'activité / Prime d'activité……	……	……	……
S/Total	**……**	**……**	**……**
PRESTATIONS FAMILIALES			
- Allocation de Soutien Familial ……	……	……	……
- Prestation Accueil Jeune Enfant ❑ Prime de naissance ……	……	……	……
❑ Allocation ……	……	……	……
❑ Complément de libre choix d'activité	……	……	……
- Aide Personnalisée au Logement ……	……	……	……
- Allocation Logement ……	……	……	……
- Allocation de Rentrée Scolaire ……	……	……	……
- Allocations Familiales ……	……	……	……
- Complément Familial ……	……	……	……
- Allocation d'éducation d'enfant handicapé, MVA ……	……	……	……
- Allocation journalière de présence parentale	……	……	……
S/Total	**……**	**……**	**……**
AUTRES RESSOURCES			
- Revenu de Solidarité Active ……	……	……	……
- Pension alimentaire ……	……	……	……
- Pension d'invalidité ……	……	……	……
- Allocation supplémentaire d'invalidité ……	……	……	……
- Rente Accident du Travail ……	……	……	……
- Allocation Adulte Handicapé ……	……	……	……
- Prestation compensatoire ……	……	……	……
- Allocation Compensatrice Tierce Personne ……	……	……	……
- Pension de retraite ou réversion ……	……	……	……
- Allocation Veuvage ……	……	……	……
- Allocation Personnalisée d'Autonomie ……	……	……	……
- Bourses scolaires ……	……	……	……
- Autres revenus (préciser) ……			
S/Total	**……**	**……**	**……**
TOTAL RESSOURCES	**……**	**……**	**……**

TOTAL GLOBAL FOYER …… (A)

CHARGES MENSUELLES

	CHARGES REELLES DU MOIS DU DEPOT DE LA DEMANDE
CHARGES LIEES AU LOGEMENT	
- Loyer (hors aide au logement) ……....	……
- Charges locatives ……....	……
- Taxe Foncière ……..	……
- Accession à la propriété ……..	
- Charges de propriété/copropriété ……..	……
- Chauffage de quel type : ❑ individuel ❑ collectif	……
❑ Bois ❑ Electrique	
❑ Fuel ❑ Gaz	
- Electricité ……..	……
- Eau ……..	……
- Assurance habitation ……..	……
- Ordures Ménagères ……....	……
S/Total	**……**
AUTRES CHARGES	
- Mutuelle ……	……
- Frais de santé ……	……
- Frais de garde d'enfants ……	……
- Assurance scolaire ……....	……
- Frais de scolarité ……..	……
- Frais de cantine ……..	……
- Transport scolaire ……	……
- Assurance voiture ……	……
- Assurance deux roues ……	……
- Frais d'entretien véhicule ……	……
- Frais de déplacement ……	……
- Impôts sur le revenu ……	……
- Pension Alimentaire ……....	……
- Frais bancaires ……	……
- Abonnement télé ……..	……
- Abonnement téléphone fixe ..……	……
- Abonnement téléphone portable ..……	……
- Abonnement Internet …….....	……
- Frais de formation ……	……
- Frais d'hébergement ……	……
- Assurance obsèques ……..	……
- Assurance responsabilité civile ……	……..
- Epargne ……	……
S/Total	**……**
MENSUALITES DE	
- Crédits à la consommation *(joindre l'annexe 1)* ……..	……
- Plan d'apurement dont dossier de surendettement *(joindre l'annexe 1*)	……
S/Total	
TOTAL CHARGES	**…… (B)**

DETTES NON REMBOURSEES

- Montant total des dettes (compléter et joindre l'annexe 1) ……... ……

DOSSIER DE SURENDETTEMENT

- ❑ *en cours de constitution*
- ❑ *transmis à la Banque de France*
  - ❍ *déclaré recevable*
  - ❍ *orientation P.R.P. le* ……
  - ❍ *P.R.P. prononcée le* ……

Reste à vivre

= **Total des ressources (A) – Total des Charges (B)** / **Nombre de part (*nombre de personnes au foyer*)** **=** ....

EXPOSE DU (DES) MOTIF(S) DE LA DEMANDE ET MONTANT DE L'AIDE SOLLICITEE PAR LE REQUERANT :

CARACTERISTIQUES DE OU DES AIDE(S)/MESURE(S) SOLLICITEE(S) :

NATURE	MONTANT(S) SOLLICITÉ(S)	FORME *(Subvention, prêt,...)*	PERCEPTEUR DE L'AIDE (*Demandeur ou créancier*)

MODALITES DE REMBOURSEMENT DU PRET :

MONTANT SOLLICITE	MONTANT DES MENSUALITES COMPATIBLES AVEC LE BUDGET DE LA FAMILLE	NOMBRE D'ECHEANCES	DATE 1ERE ECHEANCE	DATE DERNIERE ECHEANCE	MODALITES DE PAIEMENT

ATTESTATION DU OU DES DEMANDEUR(S)

Je soussigné(e), ...

- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis à l'instructeur
- atteste avoir pris connaissance du plan d'aide ;
- affirme avoir eu une information quant à l'utilisation d'éventuel(s) bon(s) alimentaire(s) ;
- accepte le versement de l'aide à un tiers par subrogation ;
- m'engage à respecter le projet négocié avec l'instructeur ;
- m'engage à rencontrer régulièrement mon référent et à l'avertir en cas de changement de situation.

SIGNATURE DU (OU DES) DEMANDEUR(S)

Fait à
Le

NOM DU DEMANDEUR :

RECAPITULATIF DES AIDES FINANCIERES ET DES MESURES MISES EN OEUVRE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

NATURE ET OBJET DE OU DES AIDE(S)	ORGANISME(S)	DATE D'OCTROI	MONTANT AIDE(S)
–	–		
–	–		
–	–		
–	–		
–	–		

EVALUATION ET AVIS CIRCONSTANCIE SUR LA DEMANDE :

ANNEXES FOURNIES :

- ❑ Détail des dettes, crédits et échéancier
- ❑ Demande d'aide pour impayés de loyers
- ❑ Recherche de logement
- ❑ Proposition de logement suite à accord de principe
- ❑ Prise en charge de frais de déplacement
- ❑ Demande de mesure AIVE

Le … / … / …

SIGNATURE DE L'INSTRUCTEUR,

Habitat et Logement

FINANCEMENT LOGEMENT LOCATIF SOCIAL- PROGRAMMATION 2024 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à la réalisation d'opérations de Logements Locatifs Sociaux,

Mesdames Martine JOLY et Marie-Christine TONNER et Messieurs Jérôme DUMONT, Samuel HAZARD, Jean-François LAMORLETTE et Serge NAHANT étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- De l'agrément d'une opération et de l'individualisation de subvention au titre des crédits délégués pour de la production neuve comme suit, et ce sous maîtrise de l'OPH de la Meuse :

Nature et Adresse du Projet	Type d'agrément	Nombre de logements	Montant de la subvention Etat « Crédits délégués »
Construction neuve à Contrisson « 32, Rue Grande Grange » Coût : 320 000 € TTC	**2 PLAI**	2	13 354 €
Total :		**2**	**13 354 €**

- De l'agrément et de l'individualisation de subventions au titre « des crédits délégués » au titre du programme national de rénovation thermique comme suit, et ce sous maîtrise de l'OPH de la Meuse :

Nature et Adresse du Projet	Type d'agrément	Nombre de logements	Montant de la subvention Etat « Crédits délégués »
Rénovation thermique à Commercy « 1 à 9 Rue de Champagne » Coût : **3 563 000**€ TTC	**Programme Rénovation thermique**	72	595 264 €
Total :		**72**	**595 264 €**

- Du financement d'un projet de déconstruction au titre « des crédits délégués » dans le cadre du Fonds National des Aides à la Pierre (FNAP), et ce sous maîtrise de l'OPH de la Meuse :

Nature et Adresse du Projet	Type d'agrément	Nombre de logements	Subv. Crédits délégués Etat (FNAP)
Démolition à Tronville-en-Barrois « 51 rue Acacias » *Coût : 257 409,71 € TTC*	**Programme Démolition**	8	32 832 €
Total :		**8**	**32 832 €**

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Habitat et Logement

OCTROI D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT A L'OPH DE LA MEUSE -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Séance de la Commission Permanente du 28 novembre 2024

Vu le rapport soumis à son examen

Vu les articles L. 3231-4 et L. 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2305 du Code civil,

Vu le Contrat de Prêt N° 163276 en annexe signé entre l'OPH de Meuse ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,

Mesdames Martine JOLY et Marie-Christine TONNER et Messieurs Jérôme DUMONT, Samuel HAZARD, Jean-François LAMORLETTE et Serge NAHANT étant sortis à l'appel du rapport,

DELIBERE

Article 1 : L'assemblée délibérante du Département de la Meuse accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 186 403,00 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 163 276, constitué de quatre Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal **de 93 201,50 €** augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Département de la Meuse s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Habitat et Logement

EVOLUTION DES MODALITES D'INTERVENTION DU DISPOSITIF DEPARTEMENTAL D'AIDES SUR L'HABITAT PRIVE -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à se prononcer sur l'évolution des modalités du régime d'aide départemental en faveur du parc d'habitat privé,

Après en avoir délibéré,

Se prononce favorablement :

- Sur les modifications apportées au règlement financier départemental d'aides pour l'habitat privé » qui rentrerait en vigueur à compter du 1er janvier 2025 (Confère annexe1 ci-jointe) ;

- Sur la mise en place d'un formulaire préalable à la constitution du dossier de demande de subvention permettant de renseigner et d'informer sur la mobilisation des guichets d'information locaux à la rénovation de l'habitat privé (voir annexe 2 ci-jointe).

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

ANNEXE 1

Aides propres du Département de la Meuse pour l'habitat privé
Adoptées par décision de la Commission Permanente du 28 novembre 2024

Tableau d'intervention financière du Département dans le cadre de l'habitat privé

Campagne de massification de lutte contre la précarité énergétique et l'habitat insalubre ou dégradé par une amélioration globale et pérenne des logements

1. Propriétaires occupants

Conditions d'éligibilités :

- Publics aux ressources TMO et MO (publics Très Modestes et Modestes)*.
- Cofinancement Anah dans le cadre de « Ma prime Rénov parcours accompagné » (MPR PA) ou de « Ma prime Logement décent » (MPLD)
- Les travaux subventionnés sont identiques à ceux de l'Anah
- Complétude du formulaire « Connaissance du service local de renseignement et accompagnement aux travaux et sollicitation des aides publiques ». Il s'agit d'une pièce obligatoire pour l'éligibilité du projet.
-

Calcul de l'aide :

- Une prime de 500 € pour les dossiers MPR PA en diffus majorée de 1 000€ en OPAH et OPAH RU
- Une prime de 2 000 € pour les dossiers MPR PA de « soutien aux ménages à faibles ressources » sur la base d'un argumentaire transmis par l'accompagnateur Rénov' (MAR) » en diffus (des revenus sous les plafonds « très modestes » ou « modeste » au cours des deux dernières années et un reste à vivre très faible)
- Une prime de 2 000 € pour les dossiers MPLD

2. Propriétaires bailleurs

Conditions d'éligibilités :

- Publics aux ressources TMO et MO*
- Cofinancement Anah dans le cadre de « Ma prime Rénov parcours accompagné » ou de « Ma prime Logement décent », Habiter Mieux.
- Les travaux subventionnés sont identiques à ceux de l'Anah
- Communes éligibles :
    - Communes lauréates des programmes « Action Cœur de ville » et « Petites villes de Demain »
    - Ancerville, Belleville-sur-Meuse, Clermont-en-Argonne, Damvillers, Dieue-sur-Meuse, Dun-sur-Meuse, Fains-veel, Fresnes-en-Woevre, Gondrecourt-le-Château, Pagny-sur-Meuse, Thierville-sur-Meuse, Varennes-en-Argonne, Vigneulles-Lès-Hattonchâtel.

Calcul de l'aide :

- Taux subvention de 5% avec plafond de travaux identique à Anah (jusque 70 000€)
- Prime incitative pour la production de logement de petites et moyennes superficies :
    - de 1 500 € par logement <65 m²

3. Copropriétés

Conditions d'éligibilités :

- Pour les dossiers cofinancés par l'Anah dans le cadre de « Ma prime Rénov copropriété » ou de l'expérimentation « Petites copropriétés » notamment en centre ancien
- Pour les propriétaires occupants et bailleurs aux ressources TMO et MO*
- Les travaux subventionnés sont identiques à ceux de l'Anah

Calcul de l'aide :

- Pour les ménages aux ressources modestes* : 500 €
- Pour les ménages aux ressources très modestes** : 1 000 €

* Les ressources modestes et très modestes sont définies selon les revenus fiscaux de référence de l'année N-1 qui fixent un plafond de ressources à ne pas dépasser.

PLAFONDS DE RESSOURCES HORS ÎLE-DE-FRANCE ET EN OUTRE-MER AU 1ER JANVIER 2024

NOMBRE DE PERSONNES COMPOSANT LE MÉNAGE	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES	MÉNAGES AUX REVENUS SUPÉRIEURS
1	17 009 €	21 805 €	30 549 €	supérieur à 30 549 €
2	24 875 €	31 889 €	44 907 €	supérieur à 44 907 €
3	29 917 €	38 349 €	54 071 €	supérieur à 54 071 €
4	34 948 €	44 802 €	63 235 €	supérieur à 63 235 €
5	40 002 €	51 281 €	72 400 €	supérieur à 72 400 €
par personne supplémentaire	+ 5 045 €	+ 6 462 €	+ 9 165 €	+ 9 165 €

Annexe 2 :

Rénovation de l'habitat privé
Mobilisation des guichets d'information locaux

Attention ce document est une pièce indispensable pour mobiliser les aides du Département de la Meuse.

France Rénov' : le point de départ pour bien démarrer votre rénovation
0 808 800 700

Par téléphone ou à domicile, le service public n'effectue jamais de démarchage.
Pour plus d'information consulter : https://france-renov.gouv.fr/fraudes

Je soussigné M. Mme …….., domiciliant au ……. indique :

- Avoir initié le dossier suite à un **démarchage** téléphonique ou physique
  ☐ OUI ☐ NON

- Avoir eu connaissance du **guichet d'information local renseignant** sur les aides et les accompagnements **au préalable de la signature des devis**
  ☐ OUI ☐ NON

- Avoir été informé de la possibilité d'avoir **recours à différents MAR partir de l'annuaire** https://france-renov.gouv.fr/annuaires-professionnels/mon-accompagnateur-renov
  ☐ OUI ☐ NON

- Avoir été informé qu'il est conseillé de réaliser **2 devis** pour chacun des travaux à minima (ou n'a pas eu de réponse des entreprises locales sous 1 mois ? 2 mois ?)
  ☐ OUI ☐ NON

A, Le,

Signature du propriétaire

RGPD : ces informations sont compilées et exploitées à titre anonyme. Réservé aux services de l'Anah.

PROJET

Direction Attractivité et Développement des Territoires

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES DE MEUSE - FINANCEMENT 2024 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport tendant à apporter un financement à l'Association Départementale des Maires de Meuse pour l'exercice 2024,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'accorder une subvention forfaitaire de 10 800 € à l'association départementale des maires de Meuse, au titre de l'exercice 2024 ;

- D'autoriser la signature par le Président du Conseil départemental des actes afférents à cette décision ainsi que de la convention jointe en annexe.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés avec une abstention.

CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre les soussignés,

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES DE MEUSE, représentée par son Président Monsieur Gérard FILLION, sise 14 avenue du Général de Gaulle- 55100 Verdun (Siret : 389 202 359 00029)

D'une part,

Et

LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE sis Place Pierre François GOSSIN – 55000 BAR LE DUC représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER : OBJET

La présente convention a pour objet de régir la subvention de fonctionnement apportée en 2024 par **le Département de la Meuse, à l'Association Départementale des Maires de Meuse**.

ARTICLE 2 : FINANCEMENT APPORTE PAR LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Sur proposition de la Commission permanente du 28 novembre 2024, le Département de la Meuse s'engage à accorder une subvention forfaitaire de fonctionnement de 10 800 € à l'Association départementale des maires de Meuse pour la réalisation de son programme d'action qui s'est déroulé durant l'année 2024.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département de la Meuse sera versée en une seule fois au compte de l'association départementale des maires de Meuse.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

L'association départementale des maires de Meuse s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés, de l'aide apportée par le Département de la Meuse.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION

Le non-respect total ou partiel des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci et la notification à l'association d'un ordre de reversement partiel ou total des sommes perçues au titre de la subvention prévue à l'article deux.

ARTICLE 6 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs prévus par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de respecter ses engagements.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires originaux à ……..,

le …….....

Z

Le Président de l'Association	Le Président du Conseil départemental

Exploitation de la Route

ARRETE D'ALIGNEMENT INDIVIDUEL -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à fixer la limite du domaine public routier départemental au droit d'une propriété riveraine,

Après en avoir délibéré,

Fixe la délimitation du domaine public routier départemental telle que proposée en annexe, et autorise le Président du Conseil départemental à signer l'arrêté d'alignement individuel suivant, le long de :

- La RD 2, hors agglomération de Le Neufour, sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADAV-ALIGN2024-012.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE
Direction Routes et Aménagement
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE VERDUN

ARRETE N° ADAV-ALIGN2024-012
portant alignement individuel

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 04/03/2024 reçue le même jour et présentée par :

Monsieur François BRETON-FP Géomètre expert

✉ 3, Rue du Mont-l'Hermite
51800 SAINTE-MENEHOULD

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement hors agglomération de LE-NEUFOUR, le long de la RD 2, entre les points de repère (PR) 51+160 et 51+234, côté gauche, pour la parcelle cadastrée section A n° 438, dont M. Rémi MUSYNSKI, demeurant 1 route de Claon, 55120 LE-NEUFOUR, est propriétaire.

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
-Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 28 novembre 2024,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'existence du plan de bornage et document d'drpentage n° 23Z-24V du 3/10/1995 de la RD2.

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.
L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit de la parcelle cadastrée section A n° 438 est défini par le plan de bornage.

Il est fixé par les segments de droite **[BN1/BA3], [BA3/BA4], [BA4/BN2] et [BN2/BN3]** :

Les points sont matérialisés de la manière suivante :

- **BN1**, de coordonnées GPS Lambert 93 X=1844651.675 et Y=8216141.774
- **BA3**, de coordonnées GPS Lambert 93 X=1844645.553 et Y=8216151.232
- **BA4**, de coordonnées GPS Lambert 93 X=1844630.130 et Y=8216179.707
- **BN2**, de coordonnées GPS Lambert 93 X=1844617.010 et Y=8216201.449
- **BN3**, de coordonnées GPS Lambert 93 X=1844613.897 et Y=8216206.954

Les points **BN1** et **BA3** sont distants de 11.27 m.
Les points **BA3** et **BA4** sont distants de 32.38 m.
Les points **BA4** et **BN2** sont distants de 25.39 m.
Les points **BN2** et **BN3** sont distants de 6.32 m.

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Responsabilité
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement
Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

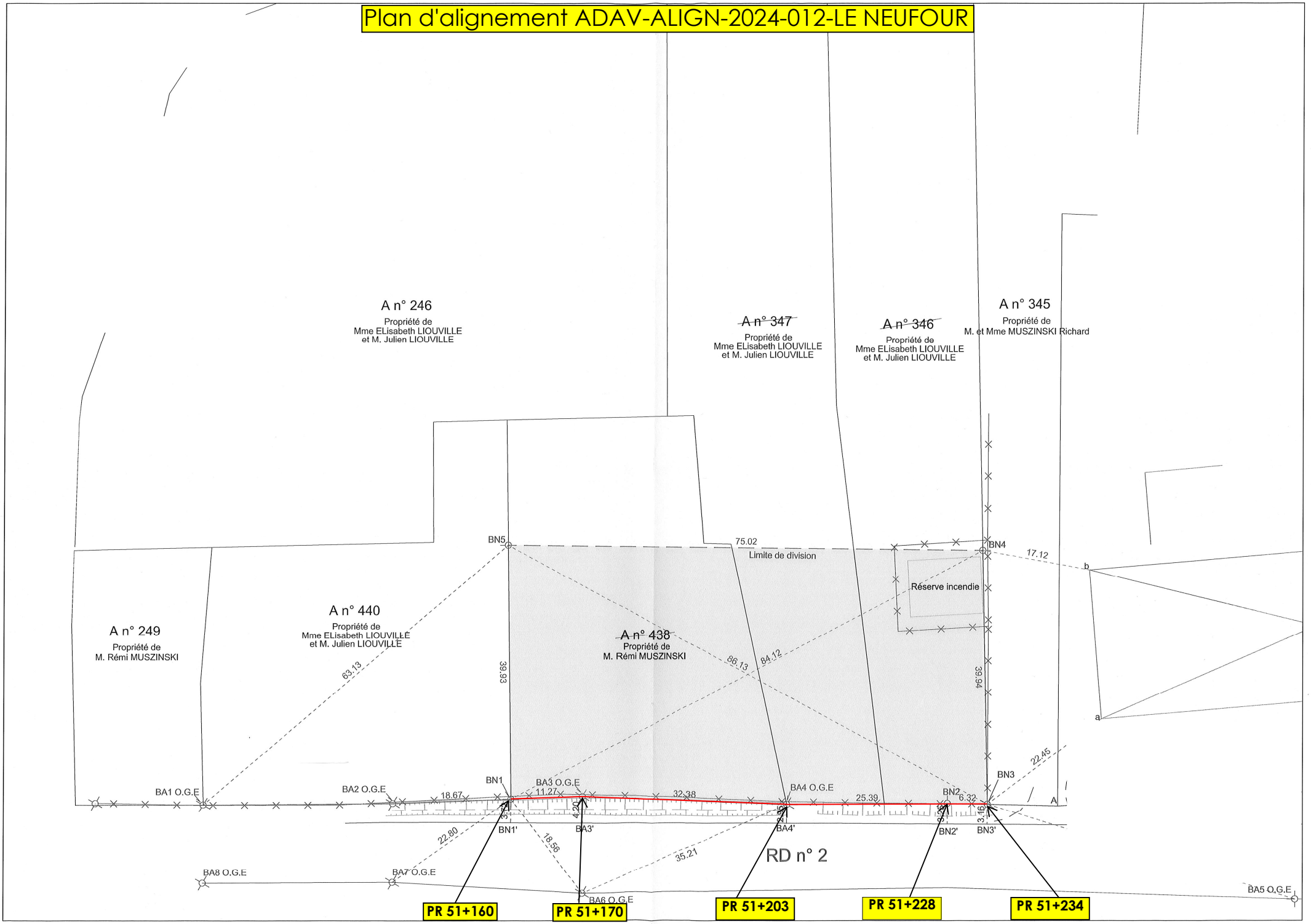
ARTICLE 5 – Recours
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

Fait à BAR-LE-DUC, le

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

DIFFUSIONS
Le pétitionnaire pour attribution ;
Le propriétaire pour information ;
La commune de LE-NEUFOUR pour information ;
L'ADA de VERDUN pour information.

Plan d'alignement ADAV-ALIGN-2024-012-LE NEUFOUR



Aménagement Foncier

AFAFE AINCREVILLE/CLÉRY-LE-GRAND ET SPINCOURT (HOUDELAUCOURT SUR OTHAIN) :

LANCEMENT DES ETUDES D'AMENAGEMENT - COMMUNES D'AINCREVILLE ET DE CLÉRY LE GRAND

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et relatif au lancement de l'étude d'aménagement pour l'opération d'AINCREVILLE et de CLÉRY LE GRAND,

Vu le titre II du livre 1er du code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 121-1, L. 121-13 et R. 121-20,

Vu les délibérations des Conseils municipaux des communes d'AINCREVILLE du 30 mars 2022 et de CLÉRY-LE-GRAND du 29 mars 2022, saisissant le Conseil départemental sur l'opportunité d'instituer une Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier,

Vu les demandes de réalisation d'un aménagement foncier et d'une étude d'aménagement présentées par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'AINCREVILLE / CLÉRY LE GRAND dans sa séance du 26 juin 2024,

Considérant qu'il y a lieu de diligenter une étude d'aménagement conformément aux dispositions de l'article L.121-13 code rural et de la pêche maritime,

Monsieur Pierre-Emmanuel FOCKS étant sorti à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- De diligenter l'étude d'aménagement prévue à l'article L.121-1 du code rural et de la pêche maritime, dans le périmètre d'étude défini par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'AINCREVILLE et de CLÉRY LE GRAND ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à entreprendre toutes les démarches et signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Aménagement Foncier

AFAFE AINCREVILLE/CLÉRY-LE-GRAND ET SPINCOURT (HOUDELAUCOURT SUR OTHAIN) :

LANCEMENT DES ETUDES D'AMENAGEMENT - COMMUNE DE SPINCOURT - TERRITOIRE D'HOUDELAUCOURT-SUR-OTHAIN

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et relatif au lancement de l'étude d'aménagement pour la commune de SPINCOURT- territoire d'HOUDELAUCOURT-SUR-OTHAIN,

Vu le titre II du livre 1er du code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 121-1, L. 121-13 et R. 121-20,

Vu la délibération du Conseil Municipal de SPINCOURT, pour le territoire d'HOUDELAUCOURT-SUR-OTHAIN, du 10 juin 2022 saisissant le Conseil départemental sur l'opportunité d'instituer une Commission Communale d'Aménagement Foncier,

Vu les demandes de réalisation d'un aménagement foncier et d'une étude d'aménagement présentées par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de SPINCOURT-territoire d'HOUDELAUCOURT-SUR-OTHAIN dans sa séance du 26 juin 2024,

Considérant qu'il y a lieu de diligenter une étude d'aménagement conformément aux dispositions de l'article L. 121-13 code rural et de la pêche maritime,

Monsieur Pierre-Emmanuel FOCKS étant sorti à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- De diligenter l'étude d'aménagement prévue à l'article L.121-1 du code rural et de la pêche maritime, dans le périmètre d'étude défini par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de SPINCOURT- territoire d'HOUDELAUCOURT-SUR-OTHAIN ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à entreprendre toutes les démarches et signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Exploitation de la Route

PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE DE MARVILLE AUX TRAVAUX DE VOIRIE EN TRAVERSEE D'AGGLOMERATION (RD 14) -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la participation financière de la Commune de Marville aux travaux de voirie en agglomération sur la RD 14 entre les PR 0+260 et 0+400 relative à la réfection de caniveaux en dehors de l'emprise des murs de soutènement,

Après en avoir délibéré,

- Arrête la participation financière de la Commune de Marville au montant maximal de **6 130,95 €** HT, le Département s'acquittant de la TVA ;

- Approuve le projet ci-annexé de convention relative aux travaux de voirie en agglomération de Marville sur la RD 14 entre les PR 0+260 et 0+400, désignant le Département de la Meuse comme maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à le signer, ainsi que l'ensemble des pièces s'y rapportant, sous réserve de l'obtention de la délibération correspondante du Conseil municipal de Marville.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

DIRECTION ROUTES ET AMENAGEMENT

Convention relative à des travaux de voirie en agglomération de Marville sur la RD 14 entre les PR 0+260 et 0+400

Entre d'une part,

La Commune de Marville, représentée par Monsieur le Maire, dûment habilité par la délibération du Conseil municipal en date

Et d'autre part,

Le Département, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente lors de sa séance du 28 novembre 2024

La présente convention, a pour objet :

- d'autoriser la réalisation de travaux sur le domaine public départemental ;
- de clarifier les modalités d'intervention, de financement et de responsabilité entre le Département et la Commune de Marville en matière de travaux réalisés par le Département sur le domaine public routier départemental ;
- de définir les responsabilités d'entretien de la voirie départementale et de ses dépendances en agglomération.

Cette convention de réalisation, de financement et d'entretien s'applique sur l'ensemble des aménagements qui découlent de cette décision.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – TRAVAUX PROJETES PAR LA COMMUNE

Dans le cadre des travaux d'étanchéité des murs de soutènement de la RD14 réalisés par le Département en agglomération de Marville du PR 0+260 et 0+400, il est apparu opportun de mutualiser ces travaux avec ceux de la commune, notamment la réfection des caniveaux hors murs de soutènement.

L'opération consiste en :

- Terrassements soignés
- Géotextile anti contaminant
- Remblaiement en grave
- Etanchéité par feuilles préfabriquées
- Etanchéité intermédiaire
- Fixation des relevés par solins en aluminium
- Drain transversal ou longitudinal
- Découpe d'enrobés ou sciage de chaussée
- Déplacement d'un atelier de rabotage
- Rabotage sur chaussée
- Couche d'accrochage
- Enrobés pour couche de roulement
- Dépose de bordures ou demi-caniveaux

- Caniveaux doubles de type CC2
- Pose de pavés en pierre de Fontenoille
- Mise à niveau d'avaloirs.

Le montant de l'estimation prévisionnelle globale de l'opération s'élève à 280 339,06 € HT (cf. annexe 2) sur la base des conditions économiques du marché départemental n°2023-105. Il comprend également le coût de la réfection de 44 ml de caniveaux, objet de la convention (6 130,95€ HT), soit un total de 336 406,97 €.

Le plan détaillé des travaux envisagés est donné en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 2 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE

Le Département de la Meuse assurera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des travaux de voirie (chaussée, bordurage et trottoirs) et associera la commune de Marville à la réception du chantier.
Les travaux seront réalisés par l'entreprise BERTHOLD SA.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REALISATION DES OUVRAGES

3.1 Objet
Cette convention de réalisation et d'entretien s'applique sur l'ensemble des aménagements qui découlent de cette décision.

3.2 Conditions
Il a été convenu la répartition suivante entre les collectivités : le Département prend en charge la couche de roulement, les caniveaux au droit des soutènements départementaux, la commune assure le financement des caniveaux en dehors de l'emprise des murs de soutènement de gestion départementale.

3.3 Conditions techniques générales
Le projet doit respecter les prescriptions établies au marché départemental de travaux n° 2023-105.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Travaux d'investissement

Le Département s'engage à financer les travaux de voirie énoncés à l'article 1 selon l'estimation et les quantités prévisionnelles indiquées en annexe 2 basées sur le marché départemental n° 2023-105 pour un montant estimé de 280 339,06€ HT.

Travaux d'entretien

Au terme des délais de garantie stipulés à l'article 44 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux, le Département assurera l'entretien et la réfection de la chaussée de la route départementale au sens le plus strict en application du règlement de voirie adopté le 16 décembre 2022 par le Département de la Meuse.

En cas du renouvellement de la couche de roulement, le Département s'engage à prévenir la commune avant le 31 décembre de l'année précédente.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

Travaux d'investissement

La participation de la Commune de Marville pour les travaux suivants s'élève au montant maximal arrêté à **6 130,95 € HT** des travaux suivants, en dehors de l'emprise des murs de soutènement de gestion départementale. Dans le cadre des prestations du marché départemental n° 2023-105 :

- Dépose de bordures ou demi-caniveaux
- Pose de caniveaux doubles de types CC2
- Pose de pavé en pierre de Fontenoille
- Mise àniveau d'avaloirs
- Rabotage de chaussée
- Couche d'accrochage
- Enrobés pour couche de roulement

Les quantités prévisionnelles sont donnés en annexe 2.

Travaux d'entretien

La commune assurera ensuite l'entretien de l'ensemble des prestations ci-dessus, à l'exception de la chaussée au sens le plus strict, et respectera les conditions de réalisation des ouvrages décrites à l'article 3.

En cas de création de nouveaux accès à usage privatif, la commune est tenue d'orienter le pétitionnaire vers les services du Département, compétent en matière de permission de voirie, pour délivrer l'autorisation correspondante.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

Participation au financement :
La participation financière de la commune, qui résulte du programme défini ci-avant, est arrêtée au **montant maximal de 6 131,95 € H**. Le Département s'acquittera de la T.V.A correspondante.
L'évaluation de cette participation est fondée sur la base du marché départemental correspondant.

La commune s'acquittera de son engagement financier, par versement au Département de la Meuse de ce montant, après obtention du constat contradictoire de réalisation des travaux et sur présentation des justificatifs correspondants.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

La commune sera seule responsable de tous les dommages causés aux biens ou aux personnes du fait du mauvais état d'un des éléments évoqués aux articles 1 et 4 à l'exception de la chaussée.
La commune prend acte qu'après expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception d'une mise en demeure, les carences d'entretien pourront être palliées par une exécution d'office aux frais de la commune, suivant la procédure citée aux articles L 116-3 et L 116-4 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 8 – CESSION

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la commune de Marville ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

ARTICLE 9 – RECOLEMENT

Dès lors que les travaux seront réalisés en totalité, la commune et l'A.D.A. de STENAY procéderont au récolement de l'ouvrage. Un plan de récolement sera transmis par l'A.D.A. de STENAY à la commune.

ARTICLE 10 – RESILIATION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties aux présentes, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.
Dans l'hypothèse d'une résiliation, la commune aura à sa charge les frais de remise à l'état initial du domaine public routier départemental.

ARTICLE 11 – DISPOSITION PARTICULIERE

La commune ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du Département de la Meuse pour les dommages causés à sa jouissance par le fait de la circulation routière, de l'entretien ou, d'une manière générale, de l'exploitation de la route départementale.

ARTICLE 12 – CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de

réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 13 – DUREE DE VALIDITE

La durée de validité de cette convention est liée à l'existence de l'ouvrage réalisé.

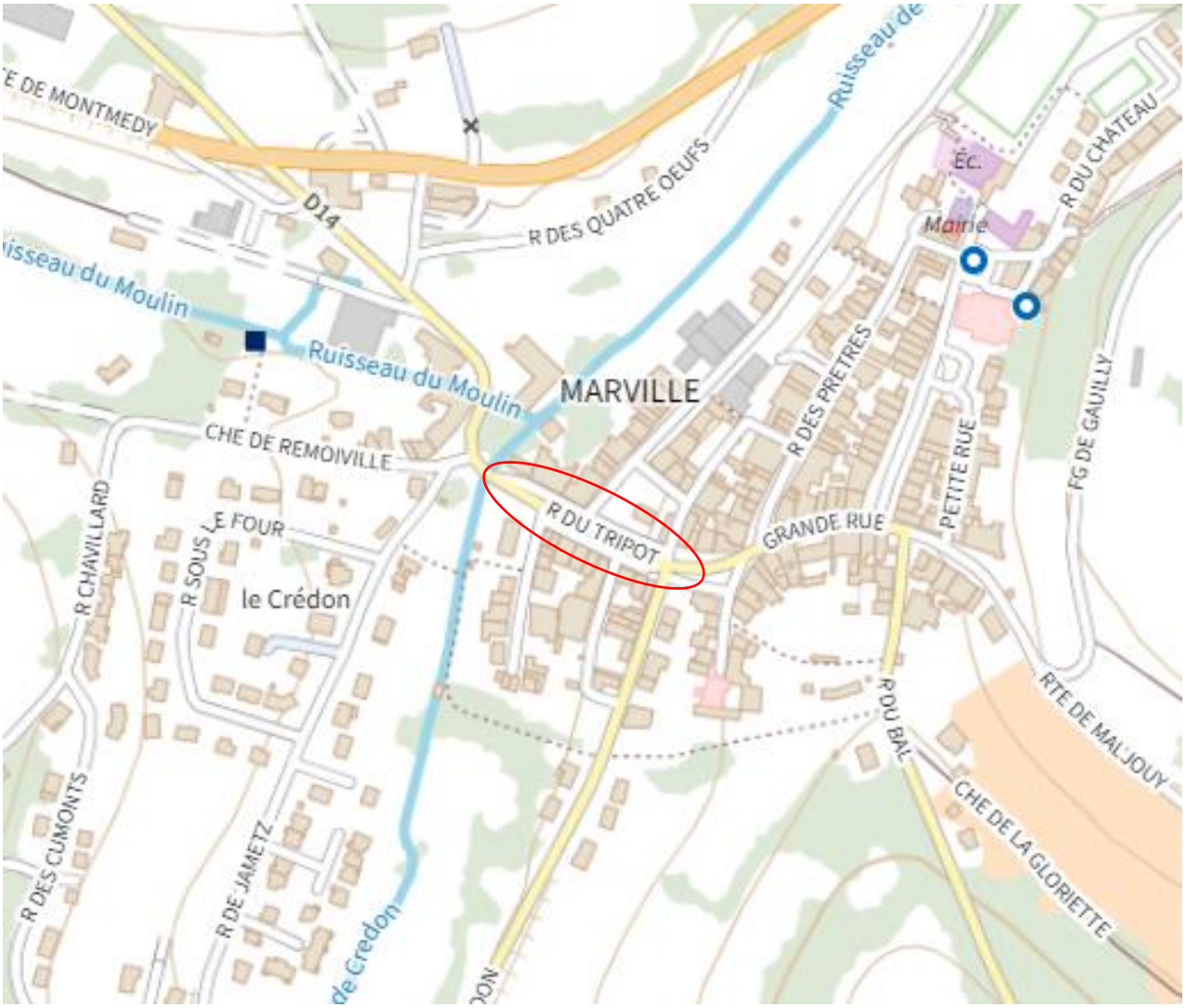
ARTICLE 14 – APPLICATION

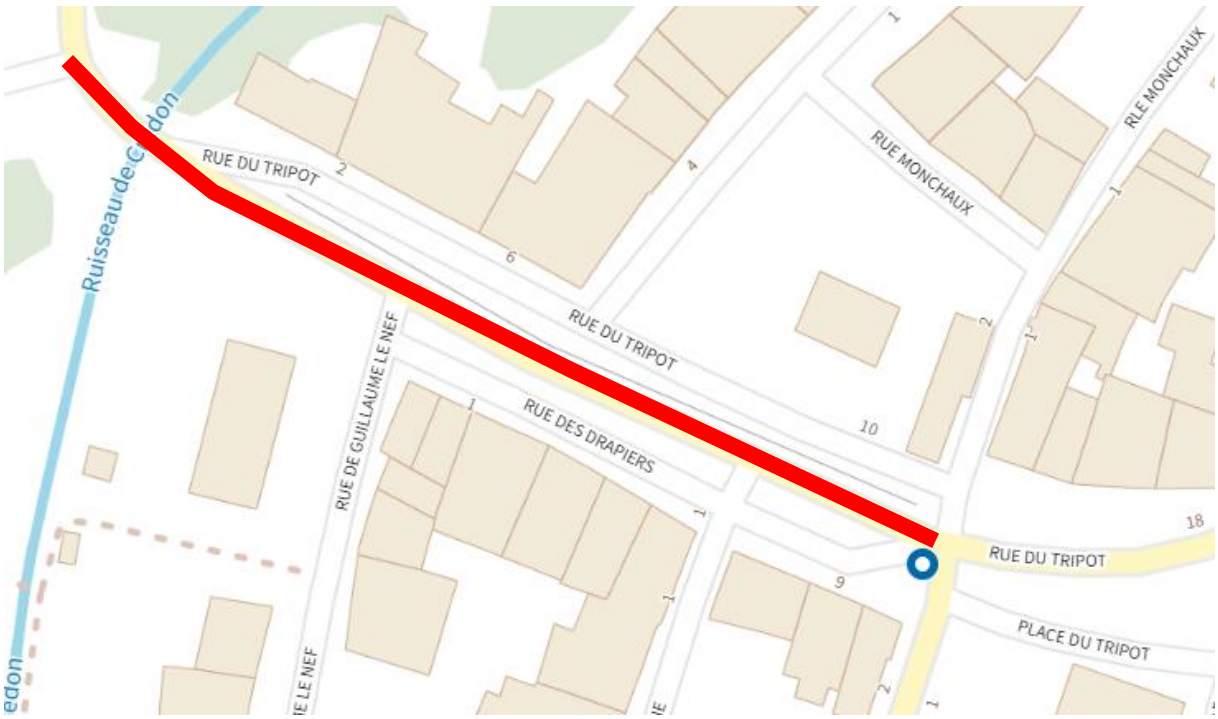
La présente convention prendra effet à compter de la date de signature par les deux parties.

A MARVILLE, le	A BAR-LE-DUC, le
Le Maire	Le Président du Conseil départemental

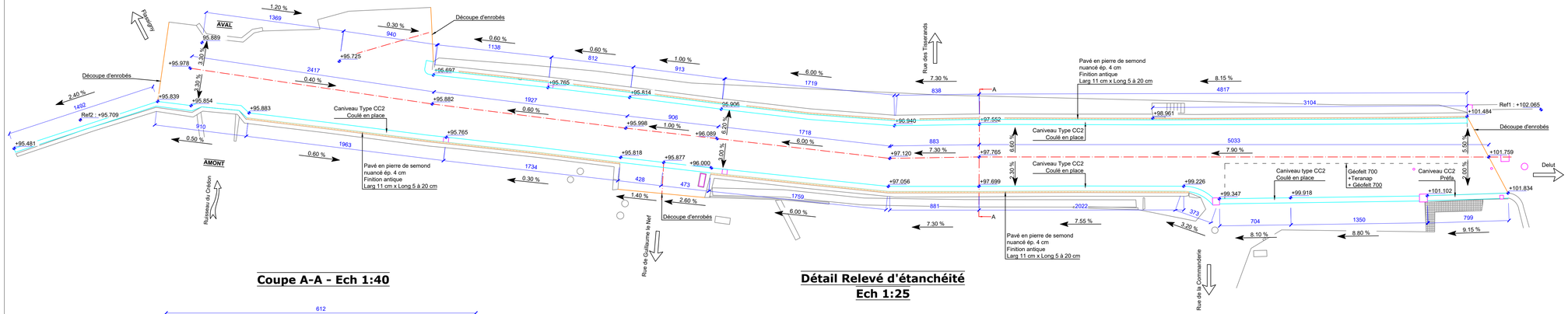
PLAN DE SITUATION

Réfection étanchéité murs de Marville

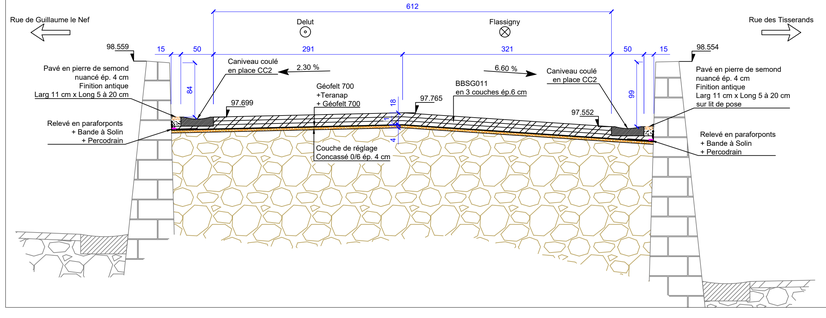




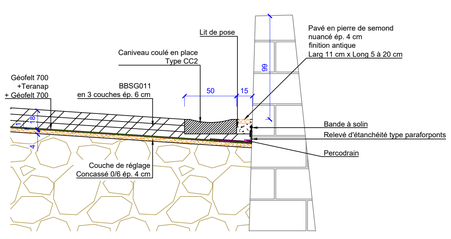
Vue en Plan - Ech. 1:200



Coupe A-A - Ech 1:40



Détail Relevé d'étanchéité
Ech 1:25



Maîtrise d'ouvrage

LE DÉPARTEMENT meuse

RD14
Murs de soutènement
Commune de Marville

Plan d'ensemble

Visa de Maîtrise d'Oeuvre le :

ENTREPRISE ÉMETTRICE

berthold

GENIE CIVIL - CONSTRUCTIONS METALLIQUES
OUVRAGES D'ART - BETON ARME ET PRECONTRAINT
55320 DIEUE SUR MEUSE tél: 03.29.87.60.70 fax: 03.29.87.73.45

Ind.	Date	Nature de la modification	Rédaction	Vérification	Approbation	Visa
G						
F						
E						
D						
C						
B						
A	15/05/2024	MàJ	M.DAUMAS	A.KARGOL	P.STOUFFLET	
0	29/03/2024	Première diffusion	M.DAUMAS	R.CHEIKH	P.STOUFFLET	

Émetteur	Référence chantier	Nature du doc.	N° de doc.	Phase	Ind.
B S A	32 24 450	P L A	0 0 2	E X E	A

Exploitation de la Route

PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE DE BAR-LE-DUC AUX TRAVAUX DE REFECTION DU PONT SUR L'ORNAIN EN TRAVERSEE D'AGGLOMERATION (RD 152) -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la participation financière de la Ville de Bar-le-Duc aux travaux de réfection du pont sur l'Ornain – RD 152 relative aux travaux d'ouvrage d'art en continuité sur le domaine public communal,

Madame Martine JOLY étant sortie à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Arrête la participation financière de la Ville de Bar-le-Duc au montant maximal de **41 760,06** € HT, le Département s'acquittant de la TVA ;

- Approuve le projet ci-annexé de convention relative aux travaux de réfection du pont permettant le franchissement de l'Ornain par la RD152 en agglomération de Bar-le-Duc, désignant le Département de la Meuse comme maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'ouvrage d'art ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à le signer, ainsi que l'ensemble des pièces s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

DIRECTION ROUTES ET AMENAGEMENT

Convention relative à des travaux d'ouvrage d'art pont sur l'Ornain, dit de la Gare, en agglomération de Bar-le-Duc sur la RD 152 entre les PR 0+100 et 0+150

Entre d'une part,

La Ville de Bar-le-Duc, représentée par Madame le Maire, dûment habilitée par la délibération du Conseil municipal en date du 26 septembre 2024

Et d'autre part,

Le Département, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente lors de sa séance du 28 novembre 2024

La présente convention, a pour objet :

- d'autoriser l'occupation du domaine public départemental ;
- de clarifier les modalités d'intervention, de financement et de responsabilité entre le Département et la Ville de Bar-le-Duc en matière de travaux réalisés par le Département sur le domaine public routier départemental ;
- de définir les responsabilités d'entretien de la voirie communale et départementale et de ses dépendances en agglomération.

Cette convention de réalisation, de financement et d'entretien s'applique sur l'ensemble des aménagements qui découlent de cette décision.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – TRAVAUX PROJETES PAR LA VILLE

Dans le cadre des travaux de réfection du pont sur l'Ornain, dit de la Gare, sur la RD 152 (rue du Général de Gaulle) réalisés par le Département en agglomération de Bar-le-Duc, entre les PR 0+100 et 0+150, il est apparu nécessaire pour des raisons esthétiques et techniques de mutualiser ces travaux avec ceux de la Ville de Bar-le-Duc, notamment la réfection des garde-corps et la continuité des trottoirs (accessibilité PMR) sur les voies communales adjacentes.

L'opération consiste en :

- Dépose des garde-corps, et traitement anti-corrosion et peinture en usine ;
- Décaissement de chaussée ;
- Réalisation d'une longrine-corniche sur la RD 152 et les voies communales adjacentes ;
- Renforcement des trottoirs ;
- Etanchéité et couche de roulement sur la RD 152 ;
- Raccordement des trottoirs et bordurage avec les voies communales adjacentes ;
- Réalisation d'une résine étanche et anti-dérapante sur les trottoirs du pont ;
- Repose des garde-corps.

Le montant de l'estimation prévisionnelle globale de l'opération s'élève à 258 920,47 € HT sur la base des conditions économiques du marché départemental n°2023-105. Il comprend également le coût de la reprise des garde-corps sur la voirie communale, objet de la convention (41 760,06 € HT), soit un total de 310 704,56 € TTC.

Le plan d'ensemble des travaux envisagés est donné en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 2 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE

Le Département de la Meuse assurera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des travaux d'ouvrage d'art (chaussée, garde-corps et trottoirs du pont, et des garde-corps sur la voirie communale) et associera la Ville de Bar-le-Duc à la réception du chantier.
Le Ville de Bar-le-Duc garde quant à elle la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour les travaux complémentaires à réaliser sur les trottoirs de la voirie communale
Les travaux seront réalisés par l'entreprise BERTHOLD SA et ses sous-traitants pour les travaux d'ouvrage d'art.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REALISATION DES OUVRAGES

3.1 Objet
Cette convention de réalisation et d'entretien s'applique sur l'ensemble des aménagements qui découlent de cette décision.

3.2 Conditions
Il a été convenu la répartition suivante entre les collectivités : le Département prend en charge l'ensemble des travaux d'ouvrage d'art, la Ville de Bar-le-Duc assure le financement des travaux nécessaires à la reprise des garde-corps hors de l'emprise du domaine public départemental.

3.3 Conditions techniques générales
Le projet doit respecter les prescriptions établies au marché départemental de travaux n° 2023-105.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Travaux d'investissement

Le Département s'engage à financer les travaux de voirie énoncés à l'article 1 sur la voirie départementale et communale selon l'estimation et les quantités prévisionnelles indiquées en annexe 2 basées sur le marché départemental n° 2023-105 pour un montant estimé de 258 920,47€ HT.

Travaux d'entretien

Au terme des délais de garantie stipulés à l'article 44 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux, le Département assurera l'entretien et la réfection de la chaussée de la route départementale et de l'ouvrage d'art au sens le plus strict en application du règlement de voirie adopté le 16 décembre 2022 par le Département de la Meuse.

En cas du renouvellement de la couche de roulement, le Département s'engage à prévenir la Ville de Bar-le-Duc avant le 31 décembre de l'année précédente.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA VILLE

Travaux d'investissement

La participation de la Commune de Marville pour les travaux suivants s'élève au montant maximal arrêté à **41 760,06 € HT** des travaux suivants, dans le cadre des prestations du marché départemental n° 2023-105, pour assurer la continuité des garde-corps de l'ouvrage sur la voirie communale :

- Réhausse des longrines sur 45 ml ;
- Dépose, traitement et repose des garde-corps existant sur 45 ml.

La Ville de Bar-le-Duc assure en son nom propre le financement de tous travaux nécessaires sur les trottoirs de la voire communale au droit de ces longrines et garde-corps.

Travaux d'entretien

La Ville de Bar-le-Duc assurera ensuite l'entretien de l'ensemble des prestations ci-dessus, à l'exception de la chaussée au sens le plus strict, et respectera les conditions de réalisation des ouvrages décrites à l'article 3.

La Ville de Bar-le-Duc est autorisée à fleurir le pont de la Gare par des dispositifs non-intrusifs sur les garde-corps de l'ouvrage, et aura à sa charge tout dommage causé à l'ouvrage (reprise des peintures des garde-corps, …).

ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DE LA VILLE

Participation au financement :
La participation financière de la Ville de Bar-le-Duc, qui résulte du programme défini ci-avant, est arrêtée au **montant maximal de 41 760,06 € H.T**. Le Département s'acquittera de la T.V.A correspondante.
L'évaluation de cette participation est fondée sur la base du marché départemental correspondant.

La Ville de Bar-le-Duc s'acquittera de son engagement financier, par versement au Département de la Meuse de ce montant, après obtention du constat contradictoire de réalisation des travaux et sur présentation des justificatifs correspondants.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

Sur la voirie communale, la Ville de Bar-le-Duc sera seule responsable de tous les dommages causés aux biens ou aux personnes du fait du mauvais état d'un des éléments évoqués aux articles 1 et 4.

La Ville de Bar-le-Duc prend acte qu'après expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception d'une mise en demeure, les carences d'entretien pourront être palliées par une exécution d'office aux frais de la Ville de Bar-le-Duc, suivant la procédure citée aux articles L 116-3 et L 116-4 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 8 – CESSION

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la Ville de Bar-le-Duc ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

ARTICLE 9 – RECOLEMENT

Dès lors que les travaux seront réalisés en totalité, la Ville de Bar-le-Duc et l'A.D.A. de Bar-le-Duc procéderont au récolement de l'ouvrage. Un plan de récolement sera transmis par l'A.D.A. de Bar-le-Duc à la Ville de Bar-le-Duc.

ARTICLE 10 – RESILIATION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties aux présentes, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.
Dans l'hypothèse d'une résiliation, la Ville de Bar-le-Duc aura à sa charge les frais de remise à l'état initial du domaine public routier départemental.

ARTICLE 11 – DISPOSITION PARTICULIERE

La Ville de Bar-le-Duc ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du Département de la Meuse pour les dommages causés à sa jouissance par le fait de la circulation routière, de l'entretien ou, d'une manière générale, de l'exploitation de la route départementale et de la voirie communale.

ARTICLE 12 – CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 13 – DUREE DE VALIDITE

La durée de validité de cette convention est liée à l'existence de l'ouvrage réalisé.

ARTICLE 14 – APPLICATION

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature par les deux parties.

A BAR-LE-DUC, le	A BAR-LE-DUC, le
Le Maire	Le Président du Conseil départemental

Plan de situation *(@Google) : https://maps.app.goo.gl/bJUBT4sDtfCMhnxf7*

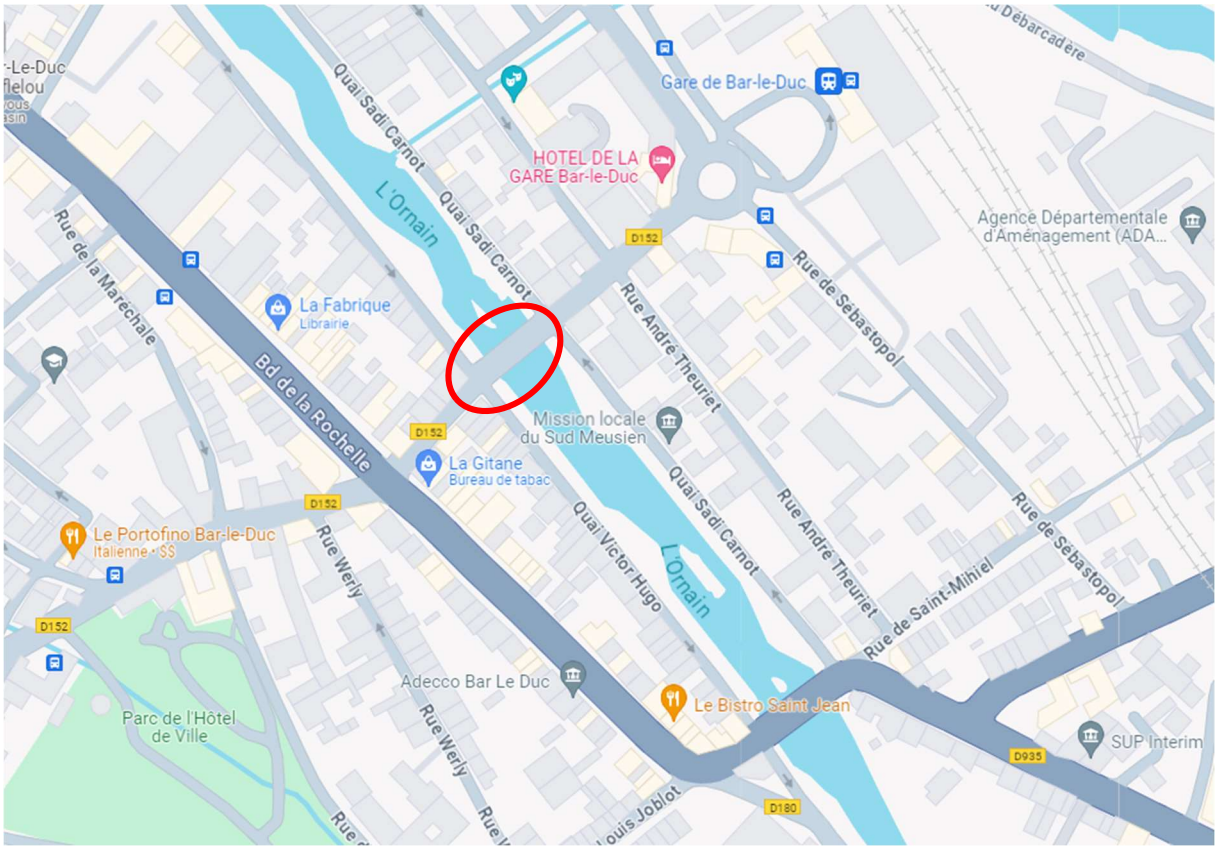


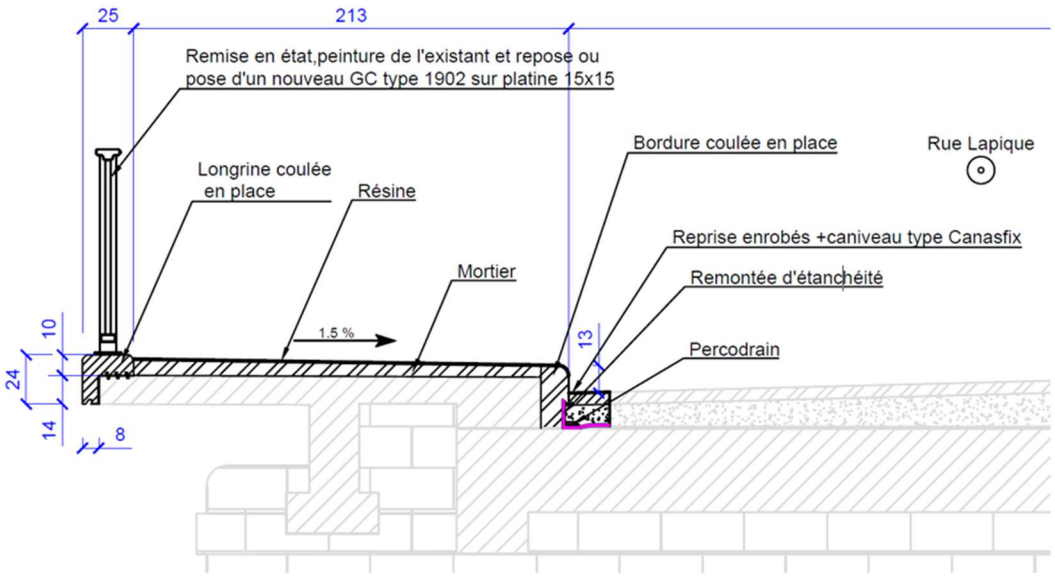
Photo avant travaux : *@DépartementMeuse/DRA/SCQRR*





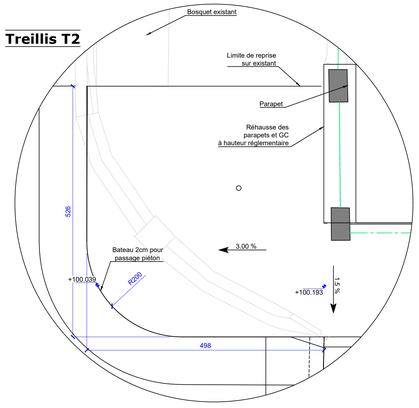


Projet de renforcement des trottoirs :

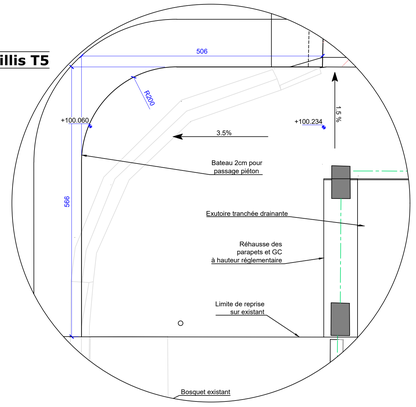


***PS** : c'est la solution de remise en état des garde-corps qui a été retenue.*

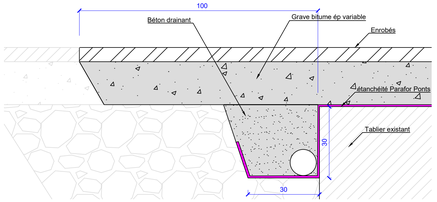
Vue en Plan détail aval coté rue Lapique - Ech. 1:50



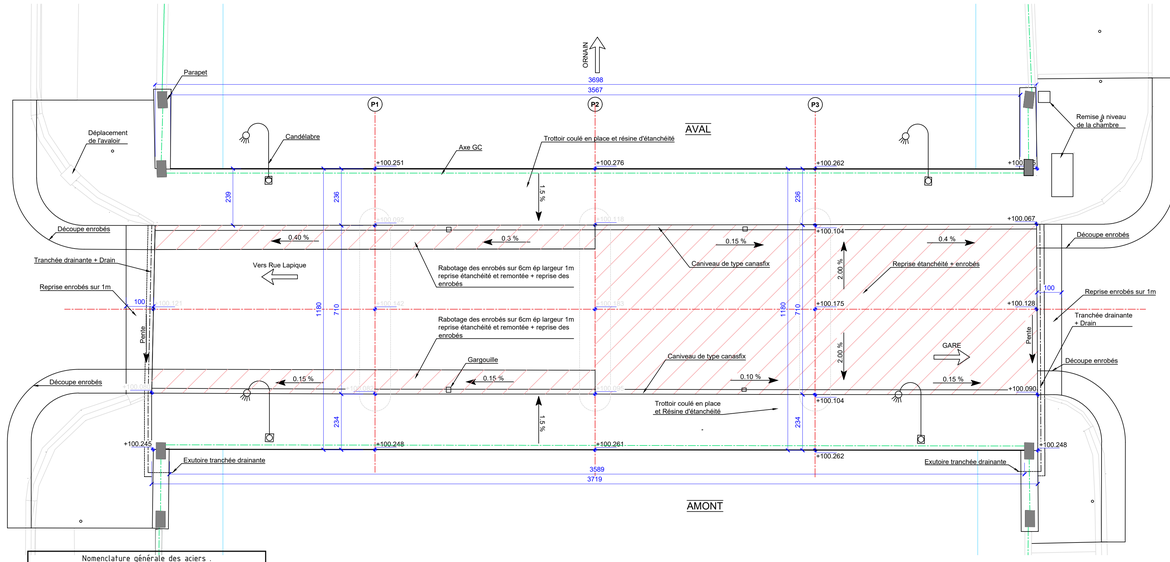
Vue en Plan détail amont coté rue Lapique - Ech. 1:50



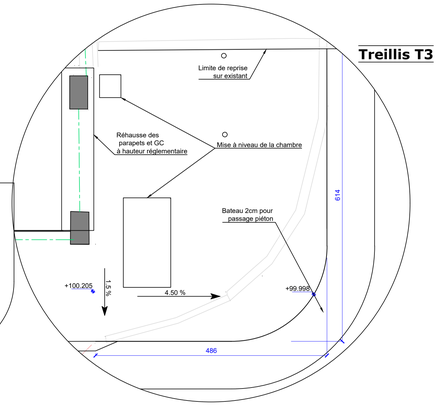
Principe tranchée drainante - Ech. 1:10



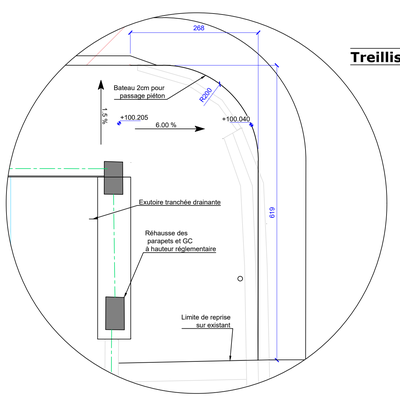
Vue en Plan - Ech. 1:100



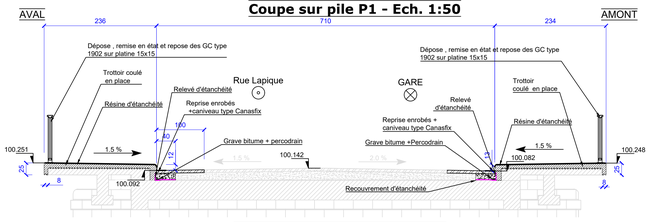
Vue en Plan détail aval coté Gare - Ech. 1:50



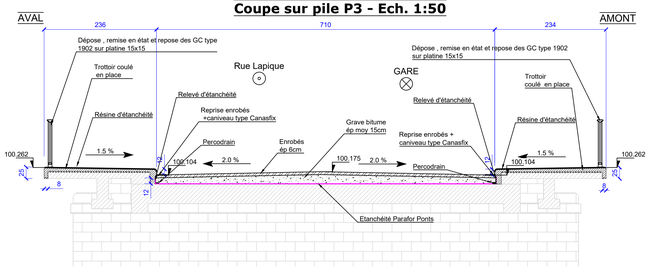
Vue en Plan détail amont coté Gare - Ech. 1:50



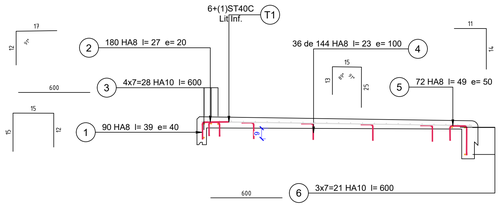
Coupe sur pile P1 - Ech. 1:50



Coupe sur pile P3 - Ech. 1:50



Coupe ferraillage - Ech. 1:20



Nomenclature générale des aciers :

N°	Diamètre	Nombre : Par forme	Eléments	Total	Esp	Long. Unitaire	Façonnage	Long. TOTALE
1	HA8	90	2	180	40	39		7020
2	HA8	180	2	360	20	27		9720
3	HA10	28	2	56		600		33600
4	HA8	144	2	288	100	23		6624
5	HA8	72	2	144	50	49		7056
6	HA10	21	2	42		600		25200

* : Longueur moyenne — Diamètre moyen : 9.4

RECAPITULATIF DES ACIERS

DIAMETRE	HA8	HA8	HA10	HA10	HA14	HA16	HA20	HA25	HA32	HA40	HA..	Dmoy (mm)
MASSE (kg/ml)	0.222	0.395	0.617	0.888	1.208	1.578	2.466	3.854	6.313	9.864	-	9.37
LONG. (m)	-	354.2	148	-	-	-	-	-	-	-	-	TOTAL (kg)
MASSE (kg)	-	139.9	91.4	-	-	-	-	-	-	-	-	483

Diamètre moyen : 9.4 mm — Masse posée : 483 kg

Nomenclature générale de treillis :

N°	Panneau	Nombre : Par forme	Total	Recouvrement : Long.	Long.	Dimensions	Long. TOTALE
T1	ST40C	1	2	2		40	6 x 240x600 1 x 240x360	1078.8
T2	PAF10	1	1	1	31	25	2 x 240x420 1 x 160x420 1 x 240x392	55.4
T3	PAF10	1	1	1	53	25	3 x 240x420 1 x 240x344	69.7
T4	PAF10	1	1	1	48	25	1 x 240x313 2 x 240x287	37.0
T5	PAF10	1	1	1	26	25	2 x 240x420 1 x 160x420 1 x 240x384	619

Masse posée : 1303 kg

RECAPITULATIF TREILLIS :

Panneau	Nombre	Dimensions	Masse (kg)
PAF10	14	420x240	283.9
ST40C	14	600x240	1217.7

Masse totale : 1501.6

NOTA GENERAL

GENERALITES :

- Biais de l'ouvrage : **100,0 grades**

BETON :

- Selon la norme NF EN 206-1

Partie d'ouvrage	Classe de résistance (Mpa)	Classe d'exposition	Wk Ouverture de fissure maximale (mm)	Cnom Enrobage (mm)	Recouvrement
Trottoirs	C35/45	XC4 - XF4 - XD3	0,2	50	50 * Ø

COFFRAGE :

- Toutes les arêtes sont chanfreinées à 45 °
- Traitement des parties coffrées :

SCELLEMENT :

- SCELL-IT XPRO ou similaire

SYSTEMES DE REFERENCES :

- Altimétrie : IGN 69 (NGF normal)
- Planimétrie : NTF-LAMBERT ZONE I

Maîtrise d'ouvrage — Maîtrise d'oeuvre

LE DÉPARTEMENT meuse

D152
Pont de la Gare sur l'Ornain
Commune de BAR LE DUC

Plan d'ensemble

Visa de Maîtrise d'Oeuvre le :

ENTREPRISE ÉMETTRICE

berthold
GENIE CIVIL - CONSTRUCTIONS METALLIQUES
OUVRAGES D'ART - BETON ARME ET PRECONTRAINT
55320 DIEUE SUR MEUSE tél: 03.29.87.60.70 fax: 03.29.87.73.45

Ind.	Date	Nature de la modification	Rédaction	Vérification	Approbation	Visa
G						
F						
E						
D						
C						
B						
A						
0	10/06/2024	Première diffusion	J.SAINTIGNON	J.HARBONVILLE	P.STOUFFLET	

Émetteur	Référence chantier	Nature du doc.	N° de doc.	Phase	Ind.
B S A	32 24 450	P L A	0 0 2	E X E	0

COLLEGES PRIVES : DETERMINATION DU FORFAIT ELEVES POUR LA DOTATION DE FONCTIONNEMENT MATERIEL 2024-2025 ET LE REAJUSTEMENT DE L'ANNEE 2023-2024 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à déterminer la contribution forfaitaire par élève, accordée dans le cadre de la dotation de fonctionnement matériel aux cinq collèges privés du Département cités ci-dessous, pour l'année scolaire 2024/2025 et à réajuster la contribution forfaitaire pour l'année 2023/2024,

Après en avoir délibéré,

- Autorise la régularisation à hauteur de – 72 694,80 € du montant forfaitaire matériel pour l'année 2023/2024 par déduction faite dans le calcul de la contribution forfaitaire matériel 2024-2025 ;

- Arrête la contribution par élève représentant le forfait matériel à 529,17 € pour l'année scolaire 2024/2025, pour les collèges privés meusiens :

  - La Croix de Bar le Duc,
  - Jeanne d'Arc de Commercy,
  - Bienheureux Pierre de Luxembourg de Ligny en Barrois,
  - Sainte Anne de Verdun,
  - Et Saint Jean de Glorieux de Verdun.

- Autorise le versement des forfaits aux collèges privés en fonction des effectifs, trimestriellement et à terme échu, conformément à l'article 6 du décret N° 61-246 du 15 mars 1961. Les versements seront réalisés à l'arrondi supérieur conformément au règlement budgétaire et financier du Département du 06 juillet 2023.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Collèges

COLLEGES PUBLICS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR L'ACHAT DE FOURNITURES DESTINEES A LA REALISATION DE PETITS TRAVAUX DE MAINTENANCE PAR LES AGENTS DES COLLEGES - PARTIE 1 SUR 2 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à l'attribution de subventions aux collèges publics départementaux pour l'achat de fournitures destinées à la réalisation de petits travaux de maintenance par les agents techniques territoriaux dans le cadre de la convention de fonctionnement annuelle des établissements,

Mesdames Isabelle PERIN, Dominique AARNINK GEMINEL et Isabelle JOCHYMSKI et Messieurs Jérôme STEIN et Pierre-Emmanuel FOCKS étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Retient les opérations suivantes et attribue aux collèges les subventions plafonnées correspondantes, pour les acquisitions réalisées dans ce cadre depuis le 1er janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024 :

Collèges	Projets	Fonctionnement Coût des fournitures € TTC	Investissement Coût des fournitures € TTC
Louise Michel ETAIN	Rénovation des marquages au sol et des lettres (cour et parking des enseignants)	**3 652,84 €**	
Robert AUBRY LIGNY EN BAROIS	Réparation de mur suite à une fuite (bâtiment C, 2ème étage)	**209,12 €**	
Jean d'Allamont MONTMEDY	Changement des serrures des portails côté cour (mise en conformité à la suite du passage de la Commission de sécurité) et remplacement de barillet cassé	**482,64 €**	
	Réfection du caniveau perpendiculaire (salle de restauration)	**262,10 €**	
Jean Moulin REVIGNY SUR ORNAIN	Remplacement de cartouches de robinets (service restauration)	**200 €**	
	TOTAUX	**4 806,70 €**	**0,00 €**

Les subventions proposées seront versées sur présentation de factures acquittées sur l'exercice budgétaire 2024 et ce, dans la limite des enveloppes individuelles votées, étant précisé que, par dérogation à la règle de l'arrondi de la subvention du Règlement Budgétaire et Financier, les modalités de calcul sont les suivantes : subvention plafonnée à 100% de la dépense réalisée TTC.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés (Marie-Astrid STRAUSS n'a pas pris part au vote).

Collèges

COLLEGES PUBLICS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR L'ACHAT DE FOURNITURES DESTINEES A LA REALISATION DE PETITS TRAVAUX DE MAINTENANCE PAR LES AGENTS DES COLLEGES - PARTIE 2 SUR 2 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à l'attribution de subventions aux collèges publics départementaux pour l'achat de fournitures destinées à la réalisation de petits travaux de maintenance par les agents techniques territoriaux dans le cadre de la convention de fonctionnement annuelle des établissements,

Mesdames Isabelle JOCHYMSKI, Sylvie ROCHON et Marie-Christine TONNER et Messieurs Sylvain DENOYELLE et Gérald LEROUX étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Retient les opérations suivantes et attribue aux collèges les subventions plafonnées correspondantes, pour les acquisitions réalisées dans ce cadre depuis le 1er janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024 :

Collèges	Projets	Fonctionnement Coût des fournitures € TTC	Investissement Coût des fournitures € TTC
Les Avrils SAINT MIHIEL	Fournitures pour la réparation d'un chauffe-eau (local ménage restauration)	**259,10 €**	
Emilie du Châtelet VAUBECOURT	Remplacement d'un chauffe-eau (local agents)	**386,24 €**	
Les Cuvelles VAUCOULEURS	Rénovation de mur (salle de restauration) Remplacement des ferme-portes des portes coupe-feu (toilettes, CDI et sortie restauration)	**1 623,88 €**	
	TOTAUX	**2 269,22 €**	**0,00 €**

Les subventions proposées seront versées sur présentation de factures acquittées sur l'exercice budgétaire 2024 et ce, dans la limite des enveloppes individuelles votées, étant précisé que, par dérogation à la règle de l'arrondi de la subvention du Règlement Budgétaire et Financier, les modalités de calcul sont les suivantes : subvention plafonnée à 100% de la dépense réalisée TTC.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Service Social Départemental

SOUTIEN AUX STRUCTURES ACCOMPAGNANT LES PERSONNES VULNERABLES : CENTRE D'INFORMATION DU DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen visant à allouer une subvention au Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles 55, au titre de l'exercice 2024, pour la mise en œuvre de ses activités en matière d'accompagnement des femmes victimes de violences et de leur accompagnement vers l'emploi,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'accorder au CIDFF une subvention forfaitaire d'un montant de 22 500 € après retour de la convention dûment signée sur les crédits 2024 et donnant lieu à la transmission au Département d'un bilan d'activités quantitatif et qualitatif ainsi que d'un bilan financier, au plus tard pour le 30 avril 2025, et ventilée de la façon suivante :

  - 9 000 € en faveur de l'accompagnement des femmes victimes de violences, de la coordination et du développement de moyens dédiés en matière de prévention et de protection ;

  - 13 500 € visant l'accompagnement individualisé d'un minimum de 80 femmes vers l'emploi ;

- D'autoriser la signature par le Président du Conseil Départemental de la Convention Annuelle d'Objectifs 2024 annexée au présent rapport ;

- D'autoriser la signature par le Président du Conseil départemental de tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2024

Entre **Le Département de la Meuse**, représenté par **M. Jérôme DUMONT**, Président du Conseil départemental,

Et **Le C.I.D.F.F. Meuse,** représenté par **Mme Sandrine PENNESI,** Présidente,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu la délibération du Conseil Général de juillet 2017 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017 – 2021, prorogé jusqu'au 31 décembre 2024,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 28 novembre 2024, fixant la subvention accordée au C.I.D.F.F. visant à contribuer à l'accompagnement individualisé des femmes victimes de violences, à leur accompagnement vers l'emploi et autorisant le Président du Conseil départemental à signer la convention de financement afférente.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Acteur de la lutte contre toutes les exclusions, le Conseil départemental souhaite construire ses politiques d'action sociale par le développement de projets concourant à cet objectif, et s'appuie notamment sur des partenaires locaux porteurs d'initiatives en leur apportant un soutien financier.

Ainsi, la présente convention définit la nature des actions retenues par le Département et les modalités du soutien accordé.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS POURSUIVIS ET RESULTATS ATTENDUS

Le CIDFF de la Meuse exerce une mission d'intérêt général confiée par l'Etat dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ses domaines d'intervention sont pluriels et complémentaires : accès au droit, lutte contre les violences sexistes, accompagnement des victimes, soutien à la vie familiale et à la parentalité, à l'emploi et la création d'entreprise ; à la santé et la citoyenneté.
L'approche systémique déployée permet de répondre à la complexité des situations vécues par les personnes qui sollicitent le CIDFF, et de les accompagner tout au long de leur parcours, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la politique de prévention et de protection d'un public fragilisé.

Pour l'année 2024, le CIDFF :

- accueillera et accompagnera les femmes victimes de violences, assurera la coordination et le développement de moyens dédiés en matière de prévention et de protection,
- accompagnera vers l'emploi, de façon individualisée, au minimum 80 femmes, dont 30 % de bénéficiaires du RSA.
  Celles-ci seront orientées vers le CIDFF par les différents partenaires dont les travailleurs sociaux et France Travail, ou connues antérieurement du CIDFF et accompagnées dans le cadre de la poursuite de leur parcours.

Moyens mis en œuvre par le CIDFF :

- Moyens humains : pour mener à bien cette action, le CIDFF mobilise les membres de son équipe, et notamment les référentes du Pôle violences faites aux femmes et la conseillère emploi,
- Moyens matériels : outils pédagogiques du CIDFF, ordinateur, connexion internet, fiches navette.

Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs d'évaluation pour chacun des axes :

- Nombre de personnes accompagnées sur chacun des axes et origines de l'orientation,
- Nombre de femmes accompagnées vers l'emploi dont :
  - Nombre de bénéficiaires du RSA
  - Nombre de femmes en suivi délégué Pôle Emploi
- Moyenne du nombre d'entretiens effectués selon l'axe de travail,
- Bilan de fin d'accompagnement :
  - Actions accomplies / prestations mobilisées en cours d'accompagnement,
  - Nature des freins levés au cours de l'accompagnement,
  - Résultats obtenus,
  - Identification des partenaires mobilisés dans le cadre du parcours,
  - Relais mis en place à l'issue de l'accompagnement le cas échéant,
- Auto-évaluation des personnes quant à la plus-value ressentie et à leur parcours.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT :

- Le Département alloue au C.I.D.F.F., dans le cadre de son soutien aux initiatives contribuant à la lutte contre les violences faites aux femmes, ainsi qu'à l'accès à l'emploi des femmes, une subvention d'un montant de 22 500€, ventilée comme suit :

- 13 500€ visant l'accompagnement individualisé d'un minimum de 80 femmes vers l'emploi,
- 9 000€ en faveur de l'accompagnement des femmes victimes de violences, de la coordination et du développement de moyens dédiés en matière de prévention et de protection.

La subvention sera allouée en totalité après réception par le Département de la convention signée.

S'il s'avère que le CIDFF n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs définis à l'article 2, le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'année concernée, totalement ou au prorata des actions réalisées.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour les dépenses engagées par le C.I.D.F.F Meuse pour la mise en œuvre des objectifs définis à l'article 2 sur la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 et prendra fin le 30 septembre 2025 pour le contrôle et l'évaluation de celle-ci.

ARTICLE 5 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

La démarche de suivi et d'évaluation comprend, au minimum :

- L'organisation par le CIDFF au minimum d'un comité de pilotage et de suivi annuel. Cette rencontre permet d'effectuer un bilan des actions conduites et, le cas échéant, d'apporter les ajustements nécessaires pour répondre au mieux aux besoins exprimés,
- la réponse du CIDFF à toute interpellation émanant de la Direction Prévention et Accompagnement pour exposer un projet, répondre à des questions ou traiter d'un problème spécifique,
- L'instruction par le Département d'un bilan d'activités quantitatif et qualitatif ainsi que d'un bilan financier (modèle Cerfa n° 15059*01) transmis par l'association **au plus tard le 30 avril 2025.**

La Direction Prévention et Accompagnement – Service Social Départemental se tient à disposition pour tout conseil, information ou échanges utiles à l'exercice des missions.

ARTICLE 6 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne transmettrait pas les documents, ne réaliserait pas les actions mentionnées à l'article 2 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de l'Association signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

Fait à Bar le Duc, le

La Présidente du C.I.D.F.F. Meuse,

Sandrine PENNESI

Le Président du Conseil départemental

Jérôme DUMONT

Emploi et Insertion

SOUTIEN A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE REGIONALE DE L'ESS (CRESS) -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au soutien de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire au titre de l'exercice 2024,

Après en avoir délibéré,

- Décide d'accorder une subvention forfaitaire de fonctionnement de 2 500 € au titre des crédits d'insertion 2024 à la CRESS Grand Est pour la mise en œuvre des actions de promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) sur le territoire meusien pour 2024, versée dans son intégralité à la signature de la convention jointe en annexe ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la convention de partenariat 2024 entre le Département de la Meuse et la CRESS Grand Est pour mener à bien les actions de promotion de l'ESS ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer ces documents, ainsi que toutes pièces utiles à la mise en œuvre de cette délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département de la Meuse, situé Hôtel du Département - Place Pierre François GOSSIN - CS50514 – 55012 BAR-LE-DUC, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental,

d'une part,

et :

la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est, représentée par sa Présidente, Madame Emmanuelle BEYER, dont le siège social est situé au 08 rue Adèle Riton à Strasbourg (67000), désignée sous le terme « la CRESS Grand Est »,

d'autre part,

Vu la loi n°2008-1249 du 01er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu la délibération du Conseil départemental du 13 juillet 2017 approuvant le Programme départemental d'insertion et le Pacte Territorial pour l'insertion 2017 – 2021, prorogé au 31 décembre 2024,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 28 novembre 2024,

PREAMBULE

La loi sur l'économie sociale et solidaire (ESS) du 31 juillet 2014 définit l'ESS comme un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices,

- Une gouvernance démocratique définie et organisée par les statuts,
- Une gestion conforme à certains principes (dont la lucrativité limitée).

L'ESS est un secteur important pour le développement des territoires, par son rôle innovant dans l'émergence de nouvelles activités (de production, de transformation, de distribution et d'échange) et de maintien d'une offre de biens et de services, notamment dans les zones rurales.

Elle rassemble les associations, les coopératives, les mutuelles, les fondations, les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) et les sociétés commerciales respectant plusieurs conditions (recherche d'utilité sociale, limitation des écarts de salaire…).

Dans chaque région, les Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) assurent la promotion et le développement de l'ESS.

Sur notre territoire et ce, depuis 2013, le Département de la Meuse a tissé un partenariat avec la CRESS Lorraine pour promouvoir et faire connaître les structures de l'ESS meusiennes et poursuit désormais ses actions avec la CRESS Grand Est, dont la fusion est intervenue en 2018.

Le Département reconnait ainsi les structures de l'ESS comme acteurs contribuant à l'insertion, tant par le développement d'emplois de proximité, non délocalisables, que par le déploiement de leurs offres de services. Le Programme Départemental d'Insertion 2017-2021, prorogé au 31 décembre 2024, intègre d'ailleurs les enjeux de l'ESS, notamment dans le partenariat avec l'insertion par l'activité économique, l'éducation populaire et les services à la personne.

Dans ce contexte, le Département de la Meuse et la CRESS Grand Est affirment leur volonté commune d'assurer la connaissance, la promotion et le développement de l'Economie Sociale et Solidaire sur le territoire meusien, par le biais du présent conventionnement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les relations et les modalités de partenariat entre le Département de la Meuse et la CRESS Grand Est pour l'année 2024.

Ce partenariat doit ainsi permettre de réaliser les objectifs partagés par les deux structures :

- Contribuer à une meilleure connaissance du secteur de l'ESS en Meuse afin de montrer qu'il participe au développement du territoire et permet à ses habitants de trouver des emplois.
- Renforcer le positionnement du Département de la Meuse vis-à-vis de ce secteur, en lien avec les différents intervenants.
- Assurer sa promotion par le biais d'actions de sensibilisation auprès des élus, des entreprises dites classiques et des publics, notamment des jeunes du territoire, sur la diversité de ses métiers et de ses activités.
- Soutenir les structures de l'ESS, notamment en lien avec la politique d'insertion.

Par ailleurs, la convention définit les engagements réciproques des deux partenaires et détermine les modalités de collaboration, d'information et d'échanges destinées à conforter les liens entre les deux institutions et à faciliter la mise en œuvre du projet défini.

Article 2 : Durée de la convention

La convention couvre la période du 01er janvier 2024 au 31 décembre 2024 pour la réalisation des actions, étendue au 30 juin 2025 pour son évaluation.

Article 3 : Présentation de la CRESS Grand Est

La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est, association relevant de la loi 1901, dont le siège se situe à Strasbourg, regroupe l'ensemble des réseaux de l'ESS du Grand Est, allant du secteur de la coopération bancaire, à l'éducation populaire en passant par l'action médico-sociale.

La CRESS regroupe 68 adhérents, 33 administrateurs et 10 membres du Bureau, répartis en 5 commissions :

- Commission Gestion et Finance
- Commission Territoires
- Commission Ressources Humaines
- Commission Projet Politique et Stratégique
- Commission Juridique Institutionnelle

Elle représente et accompagne les grandes familles de l'ESS qui sont regroupées en 7 statuts :

- Associations
- Coopératives
- Mutuelles
- Entreprises sociales / Insertion par l'Activité Economique
- Syndicats d'employeurs
- Spécificités Régionales (Eurométropole, etc.)
- Fondations

Elle a en charge les missions suivantes :
↳ Représentation auprès des pouvoirs publics des intérêts de l'ESS, avec la participation aux instances consultatives régionales et départementales, ainsi que la coordination et la structuration des réseaux de l'ESS.

↳ Appui à la création, au développement et au maintien des entreprises de l'ESS, en facilitant les rencontres entre entreprises de l'ESS, entreprises classiques et collectivités, en accompagnant les porteurs de projet et en développant des outils pour soutenir les structures (portail Achats Responsables www.achatsresponsablesenlorraines.com, ESSPRESSO (rendez-vous d'affaires territoriaux), organisation de formations, mise en réseau des entreprises (mutualisation et coopération).

↳ Appui à l'emploi, avec l'organisation d'Afterwork, Petit déjeuner Emploi ESS (rencontres entre jeunes et professionnels de l'ESS pour le recrutement et l'information sur les métiers) ou l'organisation d'un forum régional de l'emploi dans l'ESS.

↳ Contribution à la collecte, à l'exploitation et à la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'ESS, via la mise en place d'un Observatoire Régionale de l'ESS et la publication d'études.

↳ Promotion de l'ESS, avec la coordination régionale du Mois de l'ESS : rendez-vous annuel, national et régional, qui se déroule en novembre pour faire découvrir l'ESS auprès des professionnels et du grand public, rendre visible l'ensemble de notre économie par sa diversité et afficher une appartenance commune et par la sensibilisation à l'ESS, notamment en milieu scolaire (dispositif Made in ESS Grand Est)

La CRESS Grand Est constitue un partenaire du Département, associé à la mise en œuvre des orientations en termes de développement de l'économie sociale et solidaire, dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion.

Article 4 : Actions concernées par le partenariat et engagements de la CRESS Grand Est en 2024 :

- **Poursuite du développement de Club des Collectivités pour l'ESS en Grand Est** :

En partenariat avec le Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), la CRESS Grand Est a développé le premier Club des Collectivités pour l'ESS en région Grand Est. Ce club est ouvert aux Elus et techniciens de collectivité engagés dans le soutien et la promotion de l'ESS et permet de partager expérience et projets sur des problématiques partagées par tous et permet une interconnaissance des acteurs de l'ESS sur le périmètre de la Région.

- **La participation à la mise en place d'évènementiels pour promouvoir l'ESS en Meuse**

La CRESS Grand Est coordonne le Mois de l'Economie Sociale et Solidaire qui se déroule tous les ans au mois de novembre sur l'ensemble de la région et constitue une vitrine des initiatives des acteurs mettant en œuvre l'économie sociale et solidaire. Pour 2024, il est prévu un Rallye de l'ESS en le 5 décembre 2024 qui consiste à faire découvrir aux jeunes de l'E2C et de la Mission Locale du Sud meusien les métiers de l'ESS sur leur territoire.

Article 5 : Engagement du Département de la Meuse

Afin de mener à bien ces actions sur l'année 2024, le Département de la Meuse s'engage à accompagner la CRESS Grand Est en lui allouant une subvention fixée à **2500 euro**.

Article 6 : Modalités de versement de la subvention

Le versement de l'intégralité de la somme prévue sera effectué à la signature de la présente convention.

Article 7 : Suivi de la convention – Evaluation

La CRESS Grand Est tiendra périodiquement informé le Département de l'état d'avancement des actions définies dans la présente convention.

A l'issue de la convention et **au plus tard le 30 avril 2025**, l'exécution de la présente convention devra donner lieu à une évaluation des actions menées dans le cadre de cette convention par le biais d'un bilan qualitatif et quantitatif.

Article 8 : Communication

La CRESS Grand Est s'engage à mentionner sur l'ensemble des supports en lien avec la convention le soutien apporté par le Département de la Meuse. Elle devra en particulier faire clairement figurer la signalétique du Département sur ses supports de communication, en respectant la charte graphique du logotype.

La CRESS Grand Est s'engage à fournir au Département les supports de communication utilisés à l'occasion de ces actions.

Article 9 : Clauses résolutoires

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1 / En cas de dissolution de la structure signataire.
2 / En cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

Article 10 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires originaux dont un est remis à chaque signataire.

Fait à BAR-LE-DUC, le

La Présidente de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS)	Le Président du Conseil départemental de la Meuse,
Emmanuelle BEYER	Jérôme DUMONT

Emploi et Insertion

DEVELOPPEMENT DU LIEN ENTREPRISES - CONVENTION AVEC LA CCI MEUSE HAUTE-MARNE -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu la Loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2024, relative au Pacte local des solidarités de la Meuse et à la Convention départementale pour l'emploi et l'insertion dans le cadre de la réforme France Travail,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la convention d'objectifs et de moyens 2024/2025 entre le Département de la Meuse et la Chambre du Commerce et de l'Industrie Meuse Haute-Marne,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'individualiser 50 000 € sur l'AE 2024-4 (AE DEV LIEN ENTREPRISE), Programme PACTE, pour le soutien à la CCI Meuse Haute Marne relatif au conventionnement 2024/2025 ;

- D'octroyer une subvention à la CCI Meuse Haute Marne d'un montant global de 50 000 € qui sera versée selon les modalités décrites dans la convention ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention d'objectifs et de moyens 2024-2025 et sa feuille de route en annexe ainsi que toutes pièces utiles à la mise en œuvre de cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Convention d'objectifs et de moyens 2024/2025 entre le Département de la Meuse et la Chambre du Commerce et de l'Industrie Meuse Haute-Marne

---

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

Le Département de la Meuse, situé à l'Hôtel du Département - Place Pierre François GOSSIN - CS50514 – 55012 BAR-LE-DUC, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental, désigné ci-après par les termes « le Département »,

Et :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse Haute Marne, située 55 rue du Président CARNOT, 55100 – SAINT DIZIER, représentée par son Président, Monsieur Richard PAPAZOGLOU, ci-après désigné par les termes « la CCI Meuse Haute-Marne ».

Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 juin 2024, approuvant le Pacte local des solidarités de la Meuse 2024-2027 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du 17 octobre 2024 qui autorise le Président du Conseil départemental à signer cette présente convention.

Préambule :

Acteur de la lutte contre les exclusions et chef de file de l'insertion sociale et professionnelle, le Département de la Meuse poursuit des politiques ambitieuses en faveur des personnes précaires et éloignées de l'emploi.

Cette volonté est renforcée dans le cadre de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 et de l'expérimentation de l'accompagnement rénové des allocataires du RSA conduite sur le bassin nord du département de la Meuse.

Ainsi, dans une logique de mobiliser au mieux tous les leviers et acteurs de l'accès à l'emploi, une action consistant à « développer le lien entreprises et l'inclusion de tous les publics » a été prévue au sein du volet 3 de l'axe 2 du Pacte local des solidarités 2024-2027 signé le 12 juillet 2024.

La CCI Meuse Haute-Marne, qui a contribué aux travaux du diagnostic du Pacte des solidarités et qui porte depuis 2023 le club 55 « les entreprises s'engagent » s'est proposée pour contribuer à la mise en œuvre de cette ambition.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Dans le cadre de son activité liée au club 55 « les entreprises s'engagent », la CCI Meuse Haute – Marne aura pour rôle d'impulser une dynamique, une émulation auprès des entreprises afin de créer des liens avec les acteurs de l'insertion et de concourir à l'efficacité des politiques publiques de l'emploi poursuivies par le Département afin de répondre aux enjeux de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023.

Il s'agit d'impulser et d'accompagner la mise en œuvre d'engagements volontaires, innovants et concrets en faveur de l'inclusion et de l'insertion professionnelle. Ainsi, le développement de projets doit favoriser le rapprochement entre les entreprises et les allocataires du RSA, les publics salariés, de structures d'insertion par l'activité économique, des personnes en situation de handicap, des publics jeunes en insertion, …

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration et les engagements respectifs entre le Département de la Meuse et la CCI Meuse Haute-Marne qui assure le portage du club 55 « les entreprises s'engagent ».

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention couvre la période du 1er septembre 2024 au 31 décembre 2025 pour la réalisation des objectifs définis à l'article 3.

Article 3 : Engagements de la CCI Meuse Haute-Marne

Sur la période couverte par la convention, la CCI Meuse Haute-Marne s'engage à :

- Rendre opérants les objectifs poursuivis dans le cadre de la feuille de route annexée à cette convention et à mobiliser les moyens humains nécessaires à sa mise en œuvre.
- Répondre aux exigences d'évaluation tels que décrits à l'article 6.

Les communications réalisées sur les actions portées dans le cadre de la présente convention devront mentionner le Département et l'Etat comme partenaires.

Article 5 : Engagements du Département de la Meuse et modalités de paiement

La subvention d'un montant global de 50 000 € sera versée par le Département selon les modalités suivantes :

- 20 000 € dès la signature de la convention sur les crédits insertion 2024,

- 15 000 € sur les crédits insertion 2025 après analyse d'un bilan qualitatif et financier intermédiaire transmis au plus tard le 31 mars 2025 par la CCI Meuse Haute-Marne,

- 15 000 € sur les crédits insertion 2025 après analyse d'un bilan qualitatif et financier global de la convention transmis au plus tard le 31 décembre 2025 par la CCI Meuse Haute-Marne.

Les moyens financiers prévisionnés pour chaque action, tel que décrit dans la feuille de route en annexe, sont fongibles sous réserve de l'accord écrit du Département.

Article 6 : Suivi-Evaluation

La CCI Meuse Haute-Marne s'engage à apporter à l'Etat et au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation de la feuille de route en annexe, notamment pour les besoins d'évaluation du Pacte local des solidarités à l'origine des financements de la présente convention. A cet effet, Il est attendu la restitution des deux bilans suivants :

- Un bilan qualitatif et financier intermédiaire transmis au plus tard le 31 mars 2025 au Département.

- Un bilan qualitatif et financier global de la convention transmis au plus tard le 31 décembre 2025 au Département.

Des rencontres à minima mensuelles entre les parties prenantes devront être organisées afin de suivre la mise en œuvre de la convention.

S'il s'avère que la CCI Meuse Haute-Marne n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs définis à l'article 3, le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de la période concernée, totalement ou au prorata des actions réalisées.

Article 7 : Résiliation et caducité

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses du contrat ou si désengagement d'un ou plusieurs partenaires institutionnels initiateurs du dispositif.

La résiliation se fera par une mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé réception ou remise par un agent assermenté et non suivi d'effet. La résiliation à la demande de La CCI Meuse Haute-Marne ne pourra être effective qu'à l'expiration d'un délai de 1 mois après réception par le Département de la Meuse de la mise en demeure.

La résiliation de la convention sera automatique si la CCI Meuse Haute-Marne ne respecte pas les règles d'utilisation et de contrôle des subventions.

Par ailleurs, sous réserve du maintien par le GIP National « les entreprises s'engagent » de l'organisation générale de l'animation des clubs à l'échelle départementale, la présente convention serait immédiatement caduque si au cours de son exécution, la CCI Meuse Haute- Marne ne serait plus porteuse du club 55 « les entreprises s'engagent » rendant ainsi impossible la réalisation de la feuille de route. La subvention départementale allouée serait alors recalculée au prorata de la période couverte et les éventuels trop versés devraient être restitués.

Article 9 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à BAR-LE-DUC, le

Le Président du Conseil départemental de la Meuse	Le Président de la CCI Meuse Haute-Marne
Jérôme DUMONT	**Richard PAPAZOGLOU**

Annexe : Feuille de route prévisionnelle 2024/2025

Nom de l'action	Objectifs	Description	Livrables /indicateurs de réussite/ objectifs chiffrés pour la période	Budget (€, HT)	Planification prévisionnelle
Connexions Acculturation des entreprises aux outils dispositifs déployées par le CD	Favoriser les rencontres et la compréhension des enjeux de chacun Identifier et promouvoir les outils au service de l'emploi présents sur le département Renforcer la posture d'interlocuteur direct emploi du département Valoriser les bonnes pratiques en identifiant les success stories engageantes & inspirantes Mettre en relation et engager des projets immersions métier/ formations/ emploi	Valoriser les bonnes pratiques / Mettre en commun les moyens pour gagner en cohérence et réaliser des économies d'échelle Communiquer et relayer par les moyens et les canaux les plus pertinents les parcours réussis Professionnaliser les entreprises et les accompagner sur le déploiement de leur politique RSE, notamment sur le volet insertion Créer des espaces d'échange et de coopération pour que les entreprises du territoire présentent leurs activités et leurs enjeux aux interlocuteurs France Travail et aux équipes d'accompagnement du CD 55	Rencontres thématiques réalisées / 4 Visites d'entreprises organisées / 5 Communication : 6 posts / articles / capsules publié	900	Démarrage semestre 2 2024 2025
Transitions Développer la diversification des recrutements et créer des parcours d'intégration	Accompagner les entreprises dans le parcours d'accueil des publics accompagnés par le département Communiquer sur les actions	Contribuer à l'organisation d'actions facilitant l'emploi de certaines catégories de candidats, sous l'angle connexion aux Entreprises/ Commerces/ Services dans les effectifs de bénéficiaires suivis par le département (ex : Publics jeunes Infra Bac, femmes et jeunes femmes, mineurs non accompagnés...). Les priorités d'actions seront	Rencontres thématiques réalisées / actions réalisées ou coorganisées : 3 Avant-projet chiffré de parcours « outillé » à disposition des entreprises / 1 Expérimentations proposées : 1 Communication : 4 posts / articles / capsules publiés	14 625	Démarrage Sem 2 2024 2025

		alignées avec la politique départementale En lien avec les acteurs France Travail et les financeurs de la formation, promouvoir la mise en place de stages et immersions progressives, à vocation de recrutement, notamment à l'attention de personnes fragiles et/ou éloignées de l'emploi. La promotion et l'usage du dispositif Immersion Facilitée est attendu dans la réalisation de l'action Sécuriser le parcours des stagiaires, nouveaux salariés, en travaillant avec les entreprises sur la problématique de mobilité : Créer des synergies avec les forces en présence Mobilité solidaire, plateforme de covoiturage, garage solidaire, mobilité douce (Plateforme Roul'en Meuse) Proposer des expérimentations pour 2025 et au-delà / mettre en place des preuves de concept			
Sensibilisation Créa L'entreprenariat comme accélérateur de transition pro !	Sensibiliser les publics accompagnés par le département à la création d'entreprises Informer sur les dispositifs et accompagnements accessibles aux porteurs de projets en axant sur leur mise en œuvre concrète (qui ? comment ? où ? combien ? quand ?)	Des ateliers de sensibilisations à la création d'entreprises sont organisés Ils ont pour objectif d'informer et d'engager le cas échéant d'éventuels porteurs de projet dans une démarche d'accompagnement.	Ateliers de sensibilisation à la création / développement d'entreprise : 2 Communication : 2 posts / articles / capsules publiés Nb de bénéficiaires sensibilisés à déterminer avec le	925	2025

		D'un format court en groupe de 8 à 16 personnes, ils s'appuient sur des témoignages concrets et des interventions de professionnels CCI de l'accompagnement Ils s'adressent : -Au public en transition pro bénéficiaires du RSA -Aux créateurs d'entreprises déjà actifs qui aurait besoin d'un accompagnement sur la montée en puissance pour atteindre les équilibres financiers leur permettant de se détacher des aides types RSA - Aux chefs d'entreprises dont les situations économiques sont fortement compromises -A tout autre public identifié comme éligible par les services du CD55 Il est envisageable, dans un second temps, d'engager les bénéficiaires sensibilisés ou les créateurs déclarés dans un parcours d'accompagnement adapté (proposition complémentaire sur demande)	Département parmi les publics BRSA		
Interfacer et engager les entreprises	Interfacer les entreprises et les engager dans les ateliers / workshop dédiés à la déclinaison opérationnelle de l'accompagnement renforcé	Proposer des expérimentations innovantes (accueil, immersions, activités découvertes, missions courtes) Accompagner leur déploiement par la mise en place de preuves de concept Constituer un réseau d'entreprises ambassadrices	Participation aux comités mensuels sur 2024 Propositions d'actions concrètes & innovantes à décliner dans les entreprises : 4 Communication : 1 post / article / capsule publié par comité et/ou	4 650	Dès la création des comités

		Favoriser l'essaimage et le benchmark pour engager les entreprises	expérimentations menées		
Développement d'un réseau de Mentors Meusiens	Développer le parrainage et le mentorat (événement, formation du tutorat à la promotion de son métier, à l'accompagnement par les collaborateurs de entreprises, speed dating, "nos quartiers ont du talent ", convention de parrainage, réseau des mentors, actions portées par les Missions Locales)	Mettre en œuvre en partenariat avec NQT et les Missions Locales du département, le développement de communauté de Mentors à destination de jeunes ciblés. Le ciblage des publics bénéficiaires est assuré par NQT, France Travail et le Département ou les Missions locales. L'opération consiste à identifier un réseau de Mentors en cohérence avec le nb de jeunes bénéficiaires et assurer le lien avec les partenaires pour : La formation des Mentors (cadre, outils, moyen, méthodes...) La communication générale auprès des réseaux d'entreprises L'organisation de rencontre thématiques de promotion et de suivi du déroulement de l'actio	Rencontres thématiques réalisées (présentiel / webinaire / petit déjeuner…) : 3 Ateliers de mise en relations Mentors / Mentorés : 2 Communication : 4 posts / articles / capsules publiés	4 050	Démarrage Sem 2 2024
			Total action	**50 000**	

Jeunesse et Sports

FORMATION QUALIFIANTE AUX METIERS DE L'ANIMATION ET DU SPORT 2EME REPARTITION 2024 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation de formations qualifiantes du sport et de l'animation, dans le cadre des aides en faveur de la jeunesse au titre du Budget 2024.

Après en avoir délibéré,

- Accorde les subventions forfaitaires au titre de l'aide aux formations qualifiantes du sport et de l'animation pour un montant total de **1 750 €,** selon l'attribution ci-dessous :

    - Bénéficiaires justifiant de l'obtention du diplôme BAFA / BAFD (250 € / personne) :

- **M. S M** **55100 VERDUN**
- **Mme C L** **55100 VERDUN**
- **M. H L** **55190 MELIGNY LE GRAND**
- **Mme L M** **55230 SAINT PIERREVILLERS**
- **Mme E L** **55140 RIGNY LA SALLE**
- **Mme L L** **55160 BONZEE**
- **Mme M H** **55210 WOEL**

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Prévention Dépendance

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE (CFPPA MEUSE) : AUTRES ACTIONS DE PREVENTION - ANNEE 2024 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la l'octroi de subventions pour des actions de prévention sur le territoire du département dans le cadre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Mesdames Dominique AARNINK GEMINEL, Danielle COMBE, Arlette PALANSON, Isabelle PERIN, Sylvie ROCHON et Valérie WOITIER et Messieurs Jean-François LAMORLETTE et Stéphane PERRIN étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Décide d'attribuer les **27 subventions forfaitaires** au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie, pour un montant de **119 631 €** répartis selon le tableau en annexe n°2.

Ces subventions seront versées en totalité à compter de la notification de la présente décision.

En contrepartie, les bénéficiaires s'engagent à :

- Réaliser les actions subventionnées ;
- Fournir **un bilan intermédiaire** de l'action au plus tard le **31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis ;
- Fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis ;
- Faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;
- Apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;
- Utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Dans le cas où l'un des engagements cités ci-dessus ne serait pas respecté, le Département pourra réclamer le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

- Décide de ne pas attribuer pas les **10 subventions forfaitaires** au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie, répartis selon le tableau en annexe n°1 ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les conventions en annexes ainsi que tous les actes afférents à ces décisions.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Annexe 1

CONFÉRENCE DES FINANCEURS - 19 septembre 2024
10 Subventions refusées

CP 28/11/2024

n° projet	Porteur et Prestataire	Intitulé du projet	Montant demandé	Motif de refus
631	ILCG du Pays de Madine	Sophro "Gestion des douleurs"	2 750 €	Les membres de la Conférence des Financeurs estiment que le projet est pertinent. Cependant, pour l'année 2024 et au vu des nombreux dossiers déposés, la thématique de votre action n'était pas dans les priorités de la CFPPA.
635	CIAS de l'Aire à l'Argonne	Les après-midi Bien-être au Naturel	330 €	Cette action a déjà été refusée par les membres de la Conférence des Financeurs en 2023. En effet, ils n'ont pas pu mesurer les objectifs de l'intervention ni mesurer la plus-value dans le cadre de la prévention de la perte de l'autonomie.
636	CIAS de l'Aire à l'Argonne	Atelier gestion du stress et des émotions par l'art thérapie	450 €	Les membres de la Conférence des Financeurs estiment que le projet n'est pas suffisamment explicite, et que la durée de l'action n'est pas suffisante pour mesurer ses bienfaits sur les bénéficiaires.
642	ILCG du Pays de Montfaucon d'Argonne	Gestion des acouphènes par la sophrologie	5 444 €	Les membres de la Conférence des Financeurs estiment que le projet est pertinent. Cependant, pour l'année 2024 et au vu des nombreux dossiers déposés, la thématique de votre action n'était pas dans les priorités de la CFPPA.
644	CCAS EHPAD JBD - Sommedieue	La réflexologie intégrale en EHPAD, une méthode pour rendre la personne âgée actrice de sa santé.	6 110 €	Les membres de la Conférence des Financeurs estiment que le projet est pertinent. Cependant, pour l'année 2024 et au vu des nombreux dossiers déposés, la thématique de votre action n'était pas dans les priorités de la CFPPA.
651	ILCG du territoire de Fresnes en Woëvre	Gestion des troubles du sommeil par la sophrologie (Groupe 2)	2 200 €	Les membres de la Conférence des Financeurs estiment que le projet est pertinent. Cependant, pour l'année 2024 et au vu des nombreux dossiers déposés, la thématique de votre action n'était pas dans les priorités de la CFPPA.
659	EHPAD Saint Georges OHS - Hannonville sous les Côtes	CAREMEN : Chariot de service connecté	24 466 €	La Conférence des Financeurs n'a pas vocation a financer des projets expérimentaux. Les membres estiment que cette méthode n'a pas fait preuve d'efficacité et le coût de cette action est élevé, et qu'ils n'ont pas pu suffisamment appréhender l'objectif de l'action.
660	EHPAD JG - STENAY	Atelier de co-construction avec les résidents d'une identité olfactive	2 362 €	Les membres de la Conférence des Financeurs estiment que le projet est pertinent. Cependant, pour l'année 2024 et au vu des nombreux dossiers déposés, la thématique de votre action n'était pas dans les priorités de la CFPPA.
662	EHPAD Résidence Les Mélèzes - BAR LE DUC	CAREMEN : Chariot de service connecté	24 466 €	La Conférence des Financeurs n'a pas vocation a financer des projets expérimentaux. Les membres estiment que cette méthode n'a pas fait preuve d'efficacité et le coût de cette action est élevé, et qu'ils n'ont pas pu suffisamment appréhender l'objectif de l'action.
		Total	68 578 €	

Annexe 2

CONFÉRENCE DES FINANCEURS - 17 septembre 2024
27 Subventions accordées

CP 28/11/2024

n° projet	Structures et Prestataire	Intitulé du projet	Montant du projet	Montant accordé
627	**ILCG du territoire de Fresnes en Woëvre** ANPER - Association Nationale pour la Promotion de l'Éducation Routière	**Sensibilisation à la sécurité routière**	**2 460 €**	**500 €**
628	**ILCG du secteur d'Ancerville** GESAM55	**Activités Physiques adaptées "Cardio-santé"**	**1 443 €**	**678 €**
629	**ILCG du secteur de Varennes** Siel Bleu	**Activités Cardio-Santé**	**2 580 €**	**2 130 €**
630	**ILCG du Pays de Montmédy** BU	**Ateliers Gymnastique cérébrale**	**1 650 €**	**1 028 €**
632	**ILCG du Pays de Madine** Entrées de jeu	**Représentation Théâtrale "Mes nuits sont trop courtes"**	**3 721 €**	**2 570 €**
633	**ILCG du Pays de Madine** Siel Bleu	**Activités Physiques Adaptées : JOP (Jeux Olympiques et Paralympiques)**	**3 000 €**	**1 500 €**
634	**EHPAD Vallée de la Meuse - Site de Void** GJ - Art Thérapeute	**Chemin d'expressions : se rencontrer dans la créativité**	**7 023 €**	**5 023 €**
637	**CIAS de l'Aire à l'Argonne** MCA - Sophrologue	**Sophrologie**	**100 €**	**100 €**
638	**ILCG du Pays de Spincourt** BC - Sophrologue	**Sophrologie**	**3 300 €**	**2 850 €**
639	**ILCG de la Haute Saulx** Siel Bleu	**Activités Physiques Adaptées : JOP (Jeux Olympiques et Paralympiques)**	**3 000 €**	**2 400 €**
641	**EHPAD Vallée de la Meuse Void/Vaucouleurs** Comité Départemental Olympique et Sportif de Meuse (CDOS)	**Le sport, un remède à la perte d'autonomie**	**13 600 €**	**13 600 €**
643	**CCAS EHPAD J. Barat Dupont - Sommedieue** KP - Art-Thérapeute et Cadre Educatif	**Il y a les contes de Grimm, les fables de La Fontaine et un chat-pitre de Ma Vie !**	**8 880 €**	**8 880 €**
645	**CCAS EHPAD J. Barat Dupont - Sommedieue** NEOSILVER	**Projet Sport Mémoire Nutrition**	**6 049 €**	**6 049 €**
646	**Relais du Bien-être** NEOSILVER BE - Reflexologue plantaire MC - Sophrologue	**Proches aidants, et si vous preniez soin de vous ?**	**24 750 €**	**13 810 €**
647	**ILCG du Val des Couleurs** Siel Bleu	**Activités Physiques Adaptées : JOP (Jeux Olympiques et Paralympiques)**	**3 000 €**	**2 400 €**
648	**ILCG de la Vallée de la Dieue et Meuse Voie Sacrée** FV - Diététicienne	**Matinée nutrition avec atelier culinaire**	**445 €**	**445 €**
650	**ILCG du territoire de Fresnes en Woëvre** CGP Sophrologue	**Gestion des troubles du sommeil par la sophrologie (Groupe 1)**	**2 200 €**	**2 000 €**
652	**ILCG du Pays de Damvillers** GESAM55	**Programme Gymnastique douce**	**2 644 €**	**2 084 €**
653	**EHPAD Saint-Charles - Gondrecourt** Comité Départemental Olympique et Sportif de Meuse (CDOS) Siel Bleu	**Maintien de l'autonomie des personnes âgées en EHPAD**	**17 204 €**	**12 333 €**
656	**Communauté de Communes du Pays d'Étain** Siel Bleu MP - Educateur spécialisé	**Actions collectives de prévention pour les personnes âgées "en proximité" dans les villages du Pays d'Etain**	**4 171 €**	**2 920 €**
658	**EHPAD Saint Georges OHS - Hannonville ss les Côtes** PF - Educateur spécialisé et accompagnement snoezelen RN- photographe	**Développer le bien être en EHPAD en améliorant la qualité de vie des résidents et des personnels soignants**	**4 733 €**	**4 000 €**

n° projet	Structures et Prestataire	Intitulé du projet	Montant du projet	Montant accordé
663	**EHPAD d'Argonne** NEOSILVER	**Atelier Sportif : Yoga**	**10 714 €**	**10 714 €**
664	**EHPAD Jean GUILLOT - STENAY** HE - Professeur de musique	**Atelier Musical "Hier, aujourd'hui et demain"**	**1 200 €**	**1 200 €**
665	**EHPAD Résidence de la Plaisance - Ligny en Barrois** RC - Educatrice Sportive Sport Santé	**Développement de l'activité physique adaptée pour le maintient de l'autonomie des personnes âgées vivant en EHPAD et à domicile**	**7 375 €**	**5 875 €**
666	**EHPAD de Spincourt** MPB - Musicothérapeuthe	**Musicothérapie**	**2 734 €**	**2 734 €**
667	**EHPAD de Spincourt** MEE - Psychopraticien	**Médiation Animale Thérapeutique**	**2 880 €**	**2 880 €**
668	**EHPAD d'Argonne** NEOSILVER	**Musicothérapie**	**8 928 €**	**8 928 €**
		Total	**149 784 €**	**119 631 €**

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD Vallée de la Meuse,** représenté par Françoise CORDONNIER, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD Vallée de la Meuse,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD Vallée de la Meuse bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Chemin d'expressions : se rencontrer dans la créativité	**5 023 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de décembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD Vallée de la Meuse »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD Vallée de la Meuse »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Françoise CORDONNIER** Directrice de l'EHPAD Vallée de la Meuse

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **le CIAS de l'Aire à l'Argonne,** représenté par Martine AUBRY, sa Présidente,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **le CIAS de l'Aire à l'Argonne,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

Le CIAS de l'Aire à l'Argonne bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Sophrologie	**100 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de novembre à décembre 2024** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2025**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;
- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« le CIAS de l'Aire à l'Argonne »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« le CIAS de l'Aire à l'Argonne »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Martine AUBRY** Présidente du CIAS de l'Aire à l'Argonne

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD Vallée de la Meuse,** représenté par Françoise CORDONNIER, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD Vallée de la Meuse,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD Vallée de la Meuse bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Le sport, un remède à la perte d'autonomie	**13 600 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de décembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD Vallée de la Meuse »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD Vallée de la Meuse »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Françoise CORDONNIER** Directrice de l'EHPAD Vallée de la Meuse

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont,** représenté par Daniel SANZEY, son Directeur,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

Le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Il y a les contes de Grimm, les fables de La Fontaine et un chat-pitre de Ma Vie !	**8 880 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de décembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont »**, en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Daniel SANZEY** Directeur du CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont,** représenté par Daniel SANZEY, son Directeur,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

Le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Projet Sport Mémoire Nutrition	**6 049 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de décembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« le CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont »**, en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Daniel SANZEY** Directeur du CCAS EHPAD Jean Barat-Dupont

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD Saint-Charles,** représenté par Christiane HANN-AREND, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD Saint-Charles,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD Saint-Charles bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Le maintien de l'autonomie des personnes âgées en EHPAD	**12 333 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de septembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD Saint-Charles »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD Saint-Charles »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Christiane HANN-AREND** Directrice de l'EHPAD Saint-Charles

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **la Communauté de Communes du Pays d'Etain,** représentée par Philippe GERARDY, son Président,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **la Communauté de Communes du Pays d'Etain,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

La Communauté de Communes du Pays d'Etain bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Le Actions collectives de prévention pour les personnes âgées en « proximité » dans les villages du Pays d'Etain	**2 920 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de septembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« la Communauté de Communes du Pays d'Etain »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« la Communauté de Communes du Pays d'Etain »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Philippe GERARDY** Président de la Communauté de Communes du Pays d'Etain

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD d'Argonne,** représenté par Peggy FORET, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD d'Argonne,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD d'Argonne bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Atelier sportif : Yoga	**10 714 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de septembre 2024 à juin 2025** et pour son évaluation jusqu'au **30 septembre 2025**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;
- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD d'Argonne »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD d'Argonne »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Peggy FORET** Directrice de l'EHPAD d'Argonne

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD Jean Guillot,** représenté par Corinne PARIS, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD Jean Guillot,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD Jean Guillot bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Atelier musical « Hier, aujourd'hui et demain »	**1 200 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de novembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **au plus tard le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;
- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD Jean Guillot »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD Jean Guillot »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Corinne PARIS** Directrice de l'EHPAD Jean Guillot

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD Résidence de la Plaisance de Ligny en Barrois,** représenté par Guirec KERAMBRUN, son Directeur,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD Résidence de la Plaisance de Ligny en Barrois,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD Résidence de la Plaisance de Ligny en Barrois, bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Développement de l'activité physique adaptée pour le maintien de l'autonomie des personnes âgées vivant en EHPAD et à domicile	**5 875 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de décembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD Résidence de la Plaisance de Ligny en Barrois »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD Résidence de la Plaisance de Ligny en Barrois »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Guirec KERAMBRUN** Directeur de l'EHPAD Résidence de la Plaisance de Ligny en Barrois

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD de Spincourt,** représenté par Peggy FORET, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD de Spincourt,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD de Spincourt bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Musicothérapie	**2 734 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de décembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD de Spincourt »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD de Spincourt »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Peggy FORET** Directrice de l'EHPAD de Spincourt

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD de Spincourt,** représenté par Peggy FORET, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD de Spincourt,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD de Spincourt bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Médiation Animale Thérapeutique	**2 880 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de décembre 2024 à décembre 2025** et pour son évaluation jusqu'au **31 mars 2026**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;

- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD de Spincourt »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD de Spincourt »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Peggy FORET** Directrice de l'EHPAD de Spincourt

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

Et : **l'EHPAD d'Argonne,** représenté par Peggy FORET, sa Directrice,

Vu le règlement financier adopté par le Conseil départemental en date du 14 décembre 2023,

Vu la demande présentée par **l'EHPAD d'Argonne,** sollicitant le concours financier du Département au titre de la Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 fixant les subventions et participations et autorisant le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I : OBJET

L'EHPAD d'Argonne bénéficie d'une subvention afin de réaliser l'action dont le détail figure ci-après :

Nom de l'action	Montant alloué
Musicothérapie	**8 928 €**

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de réalisation de l'action soit **de septembre 2024 à juin 2025** et pour son évaluation jusqu'au **30 septembre 2025**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- réaliser les actions subventionnées ;
- fournir **un bilan intermédiaire** de l'action **avant le 31 mars 2025** correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation);
- fournir **un bilan final** de l'action dans **un délai de trois mois** après la fin de celle-ci, correspondant à l'octroi de la somme via les supports transmis (CERFA 15059*02 et fiche d'évaluation) ;
- faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire ;

- apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation des actions ;

- utiliser le logo de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte de l'Autonomie de la Meuse, sur tous les supports de communication liés à l'action subventionnée.

Le Département pourra rencontrer **« l'EHPAD d'Argonne »** pour constater le bon déroulement de celle-ci.

De même, des éléments complémentaires peuvent être demandés par le Département au moment de l'analyse du rapport d'activité.

ARTICLE 5 : RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cas où le bénéficiaire ne réaliserait pas l'activité mentionnée à l'article 1 ou utiliserait la somme versée à des fins autres, le Département pourra demander le remboursement total ou partiel de l'aide financière attribuée.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution ou changement de statut social de **« l'EHPAD d'Argonne »**,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

A Bar le Duc, le

Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Peggy FORET** Directrice de l'EHPAD d'Argonne

Environnement et Agriculture

POLITIQUE DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT POUR UNE AGRICULTURE RESILIENTE-PROGRAMMATION N°2, ANNEE 2024 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu les demandes de financement de :

- EARL de la Tabatière,
- EARL des Saturnins,
- SCEA de la Hesse,
- B. M.
- SCEA de l'ORMANCON,
- SCEA de la Neuvaire,
- M. A.
- GAEC Gilmaire,
- SCEA de la Hochette,
- EARL du Grand Geai,
- SCEA du Porcinais 4A,
- SCEA de Valtiermont,
- J-Y. M.
- G. M.
- J-P. V.
- J. G.
- G. L.
- SCEA de GOMBERVAUX,
- Q. H.
- SCEA Chaudron de Lisle,
- GAEC des Raillis,
- EARL de la Basse Cour,
- GAEC de Réville Bio,
- B. D.
- SCEA du Grain de Chauvency,
- EARL des Trois Fontaines,

Vu le règlement budgétaire et financier départemental,

Vu le règlement de la politique de soutien à l'investissement pour une agriculture résiliente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à la programmation n°2 de l'année 2024 des dossiers d'investissement pour une agriculture résiliente,

Après en avoir délibéré,

- D'affecter **22 893 €** sur l'Autorisation de programme **« DIVERSIFICATION 2023 »** et **167 537 €** sur l'Autorisation de programme **« DIVERSIFICATION 2024 »** pour la programmation n°2 de l'année 2024 de la politique de soutien à l'investissement pour une agriculture résiliente ;

- Décide d'attribuer aux porteurs de projets intéressés la subvention correspondante exposée dans le tableau ci-dessous pour un montant global de **190 430 €** :

	Bénéficiaires	Projet	Montant dépenses HT	Taux d'aide CD55	Montant de l'aide proratisée et plafonnée
11	Production primaire : **Rénovation et construction de bâtiments en production spécialisée : aviculture (hors poules pondeuses), ovins, caprins, porcins et équins**				
1	**EARL de la Tabatière** Polyculture - élevage Boncourt sur Meuse	Couverture d'une fumière	**30 860 € HT**	**15%**	**4 629 €**
2	**EARL de la Tabatière** Polyculture - élevage Boncourt sur Meuse	Construction d'un bâtiment d'élevage	**165 996 € HT**	**15%**	**10 000 €** **(Plafond)**
3	**EARL des Saturnins** Polyculture - élevage Méligny-le-Grand	Construction de deux bâtiments d'élevage pour canards gras	**300 000 € HT** (plafond région)	**15%**	**10 000 €** **(Plafond)**
4	**SCEA de la Hesse** Polyculture - élevage Neuville - en-Verdunois	Construction d'un bâtiment de stockage + rénovation d'un bâtiment de stockage et d'élevage + achat de matériels permettant la fabrication d'aliment fermier	**249 528 € HT**	**5%**	**12 476 €**
5	**B. M.** **Polyculture – élevage** Les Paroches	Achat d'un système de contention et d'une pailleuse	**40 256 € HT**	**10%**	**4 025 €**
6	**SCEA de l'Ormançon** Polyculture – élevage Mandres - en - Barrois	Construction d'un bâtiment d'élevage	**169 065 € HT**	**10%**	**10 000 €** **(Plafond)**
7	**SCEA de la Neuvaire** Polyculture – élevage Courcelle - sur - Aire	Construction d'un bâtiment de stockage de fourrage et aliments	**300 000 € HT** (Plafond région)	**5%**	**10 000 €** **(Plafond)**
8	**M. A.** Polyculture – élevage Mouilly	Achat d'un poulailler mobile et d'une mélangeuse à fourrage	**117 643 € HT**	**15%**	**15 000 €** **(Plafond)**
9	**GAEC Gilmaire** Polyculture – élevage Jametz	Installation d'un système de récupération d'eaux pluviales et de stockage d'aliment pour le troupeau	**50 700 € HT**	**10%**	**5 070 €**
10	**SCEA de la Hochette** Polyculture – élevage Evres - en - Argonne	Construction d'un bâtiment de stockage de fourrage + réaménagement de 2 bâtiments d'élevage	**300 000 € HT** (Plafond région)	**5%**	**10 000 €** **(Plafond)**
11	**EARL du Grand Geai** Polyculture – élevage Peuvillers	Construction d'un bâtiment de stockage et d'un silo à ensilage + équipement de cornadis	**300 000 € HT** (Plafond région)	**5%**	**10 000 €** **(Plafond)**
12	**SCEA du Porcinais 4A** Polyculture-élevage Herméville - en - Woëvre	Rénovation d'une porcherie et achat d'extracteurs d'air basse consommation	**56 092 € HT**	**10%**	**5 609€**
13	**SCEA de Valtiermont** Polyculture – élevage Stainville	Construction d'un bâtiment de stockage de fourrage	**300 000 € HT** (plafond région)	**10%**	**10 000 €** **(Plafond)**
14	**J Y. M.** Polyculture – élevage Evres – en - Argonne	Construction d'un bâtiment de stockage de fourrage	**122 735 € HT**	**5%**	**6 136 €**
15	**G. M.** Polyculture – élevage Beauclair	Construction d'un bâtiment de stockage de fourrage et d'un silo à ensilage	**204 592 € HT**	**5%**	**10 000 €** **(Plafond)**
16	**J P. V.** Polyculture – élevage Vaux - les - Palameix	Extension d'un bâtiment de stockage de fourrage et achat de matériel de contention et abreuvoirs	**137 746 € HT**	**5%**	**6 887 €**
17	**J. G.** Polyculture-élevage Fresnes - en - Woëvre	Rénovation des bâtiments d'élevage et acquisition d'une pailleuse	**31 978 € HT**	**15%**	**4 796 €**

18	**G. L.** Polyculture-élevage Mandres-en-Barrois	Construction d'un bâtiment de stockage	**300 000 € HT** (plafond région)	**10%**	**10 000 €** **(Plafond)**
19	**SCEA DE GOMBERVAUX** Polyculture-élevage Vaucouleurs	Installation d'une citerne et d'une pompe pour récupérer les eaux de pluie	**42 680 € HT**	**10%**	**4 268 €**
I2	Production primaire : **Investissements matériels en maraîchage, arboriculture, viticulture, horticulture et production de plantes aromatiques et médicinales (PAM)**				
20	**Q. H.** Quincy Landzécourt	Achat de matériel pour production de plante aromatiques	**12 950 € HT**	**20%**	**2 590 €**
21	**SCEA Chaudron de Lisle** Arboriculture / Polyculture – élevage Lisle-en-Barrois	Achat d'un décompacteur	**16 344 € HT**	**25%**	**4 086 €**
II1	Diversification des exploitations : **Investissement matériel, aménagement et création de locaux de transformation et/ou point(s) de vente**				
22	**Gaec des Raillis** Polyculture-élevage Nançois-le-Grand	Création d'un laboratoire de transformation de viande dans un bâtiment existant	**140 248 € HT**	**15%**	**15 000 €** **(Plafond)**
23	**EARL de la Basse Cour** Polyculture-élevage Naives-en-Blois	Achat d'un caisson frigorifique pour transporter les œufs	**14 500 € HT**	**25%**	**3 625 €**
24	**GAEC de Réville Bio** **Polyculture- élevage** **Réville aux Bois**	Achat d'un système d'inertage	**7460 € HT**	**25%**	**1 865 €**
	Adaptation des pratiques : **Démarche d'évaluation et de certification / labellisation des exploitations**				
25	**B. D.** Longeville-en-Barrois	Diagnostic équivalent CAP2'ER	**1820 € HT**	**80%**	**1 456 €**
26	**SCEA du Grain de Chauvency** Chauvency – le - Chateau	Diagnostic équivalent CAP2'ER	**1820 € HT**	**80%**	**1 456 €**
27	**EARL des Trois Fontaines** Osches	Diagnostic équivalent CAP2'ER	**1820 € HT**	**80%**	**1 456 €**
TOTAL					**190 430 €**

- Déroge au règlement budgétaire et financier en retenant un montant d'aide à l'euro inférieur afin de ne pas dépasser les taux d'aides publiques maximum autorisés ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

Délibération adoptée à la majorité des suffrages exprimés avec une voix contre.

Environnement et Agriculture

LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES- VALIDATION DES TARIFS 2025 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le contrat de concession de service public pour l'exploitation du Laboratoire départemental d'analyses d de la Meuse pour la période 2023-2030 signé le 11 septembre 2023 avec la société LVD55-SEGILAB,

Vu le courrier en date du 30 septembre 2024 de la société LVD55-SEGILAB proposant la grille tarifaire 2024/2025 des analyses déléguées,

Vu le message électronique en date du 1er octobre 2024 du Groupement de Défense Sanitaire de la Meuse validant la modification de la grille tarifaire 2024/2025 négociée avec la société LVD55-SEGILAB,

Vu le rapport soumis à son examen et relatif à la validation de la grille tarifaire 2024/2025 du Laboratoire départemental d'analyses,

Après en avoir délibéré,

Décide d'approuver la grille tarifaire 2024/2025 (voir annexe) pratiquée par la société LVD55-SEGILAB dans le cadre de sa concession de service public pour l'exploitation du laboratoire départemental d'analyses.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Laboratoire départemental d'analyses de la Meuse - Contrat de concession 2023/2030

Grille tarifaire 2024/2025

N°	Types de maladie	Prix unitaire HT	TVA applicable (20%)	Prix unitaire TTC
1	Reste à charge GDS sur pack intro IBR-Besnoitiose	4,80 €	0,96 €	**5,76 €**
2	Besnoitiose ELISA individuel	7,02 €	1,40 €	**8,42 €**
3	Besnoitiose ELISA mélange (tarif par mélangede 10)	10,55 €	2,11 €	**12,66 €**
4	Besnoitiose PCR	28,23 €	5,65 €	**33,88 €**
5	Besnoitiose PCR biopsies cutanées : tarif dégressif à partir de la 10ème biopsie (tarif par échantillon)	25,38 €	5,08 €	**30,46 €**
6	Brucellose EAT	2,28 €	0,46 €	**2,74 €**
7	Brucellose ELISA indiviuel	7,94 €	1,59 €	**9,52 €**
8	Brucellose ELISA mélange (tarif par mélange de 10)	11,14 €	2,23 €	**13,37 €**
9	BVD ELISA Ac sérum individuel	5,72 €	1,14 €	**6,86 €**
10	BVD ELISA Ac sérum mélange (tarif par mélange de 10)	8,64 €	1,73 €	**10,37 €**
11	BVD ELISA Ag	15,34 €	3,07 €	**18,41 €**
12	BVD PCR sérum mélange de 20 **achat mutualisation** (tarif par échantillon, incluant la reprise en individuel si mélange positif)	4,00 €	0,80 €	**4,80 €**
13	BVD PCR biopsie auriculaire mélange de 20 (tarif par échantillon, incluant la reprise en individuel si mélange positif)	4,00 €	0,80 €	**4,80 €**
14	BVD PCR Individuelle - Sur reprise mélange assainissement positif	9,99 €	2,00 €	**11,99 €**
15	BVD PCR sérum individuel	22,90 €	4,58 €	**27,48 €**
16	BVD PCR sérum mélange de 20 **assainissement** (tarif par mélange de 20)	41,51 €	8,30 €	**49,81 €**
17	ESB (selon règles de facturation DGAl)	40,00 €	8,00 €	**48,00 €**
18	FCO ELISA individuel	7,94 €	1,59 €	**9,53 €**
19	FCO PCR BTV 3	37,28 €	7,46 €	**44,74 €**
20	FCO PCR BTV 4	37,28 €	7,46 €	**44,74 €**
21	FCO PCR BTV 8	37,28 €	7,46 €	**44,74 €**
22	FCO PCR BTV all - 1 à 4 échantillons (tarif par échantillon)	37,28 €	7,46 €	**44,74 €**
23	FCO PCR BTV all - 10 échantillons et plus (tarif par échantillon)	15,50 €	3,10 €	**18,60 €**
24	FCO PCR BTV all - 5 à 9 échantillons (tarif par échantillon)	26,00 €	5,20 €	**31,20 €**
25	Hypodermose ELISA individuel	9,52 €	1,90 €	**11,42 €**
26	Hypodermose ELISA mélange (tarif par mélange de 10)	13,86 €	2,77 €	**16,63 €**
27	IBR ELISA ACTT sérum individuel	5,81 €	1,16 €	**6,97 €**
28	IBR ELISA ACTT Lait	9,74 €	1,95 €	**11,69 €**
29	IBR ELISA ACTT sérum mélange (tarif par mélange de 10)	8,85 €	1,77 €	**10,62 €**
30	IBR ELISA gB	6,17 €	1,23 €	**7,40 €**
31	IBR ELISA gE	9,34 €	1,87 €	**11,21 €**
32	IBR ELISA gE : analyse IBR gE 1ere intention (tarif par échantillon)	7,58 €	1,52 €	**9,10 €**
33	Leucose ELISA individuel	7,94 €	1,59 €	**9,53 €**
34	Leucose ELISA mélange (tarif par mélange de 10)	11,14 €	2,23 €	**13,37 €**
35	MHE PCR - 1 à 4 échantillons (tarif par échantillon)	37,28 €	7,46 €	**44,74 €**
36	MHE PCR - 10 échantillons et plus (tarif par échantillon)	15,50 €	3,10 €	**18,60 €**
37	MHE PCR - 5 à 9 échantillons (tarif par échantillon)	26,00 €	5,20 €	**31,20 €**
38	Paratuberculose ELISA lait	7,41 €	1,48 €	**8,89 €**
39	Paratuberculose ELISA sérum individuel	6,12 €	1,22 €	**7,34 €**
40	Paratuberculose ELISA sérum mélange (tarif par mélange de 10)	9,08 €	1,82 €	**10,90 €**
41	Paratuberculose PCR environnement	30,00 €	6,00 €	**36,00 €**
42	Paratuberculose PCR fèces en individuel	20,00 €	4,00 €	**24,00 €**
43	Paratuberculose PCR fèces en mélange de 5	25,00 €	5,00 €	**30,00 €**
44	Paratuberculose PCR reprise en individuel si mélange fèces positif	16,00 €	3,20 €	**19,20 €**
45	PPC ELISA individuel	14,51 €	2,90 €	**17,41 €**
46	SDRP ELISA individuel	11,63 €	2,33 €	**13,96 €**
47	SDRP ELISA mélange (tarif par mélange de 5)	16,00 €	3,20 €	**19,20 €**
48	Trichines (tarif par mélange de 20)	63,96 €	12,79 €	**76,75 €**

Environnement et Agriculture

CONVENTION DE PARTENARIAT 2025-2026 AVEC ENEDIS -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le projet de convention de partenariat entre Enedis et le Département de la Meuse en matière de transition écologique et solidaire,

Vu le rapport soumis à son examen et relatif à la signature de la convention de partenariat entre Enedis et le Département de la Meuse en matière de transition écologique et solidaire,

Après en avoir délibéré,

- Approuve le projet de convention de partenariat entre Enedis et le Département en matière de transition écologique et solidaire, joint en annexe ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer cette convention.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Convention de partenariat entre Enedis et le Département de la Meuse en matière de Transition Ecologique et Solidaire

Entre :

Enedis, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est Tour Enedis 4 Place de la Pyramide Puteaux 92800 cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442 15578, représentée par **Madame Frédérique LAVA-STIEN**, Directrice Territoriale en Meuse et Moselle, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties, ci-après désignée « **Enedis** »ci-après désigné « Enedis »

Et :

Le **Département de la Meuse**, représenté par son Président, **Monsieur Jérôme DUMONT,** et ci-après désigné sous le terme **« Le Département »**, d'autre part

Enedis et le Département étant désignés individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties »

Etant préalablement exposé que :

La transition écologique est au cœur des débats de la COP et de la politique Française. C'est l'enjeu majeur des prochaines décennies. Il convient pour cela de réussir le virage de la transition énergétique que ce soit au travers des territoires à énergie positive ou dans le cadre d'actions qui auront des incidences sur les modes de vie des habitants tant au niveau des déplacements, que du développement du numérique, de l'optimisation de la consommation et de la production d'énergie locale ou de la sobriété des consommations énergétiques de la collectivité ou des citoyens qui la composent. Gestionnaire du réseau de distribution d'électricité sur 95% du territoire français métropolitain, **Enedis**, aux côtés des autorités concédantes et des collectivités locales, pilote, développe et modernise le réseau public de distribution d'électricité (RPD) pour garantir à tous ses clients une alimentation électrique de qualité avec pour défi de faire du réseau de distribution d'électricité un réseau solide, durable, fiable et performant.

Ce réseau électrique accompagne les évolutions des modes de production et de consommation de l'énergie, grâce notamment au compteur Linky, atout de la transition écologique.

Enedis bâtit la Nouvelle France électrique avec les territoires et plus particulièrement avec les collectivités territoriales en leur apportant des réponses pour accélérer leur transition écologique.

Ces réponses formulées au plus près de leurs besoins répondent aux enjeux de transformation des collectivités sur leur propre patrimoine pour leurs propres usages mais aussi à l'échelle de leur territoire au titre des compétences dont elles disposent.

Projet

La préservation de notre environnement est plus qu'une nécessité, c'est un impératif pour assurer un futur durable et équilibré pour les générations à venir. Conscient de cet enjeu, le **Département** s'est engagé depuis 2019 dans une démarche de transition écologique ambitieuse.

Les enjeux sont clairs : protéger notre biodiversité, garantir un air et une eau de qualité, promouvoir une économie circulaire, réduire notre empreinte carbone et adapter notre territoire aux changements climatiques. Ces démarches ne sont pas uniquement guidées par une prise de conscience environnementale, mais également par l'opportunité d'une dynamique économique vertueuse, créatrice d'emplois locaux et résilients. A ce titre, le Plan de transition, le Plan Arbres et le Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles validées respectivement en juillet 2022, juin 2023 et juin 2024 sont les documents cadres d'intervention du Département en la matière.

La précarité énergétique est un sujet majeur qui concerne également le Département et qui nécessite de mettre en en place un accompagnement spécifique en complémentarité avec les opérateurs agréés de la rénovation de l'habitat pour favoriser la réalisation des travaux d'amélioration énergétique et de traitement de l'indécence pour des publics fragiles évoluant dans des logements considérés comme « de véritables passoires thermiques ». Un travail de recherche pour lever ces freins sera engagé dans le cadre du Pacte local des solidarités de la Meuse validé en juin 2024.

C'est pourquoi, les Parties ont décidé par la présente convention de formaliser des modalités de coopération entre le Département et Enedis en sa qualité de gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité dans le département de la Meuse.

Dans le cadre de leur partenariat, Enedis et le département souhaitent intensifier leur collaboration autour de grandes thématiques qui pourront, être ou non, déclinées en tout ou partie pour accompagner la transition écologique et solidaire en lien avec la politique engagée par le département

Ces domaines d'interventions sont multiples et certains constituent des points de rencontre privilégiés entre Enedis et les acteurs locaux.

La collaboration entre les parties se structure en **5 axes prioritaires** :

1- Accompagner le Département dans ses actions en matière de **sobriété énergétique,**

2- Assurer un appui dans le cadre de la politique menée en matière **de lutte contre la précarité énergétique et Insertion**

3- Accompagner la Transition Ecologique et notamment le **déploiement des énergies renouvelables en Meuse,** optimiser les couts et les délais des travaux de raccordement des projets en fonction des capacités d'accueil du réseau et assurer un éclairage des dynamiques et prospectives sur le département

4- Accompagner le développement de la **mobilité électrique** et partager les données relatives aux IRVE en service et prospectives de déploiement.

5- Engager les actions concertées en lien avec la nécessaire **protection de la Biodiversité** (reforestation, politique d'élagage aux abords de la végétation …)

Projet

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention, ci-après dénommée la « Convention », a pour objet de définir les modalités de coopération, d'appui et de coordination entre Enedis et le Département dans le cadre de ses actions en matière de transition écologique, dans le respect du périmètre de ses compétences.

Article 2 : champ d'application de la présente convention

2.1 L'Accompagnement de la sobriété Energétique

Enedis propose la mise à disposition des données permettant au Département et à chaque collectivité locale de la Meuse qui le souhaite, un espace Mesures et services sur le portail Collectivités d'Enedis. Ce service est gratuit. Il permet de diagnostiquer ses consommations, piloter son plan d'action sobriété et de production. Il permet également d'identifier les bâtiments les plus énergivores pour ensuite concentrer les efforts de rénovation.

Des données expertes seront également mises à disposition afin de mieux décrypter les évolutions et transformations sur le département.

Un bilan des consommations et productions enregistrées à la maille de chaque territoire (Département, EPCI ou commune) permettra de disposer d'une synthèse personnalisée sur plusieurs années.

Enfin, Enedis propose, le cas échéant, la mise à disposition de données d'une zone préalable définie par le Département comme « un quartier à enjeux », ces données de suivi de consommation et de production respectant les ICS, permettent de suivre, par exemple, une opération de rénovation urbaine pour s'assurer qu'elle tient ses objectifs de consommation/production, en ciblant les adresses les plus consommatrices, ou encore d'avoir une vision électrique des quartiers, des ZAC et de ses territoires à énergie positive.

2.2 La Lutte contre la précarité énergétique

Enedis s'engage à mettre à disposition du Département, dans le cadre du Pacte local des solidarités de Meuse, une analyse détaillée des interventions pour impayés, coupures et diminutions de puissance tout en respectant les ICS. En complément, le service Infos Logements inoccupés met à la disposition des données statistiques sur les logements inoccupés résidentiels à la maille quartier (IRIS) et leur évolution sur les 4 dernières années. Cela permet de mettre en œuvre une opération de redynamisation du territoire, un projet de lutte contre la précarité énergétique ou de rénovation.

Enedis peut proposer, en lien avec le Département, des sessions d'information et de sensibilisation sur la lutte contre la précarité énergétique, aux acteurs locaux (par exemple des services sociaux, services de l'habitat, associations, des partenaires de la collectivité) pour leur permettre d'apporter une aide efficace aux foyers en situation de précarité énergétique.

Des actions complémentaires pourront être engagées dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du département.

Par ailleurs, Enedis poursuivra, dans le cadre de sa politique RSE, à collaborer avec les entreprises d'Insertion du département ainsi que le secteur protégé. Le Département pourra favoriser, le cas échéant, la mise en réseau et la mise en œuvre de projets ciblés.

Projet

2.3 L'Accompagnement du développement des énergies renouvelables (EnR) et de l'essor de l'autoconsommation collective

La Meuse est un territoire à énergie positive qui enregistre une production d'énergie décentralisée supérieure aux consommations. Dans ce contexte de forte dynamique des EnR, Enedis s'engage à accompagner les porteurs de projets et à optimiser les coûts et délais de raccordement en fonction des capacités d'accueil des réseaux. Une cartographie est disponible pour identifier les zones les plus favorables. Un outil complémentaire de simulation de raccordement pourra préciser le type de travaux à prévoir.

Enedis partagera avec le Département les évolutions et transformations identifiées sur le territoire pour une vision consolidée de la dynamique des raccordements et de la production enregistrée.

2.4 L'accompagnement de la Mobilité Electrique

95 % des infrastructure de recharge sont raccordées au réseau de distribution exploité par Enedis. Au-delà des engagements relatifs à l'optimisation des coûts et délais de raccordement, Enedis pourra partager avec le Département les données relatives à la dynamique du déploiement des Installations de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE), ouvertes au public en Meuse et celle des immatriculations de véhicules électriques et mettre à disposition les prospectives associées pour participer activement aux initiatives locales de décarbonation des transports.

2.5 La Protection de la Biodiversité

Enedis est engagée dans la performance du service public de l'électricité et de la qualité de distribution au plan local. L'entreprise, au titre de sa politique RSE doit également prendre en considération la nécessité de préserver la biodiversité

Des actions de concertation seront engagées avec les parties prenantes concernées, dont le Département pour partager la politique d'élagage d'Enedis aux abords des lignes.

Enedis pourra le cas échéant étudier toute action de partenariat avec le Département visant à réduire son empreinte carbone, notamment dans le cadre de son Plan Arbres.

A ce titre, la convention de partenariat relative à la protection de la zone Natura 2000 sur la Vallée de la Meuse signée en 2023 pour 4 années se poursuivra conformément aux termes de la convention.

Article 3. Communication

Les parties s'informent mutuellement de leurs opérations de communication sur les actions menées en commun et se citent en tout état de cause.

Elles favoriseront, par ailleurs, la mutualisation de certaines actions de communication et autres supports à visée pédagogique - portant sur des enjeux communs - à destination de leurs représentants territoriaux respectifs, des collectivités et plus largement, des acteurs locaux et nationaux

Article 4. Utilisation des noms et logos des Parties

En exécution de l'article 3 ci-dessus, chacune des Parties autorise à titre non exclusif les autres Parties à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique afférente telle que figurant en annexe 1 du contrat, pour toute la durée afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties et de réaliser

Projet

des actions de communication à ce titre, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par une Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique des autres Parties autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs des autres Parties, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée de la Convention et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

Article 5 – Confidentialité

Les Parties conviennent que les informations relatives à la Convention sont confidentielles.

Sont considérées comme des informations confidentielles, les informations échangées et notamment les connaissances techniques, industrielles, commerciales ou organisationnelles.

Les Parties s'interdisent la divulgation à quiconque, directement ou indirectement, des informations qui pourraient raisonnablement être considérées comme confidentielles et s'engagent à ne pas les utiliser à toute autre fin que pour l'exécution de la Convention. Dans le cas où la réalisation de la Convention nécessite la divulgation d'informations confidentielles à un tiers (partenaire ou sous-traitant), la Partie à l'origine de la divulgation devra obtenir l'autorisation préalable de l'autre partie et obtenir de ce tiers un engagement de confidentialité.

En cas de résiliation de la Convention par l'une ou l'autre des Parties, quelle qu'en soit la cause, les Parties s'interdisent d'utiliser et de divulguer tout ou partie des informations confidentielles transmises dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Article 6 – Dispositions générales

6.1. Conditions financières

Le partenariat entre le Département et Enedis est conclu à titre gracieux.

Les modalités de la Convention ne préjugent pas des conditions dans lesquelles le département pourrait solliciter directement Enedis pour un accompagnement spécifique en application de la présente convention.

Projet

6.2. Résiliation

La Convention pourra être résiliée de plein droit, en cas de manquement par l'une des Parties à l'une quelconque des obligations, par la Partie lésée par ce manquement, sans préjudice de toute autre action et dommages et intérêts, trente jours calendaires après la réception d'une mise en demeure de remédier au dit manquement, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.3 Durée

La Convention entre en vigueur à la date de signature par les parties.

Elle est conclue pour une durée de 2 ans sans tacite reconduction. 6 mois avant la date de fin de la Convention, les Parties se réuniront pour en faire le bilan et évoquer son éventuelle reconduction.

6.4 Propriété intellectuelle des livrables issus du partenariat

Les parties s'autorisent mutuellement et expressément à reproduire, représenter, adapter sans dénaturer et diffuser les livrables issus de l'exécution de la Convention tels que les analyses, bilans, support de communication… qui leur sont remis dans le cadre de de l'exécution de la Convention, et ce sur tous supports et par tous moyens, à titre non exclusif et gratuit, à des fins de communication interne et externe, pour tout public, pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

En conséquence, les parties s'engagent à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et se garantissent mutuellement contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre l'une d'entre elles, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle.

Article 7. Pilotage du partenariat et organisation sur les différents axes de collaboration

Les pilotes désignés pour la mise en œuvre sont :

Pour Enedis :

- Pilotage stratégique : Frédérique LAVA-STIEN, Directrice territoriale
- Pilotage opérationnel : Fabien VAROCLIER Appui métier Senior

Pour le Département :

- Pilotage stratégique : Guillaume GIRO, Directeur Transition écologique
- Pilotage opérationnel : Stéphanie MIELLE, Directrice Emploi, Mobilité, Habitat, Logement

Projet

Article 8 : Litiges

Dans le cas de litiges pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges sont soumis au tribunal compétent.

A Bar le Duc , le

Pour le Département	Pour Enedis
Jérôme DUMONT,	**Frédérique LAVA-STIEN,**
Président du Département de la Meuse	**Directrice territoriale Meuse Moselle**

Projet

Direction du Patrimoine Immobilier

PYLONE DE DELUT - CONVENTION D'OCCUPATION POUR L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE RADIOCOMMUNICATION - OPERATEUR FREE MOBILE -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen portant sur la mise à disposition du pylône de Delut à l'opérateur Free Mobile,

Après en avoir délibéré,

- Autorise Free Mobile à procéder à l'installation de ses équipements sur le pylône de Delut moyennant une redevance annuelle de 1 200 € par faisceau hertzien et de 3 105 € d'occupation au sol soit 5 505 € ;

- Autorise Monsieur le Président à signer la convention d'occupation présentée en annexe ainsi que tous documents s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION D'OCCUPATION POUR L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE RADIOCOMMUNICATION SUR UNE DEPENDANCE DU DOMAINE PUBLIC

Site de DELUT 55149_002_01

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE, dont le siège social se situe sis Hôtel du Département - Place Pierre François Gossin - BP 50514 - 55012 BAR LE DUC CEDEX, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT agissant en sa qualité de Président dûment habilité aux présentes par délibération en date du 28 NOVEMBRE 2024.

Ci-après dénommé le **« Bailleur »** ou le « **Contractant** »

D'une part

Et :

FREE MOBILE, Société par Actions Simplifiée, au capital de 365.138.779 Euros immatriculée sous le numéro B 499 247 138 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, dont le siège social est situé au 16 Rue de la Ville l'Évêque – 75008 Paris, France, représentée par Monsieur ANTOINE LE GAL, dûment habilité en qualité de Président à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **le Preneur** » ou « **l'Occupant** »

D'autre part

Ci-après dénommées ensemble les « **Parties** » ou individuellement « **Partie** »

EXPOSÉ :

Le Preneur dans le cadre de son activité d'opérateur de téléphonie mobile, doit procéder, pour l'exploitation des réseaux, à l'implantation d'équipements techniques (tels que définis à l'article 2 et en Annexe 2 et ci-après dénommés « Équipements Techniques »).

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de signer une convention pour l'implantation d'Équipements Techniques (ci-après dénommée la « Convention ») sur l'Immeuble dont le Bailleur déclare être propriétaire.

Adresse	**LIEU-DIT "SUR LE HAUT DE BREUIL"**
Code Postal	**55150**
Ville	**DELUT**
Références cadastrales	**SECTION ZI PARCELLE N°72**

Un plan de situation de l'emplacement figure en Annexe 1 représentant une surface louée d'environ :

Surface louée au sol (m²)	**23**
Surface occupée sur pylône	**1 parabole Iliad et 1 parabole Iliad en réservation**

Il est stipulé entre les Parties que celles-ci agiront de bonne foi avec une parfaite loyauté pendant la durée de la Convention et de ses renouvellements éventuels. Ainsi, le Bailleur observera un comportement impartial et équitable à l'égard du Preneur.

La Convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L. 145-1 et suivants du code de commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour le Preneur.

Le présent exposé fait partie intégrante de la présente Convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Bailleur loue au Preneur, qui l'accepte, les emplacements définis à l'article 2 afin de lui permettre l'implantation, la mise en en service et l'exploitation des Équipements Techniques.

Par Équipements Techniques, il convient d'entendre l'ensemble des matériels composant une station relais, à savoir notamment et selon la configuration des lieux, un ou plusieurs supports d'antennes et faisceaux hertziens, des antennes, des faisceaux hertziens, des câbles, des armoires techniques, le tout relié aux réseaux électriques et de télécommunications.

Article 2 : EMPLACEMENTS MIS À DISPOSITION PAR LE BAILLEUR

Le Bailleur s'engage à mettre à disposition du Preneur, au plus tard à la date de signature des présentes, les emplacements d'une surface 23m², dont les plans figurent en Annexe 1.

Ces emplacements sont destinés à mettre en place les Équipements Techniques du Preneur, nécessaires à son activité d'exploitant de système de radiocommunications avec les mobiles.

Article 3 : PROPRIETE

Les Équipements Techniques installés sont et demeurent la propriété du Preneur. En conséquence, ce dernier assumera toutes les charges, réparations et impositions afférentes auxdits Équipements Techniques.

Article 4 : ETATS DES LIEUX

Lors de la mise à disposition effective des emplacements, un état des lieux, annexé aux présentes, sera dressé contradictoirement par les Parties (état des lieux d'entrée) et lors de la restitution effective des lieux loués (état des lieux de sortie).

Article 5 : AUTORISATIONS

Le Preneur fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à son activité.

À cet effet, le Bailleur s'engage à fournir au Preneur, dans un délai de quinze jours à compter de la demande de ce dernier, tout document écrit, nécessaire au dépôt des demandes d'autorisations ci-dessus mentionnées.

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'implantation et l'exploitation des Équipements Techniques visés par les présentes, le Preneur pourra soulever la résolution de plein droit de la présente Convention en le notifiant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT, ENTRETIEN, REPARATION DES LIEUX LOUÉS

6.1 Travaux d'aménagement dans les lieux loués.

Le Bailleur accepte que le Preneur réalise à ses frais exclusifs, dans les lieux loués, les travaux d'aménagement nécessaires à l'activité d'opérateur de téléphonie mobile et les travaux éventuels de modification sur les surfaces louées nécessaires à la réalisation desdits travaux d'aménagement. Le Bailleur accepte également que le Preneur fasse réaliser ces travaux par un sous-traitant.

À la demande du Bailleur, le Preneur s'engage à lui remettre un descriptif technique desdits travaux d'aménagement.

Le Preneur devra procéder ou faire procéder à l'installation de ses Équipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art.
Afin de permettre l'installation, la maintenance et l'évolution des Équipements Techniques, Le Preneur, son personnel autorisé et ses sous-traitants auront accès aux emplacements mis à disposition, vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24 h.é/24) et ceci sept jours sur sept (7 j./7) pendant la durée de la Convention. En ce sens le Contractant et/ou tout occupant de son chef pour qui il se porte fort remettra le cas échéant au Preneur l'ensemble des moyens d'accès aux Équipements Techniques précisés en Annexe 3.

6.2 Entretien des emplacements loués.

Le Preneur s'engage à maintenir les emplacements loués en bon état d'entretien locatif pendant la durée de leur occupation.

Le Bailleur s'engage quant à lui à assurer au Preneur une jouissance paisible des emplacements loués et à effectuer, à sa charge, les réparations autres que locatives se rapportant aux emplacements loués.

6.3 Entretien des Équipements Techniques.

Le Preneur devra entretenir ses Équipements Techniques dans les règles de l'art à ses frais, et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à l'immeuble ou à ses occupants.

De la même façon, le Bailleur s'engage à entretenir ses propres installations éventuelles de manière telle qu'aucun incident ne puisse, du fait d'un défaut d'entretien, générer des perturbations dans le fonctionnement des Équipements Techniques du Preneur ou lui créer un quelconque trouble de jouissance.

6.4 Raccordement en énergie.

Le Preneur souscrira en son nom l'abonnement nécessaire au fonctionnement de ses Équipements Techniques.

6.5 Modifications – Extension des Équipements Techniques.

Les Équipements Techniques implantés pourront faire l'objet de toute modification et ou extension que le Preneur jugera utile, dès lors que celles-ci ne modifieront pas les surfaces louées par la présente Convention et ne porteront pas atteinte au bon fonctionnement des installations présentes sur le site appartenant au Bailleur ou aux occupants.

Il est expressément convenu entre les Parties que toute modification et ou extension modifiant les surfaces louées seront soumises au Bailleur pour accord. Elles seront effectuées aux frais du Preneur.

Cependant, le Bailleur s'engagera d'ores et déjà à faire ses meilleurs efforts pour mettre à disposition du Preneur de nouveaux emplacements si ces modifications et ou extensions le nécessitaient. Celles-ci devront au préalable être négociées en termes financier, juridiques et techniques.

6.6 Réparations

En cas de travaux indispensables, touchant l'un ou plusieurs des emplacements loués, qui ne pourraient être différés à l'expiration de la présente convention et qui seraient nécessaires au bon entretien ou à la réparation de l'immeuble, conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Équipements Techniques mis en place par le Preneur, le Bailleur devra en avertir ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception, **six (6) mois** avant le début des travaux.

Le Bailleur s'engage, dès à présent, à faire tout son possible pour trouver une solution de substitution pendant la durée d'indisponibilité, afin de permettre au Preneur de transférer et de continuer d'exploiter ses Équipements Techniques dans des conditions similaires à celles des présentes.

Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le Preneur pourra, sans préavis, résilier la présente convention par simple lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le Bailleur puisse revendiquer un quelconque droit à indemnisation.

Le loyer visé à l'Article 16 sera, soit diminué du montant correspondant à la période d'indisponibilité, soit, en cas de résiliation de la Convention, calculé au prorata temporis.

Néanmoins, et dans l'hypothèse où le Bailleur aurait consenti à des tiers cohabitant les droits d'occuper des emplacements sur son immeuble, le Bailleur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour la recherche impartiale d'une solution équitable entre les cohabitants avec lesquels il a, ou aura, contracté.

Article 7 : RETRAIT DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES

À l'échéance du terme de la Convention, pour quelque cause que ce soit, le Preneur reprendra les Équipements Techniques qu'il aura installés dans l'immeuble objet de la Convention.

Il est convenu entre les Parties que le Preneur s'engage à restituer les lieux dans les **trois (3) mois** à compter de la date d'expiration de la présente convention. Dans cette hypothèse, les loyers seront dus jusqu'au retrait complet de ses Équipements Techniques.

Le Preneur s'engage à restituer les lieux en bon état d'entretien locatif compte tenu d'un usage et d'un entretien normal.

Article 8 : COMPATIBILTE RADIOELECTRIQUE

Le Bailleur ne pourra créer ou laisser créer de nouveaux équipements susceptibles de nuire aux Équipements Techniques déjà existants.

Le Bailleur s'engage, avant d'installer ou d'autoriser de nouveaux Équipements Techniques à ce que soient réalisées à la charge financière du Preneur, les études de compatibilité des « nouveaux équipements » avec ceux existants.

Dans l'hypothèse où il s'avèrerait que les nouveaux équipements envisagés nuiraient aux Équipements Techniques déjà en place, le Preneur s'engage à ce que soit réalisée à sa charge financière, la mise en compatibilité des nouveaux équipements avec ceux existants.

Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, les nouveaux équipements projetés ne pourront être installés.

Le Bailleur s'engage à faire figurer des clauses similaires à cet article dans les contrats le liant aux autres occupants.

Réciproquement, le Preneur ne pourra créer de nouveaux équipements, ou de modification aux équipements installés dans le cadre de cette Convention, susceptible de nuire aux Équipements Techniques déjà existants.

Article 9 : ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Pendant la durée de la Convention, le Preneur s'assurera que le fonctionnement de ses Équipements Techniques est toujours conforme à la réglementation applicable, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, et spécialement aux dispositions du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L32 du code des Postes et Communications Électroniques et relatif aux valeurs limites d'exposition aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.
En cas d'évolution de ladite réglementation et d'impossibilité pour le Preneur de s'y conformer dans les délais légaux, celui-ci suspendra les émissions des Équipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité ou pourra résilier de plein droit les présentes, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préavis ni indemnité.

Article 10 : RESPONSABILITE

10.1 Entre les Parties

Chaque Partie à la présente Convention supportera la charge des dommages corporels et matériels qui lui sont directement imputables et susceptibles d'être causés à l'autre Partie. À ce titre, le Preneur répondra desdits dommages dans la mesure où ceux-ci trouvent directement et exclusivement leur source dans ses Équipements Techniques, objets de la présente convention.

10.2 À l'égard des tiers.

Le Preneur supportera les conséquences pécuniaires de sa responsabilité propre du fait des dommages et préjudices causés aux tiers dans le cadre ou l'occasion de la Convention trouvant directement leur source dans le cadre de la mise en œuvre ou du fonctionnement de ses Équipements Techniques, objets de la présente Convention.

Article 11 : ASSURANCES

Le Preneur s'engage à être titulaire pendant la durée de la Convention, d'une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Équipements Techniques, de son personnel intervenant dans le cadre de ses opérations de maintenance.

- les dommages subis par ses propres matériels et Équipements Techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux.

- les recours des voisins et des tiers.

Le Bailleur fera sa propre affaire de l'assurance de ses biens immobiliers et ou mobiliers et s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

Le Preneur renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le Bailleur et ses assureurs pour tous dommages matériels et ou immatériels, directs ou indirects, consécutifs ou non consécutifs à un dommage matériel causé au Preneur.

Réciproquement, le Bailleur renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le Bailleur et ses assureurs pour tous dommages matériels et ou immatériels, directs ou indirects, consécutifs ou non consécutifs à un dommage matériel causé au Bailleur.

Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre Partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de leurs assureurs telle que prévue ci-dessus.

Article 12 : CESSION

La Convention revêt un caractère strictement personnel. Toutefois, il est expressément convenu entre les Parties que le Preneur pourra céder, après avoir averti préalablement le Bailleur, la Convention à toute filiale ou société de son groupe, sous réserve que celle-ci s'engage à reprendre les droits et obligations issus de la présente.

En cas de cession du site, qu'elle qu'en soit la forme, le Bailleur se porte fort de rendre la Convention opposable au cessionnaire.

Le Bailleur autorise expressément, le Preneur à sous-louer les lieux loués dans les même droits et conditions qu'aux présentes et ce notamment dans le cadre de l'article D.98-6-1 du Code Postes et Communications Électroniques.

Article 13 : DUREE – RENOUVELLEMENT - RESILIATION

La Convention est consentie et acceptée pour une durée de **douze (12) années** à compter de la signature de celle-ci. Au-delà de ce terme, elle sera reconduite tacitement par période de **six (6) années,** sauf dénonciation

par l'une des Parties signifiée à l'autre Partie par courrier recommandé avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de **douze (12) mois** avant la date d'échéance de la période en cours.

Quel que soit le mode d'organisation ou le délégataire ou concessionnaire en charge de l'exploitation du site mis à disposition par le Bailleur, la Convention continuera de s'appliquer entre les Parties.

Article 14 : LOYER

La présente Convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel délibéré par le Conseil départemental en date du 05 février 2015 pour un montant de 5505, 00 € (Cinq mille cinq cent cinq euros) nets dû par le Preneur à compter de la date de signature de la présente Convention.

Le calcul du loyer s'établit comme suit :

Faisceaux hertziens : 2400,00 € (1200,00 € par faisceau)
Occupation au sol : 3105 € /M² (135,00 € le m² x 23m² d'occupation)

Le Bailleur déclare ne pas être assujetti à la T.V.A et s'engage à prévenir le Preneur, dans les délais les plus brefs, de toutes modifications de la fiscalité afférente au loyer.

Article 15 : INDEXATION DU LOYER

Le loyer sera soumis à la clause d'indexation, il sera révisé chaque année au 1er juillet proportionnellement aux variations de l'Indice trimestriel de Référence des Loyers (IRL) publié par l'INSEE il sera fait application du dernier indice définitif connu à cette date.

Article 16 : PAIEMENT DU LOYER – PENALITES

Le loyer est payable d'avance chaque année au 1er juillet, sur présentation d'un titre de recette émis par le Bailleur.

Les avis des sommes à payer, y compris le premier seront payables par virement à 30 jours fin de mois à compter de leur date d'envoi. À la date de signature de la présente convention, le Bailleur adresse un relevé d'identité bancaire (RIB) à l'adresse d'envoi des avis des sommes à payer.

Les avis des sommes à payer sont à établir au nom de :

FREE MOBILE
Guichet Patrimoine
16, rue de la Ville l'Évêque
75008 PARIS

Le défaut de paiement dans les délais précités fait courir de plein droit des intérêts moratoires, décomptés par mois entier et applicables dès le premier jour de retard. Ces intérêts sont calculés sur la base du taux d'intérêt légal à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de deux points.

Le premier loyer sera calculé au prorata temporis à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention et le 31 décembre de l'année en cours, et sera redevable à la signature de la Convention.

En cas de résiliation, celui-ci sera calculé au prorata temporis jusqu'à la date d'effet de la résiliation quelle que soit la cause ou le terme de la Convention.

Les loyers porteront les références suivantes : **delut/ 55149_002_01**

Article 17 : RESILIATION

17.1 Résiliation à l'initiative du Bailleur.

La Convention pourra être résiliée à l'initiative du Bailleur :

- En cas de non-paiement des loyers aux échéances convenues par la présente Convention, après réception par le Preneur d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant un délai de trois (3) mois ;
- En cas de nécessité de procéder à une restructuration entraînant la démolition totale ou partielle de l'immeuble objet de la Convention et si aucun accord n'a pu être trouvé entre les Parties pour retrouver d'autres emplacements et/ou locaux susceptibles d'accueillir les Équipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de dix-huit (18) mois ;
- Pour un motif d'intérêt général nécessitant la reprise des lieux loués au Preneur, sous réserve du respect d'un préavis de douze (12) mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le Bailleur s'engage à tout faire, avec l'accord du Preneur, pour retrouver d'autres emplacements et/ou local susceptibles d'accueillir les Équipements Techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la Convention. Si un tel accord a lieu, une nouvelle Convention, aux mêmes conditions, sera conclue entre les Parties. Dans cette hypothèse, conformément aux dispositions de l'article L 2122-9 du code général de la propriété des personnes publiques, le Bailleur versera au Preneur une indemnité compensatrice du préjudice subi.

17.2 Résiliation à l'initiative du Preneur.

La Convention pourra être résiliée à l'initiative du Preneur dans les cas suivants :
- Condamnation judiciaire du Preneur à la dépose des Équipements Techniques ;
- Annulation par le Conseil d'Etat de la décision de l'ARCEP autorisant le Preneur à utiliser les fréquences nécessaires à l'établissement et l'exploitation d'un réseau radioélectrique ouvert au public ;
- Impossibilité pour le Preneur de se conformer à une nouvelle règlementation dans les délais légaux ;
- Perturbations des émissions radioélectriques du Preneur ;
- Changement de l'architecture du réseau exploité par le Preneur ou évolution technologique conduisant à une modification de ce même réseau.

Dans tous les cas, la résiliation pourra intervenir sans préavis, pour les deux derniers cas, le Preneur sera redevable d'une indemnité forfaitaire et définitive correspondant à 6 mois de loyer.

17.3 Résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties.

La Convention pourra être résiliée à l'initiative du Bailleur ou du Preneur en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations essentielles aux termes de la Convention, deux (2) mois après la date de présentation d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Article 18 : CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'engage à tenir strictement confidentielles toutes les informations concernant l'autre Partie auxquelles elle pourrait avoir accès dans le cadre de la présente Convention, quel que soit le mode de communication desdites informations.
Sauf autorisation préalable et écrite du Preneur, le Bailleur s'interdit d'utiliser ou de divulguer, directement ou indirectement, pour son propre bénéfice ou non, à quelques tiers que ce soit, les informations qui lui seront transmises par le Preneur ou ses filiales, ou par les préposés de celles-ci à l'occasion de la négociation, de la conclusion, de l'exécution et de la cessation des présentes.

Le Bailleur se porte garant de la bonne exécution de la présente obligation de confidentialité par ses dirigeants, ses représentants, ses salariés, ses sous-traitants, et plus généralement ses collaborateurs et ses préposés quels qu'ils en soient.

Le Bailleur s'engage à respecter la présente obligation de confidentialité pendant un délai de **cinq (5) années** à compter de la résiliation ou de la cassation de la présente Convention, quel qu'en soit le motif.

Sont considérés comme confidentiels par nature tous les documents, informations ou données, quel qu'en soit le support, échangé au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente Convention.

Article 19 : NULLITE RELATIVE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la Convention sont tenues pour non valables ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

Article 20 : CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention et à défaut d'accord amiable entre les Parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
À peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les Parties doit préalablement faire l'objet de la part de la Partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre Partie dans un délai de trente jours à partir du jour où le différend est apparu.
La Partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation

Article 21 : ELECTION DOMICILE

Pour l'exécution des présentes les Parties font élection de domicile, le Bailleur en l'Hôtel du Département et le Preneur en les lieux loués.

Article 22 : ANNEXE

En annexe de la présente convention figurent les documents suivants :

Annexe 1 - PLAN DES EMPLACEMENTS MIS À DISPOSITION
Annexe 2 - EQUIPEMENTS TECHNIQUES
Annexe 3 - MODALITES D'ACCES
Annexe 4 - FORMAT DE FACTURE
Annexe 5 - FICHE D'INFORMATION SUR LA REGLEMENTATION

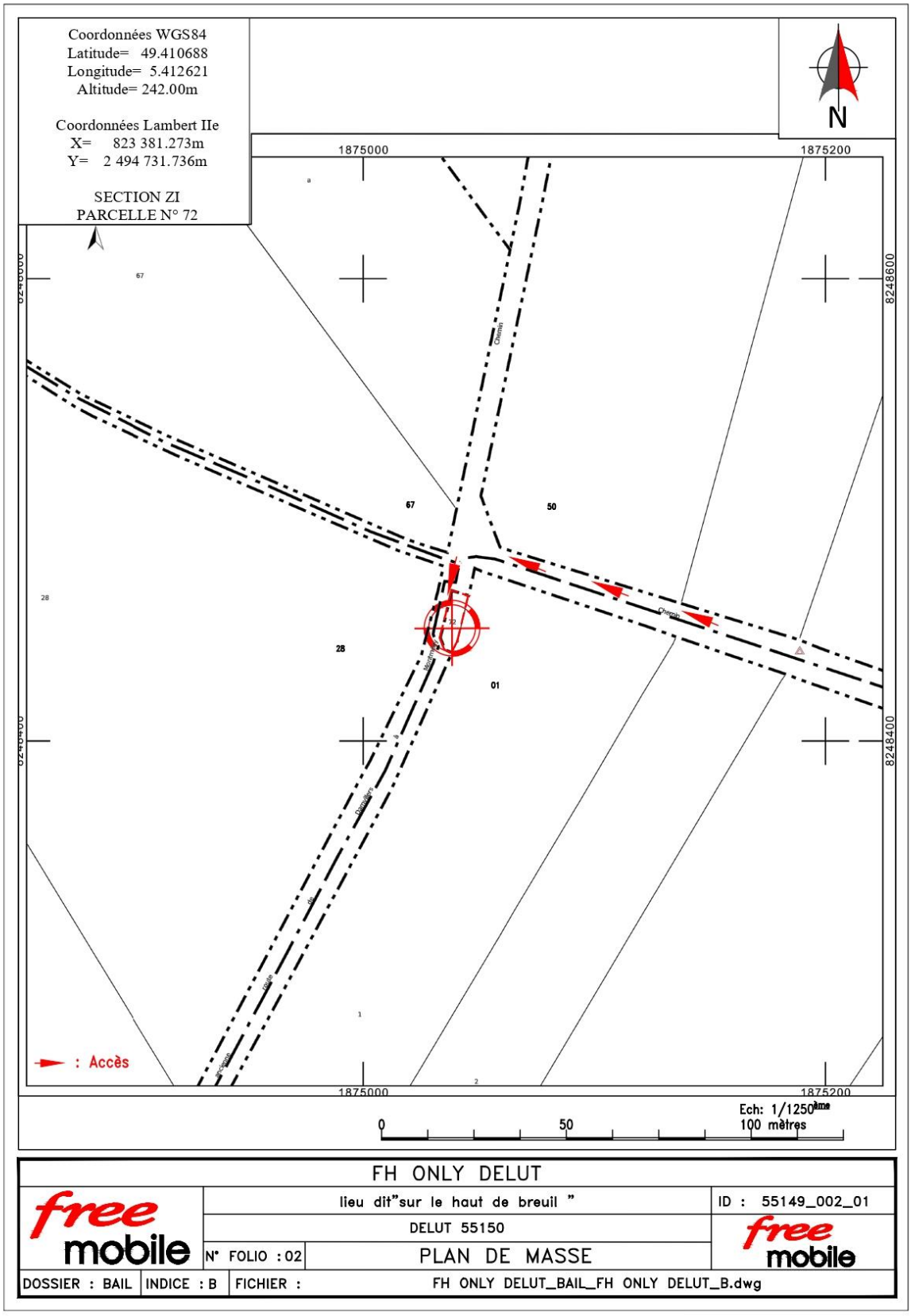
Fait à Bar le Duc, en deux exemplaires originaux (*), le

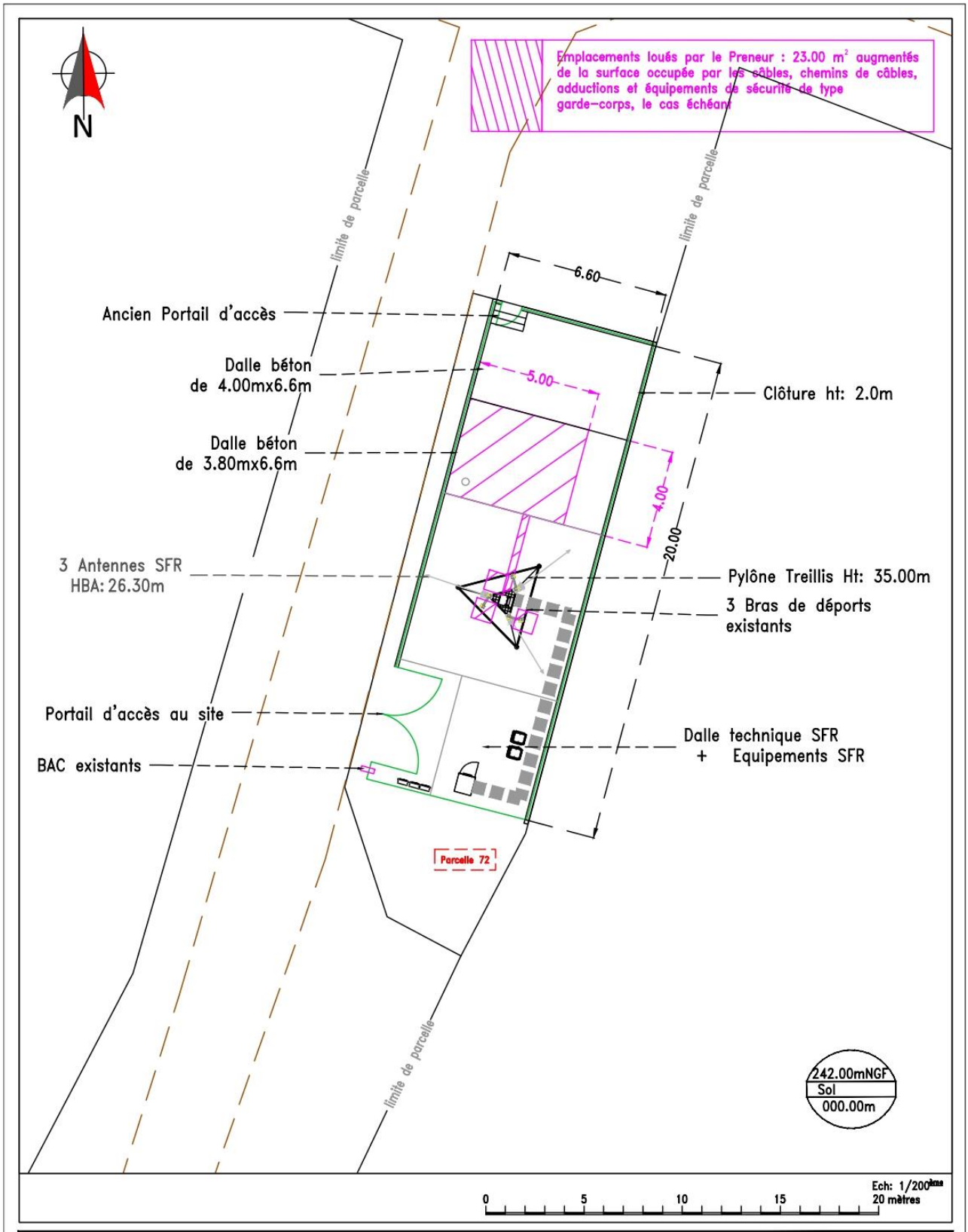
Le Preneur,	Le Bailleur,
Antoine Le gal Président	Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental

(*) un exemplaire original pour le bailleur, un exemplaire original pour le preneur

ANNEXE 1

PLAN DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION





FH ONLY DELUT			
free mobile	lieu dit"sur le haut de breuil "		ID : 55149_002_01
	DELUT 55150		free mobile
	N° FOLIO : 03	SURFACE LOUEE	
DOSSIER : BAIL	INDICE : B	FICHIER :	FH ONLY DELUT_BAIL_FH ONLY DELUT_B.dwg

ANNEXE 2

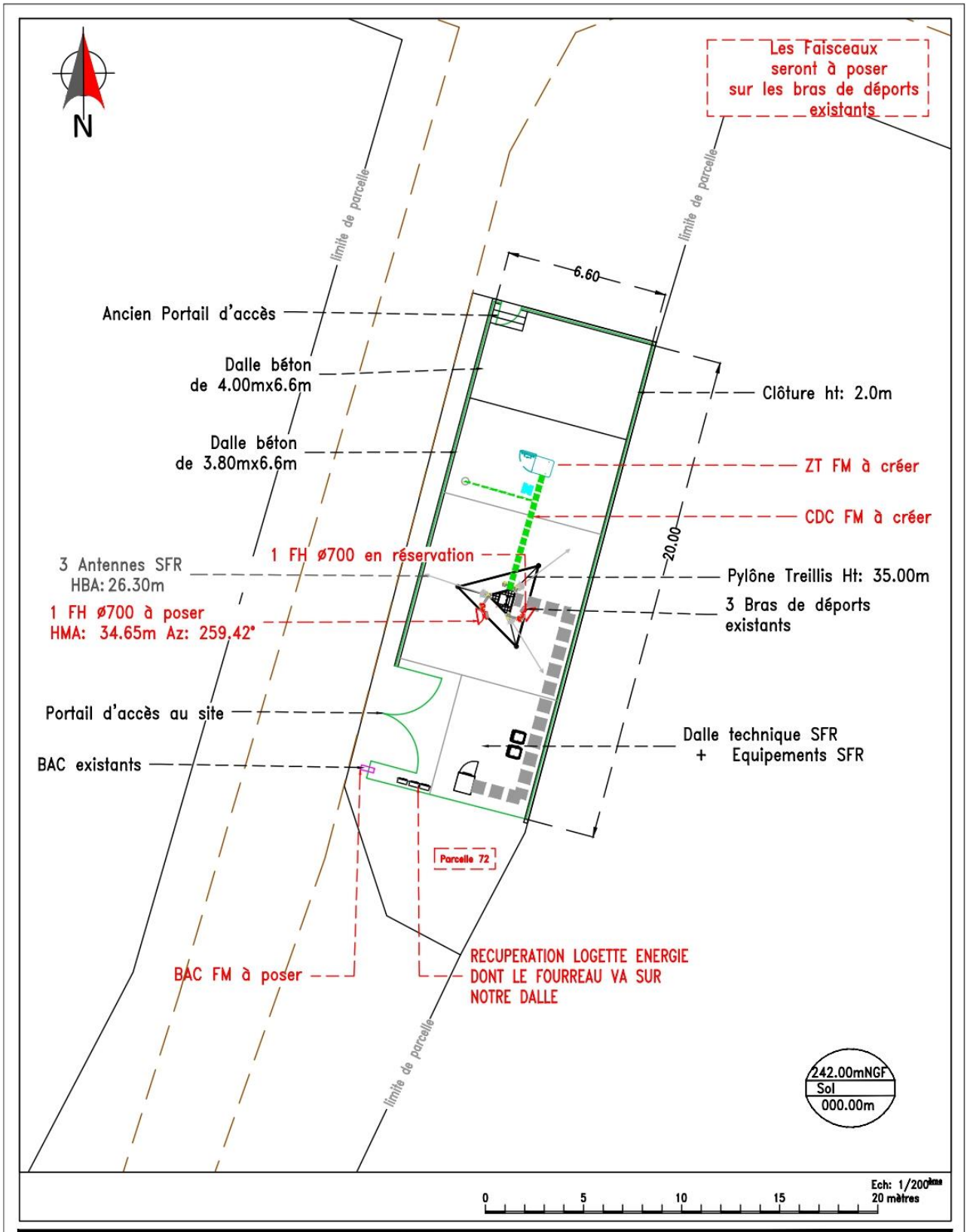
EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Des faisceaux hertziens y compris leurs coffrets associés, leurs systèmes de réglages et de fixation

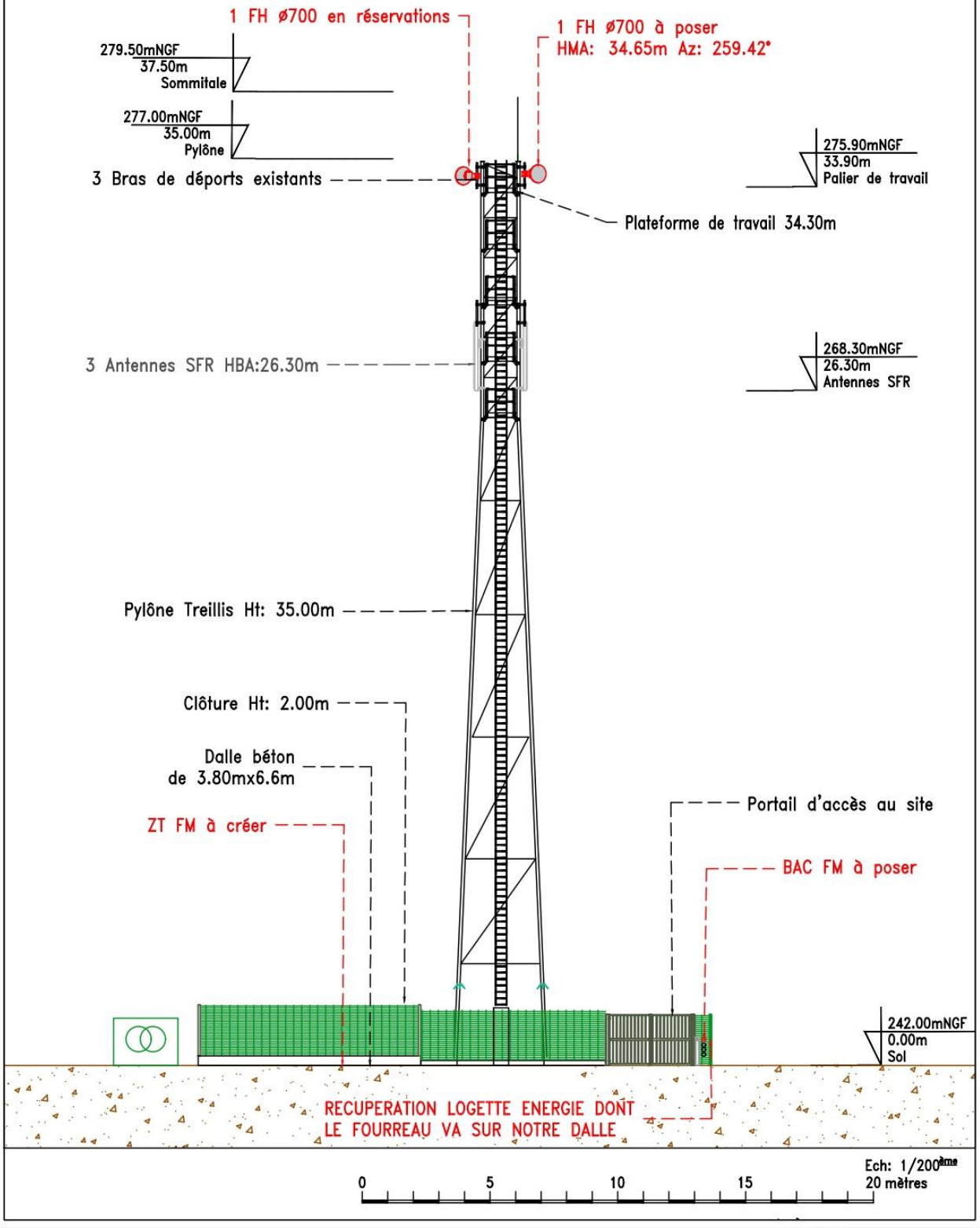
Des armoires techniques et leurs coffrets associés

Des câbles coaxiaux ou de la fibre optique nécessaires à relier les faisceaux hertziens aux baies et leur cheminement

Des systèmes de contrôle d'accès, de balisage et d'éclairage et de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail



FH ONLY DELUT			
free mobile	lieu dit"sur le haut de breuil "		ID : 55149_002_01
	DELUT 55150		free mobile
	N° FOLIO : 04	PLAN D'IMPLANTATION PROJET	
DOSSIER : BAIL	INDICE : B	FICHIER :	FH ONLY DELUT_BAIL_FH ONLY DELUT_B.dwg



FH ONLY DELUT			
free mobile	lieu dit"sur le haut de breuil "		ID : 55149_002_01
	DELUT 55150		free mobile
	N° FOLIO : 05	PLAN D'ELEVATION PROJET	
DOSSIER : BAIL	INDICE : B	FICHIER :	FH ONLY DELUT_BAIL_FH ONLY DELUT_B.dwg

ANNEXE 3

MODALITES D'ACCES

Accès 24h/24, 7 jours sur 7.

Contact Contractant :

Direction du patrimoine bâti
Département de la Meuse
Téléphone : 03.29.45.77.25
sgaf@meuse.fr

Contact Free Mobile : guichet-patrimoine@free-mobile.fr / 01.73.92.29.62

Contact coupure de site : coupure.antenne@reseau.free.fr

Dans toute correspondance, il est impératif de rappeler le code site Free Mobile présent sur la première page des présentes.

Annexe 4
FORMAT DE FACTURE

ELEMENTS DEVANT APPARAITRE SUR LES FACTURES DE REDEVANCE

- **FREE MOBILE en destinataire de la facture**
- **L'emplacement du site concerné**
- **Code site correspondant**

- Le nom de l'émetteur de la facture
- Le numéro de facture
- La date de facture
- La période facturée (1er Semestre ou 2e Semestre)

- Le Montant Hors Taxe
- Le Montant de TVA (si le bailleur est assujetti à la TVA)
- Le Montant TTC

- Le Calcul de l'Indexation

FOURNITURE DU RIB AVANT LA SIGNATURE DU CONTRAT DE LA CONVENTION

ANNEXE 5

FICHE D'INFORMATION SUR LA REGLEMENTATION

Information sur les consignes de sécurité à respecter

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par L'Occupant pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

L'Occupant s'assure que le fonctionnement de ses Équipements Techniques est conforme à la règlementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, L'Occupant s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.

Le Contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à L'Occupant.

Contact coupure de site : coupure.antenne@reseau.free.fr

Demande de coupure « Émission Radio »

Pour tous travaux à réaliser dans le périmètre de protection ANTENNES TELECOM FREE MOBILE :

1. **<u>Adresser la demande suivante par mail au moins 15 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux à : coupure.antenne@reseau.free.fr</u>**

Titre du mail : [coupure site radio] – Code site 55149_002_01
(le code site se trouve sur la première page de la Convention)

Demandeur	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	

Intervenant 1	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	

Intervenant 2	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	

Intervenant 3	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	

Nature des travaux :

Date et heure de début : ../../.. à ..h..

Date et heure de fin : ../../.. à ..h..

2. **<u>Réponse de Free Mobile dans un délai de 48 heures</u>**

- contenant **numéro de ticket à rappeler dans toute correspondance ultérieure**
- attestant de la prise en compte de la demande
- répondant sur la faisabilité de la demande

3. **<u>Pour confirmer ou mettre à jour le planning d'intervention, contacter Free Mobile au 01 73 92 25 80 :</u>**

   Préalablement à l'intervention

   Une fois l'intervention terminée

Direction des Systèmes d'Information

CONVENTION DE TRANSACTION AVEC LA SOCIETE SFR -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen concernant les difficultés de mise en œuvre de liens internet avec l'opérateur SFR pour les sites collèges et administratifs,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'approuver les termes des deux conventions de transaction, jointes en annexe de la présente délibération, finalisant le montant de pénalités à 106 000 euros à l'encontre de l'opérateur SFR au bénéfice du Département ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les deux conventions de transaction.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

E-Meuse Santé

INDIVIDUALISATION DU CADRE CONVENTIONNEL ET FINANCIER 2024 ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LES OPERATEURS DU PROGRAMME E-MEUSE SANTE -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à mettre en place le cadre conventionnel et financier sur 2024 du programme e-Meuse santé et à signer des conventions s'y rapportant,

Après en avoir délibéré,

Décide d'autoriser le Président du Conseil départemental de la Meuse, Porteur du programme e-Meuse santé:

- A déroger à la règle du Règlement Budgétaire et Financier à la page 19 qui précise que « le montant de la subvention votée sera toujours défini sans décimales (arrondi à l'euro supérieur) » ;
- A signer un avenant N°1 à la convention cadre avec AVALUN (*Tableau 2 : Recensement d'un avenant à une convention cadre) ;*
- À signer la convention annuelle 2024 avec AVALUN, sous réserve du démarrage opérationnel des opérations en 2024, et en conformité avec la convention annuelle type et avec les dispositions de sa convention cadre et de son avenant *(Tableau 3 : Répartition des dépenses d'e-Meuse santé par opération pour 2024) ;*
- A individualiser la subvention versée à cet opérateur sur l'AE 2020 4 correspondante ;
- A signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Tableau 2 : Recensement d'un avenant à une convention cadre

N° d'action	Action	N° Opération	Opération	Opérateur bénéficiaire	Modifications prévues dans l'Avenant à la Convention cadre
02.3)	Augmenter la coordination des dispositifs professionnels d'appui par des dispositifs innovants en appui des SNACS »	02.3	Poursuite de la mise en œuvre des expérimentations autour de la biologie "Point of Care"	AVALUN	Mise en place d'un Avenant N°1 en vue de l'ajout d'une opération 02.3 dans le périmètre des missions d'AVALUN, de modifier le budget prévisionnel total ventilé pour l'Action 02.3), afin d'augmenter le montant de l'enveloppe globale alloué à l'Opérateur, suite au mouvement de consolidation du programme d'actions et de simplification des opérations, opéré en 2022. En effet, le besoin de financement pour la mise en œuvre de cette nouvelle opération 02.3, après arbitrage, est de 153 966,30 €, soit une enveloppe totale de convention cadre portée à 554 598,88 € au lieu de 400 632,58 € initialement prévu. Par conséquent, seuls les articles 4, 7 et l'Annexe 1 de la Convention cadre ont été modifiés, dans le cadre de cet Avenant N° 1

Tableau 3 : Répartition des dépenses d'e-Meuse santé par opération pour 2024

N° d'action	Action	N° Opération	Opération	Opérateur	Montant de subvention proposé en 2024 *
02.3)	Augmenter la coordination des dispositifs professionnels d'appui par des dispositifs innovants en appui des SNACS »	02.3	Poursuite de la mise en œuvre des expérimentations autour de la biologie "Point of Care"	AVALUN	**1 164,67 €**
				TOTAL Convention annuelle 2024	**1 167,67 €**

***** Par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier, les subventions ne seront pas arrondies à l'Euro supérieur. Le montant de la subvention votée sera toujours défini avec des décimales.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Archives Départementales

SUBVENTION POUR LA PUBLICATION DES ACTES DES UNIVERSITES D'HIVER DE SAINT-MIHIEL EN 2023 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 10/02/2022, s'agissant de la convention passée avec l'Université de Lorraine,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution d'une subvention à l'Université de Lorraine pour la publication numérique des actes des 15èmes Universités d'hiver de Saint-Mihiel des 23, 24 et 25 novembre 2023, conformément à la convention précitée pour la réalisation de cet événement,

Monsieur Benoît DEJAIFFE étant sorti à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

Octroie à l'Université de Lorraine une subvention forfaitaire de 6 300 € en vue de la publication électronique des actes des 15èmes Universités d'hiver de Saint-Mihiel des 23, 24 et 25 novembre 2023.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Affaires Culturelles

ACTEURS CULTURELS LABELLISES : CONVENTIONS PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au conventionnement pluri-partenarial et pluriannuel d'objectifs d'acteurs culturels labellisés,

VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques,

Vu le règlement d'aide culturelle du Département de la Meuse adopté par l'Assemblée départementale le 31 mars 2023,

Après en avoir délibéré,

Autorise le Président du Conseil départemental à signer les conventions pluriannuelles d'objectifs pour la période 2024-2027 avec les associations Vu d'un Œuf, Vent des Forêts et Scènes et Territoires, ci-annexées.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

2024-2027

Association Vu D'un Œuf

ENTRE

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Monsieur le préfet de la région Grand Est par intérim, ci-après désigné par le terme « l'État »,

La Région Grand Est, représentée par Monsieur Franck LEROY, président du Conseil Régional Grand Est, agissant en vertu d'une décision de la commission permanente N°24CP-1825 en date du 18/10/2024 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme "la Région" ;

Le Département de la Meuse, représenté par son Président Monsieur Jérôme DUMONT, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 28/11/2024, ci-après désigné par le terme « le Département » ;

La Communauté de Communes du territoire de Fresnes-en-Woëvre, représentée par son Président, Monsieur Alexandre DIDIER, siégeant au 5 rue du château, 55160 Fresnes-en-Woëvre, dûment mandaté en vertu de la délibération du Conseil communautaire en date du 05/12/2024, ci-après désignée par le terme « la Communauté de Communes » ;

Désignés ensemble par le terme **"les partenaires publics"**

d'une part,

Et

L'association Vu d'un Oeuf, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 1 rue du château / 55160 Fresnes-en-Woëvre, représentée par son Président Monsieur Raoul BINOT, dûment mandaté,
N° SIRET : 379 877 327 000 62
N° Licences : PLATESV-R-2022-005306 PLATESV-R-2022-005307

Ci-après désigné **"le bénéficiaire"**

d'autre part,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
VU le régime cadre exempté de notification 2014-2023 amendé et prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 sous la référence SA.111666 ;
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
VU la loi LCAP n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;
VU le décret n° 2023 1327 du 29 décembre 2023 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relatives aux lois de finances au titre de la loi 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;
VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent TOUVET, préfet de la Moselle, à compter du 24 août 2020 ;
CONSIDÉRANT que Monsieur Laurent TOUVET, préfet de la Moselle, remplit les fonctions mentionnées à l'article 39 du décret n°2004-370 du 29 avril 2004 susvisé, pour exercer par intérim les fonctions de préfet de la région grand Est ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU les arrêtés préfectoraux n° 2024/352, 2024/353, 2024/354, 2024/355 du 02/10/2024 portant délégation de signature à Monsieur Alexis NEVIASKI, directeur régional adjoint des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional, en qualité de responsable d'unité opérationnelle et en qualité de responsable de centre de coût ;
VU les Budgets opérationnels de programme 0131 et 0361 de la mission culture ;
VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
VU la circulaire du 8 juin 2016 relative au soutien d'artistes et d'équipes artistiques dans le cadre de résidences ;
VU la circulaire du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents ;
VU la circulaire du directeur général de la création artistique n° MC/SG/MPDOC/2022-014 du 8 avril 2022 relative à la mise en œuvre du plan ministériel de lutte contre les VHSS dans le spectacle vivant et les arts visuels ;
VU la note du 23 septembre 2021 sur la simplification et la dématérialisation des démarches usagers de Monsieur le secrétaire général du Ministère de la culture ;
VU l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'ordonnance n° 2020-1305 du 28 octobre 2020 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Collectivité européenne d'Alsace ;
VU l'article L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales instaurant une compétence partagée entre tous les niveaux de collectivités en matière de culture ;
VU la décision de la Commission Permanente du Conseil régional n° 24CP-1825 en date du 18/10/ 2024 ;
VU le règlement financier de la Région Grand Est ;
VU la délibération du 1er juillet 2021 donnant délégation de signature au Président de l'Assemblée départementale ;
VU le règlement budgétaire et financier adopté par l'Assemblée départementale du 16 décembre 2021 et modifié le 16 décembre 2022 ;
VU les crédits inscrits au budget primitif 2024 du Département de la Meuse ;
VU le règlement départemental d'aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale en date du 31 mars 2023 ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 23 mai 2024 accordant une subvention au bénéficiaire, au titre du soutien 2024 aux opérateurs culturels dits structurants ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 28 novembre 2024 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil départemental à la signer.
VU la délibération du conseil communautaire de Fresnes-en-Woëvre du 05/12/2024 approuvant la présente convention et autorisant le président à la signer ;
VU le règlement financier de la Communauté de communes de Fresnes-En-Woevre ;
VU les statuts de l'association Vu d'un Oeuf ;
VU le projet artistique et culturel de l'association Vu d'un Oeuf placé sous la responsabilité artistique de sa directrice, Emmanuelle Pellegrini ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant les enjeux sociétaux de respect et d'effectivité des droits culturels, inscrits dans l'article 103 de la loi NOTRe du 7 Août 2015, dans l'article 3 de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 ;

Considérant l'objectif d'accessibilité à la culture pour le plus grand nombre,

Considérant les enjeux de transition écologique et numérique ;

Considérant le contexte territorial spécifique à la Communauté de Communes du territoire de Fresnes-en-Woëvre, et au département de la Meuse ;

Considérant le projet artistique et culturel initié et conçu par le bénéficiaire :

- Développement d'artistes par l'accompagnement des artistes, de leur pratique en amateur à leur professionnalisation,
- Contribution à l'éducation artistique et culturelle sur tous les temps de vie et tout au long de la vie,
- Impulsion de dynamiques territoriales et de réseau

Considérant que l'activité du bénéficiaire sera traduite en indicateurs partagés dans le cadre de la présente CPO, permettant ainsi son évaluation annuelle commune ;

Considérant que le projet artistique et culturel du bénéficiaire répond aux attendus des partenaires publics pour la mise en œuvre de leur politique culturelle,

Les partenaires du bénéficiaire signataires de la présente convention, sont convaincus de l'importance de l'action de cette structure en termes artistiques, culturels et d'action territoriale, et souhaitent collectivement affirmer leur engagement :

Pour l'Etat :
Considérant le projet initié et conçu par le bénéficiaire conforme à son objet statutaire et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur de la jeunesse, de l'accès à l'offre culturelle et en faveur de la création et de la diffusion du spectacle vivant ainsi que d'autres disciplines artistiques ;

Considérant que les Ateliers de fabrique artistique pluridisciplinaire répondent à un besoin en faveur du développement de la création, de l'expérimentation et de la recherche artistique, du soutien aux artistes émergents et locaux, du travail culturel qualitatif de proximité avec les populations notamment étudiantes, de la médiation artistique de qualité vers les publics les plus éloignés de la culture, la DRAC Grand-Est soutient les structures qui s'emploient à soutenir l'ensemble de ces activités dans un souci de recherche artistique, de partage, de transmission et d'exigence artistique.

Pour la Région :
Les orientations 2021-2028 de la Région répondent à des objectifs de développement durable, qu'ils soient sociaux, économiques ou environnementaux.

A cet égard, la culture constitue un facteur essentiel du bien-être et du bien-vivre : elle participe non seulement à l'épanouissement personnel, mais aussi à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Elle favorise ainsi le sentiment d'appartenance au territoire régional.

Par ailleurs, la culture est un secteur de création et d'innovation irriguant le tissu économique et social, représentant 35 000 emplois non-délocalisables et d'importantes retombées économiques.

Le Grand Est bénéficie d'atouts indéniables sur l'ensemble de son territoire : un positionnement géographique exceptionnel à la croisée de quatre frontières, une diversité d'acteurs d'excellence dans tous les champs culturels et une richesse patrimoniale reconnue.

Aussi, la culture est-elle un vecteur fort de rayonnement, d'attractivité et de développement.

En matière de politique culturelle, les orientations 2021-2028 définies sont destinées à :

- Promouvoir l'offre artistique et culturelle en accompagnant les acteurs essentiels de la dynamique des territoires, par la diffusion de la création, notamment régionale, et son rayonnement sur la scène nationale, transfrontalière et internationale ;
- Structurer les filières artistiques en favorisant le rapprochement et la mutualisation, dans une dynamique de réseaux, à l'échelle du territoire ainsi qu'avec les pays frontaliers ;
- Garantir un accès à la culture pour tous et partout (droits culturels), dans une logique partenariale ;
- Systématiser l'intégration de la stratégie « culture et développement durable » à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet par les professionnels, selon les priorités suivantes :
    - égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations ;
    - consommation et production responsables, lutte contre les changements climatiques et respect de l'environnement ;
- Accompagner la transition numérique des acteurs culturels en matière de création, diffusion et médiation, pour développer la complémentarité de l'offre numérique et physique.

Considérant que le bénéficiaire constitue l'un des maillons de la création et de la diffusion artistique et culturelle en Grand Est, la Région entend accompagner le projet du bénéficiaire conformément aux objectifs prioritaires de sa politique culturelle régionale :

- Favoriser l'implantation ou conforter la présence de projets artistiques professionnels de qualité sur l'ensemble des territoires en renforçant le maillage de ces derniers ;
- Favoriser les rencontres entre les artistes et la population sur l'ensemble du territoire, y compris en dehors des grands centres d'attractivité ;
- Améliorer le service culturel proposé et garantir la mise en réseau des scènes régionales.

Par ailleurs, les objectifs de la politique culturelle régionale s'inscrivent dans les dimensions économiques et sociales du développement durable.

Ainsi, afin de compléter le niveau national des grandes institutions culturelles, le Conseil Régional Grand Est souhaite développer la reconnaissance régionale d'autres pôles.

Cette démarche vise à favoriser ou à conforter l'implantation sur le territoire de partenaires culturels professionnels reconnus pour la qualité de leur travail et ayant pour vocation la structuration de l'offre culturelle dans leur bassin de vie et la diffusion de la création artistique, notamment dans le cadre expérimental du Festival « Densités ».

Pour le Département de la Meuse :

- Considérant que la vie culturelle et artistique présente en Meuse, offre une création et une diffusion artistique portées par un tissu dense d'établissements professionnels et d'associations, dont l'action est un facteur important de la vitalité et de la cohésion des territoires ;
- Considérant que la Culture constitue un argument fort de l'attractivité départementale, contribuant à la valorisation et l'animation d'un patrimoine historique et naturel ;
- Considérant que la Culture participe naturellement des enjeux d'éducation et de citoyenneté ;
- Considérant la volonté d'entretenir et développer une présence culturelle pour l'ensemble des territoires et des populations, en distinguant les projets d'enjeux de niveau départemental où les partenariats se construisent prioritairement avec l'Etat et la Région, des projets d'enjeux de niveau local où l'intervention départementale s'opère en appui à un engagement des instances locales territoriales ;
- Que ce nouveau conventionnement s'emploie à traduire les enjeux de l'action du Département de la Meuse pour la Culture, à prendre en compte les complémentarités nécessaires des acteurs culturels associatifs et publics, et à garantir à tous les Meusiens, quel que soit leur lieu de résidence, une offre de qualité.

Le Département de la Meuse exprime à travers cette convention, les attentes suivantes :

- Poursuivre une action de diffusion sur le territoire de Fresnes en Woëvre et en décentralisé avec une programmation de qualité professionnelle et pluridisciplinaire, conforme au cahier des charges des Ateliers de Fabrique Artistique (AFA) ; elle aura le souci permanent de faciliter la mise en relation des publics avec les œuvres et les artistes ;
- Poursuivre un soutien à la recherche et l'expérimentation, à la création avec les publics, en favorisant l'accueil d'artistes locaux, régionaux, nationaux et internationaux, et notamment de jeunes artistes, sur le territoire au moyen de résidences. La présence artistique, immersive et participative doit permettre de sensibiliser les publics à la démarche de création mais aussi aux enjeux de l'art et de la culture pour le développement économique et social des territoires ;
- Poursuivre son engagement sur le champ de l'éducation artistique et culturelle en Meuse, en portant des projets en adéquation avec les orientations souhaitées par le Département de la Meuse. En vue de renforcer l'accès à l'art et à la culture pour tous et notamment les jeunes et de tous les publics dits empêchés, l'association veillera à apporter une offre pluridisciplinaire basée sur la rencontre de l'œuvre et l'artiste, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances ;
- Apporter et accompagner une expression culturelle contemporaine, en cohérence avec le cadre des politiques culturelles initiées par le Département, et être partie prenante du réseau des acteurs culturels dits « structurants » ;
- Veiller à donner une visibilité à la programmation et les projets initiés qui facilite la reconnaissance et l'appropriation de l'offre dans son entier au service du rayonnement du territoire et de l'attractivité du Département ;
- Participer à une approche de la culture fondée sur la notion de « droits culturels » qui garantissent à chacun la liberté de vivre et de choisir son identité culturelle ;

- Promouvoir l'égalité des genres et lutter contre toutes formes de discriminations et/ou actes de harcèlement moral et/ou violences (VHSS) ;
- Veiller aux bonnes pratiques environnementales participant des objectifs en matière de développement durable.

Pour la Communauté de Communes :

La politique de la Communauté de Communes du Territoire de Fresnes-en-Woëvre vise à apporter un complément à l'offre culturelle de proximité, et en particulier :

- Favoriser et développer l'accès à la culture pour la population sur l'ensemble de la Codecom et notamment en direction du jeune public,
- Améliorer le service culturel proposé et garantir la mise en réseau des scènes du territoire,
- Développer la sensibilisation et la participation des habitants.

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par le bénéficiaire participe de ces politiques publiques, l'Etat (DRAC Grand Est), la Région Grand Est, le Département de la Meuse, et la Communauté de communes de Fresnes en Woëvre décident de s'associer dans un partenariat contractuel pour la période 2024-2027 dans les termes définis ci-dessous.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet joint en annexe I à la présente convention conformément à son objet statutaire.

La présente convention fixe :

- La mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel de l'association Vu d'un Œuf (annexe I),
- Les conditions d'évaluation du partenariat (annexe II) ;
- Les modalités de financement et les relations avec les partenaires publics (annexe III),
- Le plan d'action en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) – (annexe IV).

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 4 années couvrant la période 2024-2027, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2027.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE LA MISE EN OEUVRE DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

L'association entend partager avec les publics et les artistes un ensemble d'actions culturelles basées sur la création contemporaine en milieu rural. Ce projet se développe autour du festival Densités et d'un ensemble d'actions de création irradiant le territoire et touchant des publics variés. L'association entend également développer des actions de coréalisations de programmations avec des structures du Grand Est et au-delà. Et ce dans un souci constant de bonne gestion financière.

L'Association s'engage, pour la période 2024-2027, à poursuivre le programme d'actions tel que ci-dessous défini et détaillé dans l'Annexe I :

1- Diffusion

L'association Vu D'un Œuf se revendique alternative en milieu rural et de taille humaine, avec une ligne directrice affirmée où la découverte est au rendez-vous : telle est la philosophie générale de la politique de diffusion accordant une large place à la transdisciplinarité : la musique dans ses liens avec la danse mais aussi l'image, la poésie, le livre et les arts plastiques. Afin de renforcer sa présence durant l'année, de développer encore les liens départementaux et régionaux, l'association se propose d'élaborer un programme de saison proposant de nouveaux temps de diffusion.

- Une saison de découvertes

Selon les saisons, plusieurs temps forts en lien avec les partenariats sont mis en place, avec un programme dans le même esprit que celui de Densités, dans la perspective de développer encore le lien avec les habitants.

Le programme est soucieux de la création contemporaine mais s'adresse plus spécifiquement au public local et régional avec des temps de rencontres conviviaux. Ils intègrent enfin les ateliers et ateliers-création menés toute l'année. Ces temps incluent selon les saisons : une exposition, des concerts, des débats ou des lectures localement ou en synergie avec d'autres partenaires et lieux de diffusion. Cette diversité contribue à des objectifs de découverte et de curiosité pour s'adresser et toucher différents publics et différentes générations. Le temps d'automne est organisé autour du Festival Densités, événement de portée nationale et internationale qui permet d'affirmer ce travail.

- Festival

Le festival Densités est le moteur de l'activité de l'association s'adressant à des publics et des générations différentes. Ouvrant des grandes possibilités de propositions musicales qui font appel à l'écriture (musiques savantes contemporaines), à l'improvisation, à la musique concrète, au théâtre musical et des expressions tels que le jazz, le rock, la musique traditionnelle. La programmation élimine l'idée du « genre musical », favorisant ainsi le dépassement des classifications traditionnelles. Par ailleurs, la programmation met toujours en avant les jeunes artistes en devenir et soutient leurs projets et créations. Le résultat est donc une programmation éclectique, proposant de nombreuses créations ouvertes sur les artistes du monde entier et impliquant un travail sur la transdisciplinarité.

2- Création et Production

Fruit d'une réflexion globale sur l'aménagement du territoire, la création se concrétise par la mise en place de résidences d'artistes sur le territoire, mais aussi par le développement d'une politique de créations proposées à des équipes artistiques et lors du festival Densités. Leur réalisation donne lieu à une diffusion régionale, mais aussi plus largement en France et en Europe.

- Création

L'association développe d'une part une politique de création en accueillant des artistes et des ensembles, seule ou en coproduction : il peut s'agir de projets musicaux mais ils sont le plus souvent pluridisciplinaires.

- Production

Depuis sa création, l'association mène une activité de production discographique sous le label dénommé « Khôkhôt » qui compte une vingtaine de références. De plus, depuis 2008, les éditions « L'œuf et la lune », qui comptent deux références, complètent ce travail de production dans le domaine de l'édition de livres. Depuis 2018, le pôle de production est avant tout un outil de présentation d'actions menées durant la saison sous forme de disques, livres, livres-objets...

3- Action culturelle et territoriale

Innovantes sur le fond et dans la forme, toutes les actions proposées par l'association s'inscrivent dans la déclaration de Fribourg pour les droits culturels.

Ces actions sont toujours spécifiques et s'articulent autour de deux pôles principaux : les publics en difficultés et la jeunesse.

L'association mène des ateliers en milieu scolaire (en maternelle, primaire et collège) et hors temps scolaire, avec un accent mis sur la parentalité et des ateliers parents-enfants. Le CTEAC du Nord-Meusien permet de coordonner les ateliers sur temps scolaire et hors-temps scolaire dans une logique territoriale. Cela renforce sur un temps long des partenariats avec des structures telles que le Relais Assistantes Maternelles (RAM) et l'accueil périscolaire.

L'association réalise un travail de fond en direction des publics fragiles (handicapés, personnes âgées) et avec d'autres structures spécialisées (hôpitaux, milieu carcéral, ...). Il s'agit de projets pluridisciplinaires. Ces différents ateliers suscitent des partenariats locaux variant suivant la nature des projets.

D'autre part, elle affirme son travail de coopération avec les habitants dans le cadre de résidences liées aux territoires où les artistes s'impliquent fortement.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

4.1 Le coût total du projet sur la durée de la convention est évalué à 913 554 € conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe III et aux règles définies à l'article 4.3 ci-dessous.

4.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

4.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;

- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables ;

4.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 4.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

4.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Les contributions des partenaires publics sont des aides au fonctionnement, détaillées à l'annexe II de la présente convention et prendront la forme de subventions. Les partenaires publics n'en attendent aucune contrepartie directe.

Les partenaires publics contribuent financièrement pour un montant prévisionnel maximum de 521 965 € équivalant à 57% du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 4.1.

5.1 – Pour l'Etat (Drac Grand Est)

5.1.1 Au titre du **règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État** contribue financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

La contribution de l'État prend la forme d'une subvention. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

5.1.2 L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximum de 130 000 € (cent trente mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

L'aide financière de l'État concerne le projet artistique et culturel faisant l'objet de l'appellation « atelier de fabrique artistique » et non le fonctionnement global du bénéficiaire.

5.1.3 Pour l'année 2024, une subvention de 35 000 € est accordée au bénéficiaire, selon la répartition suivante :

- Atelier de fabrique artistique (AFA) - Programme d'activités annuel : 25 000 € (20 000 € sur le programme 361 et 5 000 € sur le programme 131)
- 10 000 € (programme 131 - Fonds festival - aide triennale)

5.1.4 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des subventions de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2025 : 35 000 €
- pour l'année 2026 : 35 000 €
- pour l'année 2027 : 25 000 €.

La répartition est identique à 2024 hormis pour l'aide au festival qui ne porte que sur les années 2024-2025-2026, correspondant à l'aide triennale accordée au titre du Fonds Festival.

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

5.1.5 Les subventions de l'État mentionnées aux paragraphes 4.3 et 4.4 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

5.2- Pour la Région

Pour l'année 2024, une subvention de 48 000 € est accordée par la Région au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire. Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées au bénéficiaire pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.

Au titre des années 2025, 2026 et 2027, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.

Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières de la Région ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Régional, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.

La Région se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

5.3- Pour le Département de la Meuse

Pour l'année 2024, une subvention de 36 865€ est accordée par le Département au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire.

Au titre des années 2025, 2026 et 2027, le Département de la Meuse déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.

Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières du Département de la Meuse ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil départemental, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.

Le Département de la Meuse se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

5.4- Pour la Communauté de Communes

En vertu du programme d'action annuel signé avec Vu D'un Oeuf et annexé à la présente convention,

La Codecom du territoire de Fresnes-en-Woëvre verse une subvention de 10 000 €. En outre, la Codecom fournit un soutien technique et logistique pour un montant annuel estimé à 10 000 € (mise à disposition de locaux pour des stages).

Cette subvention ne comprend pas d'éventuelles demandes que l'association pourrait faire pour réaliser des projets ponctuels ou exceptionnels, notamment en direction des publics dans le cadre du CTEAC du Nord Meusien.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Le versement de la contribution de chaque partenaire public est effectué au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	Vu D'un Oeuf
N° SIRET :	37987732700062
N° Identifiant Chorus :	1001424671
Établissement bancaire :	CIC EST
IBAN :	FR7630087335570001588740125
BIC :	CMCIFRPP

6.1 – Pour l'Etat (Drac Grand Est)

6.1.1 Pour 2024, l'État verse 35 000 € en une seule fois dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs bilatérale.

6.1.2 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la subvention annuelle de l'État, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances, est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- La totalité du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 5.4, sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 5.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 4.4.

6.1.3 La subvention est imputée sur les crédits ouverts aux budgets opérationnels de programme de la DRAC Grand Est - Exercice 2024 :

- programme 361, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0361-02-20, activité 036100101201 Partenariats et contractualisations avec les collectivités territoriales - EAC : 20 000 €
- programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 131-01-23, activité 013100030310 Ateliers de fabrique artistique musique : 5 000 €
- programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0131-01-24, activité 013100040202 : 10 000 €

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est le directeur régional adjoint des affaires culturelles de la région Grand Est.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

6.2 Pour la Région

Pour l'exercice 2024, le versement de la subvention de la Région s'effectue dans le cadre d'une convention financière bilatérale, selon les modalités suivantes :

- Versement d'une avance de 50% après notification d'attribution de la subvention ou, le cas échéant, après signature de la convention.

- Versement du solde de la subvention après transmission d'une fiche d'évaluation présentant un bilan qualitatif, quantitatif et financier, fournie par la Région puis dûment remplie et visée par le représentant légal du bénéficiaire. La Région procèdera à l'annulation ou à la révision de la subvention attribuée, au prorata du montant de dépenses subventionnables effectivement réalisé et justifié.

Pour les exercices 2025, 2026 et 2027, le versement des subventions s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional.

6.3 Pour le Département

Le versement de la contribution financière du Département sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans une convention d'application annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire, en référence au règlement budgétaire et financier. La contribution du Département prend la forme d'une subvention forfaitaire.

Le bénéficiaire des subventions pourra être soumis au contrôle par le Département, de l'emploi de celles-ci (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées) par la demande de documents complémentaires.

Les contributions financières du Département ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Département, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 10-Evaluation, 11-Contrôle de l'administration et 13-Avenant.

Le Département ne sera garant ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

En cas de non-respect des termes de la décision départementale (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées), le Département pourra exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention départementale.
Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :

- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

6.4 Pour la Communauté de Communes

Une contribution financière annuelle de 10 000 € est versée selon les modalités suivantes :

- 50 % au cours du deuxième trimestre de l'année d'exécution
- Le solde au cours du quatrième trimestre de l'année d'exécution

En outre, les bilans annuels (d'activités et financiers) sont exigés à l'issue de chaque exercice.

ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après:

- Le compte rendu financier via le lien https://www.culture.gouv.fr/Demarches-en-ligne/Par-type-de-demarche/Declaration-renouvellement/Compte-rendu-d-emploi-de-la-subvention
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant

les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'Etat et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant.
- Un bilan annuel des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) conformément aux engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de son plan d'action, annexé à la présente convention ;
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 8 – AUTRES ENGAGEMENTS

8.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle des partenaires publics sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. L'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : Etat / Région / Département / Communauté de communes / autres partenaires.

Les logos et chartes graphiques sont à télécharger sur les liens suivants :

8.3.1 Pour l'Etat :

https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/aides/telecharger-logo

En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « *Avec le soutien du ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est* ».

8.3.2 Pour la Région

En matière de diffusion des artistes régionaux, le bénéficiaire s'engage à respecter le cadre légal en matière de rémunération des artistes. Ainsi une copie des éléments contractuels liant le bénéficiaire avec les artistes régionaux devra être transmise au moment du bilan.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter la Charte graphique ci-dessous : « Avec le soutien de la Région Grand Est » et l'insertion du logo sur tous les documents de communication. Le non-respect de cette clause pourra se traduire par le reversement de l'aide et par l'exclusion définitive au bénéfice des aides régionales.

La Région invite également le bénéficiaire à contribuer à l'enrichissement du site www.explore-grandest.com , plateforme de valorisation de l'offre touristique et culturelle régionale.

8.3.3 Pour le Département

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné.
- Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique.

L'association répondra aux sollicitations de rencontre avec les élus et les services du Département pour rendre compte de son activité et de ses projets.

Le non-respect de cette clause pourra se traduire par le reversement de l'aide et par l'exclusion définitive au bénéfice des aides départementales.

8.3.4 Pour la Communauté de communes

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer le logo de la Codecom du Territoire de Fresnes-en-Woëvre sur tous ses supports de communication. Le logo est disponible sur demande auprès des services de la Codecom.

8.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

8.5 Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les cinq engagements prévus dans le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) proposé par le ministère de la Culture aux professionnels du secteur culturel et rappelé ci-dessous :

- Se conformer aux obligations légales en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et les violences à caractère sexiste et sexuel ;
- Former les dirigeants et principaux cadres de la structure, les responsables RH et les personnes référentes en charge des VHSS ;
- Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;
- Créer un dispositif de signalement efficace et traitant traiter chaque signalement reçu ;
- Mettre en place un suivi et une évaluation des actions en matière de lutte contre les VHSS.

Les engagements pris par le bénéficiaire sont formalisés dans un plan d'action annexé à la présente convention (annexe IV). Le bénéficiaire s'engage à transmettre un bilan annuel de la réalisation de ces actions, dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente convention.

8.6 Le bénéficiaire, lorsqu'il est détenteur d'un récépissé de déclaration d'entrepreneur de spectacles vivants valant licence en application de l'article L. 7122-3 du code du travail et s'il est responsable de

la billetterie de tout ou partie de ses spectacles, met à disposition des partenaires publics les informations de billetterie, grâce à l'outil de remontée SIBIL (système d'information billetterie), dans les conditions prévues par l'article 48 de la loi du 7 juillet 2016 et le décret du 9 mai 2017 précités.

Le versement de toute aide du ministère de la Culture est conditionné à la déclaration des données de billetterie dans SIBIL, qui est une obligation depuis le 1er avril 2020.

ARTICLE 9 – SANCTIONS

9.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des des partenaires publics, ceux-ci peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

9.2 En cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations prévues aux articles 8.5 et 8.6 de la présente convention, l'Etat peut le mettre en demeure de se conformer à ces obligations dans un délai maximum de 6 mois. La mise en demeure est notifiée au représentant légal de l'association. Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration du délai, l'Etat peut prononcer la suspension ou le retrait de la subvention

9.3 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 7 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

9.4 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – COMITÉ DE SUIVI ET ÉVALUATION

10.1 Le bénéficiaire réunira une fois par an, un comité de suivi, composé des partenaires publics. Le comité de suivi peut également se réunir à l'initiative de l'un des partenaires publics de la présente convention. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des partenaires extérieurs.

Le comité de suivi est une instance technique qui a pour vocation d'examiner :

- La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention,
- L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel de l'exercice suivant ;
- La réalisation du projet artistique et culturel de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire ;
- La situation de l'emploi.

Le comité de suivi permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

10.2 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

Les partenaires publics procèdent à la réalisation d'une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 11– CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS

11.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

11.2 Les partenaires publics contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que leurs contributions financières n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.5.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 et aux contrôles de l'article 11.

ARTICLE 13 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 – ANNEXES

Les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 15 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 16– RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à , le

(en cinq exemplaires)

Pour l'État,
Le préfet par intérim

Pour le Conseil Départemental
Le Président
DUMONT Jérôme

Pour la Région,
Le Président du Conseil Régional
LEROY Franck

Pour la Codecom du territoire de Fresnes-en-Woëvre
Le Président
ALEXANDRE Didier

Pour l'Association Vu d'un Oeuf
Le Président
BINOT Raoul

ANNEXES

Annexe 1 : PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2024-2027
Annexe 2 : PROGRAMME DES SAISONS 2024 à 2027
Annexe 3 : MODALITÉS D'ÉVALUATION DU PARTENARIAT
Annexe 4 : BUDGETS PRÉVISIONNELS 2024-2025-2026-2027
Annexe 5 : VHSS

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024/2027

Annexe 1
Projet artistique et culturel

Vu D'un Œuf / Fabrique artistique en milieu rural

Projet artistique et culturel 2024-2027 / Sommaire

A. Préambule

1- Rappel historique et contexte local
2- Introduction au projet artistique et culturel

B. La démarche artistique motrice du projet

1- Les enjeux
2- L'identité artistique

C. Les développements pour 2024-2027

1- Les grands axes de développement pour 2024-2027
2- La poursuite d'un lien fort avec la Codecom du Territoire de Fresnes-en-Woëvre
3- Vers un lieu de Fabrique Artistique et de vie
4- L'organisation et l'évolution des partenariats
5- Droits culturels, questions sociétales, environnement

D. La diffusion

1- Une saison de découvertes
2- Les principales dynamiques recherchées
3- Le festival Densités
4- Les partenariats et le réseau

E. Action culturelle et territoriale

1- Temps scolaires
2- Hors temps scolaire et tous publics

F. Les résidences de territoires

1- Les résidences
2- La création

G. Vu D'un œuf et les publics « fragiles »

1- L'expérience et l'expertise
2- Le réseau et les liens

A. Préambule

1- Rappel historique et contexte local

• Le Projet associatif Vu d'un Œuf : agitation artistique en territoire rural

Depuis 1991, l'association Vu d'un Œuf partage avec le public un ensemble d'actions artistiques engagées et axées autour de la musique et de ses relations avec d'autres arts tels que la danse, l'image et la poésie. Le projet artistique basé sur la création contemporaine et la pratique de l'improvisation s'exprime au travers du festival Densités, d'actions pédagogiques en direction des jeunes et de publics adultes, et d'autres productions artistiques (expositions, résidences, disques).

Les propositions de l'association, réalisées dans un esprit d'exigence de qualité, de respect et d'égalité des artistes, des bénévoles et du public, permettent :

- la création et la proposition d'expressions innovantes,
- la valorisation du territoire,
- la rencontre et la mise en réseau de publics variés.

Présente et reconnue au plan international, notamment à travers la renommée du festival Densités, l'association est résolument ancrée sur son territoire, au niveau local et départemental, ainsi que dans la région Grand Est. Avec le souci constant d'affiner le lien avec le public, rencontrer de nouveaux publics et rénover en permanence le rapport à la création artistique, sans se reposer sans cesse sur des recettes toutes faites.

• L'implantation

Créée à Verdun par un collectif d'artistes, l'association y a développé une programmation à l'année, le festival Densités (1ère édition en 1994) et un ensemble d'actions en lien avec le développement social des quartiers, ainsi qu'une programmation musicale mensuelle à la MJC du Verdunois.

L'association s'installe en 2000 à Fresnes-en-Woëvre et propose des actions de diffusion (9 éditions de "Fresnes en Watt" Festival de rock, près de 100 concerts organisés), de création dans les domaines de la musique, et également des projets pluridisciplinaires, qu'il s'agisse de vidéo, danse, poésie ou arts plastiques. Cette offre diversifiée s'adapte aussi aux souhaits et aux contraintes locales, en mettant en avant la création contemporaine, notamment au travers du festival Densités, tête de pont de son action. L'implantation de l'association s'est faite de manière progressive pour saisir finement les besoins du territoire et l'adéquation des possibilités artistiques de l'association avec ses besoins. Il s'agit de tisser un réseau cohérent et de ne pas "plaquer" un projet sur un territoire de manière arbitraire.

L'association a passé convention d'avril 2002 à décembre 2008 avec la CODECOM de Fresnes-en-Woëvre pour établir un programme d'actions culturelles variées. Depuis 2008, l'association a signé une convention multipartite pluriannuelle avec ses partenaires

: DRAC Lorraine, Région Lorraine, Conseil Départemental de la Meuse, Codecom de Fresnes-en-Woëvre ainsi que le Parc naturel régional de Lorraine dont Fresnes est l'une des portes. Cette convention a aujourd'hui évolué dans le cadre de la Région Grand Est.

Le projet s'exprime pour la diffusion dans les différents locaux gérés par la Codecom du Territoire de Fresnes-en-Woëvre par une mise à disposition gracieuse (Salle socioculturelle du Pôle Jeunesse, gymnases, dojo, etc.). Pour les autres activités (création, stages, formation), l'association utilise divers locaux en Meuse et au-delà sous forme de partenariats ponctuels. Les bureaux de l'association sont localisés 1 rue du château à Fresnes-en-Woëvre.

2- Introduction au projet artistique et culturel

Les missions de Vu D'un œuf s'organisent autour des objectifs suivants :

• Renforcer la présence artistique sur le territoire dans le domaine de la musique avec une large place donnée à la pluridisciplinarité : principalement la danse, les arts plastiques et la poésie mais également le cinéma.

• Défendre une éthique égalitaire en s'efforçant de payer un cachet identique à tous les artistes dans le respect des droits et obligations sociales qui s'y rattachent et en s'inscrivant dans la diversité culturelle et en ayant une démarche visant l'égalité des genres. Prévenir les violences et harcèlements sexistes et éviter les souffrances au travail sont également des axes primordiaux.

• Affirmer une singularité et une exigence de programmation en soutenant des esthétiques et des artistes d'aujourd'hui en milieu rural.

• S'adresser à des publics variés (venus de la région, de France et de l'étranger) avec une programmation d'artistes du monde entier, tout en s'inscrivant dans une démarche en faveur du développement durable.

• Favoriser dans un cadre convivial la rencontre entre les populations et les artistes dans une démarche de coopération avec son territoire.

• Élargir les pratiques culturelles des populations, éveiller les curiosités, diversifier les publics.

• Proposer des ateliers-création innovants sur le fond et la forme en direction de la jeunesse et des publics dits « empêchés ».

• Soutenir la création, la production et la diffusion de résidences d'artistes, de co-réalisations et développer l'accompagnement artistique, avec le souci de convier des artistes émergents.

• Renforcer les liens et coopérations avec les structures associatives et culturelles départementales et régionales.

• S'affirmer comme un lieu de Fabrique Artistique en développant des actions tout au

long de l'année en termes de diffusion et de création en tenant compte des contraintes locales de la ruralité.

• Contribuer au rayonnement du département de la Meuse et du Grand Est au travers d'une identité forte et reconnue en attirant notamment un public étranger.

B. La démarche artistique motrice du projet

1- Les enjeux

• Le choix des esthétiques

Vu D'un œuf se consacre aux musiques innovantes. Ouvrant de grandes possibilités de propositions musicales qui font appel à l'écriture (musiques savantes contemporaines), à l'improvisation, à la musique concrète, au théâtre musical, et d'autres expressions telles que le jazz, le rock, la musique traditionnelle. Ce choix élimine l'idée du « genre musical », favorisant ainsi le dépassement des classifications traditionnelles.

• La pluridisciplinarité est un axe de l'ensemble des actions menées par Vu D'un Œuf.

• Vu D'un Œuf se revendique alternative en milieu rural et de taille humaine.

• L'approche de la différence, l'approche de l'autre et le désir de partager des expériences sur les croisements entre la danse, la musique et d'autres pratiques artistiques sont primordiales.

• Un projet artistique comme celui de Vu D'un Œuf n'est pas déconnecté des enjeux financiers en terme d'équilibre budgétaire. Dans un contexte très contraint, cela implique inévitablement des ajustements conjoncturels auxquels le projet artistique doit faire face et répondre.

L'ensemble de ces éléments sont le cœur de notre identité artistique.

2- L'identité artistique

• L'originalité de Vu D'un Œuf est de décloisonner les pratiques qui sont souvent séparées pour des raisons historiques, alors qu'elles sont convergentes sur le plan de la pensée musicale. Cette ouverture sur de larges champs des musiques vivantes se concrétise par une intense politique de création et de rencontre, d'ouverture importante à d'autres formes artistiques : danse, cinéma, poésie... Sur le plan artistique, Vu D'un œuf est donc un défricheur. Sa politique de diffusion et de création est basée sur un réseau mondial pour faire circuler les œuvres et les artistes.

• Pour ses ateliers, Vu D'un Œuf a développé une politique de compagnonnage. Ces choix doivent se faire finement en fonction des projets qui pour certains, notamment en direction du monde médico-social ou encore pour des ateliers en famille, requièrent des compétences spécifiques. Ces équipes artistiques sont souvent impliquées dans les

résidences et également invitées à faire voir leurs créations dans les temps de diffusion. Cette circulation permet aux artistes de mieux connaître et s'immerger dans le milieu rural où ils interviennent.

• La Direction artistique

Créée en 1990 par un collectif d'artistes autour du musicien Xavier Charles. La direction artistique de l'association Vu D'un Oeuf est assurée depuis 1999 par Emmanuelle Pellegrini.

Eléments biographiques

Diplômée de science politique et de relations internationales (DEA Paris 1 Panthéon-Sorbonne), formée au journalisme (Celsa) ainsi qu'à l'histoire de l'art et à la musique, elle a travaillé durant douze années comme journaliste spécialisée dans l'histoire urbaine et le logement social à L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile-de-France, tout en étant bénévole et fer de lance de l'association Vu D'un Œuf qu'elle dirige depuis 2005. Elle est par ailleurs poète et performeuse, partageant son travail principalement avec des musiciens improvisateurs et des compagnies de danse en France et en Europe.

C. Les développements pour 2024-2027

1- Les grands axes de développement pour 2024 - 2027

Les enjeux sur le plan artistique restent les suivants :

- Créer une offre culturelle de proximité conciliée avec une exigence artistique,
- S'inscrire dans des réseaux de programmation de lieux à proximité et développer des coproductions,
- Créer du lien entre artistes du Grand Est, de France et de l'étranger,
- Expérimenter des formes artistiques variées avec des thématiques pluridisciplinaires toute l'année.

Les objectifs généraux de la programmation restent les suivants :

- Continuer de proposer une offre culturelle en accord avec la Codecom et développer le label de Fabrique artistique.
- Continuer de faire connaître l'action menée par Vu D'un Œuf dans le département et la Région.
- Proposer des concerts de musique de création et expositions artistiques aux habitants du canton et du département.
- Rendre possible des échanges entre artistes et habitants sur une base conviviale
- Travailler en partenariat avec les structures d'enseignement et développer les partenariats locaux.

2- La poursuite d'un lien fort avec la Codecom du Territoire de Fresnes-en Woëvre

Depuis 2010, la convention a permis de mettre en œuvre un grand nombre d'actions différentes, d'étoffer et de développer les liens de Vu D'un Oeuf avec son territoire de manière décisive et dans de nombreux domaines.

La convention 2019-2022 a permis de travailler plus particulièrement autour des actions en direction de la Jeunesse, une des priorités de la Codecom du territoire de Fresnes-en-Woëvre notamment en terme de mise en place d'équipements (pôle Enfance, RAM...) et aussi parce que l'enfance et la jeunesse sont des axes importants du développement et de l'offre culturelle proposée par Vu D'un Oeuf.

• Le soutien apporté par la Codecom passe notamment par une subvention annuelle ainsi qu'une importante aide en nature (prêt de salles pour ses activités à l'année et durant le festival Densités, prêt de matériels du type tentes-chapiteaux...). Figurent également des locaux pour ses bureaux : un appartement F3 qui permet de concilier à la fois l'activité administrative, l'accueil du public et l'accueil (logement et restauration) d'une partie des artistes travaillant durant la saison, allégeant ainsi la charge locative d'hébergement.Ces locaux comprennent aussi un espace de stockage de 50 m2 absolument essentiel pour la vie de l'association.

• Ces efforts importants pour une collectivité de taille modeste (la plus petite intercommunalité du Grand Est) sont le signe d'une volonté de faire rayonner le territoire. Et de l'opportunité pour Vu D'un œuf d'y développer davantage l'activité culturelle sur des constats partagés. Le Pôle Culturel, aujourd'hui redevenu municipal, ne fait plus partie du dispositif de conventionnement. Les activités sont donc déployées au maximum dans les salles gérées par l'intercommunalité à Fresnes-en-Woëvre : salle socio-culturelle du nouveau Pôle Enfance-Jeunesse, gymnases et dojo.

3- Un lieu de Fabrique Artistique itinérant

Les constats du territoire
La position de Vu D'un œuf dans son territoire est spécifique. Et cette spécificité invite naturellement à se poser la question de l'accès à la culture des populations et celle du lien social.

• Tout d'abord en raison de l'isolement qui est ici un fait, avec la faible densité de population, les difficultés de communication qui sont un problème permanent en raison de l'absence presque totale de transports en communs.

• Il faut également prendre en compte une certaine perte des liens de solidarités traditionnels qui ont relié plus longtemps qu'en milieu urbain les populations résidentes.

• La perte de liens et l'isolement induisent une forme d'individualisme au quotidien,

ayant fait exploser de nombreux repères traditionnels : plus de places publiques et absence ou presque de service publics, sauf de manière intermittente.

• Le tissu associatif est cependant toujours vivant, mais les dynamiques induites sur le territoire sont encore insuffisantes pour toucher des publics différents, surtout en matière d'offre culturelle.

Le festival Densités qui est la tête de pont de l'association en matière de diffusion avec ses nombreuses propositions est vital du point de vue des enjeux artistiques et de l'attente du public.

La Fabrique Artistique : créer des espaces de rencontre

• Depuis qu'elle est implantée à Fresnes, l'association s'adapte facilement à son environnement et propose tout au long de l'année des activités à ses partenaires.

Le travail de résidence et de création s'attache à développer une sorte de « Va et vient » entre le territoire et les artistes. La crise sanitaire a été l'occasion de mettre l'accent sur le soutien à des équipes artistiques en 2020 et 2021 pour mener à bien leur travail d'exploration et de création : « L'origine D'Osmonde », spectacle Jeune public de la Cie Passaros, « Astéroïdes » le nouveau projet de l'artiste Xavier Charles en 2023, « Sur les chemins » réunissant des chorégraphes pour une création en extérieur présentée lors du festival Densités 2021. Avant cela, les résidences déjà menées : « Cabotage en Meuse » de 2008 à 2010, « Atmosphérique » de 2011 à 2012, « Croquer les Fougères » (2015-2018) ont suscité des partenariats locaux, de la diffusion des spectacles et expositions produites en Grand Est et le plus souvent en France et à l'étranger. L'association poursuit ce travail en mettant en avant des accueils résidence de durée limitée et un accompagnement plus approfondi avec une équipe artistique, comme c'est le cas de la Cie de danse Col'Jam pour les saisons 2022-2024.

Il s'agit notamment de recevoir des équipes artistiques (résidences) pour investir les territoires, d'accueillir des groupes de stagiaires, d'organiser des expositions et des spectacles, des débats et des rencontres à des échelles variées (notamment en petites jauges).

• Vu d'un Oeuf va continuer à proposer des rencontres des résidences de territoire et d'autres temps conviviaux de manière itinérante, en se mettant en lien avec ses partenaires locaux à Fresnes et dans les villages et petites villes maillant le territoire. Avec pour missions principales :

- D'accueillir et soutenir les créateurs autour de projets musicaux et de productions pluridisciplinaires, et nouer des rapports fertiles avec des musiciens, improvisateurs, compositeurs ou interprètes.
- De construire des liens originaux avec les publics.
- De transmettre au plus grand nombre dans des espaces conviviaux.

4- L'organisation et l'évolution des partenariats

• Depuis 2015, outre sa directrice à temp-plein, l'association a accueilli l'équivalent de

1,5 temps plein : tout d'abord sous forme de contrats aidés puis en CDI (1 ETP) de 2018 à fin 2022. Des prestataires extérieurs complètent ce dispositif : gestion de la paie et communication sont externalisées. Après avoir vécu l'expérience d'une seule personne à temps-plein tout au long de l'année, il apparaît que le dispositif « idéal » est plutôt d'avoir deux personnes à temps partiel avec des missions bien distinctes.

Après des difficultés de recrutement suite au départ inattendu de sa chargée de production à la fin de l'année 2022, Vu D'un Oeuf a recruté une chargée de production en CDI depuis avril 2024 pour un temps partiel de 0,6 ETP. Cette personne est plus particulièrement chargée des actions à l'année, des relations avec les partenaires locaux et du suivi administratif tout au long de l'année. La production du festival Densités, événement phare de l'association est assurée par un technicien intermittent du spectacle en 2023 et en 2024 en lien avec la direction et les nombreux bénévoles impliqués dans cet événement. Suivant les contraintes financières de Vu d'un Oeuf, une embauche à temps partiel est envisagée par la suite sur cette mission.

• Tout cela est possible avec les partenaires de longue date de Vu D'un Œuf sur le territoire et bien au-delà en France et à l'étranger. Ces dernières années, de nouveaux partenariats ont pris la forme de coproductions, co-réalisations et collaborations. Ils se tissent avec le souhait de mettre le plus possible en réseau les œuvres et les artistes. En l'occurence pour le Grand Est :

Vu D'un Œuf a fortement développé les coproduction et mise en réseau avec un écosystème proche de lieux et structures intéressés par la diffusion de pratiques de création : le Conservatoire intercommunal de Musique et l'ACDIM à Bar-le-duc (55), la Maison d'Elsa/Cie du Jarnisy à Jarny (54), le festival Musique En Mouvement (Jarny), l'association Fragment (Metz), l'Agglomération du Grand Verdun, les Codecom de Vigneulles et Commercy/Void/Vaucouleurs.

A travers un travail de curatrice mené par Emmanuelle Pellegrini au Musée Les Mineurs de Petite-Rosselle en Moselle, un travail transfrontalier en relation avec le Collectif «Frei Szene Saar» basé à Sarrebruck en Allemagne. Il réunit des artistes et collectifs très actifs permettant de mettre en commun de nouveaux temps de diffusion tels que le Festival Ode to Joy des deux côtés de la frontière (au mois de juin de chaque année).

- Le rôle des réseaux des musiques de création est également très important et à renforcer à travers une participation très active au Réseau de la Plateforme des musiques de création en Grand Est pour mettre des événements autour des musiques de création en lien avec la Cité Musicale de Metz, le CCAM de Vandœuvre, le studio Césaré à Reims, Musica à Strasbourg...

• Les partenariats avec les intercommunalités meusiennes pré-citées devraient pouvoir se développer à travers des conventionnements pérennes autour d'objectifs et thématiques artistiques partagées.

5- Droits culturels, questions sociétales, environnement

La démarche de Vu D'un Œuf s'inscrit dans la déclaration de Fribourg pour les droits

culturels et ses huit piliers tels qu'ils sont définis dans cette Déclaration, à savoir :

- Choisir et respecter son identité culturelle
- Connaître et voir respecter sa propre culture
- Accéder aux patrimoines culturels
- Se référer ou non à une ou plusieurs communautés culturelles
- Participer à la vie culturelle
- S'éduquer et se former, éduquer et former dans le respect des identités culturelles
- Participer à une information adéquate (s'informer et informer)
- Participer au développement de coopérations culturelles.

• La coopération avec le territoire

Implication du public

La commune où se déroule le festival compte un foyer d'hébergement pour personnes en situation de Handicap mental. Ce foyer est de longue date un partenaire, notamment en proposant aux résidents d'assister au festival à des tarifs très réduits. Avec le temps, une équipe de bénévoles issues de ce foyer s'est constituée et continue de se mobiliser durant le festival et tout au long de l'année pour nos autres actions. Des temps de médiation spécifiques, s'ils sont proposés toute l'année aux familles, sont également mis en place durant le festival Densités (ateliers de pratiques, débats...).

Acteurs locaux

90 % des produits destinés aux différents repas proposés durant le festival et pendant la saison sont issus de productions locales de viande, légumes, produits laitiers (à moins de 20 km). L'approvisionnement en boisson est 100 % local avec vin du cru, jus de fruits, tisanes et bières artisanales.

• L'égalité des genres et la diversité culturelle

Egalité des genres

La direction artistique de Vu D'un Œuf est assurée par une femme qui est également référente VHSS dans la structure. Nous intégrons dans notre démarche le souci d'une participation équilibrée des femmes et des hommes. L'inégalité numérique entre hommes et femmes au niveau des artistes reflète toujours une relative sous-représentation des femmes sur la scène des musiques de création. Nous sommes conscients que cela peut conduire à d'autres discriminations directes ou indirectes notamment des personnes LGBT+.

Depuis quelques années, on constate cependant une nette progression dans la diversité des propositions. Des interrogations demeurent : comment concilier l'égalité et la sélection artistique des projets, les quotas systématiques peuvent-ils être appliqués à un travail de programmation artistique ?

Diversité culturelle

Les droits culturels impliquent la discussion des libertés pour faire humanité ensemble. En prenant comme référence les droits humains universels, l'identité culturelle n'est jamais figée. Au contraire, elle progresse vers plus de liberté en étant attentive aux

différends, en entendant les autres identités dans leur liberté.
Dans l'écosystème rural dans lequel nous programmons et vivons, la diversité culturelle n'est pas forcément une réalité au quotidien pour les habitants. C'est dans cet esprit que Vu D'un Oeuf conçoit une programmation qui intègre la rencontre avec l'autre. La rencontre est double : celle avec les artistes et celle avec des publics venus d'ailleurs notamment pour le Festival Densités.

• Le développement durable

Nous privilégions :

- le matériel éco-conçu (pas de plastiques ou d'emballages, vaisselle) les fournitures de bureau écologiques et l'impression sur papier recyclé
- l'utilisation du numérique à bon escient
- le tri des déchets
- la consommation de produits locaux, bio et de saison le télétravail quand c'est possible à certaines périodes de l'année.
- et enfin le covoiturage : durant le festival nous organisons un maximum de navettes depuis les gares TGV les plus proches (Meuse TGV et Metz) et les grandes villes environnantes (Metz et Verdun) pour faire venir le public. Nous participons également à la publication de propositions de co-voiturages pour se rendre au festival.

D. La diffusion

1- Une saison de découvertes

• Vu D'un Œuf a conçu un programme rythmé en temps concentrés et répartis sur l'ensemble de l'année. En utilisant son expérience et sa créativité, l'association tente d'aborder autrement le concept même de programmation en l'adaptant à son environnement (son public et la ruralité).

• Le projet artistique des quatre prochaines saisons se développe dans le champ des pratiques créatives et s'efforce de renforcer les liens avec la population. Les temps de diffusion sont différents d'un festival qui peut être parfois perçu localement comme réservé à un public de spécialistes.

• Il s'agit de temps forts pour approfondir le travail pluridisciplinaire mené par l'association avec la danse, les arts plastiques... Avec un programme soucieux de la création contemporaine, mais s'adressant plus spécifiquement au public local et régional avec des temps de rencontres conviviaux. Ils intègrent enfin les ateliers et ateliers-création menés toute l'année. Ils donnent aussi l'occasion aux artistes intervenants de se produire face au public à qui ils transmettent (écoles...).

• Au vu des constats faits précédemment, les objectifs généraux de cette programmation en matière de lien aux populations sont de :

- Continuer de proposer une offre culturelle locale en accord avec la Codecom et

développer le label de Fabrique Artistique sur la base des nombreuses actions menées notamment en direction des familles et de la petite enfance.

- Continuer de faire connaître l'action menée par Vu D'un Œuf dans le département et la Région.
- Proposer des concerts de musique de création et des expositions artistiques aux habitants du canton et du département et en synergie avec d'autres lieux de diffusion proches.
- Rendre possible des échanges entre artistes et habitants sur une base conviviale, dans la perspective de la création d'un lieu de création artistique ouvert à différents publics.
- Poursuivre une politique d'ateliers de pratique artistique en partenariat avec les structures d'enseignement et de la petite enfance, avec un important développement d'actions hors temps scolaire et en famille.

• Ces temps incluent selon les saisons : des expositions, des conférences, des concerts ou des lectures. Cette diversité nous semble adaptée à des objectifs de découverte et de curiosité pour s'adresser à des publics variés.

2- Les principales dynamiques recherchées

• Varier les propositions pour donner une grande accessibilité à l'offre culturelle. A partir de l'analyse et de notre expérience du territoire, les plus grands besoins sont :

- poursuivre et renforcer les ateliers en direction de la jeunesse (toutes tranches). Ces ateliers offrent des propositions n'existant pas aux environs, des activités à la carte que l'on peut pratiquer en famille, notamment les ateliers parents-enfants.

- les publics fragiles sont également nombreux et des propositions sont faites au fil de l'ensemble des événements.

- le festival Densités, qui est la tête de pont de l'association en matière de diffusion avec ses nombreuses propositions, est une occasion de développer des temps de rencontres différents et s'adressant à divers publics, locaux comme ceux venus de loin.

- les programmations « Hors les murs » permettent de faire encore mieux circuler les œuvres et les artistes, de réaliser des coproductions et co-réalisations mettant des énergies en commun (notamment avec la Maison D'Elsa et Musique en Mouvement à Jarny, Fragment à Metz, CIM ET ACDIM à Bar-le-duc).

• Sur le plan artistique, la question de la pluridisciplinarité sous-tend toujours les propositions artistiques en posant les questions qui selon nous s'y rattachent : quels sont les liens possibles entre arts plastiques et musique ? Comment relier la danse et les mots ? Comment lier l'image filmée et le son ? Comment définir et faire mieux connaître le champ des musiques de création aujourd'hui ?

• Selon les moyens mobilisables, les créations et résidences sont une autre pièce maîtresse de cette programmation de saison.

Les contraintes et les besoins futurs

• L'association voit ses actions contraintes par l'absence d'un lieu véritablement dédié à ses activités. La nécessité de délocaliser les actions a cependant permis de nouer des partenariats enrichissants.
• Dans ce contexte, les projets futurs et la programmation devront tenir compte de la réalité des évolutions du budget de Vu D'un Œuf.

3- Le festival Densités

Densités est unique à plus d'un titre.

• Parce qu'il réalise depuis trente ans la diffusion des musiques improvisées et de création ainsi que leurs croisements avec la danse, la poésie et les arts plastiques. Parce qu'il se déroule à la campagne et défend ce positionnement. L'accueil convivial et chaleureux est un des soucis majeurs de notre politique envers le public : navettes depuis la gare TGV Meuse, aide pour trouver un hébergement, dégustations de produits locaux.

• Parce que sa renommée dans le domaine musical est véritablement nationale et internationale : c'est un des grands rendez-vous du réseau européen et mondial des festivals pour les musiciens et pour un public de passionnés (avec Météo à Mulhouse et Sonic Protest à Paris, Cable à Nantes, Bruisme à Poitiers, Luff à Lausanne en Suisse , Music Unlimited à Wels et Jazz atelier-Ulrischberg en Autriche, Now Now à Sydney en Australie, Fri resonans festival à Trondheim...). Un réseau fragile et précieux dont Densités est un des jalons importants pour les artistes des musiques créatives et un public curieux dans le monde entier.

• Parce que sa programmation éclectique propose de nombreuses créations, ouvertes sur les artistes du monde entier. Le festival a en effet acquis une maturité lui permettant de décloisonner les pratiques artistiques. Il propose également des ateliers de pratique et de découverte ouverts à tous durant le festival en musique et en danse. Le résultat : une programmation variée qui permet d'élargir le potentiel de spectateurs et démocratise l'accès aux formes artistiques créatives.

• Parce qu'il réunit des spectateurs de tous horizons géographiques, du canton à l'Europe en passant par la région, en offrant des tarifs accessibles et étudiés.

4- Les partenariats et le réseau

L'association poursuit les nouvelles actions engagées dans la convention précédente : les ateliers parents-enfants désormais pérennisés ; les co-réalisations avec divers partenaires ; et les temps forts autour du festival Densités.

• Pour aider à découvrir la diversité de l'offre culturelle à deux pas de chez soi :
- Une politique tarifaire spécifique : un pass spécial et une billetterie à très bas prix en direction des personnes en situation de handicap, un tarif « pass jeune »

pour les moins de 20 ans pour Densités. Des concerts durant l'année à bas prix.
- Visites gratuites de groupes pour les expositions (écoles, collège, crèche) et sorties en groupe pour des concerts (collège).

• Le festival Densités est membre du réseau Futurs Composés qui regroupe les principaux festivals, lieux de diffusions musicale et collectifs actifs en France sur le terrain des pratiques musicales d'aujourd'hui et les ensembles de musique.

• Vu D'un Œuf est également au cœur d'un solide réseau dans une région où les expressions d'aujourd'hui sont vivantes et représentées dans la Plateforme des musiques de Création dont la directrice est vice-présidente (la Plateforme réunit entre autres Césaré à Reims, l'Arsenal à Metz, le festival Météo à Mulhouse, mais aussi des structures d'enseignement telles que le CIM de Bar-le-Duc, des compagnies et des artistes). Depuis 2018, l'association participe activement à la mise en place d'événements, de rencontres, notamment un forum annuel et des débats « Les petites causeries ».

E. L'action culturelle et territoriale

• Depuis sa création, convaincue que l'événementiel et la diffusion ne sont pas une présence suffisante sur un territoire, l'association a toujours mené des actions culturelles vers différents publics (des élèves d'écoles de musique aux jeunes des quartiers en difficulté à Verdun, en passant par des adultes amateurs).

• La réduction des inégalités face à l'offre culturelle et la création d'un lien social de proximité fort guident notre projet pour l'ouvrir sur son environnement et en faciliter l'accès à tous les publics.

• En milieu rural, avec la nécessité de renouer des liens sociaux souvent distendus et pour rompre l'isolement, ce type d'actions est d'autant plus indispensable. La crise du Covid a semble t-il amplifié cet isolement, imposant de manière encore plus urgente d'être présent sur le terrain de propositions riches pour les habitants. Ces différents ateliers suscitent des partenariats locaux variant suivant la nature des projets.

• Le développement d'ateliers parents-enfants, notamment en danse et arts plastiques, paraît aussi important pour recréer des liens sociaux réguliers, tout en les proposant de manière souple et « à la carte ».

1- Temps scolaires

• Depuis son implantation à Fresnes, Vu D'un Œuf travaille dans les différentes structures d'enseignement existantes (écoles, collège) dans le canton et en dehors (Meuse, Meurthe-et-Moselle) dans le cadre des dispositifs de l'éducation nationale. Avec la Codecom du territoire de Fresnes, elle s'inscrit dans le vaste CTEAC du Nord Meusien. Elle collabore régulièrement avec d'autres CTEAC du Département, notamment celui de Vaucouleurs/Commercy/Void-Vacon, ou selon les sollicitations dans d'autres départements limitrophes proches.

• Ces projets fédérateurs font intervenir des artistes professionnels de diverses formes d'expression (danse, chorégraphie, musique, poésie, arts plastiques) auprès des élèves des différentes structures et ont la spécificité d'être réellement créatifs et participatifs. Ils s'inventent dans un premier temps avec les enseignants, la directrice artistique et les artistes, et ensuite sur le vif avec les élèves et parents participant, car ils sont souvent accompagnés d'ateliers parents-enfants.

2- Hors temps scolaire et tous publics

• Dans une volonté de créer des liens locaux, l'association a mis en place un rendez-vous créatif pour les parents et les enfants. Ces rendez-vous sont l'occasion de s'éveiller sans contraintes et de partager. Ils sont souvent organisés pour amplifier les ateliers scolaires, élargir les participants à un projet, ouvrir à plusieurs générations. Organisés d'abord de façon mensuelle par un(e) intervenant(e) professionnel(le), l'objectif est de les pérenniser en fédérant un public d'habitués tout en restant ouverts aux nouveaux venus. En 2024, six ateliers sont programmés.

• Les ateliers tous publics ont le lieu le plus souvent en partage, ils sont ouverts, intergénérationnels, et intègrent notamment des personnes en situation de handicap. Les artistes intervenant sont le plus souvent ceux en résidence au sein de l'association et/ou officiant dans le cadre des ateliers scolaires.

• Les résidences de territoire menées sont obligatoirement reliées à la politique de démocratisation culturelle et d'animation des territoires.

F. Les résidences de territoire

Le travail de résidence et de création s'attache à développer une sorte de « Va et vient » entre le territoire et les artistes. Souvent associé aux actions culturelles ou encore au festival Densités, il vient presque naturellement compléter leur présence dans le territoire.

1- Les résidences

• Les résidences s'adressent à des artistes indépendants ou à des compagnies ou ensembles musicaux en lien avec un territoire et ses habitants. Le choix d'artistes n'ayant encore jamais travaillé ensemble s'inscrit dans une logique de découverte et de rencontre.

• Autour d'un constat partagé : tous les artistes réunis par Vu D'un Œuf s'inscrivent dans le programme d'actions culturelles et de territoire. Il s'agit de donner la possibilité de « s'ancrer » en Meuse avec leurs regards, leurs démarches.

• Les résidences sont des propositions de création et d'exploration, et non des commandes. Les artistes doivent donc inventer un langage pour créer de manière collective ou individuelle, sans que Vu D'un Œuf interfère dans leurs choix.

• Les dernières résidences menées : « Cabotage en Meuse » de 2008 à 2010, « Atmosphérique » de 2011 à 2012, « Croquer les Fougères » de 2014 à 2018, les résidences de courtes durées en 2021 pour les Ensembles « Champignon du Futur » et « Jean-Philippe Gross Trio ».

A partir de 2022 et jusqu'en 2024 c'est la Compagnie Col'Jam venue du Maroc qui a investi le territoire de propositions riches et en partage autour de l'acte chorégraphique et des liens avec la musique.

« Ecoutes de Meuse » est le titre provisoire de la prochaine résidence de création (2025-2026) afin d'explorer le territoire et ses habitants avec la musique et pour la première fois l'image filmée, avec le compositeur sonore Xavier Saïki et le réalisateur Thierry Vallino. Pour 2027 c'est « Quoi de neuf sur la planète ? » , une résidence de jeunes talents réunissant une graphiste-plasticienne (Madeline Wood) et un musicien (Quentin Conrate).

• Les résidences suscitent des partenariats locaux, la diffusion des spectacles et expositions. Ce sera le cas de la prochaine résidence qui se propose d'aller dans les différents villages du territoire sous forme de portrait-rencontres.

2- La création

Comme pour les résidences, le territoire et les artistes sont les deux axes du travail de création.

• Vu D'un Œuf peut ainsi produire des projets en croisant les besoins ou les désirs émanant de territoires avec des envies d'artistes : « Commentaire » autour de Marcelle Sauvageot à Trésauvaux (2008/2009), « Sons de saison » à Génicourt-sur-Meuse (2010/2011), « Le garage de Jean-Claude » à Riaville (2014).

• Vu D'un Œuf soutient une équipe artistique ou un projet spécifique : « Ma vie ne regarde personne- Claude Monet » (Sélection Officielle Festival Normandie Impressionniste, (Rouen 2010), « Onceim » (2014) qui s'est produit lors du festival Densités 2015, « Système Friche 2 » en partenariat avec Lutherie Urbaine qui s'est notamment produit à l'Arsenal en novembre 2018, « Dénombrement » création de JP Gross et L. Garcin (2018) qui s'est produit lors du festival Densités 2019.

• Les années 2020 et 2021 ont été marquées par les restrictions sanitaires qui ont sévèrement affecté la création artistique. Cette crise a été l'occasion de mettre l'accent sur le soutien à des équipes artistiques pour continuer leur travail de création : « L'origine D'Osmonde », spectacle Jeune public de la Cie Passaros, « Sur les chemins » réunissant des chorégraphes pour une création en extérieur présentée lors du festival Densités 2021, « Les champignons du futur», de l'artiste Xavier Charles, présenté lors du Festival Musique en Mouvement à Jarny en décembre 2022, « Ballon, Marcaille, Veliotis » : trio de violoncelles créé lors du Festival Densités 2023.

• En 2024, l'aventure de la création continue avec notamment « Mobile Tragestes », un spectacle issu de la Résidence de la Compagnie Col'Jam. Cette rencontre avec la Compagnie creusoise Les Objets perdus sera en tournée lors de la saison suivante.

G. Vu D'un Œuf et les publics dits « fragiles»

1- L'expérience et l'expertise

• Engagée depuis 2005 auprès des personnes en situation de handicap ainsi que les personnes âgées, puis les patients en milieu hospitalier ou des personnes incarcérées, Vu D'un Œuf développe un ensemble d'ateliers-créations où les artistes sont véritablement des artistes et non des animateurs, et où les personnes impliquées sont véritablement actantes et créatrices.

• Ces différents ateliers ont été et demeurent d'extraordinaires traversées artistiques et humaines. Où chacun apprend à connaître l'autre. Où chacun apprend de l'autre. Avec les lignes de force suivantes :

- intégration des personnes en toute bienveillance
    - mise en lumière de leurs compétences
    - mobilisation d'un public aux capacités hétérogènes
- développement de la cohésion et du lien social
- co-construction artistique sur une base d'objectifs partagés
- participation à des représentations publiques favorisant l'inclusion dans le « milieu ordinaire »
- promotion de l'autonomie et de l'intégration

2- Le réseau et les liens

• L'association a travaillé depuis 2015 avec le Centre hospitalier de Verdun-Saint-Mihiel pour mettre en place des actions au Centre de détention de Montmédy, et à partir de 2019 en coordination avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de probation.

• Depuis 2011, l'association a signé une convention bi-partite avec l'ADAPEI de la Meuse pour ses actions liées au handicap mental. A partir de 2018, cette convention s'est concentrée sur le soutien au projet Foudre Rockeur, groupe de Rock mené par le musicien Arnaud Marcaille. Cet extraordinaire groupe de musique a aujourd'hui une vie propre et intense.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024/2027

Annexe 2

Programme des saisons 2024 à 2027

Vu D'un Œuf / Fabrique artistique en milieu rural

Programme des saisons 2024 à 2027 / Sommaire

A. Programmes prévisionnels synthétiques : Saisons 2024, 2025, 2026, 2027

B. La saison 2024 en détail

- Diffusion
- Création
- Action territoriale : temps scolaire
- Action territoriale : hors temps scolaire
- Présentation des artistes

A. Programmes synthétiques prévisionnels saisons 2024-2027

Panorama de la saison en 2024

La diffusion

06 février

Duo ROUH

Ahlam El Morsli / Wajdi Gagui (danse)

Lieu : Salle des tilleuls de Commercy / Partenariats : Communauté de communes Commercy-Void-Vaucouleurs, Ecole Chateau Moulin de Commercy.

14 mars

Duo EPBBEPEP

Emilie Borgo (danse) et Emmanuelle Pellegrini (Poésie)

Lieu : Haudainville / Partenariats : Agglomération du Grand Verdun et Ecole d'Haudainville.

21-22 juin

MOBILE TRAGESTE

Spectacle Col'Jam / Duo danse Ahlam El Morsli /Wajdi Gagui et la Compagnie des objets perdus

Lieu : Espace Rachel Foglia à Jarny (54) / Partenariats : Compagnie du Jarnisy/Maison d'Elsa à Jarny (54).

29-30 juin

ODE TO JOY

Un temps d'échange artistique franco-allemand au cœur du patrimoine industriel lorrain. Distribution : Nadège Billiemaz, Emilie Borgo, Michel Deltruc, Véronique Mougin, Mathias Muche, Emmanuelle Pellegrini, Xavier Saïki. Partenariats : Musée les Mineurs de Petite-Rosselle (57) et L'association Netzwerk Frei Szene Saar (Völklingen, Allemagne).

19-20-21 juillet

MOBILE TRAGESTE

Lieu : Grand Festival de Verdun (cour du Lycée Margueritte) / Partenariat : Agglomération du Grand Verdun.

1/2/3 novembre

FESTIVAL DENSITES

30° édition du festival international de musiques et de performances.

Lieu : Pôle Culturel de Fresnes-en-Woëvre /

31 octobre-8 novembre

Luftweg (La voie des Airs) par Marius Buck (Allemagne)

Exposition

Lieu : Pôle Jeunesse Fresnes-en-Woëvre

5-6 décembre

Participation aux travaux des journées de la Plateforme des musiques de création en Grand Est dont la troisième édition se déroule au CCAM de Vandœuvre les Nancy.

La création

* Deux derniers temps de travail pour la Compagnie Col'Jam en résidence

15-19 avril dans la Creuse (Cie des objets perdus) et 11-22 juin à l'espace Rachel Foglia de Jarny en vue de la Création de Mobile Tragestes.

Partenariats, Coproduction : Compagnie du Jarnisy, Agglomération du Grand Verdun.

L'action territoriale

*** Temps Scolaire : les projets fédérateurs**

6-16 Février 2024

Danser le monde : les racines et les rencontres

Ahlam el Morsli et Wajdi Gagui, chorégraphes à l'école Château Moulins de Commercy.

15 Février- 05 Avril 2024

Le défilé des monstres

Musique (Véronique Mougin), Arts Plastique (Sarah D'Haeyer) à l'école maternelle des Rocandolles de Fresnes-en-Woëvre.

14 Mars- 06 Avril 2024

La monstrada

Musique (Véronique Mougin), Arts Plastique (Florie Bel) à l'école primaire de Saint-Maurice-sous-les-côtes.

14 mars- 12 avril 2024

Danser comme un poisson dans l'eau

Danse, Emilie Borgo, Ecole Primaire d'Haudainville.

08- 12 avril 2024

Des machines à danser

Danse (Ahlam El Morsli), Musique (Jeranium) à l'école Pablo Picasso de Droitaumont-Jarny.

28 mars

Printemps des poètes : intervention d'Emmanuelle Pellegrini à l'école Louise Michel de Joeuf.

*** Hors temps Scolaire : dans le cadre du CTEAC du Nord meusien**

Mars-Avril 2024

Musique et arts plastiques avec les structures petite enfance de la Codecom du territoire de Fresnes-en-Woëvre.

*** Hors temps Scolaire : stages et ateliers parents-enfants**

3 ateliers danse proposés durant l'année au public du territoire de la Codecom de Fresnes-en-Woëvre : 11 février, 24 mars, 9 juin.

4 Ateliers parents-enfants : 20 mars, 03 avril à Fresnes-en-Woëvre et Saint-Maurice-sous-les-côtes.

1 atelier mené du 16 au 19 juillet par Wajdi Gagui (danse) et Jérôme Jeanmart (musique) en vue d'une création participative le 19 juillet dans le cadre du Grand Festival de Verdun.

Les publics fragiles

Foudre Rockeur

Le groupe qui existe depuis 2017 poursuit sa route avec trois séries de concert en France et à l'étranger durant l'année. Un de ces temps en septembre sera l'occasion pour le réalisateur Thierry Vallino de poursuivre le tournage de son film consacré au groupe.

Le festival Densités : un panorama de la programmation en 2024

• Les must des 30 ans :

* Duo Frédéric Le Junter / Alfred Spirli (France).

Une rencontre inédite entre deux constructeurs et plasticiens du son.

* Duo René Lussier / Robbie Kuster

«Je suis quand même un musicien rock!» revendique l'autodidacte devenu figure emblématique de la musique actuelle québécoise René Lussier. Et il n'y a pas plus rock que 50 ans de carrière à frayer dans le jazz, la musique improvisée, le bruitisme et la chanson. Tout aussi libre dans ses explorations musicales : le polyvalent Robbie Kuster. Ensemble, le duo guitare-batterie – mais aussi daxophone, orgue à clou et égoïne ! – s'aventure dans des textures, des rythmes, des improvisations enlevantes.

* Le mythique quartet « Dans les Arbres » (Xavier Charles, Ivar Grydeland, Christian Wallumrod, Ingar Zach, Norvège/France) invite la joueuse de Shamisen japonaise Yumiko Tanaka. En collaboration avec l'ACDIM / Bar-le-duc et le Festival Wien Modern (Vienne, Autriche).

• Des projets hors des sentiers battus :

* Après une première collaboration avec l'ensemble Luxembourgeois Lucillin en 2023 : l'ensemble est de retour avec une nouvelle pièce du compositeur Morton Feldmann. Il s'agit cette fois de « For Philip Guston » œuvre de 4 heures pour un trio (Flûte, percussions, piano), une véritable expérience immersive pour les spectateurs.

*5 Haikus pour un tourne-disque par Yann Legay

Expérimentation circonstancielle et éphémère autour du disque vinyle. Yann Legay se demande qui tourne vraiment autour de qui – *le vinyle, la terre, la pièce dans laquelle on se trouve?* – et essaie inlassablement de répondre à cette question de relativité pratique dans une performance en dialogue avec le support. A travers 5 haïkus on se demande où en est le golden record de la mission Voyager 1 ?

* Maxime Le Moing le promeneur écoutant : une balade zinzin sur les sons de la nature.

Muni d'une enceinte portative, j'invite les participant.e.s à déambuler avec moi dans les rues, les parcs, les forêts, en intérieur ou en extérieur, pour y découvrir un univers sonore étonnant !

• Musique et autres arts :

* « Mørke » Alexandre Ries (vidéo), Pierre Denjean (guitare)

Le titre « Mørke » signifie obscurité en norvégien. Filmée lors d'un voyage en Laponie, en Norvège, la vidéo dépeint un paysage crépusculaire. Le son, créé en résidence au Château Coquelle à Dunkerque, construit tout comme l'image sa trajectoire dans le dévoilement progressif du paysage. Le film procure une expérience immersive.

* Rudéral IV Eric Cordier (programmation, perfomance), Unglee Izi (électronique), Elsa Ferret (performance, voix)

C'est un groupe de performance s'attelant à la redéfinition de la musique et du champ du body art dans une approche radicale. S'il prend racine dans l'aktionisme viennois ou les rituels de Michel Journiac (dont Eric Cordier fut l'élève), Rudéral IV fait se rencontrer les technologies nouvelles poussées à leur extrême et un primitivisme absolu du corps dans le but de questionner le spectateur. Dans cette nouvelle équipe de 3 individus rompus aux arts de la scène, l'interaction des trois augmente la potentialité et la force du dispositif.

• Du rock à l'improvisation : la fine fleur de la scène internationale

* Bunuel (Italie/Etats-Unis)

Eugene Robinson (voix), Xabier Iriondo (guitare électrique), Andrea Lombardini (basse électrique), Francesco Valente (batterie)

* Duo Sophie Agnel (piano) , Michaël Zerang (percussions) (France, USA)

* Duo Jean-Philippe Gross/ Marc Baron (électronique, France)

* TOC Trio Ivann Cruz, Peter Orins, Jérémie Ternoy

Toc est un trio de musique improvisée, qui joue sur l'énergie, la répétition, la puissance, le son électrique. Difficilement qualifiable, sa musique se rapproche du free-rock, du kraut, d'un certain avant-jazz, du noise...

<u>Exposition des machines sonores de Marius Buck (Allemagne)</u>

<u>31/10 au 08/11/2024</u>

Pour beaucoup d'entre nous, la musique est un passe-temps agréable, associé à l'amusement et à la fête, pour d'autres, il s'agit vraiment de choses très personnelles qu'ils traitent par la musique, et puis il y a encore des gens comme Marius Buck, qui voient dans la musique avant tout une exploration des sons et des fréquences. S'il est batteur, Marius Buck est aussi un artisan fabricant des cymbales et autres percussions dans son atelier de Sarrebruck tout près de la frontière française. Il a aussi fondé un label BuckBlech, partage des projets avec des musiciens et des improvisateurs notamment le Collectif Netwerk Freie Szene Saar. Il dévelloppe également de

très poétiques installations In situ, en extérieur ou en intérieur. Il en propose une pour le territoire de Fresnes, adaptée au lieu et à l'espace. De la poésie pure en perspective.

Relaxation sonore et corporelle avec Motu (Ivan Gruselle) et Emilie Borgo

Panorama de la saison en 2025

La diffusion
10-20 Mai
MOBILE TRAGESTE
Spectacle Col'Jam / Duo danse Ahlam El Morsli /Wajdi Gagui et la Compagnie des objets perdus
Lieu : Fresnes en Woëvre / En direction des Ecoles et Collèges du Territoire, en cours.
Juin-Juillet
Exposition des œuvres de Sarah D'Haeyer
Lieu : Verdun / Partenariat en cours : Médiathèque du Grand Verdun.
31 oct/1/2 novembre
FESTIVAL DENSITES
31° édition du festival international de musiques et de performances.
Déjà au programme :
Duo John Butcher (saxophone), Christian Marclay (tourne-disque) (UK), Duo Fred Frith (guitare), Heike Liss (vidéo) (USA, Allemagne), Poursuite d'une collaboration autour du répertoire contemporain avec l'Ensemble Lucillin (Luxembourg)...
Lieu : Pôle Culturel de Fresnes-en-Woëvre /
31 octobre-7 novembre
Equilibre ZOWAWA par Tetsuya Umeda (Japon)
Exposition
Lieu : Pôle Jeunesse Fresnes-en-Woëvre en partenariat avec la Fondation du Japon.
20-30 novembre
« Ecoutes de Meuse »
Temps de micro-présentation chez l'habitant par Thierry Vallino et Xavier Saïki.

Autres collaborations :
* Poursuite de la collaboration avec le musée Les Mineurs de Petite-Rosselle :
- Finalisation de la résidence chorégraphique chorégraphique en mars 2025.
- Festival Ode to Joy et une autre programmations en cours pour l'automne 2025.
* Projet de coproduction à l'étude pour la saison 2025-2026 avec La Maison D'Elsa/Cie du Jarnisy, Le Festival Musique en mouvements à Jarny et l'association Fragment de Metz.

La création
*** « Ecoutes de Meuse » de mars à juin**
Première année de la Résidence d'exploration et de recherche de Thierry Vallino (image) et Xavier Saïki (composition sonore) sur le territoire des Côtes de Meuse.
Note d'intention
Des voix et des visages : une réalisation Filmique et sonore multiforme
Xavier Saïki et Thierry Vallino se plaisent à construire ensemble des objets filmiques et sonores dans lesquels la rencontre humaine se place au cœur du propos artistique.

Ils passent du temps avec les personnes, échangent, prennent des images, des sons.
Tout cela se déroule naturellement, sans artifices ni mise-en-scène.
La caméra et les micros font partie des rencontres et permettent des échanges qui n'auraient pas lieu sans ces outils.
Par la suite, ils s'en retournent en studio avec ces images et sons pour fabriquer, monter, réaliser des sortes de documentaires poétiques dans lesquels les personnes rencontrées se placent au centre.

La pluralité des rencontres

Avec ces outils, ils partiront à la rencontre d'habitants qui façonnent le paysage.
L'image donne à voir les visages, les postures, les espaces. Il s'agit de donner à voir et entendre une palette la plus large possible. Il s'agir donc d'une traversée du territoire.
Les captations sonores font exister les voix, les ambiances des lieux.
Le travail sonore (guitare électrique, objets) apporte dans un deuxième temps une nouvelle dimensions au prises de vues).
Il s'agira de travailler à la pluralité des rencontres et cette liste n'est bien entendu pas exhaustive :
Agriculteur industriels, petites structures en agriculture bio, viticulteurs, brasseries, tiers-lieux associatifs, artistes, forestiers, marcheurs , cyclistes, constructeurs, chasseurs

Un projet en trois temps pour cheminer avec les habitants

1/ Rencontres, prises de sons et d'images de mars à juin 2025.

2/ Temps de présentations en fragments de novembre 2025 à mars 2026

Chez l'habitant, dans une salle des fêtes, au café (encore à définir), nous mettrons en place des temps artistiques, sorte de concerts ou projections réalisés à partir des images et sons collectés qui se mêlent à des matériaux « live » (guitare électrique qui se mêle au collectage de paroles, mapping vidéo etc....).
Ces temps de performance permettront de donner à voir et à entendre la vie du projet, d'avoir des retours rapide sur les enregistrements réalisés.
Ils seront aussi supports et d'échanges et de rencontres précieux pour les artistes.

3/ Réalisation d'un film de juin à octobre 2026

Ce film fera l'objet de plusieurs présentations.
La première aura lieu au Festival Densités 2026.
Partenariats : en cours.

L'action territoriale

Temps Scolaire : poursuite des projets fédérateurs. Ceux déjà en projet :

Juin 2025

« Tout autour de mon école... Il y a »

Exposition de poésies en toutes Formes à l'Ecole Maginot de Belleville-sur-Meuse

Création de poèmes et des supports pour les montrer avec les 8 classes d'une école. Il s'agira donc d'écrire des textes et d'en créer les supports (livres, collages...)
Les artistes : Sarah D'Haeyer et Emmanuelle Pellegrini

Mars- Mais 2025

Tanzen und Sprechen

Danse et Voix en allemand à l'école primaire de Saint-Maurice-sous-les-côtes en passerelle avec le Collège Louis Pergaud de Fresnes-en-Woëvre.

Les artistes : Elodie Brochier (Voix) et Bérangère Brulebois (Danse).

Hors temps Scolaire : dans le cadre du CTEAC du Nord meusien
Mars-Juin 2025
Musique et arts plastiques avec les structures petite enfance de la Codecom du territoire de Fresnes-en-Woëvre.
Hors temps Scolaire : stages et ateliers parents-enfants
3 ateliers danse proposés durant l'année au public du territoire de la Codecom de Fresnes-en-Woëvre. 4 Ateliers parents-enfants.
Les publics fragiles
Foudre Rockeur
Le groupe qui existe depuis 2017 poursuit sa route avec trois séries de concert en France et à l'étranger durant l'année. Elaboration d'un Groupe d'Entraide Mutuelle avec l'Adapei de la Meuse.

Panorama de la saison en 2026

La diffusion
Mars
« Ecoutes de Meuse »
Deuxième temps de micro-présentation chez l'habitant par Thierry Vallino et Xavier Saïki.
Juin
« Mon histoire du cinéma »
Restitution publique et familiale du Film suédé réalisé dans le cadre des nouveaux Fablab de Vu D'un Oeuf.
Lieu : Pôle Jeunesse de Fresnes-en-Woëvre
30-31 oct/1 novembre
FESTIVAL DENSITES
32° édition du festival international de musiques et de performances.
Lieu : Pôle Culturel de Fresnes-en-Woëvre
Novembre
Présentation du Film de la résidence « Ecoutes de Meuse » lors du festival Densités puis tournée sur divers lieux du territoire.
30 octobre- 8 novembre
Exposition
Les monuments Errants par Béchard / Hudon (Canada)
Lieu : Pôle Jeunesse Fresnes-en-Woëvre .
Autres collaborations : * Poursuite de la collaboration avec le musée Les Mineurs de Petite-Rosselle : - Festival Ode to Joy et une autre programmations.
* Projet de coproduction à l'étude pour la saison 2025-2026 avec La Maison D'Elsa/Cie du Jarnisy, Le Festival Musique en mouvements à Jarny et l'association Fragment de Metz.

La création
*** « Ecoutes de Meuse » de mars à juin**
Deuxième année de la Résidence d'exploration et de recherche de Thierry Vallino (image) et Xavier Saïki (composition sonore) sur le territoire des Côtes de Meuse.

L'action territoriale et les publics fragiles
Temps Scolaire : poursuite des projets fédérateurs
Hors temps Scolaire et temps scolaires à partir de 2026 : Un FABLAB participatif

Outre les projets fédérateurs « classiques » et afin de créer des synergies entre beaucoup de publics différents l'association a l'idée de mettre chaque année en place un atelier participatif d'une durée de dix journées qui aboutira à l'élaboration d'une œuvre collective qui sera ensuite présentée au public. Il pourra s'agir d'arts plastiques, de musique, d'images ou d'écriture suivant les années.

Première année : L'histoire du cinéma en suédé avec Thierry Vallino

Les participants : élèves de primaire à partir du CM1, élèves de collège, personnes en situation de handicap, personnes âgées, et parents-enfants pour les plus jeunes.

Le concept s'inspire du réalisateur Michel Gondry (Soyez Sympas, Rembobinez, réalisé en 2008) pour inviter à la réalisation de pastiches cinématographiques sous forme de courts-métrages. Il s'agira donc d'une série de scénettes retraçant une histoire totalement subjective du cinéma à travers 1 western, 1 comédie musicale, 1 film en costume, 1 film de science-fiction... L'amplitude proposée permettant de nombreux axes à la participation des publics : choix de costumes, élaboration de décors, jeu d'acteurs, initiation au tournage, en prenant en compte les compétences de tous et de chacun.

Publics fragiles : Le groupe Foudre Rockeur devrait faire à cette date partie d'un nouveau Groupe d'Entraide Mutuelle dont Vu D'un Oeuf fera partie pour élaborer des activités artistiques.

Panorama de la saison en 2027

La diffusion

Mars

Spectacle Jeunesse, programmation en cours.

30-31 oct/1 novembre

FESTIVAL DENSITES

33° édition du festival international de musiques et de performances.

Lieu : Pôle Culturel de Fresnes-en-Woëvre /

30 octobre- 8 novembre

Exposition

La création

*** Nouvelle résidence jeunes talents : Quoi de neuf sur la planète ?**

Ils ont moins de 40 ans. Un musicien (Quentin Conrate) et une graphiste-plasticienne (Madeline Wood) vont ici investir cette vaste question sur le territoire meusien.

Du local au global, du territoire au vaste monde : comment créer une forme qui laisse place à la matière, aux archives collectées ? Les deux artistes vont imaginer une installation qui sera également activée grâce au spectacle vivant et à la rencontre, et enfin un lieu à habiter le temps de la visite, c'est là tout le projet de *Quoi de neuf sur la planète ?*

Présentation des artistes

* Madeline Wood est plasticienne et performeuse. Diplômée de l'ESAD de Valenciennes, elle multiplie les médiums pour développer à travers eux le moyen le plus juste de saisir les traces sans les immobiliser. Co-fondatrice de la maison d'édition Les Piñatas, elle permet le développement de pratiques de jeunes artistes à travers la création de livres objets. Performeuse dans plusieurs compagnies, elle intervient également comme illustratrice autour de projets de spectacle vivant.

* Quentin Conrate est artiste sonore et compositeur. Après des études en arts plastiques et en histoire de l'art, il tente de fusionner ses réflexions sur l'espace et la théorie avec sa pratique et ses recherches sur le son,

notamment autour de la batterie. Il compose pour de nombreux spectacles et improvise régulièrement avec différent.e.s musicien.ne.s en France et en Europe. Il a sorti de nombreux disques.

L'action territoriale et les publics fragiles
Temps Scolaire : poursuite des projets fédérateurs
Hors temps Scolaire et temps scolaires à partir de 2026 : Un FABLAB participatif
Outre les projets fédérateurs « classiques » et afin de créer des synergies entre beaucoup de publics différents l'association a l'idée de mettre chaque année en place un atelier participatif d'une durée de dix journées qui aboutira à l'élaboration d'une œuvre collective qui sera ensuite présentée au public. Il pourra s'agir d'arts plastiques, de musique, d'images ou d'écriture suivant les années.
Deuxième année : Dessine-moi un mouton
L'errance et le voyage pour créer une œuvre plastique collective et intergénérationnelle avec Madeline Wood.

Publics fragiles :
Le groupe Foudre Rockeur devrait faire cette date partie d'un nouveau Groupe d'Entraide Mutuelle dont Vu D'un Oeuf fera partie pour élaborer des activités artistiques en commun.

B. Programme détaillé de la saison 2024

La diffusion

21 mars : Danse/Poésie
EPBEBEBPPPEPEPEBBB

EPBEBEBPPPEPEPEBBB, c'est une danseuse et une poétesse plongées dans le lieu de vie ordinaire de ceux qui deviennent spectateurs. Ce duo s'immisce dans la quotidienneté qu'il va transformer et mettre en résonance l'espace d'une représentation, donnant à lire le lieu et la situation avec un œil poétique, chorégraphique et ludique.
EPBEBEBPPPEPEPEBBB se recrée à chaque représentation, en relation étroite avec le lieu investi : salles de classe, jardin potager, bar, chez l'habitant, bureau de poste... Mais aussi dans des salles de spectacles !

21 Juin, 20 et 21 juillet : Danse/Arts plastiques
Mobiles Tragestes

Cette nouvelle création est née de la rencontre de la Compagnie Col'Jam actuellement en résidence à Vu D'un Oeuf. Venue du Maroc, la Compagnie se voit ici proposer un projet mettant en lien le geste et les arts plastiques. La Compagnie des Objets perdus, bien connue des arts de la scène pour ses machineries fantastiques et inventive paraissait idéale pour cette rencontre pas comme les autres entre danse et machines.
Présentation :
En général, les dansistes impriment nos rétines et convoquent nos émotions sans écrire les traces de leurs chorégraphies et les dessinistes organisent leurs gestes en fonction des traces à déposer sur le papier. Apparemment antinomiques, ces différentes façons de construire les mouvements se rejoignent au coeur du projet Mobiles Tragestes.
Sur scène, les corps dansants inspirent et génèrent des dessins qui s'accumulent et les corps dessinants chorégraphient leurs traits en fonction de la danse.
Qui fait quoi ? Qui influence qui ?
Les actions simultanées de ces corps actifs sont accompagnées par des dispositifs mécaniques, graphiques et

sonores, qui enrichissent ou contraignent les échanges en construction et les actions engagées. Fruit d'une coopération entre la compagnie creusoise Les Objets Perdus (autour du projet « les Mécanographes ») et la compagnie de danse marocaine Col'Jam, cette performance atypique conjugue des expressivités différentes. Ancrée - encrée - dans l'instant, elle compose un témoignage vibrant de trajectoires distinctes partageant une démarche commune.
Mobiles Tragestes : jeu de construction instinctif qui dessine la danse et danse le dessin.
Des corps bougent. Des machines bougent. Des mouvements se dessinent. Des dessins bougent. Des sons circulent. Des échangent se trament. Des objets s'envisagent. Des rencontres apparaissent. Des images se façonnent. Des équilibres se tentent. Des énergies cheminent main dans la main, pied à pied, tête en l'air... Toujours mobiles, nos trajets se tissent et nos gestes s'imprègnent.

01- 03/11/2024
Densités
30° édition du festival international de musiques de danse et de performances

*** Duo Dans l'air : Frédéric Le Junter / Alfred Spirli (France) Création**

Une rencontre inédite entre deux constructeurs et plasticiens du son. Frédéric Le Junter est aussi le parrain du festival Densités, il a joué le premier concert de la première édition en 1994, puis de nombreuses fois dans différents projets. Son merveilleux univers de machines fantastiques fait de lui un des plus grands poète de notre temps. Il nous offre un joli cadeau : celui d'une rencontre encore inédite (mais comment ces deux là ne se sont pas croisés plus tôt?) avec Alfred Spirli, inimitable clown blanc, faiseur de sons et de vents. Au programme : des sons, du vent, de la poésie et de l'humour.

*** Duo : René Lussier (guitare) / Robbie Kuster (batterie) (Canada) Première française**

«Je suis quand même un musicien rock!» revendique l'autodidacte devenu figure emblématique de la musique actuelle québécoise René Lussier. Et il n'y a pas plus rock que 50 ans de carrière à frayer dans le jazz, la musique improvisée, le bruitisme et la chanson. Tout aussi libre dans ses explorations musicales : le polyvalent Robbie Kuster. Ensemble, le duo guitare-batterie – mais aussi daxophone, orgue à clou et égoïne ! – s'aventure dans des textures, des rythmes, des improvisations enlevantes.

*** « Dans les Arbres » +Yumiko Tanaka Création**

Depuis sa création en 2006, le mythique quartet Dans les arbres ne cesse de briller. C'est un ensemble d'improvisation composé du clarinettiste français Xavier Charles et des trois Norvégiens Christian Wallumrød, guitariste Ivar Grydeland et percussionniste Ingar Zach. Les paysages texturaux dynamiques évoluent au fur et à mesure que Dans les arbres exploite sa richesse de techniques étendues non orthodoxes. Leur musique avance doucement mais sûrement sur de larges plans sonores.
Ils convient ici une joueuse de shamisen et vocaliste exceptionnelle : la japonaise Yumiko Tanaka très active dans la musique traditionnelle comme sur les scènes de l'improvisation et de la musique contemporaine.
En collaboration avec l'ACDIM / Bar-le-duc et le Festival Wien Modern (Vienne, Autriche).

*** For Philip Guston par Lucilin (Luxembourg) : Sophie Deshayes (flûte), Guy Frisch (percussions), Pascal Meyer (piano)**

Après une première collaboration avec l'ensemble Luxembourgeois Lucillin en 2023 : l'ensemble est de retour avec une nouvelle pièce du compositeur Morton Feldmann. Il s'agit cette fois de « For Philip Guston » œuvre de 4 heures pour un trio (Flûte, percussions, piano), une véritable expérience immersive pour tous : musiciens et spectateurs. Pour ce voyage incroyable nul besoin de se déplacer !

***5 Haikus pour un tourne-disque par Yann Legay (France)**

Expérimentation circonstancielle et éphémère autour du disque vinyle. Yann Legay se demande qui tourne vraiment autour de qui – le vinyle, la terre, la pièce dans laquelle on se trouve? – et essaie inlassablement de répondre à cette question de relativité pratique dans une performance en dialogue avec le support. A travers 5 haïkus on se demande où en est le golden record de la mission Voyager 1 ?

*** Maxime Le Moing le promeneur écoutant (France)**

Une balade zinzin sur les sons de la nature. Muni d'une enceinte portative, j'invite les participant.e.s à déambuler avec moi dans les rues,de Fresnes en intérieur ou en extérieur, pour y découvrir un univers sonore étonnant ! Jeune compositeur prometteur vivant à Metz, Maxime a inventé une incroyable balade pour mettre en évidence la magie toute quotidienne qui nous environne.

*** « Mørke » Alexandre Ries (vidéo), Pierre Denjean (guitare)**

Le titre « Mørke » signifie obscurité en norvégien. Filmée lors d'un voyage en Laponie, en Norvège, la vidéo dépeint un paysage crépusculaire. Le son, créé en résidence au Château Coquelle à Dunkerque, construit tout comme l'image sa trajectoire dans le dévoilement progressif du paysage. Le film procure une expérience immersive.

*** Rudéral IV Eric Cordier (programmation, perfomance), Unglee Izi (électronique), Elsa Ferret (performance, voix)**

C'est un groupe de performance s'attelant à la redéfinition de la musique et du champ du body art dans une approche radicale. S'il prend racine dans l'aktionisme viennois ou les rituels de Michel Journiac (dont Eric Cordier fut l'élève), Rudéral IV fait se rencontrer les technologies nouvelles poussées à leur extrême et un primitivisme absolu du corps dans le but de questionner le spectateur. Dans cette nouvelle équipe de 3 individus rompus aux arts de la scène, l'interaction des trois augmente la potentialité et la force du dispositif.

*** Bunuel (Italie/Etats-Unis)**

Eugene Robinson (voix), Xabier Iriondo (guitare électrique), Andrea Lombardini (basse électrique), Francesco Valente (batterie)
Un trio italien entoure l'omnipotent performeur new-yorkais à la composition, avec le batteur hyperactif Francesco Valente (Il Teatro Degli Orrori, Snare Drum Exorcism, Lume), Xabier Iriondo (Afterhours) à la guitare et Andrea Lombardini à la basse. Cornaqué par le fascinant chanteur américain d'Oxbow, également journaliste, écrivain et boxeur entre autres occupations hebdomadaires, Buñuel porte donc le nom d'un cinéaste espagnol naturalisé mexicain. Un certain amour de l'avant-garde globalisée pour ce quartet tout en déflagration.

*** Duo Sophie Agnel (piano) , Michaël Zerang (percussions) (France, USA)**

Musicien, compositeur et producteur depuis 1976, il se concentre sur la musique improvisée, le free jazz, la composition contemporaine, le théâtre de marionnettes, le théâtre expérimental et les formes musicales internationales. Michael Zerang a plus de cent trente-cinq titres dans sa discographie et a effectué des tournées nationales et internationales sur un bon bout de la planète. Son duo avec la pianiste Sophie Agnel est peut être à l'image d'une certaine musique classique : en plusieurs mouvements. Une science du détail prédomine. Beaucoup de choses se produisent – on est loin du minimalisme. Ironiquement, Zerang assume le rôle de mélodiste plutôt qu'Agnel dont la stridence accentue son rôle déstabilisateur. Si le duo évolue dans un cadre éthéré, bien lancé, il est capable de générer un joyeux barouf. Une réussite.

*** Duo Jean-Philippe Gross/ Marc Baron (électronique, France)**

Ce duo créé en 2018 crée une musique qui doit autant à la musique concrète qu'au hip hop expérimental. Blocs

de sons tendus, tantôt bruts tantôt sophistiqués, enregistrements, résidus de bandes magnétiques : ce duo est celui de deux amoureux du son, avides de partager leur musique tout en étant profondément en retenue et en subtilité. De quoi vraiment se régaler d'un grand voyage musical.

*** TOC Trio Ivann Cruz (guitare), Peter Orins (batterie), Jérémie Ternoy (Fender)**

Free punk pop hypnotique, post-rock, jazz-core...Troublant, orgiaque et communicatif, Toc est inclassable, mais secoue les pieds et les têtes. Jouant sur le volume et l'énergie du rock, puisant ses influences de Stravinsky à Sonic Youth, sans oublier ce qu'il y a entre les 2 et autour (The Necks, Godspeed...), le trio privilégie en son sein l'écoute, la disponibilité, les initiatives ou les coups d'état. Toc cherche constamment à travailler une matière sonore dans laquelle disparaît l'identité des instruments, la laissant ressurgir en creux dans la texture Ils acceptent, voire provoquent, la surprise, les perturbations, la mise en danger... On retrouve les musiciens de Toc dans les différents collectifs qui sévissent sur la scène lilloise (Muzzix, Zoone Libre, ...).

*** Acétylène :Duo Lise Barkas (cornemuse) / Yann Legay (électronique)**

Brutalistes du futur. Comme un clin d'œil aux primitifs flamands.
Lise Barkas, sonneuse assurée, et Yann Leguay, musicien détourné, explosent les codes et les sonorités de la musique trad. En la croisant avec l'électronique, oscillateurs et cornemuse, boîtes à rythmes et vielle à roue tournoient et se déploient à l'aulne d'hypnoses à fort potentiel de transe.

*** OTTO : Trio Camille Emaille, Pol Small et Gabriel Valtchev (Tapan, Percussions)**

OTTO c'est une musique assez minimaliste dans le vocabulaire et intense dans son énergie. Les trois musicien·ne·s jouent du même instrument: le tapan, une percussion bulgare à seulement deux sons de peaux et des percussions métalliques (gong, plaque de bronze). L' intérêt musical du groupe est de rechercher à développer une idée en ayant une palette sonore où la construction musicale dépend alors du placement dans le temps. L'immanence du rythme, l'homéostasie du rythme, le rythme, la répétition, multiplication, démultiplication, la multiplication démunie, le rythme munie, rythme menu, trois font un, un fait un rythme, trois fois rien, fois trois, trois tapan, multiple de tapan, multitude, frappes, peaux, multitude de frappes, peaux frappées...

*** TRIO : Duo Tom Malmendier (batterie), Emilie Skrijelj (accordéon) invite le chorégraphe Julien Carlier (F/Belgique) Création**

Quelques idées, et de dispositifs lumineux et scénographiques simples (et transposables/modulables d'un endroit à un autre, qui puisse être tout terrain), pas trop de répétitions non plus, pour garder une fraîcheur et une spontanéité dans la performance voici une rencontre pleine de bienvaillance et d'amitiés.

*** THE EX**

À l'origine punk et anarchiste, le groupe a évolué et exploré bien d'autres horizons (jazz, musique improvisée, musique africaine, noise rock), grâce, notamment à ses multiples collaborations. Il restera néanmoins fortement engagé politiquement, après plus de 40 ans de carrière, plus de 2000 concerts dans l'Europe entière etun nombre impressionnant d'albums. Dans sa formation habituelle, le groupe est composé de Terrie Hessels et Andy Moor (guitares et guitares barytons), Arnold de Boer (guitare chant) et de Katherina Bornefeld (batterie, chant et percussions). Le groupe est une légende qui a influencé tant de groupes qu'il est difficile de les citer ici. Mais cette légende est bien vivante et vibrante.

01/11 au 08/11/2024
Luftweg

Exposition des machines sonores de Marius Buck (Allemagne)

Pour beaucoup d'entre nous, la musique est un passe-temps agréable, associé à l'amusement et à la fête, pour d'autres, il s'agit vraiment de choses très personnelles qu'ils traitent par la musique, et puis il y a encore des gens comme Marius Buck, qui voient dans la musique avant tout une exploration des sons et des fréquences. S'il est batteur, Marius Buck est aussi un artisan fabricant des cymbales et autres percussions dans son atelier de Sarrebruck tout près de la frontière française. Il a aussi fondé un label BuckBlech, partage des projets avec des musiciens et des improvisateurs notamment le Collectif Netwerk Freie Szene Saar. Il développe également de très poétiques installations In situ, en extérieur ou en intérieur. Il en propose une pour le territoire de Fresnes, adaptée au lieu et à l'espace. De la poésie pure en perspective.

La création

Des Territoires à jouer et à danser

Occuper le territoire

Occuper le territoire c'est poser la question de la place et de la forme d'une œuvre au travers de ses interactions avec un lieu... Cette résidence chorégraphique, visuelle et sensorielle entrera ici en interaction et en résonance permanente avec le champ du sonore. Pour ce faire nous inviterons deux artistes chorégraphiques (Ahlam El Morsli et Wajdi Gagui) à s'approprier un lieu, un territoire en compagnie d'un(e)s musicien(ne)s invité(e), à l'explorer par la découverte du paysage et de ses occupants. S'il leur faudra ainsi composer avec un regard chorégraphique sur un monde nouveau à leur yeux (nos artistes chorégraphes étants tout deux résidants Marocains) il leur faudra aussi communiquer avec de nouveaux mondes sonores, entrer en résonance avec des musiciens pour une rencontre à chaque fois, complètement inédite. C'est cette double rencontre qui est à nos yeux l'essence des rencontres dont Vu D'un Oeuf s'est fait une spécificité. A savoir mettre en présence sur un territoire qu'ils ne connaissent pas des artistes qui ne se connaissent pas pour inventer ensemble un propos et une expression artistiques. Et créer un lien avec les habitants.

L'inspiration artistique, une philosophie de l'errance

Alors que les communautarismes se referment, que la rencontre avec l'autre devient potentiellement dangereuse il nous semble plus que jamais essentiel de clamer la richesse du monde et de sa diversité et de l'incarner sur nos territoires.
Dans cette période où nous sommes privés de liens, privés de circuler, hyper-numérisés ; dans ce monde où peurs, maladie et attentats gouvernent nos choix, que reste-t-il au fond de chacun de nous ? Quelles valeurs intimes et profondes sont portées ? Qu'est-ce qui nous anime (au sens de l'anima). Dans une forme de syncrétisme, nous proposons de faire se rencontrer à nouveau des artistes d'horizons différents. Avec les danseurs de la Compagnie Col'Jam basée au Maroc, des artistes français, européens vont ici travailler ensemble sur le métissage et l'hybridité. C'est l'occasion aussi d'interroger nos racines et ce qui nous relie.

Le déroulement depuis septembre 2022
PREMIER TEMPS Septembre 2022
Sur les chemins
Sur les sentiers des côtes de Meuse, la rencontre de Wajdi Gagui avec Noorg, le duo formé par Loïc Guénin et Eric Brochard. En plein air et sur les routes, un dispositif léger et écologique présenté en partenariat avec la mairie de Hannonville-sous-les-Côtes (répétitions) et le festival Musique en Mouvement (Jarny).
* Une semaine de travail du 16 au 23 septembre 2022. Pour 1 artiste de la compagnie et les deux musiciens de NOORG.
* Présentations les samedi 24 et dimanche 25 septembre 2022 lors de la 28° édition du festival Densités proposé

par Vu D'un Oeuf à Fresnes-en-Woëvre.

DEUXIEME TEMPS 12-18 juin 2023

ROUH

C'est l'occasion d'entrer dans la danse avec Ahlam El Morsi et Wajdi Gagui pour une semaine de partage avec les différents publics qui sont les partenaires de Vu D'un Oeuf au quotidien : les écoles et la crèche pour des temps de spectacles et de master-class, deux ateliers parents-enfants à Belleville-sur-Meuse et à Fresnes-en-Woëvre un spectacle et un stage pour les adultes et les adolescents le samedi 18 juin à Fresnes-en-Woëvre.

* Du 10 au 18 juin 2023 Pour les 2 artistes de la compagnie.
* Partenariats : Ecole primaire André Maginot et Ecole maternelle de Belleville-sur-Meuse, Crèche et Ram Les Petits Loups à Fresnes-en-Woëvre.
* Présentation au public à Fresnes-en-Woëvre en extérieur le samedi 18 juin.

TROISIEME TEMPS 20-26 novembre 2023

NOOR / Au fil de l'air

Une nouvelle rencontre pour la Compagnie Col'Jam avec une proposition où se mêlent l'image, le mouvement et la musique avec l'invitation de la percussionniste Elisabeth Flunger et du réalisateur Thierry Vallino.
Trois planètes se rencontrent. Trois pratiques et probablement trois cultures artistiques bien différentes. Le trio se réunit avec et autour de la question de la lumière. Il s'agit d'une tentative pour la capter, la saisir, en proposer les différentes diffractions avec quelques-unes des belles questions suivantes : chercher pour ne pas trouver mais pour se trouver, se saisir et se dessaisir, se cacher et se montrer, apparaître pour mieux disparaître ou inversement ?
Mais au final c'est sans aucun doute la lumière (Noor en Arabe et en Persan) qui gagne !

* Partenariats : en co-réalisation avec le CCAM de Vandœuvre-les-Nancy pour l'accueil-résidence de travail, la Plateforme Régionale des Musiques de création en Grand Est et le Musée Les mineurs de Petite-Rosselle.
* Temps de création du 19 au 27 novembre pour une artiste de Col'Jam avec un musicien et un vidéaste.

Présentations publiques : le 25 novembre à l'Arsenal, Cité musicale de Metz et week-end parcours au musée Les mineurs de Petite-Rosselle les samedi 25 et dimanche 26 novembre.

Le planning 2024

QUATRIEME TEMPS d'avril à juin 2024

Des mécaniques et des rythmiques

Quel est le lien entre les corps et l'installation ? Tel est le propos de cette rencontre entre les deux danseurs Ahlam El Morsi et Wajdi Gagui avec le fantasque duo de Man'hu et Jéranium, géniaux inventeurs de dispositifs ludiques et savants de la compagnie Les Objets Perdus. Ils travailleront également avec la plasticienne Maud Lucien.

* Création à l'Espace Rachel Foglia de Jarny du 22 au 24 juin. Représentations du 19 au 21 juillet 2024 lors du Grand Festival organisé par l'agglomération du Grand Verdun. Recherche d'autres partenariats et pré-achats en cours pour la suite de la saison.
* Partenariats et coproduction : Maison D'Elsa Cie du Jarnisy et Agglomération du Grand Verdun.

L'action territoriale :

Temps scolaire

Le défilé des monstres

Musique, chant et masques / Projet fédérateur 2024 / A l'Ecole Maternelle des Rocandolles (Fresnes-en-Woëvre)

1- Les participantes/ts

* Musicienne : Véronique Mougin
* Plasticienne : Sarah D'Haeyer
* Ecriture :Emmanuelle Pellegrini

Les Effectifs
4 classes de maternelle à 20 élèves par classe environ : 2 classes de GS/ 1 classe de MS/ 1 classe de PS.
Direction : Amélie Lorang

2- La motivation pour mettre en œuvre ce projet : le monstre un thème universel de la petite enfance

Le monstre est souvent issu de l'imaginaire. Les récits sur les monstres existent depuis la nuit des temps et dans le monde entier. Dans les contes pour enfants, il sert principalement à affronter ses peurs, à accepter les différences. Nous proposons aux enfants un voyage où ils aborderont la sculpture, le chant et l'écriture de chansons pour finir en musique et en mouvement sous forme d'un défilé dans le village. Ils vont être amenés à inventer des paroles et des musiques et d'autre part à imaginer leurs monstres.
Qu'est ce qu'un monstre, pourquoi en avons-nous peur et d'où cela vient-il ?
Dans sa considération vulgaire, le terme désigne aussi bien les créatures fantastiques que des êtres réels. Le monstre est de manière plus générale un individu qui par certaines de ses caractéristiques propres se démarque de façon significative de ses congénères. Nous allons nous intéresser ici aux monstres imaginaires, ceux des contes.

3- Note d'intention artistique : l'expression de soi

... **Pour la musique : une joyeuse fanfare**
Pour la composition musicale, nous avons pour but de transmettre avant tout la joie du savoir entendre et du savoir faire. En s'appuyant sur l'imaginaire du monstre, nous allons inventer des sons liés à leurs comportements ; par exemple leurs déplacements qui peuvent induire des formes rythmiques mais aussi, leur manière de communiquer : grognements, cris, et pourquoi pas des chants car peut-être aiment-ils aussi faire la fête ? Les enfants peuvent inventer tout un langage afin d'écrire des chansons monstrueuses ! On peut aussi imaginer que dans leur panoplie, il y ait quelques accessoires en bois ou métal (par ex : ustensiles de cuisine) que l'on détourne de leur fonction initiale afin de leur donner un rôle plus musical, plus rythmique mais aussi mélodique (hauteur de note) et de créer ainsi un genre de fanfare : un "freaksband" !

... **Pour les arts plastiques : des masques et des mystères**
Les masques enchantent toujours l'imaginaire des enfants puisqu'ils permettent de devenir un autre, voire de se glisser dans la peau de personnages étranges et mystérieux. Que l'on se réfère à la mythologie grecque, aux contes traditionnels ou aux anciennes légendes, tous ces récits fourmillent d'êtres et d'animaux étranges et mystérieux qu'il peut être intéressant de faire revivre. Du cyclope à la Gorgone rencontrés par Ulysse lors de ses voyages, des elfes aux orques du *Seigneur des anneaux* (roman de J. R. R. Tolkien), des trolls (voir la bande dessinée *Troll* d'Olivier Boiscommun) aux gargouilles aux frontons des églises. A partir de formes très simples, nous proposerons aux enfants de créer leur propre monstre.

... **Pour les paroles des chansons**
De manière ludique les enfants sont amenés à improviser à l'oral autour du thème des monstres. Pour susciter la curiosité, nous nous baserons sur le corpus d'images de monstres des livres d'enfant proposé par la directrice de l'école. En exprimant leurs émotions, peurs ou joies, les enfants parviennent naturellement à un état de poésie. Le poète recueille les paroles, réalise les agencements. En lien avec Véronique Mougin, nous établirons des motifs alliant textes et mélodies.

4– La démarche et les objectifs artistiques

Projet artistique global :

Ecouter et respecter l'avis des autres et l'expression de leur sensibilité.
Evoluer dans un espace donné, oser prendre des postures liées au message à transmettre
Responsabiliser l'enfant à être moteur de sa curiosité et de son sens critique.
Apprendre à travailler en collectif.
Se sentir acteur d'un projet.
Découvrir et modeler des matières.
Stimuler l'imaginaire qui est le monde de tous les possibles.

Musique

S'intéresser aux bruits, aux sons.
Pouvoir reproduire des sons et agir sur la source sonore.
Inventer des sons.
Mener l'enfant au cœur du monde musical par l'écoute et la découverte.
Acquérir les éléments de base de la pratique collective et individuelle du langage musical.

Arts plastiques :

Donner forme à son imaginaire.
Mener à terme un projet individuel et collectif.
Imaginer une forme et apprendre à la manipuler.
Appréhender les formes et matériaux (tissus, papier...) déformables ou non.
Amener à varier les paramètres de représentation (échelle, couleur, forme...).
Communiquer avec les autres au travers d'actions à visée expressive ou artistique.
Réaliser des compostions plastiques : s'intéresser à la couleur, aux formes, aux volumes.

Français, écriture :

Langage oral : participer à des échanges.
Lexique : connaitre un vocabulaire spécifique lié aux monstres.
Imaginer une histoire.
Jongler entre l'imaginaire et le réel.
Formuler ses émotions.

5- Un projet fédérateur

Ce projet fédérateur est conçu en lien avec le relais assistante maternelle Les Lucioles ainsi que la crèche, tous deux basés à Fresnes et servant la population de la Codecom du territoire de Fresnes-en-Woëvre.
Autre lien important, l'école de Saint-Maurice-sous-les-Côtes dont le projet fédérateur 2023-2024 est centré sur le thème du Carnaval. Une rencontre-défilé est prévue entre les écoles et les enfants du réseau de la petite enfance à Fresnes-en-Woëvre.

La Monstrada

Musique et arts plastiques en défilé
Au Groupe Scolaire des Coutiats (Saint-Maurice-sous-les-côtes)

1- Les participantes/ts

* PlasticienneFlorie Bel
* MusicienneVéronique Mougin

Les Effectifs

1 classe de MS-GS
1 classe de CP
1 classe de CM1-CM2

2-La motivation pour mettre en œuvre ce projet : le carnaval et ses monstres

*** Le carnaval, un rituel...**
Le Carnaval est une survivance des Bacchanales, Lupercales, Saturnales romaines, des fêtes grecques en l'honneur de Dionysos, des fêtes d'Isis en Égypte ou des Sorts chez les Hébreux. Ces fêtes se rattachaient aux traditions religieuses de la plus haute Antiquité. Elles célébraient le commencement de l'an nouveau et le réveil de la nature. En Europe, le temps du Carnaval est d'une grande richesse folklorique. A cette occasion, les traditions les plus anciennes et les plus étranges réapparaissent. Ces fêtes, issues des rites païens, se sont perpétuées à travers le Moyen-Âge et la Renaissance, jusqu'à nos jours. Ces rituels sont peuplés de musiques, de masques et de personnages. Pour ce projet nous évoquerons les géants notamment de Cassel dans le nord de la France (classés monuments historiques depuis 2000) : figures promenées dans les défilés, figures célébrées et inversées du pouvoir tourné en dérision.

3 - Note d'intention

*** Les monstres, des créatures à inventer...**
Un défilé ! Chercher son monstre, en groupe ou chacun le sien: regarder, chercher ce qui fait peur, ce qui dérange. Mélanger des choses connues, les assembler et créer des chimères. Changer les formes et les échelles. Fabriquer les têtes de monstres : sculpter avec de l'argile, du papier , de la colle, du tissus et des objets trouvés. Fabriquer des masques ou de grosses têtes.
Avoir chacun le sien ou en imaginer à plusieurs, des monstres à plusieurs têtes.
Habiller les corps avec des tissus déchirés, noués.
Puis les porter, les faire défiler en se transformant soi-même.

*** Une musique dans le vent...**
Comment créer une musique tous ensemble avec des enfants qui ne sont pour la plupart pas musiciens ? Frapper dans ses mains, marcher en rythme, frotter un objet sur le sol, chanter, siffler, tout ça, c'est faire de la musique ! Nous allons ici proposer avant tout une expérience sensorielle qui commencera par l'écoute de l'environnement sonore : qu'est-ce qu'on entend dans la classe ? Dans la cour ? Dans la rue ? Quels sons peut-on produire avec la main, avec le crayon ? Plus aigu, plus grave, plus fort, plus doux... Quels sons vous évoque telle ou telle image ? Faire de tels jeux sonores met en quelque sorte tout le monde au même niveau, ceux qui sont baignés de musique à la maison comme ceux qui n'en entendent jamais. L'artiste, ensuite, peut partir de ce qui émerge et improviser avec. Nous allons inviter de vrais instruments à vent (récupérés dans nos greniers) ainsi qu'une série d'objets sonores encore à inventorier.

4 - Objectifs pédagogiques

Spécifiques au projet artistique :

- Formuler ses émotions, écouter et respecter celles des autres.
- Exprimer ses émotions et ses sentiments par la musique.
- Ecouter et respecter l'avis des autres et l'expression de leur sensibilité.
- Evoluer dans un espace donné, oser prendre des postures liées au message à transmettre.
- Modifier son regard et faire évoluer sa prestation en fonction des critiques des autres.

5- La démarche et les objectifs artistiques

Musique

S'intéresser aux bruits, aux sons.
Pouvoir reproduire des sons et agir sur la source sonore.
Inventer des sons.
Mener l'enfant au cœur du monde musical par l'écoute et la découverte.
Acquérir les éléments de base de la pratique collective et individuelle du langage musical.
Explorer l'improvisation de l'individuel vers le collectif.

Arts plastiques :

Donner forme à son imaginaire.
Mener à terme un projet individuel et collectif.
Imaginer une forme et apprendre à la manipuler.
Appréhender les formes et matériaux (tissus, papier...) déformables ou non.
Amener à varier les paramètres de représentation (échelle, couleur, forme...).
Communiquer avec les autres au travers d'actions à visée expressive ou artistique.

Réaliser des compostions plastiques : s'intéresser à la couleur, aux formes, aux volumes.

Connaître :

Les élèves se familiariseront avec plusieurs lexiques qui seront utilisés dans les différents champs de ce projet.
Dans le domaine de l'histoire du carnaval : le vocabulaire et le champ lexical.
Dans le domaine des arts plastiques : matériaux, échelles, couleurs, formes.
Dans le domaine musical : découverte des instruments à vent, initiation au langage musical et à la direction d'orchestre.
Lien avec les autres matières : faire des liens avec l'art culinaire par exemple.

6- Un projet fédérateur

* Ce projet fédérateur est conçu pour faire un lien avec l'école des Rocandolles à Fresnes-en-Woëvre dont le projet fédérateur 2023-2024 est centré sur le thème des monstres. Une rencontre-défilé est prévue entre les écoles et les enfants du réseau de la petite enfance à Fresnes-en-Woëvre. Il est également avec le relais assistante maternelle Les Lucioles ainsi que la crèche, tous deux basés à Fresnes et servant la population de la Codecom du territoire de Fresnes-en-Woëvre.
* Ce projet fédérateur va également faire un lien avec une association locale très active à Saint-Maurice «Participe Présent » dont les actions créent une vraie dynamique dans le village. Ils seraient partenaires pour organiser avec nous un carnaval.

Danser comme des poissons dans l'eau !

Ecole Charles Gascon (Haudainville)

1- Les participantes/ts

Danseuse, chorégraphe : Emilie Borgo
Les Effectifs et les enseignants
5 classes : TPS/PS/MS, Mme Fontaine
Direction : Mme Emilie Fontaine

2-La motivation pour mettre en œuvre ce projet : l'eau un élément de patrimoine vital

Le fleuve et le canal

Une chose est sûre, la Meuse est riche de son histoire. Artère économique dès l'Antiquité, elle n'a eu de cesse de transporter les hommes et les marchandises des siècles durant. Elle joua même un rôle stratégique

puisqu'elle fit longtemps figure de frontière. la Meuse est passée par tous les états : commercial, industriel et sidérurgique, en guerre... Lors des crues, la Meuse sort de son lit pour offrir un paysage inondé. De nombreux affluents sillonnent la plaine alluviale. Les canaux de navigation (Canal de la Marne au Rhin / Canal de l'Est) s'intègrent également au réseau hydrographique et il y a parfois des connexions entre Meuse et canal. A Haudainville, on retrouve la branche du canal de l'Est et bien sûr le passage du fleuve Meuse. Cette présence de l'Eau en ce début de vallée a donné envie aux enseignants de travailler autour de ce thème, en partant notamment de la découverte de ce patrimoine par les enfants.

L'eau, la vie et le mouvement

L'Eau est flux et reflux, elle se tend, se détend, jaillit, saisit l'élan, gicle, s'essore, rebondit, s'écoule, dégouline en filets, dévale en torrents vrombissants, s'évapore, vide et remplit ...

Eaux déchaînées ou calmes, nourrissantes ou engloutissantes, fertiles ou stériles, claires ou troubles, fraîches ou saumâtres, bruyantes ou silencieuses. L'eau avec ses propriétés physiques est un élément primordial de la pratique de danse et de performance, en relation au mouvement, au rythme, à l'espace et à la vie elle-même. Les métaphores sont nombreuses car l'eau est la vie elle-même et la relation au mouvement, au rythme et à l'espace est au fond totalement naturelle pour Emilie Borgo, danseuse et chorégraphe mais également praticienne de Body-Mind Centering®, une pratique qui favorise l'expérience vécue d'une physique des flux et celle d'une base fluide du corps par le mouvement et le toucher.

3 - Note d'intention artistique

De l'eau et des corps Tout d'abord, nos corps, comme celui de la Terre, sont principalement composés d'eau. Les qualités de l'eau, alliées à mon expérience de danse, influencent grandement ma façon d'entrer en contact avec les personnes et les environnements. Elles me conduisent, par la sensation, à entrer en relation non-hiérarchique et non anthropo-centrée, avec la terre et l'espace, mais aussi en résonance vibratoire avec les lieux, les matériaux de l'environnement ou les éléments naturels. Cette particularité est également une des caractéristiques de ma pratique de Body-Mind Centering®. Cette pratique a été créée et développée par Bonnie Bainbridge Cohen, danseuse, chercheuse, professeur de danse et ergothérapeute ayant une pratique également du yoga et des arts martiaux. Contrairement à d'autres pratiques d'éducation somatique, ce n'est ni une technique, ni une méthode. Ses outils sont extrêmement fins et élaborés, mais il n'y a pas de protocole particulier à suivre. Je propose donc de travailler en fluidité par le mouvement, le toucher et la fluidité

4 – La démarche et les objectifs artistiques

Dans la proposition il n'y a jamais de mauvaise réponse, le mouvement et la danse étant selon moi de très puissants intégrateurs : tout le monde peut entrer dans la danse et chaque enfant devient le créateur de son parcours.

Rencontrer : Dans un premier temps, la chorégraphe interviendra au sein de l'école sur deux journées entières afin de se familiariser avec la danse et son lien avec l'élément aquatique.

Pratiquer : Selon l'emploi du temps de chaque classe et si possible en début d'année, les enseignants seront invités à faire une ou plusieurs balades en extérieur et notamment près de l'eau afin que chaque enfant ressente et vive des émotions qui pourront être partagées lors des interventions d'Emilie Borgo. Toujours en fonction des âges, à partir des bases d'EPS, un travail préparatoire d'initiation au rythme, à la création en groupe, travail sera réalisé sur l'équilibre et le déséquilibre du corps ainsi que des situations d'improvisation.

Connaître : Les élèves se familiariseront avec plusieurs lexiques qui seront utilisés dans les différents champs de ce projet :

Dans le domaine de la danse : mouvement, énergie, corps, espace, émotions.
Dans le domaine de la littérature : la poésie, vocabulaire des émotions et de la nature.
Dans le domaine de la science et de l'écologie (pour les plus grands) : l'eau en tant qu'élément et sa préservation.
En lien avec la géographie : travail sur l'eau, l'hydrographie et le relief.

5 – Objectifs pédagogiques

Spécifiques au projet pédagogique :

- S'exprimer par son corps et accepter de se montrer à autrui.
- Apprendre à planifier son action avant de la réaliser.
- Exprimer des intentions et des émotions par son corps dans un projet artistique individuel ou collectif.
- Accepter les remarques des autres, les prendre en compte pour modifier sa prestation corporelle et verbale.

Danser le monde

Les racines et les rencontres
A l'Ecole Château-Moulins (Commercy)
8 Classes de Maternelles et primaires

1- Les participantes/ts

Danseuses/eurs chorégraphes
* Ahlam El Morsli
* Wajdi Gagui

Les Effectifs

8 classes dont 3 maternelles à 20 élèves par classe environ : TPS/PS, PS/MS, MS/GS, CP, CE1, CP/CE2, CE2/CM1 et CM1/CM2 (soit environ 160 élèves).
Direction : Mme Pascaline Jerzak.

2-La motivation pour mettre en œuvre ce projet : des racines et des rencontres

* La Compagnie Col'Jam en résidence dans la Meuse avec l'association Vu D'un Oeuf est implantée au Maroc. Cette équipe de danseurs internationaux (l'une Marocaine, l'autre Tunisien) propose aux élèves de Commercy un atelier autour de ce qui nous fait tenir debout et nous anime, nous rassemble et nous singularise en tant qu'habitant-e de la terre, citoyen-ne du monde en partant de nos racines pour arriver au vivre ensemble et à la rencontre. Alors que les communautarismes se referment, que la rencontre avec l'autre devient potentiellement dangereuse, il nous semble plus que jamais essentiel de clamer la richesse du monde et de sa diversité.
Pour ce faire, nous proposons le point de départ des racines et de la rencontre. Deux mots-clés dont il paraît intéressant de rappeler les définitions :

> **Racine** : en botanique, la racine est l'organe souterrain d'une plante servant à la fixer au sol et à y puiser de l'eau et des éléments nutritifs nécessaires à son développement. Partie par laquelle un organe, un membre est implanté dans un autre organe ou une partie du corps ou une partie par laquelle une structure organique s'attache à un autre organe ou au reste du corps.
>
> **Rencontre** : une rencontre désigne le plus souvent le moment où plusieurs personnes se réunissent ensemble à un endroit particulier, soit fortuitement soit de manière concertée (rendez-vous) ou au

hasard, ainsi que la nature des échanges. Dans une acception plus large le terme rencontre désigne les interactions (rapprochement, contact, échanges) entre des objets ou des personnes physiques ou des personnes morales ou des idées (ou un mélange de ces entités).

* Le fait que l'école accueille des élèves étrangers allophones ainsi que sa récente labellisation « Génération 2024 » (outre le fait de bénéficier de l'énergie unique des JO, ce label permet aux établissements scolaires d'affirmer la conviction que le sport change les vies) ont ouvert le désir de faire entrer les élèves dans le mouvement de la danse avec une compagnie venue de Casablanca au Maroc.

3 - Note d'intention : le métissage.

La danse est un vecteur de lien social entre tou.te.s. Qui que l'on soit, c'est un moyen d'expression de ce que l'on est et de rencontre intime et sincère de l'autre. Le corps en mouvement exprime notre être au monde et notre relation à celui-ci, danser ensemble nous met en écho avec nos semblables. Dans cette rencontre, nous tenterons de nous concentrer sur comment amener chacun et tous-tes à la danse ainsi que sur le lien entre la danse contemporaine et les danses traditionnelles, voire les danses urbaines qui sont les nouvelles formes des danses traditionnelles issues des différentes populations qui forment la France. Quelles relations les formes de danses actuelles et contemporaines entretiennent-elles avec le passé et les traditions ? Comment les chorégraphes d'aujourd'hui s'inspirent de formes traditionnelles, les intègrent, les respectent, les actualisent et les renouvellent ?

4 - Objectifs pédagogiques

Spécifiques au projet artistique :

- Acquérir des principes de base du langage chorégraphique par le biais de méthodes reconnues et éprouvées. Ces outils permettent de développer la créativité de chacun sans mettre personne en échec.
- Danser avec soi et les autres, partir de soi pour aller vers l'autre.
- S'efforcer de mettre en mouvement le corps.
- Formuler ses émotions, écouter et respecter celles des autres.
- Exprimer ses émotions et ses sentiments par le corps.
- Ecouter et respecter l'avis des autres et l'expression de leur sensibilité.
- Evoluer dans un espace donné, oser prendre des postures liées au message à transmettre.
- Modifier son regard et faire évoluer sa prestation en fonction des critiques des autres.

5 – La démarche et les objectifs artistiques

Pratiquer :

A partir de données et de ressources transmises par Vu D'un Oeuf et en lien avec l'E.P.S., les élèves pourront aborder une découverte de la danse basée essentiellement sur le travail du rythme, les déplacements sur un tempo donné, la création en groupe, le travail sur l'équilibre et le déséquilibre du corps ainsi que sur des situations d'improvisation. Il s'agira pour l'élève d'apprendre à se déplacer en faisant attention à l'autre, de s'efforcer à mettre en mouvement son corps et de formuler ses sentiments et ses émotions par le corps.

Connaître :

Les élèves se familiariseront avec plusieurs lexiques qui seront utilisés dans les différents champs de ce projet.
Dans le domaine de la danse : mouvement, énergie, corps, espace, émotions.
En lien avec la géographie : travail sur le Maroc.

L'action territoriale : Hors temps scolaire

Temps N°1 : Les Beaux dimanches

1- L'origine

Renforcer les liens sur des territoires ruraux où les habitants sont souvent isolés, favoriser des activités artistiques de qualité tout en insistant sur la nécessité de leur convivialité, créer des lieux pour se retrouver ensemble : tels sont les objectifs généraux des « Mercredis » que Vu D'un Oeuf propose depuis 2018. Cependant ces rencontres de courtes durées ont fait naître l'envie et le souhait de proposer des rencontres de plus longue durée et alliant à chaque fois deux disciplines.

2- La naissance des Beaux Dimanche

Les Beaux Dimanche ont vu le jour en 2022 afin de réunir plus facilement les familles souhaitant pratiquer ensemble une activité de détente mais aussi de création. L'idée est aussi de permettre d'approfondir des pratiques abordées par exemple durant les Mercredis et de toucher des familles n'étant pas disponibles la semaine. Le dimanche a paru idéal après consultation des différents participations à nos ateliers. Et cette fois sans limite d'âge pour tenter de réunir les fratries. Il s'agira ici aussi de mêler les pratiques afin de parvenir à une production commune à la fin de la journée. Quatre dimanche sont proposés en 2024 et à Fresnes-en-Woëvre.

Le programme 2024

De Fresnes à Commercy et à Saint Maurice-sous-les-Côtes, les ateliers parents-enfants seront proposés cette année suivant le calendrier des présences des artistes sur le territoire : Sarah GrandJean, Emilie Borgo, Wajdi Gagui pour la aanse, Sarah D'Haeyer et Florie Bel pour les arts plastiques seront notamment présents.

Temps N°2 : Foudre Rockeur

L'historique

Le projet Foudre Rockeur s'articulait à l'origine en fin 2016 entre plusieurs classes de l'école primaire de Verdun et des résidants de l'ADAPEI de la Meuse. Ils formaient une chorale et un groupe de Hard Rock constitué par des résidents de l'ADAPEI de la Meuse, le musicien Arnaud Marcaille et la chanteuse professionnelle Guylaine Cosseron. Le projet de chorale ayant pris fin, le groupe de Hard Rock est quant à lui resté en activité sous la supervision d'Arnaud Marcaille. Ainsi, des ateliers de pratique ont été mis en place en amont de chaque concert du groupe. Les répétitions sont primordiales pour maintenir la cohésion du groupe. Ce projet fou et unique permet à ses membres de développer leur expression artistique, leur confiance en eux, ainsi que de favoriser le lien social tout en restant sur la base d'une formation rock comme pourrait l'être n'importe quel autre groupe de musique. C'est un nouveau pas vers l'accès au milieu « ordinaire ».

Les concerts déjà réalisés

* 2017- 2018 : Festival Densités / Festival Inglorious à Verdun

* 2019 : Marche Musicale de Fresnes-en-Woëvre / Ouverture de la Fête de la Musique à Verdun / Festival Vassincool à Vassincourt/ Tournée d'été : La brouette à Chaillon, La Faillote à Sommedieue et la Vida Locale à Fresnes en Woëvre.
En février : Enregistrememement live radio Caraib Nancy, émission « A propos de Minos ».

En décembre : Enregistrement du premier disque au Studio de Poncillon (57).

* 2020 : Festival Sonic Protest (Paris) et Cité Musicale (Metz) les 6 et 7 mars.
* 2021 : Festival « T'as pas 5 minutes ? » à Nettancourt (55) et Festival Kraak à Anvers en Belgique.
* 2022 : Festival Inglorious à Verdun et Festival Densités à Fresnes-en-Woëvre. La Barrois à Bar-le-duc dans le cadre des Journées du Sport adaptés organisées par l'Adapeim.
* 2023 : Le périscope à Lyon (69), Festival Le Grand V à Virieu le Grand (01), Les rencontres Paysannes de Bure (55), La Quincaillerie à Vernarey-les-Laumes (21), Festival L'irrégulier à Bourg-en-Bresse (01), Forum Irts de Metz (57) dans le cadre des Causeries de la plateforme des musiques de Création.

Les pistes de travail en 2024

Les Foudre Rockeur continuent leur avancée spectaculaire en dépit de la disparition brutale, à la fin de l'année 2021, de leur batteur et fondateur Christophe Leroy. Le groupe a dû se repenser sans lui. Une stèle a été déposée pour lui rendre hommage sur sa tombe le 19 juin 2023.

10 séances de répétitions-ateliers ont été mis en place en 2022 et en 2023. Dans le même sens le travail se poursuit en 2024. Pour les soutenir, des trainings de chant et d'instruments sont envisagés afin de travailler notamment autour de la mémorisation.
La recherche de concerts reprend activement. Un nouvel album est en préparation. Le soutien de l'Adapei de la Meuse s'est renforcé. Des réflexions sont en cours pour créer une activité pérenne autour du groupe avec l'éventuelle constitution d'un Groupe D'Entraide Mutuelle dont Vu D'un Oeuf serait un des partenaires.

Présentation des artistes prenant part aux activités durant l'année (hors Densités)

Emilie Borgo /Danseuse Chorégraphe

Emilie Borgo danse depuis l'âge de 5 ans. Après des études et un parcours professionnel en ethnologie, elle se tourne définitivement vers la danse et devient danseuse professionnelle en 2000. Néanmoins la sociologie et l'ethnologie imprègnent sa démarche. Elle est titulaire d'un DU en art et performance de l'Université de Besançon et est éducatrice somatique et praticienne de Body Mind Centering®.
G.Hoffman Soto, Christine Burgos et Oliver Gelpe, Simone Forti, Nancy Stark-Smith, Claire Filmon, Patricia Kuypers, Julyen Hamilton, Maski Iwana font partie des enseignants qui jalonnent son chemin. Les rencontres de musiciens tels que Michel Doneda, Barre Phillips, Olivier Toulemonde, Xavier Saïki et la poète sonore Emmanuelle Pellegrini ont aiguisé son sens de l'écoute et du sonore. En 1999, elle fonde la Compagnie Passaros (www.passaros.fr) pour créer des passerelles entre l'art et le vivant. Elle privilégie la création ouverte, basée sur une multidisciplinarité de pratiques associées à la danse : poésie sonore, vidéo, son... L'improvisation, la performance et la relation au moment présent sont des fondamentaux de sa démarche.
Émilie Borgo danse avec des enfants, des personnes en situation de handicap physique, social ou moral ou encore des personnes âgées. Elle transmet régulièrement son travail de création à l'occasion de workshops et ateliers ouverts en France et au Maroc. Parallèlement à son travail de transmission et de création, elle multiplie les collaborations en tant qu'artiste associée à des projets pluridisciplinaires. Elle est régulièrement artiste associée au centre artistique Vu d'un Œuf en Lorraine. Elle est également danseuse interprète pour les compagnies Entre deux terres Tania Lavin, Molayo dance Cie dirigée par G. Hoffman Soto, Empreintes - Odyle Perrin ,V.O. trait de ciel - Marion Bäé, L'orchestre seconde - Cyril Pointurier, Les Anacoluthes - Anne-Lise Valla, Pierre Deloche danse, Le cil du loup - Patricia Olive et Schenk (danse buto).

Les danseurs de la Compagnie Col'Jam

« Col'jam », souhaite promouvoir l'art et la diversité culturelle et en faire une nécessité permanente au Maroc, auprès de diverses populations, permettant ainsi une plus grande accessibilité à tous.

Elle cherche à mettre aussi en valeur différentes tendances artistiques, et plus particulièrement la danse contemporaine associée aux arts de la rue, aux arts graphiques, visuels, ainsi qu'à la musique.

Col'jam favorise la création, la diffusion et la formation, sa vocation est de mener une dynamique professionnelle d'expérimentation et de développement, ainsi que de perfectionnement, dans un esprit d'échange artistique.

Col'jam, réalise également un important travail de sensibilisation et de formation pédagogique à travers différents projets artistiques et sociaux, menés en partenariat avec des structures culturelles et associatives marocaines et étrangères.

Wajdi Gagui

Chorégraphe, danseur contemporain et directeur associé du Festival « Les Rencontres Chorégraphiques de Casablanca ».

Il commence sa carrière artistique en 2004 avec la danse urbaine et les claquettes. En 2007, il intègre la Cie Sybel Ballet Théâtre comme danseur où il a été formé en danse contemporaine et modern par de Pedros Pawles - Maguy Marin - Hervé Robbe - Michel Hallet-Eghayan... Depuis 2009, il suit une démarche en art dramatique et langage corporel théâtral en accompagnant des acteurs et danseurs sur différents projets. En 2010, Wajdi devient assistant du Imed Jemaa puis évolue en tant que chorégraphe associé au Centre Chorégraphique Méditerranéen à Tunis soutenu par le Ministère de la Culture en Tunisie pour ses créations : « Halfa Ejej » et « Corps à corps » /2010, « Tabdila » /2011, «Skett» /2012 (version solo et pièce collective), « Barzakh » /2012, « Rouh » /2013, et par d autres structures internationales pour : « Remember this » /2014, « Persona non Grata » /2015, « Halka » /2015, etc. En 2013, il remporte le prix du concours Tanztheatre en Allemagne. Cette même année il collabore avec Ahlam El Morsli, pour la création « Rouh », le projet d'échange EXPAT Du Nord avec les Pays-Bas, et rejoint l'équipe de Col'jam en tant que chorégraphe. Depuis, Wajdi collabore régulièrement avec la Cie Passaros en France : Tournées, ateliers de Danse pour Handicapés, projets pédagogiques : « Danse à l'école » en France et au Maroc. Il intervient également à l'Université Internationale de Casablanca en filière de Psychomotricité, et participe à plusieurs projets de formations au Maroc. En bref, artiste et chorégraphe, Wajdi a fait de nombreuses tournées et réalisé plusieurs projets depuis 2008: Tunisie, Algérie, Égypte, Maroc, Libye, Espagne, Usa, France, Corée, Belgique, Burkina Faso, Sénégal, Afrique de sud, Pays-Bas, Allemagne.

Ahlam El Morsli

Chorégraphe et interprète - danseuse.

La danse contemporaine est son mode d'action et d'expression. Après avoir étudié la danse folklorique au conservatoire à Casablanca en 2003, elle est sélectionnée pour travailler avec le chorégraphe et formateur de danse contemporaine Khalid BENGHRIB. Elle confirme son choix artistique auprès de différents formateurs de renommée, à travers des stages et des formations en France et au Maroc. Depuis 2006, elle enseigne régulièrement dans différentes structures. Sa rencontre avec le chorégraphe Bernardo MONTET en 2007 fut un véritable tournant dans sa carrière professionnelle pour se lancer dans différents projets de création artistique. Et elle se donne également les moyens d'assurer une démarche de recherche artistique : performances de danse en interaction avec d'autres disciplines (art vidéo, peinture, mode...). Elle participe également à des projets de sensibilisation à la danse contemporaine dans le milieu social, et intervient sur des ateliers pédagogiques : dans le cadre du projet « Danse à l'école », des ateliers de danse - handicap en France, ainsi que des formations auprès des jeunes danseurs à Casablanca et à Meknès. En 2008, elle fonde « Col'jam » pour développer la culture chorégraphique, à travers laquelle elle mène des projets de partenariats artistiques avec des structures locales et étrangères. Ses pièces sont présentées dans les institutions culturelles et dans le cadre des festivals nationaux et internationaux.

Man'hu

https://www.lesobjetsperdus.fr/compagnie/

Je suis née en 1964 à Amiens et je quitte la Somme en 1984 pour des études en biologie à l'université de Lille.

2000 : je rencontre les membres du Collectif H.A.U.T. (Lille 59) qui crée et diffuse des spectacles de rue. Dans ce cadre, je travaille dans l'équipe de « Léon Napakatbra » (batteur mécanique géant imaginé par Jéranium , construit sur un

manège) comme technicienne au montage et assistante lumière. Parallèlement, je deviens membre de l'association Métalu (Lille 59) qui gère une friche industrielle dans laquelle des artistes se mutualisent autour d'ateliers pluridisciplinaires.
2002 : au sein de l'association Métalu, je crée avec Marie Bouchacourt et Delphine Sékulak le Collectif Hirsute. Il s'agit d'une équipe qui intervient principalement sur la décoration in situ d'événements (festivals, congrès...) selon des thèmes donnés et, principalement, avec des matériaux de récupération. Je quitte le collectif en 2007.
2006 : avec mon compagnon Jéranium (musicanicien), nous créons « Pendule », concert d'objets aménagés, fabriqué avec des objets de récupération (machine à coudre, roues diverses, bicyclettes...).
2010 : avec Jéranium, nous créons la Compagnie des Objets Perdus.
Je participe à la construction du décor d'une opérette, « Mets Moi Au Trou Petit Gendarme », écrite et jouée par Ivan et Hélène, de l'association Mamaille (Nancy 54).
Également cette année, Jéranium et moi créons « le Chronophone », concert de machines sonores dont la partition est tirée au sort à chaque représentation.
2011 : avec Jéranium, Lê Quan Ninh, Arnaud Paquotte et Xavier Quérel, nous créons « Manivelles », spectacle moderne mais débranché. C'est un projet porté par l'association Ryoanji (Saint Silvain sous Toulx 23).
2016 : avec Jéranium , nous créons « Jac a dit non ! », récit mécanisé visuel et sonore.
Construction du décor de « On a repeint Rossinante », spectacle de clown et danse porté par la Compagnie Flex (Nancy 54).
Réalisation de la scénographie d' « Animalitas » pour l'association Ryoanji (St Silvain/Toulx 23).
2019 : création avec Jéranium de l'exposition « Le Musée des Machines », série de 15 machines à manipuler évoquant le travail de Léonard de Vinci.
2020 : création avec Jéranium de « Bilbilifou », contreperformance mécanique, sorte de défilé optimiste de machines presque défaillantes...

Jéranium

https://www.lesobjetsperdus.fr/compagnie/
Je suis né en 1967 à Amiens (80).
1992 : Je participe au spectacle Fabriek de Frédéric Lejunter créé à l'Aéronef (Lille 59).
1997 : Création du groupe Silent Block avec Xavier Charles, Frédéric Lejunter et Stéphane Levigneront. Groupe d'improvisation sonore.
1999 : Je crée les premières machines de l'exposition Le Son des Choses, série de machines sonores à manivelles.
2002 : Je découvre les ambigrammes et entame un travail de recherche calligraphique sur l'écriture à double sens.
2003 : Je participe à la création de l'association Métalu à Chahuter (Loos 59).
2006 : Création avec Man'hu de Pendule, concert d'objets aménagés. Réaction en chaîne sonore à base d'objets récupérés.
De 2007 à 2010 : Je participe à Cabotage en Meuse, projet multidisciplinaire et ambulant porté par l'association Vu d'un Oeuf (Fresnes-en-Woëvre 55).
2009 : Publication de Sens Dessus Dessous aux éditions Motus, sorte d'imagier à double sens, mots et dessins.
2010 : Création de la compagnie les Objets Perdus avec Man'hu. Création du Concert mécanique à contretemps, Le Chronophone, concert aléatoire pour machines et objets sonores. (Les Objets Perdus 23). Construction du Décor de l'opérette Mets-moi au trou petit gendarme de la Cie Mamaille (Verdun 55). 2012 : Je crée l'exposition Les Ambigrammes, dispositifs mécanisés (manuels ou motorisés) à tourner les mots ou à les refléter.
2015 : Je crée l'exposition Bricolorimes, série de sculptures d'objets assemblés illustrant une phrase à la sonorité ambiguë.
2019 : Création avec Man'hu de l'exposition Le Musée des Machines, série de 15 machines à manipuler évoquant le travail de Léonard de Vinci. 2020 Création avec Man'hu de Bilbilifou, défilé optimiste de machines presque abouliques....
2021 : Création avec Maud Lucien et Man'hu des Mécanographes, performance graphique et sonore assistée par des petites machines analogiques.

*** Véronique MOUGIN : Voix, Pianos, Percussions**

Après une formation de piano classique au CNR de Nancy et de jazz au CMCN, elle participe au spectacle La romance de la luna (adaptation d'un poème de F.G. LORCA par R.HEBRARD) où elle entreprend la pratique des percussions à clavier (xylophone, lithophone ...). Cela lui permet d'intégrer CHASS SPLEEN (arrangements des compositions de M. DELTRUC).

Elle entre ensuite dans la CIE MATERIA PRIMA (1997 – 2003) dans laquelle elle compose et arrange avec Marco MARINI la musique de différents spectacles (le silence des cygnes, le cheval, la maison borgne) tout en y participant en tant que musicienne – comédienne. Avec la CIE D'URGENCE 2 (depuis 2001), elle s'adonne à l'illustration musicale à travers des pièces de théâtre telles que Peur des araignées et autres petites bêtes (F. MOUNIER), Matin Brun (F. PAVLOFF) .

Elle joue également avec la formation de musique contemporaine ULTIM'ASONATA dans Pas de cinq de M. KAGEL.(2007). Etant très attirée par la proximité du public, elle intègre différentes formations de rue comme LA BRIGADE D'INTERVENTION MUSICALE, les BRANKS (cie Azimuts) mais aussi QUELQUES FIERS MONGOLS (depuis 1996). C'est avec ce dernier qu'elle découvre l'orgue de barbarie et qu'elle décide de monter sa propre formation BOUCLE D'ORGUE (depuis 2009) afin d'approfondir les potentialités de jeu de cet instrument. De 2007 à 2010 elle joue avec les BRUTES ABATTUES (fanfare de salle ...), THOMAS MILANESE 4tet (chanson), LA FAMILLE MOULTRUC (spectacle jeune public). En 2011 elle participe à la création de la Cie L'ESCABELLE : le Tribun de M.KAGEL, ainsi qu'à un nouveau projet de CHASS SPLEEN : Tribute to Zappa. En même temps, elle est invitée à intégrer le groupe FILIAMOTSA avec lequel elle tourne depuis 2011. En 2013, avec la Cie d'Urgence 2, elle compose et joue la musique d'un spectacle jeune public : «Et puis s'envolent...». En 2015, elle co-fonde avec Emilie Weber et Heidi Brouzeng le trio Strange Ladies puis un trio « Le Lac » avec Emilie Weber et Ségolène Neyroud. Plus récemment elle s'investit en tant que compositrice dans la Fanfare des Enfants du Boucher à Nancy.

*** Sarah D'haeyer, auteure et illustratrice**

Sarah D'haeyer est auteure, illustratrice et scénographe depuis bientôt 20 ans. Elle a réalisé une vingtaine de livres d'images, albums jeunesse ou livres tout public, créé une maison d'édition associative en 2001, les micro-éditions RitaGada, cousu main des dizaines de livres uniques, conçu quelques expositions thématiques, côtoyé le monde du spectacle vivant, etc. Ses premières amours n'en restent pas moins le papier, l'encre, le dessin et plus particulièrement la gravure en relief, dite taille d'épargne.

EXPOSITIONS

Expositions personnelles

2021 : Médiathèques, Communauté de communes Pévèle-Carembault (CLEA) : livres et gravures.

2018 : "Cache-cache", la Condition Publique, à Roubaix : gravures.

2018 : "La peau de l'ours", médiathèque l'Odyssée, à Lomme : gravures.

2015 : "Des plans sur la comète", Atelier Galerie Bleu, à Lille : gravures.

2015 : Centre Culturel Louis Aragon, à Raismes : gravures et dessins.

2014 - 2016 - 2017 : Halle saint-Pierre, à Paris, lors de la "librairie éphémère" : gravures.

2014 : Ecoles, bibliothèques et centres culturels, Communauté de communes Flandre-Lys (CLEA).

Expositions collectives

2021 : Le Non Lieu, à Roubaix, dans le cadre de Small is Beautiful : gravures.

2021 : Médiathèques, avec Belinda Annaloro, Communauté de communes Pévèle-Carembault (CLEA).

2015 : "Faune", le Colysée, à Lambersart : gravures.

2015 : "Trouver la parade", avec Fabian Foort, le Quai, à Pont-de-Barret : masques et gravures.

2013 : "Honni soit qui mal y pense", avec Belinda Annaloro et Fabian Foort, le B.A.R., à Roubaix.

2013 : Le Quai, à Pont-de-Barret, avec Quentin Préaud : gravures et typographie.

2012 : "Ami-ami", avec Belinda Annaloro, le Zeppelin, à Saint-André : dessins.

ÉDITION / ILLUSTRATION

livres - ouvrages parus aux éditions RitaGada, Lille.

2010 : Troubles (gravure sur gomme)
2009 : Ustensiles (gravure sur linoléum)
2008 : Coquetteries (gravure sur linoléum)
2008 : Les baigneurs (gravure sur linoléum et gomme)
2005 : Bouilles (photographies)
2005 : Pépé (texte et gravure sur gomme)
2005 : Cul (gravure sur gomme)
2005 : Inventaires à bascule, pour mémoire (texte et photographies) - avec Dominique Gilliot
2004 : L'eau de rose (tampons)
2004 : 40 degrés (tampons)
2004 : Les portemanteaux (monotypes)
2012 à 2017 : Illustrations pour la revue Quoique.
2010 à 2011 : Illustrations pour la revue Amer, les âmes d'atala, à Lille.
2008 : Illustrations de couverture, Liberté Hebdo, à Lille.
2007 à 2010 : Photos pour La Revue des rues, librairie coopérative des artistes, Chez Rita, à Roubaix.
2007 : Affiche pour le festival Zazie mode d'emploi, à Lille ; Marque-pages pour la BM de Liévin.
2006 : Affiche pour le bal littéraire "un bal, des mots", la malterie, à Lille.
2005 : Affiche et logo pour la Quinzaine de l'entorse, à Lille.
RÉSIDENCES ET BOURSES
2021 : Résidence-mission de 4 mois avec Belinda Annaloro, Contrat Local d'Education Artistique (CLEA), Communauté de Communes Pévèle-Carembault.
2014 : Résidence-mission de 4 mois, CLEA, Communauté de Communes Flandre-Lys.
2011 : Résidence de 3 mois à l'atelier Wicar, Rome, Italie.
2011 : Bourse d'aide individuelle à la création pour les plasticiens, Région Nord-Pas-de-Calais.
2010 : Bourse d'écriture, Centre National du Livre.
AUTRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES
animation d'ateliers et workshops
2001 à aujourd'hui : Animation d'ateliers et multiples interventions pédagogiques en milieu scolaire (écoles maternelles, primaires, collèges), en écoles d'art, en bibliothèques et médiathèques, en centres sociaux, en centres culturels, en milieu hospitalier, en maisons de retraite ou encore lors de salons du livre, de formations pour adultes, ou de « résidences-missions ».
Deux axes principaux autour du livre : d'une pert, les techniques de gravure en relief, l'estampe, l'impression, l'empreinte déclinée sous toutes ses formes ; et d'autre part, la création de livres de A à Z.
Et plus occasionnellement, notamment dans le cadre de « résidences-missions » : organisation de balades dessinées ou sonores, installations, performances.

*** Florie BEL : Costumière et plasticienne**

Ses costumes sont des vêtements de travail de scène. Ses installations scénographiques sont textiles. C'est par le travail des matières en surpiqûres et en teintures qu'elle crée un univers poétique, discrètement décalé du quotidien
Suite à sa formation à l'ENSATT en 2003, Florie Bel s'associe à Kantuta Varlet, costumière. Elles créent ensemble, à Toulouse, l'atelier, « Drôles de Bobines ». Au sein de cet atelier de création de costumes et vêtements sur mesurs, elles travaillent en collaboration avec différentes compagnies de théâtre, Cie Petite Lueur, (31), Cie Lever du Jour, (31) et spectacle de rue et jeune public, Cie Marche ou Rêve, (31), Cie Vendaval, (32). Elles réalisent ainsi plusieurs défilés originaux au Théâtre du Grand Rond, à Toulouse. Depuis 2007, de retour en région Rhône-Alpes, elle travaille régulièrement avec la Cie Arnica, (01),
Théâtre d'objets et marionnettes. Elle habille les marionnettes, les « comédiens-manipulateurs », et intervient sur les décors textiles en fonction des projets. Elle conçoit des costumes pour des spectacles-concerts dédiés au jeune public avec la Tribu Hérisson (69), l'Arbre Canapas (01), Kotekan (01) ; pour la danse avec la Cie Passaros (01) ; pour le cirque avec les Colporteurs (07), fildeféristes.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024/2027

Annexe 3

Modalités de l'évaluation et indicateurs

Vu D'un Œuf / Fabrique artistique en milieu rural

Conditions de l'évaluation :

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 10 des présentes, un comité de suivi est créé comprenant l'ensemble des partenaires et se réunissant une fois par an. Le secrétariat de ce comité de suivi est confié à l'association Vu d'un Oeuf.

Dans ce cadre, la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier en présence de la direction artistique de Vu d'un Oeuf et des représentants des collectivités publiques signataires chargés de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Les partenaires publics examineront en particulier :

- la mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;
- l'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant ;
- la réalisation du programme d'action de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire.

L'évaluation portera sur la réalisation du projet artistique et culturel. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

Le compte-rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 10 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Axes stratégiques	Objectifs opérationnels	Indicateurs	Modes de calcul	Base 2023	2024 En cours	2025 Prévi	2026 Prévi	2027 Prévi
Accès pour tous à la culture	Développer les actions d'éducation artistique et culturelle	Impact des politiques d'accès à l'éducation artistique et culturelle	Nombre d'enfants ou de jeunes ayant participé aux actions EAC : - dont petite enfance (0 ans à 3 ans) - dont scolaires (maternelle, primaire, secondaire) - dont étudiants - dont extra-scolaires Il ne s'agit pas d'une mesure exhaustive du public enfants ou jeunes mais du public visé par des spectacles, tarifs ou vecteurs spécifiques	765 dont 80 petite enfance dont 545 scolaires dont 140 extra-scolaires	815 dont 111 petite enfance dont 560 scolaires dont 144 extra-scolaires	830	850	900
		Nombre d'établissements scolaires et structures partenaires partenaires d'actions EAC	Nombre d'écoles et associations partenaires d'actions EAC	5	5	5	6	6
		Nombre total d'actions EAC	Dont nombre actions scolaires 1er degré	4	6	4	4	4
			Dont nombre actions scolaires 2nd degré	1	0	1	2	2
			Dont nombre d'actions pour les enfants et les jeunes hors temps scolaires	5	3	3	3	4
			Dont nombre d'actions dans le secteur de la justice	0	0	1	1	1
			Dont nombre d'actions en direction du handicap	1	0	0	1	1

Axes stratégiques	Objectifs opérationnels	Indicateurs	Modes de calcul	Base 2023	2024 En cours	2025 Prévi	2026 Prévi	2027 Prévi
	Diffuser davantage les œuvres	Rayonnement territorial des spectacles	Nombre de représentations hors siège	19	15	16	18	18
			Nombre de représentations siège	18	16	16	18	18
			Nombre de collectivités partenaires	7	7	7	7	7
	Accueil de cies en résidence de création	**Ouverture du travail artistique aux publics**	**Nombre de sorties de résidence tout public**	5	3	3	3	3
Soutien à la création artistique	Veiller à l'importance des créations dans l'offre de spectacles	Part des créations ou nouvelles productions déléguées dans le total des billets mis en vente	Nombre de créations ou nouvelles productions déléguées	3	3	3	3	3
	Promouvoir l'emploi artistique	Part de la masse salariale artistique dans la masse salariale totale	Masse salariale artistique (artistes et techniciens) / masse salariale totale (***)	0,43	0,40	0,40	0,40	0,40
Situation financière	Maîtriser les charges de structures	Evolution des charges de structures	(Montant des charges de structures de l'année N - montant des charges de structures de l'année N-1) / montant des charges de structures de l'année N-1	0,4 (4200-3000/ 3000)	0,4	0,4	0,4	0,4
		Développement des ressources propres de la structure	(part des recettes propres (hors subvention)/total produits).	29 %	29 %	30 %	32 %	33 %
Parité/ diversité	Encourager la parité dans les structures	Part des femmes dans l'accès à la programmation (musicienne, chorégraphe, chanteuse, etc.)	Nombre de femmes artistes programmées (musicienne, chorégraphe, chanteuse, etc.) / nombre total d'artistes programmés	(35/80)	(38/80)	(40/83)	(41/84)	(42/84)

Indicateurs qualitatifs à définir :

- En accord avec la Codecom et l'objectif d'irrigation du territoire : en particulier, rechercher les marges de progression dans l'accès des personnes éloignées de l'offre culturelle.
- Créer une offre culturelle de proximité conciliée avec une exigence artistique et décrire les expérimentations de formes artistiques variées tout au long de l'année et durant le festival Densités.
- Décrire le travail de résidence et de création qui s'attache à développer un dialogue entre le territoire et les artistes.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024/2027

Vu D'un Œuf / Fabrique artistique en milieu rural

Annexe 4

Budgets prévisionnels 2024, 2025, 2026 et 2027

BUDGET PRÉVISIONNEL 2024

CHARGES	Montant	*PRODUITS*	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**13 806 €**	**marchandises, de prestations de services**	**26 500 €**
Prestations de services	5 250 €		
Achats matières et fournitures	3 350 €	**74- Subventions d'exploitation**	**175 508 €**
Autres fournitures	5 206 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est (131 + 361)	35 000 €
61- Services extérieurs	**27 600 €**	*- DRAC Grand Est Education artistique*	4 800 €
Locations	21 200 €	Région(s) :	
Entretien et réparation	3 100 €	*- Région Grand Est Saison + Résidence*	58 000 €
Assurance	1 100 €	Département(s) :	
Documentation	2 200 €	*- CD Meuse Saison*	36 865 €
62- Autres services extérieurs	**45 354 €**	Intercommunalités(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	15 154 €	*- Territoire de Fresnes-en-Woëvre*	10 000 €
Publicité, publication	9 300 €	*- Autres territoires Fresnes (CTEAC)*	2 969 €
Déplacements, missions	18 300 €	- Grand Verdun (CTEAC)	2 535 €
Services bancaires, autres	2 600 €	Organismes sociaux (détailler) :	
		- AESP	3 750 €
63- Impôts et taxes	**5 500 €**	Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération	3 500 €	-	
Autres impôts et taxes	2 000 €		
		Agence de services et de paiement (ASP – emplois aidés – ESS)	8 114 €
64- Charges de personnel	**120 318 €**	Autres établissements publics	1 900 €
Rémunération des personnels	53 649 €	CTEAC Nord Meusien et CTEAC Commercy	11 575 €

Charges sociales	21 762 €	**75- Autres produits de gestion courante**	**12 920 €**
Autres charges de personnel (rémunération intermittents)	44 907 €	Cotisations, dons manuels ou legs	920 €
		Aides privées : sociétés civiles (Spedidam, MMC, Onda)	12 000 €
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**		
66- Charges financières	**900 €**	**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles	**950 €**	**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	**900 €**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	**900 €**
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**215 828 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**215 828 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	12 500 €	871- Prestations en nature	12 500 €
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	25 000 €	875- Dons en nature	25 000 €
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	**37 500 €**	**TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	**37 500 €**
La subvention de xxx€ représente xxx% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100			

BUDGET PRÉVISIONNEL 2025

CHARGES	Montant	*PRODUITS*	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**15 000 €**	**marchandises, de prestations de services**	**27 592 €**
Prestations de services	5 950 €		
Achats matières et fournitures	3 550 €	**74- Subventions d'exploitation**	**194 418 €**
Autres fournitures	5 500 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est (131 + 361)	35 000 €
61- Services extérieurs	**30 400 €**	*- DRAC Grand Est Education artistique*	4 800 €
Locations	24 000 €	Région(s) :	
Entretien et réparation	3 100 €	*- Région Grand Est Saison*	58 000 €
Assurance	1 100 €	Département(s) :	
Documentation	2 200 €	*- CD Meuse Saison*	38 700 €
		- CD Meuse Résidence	10 000 €
62- Autres services extérieurs	**57 750 €**	Intercommunalités(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	22 500 €	*- Territoire de Fresnes-en-Woëvre*	10 000 €
Publicité, publication	9 300 €	*- Autres territoires Fresnes (CTEAC)*	2 969 €
Déplacements, missions	23 300 €	- Grand Verdun (CTEAC)	2 535 €
Services bancaires, autres	2 650 €	Organismes sociaux (détailler) :	
		- AESP	5 000 €
63- Impôts et taxes	**5 600 €**	Fonds européens	10 000 €
Impôts et taxes sur rémunération	3 550 €	*Résidence passerelle DRAC CTEAC*	7 000 €
Autres impôts et taxes	2 050 €		
		Agence de services et de paiement (ASP – emplois aidés – ESS)	4 114 €
64- Charges de personnel	**124 880 €**	Autres établissements publics	1 500 €
Rémunération des personnels	53 700 €	CTEAC Nord Meusien et CTEAC Commercy	4 800 €
Charges sociales	21 810 €	**75- Autres produits de gestion courante**	**13 020 €**
Autres charges de personnel (rémunération intermittents)	49 370 €	Cotisations, dons manuels ou legs	920 €
		Aides privées : sociétés civiles (Spedidam, MMC, Onda)	12 100 €
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**		
66- Charges financières	**900 €**	**76- Produits financiers**	

67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	**900 €**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	**900 €**
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**235 930 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**235 930 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	13 000 €	871- Prestations en nature	13 000 €
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	25 500 €	875- Dons en nature	25 500 €
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	**38 500 €**	**TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	**38 500 €**
La subvention de xxx€ représente xxx% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100			

BUDGET PRÉVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	*PRODUITS*	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**15 000 €**	**marchandises, de prestations de services**	**28 000 €**
Prestations de services	5 950 €		
Achats matières et fournitures	3 550 €	**74- Subventions d'exploitation**	**183 664 €**
Autres fournitures	5 500 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est (131 + 361)	35 000 €
61- Services extérieurs	**30 400 €**	*- DRAC Grand Est Education artistique*	4 800 €
Locations	24 000 €	Région(s) :	
Entretien et réparation	3 100 €	*- Région Grand Est Saison*	58 000 €
Assurance	1 100 €	Département(s) :	
Documentation	2 200 €	*- CD Meuse Saison*	38 700 €
		- CD Meuse Résidence	10 000 €
62- Autres services extérieurs	**57 750 €**	Intercommunalités(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	22 500 €	*- Territoire de Fresnes-en-Woëvre*	10 000 €
Publicité, publication	9 300 €	*- Autres territoires Fresnes (CTEAC)*	3 000 €
Déplacements, missions	23 300 €	- Autres CTEAC	10 000 €
Services bancaires, autres	2 650 €	Organismes sociaux (détailler) :	
		- AESP	1 250 €
63- Impôts et taxes	**5 600 €**	Fonds européens	10 000 €
Impôts et taxes sur rémunération	3 550 €		
Autres impôts et taxes	2 050 €		
		Agence de services et de paiement (ASP – emplois aidés – ESS)	914 €
64- Charges de personnel	**119 880 €**	Autres établissements publics	2 000 €
Rémunération des personnels	53 700 €		
Charges sociales	21 810 €	**75- Autres produits de gestion courante**	**18 366 €**
Autres charges de personnel (rémunération intermittents)	44 370 €	Cotisations, dons manuels ou legs	1 020 €
		Aides privées : sociétés civiles (Spedidam, MMC, Onda)	17 346 €
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**		
66- Charges financières	**900 €**	**76- Produits financiers**	

67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	**900 €**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	**900 €**
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**230 930 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**230 930 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	13 000 €	871- Prestations en nature	13 000 €
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	26 500 €	875- Dons en nature	26 500 €
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	**39 500 €**	**TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	**39 500 €**
La subvention de xxx€ représente xxx% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100			

BUDGET PRÉVISIONNEL 2027

CHARGES	Montant	*PRODUITS*	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**15 000 €**	**marchandises, de prestations de services**	**30 000 €**
Prestations de services	5 950 €		
Achats matières et fournitures	3 550 €	**74- Subventions d'exploitation**	**179 500 €**
Autres fournitures	5 500 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est (131 + 361)	25 000 €
61- Services extérieurs	**30 400 €**	*- DRAC Grand Est Education artistique*	4 800 €
Locations	24 000 €	Région(s) :	
Entretien et réparation	3 100 €	*- Région Grand Est Saison*	58 000 €
Assurance	1 100 €	Département(s) :	
Documentation	2 200 €	*- CD Meuse Saison*	38 700 €
		- CD Meuse Résidence	10 000 €
62- Autres services extérieurs	**56 750 €**	Intercommunalités(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	22 000 €	*- Territoire de Fresnes-en-Woëvre*	10 000 €
Publicité, publication	9 300 €	*- Autres territoires Fresnes (CTEAC)*	3 000 €
Déplacements, missions	22 800 €	- Autres CTEAC	12 000 €
Services bancaires, autres	2 650 €	Organismes sociaux (détailler) :	
63- Impôts et taxes	**5 600 €**	Fonds européens	15 000 €
Impôts et taxes sur rémunération	3 550 €		
Autres impôts et taxes	2 050 €		
64- Charges de personnel	**120 716 €**	Autres établissements publics	3 000 €
Rémunération des personnels	53 900 €		
Charges sociales	21 910 €	**75- Autres produits de gestion courante**	**20 366 €**
Autres charges de personnel (rémunération intermittents)	44 906 €	Cotisations, dons manuels ou legs	1 020 €
		Aides privées : sociétés civiles (Spedidam, MMC, Onda)	19 346 €
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**		
66- Charges financières	**900 €**	**76- Produits financiers**	

67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	**1 000 €**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	**1 000 €**
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**230 866 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**230 866 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	13 500 €	871- Prestations en nature	13 500 €
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	27 000 €	875- Dons en nature	27 000 €
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	**40 500 €**	**TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	**40 500 €**
La subvention de xxx€ représente xxx% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100			

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024/2027

Annexe 5

Plan d'action dans le cadre de la lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS)

Vu D'un Œuf / Fabrique artistique en milieu rural

Association Vu D'un Œuf
1, rue du Château
55160 Fresnes-en-Woëvre
SIRET : 379 877 327 00062
RNA : W553002028

1. **Actions de sensibilisation et d'information prévues par la structure auprès des équipes, des personnes intervenantes dans la structure, etc.**

De décembre 2022 à avril 2024, la structure ne comptait qu'une permanente, formée à la prévention.
L'organisation de la prévention des VHSS s'est essentiellement articulée autour du festival Densités, le principal événement réunissant une cinquantaine d'intermittents ainsi qu'une cinquantaine de bénévoles.
Distribution du livret explicatif et affichage de la cellule d'écoute (matériel fourni par le ministère de la Culture et Audiens).
Sensibilisation des personnes employées et bénévoles à travers l'engagement d'un dialogue, lors du festival, mais aussi tout au long de l'année sur l'ensemble des projets (EAC, résidences, etc.).

2. **Formations prévues par l'encadrement et les équipes sur le thème des VHSS**

- Nombre et fonctions des personnes pour lesquelles sont prévues des formations durant la période de conventionnement : 1 Attachée de production (Prévenir les VHSS) ; 1

Directrice (Devenir référent VHSS)

- Nom des organisme(s) de formation : **AGECIF**
- Date(s) des formations : prévues pour la fin de l'année 2024
- Nombre et fonctions des personnes ayant déjà suivi des formations au titre de la lutte contre les VHSS et dates de formation : 1 Directrice ; Prévenir les VHSS, le 12/12/2022

3. **Formalisation du dispositif de signalement de faits de VHSS**

Affichage obligatoire dans les bureaux de l'association avec les coordonnées de la cellule d'écoute.
La Directrice est la référente VHSS au sein de la structure. Les signalements peuvent aussi lui être adressés directement.
La création d'un groupe de travail bénévole spécifique sur la question est prévue pour 2025. Ce groupe travaillera également sur la question de l'égalité hommes-femmes et de l'inclusion.

PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST
Liberté
Égalité
Fraternité

Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

LE DÉPARTEMENT
meuse

Communauté de Communes
De l'Aire à l'Argonne

Direction régionale
des affaires culturelles

Convention n° 2024/xx

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2024 - 2027
VENT DES FORÊTS
CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'INTERET NATIONAL (CACIN)

Entre

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Monsieur Laurent TOUVET le préfet de la région Grand Est par intérim, ci-après désigné par le terme « l'État »,

La Région Grand Est, représentée par son Président, Monsieur Franck LEROY, agissant en vertu d'une décision de la commission permanente N°24CP-1771 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme « La Région »,

Le Département de la Meuse, représenté par son Président Monsieur Jérôme DUMONT, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 28 novembre 2024, ci-après désigné sous les termes « le Conseil départemental » ou « le Département de la Meuse » ;

La Communauté de Communes De l'Aire à l'Argonne, représenté par Madame Martine AUBRY, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire n° en date du ....., ci-après désignée sous le terme « Communauté de Communes De l'Aire à l'Argonne ».

Désignés ensemble sous le terme « **les partenaires publics** »
d'une part,

Et

L'association Vent des Forêts, régie par la Loi 1901, dont le siège social est situé en la Mairie de Fresnes-au-Mont, 21 Rue des Tassons, 55260 Fresnes-au-Mont, représentée par son Président, Monsieur Laurent PALIN, dûment mandaté.

N° SIRET : 431 727 122 00027 - code APE 9499Z
Et ci-après désignée sous les termes « **l'association** » ou « **le bénéficiaire** »
d'autre part,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
VU le régime cadre exempté de notification 2014-2023 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine, amendé et prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 sous la référence SA.111666 ;
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;
VU le décret n° 2023-1327 du 29 décembre 2023 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er aout 2001 relatives aux lois de finances au titre de la loi 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;
VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent TOUVET, préfet de la Moselle, à compter du 24 août 2020 ;
CONSIDÉRANT que Monsieur Laurent TOUVET, préfet de la Moselle, remplit les fonctions mentionnées à l'article 39 du décret n°2004-370 du 29 avril 2004 susvisé, pour exercer par intérim les fonctions de préfet de la région grand Est ;

VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU les arrêtés préfectoraux n° 2024/352, 2024/353, 2024/354, 2024/355 du 02/10/2024 portant délégation de signature à Monsieur Alexis NEVIASKI, directeur régional adjoint des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional, en qualité de responsable d'unité opérationnelle et en qualité de responsable de centre de coût ;
VU l'arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges, relatif au label « Centre d'art contemporain d'intérêt national » ;
VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
VU la circulaire du 8 juin 2016 relative au soutien d'artistes et d'équipes artistiques dans le cadre de résidences ;
VU la circulaire du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents ;
VU la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
VU la circulaire du directeur général de la création artistique n° MC/SG/MPDOC/2022-014 du 8 avril 2022 relative à la mise en œuvre du plan ministériel de lutte contre les VHSS dans le spectacle vivant et les arts visuels ;
VU la note du 23 septembre 2021 sur la simplification et la dématérialisation des démarches usagers de Monsieur le secrétaire général du ministère de la culture ;
VU les Budgets opérationnels de programmes 0131 et 0361 de la mission culture ;

VU l'article L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales instaurant une compétence partagée entre tous les niveaux de collectivités en matière de culture ;

VU le règlement financier de la Région Grand Est ;
VU la décision n° 24CP02254 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 24/05/2024 approuvant la subvention de 54 000 € ;
VU la décision N° 24CP-1771 de la Commission permanente du Conseil régional en date des 14 et 15/11/2024 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil régional à la signer ;
VU la décision de la Commission Permanente du Conseil régional N°24CP-1771 en date des 14 et 15/11/2024 ;
VU le règlement financier de la Région Grand Est ;

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération du 1er juillet 2021 donnant délégation de signature au Président de l'Assemblée départementale,
VU le règlement budgétaire et financier adopté par l'Assemblée départementale du 16 décembre 2021 et modifié le 16 décembre 2022,
VU les crédits inscrits au budget primitif 2024 du Département de la Meuse ;
VU le règlement départemental d'aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale en date du 31 mars 2023 ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 23 mai 2024 accordant une subvention au bénéficiaire, au titre du soutien 2024 aux opérateurs culturels dits structurants ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 28 novembre 2024 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil départemental à la signer.

VU la délibération du Conseil Communautaire De l'Aire à l'Argonne n°DE_2021_018 en date du 30 mars 2021 concernant l'adoption du règlement d'attribution des subventions aux associations
VU la délibération du Conseil Communautaire n°DE_2024_014 en date 27 février 2024 autorisant la Présidente à signe un Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle
VU la délibération du Conseil Communautaire en date du XX novembre 2024 approuvant la présente convention et autorisant la Présidente à la signer

VU les statuts de l'association Vent des Forêts ;
VU le programme d'actions du Vent des Forêts placé sous la responsabilité artistique de son directeur, Pascal YONET ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les signataires concernés partagent une volonté commune d'engager une démarche culturelle partenariale sous la forme d'une convention d'objectifs multipartite et pluriannuelle.

Au centre du département de la Meuse, l'association loi 1901 Vent des Forêts porte depuis 1997 une opération fondée sur la rencontre du monde rural et de l'art contemporain. Ainsi, Vent des Forêts se définit comme un espace rural d'art contemporain de 5.000 hectares, développant des projets artistiques en lien avec la nature, le paysage et les habitants. Vent des Forêts porte une attention particulière à la diversité, notamment au travers des œuvres présentées, des artistes accompagnés et des publics, au respect des objectifs de parité ainsi qu'à la prise en compte des droits culturels, de l'équité territoriale.

Pour ce faire, Vent des Forêts offre aux artistes d'aujourd'hui une alchimie unique propre à la production d'œuvres et d'actions artistiques sur son site et sur un territoire plus élargi en impliquant des artistes émergents ou reconnus sur la scène internationale de l'art contemporain.
Accueillis en résidence de production dans un contexte villageois, les artistes sont invités à partager avec la population locale le processus de réalisation de leurs œuvres. L'esprit de Vent des Forêts place chaque année les artistes et le public dans une relation de convivialité ; dans ce cadre, les artistes sont aidés dans leurs réalisations par des habitants et artisans désireux d'être impliqués dans la recherche de création. Les œuvres ainsi produites, en vertu d'un contrat passé avec chaque artiste invité, sont propriétés de l'association Vent des Forêts.

Les œuvres jalonnent 45 km de circuits spécifiquement balisés et librement accessibles. Il faut noter que bien que ces œuvres ne fassent pas l'objet de mesures de conservation, l'association Vent des Forêts en entretient et en restaurent certaines pour des raisons de visibilité et de qualité d'offre artistique. Leur corpus est partiellement renouvelé année après année. Vent des Forêts assure la médiation culturelle de ses œuvres et mène des actions inscrites dans une démarche d'éducation artistique et culturelle auprès de différents publics et établissements.

Vent des Forêts porte une attention particulière à l'accompagnement professionnel des artistes par le biais d'accueil en résidence de production. En complément des résidences de production annuelles, Vent des Forêts est susceptible de concevoir et mettre en œuvre des résidences et actions dans les domaines du design, de l'écriture, du spectacle vivant, des rencontres culturelles ou autres actions relatives à l'art contemporain en lien avec les villages partenaires, sur le territoire intercommunal, départemental, régional voire transfrontalier, en partenariat avec des collectivités territoriales ou des structures culturelles de diffusion artistique.
En partenariat avec les écoles supérieures d'art implantées dans le Grand Est, Vent des Forêts accompagne l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.
Plus largement, Vent des Forêts participe à la structuration des professions des arts visuels et à l'animation du réseau régional dédié.

Vent des Forêts s'engage à apporter durablement une égalité d'accès du plus grand nombre à une offre artistique sur un territoire marqué par la ruralité. Il participe au développement culturel par l'éducation artistique et culturelle sur les différents temps de vie de l'enfant et de l'étudiant comme par l'action culturelle avec les personnes les plus éloignées du service public de la culture, dans la préoccupation constante d'associer à son projet l'ensemble des habitants de son territoire.

Le positionnement géographique et culturel de Vent des Forêts fonde son originalité et justifie sa place en complémentarité pertinente au sein du réseau régional de diffusion de l'art contemporain. Ce positionnement induit une visibilité et un rayonnement de ses actions.

Pour l'État
Le label « Centre d'art contemporain d'intérêt national – CACIN » est attribué à une structure assumant un projet artistique et culturel d'intérêt général en faveur du soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts visuels contemporains.

Les structures labellisées CACIN constituent un réseau national contribuant au développement et à la promotion de la création contemporaine dans le domaine des arts visuels au niveau local, régional, national et international. Dans l'exercice de leurs missions, elles portent une attention particulière à la diversité, notamment au travers des œuvres

présentées, des artistes accompagnés et des publics, au respect des objectifs de parité ainsi qu'à la prise en compte des droits culturels, de l'équité territoriale, pour le développement de l'accès et de la participation du plus grand nombre à la vie culturelle.

Considérant que le bénéficiaire est titulaire du label « Centre d'art contemporain d'intérêt national – CACIN » ;

Considérant le projet artistique et culturel 2024-2027 initié et conçu par M. Pascal YONET, directeur de Vent des Forêts, figurant en annexe I et conforme à son objet statutaire, et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur du soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts visuels contemporains auprès des publics les plus larges ;

Considérant les axes de développement du projet artistique de M. Pascal YONET, pour les quatre années à venir et ses engagements artistiques, culturels, territoriaux et citoyens, et professionnels conformes au cahier des missions et des charges du label CACIN visant à :

- Développer des actions de prospection, de recherche et d'expérimentation, notamment par le biais de collaborations avec l'enseignement supérieur ;
- Permettre la production d'œuvres et de projets significatifs de la création contemporaine régionale, nationale et internationale, en favorisant notamment la coopération transfrontalière ;
- Mettre en résonnance l'offre culturelle avec la culture de chacun, dans une approche à la fois transversale et partant de la réalité vécue par les habitants sur l'ensemble des territoires, afin de permettre à chacun de participer à la vie culturelle dans le respect des droits culturels ;
- Rechercher des synergies et des collaborations au sein du réseau régional *Plan d'Est*, du réseau national *DCA* et d'autres réseaux notamment internationaux ;
- Promouvoir l'égalité femme/homme dans le champ des arts visuels, lutter contre les discriminations de tout ordre ;
- Contribuer dans le secteur des arts visuels au développement de l'économie des artistes, notamment par leur juste rémunération dans le respect de leurs droits ;
- Mettre en œuvre une réflexion à l'échelle du réseau sur de bonnes pratiques environnementales contribuant à définir un plan d'action en matière de transition écologique.

Pour la Région

Considérant les orientations 2021-2028 de la Région répondant à des objectifs de développement durable, qu'ils soient sociaux, économiques et environnementaux ;
A cet égard, la culture constitue un facteur essentiel du bien-être et du bien-vivre : elle participe non seulement à l'épanouissement personnel, mais aussi à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Elle favorise ainsi le sentiment d'appartenance au territoire régional.

Par ailleurs, la culture est un secteur de création et d'innovation irriguant le tissu économique et social, représentant 35 000 emplois non-délocalisables et d'importantes retombées économiques.
Le Grand Est bénéficie d'atouts indéniables sur l'ensemble de son territoire : un positionnement géographique exceptionnel à la croisée de quatre frontières, une diversité d'acteurs d'excellence dans tous les champs culturels et une richesse patrimoniale reconnue.
Aussi, la culture est-elle un vecteur fort de rayonnement, d'attractivité et de développement.

En matière de politique culturelle, les orientations 2021-2028 définies sont destinées à :

- Promouvoir l'offre artistique et culturelle en accompagnant les acteurs essentiels de la dynamique des territoires, par la diffusion de la création, notamment régionale, et son rayonnement sur la scène nationale, transfrontalière et internationale ;
- Structurer les filières artistiques en favorisant le rapprochement et la mutualisation, dans une dynamique de réseaux, à l'échelle du territoire ainsi qu'avec les pays frontaliers
- Garantir un accès à la culture pour tous et partout (droits culturels), dans une logique partenariale ;
- Systématiser l'intégration de la stratégie « culture et développement durable » à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet par les professionnels, selon les priorités suivantes :
  - égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations ;
  - consommation et production responsables, lutte contre les changements climatiques et respect de l'environnement ;
- Accompagner la transition numérique des acteurs culturels en matière de création, diffusion et médiation, pour développer la complémentarité de l'offre numérique et physique.

Considérant que le bénéficiaire constitue l'un des maillons de la création et de la diffusion artistique et culturelle en Grand Est, la Région entend accompagner le projet du bénéficiaire et sera particulièrement attentive dans ce cadre à :

- l'accompagnement et au soutien des artistes - confirmés et émergents - du territoire régional, notamment par le biais de coproduction, d'accueil en résidence, de diffusion, dans un esprit de coresponsabilité sociale, en resserrant et développant les liens entre les structures formant, accompagnant et diffusant la création contemporaine, en Grand Est et dans les régions frontalières ;
- la conduite d'actions de sensibilisation en direction des lycéens et des étudiants ;
- la prise en compte des enjeux du secteur en matière de développement durable (économie, écologie, social) ;
- la contribution, en cas de sollicitation, aux travaux des comités d'experts ou de tout groupe de travail mis en place par la Région notamment dans les domaines de l'intégration, de la formation professionnelle, du tourisme, culture/santé.

Pour le Département

Considérant que la vie culturelle et artistique présente en Meuse, offre une création et une diffusion artistique portées par un tissu dense d'établissements professionnels et d'associations, dont l'action est un facteur important de la vitalité et de la cohésion des territoires ;

Considérant que la culture constitue un argument fort de l'attractivité départementale, contribuant à la valorisation et l'animation d'un patrimoine historique et naturel ;

Considérant que la Culture participe aux enjeux d'éducation et de citoyenneté ;

Considérant la volonté d'entretenir et développer une présence culturelle pour l'ensemble des territoires et des populations, en distinguant les projets d'enjeux de niveau départemental, où les partenariats se construisent prioritairement avec l'Etat et la Région, des projets d'enjeux de niveau local, où l'intervention départementale s'opère en appui à un engagement des instances locales territoriales ;

Considérant que ce nouveau conventionnement s'emploie à traduire les enjeux de l'action du Département de la Meuse pour la Culture, à prendre en compte les complémentarités nécessaires des acteurs culturels associatifs et publics, et à garantir à tous les meusiens, quel que soit leur lieu de résidence, une offre de qualité ;

Considérant qu'à ce titre, le Département de la Meuse reconnaît l'association Vent des Forêts, comme un acteur structurant d'enjeu départemental sur le champ de l'art contemporain.

Le Département de la Meuse exprime à travers cette convention, les attendus suivants :

- Poursuivre une action de développement culturel avec :
  - une programmation de qualité professionnelle et pluridisciplinaire conforme au cahier des charges et des missions d'intérêt national,
  - le souci permanent de faciliter la mise en relation des publics avec les œuvres et les artistes ;
- Poursuivre un soutien à la recherche, l'expérimentation et la création, en favorisant l'accueil d'artistes locaux, régionaux, nationaux et internationaux, sur le territoire, au moyen de résidences. La présence artistique, immersive et participative doit permettre de sensibiliser les publics à la démarche de création, mais aussi aux enjeux de l'art et de la culture au service du développement économique et social des territoires, en particulier sur des secteurs éloignés de l'offre culturelle ;
- Poursuivre son engagement sur le champ de l'éducation artistique et culturelle en Meuse, en appui à des projets visant :
  - à renforcer l'accès à l'art et à la culture pour tous, dont les plus jeunes et les publics dits empêchés, sur tous les temps de la vie,
  - à apporter une offre pluridisciplinaire basée sur la rencontre de l'œuvre et l'artiste, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances ;
- Apporter et accompagner une expression culturelle contemporaine, en cohérence avec le cadre des politiques culturelles initiées par le Département, et être partie prenante du réseau des acteurs culturels dits « structurants » ;
- Veiller à donner une visibilité aux projets initiés qui facilite la reconnaissance et l'appropriation de l'offre culturelle meusienne dans son entier au service de l'attractivité du département ;

- Participer à une approche de la culture fondée sur la notion de « droits culturels » qui garantissent à chacun la liberté de vivre et de choisir son identité culturelle ;
- Promouvoir l'égalité des genres et lutter contre toutes formes de discriminations et/ou actes de harcèlement moral et/ou violences (VHSS) ;
- Veiller aux bonnes pratiques environnementales participant des objectifs en matière de développement durable.

Pour la Communauté de Communes

La Communauté de communes entend accompagner à sa juste mesure chaque projet local d'extension, d'installation, de transformation, d'innovation, comme autant de pépites à faire grandir et de points d'appuis de développement ultérieurs. L'implantation-même du centre d'art ainsi que son projet conduisent naturellement Vent des Forêts à la prise en compte des enjeux de développement durable en matière économique, écologique et sociale. L'attachement à ces considérations participe au renforcement d'une présence artistique et culturelle vectrice forte de rayonnement, d'attractivité et de développement du territoire. De par ses projets, Vent des Forêts s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement touristique de la Communauté de Communes pour faire reconnaitre et valoriser le territoire au-delà de ses frontières.

Considérant que le projet artistique et culturel présenté en annexe I par le bénéficiaire participe de ces politiques complémentaires, l'État (DRAC Grand Est), la Région Grand Est, le Département de la Meuse, et la Communauté de Communes De l'Aire à l'Argonne décident de s'associer dans un (nouveau) partenariat contractuel pour la période 2024-2027 dans les termes définis ci-dessous.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label « Centre d'art contemporain d'intérêt national » et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers d'objectifs concrets et mesurables.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme au cahier des missions et des charges des centres d'art contemporain d'intérêt national défini par le ministère de la Culture.

La présente convention fixe :
- La mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel de Vent des Forêts à réaliser par son directeur sur la période 2024-2027 (annexe I) ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation de la réalisation du projet (annexe II) ;
- Les modalités de financement et les relations avec les partenaires publics (annexe III) ;
- Le plan d'action en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) (annexe IV).

Par la présente convention, Vent des Forêts s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques mentionnées au préambule, et en suivant le principe édicté à l'article 2.2 du décret du 28 mars 2017 garantissant la liberté de programmation artistique, notamment en confiant à la direction responsable de celle-ci la gestion autonome d'un budget identifié, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général, développé dans le projet artistique et culturel joint en annexe I et dont les principales orientations sont :
- Permettre la production d'œuvres et de projets significatifs de la création contemporaine régionale, nationale et internationale ;
- Développer des actions de prospection, de recherche et d'expérimentation ;
- Développer des actions d'éducation artistique et culturelle et plus généralement l'accueil des publics les plus larges et mener des actions de formation, de médiation et de sensibilisation ;
- Rechercher des complémentarités avec les politiques culturelles de ses financeurs ;
- Rechercher des synergies et des collaborations au sein du réseau régional Plan d'Est, du réseau national DCA et d'autres réseaux notamment internationaux ;
- Participer à la formation professionnelle en lien avec les établissements d'enseignement supérieur.

Par ailleurs, le bénéficiaire contribue à :

- mettre en œuvre des actions de prévention et de formation à destination des équipes salariées des structures sur les questions liées à la prévention des risques psychosociaux (RPS), du harcèlement moral et à la lutte contre les violences et harcèlements sexistes et sexuels (VHSS) ;
- promouvoir l'égalité femme/homme dans le champ des arts plastiques, lutter contre les discriminations de tout ordre ;
- concourir dans le secteur des arts visuels au développement de l'économie des artistes, notamment par leur juste rémunération dans le respect de leurs droits ;
- participer au développement, à la diffusion des savoirs et savoir-faire développés par les centres d'art et à leur transmission ;
- collaborer au développement de l'approche par les droits culturels, afin de lever les freins pour supprimer ou réduire les fractures sociales, économiques, sociétales, géographiques, physiques ou numériques qui créent des iniquités dans l'accès à l'offre culturelle et dans la possibilité de choisir comment vivre sa propre culture, notamment par une approche de participation et d'appropriation des habitants ;
- mettre en œuvre une réflexion à l'échelle du réseau sur de bonnes pratiques environnementales contribuant à définir un plan d'action en matière de transition écologique.

Dans ce cadre, les partenaires signataires contribuent financièrement à la réalisation de ce projet artistique et culturel, dont font partie les missions particulières mentionnées au présent article. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de quatre années couvrant la période 2024-2027.

En cas de départ anticipé du directeur, Monsieur Pascal YONET, avant le terme de la présente convention, cette dernière restera en vigueur pour six mois supplémentaires, pour permettre la continuité du travail avec les équipes.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total du projet est évalué à 1 815 248€ conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- respectent les conditions de coûts admissibles définies au paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) visé, telles que listées en annexe III ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.
Après étude, les partenaires publics pourront accepter expressément ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES SUBVENTIONS

A – Pour l'Etat (DRAC Grand Est)

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

La contribution de l'État prend la forme d'une subvention. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

4.2 L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 540.000 € (cinq cent quarante mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la présente convention, tel que mentionné à l'article 3.1.

4.3 Pour l'année 2024, une subvention d'un montant de 135.000 € (cent trente-cinq-mille euros) est accordée au bénéficiaire.
Cette subvention se répartit comme suit :

- 125.000 € (programme 131) au titre du soutien aux Institutions et lieux de création et de diffusion en matière d'arts visuels
- 10.000 € (programme 131) dans le cadre du plan « Mieux Produire Mieux Diffuser ».

4.4 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des subventions de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2025 : 135.000 € (cent trente-cinq-mille euros)
- pour l'année 2026 : 135.000 € (cent trente-cinq-mille euros)
- pour l'année 2027 : 135.000 € (cent trente-cinq-mille euros)

selon une répartition identique à l'année 2024.

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

4.5 Les subventions de l'État mentionnées aux paragraphes 4.3 et 4.4 ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits de paiement en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

B - Pour la Région

Pour l'année 2024, une subvention de 54 000 € (cinquante-quatre mille euros) est accordée par la Région au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire. Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées au bénéficiaire pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.
Au titre des années 2025, 2026 et 2027, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 5.2 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.
Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.
Les contributions financières de la Région ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Régional, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.
La Région se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

C - Pour le Département
Pour l'année 2024, une subvention de 82 800€ (Quatre vingt deux mille huit cent euros) est accordée par le Département au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de Vent des forêts. Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées à l'association pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.

Au titre des années 2025, 2026 et 2027, le Département de la Meuse déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10.
Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières du Département ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil départemental, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 6, 7 et 8.
Le Département se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

D - Pour la Communauté de Communes
Pour l'année 2024, une subvention de 21 660 € (Vingt et un mille six cent soixante euros) a été accordée au bénéficiaire.

Pour les deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Communauté de Communes De l'Aire à l'Argonne s'élèvent à :

- Au titre de ses dépenses de fonctionnement :
  - pour l'année 2025 : 21 700 €
  - pour l'année 2026 : 21 700 €
  - pour l'année 2027 : 21 700 €

Les montants indiqués ci-dessus étant prévisionnels, les subventions annuelles effectivement allouées à l'association Vent des Forêts feront l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire et pourront être d'un montant inférieur ou supérieur.

Le soutien financier de la Communauté de Communes reste conditionné au vote annuel du budget de la collectivité.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

5.1 Les subventions sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :
Titulaire du compte : Vent des Forêts
N° SIRET : 431 727 122 00027
N° Identifiant Chorus : 43172712200027
Établissement bancaire : Crédit mutuel
IBAN : FR76 1027 8020 0100 0237 4874 594
BIC : CMCIFR2A

A – Pour l'Etat (DRAC Grand Est)
5.2 Pour 2024, l'État verse 135.000 € en une seule fois dans le cadre d'actes annuels spécifiques.

5.3 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la subvention annuelle de l'État est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire sur la base d'un dossier de demande de subvention annuel déposé par le bénéficiaire sur la plateforme démarches-simplifiées (*formulaire « Aide au projet ou au fonctionnement – Création artistique »*). Les versements s'effectuent selon les modalités suivantes :

- La totalité du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.4, sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.4 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Grand Est - programme 0131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0131-02-08, activité 013100050301 Centres d'art conventionnés d'intérêt national.

5.5 L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est le directeur régional adjoint des affaires culturelles de la région Grand Est.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

B - Pour la Région

Pour l'exercice 2024, le versement de la subvention de la Région s'effectue dans le cadre d'une convention financière bilatérale, selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte de 50 % dès signature de la convention ou de la notification de la subvention ;
- versement du solde de la subvention sur présentation d'un compte rendu d'activités et de comptes annuels (compte administratif pour les bénéficiaires publics ou bilan et compte de résultat pour les bénéficiaires privés) de l'exercice N-1.

Pour les exercices 2025, 2026 et 2027, le versement des subventions s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional.

C - Pour le Département

Le versement de la contribution financière du Département sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans une convention d'application annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire en référence au règlement budgétaire et financier, à savoir :

- Au titre des subventions de fonctionnement : subvention forfaitaire versée, en une seule fois à hauteur de son attribution ;
- Au titre des subventions d'investissement : le versement de la subvention interviendra en une seule fois, sur production des pièces justificatives de dépenses portant mention du règlement par le demandeur et d'une attestation de finalisation de l'opération. L'ensemble des pièces justificatives devront être signées par le Président et visées par le comptable de la structure. La prorogation de la durée de validité de la subvention est proscrite sauf autorisation expresse et individuelle autorisée par l'Assemblée délibérante, à l'appui d'une demande écrite et motivée de l'association adressée au Département. La prorogation devra, en tout état de cause, être sollicitée avant la fin de validité de la convention d'application.

Le bénéficiaire des subventions pourra être soumis au contrôle par le Département, de l'emploi de celles-ci (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées) par la demande de documents complémentaires.

Les contributions financières du Département ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Département, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 10-Evaluation, 11-Contrôle de l'administration et 13-Avenant.

La subvention annuelle sera créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le Département ne sera garant ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

En cas de non-respect des termes de la décision départementale (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées), le Département pourra exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention départementale.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :

- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

D - Pour la Communauté de Communes

Pour l'exercice 2024, le versement de la subvention de la Communauté de Communes s'effectue dans le cadre d'une convention financière bilatérale, selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte de 60 % dès signature de la convention ou de la notification de la subvention ;
- versement du solde de la subvention sur présentation d'un compte rendu d'activités et de comptes annuels (compte administratif pour les bénéficiaires publics ou bilan et compte de résultat pour les bénéficiaires privés) de l'exercice N-1.

Pour les exercices 2025, 2026 et 2027, le versement des subventions s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte-rendu financier via le lien https://www.culture.gouv.fr/Demarches-en-ligne/Par-type-de-demarche/Declaration-renouvellement/Compte-rendu-d-emploi-de-la-subvention
  Ce document est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre les partenaires publics et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant ;
- Un bilan annuel des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) conformément aux engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de son plan d'action, annexé à la présente convention ;
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle des partenaires publics sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. L'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : État / Région / Département / Ville / autres partenaires.

Les logos et chartes graphiques sont à télécharger sur les liens suivants :

- **Pour l'Etat** :
  https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/aides/telecharger-logo
  En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « *Avec le soutien du ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est* ».

- **Pour la Région** :
  Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte graphique ci-dessous de la Région Grand Est : « Avec le soutien de la Région Grand Est » et l'insertion du logo sur tous les documents de communication. Le non-respect de cette clause pourra se traduire par le reversement de l'aide et par l'exclusion définitive au bénéfice des aides régionales.

  La Région invite également le bénéficiaire à contribuer à l'enrichissement du site www.explore-grandest.com, plateforme de valorisation de l'offre touristique et culturelle régionale.

- **Pour le Département de la Meuse** :
  Le bénéficiaire s'engage à :
  - Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné ;
  - Fournir les bilans d'activité, comptes rendus financiers et de réalisations, définitifs conformes à l'objet de la subvention départementale, signés par le Président de la structure et certifiés par le comptable de l'association, lors du premier trimestre de l'année N+1 ;
  - Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné ;
  - Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique ;
  - L'association répondra aux sollicitations de rencontre avec les élus et les services du Département pour rendre compte de son activité et de ses projets.

- **Pour la Communauté de Communes** :
  Le bénéficiaire s'engage
  - A insérer la mention « Avec le soutien de la Codecom De l'Aire à l'Argonne » avec le logo sur tous les documents de communication ;
  - A participer à des manifestations initiées par les Communauté de Communes dans le but de promouvoir la culture, les associations du territoire, le tourisme sur le territoire ;
  - A favoriser les échanges avec les autres structures du territoire notamment associative pour contribuer à la mise en place d'un réseau associatif.

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

7.5 Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les cinq engagements prévus dans le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) proposé par le ministère de la Culture aux professionnels du secteur culturel et rappelé ci-dessous :

- Se conformer aux obligations légales en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et les violences à caractère sexiste et sexuel ;
- Former les dirigeants et principaux cadres de la structure, les responsables RH et les personnes référentes en charge des VHSS ;
- Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;
- Créer un dispositif de signalement efficace et traitant traiter chaque signalement reçu ;
- Mettre en place un suivi et une évaluation des actions en matière de lutte contre les VHSS.

Les engagements pris par le bénéficiaire sont formalisés dans un plan d'action annexé à la présente convention (annexe IV). Le bénéficiaire s'engage à transmettre un bilan annuel de la réalisation de ces actions, dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement

de tout ou partie des sommes versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 En cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations prévues à l'article 7.5 de la présente convention, l'Etat peut le mettre en demeure de se conformer à ces obligations dans un délai maximum de 6 mois. La mise en demeure est notifiée au représentant légal du bénéficiaire. Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration du délai, l'Etat peut prononcer la suspension ou le retrait de la subvention.

8.3 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

8.4 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

9.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un comité de suivi en présence a minima de la direction de la structure bénéficiaire et des représentants des collectivités publiques signataires.

Le comité de suivi se réunit une fois par an. Il peut également se réunir à l'initiative de l'un des partenaires publics de la présente convention. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des partenaires extérieurs.

Le comité de suivi est une instance technique chargée de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;
- L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel de l'exercice suivant ;
- La réalisation du projet de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire ;
- La situation de l'emploi.

Le comité de suivi permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

9.2 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général. Elle vise à s'assurer de la conformité du projet au regard du cahier des missions et des charges du label CACIN. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention (Annexe II), définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

9.3 Au plus tard six mois avant le terme de la convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet sur la base du cahier des missions et des charges du label. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 Les partenaires publics s'assurent annuellement et à l'issue de la convention que leurs *subventions/contributions financières* n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle prévu à l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Les annexes I, II, III et IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Lahaymeix, le 20 septembre 2024
(en cinq exemplaires)

Pour le bénéficiaire,
Vent des Forêts
Le Président

Laurent PALIN

Pour l'Etat,
Le Préfet par intérim,

Laurent THOUVET

Pour la Région,
Le Président,

Franck LEROY

Pour le Département,
Le Président

Jérôme DUMONT

Pour la Communauté de Communes
La Présidente

Martine AUBRY

ANNEXES

ANNEXE I : PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2024-2027

ANNEXE II : MODALITES D'EVALUATION ET INDICATEURS

ANNEXE III : BUDGETS PREVISIONNELS 2024-2025-2026-2027

ANNEXE IV : PLAN D'ACTION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES ET LE HARCELEMENT SEXISTES ET SEXUELS (VHSS)

ANNEXE I

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

Obligation :

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions ci-dessous, destiné à réaliser le projet artistique et culturel définit aux articles 1 et 2

Vent des Forêts
PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

Axes 2024 – 2027

SOMMAIRE

1 - LA GENESE DU PROJET ASSOCIATIF, UN PROJET HUMAIN FEDERATEUR

2 - DEVELOPPER LA CREATION ET LA DIFFUSION D'OEUVRES NOUVELLES

3 - ACCUEILLIR TOUS LES PUBLICS

4 - ACTION D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

4-1. Les Publics scolaires et extra-scolaire
4-2. Les publics dit spécifiques

5 - UNE EQUIPE PROFESSIONNALISEE

6 - LES PARTENAIRES, ENTREPRISES ET ARTISANS MOBILISES

1 - LA GENESE DU PROJET ASSOCIATIF, UN PROJET HUMAIN FEDERATEUR

Lahaymeix est le village où l'artiste François Davin, longtemps habitant meusien, a initié le projet Vent des Forêts. En 1997, ce sculpteur a associé d'emblée le maire de sa commune Michel Coyen, agriculteur, à son désir d'inviter des artistes à créer des œuvres dans cet environnement, maire qui lui-même a mobilisé les élus de cinq autres communes. Dès le départ, les habitants des villages sont partie prenante du projet, en tant que bénévoles ; les familles locales hébergeant les artistes pendant les deux semaines de résidence en juillet, prêtant leurs hangars, leurs outils, leurs engins de transport et de levage pour la manutention des œuvres. Un appel à projets est diffusé annuellement via le réseau des symposiums thématisés autour de la création d'œuvres se réclamant du Land Art (ex : www.artinnature.org). La sélection des œuvres retenues est le fait du collectif des bénévoles, l'association ne disposant pas à l'époque de directeur artistique, ni de budget pour rémunérer les artistes, les matériaux de construction des œuvres sont principalement issus de récupération et de ressources du territoire. Les artisans et les entreprises locales sont à cette époque peu impliqués dans le projet. L'inauguration estivale des nouvelles œuvres couronne ces collaborations d'un moment convivial lors d'une fête populaire très appréciée. Ces temps de rencontre et de vie commune partagés entre monde rural et artistes contemporains sont le socle essentiel du projet Vent des Forêts qui doit sa pérennisation à cette forte implication de la population.

Vent des Forêts affirme depuis 26 ans la rencontre fructueuse du monde rural et de l'art contemporain.

➢ Les chiffres

- Une équipe de 7 salariés (5 CDD et 2 CDI) accompagnée par une moyenne annuelle de 6 jeunes en mission de service civique et 4 stagiaires.
- 1151 heures de bénévolat comptabilisées en 2022.
- 9 projets de recherche et de création en 2022.
- 244 œuvres d'art créées depuis 1997 dont 130 œuvres exposées en 2022.
- Plus de 50 000 visiteurs, locaux et touristes pour des séjours de courte et de longue durée.
- Plus de 30 artisans et entreprises partenaires réguliers de la création des œuvres.

➢ Les engagements

- Une aventure humaine et artistique qui fédère la population et fait partie de l'histoire locale.
- Un lieu d'échanges incessants entre équipe-artistes-bénévoles-habitants-scolaires-touristes.
- L'ambition d'un pôle fort de création d'œuvres contemporaines au sein d'un territoire rural.
- Une volonté d'atténuer la fracture culturelle.
- La gratuité d'accès aux 45 km de sentiers, 7 circuits balisés de 1 à 5 heures praticables à pied, à VTT, à cheval.
- Une implication volontariste dans les dispositifs d'éducation artistique et culturelle.
- Un engagement social et solidaire qui accompagne la jeunesse en associant spontanément toutes les générations.
- Un pôle d'attraction culturelle et touristique moteur à l'échelle départementale, régionale et nationale.

➢ Le territoire

Vent des Forêts est un lieu d'art contemporain situé au centre du département de la Meuse (55), en région Grand Est. Dès sa création en 1997, il fédère six villages implantés au sein d'une zone de 5 000 hectares de forêts : Lahaymeix, Dompcevrin, Fresnes-au-Mont, Nicey-sur-Aire, Pierrefitte-sur-Aire et Ville-devant-Belrain. Cinq des six villages de Vent des Forêts font partie de la Communauté de Communes de l'Aire à l'Argonne créée en janvier 2017 qui regroupe 47 communes, le village de Dompcevrin est quant à lui intégré à la

Communauté de Communes du Sammiellois, ces deux Codecom s'inscrivent dans le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Cœur de Lorraine. Accessible en 1 heure de Paris par le TGV Est Européen, Vent des Forêts est situé à 30 km de Bar-le-Duc, 40 km de Verdun, 70 km de Metz et 80 km de Nancy. Ces six villages qui totalisent 1 060 habitants sont situés dans une zone géographique qui reste foncièrement rurale, avec une très faible densité démographique (30 habitants/km²).

Historiquement et physiquement meurtri par la Grande Guerre, le territoire a subi depuis les années 70 une désindustrialisation importante, une baisse de sa population et du nombre d'entreprises créées avec un taux de chômage de 7,5% en 2021[1]. Son attractivité et l'offre d'hébergement touristiques qui devraient en découler restent faibles. Dans le périmètre immédiat de Vent des Forêts, l'activité dominante est l'exploitation forestière et agricole (production de céréales et de bétail). L'exploitation forestière et la chasse au gros gibier sont une activité importante en termes de ressources pour les communes. Ce contexte géographique intimement lié à l'agriculture et à l'exploitation des parcelles forestières communales (56%), domaniales (8%) et privées (36%), en partie gérées par l'Office National des Forêts (ONF) en communale et domaniale, par le groupement de Gestion et de Développement Forestier meusien (GEDEFOR55) en privée, et en constant remaniement du fait du travail de bûcheronnage, d'affouage... est le creuset au sein duquel Vent des Forêts a émergé et s'est structuré.

Vent des Forêts constitue un pôle d'attractivité fort dans le département de la Meuse, permettant l'interpénétration du « tourisme vert » du randonneur et du « tourisme culturel » de l'amateur d'art, pratiqués l'un et l'autre aussi bien par des locaux ou riverains habitués du site que par des visiteurs nationaux ou étrangers (frontaliers belges, allemands et néerlandais par exemple), d'autant que l'entretien des œuvres anciennes et la création annuelle de nouvelles œuvres renouvellent l'intérêt culturel et touristique du site.

C'est par la compréhension et l'appropriation de ce contexte initial (forêt exploitée, agriculture en activité...) par ses équipes successives que **Vent des Forêts a affirmé dès le départ, puis confirmé de façon pérenne le dialogue du monde rural et de l'art contemporain.**

Vent des Forêts se déploie sur une zone géographique conséquente (5 000 hectares de forêts, 45 km de sentiers). Il est donc indispensable au visiteur de disposer d'un support qui l'aide à s'orienter et à comprendre les règles du jeu.

➢ Les outils d'aide à la visite mis à disposition des visiteurs

La carte des sentiers, actualisée et éditée chaque année à 15 000 exemplaires, est le sésame et la carte de visite de Vent des Forêts. Elle est disponible gratuitement au bureau de l'association à Fresnes-au-Mont et au Café Vent des Forêts à Lahaymeix, à l'extérieur dans des boites transparentes disponibles 24h/24, dans une trentaine de points d'accueil, les Offices de Tourisme du département et de la Grande Région, et adressée sur simple demande.

Basée sur une carte IGN, elle permet de visualiser les 7 circuits balisés, elle liste et localise les 130 œuvres visibles en 2022, les routes d'accès, les 6 tables de pique-nique, les loges de chasse, les aires de stationnement, les aires de camping-car, les numéros de parcelles forestières (visibles sur les sentiers également), les chemins blancs, les lieux dits, les cours d'eau, toutes les communes alentour. Elle est un outil pour comprendre les interactions qui existent entre tous les acteurs de la forêt, les interlocuteurs quotidiens de Vent des Forêts : exploitants forestiers, gestionnaire ONF, agriculteurs, élus communaux, chasseurs, randonneurs et affouagistes.

L'application numérique d'aide à la visite, s'adresse à un nouveau public en recherche de loisirs de plein air, issu majoritairement de la Grande Région et qui découvre Vent des Forêts depuis la pandémie covid de 2020, confortant d'ailleurs les axes de développement actuel et futur de l'association en termes

[1] Taux de chômage localisés par sexe et âge en moyenne annuelle en 2021

d'offre touristique. Ce public principalement urbain est familier des outils numériques, mais il s'avère être peu habitué des parcours en forêt et des codes de la ruralité, ce qui nécessite un accueil physique bien sûr, la carte papier mais aussi une application mobile fiable et ergonomique qui l'accompagne vers plus d'autonomie dans les espaces naturels. A contrario, le public local, habitué des sentiers, peut éprouver des difficultés avec l'utilisation d'un smartphone en forêt. Le jeune public, notamment les adolescents accompagnant les parents et les grands-parents, a ici un rôle de prescripteur et considère l'application comme un moyen ludique d'expérimenter la balade en forêt.

Vent des Forêts a sollicité l'agence Réciproque pour le déploiement de cette nouvelle application, afin de proposer un service de visite sur mobile performant et fiable, un service hors ligne palliant les problèmes de réseau existant, avec un design et des fonctionnalités adaptés à la découverte des circuits et de donner plus de contrôle et de fluidité à l'équipe pour la publication des données et les interactions avec les utilisateurs.

Ce projet a fait l'objet d'une demande de soutien auprès du FEADER/LEADER et de la région Grand Est.

➢ Un contexte en mutation avec la Maison Vent des Forêts

Vent des Forêts s'est développé pour devenir un centre d'art contemporain atypique labelisé et le creuset d'expérimentations artistiques incroyables. Après 26 ans de création, les 130 œuvres visibles permettent d'embrasser un large champ de l'art contemporain, y compris dans ses formes les plus actuelles, et de questionner sa pertinence dans un espace naturel ouvert au grand public, peu initié à l'art. Elle permet aussi de révéler par le biais de réalisations artistiques un maillage territorial d'acteurs disponibles et ouverts à des expérimentations souvent audacieuses.

Le temps est désormais venu à Vent des Forêts de déployer ses ailes plus largement, pour offrir à tous un *mieux* en termes d'accueil, d'espaces fonctionnels, d'ateliers dédiés, de diversité artistique, de transversalité et de convivialité aussi. Une opportunité a permis à l'association d'acquérir en octobre 2020 un ensemble de bâtiments agricoles dont le légendaire « café de Madame Simon » dans le village de Lahaymeix. Car c'est là, dans ce café précisément, que les prémices de Vent des Forêts ont vu le jour en 1997. Lieu de réunion, de débats, et de toutes les chimères, sous le regard de la propriétaire de l'époque. Dévouée à ce café, elle lui a insufflé l'âme que tous, bien au-delà des habitants du village, viennent chercher. Ouvert sur le village et destiné à accueillir l'équipe salariée, les bénévoles, les artistes, le grand public et les scolaires, le projet Maison Vent des Forêts, ensemble de 1250 m2, réhabilite avec l'architecte Christian Vincent et la designer Matali Crasset le café historique du village et les granges adjacentes tout en respectant le bâti traditionnel de la ferme.

Cette acquisition représente une chance pour Vent des Forêts car depuis 2003, l'association partage ses locaux avec la mairie du village de Fresnes-au-Mont : 27 m² de bureaux sont mis à disposition à loyer modéré, avec des espaces de stockage, de réunion, une annexe et des sanitaires. Mais aucun espace n'est actuellement accessible aux personnes à mobilité réduite. L'association reprend à son compte un des points importants soulignés par le rapport d'inspection de Chantal Creste en 2014 :

« Les locaux sont devenus très contraints et ne permettent pas de présenter aux visiteurs la genèse du projet, les archives qui sont devenues conséquentes et qui vont s'étendre et surtout les enjeux développés dans un contexte territorial et international. L'outil numérique ne peut suffire à lui seul, de par sa virtualité, à résoudre l'ensemble de ces questions. A ce stade, il est devenu essentiel d'incarner sur place ce qu'est Vent des Forêts et d'inventer, si possible avec des artistes et ou des architectes, des designers, des jardiniers et d'autres, la forme que pourrait prendre ce repère, cette base de Vent des Forêts. C'est une étape essentielle pour sa compréhension, son rayonnement et son image. » 2

[2] Chantal Creste, *Rapport d'expertise*, Ministère de la Culture et de la Communication, Direction Générale de la Céation Artistique, 2014, p38-39.

Cette mue est rendue nécessaire, en raison :

- Des 27 m² de bureaux actuels, situés au premier étage la mairie du village de Fresnes-au-Mont dont l'exiguïté crée des conditions de travail très compliquées pour la concentration de l'équipe des 7 salariés, accompagnée par des jeunes en mission de Service civique, des stagiaires, et l'accueil des bénévoles et des visiteurs.
- De l'absence d'atelier dédié à la régie et au stockage du matériel et des outils.
- De l'absence d'accueil à l'attention des scolaires.
- De l'absence d'un accueil dédié à l'information auprès des visiteurs.

A l'heure des grands bouleversements environnementaux et de l'évolution des politiques publiques pour mettre en place la transition écologique, ce nouveau projet artistique et culturel de Vent des Forêts entend répondre aux besoins du territoire et prendre sa part pour accompagner les changements qui s'opèrent, en mobilisant la volonté de l'équipe salariée, des bénévoles, des membres et des partenaires de l'association.

Le projet Maison Vent des Forêts a fait l'objet de réflexions formulées dans le cadre d'un Dispositif Local d'Accompagnement qui s'est déroulé de janvier à avril 2021, les recommandations formulées par le DLA sont prises en compte pour chacun des axes ci-après développés et permet de réquisitionner :

- Nos missions, nos savoir-faire, nos modes d'action.
- Les enjeux auxquels notre association souhaite répondre, dans le contexte actuel et de manière prospective.
- Les objectifs que nous nous fixons pour y répondre, de manière stratégique et opérationnelle.
- La déclinaison des objectifs en actions.
- L'élargissement des propositions artistiques, culturelles et touristiques.
- L'impact du projet Maison Vent des Forêts sur le fonctionnement de l'association et sur les missions des salariés.

2 - DEVELOPPER LA CREATION ET LA DIFFUSION D'ŒUVRES NOUVELLES

Les années écoulées ont permis la réalisation, d'une part d'œuvres sculpturales souvent monumentales pensées pour le contexte forestier et d'autre part d'œuvres impliquant d'autres champs de la création comme le design, la vidéo, la photographie... Confirmant la volonté d'inviter des artistes de toute nationalité, d'esthétique multiple, de parcours varié et de génération différente. Pour rappel, les artistes sont invités par le directeur, 'sans projet préétablit', point de départ indispensable pour penser une recherche, une création sur mesure, inédite et contextualisée.

➢ L'exposition collective sur les sentiers forestiers

Chaque année Vent des Forêts poursuit un programme de résidences de recherche et de création spécifique qui vise, par le biais de l'invitation de 8 à 10 artistes nationaux et internationaux, à la réalisation d'œuvres d'art contemporaines significatives, sans typologie de matériau, de processus de production prédéfinis. Vent des Forêts produit la totalité des œuvres, en favorisant les ressources locales, les moyens humains et techniques existants, en activant un réseau constitué de bénévoles, d'artisans locaux, d'entreprises partenaires, d'établissements scolaires, préalablement repérés et mobilisés. Le corpus d'œuvres d'art installées dans la forêt forme, de fait, une exposition permanente gratuite et sans modalités d'accès autre que celles imposées par un milieu naturel ouvert donc soumis aux éléments.

Un rétroplanning est établi pour l'accompagnement de projets artistiques qui mobilise toute l'équipe, et plus particulièrement le responsable de production :

- D'août à décembre : invitation par le directeur de 8 à 10 artistes.

- Automne : premier temps d'immersion des artistes à Vent des Forêts pendant 1 à 4 jours, durant lequel celui/celle-ci est hébergé(e) chez l'habitant, prend la mesure du contexte paysagé, des ressources et rencontre plusieurs typologies d'artisans et/ou d'entreprises.
- De décembre à janvier : examen des propositions formulées par les artistes, validation du projet par la direction et début de la résidence de recherche dès le choix des matériaux effectué.
- De janvier à juin : en fonction des disponibilités logistiques des artistes, ceux/celles-ci travaillent avec les artisans et/ou entreprises en séquences d'une semaine à un mois, dans un atelier, une grange prêtée, un lieu spécifiquement aménagé si nécessaire. Ainsi, dès le début de l'année, plusieurs séjours sont organisés, en coordination avec les familles d'accueil et les lieux de production des œuvres.
- Au printemps : l'emplacement des œuvres en forêt est choisi avec l'expertise du directeur, s'appuyant sur celle de l'ONF, de GEDFOR 55 en forêt privée et la médiation indispensable des maires des villages en fonction des parcelles concernées (forêts communales, domaniales, privées, terre agricole...).
- Début juillet : temps fort de résidence, les artistes partageant leurs temps entre la fin de la production de leur pièce et des moments de convivialité avec les bénévoles et autres artistes. La curiosité et le désir de partage, notamment lorsque l'artiste vient de l'étranger, marquent tous les participants et renforcent les liens existants, tous partie prenante de la même aventure.
- Deuxième week-end de juillet : inauguration des nouvelles œuvres de la saison, rassemblant plus de 300 personnes dans le village de Lahaymeix et en forêt.

L'entretien des œuvres et des sentiers : Il est à noter que parmi les 130 œuvres présentes aujourd'hui sur les sentiers, certaines datent de 1997, année de création de Vent des Forêts. Ce patrimoine a été réalisé sous les directions successives de François Davin (1997-2000), puis Alexandre Bohn (2003-2007), et Pascal Yonet (depuis 2008). Il incombe à ce dernier d'entretenir les œuvres qui peuvent l'être, en organisant leur restauration et des opérations de maintenance annuelle, suivant l'accord contractuel signé avec les artistes. Les œuvres n'étant pas contractuellement pérennes, celles qui ne peuvent être restaurées sont retirées du site dans le but de préserver la qualité artistique de l'ensemble du projet.

➢ Des expositions et présentations sur-mesure

Vent des Forêts s'est ouvert à des processus de production plus informels que les habituelles résidences de création avec l'exposition collective en forêt. Ce type d'accompagnement peut s'étaler sur des temps ponctuels, ou sur plusieurs années, de façon régulière ou discontinue, offrir une résidence de recherche et de création autour de la danse (Aurélie Gandit...), de l'écriture (Jean-Christophe Bailly, Loïc Demey...), de la photographie (Eric Poitevin, Julien Carreyn...), de la vidéo (Caroline Duchatelet...), du cinéma (Benjamin Crotty...), du design (Jenna Kaes, Pierre Charrié, Matali Crasset...) de l'artisanat (Boutros Sawaya), du graphisme (Jules Durand, Benoît Robert...), de la création sonore (Stefano Gervasoni, Thomas Tilly...) ou tout autre médium, et donner lieu à des productions artistiques visibles parfois dans une exposition en local, mais aussi et de plus en plus dans d'autres lieux en France ou à l'étranger pour des expositions spécifiques en galerie ou autres. Vent des Forêts et son environnement deviennent à ces occasions un laboratoire d'où l'artiste part et revient régulièrement pour mener à bien son travail de recherche, de prototypage et/ou de création, un point logistique important pour son processus de production.

➢ Maison Vent des Forêts : un nouvel axe à développer

- Confirmer l'invitation à de nouvelles typologies de résidences de recherche et de création : convoquant la diversité des arts visuels, en interaction avec les pratiques vernaculaires, les ressources et savoir-faire du territoire.

- Poursuivre les collaborations avec les lycées professionnels, les entreprises et les artisans du territoire. L'enjeux étant de trouver à chaque fois les bonnes modalités de production.
- Renforcer l'implication et la coordination avec les habitants et les bénévoles.
- Mettre en place une nouvelle programmation, un calendrier et une diffusion liés à la vie du lieu Maison Vent des Forêts et à la présence des artistes : temps de présentations, de rencontres, d'ateliers participatifs, d'événement (festival).
- Répondre à de nouvelles typologies d'appel à projet et poursuivre les échanges permettant les coproductions.
- Elargir les modes de présentation et d'exposition des maquettes des travaux en cours et réalisés.
- La mise en place d'ateliers de travail dédiés pour les artistes (outils, stockage des matériaux).

Il nous faudra être attentif aux points suivants :

- Revaloriser la bourse artistique de résidence versée aux artistes qui est aujourd'hui encore de 1 500 euros (montant inchangé depuis 2006). L'association prend à sa charge le défraiement des familles d'accueil pour l'hébergement, ainsi que les repas, les déplacements, les coûts de matériaux et prestations nécessaires à la réalisation et installation de l'œuvre et s'acquitte de la contribution diffuseur de 1,10% auprès des organismes de gestion de sécurité sociale des artistes AGESSA et Maison des Artistes.
- Respecter le phasage du projet Maison Vent des Forêts permettant de fixer les priorités, et les nouveaux programmes de création et de diffusion.
- Mettre en place des rendez-vous événementiels thématiques.
- Inscrire les actions et les services dans l'exigence du projet artistique.
- Maitriser les coûts budgétaires des nouvelles productions, programmations et diffusions.
- Répondre à de nouveau type d'appels à résidence comme ceux mis en place par l'Institut Français ou leurs réseaux.
- Être attentif aux nouveaux coûts de fonctionnement.
- Ajuster les missions et la formation des salariés conformément au nouvel équipement et aux nouvelles actions et services.

3 - ACCUEILLIR TOUS LES PUBLICS

Vent des Forêts est un espace naturel ouvert, ce n'est ni un parc ni un musée. Son périmètre, délimité par la forêt, est de fait accessible tous les jours de l'année, 24h/24. Il est à noter qu'en période hivernale, les jours de chasse sont signalés (via le site Internet, l'application numérique, les réseaux sociaux) aux visiteurs en fonction des sentiers artistiques. Le promeneur, les groupes de randonneurs, les touristes sont accueillis et informés au bureau de l'association à Fresnes-au-Mont de 9h à 18h ainsi que par téléphone et depuis 2022 dans le village de Lahaymeix au Café Vent de Forêts. L'association entretient avec son public un rapport principalement basé sur la liberté, la confiance, mais aussi l'autonomie et la responsabilisation. Les promeneurs sont invités à respecter les œuvres et les espaces naturels qui leur sont accessibles. L'équipe de Vent des Forêts porte une attention particulière à la praticité des sentiers par un entretien constant (coupe d'arbre, tonte, balisage, table de pique-nique...). A l'image de toute personne impliquée dans le projet (équipe, bénévoles, usagers habituels des lieux...), les visiteurs sont incités à réduire le plus faiblement possible leur impact sur ces sentiers après leur passage. Une attention toute particulière est portée à la propreté et à l'entretien des sentiers - sur ce point, l'absence de poubelles en forêt est volontaire afin de responsabiliser les visiteurs ainsi qu'au respect de la faune et de la flore.

La carte des sentiers est éditée à 15.000 exemplaires, intégralement distribués, ce qui permet d'estimer la fréquentation à 50 000 visiteurs par an, comprenant les visiteurs individuels, les groupes de marcheurs et les groupes de scolaires.

Pour permettre à tous un égal accès aux 7 sentiers et aux œuvres, la carte papier et l'application numérique d'aide à la visite sont disponibles gratuitement, avec la déclinaison sur les sentiers d'un balisage aux couleurs spécifiques, de panneaux carte grand format et de cartels explicatifs des œuvres. 10 panneaux de signalisation routière indiquant Vent des Forêts sont répartis sur les grands axes aux alentours du site, par exemple sur la Voie Sacrée, à l'entrée de Saint-Mihiel, sur la route de Commercy.

➢ Visite des sentiers

Vent des Forêts a fait le choix de renforcer l'accueil et l'information des visiteurs par la présence d'une salariée avec des bénévoles au Café Vent des Forêts et de développer des outils de médiation pour découvrir les sentiers et les œuvres en autonomie (carte, balisage, cartels explicatifs, application numérique, jeux, Géocaching) plutôt que de proposer des visites guidées aux promeneurs. Il s'agit de privilégier une expérience de loisir et de découverte plus immédiate, qui inclue l'immersion en forêt, la marche et la rencontre directe avec les œuvres. Par ailleurs, la taille de l'équipe ne permet pas de répondre aux demandes de visites guidées émanant de particuliers, demandes qui sont très peu nombreuses. En 2022 nous avons privilégié l'accompagnement personnalisé sur les sentiers des groupes associatifs et professionnels (Cyclo-biblio, CAPEB, CCI Meuse-Haute Marne, fromagerie Hutin...).

➢ Les Maisons Sylvestres : *le Nichoir* et *la Noisette*

Depuis 2013, Vent des Forêts propose aux voyageurs et aux touristes la possibilité de passer une ou deux nuits d'étapes dans un hébergement atypique réalisé par la designeuse Matali Crasset. La location est ouverte d'avril à septembre, au prix de 70 € la nuit + 10 € (individuel) ou 15 € (groupes et familles) d'adhésion à l'association Vent des Forêts. Ce tarif permet le bon fonctionnement du projet associatif. La réservation peut s'effectuer par courriel ou par téléphone ainsi que sur le site Airbnb.
Les locataires sont en grande majorité de nouveaux visiteurs de Vent des Forêts, novices sur les sentiers. Une grande partie d'entre eux, toute provenance confondue, ont découvert *le Nichoir* et *la Noisette* par différents canaux tels que : presse, Internet, bouche-à-oreille, émissions télévisées, manifestations et événements locaux et internationaux autour des objets *Maisons Sylvestres* (expositions, galeries d'art, foires, salons du design...).
En outre, il est à noter une forte augmentation de touristes étrangers, en majorité des Pays-Bas, de la Belgique et du Royaume-Uni. Par ailleurs, de nombreux habitants en local réservent régulièrement chaque année 1 ou 2 nuits dans une Maison Sylvestre pour y célébrer un moment convivial en famille.
Nombre de nuitées entre 2013 et 2022 : 2301 nuitées.
Nombre de locataires entre 2013 et 2022 : 1930 locataires.

L'activité de gestion locative des *Maisons Sylvestres* constituent aujourd'hui une part d'autofinancement suffisante pour l'association afin de soutenir le poste en CDI à mi-temps d'Agent Polyvalent (CDD 24 heures) créé en 2014 pour assurer l'entretien saisonnier et l'accueil des *Maisons Sylvestres,* poste qui est en cours de redéfinition avec l'appui de la médecine du Travail.
Les stratégies de développement média (articles de presse France et international, tv...) comme la participation à des expositions de design et salons constituent de nouvelles logiques de diffusion, d'image de marque et de valorisation, et accroissent la popularité des *Maisons Sylvestres*, renforce le métier de gestion touristique et diffuse l'image de Vent des Forêts à l'international.

Il nous faudra être attentif au point suivant :

- Chercher à faire évoluer la gestion locative des deux Maisons Sylvestres (réservation, correspondance mail, accueil, mise en place, entretien...) qui est très chronophage pour toute l'équipe salariée en raison de la monté en puissance de l'accueil touristique.

➢ Le Jeu des 4 Vents sur le Court circuit

Début 2019, l'association s'est rapprochée du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) 55. L'objectif était d'imaginer ensemble des contenus et des formats de médiation innovants à destination d'un public jeune et familial, permettant la valorisation du dialogue entre contextes forestier et artistique. Plusieurs mois d'échanges et de regards croisés sur les œuvres entre les équipes des deux structures ont donné lieu à la création du Jeu des 4 Vents par l'artiste illustrateur et cartographe Thomas Sindicas. Cet outil est utilisable en forêt par tout accompagnateur adulte souhaitant partir avec un groupe d'enfants à la découverte des œuvres et des points d'intérêts naturels du Court circuit. Ce jeu est disponible à la réservation gratuitement depuis l'été 2021, et a été utilisé de manière quasi-quotidienne par des familles ou des centres de loisirs en juillet et août 2022.

➢ Le Géocaching à Vent des Forêts

Le Géocaching est une activité de plein air consistant à retrouver dans la nature, à l'aide d'un GPS ou d'un smartphone, des géocaches (boîtes aussi appelées « caches ») dissimulées par d'autres personnes. Cette chasse au trésor est un loisir familial, populaire et gratuit mais aussi un véritable jeu rassemblant une communauté d'experts en recherche de défis à travers le monde. Les géocaches sont des boîtes de tailles variables, qui comprennent un registre de visites (logbook) et un ou plusieurs trésors. Ces derniers sont principalement des objets simples, tels qu'un pin's, une fève ou un jouet cadeau de petit format, pouvant être récupérés par les géocacheurs. L'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) est indispensable à la pratique du géocaching, tant pour la recherche des caches que pour leur diffusion. Le site geocaching.com permet à chaque participant de confirmer la réussite de sa chasse au trésor et de la commenter.
Initiée en 2012 à Vent des Forêts par un couple de joueurs amateurs, la pratique du Géocaching sur les sentiers a été encouragée par l'association avec l'appui de bénévoles, coutumiers ou néophytes de ce loisir.

En 2018, 13 caches ont été réactivées par Vent des Forêts et les bénévoles sur le Circuit des Trois Fontaines. Chacune d'entre elles contient une énigme à résoudre. A la fin du parcours, l'ensemble des 13 énigmes résolues permet de géolocaliser le trésor. En 2022, il s'agit d'une œuvre de l'artiste Patrick Neu, un angelot en terre cuite dupliqué à plusieurs centaines d'exemplaires.
En 2021, c'est sur le Court circuit qu'un parcours de géocaching a été imaginé. Huit caches permettent aux participants d'accéder au trésor. Moins complexe que le Circuit des 3 Fontaines, ce circuit est idéal pour les familles et le jeune public.

➢ Café Vent des Forêts à Lahaymeix

Ce nouvel espace de service, de vente, d'accueil et d'information répond à de nouvelles missions :

- Proposer au public un service 'café' impliquant la mise en place de compétences (gestion achat/vente, Licence IV, stock, préparation de service boisson, programmation, entretien...).
- Informer les touristes qui viennent chercher un temps d'échange, de convivialité, et des renseignements (visite du territoire, séjour, chambre d'hôtes ...).
- Offrir un lieu de partage entre habitants, bénévoles, équipe salariée, artistes et visiteurs.
- Accompagner les changements des pratiques touristiques en sensibilisant les visiteurs à la pratique d'un loisir responsable.
- Mettre en valeurs du territoire avec une sélection 'à la carte' de produits locaux.
- Passer commande auprès d'artistes, artisans, designer, photographes, graphistes... d'œuvre et d'objets multiples sur la thématique du café.

Il nous faudra être attentif aux points suivants :

- Préserver la notion de création artistique contemporaine dans une perspective touristique.
- Veiller à la mise en œuvre opérationnelle, statutaire, comptable et juridique d'un pôle marchand et d'un pôle non marchand, avec développement de l'offre commerciale et structuration du modèle économique.
- Intégrer la mise en place d'un nouveau métier permettant la gestion d'un café (Licence IV, sécurité, affichage...).
- Bien évaluer le temps nécessaire à la mission d'information et d'accueil touristique (qui au regard d'une première saison 2022, avait été sous-évaluée).
- Inscrire le pôle marchand dans l'exigence artistique du pôle non marchand.
- Associer le phasage des travaux avec une ouverture et une programmation progressive : point d'information, mission accueil et service café avec monté en puissance de l'offre.
- Mobiliser les bénévoles dans la mise en œuvre de nouvelles actions, en interaction avec l'ouverture du Café / accueil Maison Vent des Forêts, au service de l'accueil du public.
- Accueillir les bénévoles, répondre à leurs attentes, identifier et valoriser leurs compétences en déterminant leurs responsabilités et leurs besoins de formation.
- Répondre aux besoins de service (dépôt de pains, journal...) et évènements spécifiques (pot de la Saint-Nicolas, après la messe...) du village.
- Mettre en place des horaires d'ouverture adaptés à la saisonnalité, aux contraintes salariales et présences des publics.
- Ajuster les missions et la formation des salariés au vue du nouvel équipement et nouveaux services.
- Pérenniser la collaboration avec l'Office de Tourisme Cœur de Lorraine à Saint-Mihiel et renforcer les liens avec le Comité régional du Tourisme.
- Mettre en place une communication adaptée : affichage, newsletter et réseaux sociaux.
- Ajuster la fiche de poste 'Agent d'accueil et réception' pour un renouvellement du CDD.

4 - ACTION D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Le développement et l'accompagnement des actions d'Education Artistiques et Culturelles ont été rendus possibles par la création en février 2018 à Vent des Forêts d'un poste Responsable de l'EAC.

Vent des Forêts participe au montage et à l'accompagnement de projets d'Education Artistique et Culturelle auprès de public scolaires, extrascolaires et spécifiques en lien avec les structures partenaires (établissements scolaires, centres de loisir, centres de détentions, résidences d'accueil pour des personnes en situation de handicap, etc.). En amont, Vent des Forêts propose des artistes intervenants, participe au montage financier du projet (réponse à des appels à projet) et accompagne les artistes dans l'élaboration de leur projet pédagogique, en adéquation avec le contexte spécifique et les attentes de l'établissement scolaire ou de la structure partenaire. Tout au long du projet, Vent des Forêts garantit le bon déroulement des interventions : élaboration du planning, organisation des déplacements et de l'hébergement des artistes, suivi du contenu des séances. Vent des Forêts assure la rémunération des artistes et le suivi administratif des projets.

Par le biais de son directeur Pascal Yonet, la structure est référente "Arts plastiques" pour le Développement de l'Éducation Artistique et Culturelle. Son rôle est, en collaboration avec un réseau pluridisciplinaire d'opérateurs culturels actifs en Meuse et en région Grand Est, de favoriser l'émergence de projets sur le champ de l'Art contemporain au niveau départemental et en particulier en zone rurale, pour promouvoir et favoriser l'accès pour tous, sur tous les temps de la vie à des propositions culturelles variées et de qualité.

L'association est régulièrement invitée à intervenir lors de temps d'échange, de travail ou de formation organisés par les collectivités signataires de CTEAC (Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle) le Département de la Meuse, ou les ministères (Education Nationale, Culture, Agriculture, Justice).

4-1. Les publics scolaires et extra-scolaire

Vent des Forêts propose aux enseignants des actions à la fois ponctuelles (*parcours découvertes*) et de plus long terme (ateliers artistiques et projets collaboratifs) à mettre en œuvre toute l'année auprès des élèves. Dans ce contexte, l'association conseille et accompagne les équipes enseignantes avant leur venue sur les sentiers et dans l'élaboration de projets EAC éligibles aux dispositifs de l'Etat (DAAC/DRAC) ou de la région Grand-Est.

➢ Les groupes scolaires et extra-scolaires sur les sentiers

Visite en autonomie

Des dizaines de groupes scolaires et extra-scolaires (centres de loisirs) cheminent librement chaque année sur les sentiers, à la découverte des œuvres exposées en forêt. Dans ce contexte, la personne Responsable de l'EAC assure ponctuellement l'accompagnement à la préparation de ces sorties lorsque les équipes enseignantes se manifestent, en les orientant vers les lieux adaptés au jeune public et vers les contenus pertinents.

Les équipes des groupes scolaires et extra-scolaires peuvent également s'appuyer sur plusieurs outils à leur disposition : la **carte papier** des sentiers, le **site Internet**, l'**application Vent des Forêts**, mais aussi des **documents pédagogiques** conçus spécifiquement à destination des publics scolaires, en lien avec la DSDEN 55 et la DAAC Académie de Nancy-Metz.

A la rentrée 2022, les **carnets de visite** du Court circuit et du Circuit des 3 Fontaines ont été mis en accès libre sur le site Internet de Vent des Forêts. Ces supports papier ou numérique donnent aux enseignants des clefs de compréhension des œuvres, synthétiques et adaptées au jeune public ils invitent les élèves à observer les œuvres, à s'interroger sur leur signification et à interagir avec elles. Les équipes enseignantes peuvent également télécharger sur le site Internet Vent des Forêts les **fiches pédagogiques** pour les cycles 2, 3 et 4 permettant la construction de séquence pédagogiques intégrant les œuvres de Vent des Forêts. Ces fiches ont été réalisées par l'enseignante relais missionnée par la DAAC auprès de Vent des Forêts depuis la rentrée scolaire 2020-2021.

Visite accompagnée

- Les parcours découvertes avec un médiateur Vent des Forêts

L'association œuvre en faveur de l'égal accès tous les jeunes à l'art en proposant toute l'année une série de *parcours découverte* dans le cadre scolaire ou extrascolaire. Vent des Forêts a fait le choix pour cela d'une politique tarifaire accessible, en offrant la possibilité aux groupes de moins de 40 personnes d'accéder à des tarifs allant de 120 € (une demi-journée) à 180 € (une journée). Depuis janvier 2022, ces visites accompagnées sur les sentiers peuvent être financées directement par le Pass Culture pour les classes de collégiens et de lycéens de la 4ème à la Terminale.

Les *parcours découverte* constituent une entrée en matière idéale pour des enseignants désireux de faire découvrir la création contemporaine à leurs élèves. L'association accueille annuellement sur ses sentiers des

dizaines de groupes scolaires, et propose un accompagnement dédié avec un ou plusieurs médiateurs. Organisés sur une demi-journée ou une journée entière, les parcours offrent de nombreuses clés de lecture, permettant aux élèves d'appréhender simplement les œuvres exposées, à l'aide d'anecdotes, d'éléments contextuels ou historiques. Durant l'année scolaire 2021-2022, près de 1 800 jeunes ont pu parcourir les sentiers et découvrir les œuvres de Vent des Forêts avec un médiateur de l'association formé, qu'il soit salarié ou en mission de service civique.

L'association encourage fortement les rencontres avec les artistes présents en atelier ou sur les sentiers et avec des bénévoles de l'association ; l'occasion, toujours très enrichissante, de créer un temps d'échange différent avec les élèves.

- Journées annuelles de formation à destination des enseignants

Vent des Forêts propose, en partenariat avec la DSDEN de la Meuse et la DAAC Académie de Nancy Metz, des journées de formations à destination des enseignants du premier et du second degré. Les enseignants sont accueillis sur les sentiers à la découverte des œuvres. Ils sont informés sur les outils pédagogiques à leur disposition et participent à des ateliers d'arts plastiques en lien avec les œuvres. Ces journées sont également des temps d'échange qui permettent d'améliorer les outils pédagogiques développés par l'association.

➢ Des ateliers de pratique artistiques, pour le premier et le second degré

En partenariat avec l'Education nationale, le ministère de la Culture (DRAC Grand Est) et la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF), Vent des Forêts développe chaque année au sein des établissements scolaires du territoire du premier et du second degré des ateliers artistiques en collaboration avec les équipes enseignantes.

Ces ateliers donnent aux élèves la possibilité, pendant une année et au cours de plusieurs séances, de pratiquer, d'échanger régulièrement avec un(e) artiste et de prendre part collectivement à une démarche créative. Une thématique est dégagée en amont à la fin de l'année scolaire n-1 avec les enseignants porteurs (arts plastiques, français, histoire-géographie, sciences...) et répond aux objectifs pédagogiques des classes en cohérence avec les programmes. Il s'agit de laisser le maximum de place à l'imagination et à l'expressivité des élèves, de leur permettre d'affûter leur jugement critique et leur capacité à exprimer une émotion esthétique. Une attention toute particulière est portée sur le choix des artistes intervenants.

Ces interventions en classe, conçues comme des temps forts, sont développées sur 50 heures en moyenne et peuvent être complétées par d'autres temps : visite de l'atelier de l'artiste, balade commentée sur les sentiers de Vent des Forêts, restitution publique au sein de l'établissement ou en dehors.

Ces ateliers de pratique artistiques mobilisent les acteurs du territoire :

- La mise en place des appels à projet annuels « Projet fédérateur » par la DAAC Académie de Nancy-Metz et la DRAC Grand-Est depuis 2019 permet aux établissements scolaires de porter des projets EAC en lien avec une structure culturelle selon une procédure bien identifiée et fluide.
- La signature de nouveaux CTEAC sur l'ensemble du territoire meusien et plus généralement dans la région Grand Est à l'échelle de la commune, de l'intercommunalité ou du PETR, facilite la mise en place et le suivi de projets. 86% des intercommunalités en Meuse se sont engagés dans la mise en œuvre de projet EAC par la signature d'un CTEAC.
- Les projets EAC coordonnés par Vent des Forêts peuvent impliquer plusieurs établissements scolaires et mobiliser d'autres partenaires publics ou privés du territoire meusien et au-delà. Exemples : en 2021-2022, un projet en partenariat avec la fromagerie Hutin et l'EPL agro de la Meuse ; en 2021-2023, un projet de deux ans avec trois lycées du bassin de Thionville/Talange avec l'intervention de la designer Matali Crasset ; en 2022-2023, un projet à l'initiative de la ville de Commercy impliquant 3 artistes, la communauté de communes, 3 écoles et la fabrique de madeleines A la cloche Lorraine. De manière

générale, Vent des Forêts encourage le développement de liens entre acteurs locaux et la mobilisation des ressources du territoire : logement de l'artiste chez l'enseignant, sollicitation d'une entreprise locale pour le don de matériel, participation des services techniques de la commune à l'installation d'une exposition conçue dans un établissement scolaire, etc.

➢ En lycée professionnel, participer à la création d'une œuvre

Vent des Forêts collabore depuis 2015 avec des lycées professionnels de la région Grand Est. En contact direct avec un(e) artiste et sa démarche, des élèves affinent ouverture culturelle et compétences dans leur spécialité en participant à la production d'une œuvre.

L'occasion pour l'artiste d'interagir avec ces jeunes et de s'insérer dans une dynamique et une temporalité de travail différentes, et pour les élèves de rencontrer un artiste et de participer collectivement à la création d'une œuvre plastique dans un contexte de professionnalisation inédit et particulièrement formateur.

- avec le lycée Henri Loritz de Nancy (54), section fonderie
- avec le lycée André Malraux de Remiremont (88), section bois
- avec le lycée Henri Vogt de Commercy (55), section technicien d'usinage

Les dispositifs en œuvre au sein des établissements et les actions élaborées sur les sentiers mènent à des collaborations sur mesure avec les équipes pédagogiques et s'inscrivent dans une volonté forte d'asseoir la constitution d'un réseau.

➢ Des projets artistiques à destination des publics extrascolaires

La communauté de communes de l'Aire à l'Argonne, dans laquelle s'inscrivent six villages de Vent des Forêts, et l'association travaillent ensemble pour le développement de projets artistiques et culturels à destination des jeunes du CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale). Les enfants de 3 à 12 ans qui fréquentent les centres de loisirs de Pierrefitte-sur-Aire et de Vaubecourt peuvent ainsi parcourir les sentiers de Vent des Forêts dans le cadre de *parcours découverte* mais aussi bénéficier de l'intervention d'un artiste durant des périodes de vacances scolaires. Vent des Forêt propose également des formations ponctuelles à destination des animateurs du centre de loisir afin que ces derniers puissent se rendre sur les sentiers en autonomie et mieux s'en servir comme support d'activités auprès des jeunes.

➢ La Maison Vent des Forêts avec un espace pédagogique dédié

Depuis janvier 2022, le Pass Culture propose une « part collective », en parallèle de de la « part individuelle » destinée aux jeunes de 15 à 18 ans. Pour tous les élèves du second degré de la 6ème à la Terminale, les établissements scolaires disposent d'un crédit virtuel leur permettant de réserver des offres proposées par des structures culturelles référencées sur le site Pass Culture (acteurs culturels partenaires du ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports et enregistré dans la base de données Adage). Vent des Forêts peut désormais proposer des parcours découverte ou des activités nature, mais aussi des ateliers de pratique artistique avec un artiste Vent des Forêts et autant d'offres qu'il reste à imaginer et à mettre en place.

L'espace pédagogique dédié permettra :

- De multiplier les interventions d'artistes ou d'autres acteurs culturels.
- D'accroitre la porosité entre les résidences d'artistes Vent des Forêts et les projets EAC.
- D'organiser un temps d'échange ou d'atelier au sein de l'espace pédagogique avant ou après la visite sur les sentiers.
- D'exposer des travaux réalisés avec les élèves au sein de l'espace pédagogique.

- D'accueillir de manière spécifique les acteurs de la petite enfance, RAM (Relais Assistantes Maternelles).
- De renforcer les liens avec les nouveaux coordonnateurs des CTEAC.

Il nous faudra être attentif aux points suivants :

- Accompagner les porteurs de projets et coordonnateurs EAC à la mise en place de projets EAC sur l'ensemble du territoire départemental sur le champ de l'Art contemporain.
- Evaluer la charge de travail consacrée à la coordination et à la restitution des projet EAC, car avec la mise en place des CTEAC, ce sont non seulement les écoles mais aussi les services culture ou jeunesse des collectivités qui peuvent être à l'initiative d'un projet EAC pour lequel Vent des Forêts est mobilisé. Cela permet d'élaborer des projets plus ambitieux auprès de publics scolaires ou extrascolaires et d'accompagner le souhait des collectivités de voir exposé, valorisé les productions réalisées dans ce cadre. Ce type de projet nécessite une logistique conséquente et une collaboration étroite avec les services techniques des collectivités.
  Exemples : En 2022-2023, la ville de Commercy mobilise le CTEAC de Commercy-Void-Vaucouleur pour monter une exposition avec les écoles de la ville au château Stanislas durant la période estivale ; le projet est confié à Vent des Forêts. En 2023, la communauté d'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse prévoit de coupler le Festival Renaissances et la restitution de projets EAC dans la ville.
- Être attentif aux spécificités de chaque CTEAC : répartition des financements entre publics scolaires et extrascolaires, développement des résidences de territoires, etc.
- Redéfinir et renforcer les missions de l'enseignante relais de la DAAC pour épauler la Responsable de l'EAC dans le développement d'outils de médiation à destination des publics scolaires.
- Proposer des missions de service civique dédiée à l'EAC pour accompagner la médiation et le suivi des projets avec la Responsable EAC.

4-2. Les publics dit « spécifiques »

➢ Visites accompagnées des sentiers pour les publics « spécifiques »

Chaque année, Vent des Forêts accueille sur ses sentiers des publics en situation de handicap : jeunes scolarisés en IME, associations d'accompagnement pour les familles, etc.

Dans le cadre de projets artistiques menés au centre de détention de Saint-Mihiel en partenariat avec le SPIP 55, des visites des sentiers sont organisées en présence d'encadrants avec des détenus ayant obtenu une autorisation exceptionnelle de sortie.

➢ Les projets artistiques avec des publics « spécifiques »

Tous les publics ne peuvent néanmoins pas se rendre sur les sentiers. L'association développe des actions, en proposant des interventions d'artistes ou des temps d'échanges au sein même des établissements de prise en charge dépendant des secteurs de la justice, de la santé ou de la politique de la ville et en proposant des événements pensés autour de l'accessibilité. La mise en place de projets EAC auprès de ces publics dépend largement des appels à projet lancés par la DRAC Grand-Est en lien avec d'autres ministères.

Appels à projets « Culture Santé », Vent des Forêts confirme en 2022 sa volonté de développer des actions en milieu médicalisé et met en place de nouveaux projets destinés à des publics pris en charge par les établissements de santé : personnes hospitalisées, en situation de handicap (mental ou physique), personnes âgées dépendantes ou encore adolescents pris en charge par des Instituts Médico-Educatifs (IME). Une convention de partenariat tri-annuelle avait été signée en 2018 avec l'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse (Adapei). En 2022, ce partenariat est renouvelé avec le montage commun d'un dossier « Culture Santé » DRAC Grand Est / ARS Grand Est avec

l'intervention de l'artiste Antoine Marquis auprès de résidents de deux foyers pour adultes en situation de handicap.

Appels à projets « Culture Justice », Pour la quatrième année consécutive, Vent des Forêts s'associe au SPIP 55 pour permettre l'intervention d'un artiste auprès de détenus volontaires hommes au centre de détention de Saint-Mihiel (55). Pour la troisième année, l'œuvre collective réalisée avec les détenus est installée sur les sentiers en forêt : *Lucus Solorum* de Antoine Liebaert en 2020, *Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se brise* de Quentin Marais en 2021 et *Un jour sans fin* de Pier Sparta en 2022.

En 2022, Vent des Forêts rejoint la liste des partenaires culturels de la Direction interrégionale des services pénitentiaires Strasbourg Grand Est. Cela permettra au Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de la région Grand Est de prendre contact directement avec l'association afin de concevoir des actions de médiation culturelle et/ou des projets artistiques. Le partenariat avec le SPIP 55 se renforce pour développer de nouveaux projets et élargir les publics ciblés. En parallèle du centre de détention de Saint-Mihiel, le centre de détention de Montmédy (55) bénéficiera de l'intervention d'une artiste dans le cadre de l'appel à projet Culture justice 2023.

➢ Maison Vent des Forêts : de nouvelles offres adaptées aux publics « spécifiques »

- En 2022, le partenariat avec le SPIP 55 se renforce, avec la mise en place progressive d'un parcours culturel à destination de personnes non incarcérées sous main de justice. Celles-ci se verront proposer la possibilité de découvrir les sentiers accompagnés par un médiateur Vent des Forêts, mais aussi de participer à des ateliers de pratique artistique ou à des activités « nature ». A la différence des *parcours découvertes* ou des activités natures ponctuelles proposés aux scolaires, ces visites seront pensées sous la forme d'une série de rencontres à des dates régulières.
- En lien avec l'ATIGIP (Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle), Vent des Forêts étudie la possibilité de proposer des postes de Travail d'Intérêt Général (TIG), pour aider à l'entretien de certaines œuvres.
- Vent des Forêts se rapproche par ailleurs du CER (Centre Educatif Renforcé) de Saint-Mihiel (55) pour la mise en place de chantiers d'utilité publique.
- Renouveler et renforcer les liens initiés en 2019 avec des structures telles que l'Association Meusienne de Prévention (AMP) de Bar-le-Duc ou l'Association Meusienne d'Accompagnement des Trajets de vie des Migrants (AMATraMi) de Saint-Mihiel, Bar-le-Duc et Verdun.

Il nous faudra être attentif aux points suivants :

- La mise en place de ces projets nécessite beaucoup de temps consacré à la coordination.
- La mise en place effective de ces chantiers dépendra de plusieurs facteurs de faisabilité, dont les conditions d'encadrement.
- L'accompagnement de publics « spécifiques » sur les sentiers peut demander du matériel adapté (exemple : joëlettes) ou des formations.

5 - UNE EQUIPE PROFESSIONNALISEE

L'équipe salariée, dont les contours ont évolué progressivement, est passée de 2 ETP en 2008 à 6,68 ETP en 2022, répartis comme suit : Directeur (CDI 35 heures), Administratrice (CDD 35 heures), Chargé de Production Artistique (CDI 35 heures), Responsable de l'éducation artistique et culturelle (CDI 35 heures), Agent d'accueil pour le Café (CDD 35 heures), Chargée de Communication (CDI 35 heures) et un Agent Polyvalent (CDI 24 heures)

Il est à noter que l'ensemble de l'équipe réside à proximité des bureaux de l'association, parti pris indispensable pour assurer l'ensemble des missions à l'année et une bonne intégration à la vie locale.

➢ **Maison Vent des Forêts : une nouvelle organisation salariale**

- Les missions du poste de l'Administratrice sont en cours de requalification au vu de l'ensemble des responsabilités, de la charge de travail et des nouvelles compétences nécessaires (juridique, subventions européennes, mécénat, appel à projets spécifiques...). De plus la Maison Vent des Forêts, avec l'ouverture d'un café au public, implique la création d'un secteur marchand et d'une comptabilité analytique : un budget dédié, une nouvelle comptabilité, nouveau règlement intérieur, la gestion de stocks, la tva... nécessitent la création d'un poste de Secrétaire Comptable (CDD 20 heures) dès le premier trimestre 2023.
- L'élargissement des missions du poste Chargé de Production à celle de Régisseur nécessite qu'il soit secondé par un Assistant.e de Production (CDD 35 heures) dès premier trimestre 2023, au champ d'action polyvalent, pour soutenir la logistique de créations et la mise en place des œuvres en extérieur et intérieur, et participer au fonctionnement général du bâtiment Maison Vent des Forêts, des manifestations, et nouveaux programmes de résidence.
- Le poste Chargé de communication vacant depuis octobre 2022 (CDI 35 heures) ne sera pas renouvelé pour permettre à l'association de créer deux nouveaux postes qui répondront aux nouveaux besoins sans augmenter la masse salariale : la création au premier trimestre 2023 d'un poste Secrétaire Comptable (CDD 20 heures) et d'un poste Assistant.e de Production (CDD 35 heures).
- La réévaluation en cours, avec le concours de la Médecine du Travail des missions du poste Agent Polyvalent (CDI 24 heures), afin de mettre en place des horaires aménagés et aides spécifiques

Evolution de l'équipe de salariés Vent des Forêts

Personne employée	**Poste**	**Contrat 2022**	**Contrat 2023**	**Contrat 2024**	**Contrat 2025**
Pascal YONET	Directeur	CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine
Emmanuelle KASTNER	Chargée d'administration	CDD 35h/semaine	CDI 35h/semaine		
Anaïs GEBEL	Secrétaire comptable		CDD 20h/semaine		
	Chargée d'administration			CDI 26h/semaine	CDI 26h/semaine
Julien ISORE	Chargé de production	CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine		
Gabrielle SOSSON	Assistant de Production		CDD 35h/semaine		
	Chargée production artistique			CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine

Michaël DISTLER	Chargé de production			CDD 35h/semaine	
Sarah CANTALOUBE	Responsable Education Artisti et Culturelle	CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine	CDI 35h/semaine
Grégory SOMEIL	Agent polyvalent	CDI 24/semaine	CDI 24/semaine	CDI 24/semaine	CDI 24/semaine
Marie-Céline HENRY	Chargée de Communication	CDI 35h/semaine			
Gaëlle FISCHER	Agent d'accueil café	CDD 35h/semaine	CDD 35h/semaine		
Cassandre HENNEQUIN	Agent d'accueil café		CDD 24h/semaine	CDD 32h/semaine	
Martin BATTAGLIA	Agent d'accueil café		CDD 20h/semaine	CDD 10h/semaine	

Légende : Contrat aidé

Il nous faudra être attentif aux points suivants :

- Installer une gestion professionnelle qui correspond à des compétences spécifiques.
- Prendre en compte l'impact du projet Maison Vent des Forêts sur la charge de travail de l'équipe, dont la montée en puissance constatée en 2022 de l'axe touristique.
- Faire évoluer l'activité de gestion locative des Maisons Sylvestres qui pourrait intégrer le pôle marchand et l'axe touristique.
- Permettre le recrutement d'un poste Assistant.e de Production (CDD 35 heures) en appui au poste du chargé de production.
- Maintenir le coût de la masse salariale.

➢ Des jeunes en Service Civique et des stagiaires

Depuis 2012, 6 à 8 jeunes en volontariat de Service Civique, principalement issus du Grand Est, viennent renforcer l'équipe chaque année, sur des missions liées à des tâches ponctuelles de 6 à 8 mois comme l'entretien des sentiers et des œuvres, l'assistance et l'appui technique à l'équipe et aux artistes lors de la création des œuvres, le référencement des données, la médiation auprès des publics...

Des stagiaires issus d'écoles d'art de la région assurent la documentation photographique et vidéographique du processus de la création des œuvres lorsque les artistes sont présents.

Le Service Civique à Vent des Forêts permet aux jeunes volontaires de découvrir la vie intense d'une association axée sur la création d'aujourd'hui, de côtoyer des artistes issus du monde entier et de les aider dans la production de leurs œuvres. Il favorise la mise en réseau des volontaires avec de nombreux acteurs

(bénévoles, artisans, agriculteurs, acteurs locaux...), leur permet d'approfondir leurs compétences et de mieux orienter leur projet professionnel, dans un contexte exigeant et très formateur.

➢ Des bénévoles impliqués

Les bénévoles sont les familles locales qui hébergent les artistes, les habitants des villages, les sapeurs-pompiers, les agriculteurs, les chasseurs, les universitaires, les experts de la LPO ou les agents de l'ONF par exemple. Tous trouvent naturellement leur place en termes de conseil, d'expertise, de soutien logistique et matériel mais surtout en termes de relations pérennes et amicales. La structure associative à taille humaine de Vent des Forêts, la grande diversification de ses missions et l'ambition artistique du projet qu'il porte ont renforcé sa cohésion, sa mixité sociale et en ont fait un centre d'art créateur de liens et engagé dans une solidarité en action.

En parallèle des temps de présence des artistes qui s'étendent désormais tout au long de l'année, bien au-delà des temps forts estivaux, les bénévoles nouent des liens amicaux réels avec les artistes et s'engagent sur le long terme en les invitant à séjourner chez eux, en aidant à la restauration des œuvres, à l'accompagnement ponctuel de groupes de visiteurs (le bénévole devient alors médiateur des œuvres) ainsi qu'à la participation voire l'organisation d'évènements « satellites ». S'ils ne sont majoritairement pas familiers du monde de l'art, la participation à l'association et la rencontre avec les artistes internationaux offrent une porte d'accès à la création contemporaine et à des échanges uniques. Ils participent à un projet collectif valorisant et porteur de valeurs humaines fortes qui prend part à la dynamique du territoire. Ils demeurent le cœur vivant et la mémoire du projet Vent des Forêts, par l'échange constant et fructueux qu'ils nourrissent avec les artistes, par l'expertise qu'ils proposent et par leur engagement

En 2022 : une centaine de bénévoles sont engagés dans l'association venant de divers horizons : agriculteurs, familles, retraités, opérateurs de la forêt, artisans, enseignants, chercheurs, chasseurs ...

Il nous faudra être attentif aux points suivants :

- Intégrer une vie bénévole au fonctionnement opérationnel et actions du quotidien de la Maison Vent des Forêts.
- Organiser des temps de formation à destination des bénévoles.
- Réfléchir à une charte du bénévole.
- Garder l'identité associative de Vent des Forêts.

6 - LES PARTENAIRES ET ENTREPRISES ET ARTISANS MOBILISES

Les entreprises et les artisans partenaires des projets artistiques constituent un réseau dense et étendu, de plus d'une cinquantaine de professionnels dans un périmètre d'une centaine de kilomètres autour de Vent des Forêts.

En permettant aux artistes de travailler dans leurs ateliers et en les aidant à la fabrication et en leur prêtant du matériel, ces entreprises et ces artisans permettent un échange de savoir-faire fécond et réciproque dans un contexte extrêmement confortable pour l'artiste. Celui-ci peut apprendre et expérimenter de nouvelles pratiques dans un atelier ouvert dont il a parfois même la clé. Rémunéré, l'artisan n'hésite pas pour autant à offrir sans compter son temps et son expertise pour résoudre une problématique, trouvant souvent des solutions techniques inédites pour ces commandes spécifiques.

En tant que professionnel, il reconnait l'opportunité de nouveaux enjeux voire des défis dans la création de certaines œuvres exigeantes. Il voit aussi un autre type de diffusion de son savoir-faire. Cette association avec des artisans et entrepreneurs locaux est une des caractéristiques majeures du projet Vent des Forêts, associant une grande exigence technique dans la création des œuvres à un lien humain fort basé sur la confiance.

Une fois leur œuvre achevée, de nombreux artistes pensent de nouvelles créations pour d'autres lieux et/ou commandes en prenant comme ancrage logistique et technique les ressources de Vent des Forêts, dont ces entreprises et artisans partenaires sont un des rouages essentiels.

➢ Maison Vent des Forêts : la recherche de mécénat

- Diversifier les ressources financières pour le fonctionnement et l'investissement, pour ce faire Vent des Forêts est accompagné par le Cabinet Fourreau & Associés pour la recherche de mécénat auprès des entreprises et des Fondations.
- Mise en place de dossier de partenariat, impliquant contrepartie, rescrit fiscal.
- Poursuivre le travail engagé avec la CCI Meuse Haute-Marne sur le modèle de la soirée CCI Business du 12 mai 2022 à Vent des Forêts.
- Rapprocher les décideurs et la création artistique.

ANNEXE II

MODALITÉS D'ÉVALUATION ET INDICATEURS
VENT DES FORÊTS

INDICATEUR, OBSERVATION : DONNEES D'ACTIVITE ARTS PLASTIQUES CACIN (DONNEES ANNUELLES)					
		Valeurs cibles			
Identification de la structure	Vent des Forêts, Fresnes-au-Mont (55260), association loi 1901	2024	2025	2026	2027
Exposition permanente fréquentation	**Exposition permanente en visite libre sur les sentiers**				
	Nombre de visiteurs en visite libre	30000	30000	30000	30000
	Nombre de jours d'accès	365	365	365	365
	Nombre de visiteurs Meuse	35% (sur échantillon de 83 pers. le sam. 13 juillet 24, réalisé par l'OT Cœur de Lorraine)			
	Nombre de visiteurs région Grand Est	72,5 (sur échantillon de 83 pers. le sam. 13 juillet 24, réalisé par l'OT Cœur de Lorraine)			
	Nombre de visiteurs nationaux	16,25% (sur échantillon de 83 pers. le sam. 13 juillet 24, réalisé par l'OT Cœur de Lorraine)			
	Nombre de visiteurs internationaux	11,25% (sur échantillon de 83 pers. le sam. 13 juillet 24, réalisé par l'OT Cœur de Lorraine)			
	Exposition permanente en visite accompagnée sur les sentiers				
	Nombre de visiteurs accompagnés	806	850	850	900
	Dont nombre d'enfants et de jeunes en temps scolaires et étudiants	568	590	590	610
	Dont nombre d'enfants et de jeunes hors temps scolaires	119	140	140	150
	Dont nombre de publics spécifiques (personnes sous main de justice, en situation de handicap, etc.)	29	30	30	40
	Dont nombre de professionnels (institutions, associations, entreprises, etc.)	80	90	90	100
	Nombre de visiteurs Meuse	588	600	600	620
	Nombre de visiteurs Grand Est	189	200	200	220
	Nombre de visiteurs nationaux	19	30	30	40

	Nombre de visiteurs internationaux	10	20	20	20
	Œuvres exposées sur les sentiers				
	Nombre d'œuvres exposées	146	150	154	158
Créateurs : Artistes, designers et artisans d'art invités	**Artistes**				
	Types de disciplines	Arts plastiques	Arts plastiques	Arts plastiques	Arts plastiques
	Nombre d'artistes	13	13	13	13
	Dont nombre d'artistes impliqués dans des productions et/ou expositions	13	13	13	13
	Dont nombre d'artistes impliqués dans des projets EAC/avec des publics	2	3	3	3
	Dont nombre d'artistes impliqués dans des présentations publiques dans le cadre de sa résidence à VdF	13	13	13	13
	Part des artistes femmes	62%	50%	50%	50%
	Fourchette d'âge des artistes	23 à 50 ans	Artistes jeunes et confirmés	Artistes jeunes et confirmés	Artistes jeunes et confirn
	Nombre d'artistes de la scène française produits	8	8	8	8
	Dont artiste région Grand Est	2	2	2	2
	Dont artiste femme	6	4	4	4
	Nombre d'artistes de la scène française exposés	8	8	8	8
	Dont artiste résidant en région Grand Est	2	2	2	2
	Dont artiste femme	6	4	4	4
	Nombre d'artistes de la scène française en résidence	8	8	8	8
	Dont artiste résidant en région Grand Est	2	2	2	2
	Dont artiste femme	6	4	4	4
Accompagnement des artistes	**Accompagnement des artistes**				
	Nombre d'artistes diplômés depuis moins de cinq ans	4	4	4	4
	Nombre d'artistes invités en partenariat avec une école d'art ou de design	2	2	2	2
	Nombre d'artistes en résidence de création ayant été impliqués dans des projets EAC à VdF	2	2	2	2
	Nombre d'artistes n'ayant jamais exposé *in situ*	7	7	7	7

Résidences de créateurs : artistes, designers et artisans d'art	**Résidences de création + production (œuvres inédites)**				
	Nombre de résidences	11 (2 collectifs)	13	13	13
	Nombre d'artistes	13	13	13	13
	Nombre de jours de présence sur le territoire	230 j	230 j	230 j	230 j
	Nombre de jours moyen par résidence	30 j	30 j	30 j	30 j
	Montant de la bourse de résidence	2.500 €	2.500 €	2.500 €	2.500 €
	Résidences de création + production (objets d'arts, multiples)				
	Nombre d'artisans d'art	1	1	1	1
	Type de pratique artisanale	Objets sculptés bois	Objets	Objets	Objets
	Temps de résidence des artisans d'art	28 j			
	Nombre de designers et graphistes	1	1	1	1
	Nombre de collaboration artisan + designer	1	1	1	1
	Type de diffusion	Exposition Café VdF	Maison VdF	Maison VdF	Maison VdF
	Type d'édition	Objets bois	Objets	Objets	Objets
	Type de partenaire(s)	Institut français Liban			
	Ateliers				
	Nombre de créateurs ayant travaillé en Atelier Maison VdF	5	6	7	7
	Nombre de créateurs ayant travaillé en atelier aménagés sur le territoire	12	12	12	12
	Type d'ateliers aménagés sur le territoire + liste	Grange communale (Pierrefitte, 55), grange chez particulier (Pierrefitte; Villotte, 55), salle communale (Lahaymeix, 55), atelier soudeur (Chauvoncourt, 55), atelier taille de Pierre ITP (Senonville, 55), atelier verrier GAMIL (St Mihiel, 55), atelier menuiserie			

		(Villotte, 55), atelier fonte (Liouville, 55), atelier forge (forêt de Haye, 55), brasserie (Dompcevrin, 55), tourneur sur bois (Souilly, 55), centre de détention (St Mihiel), Ferme équestre Le Rupt (Le Rupt, 55)			
	Accueil/hébergement chez l'habitant				
	Nombre de créateurs accueillis chez l'habitant	12	12	12	12
	Nombre d'habitants concernés	9	9	9	9
	Nombre de jours d'accueil	219	220	220	220
Œuvres produites	**Œuvres produites**				
	Nombre de nouvelles œuvres produites	11	11	11	11
	Dont nombre de nouvelles œuvres collectives (artiste avec la contribution de publics)	1	1	1	1
	Dont nombre de nouvelles œuvres impliquant une interdisciplinarité	1	1	1	1
	Dont nombre d'œuvres impliquant une démarche écologique ou environnementale	7	7	7	7
	Dont nombre d'œuvres impliquant un usage de ressources et matériaux locaux	7	7	7	7
	Nombre de nouvelles œuvres exposées	11	11	11	11
	Dont nombre d'œuvres non produites par VdF	0	0	0	0
	Coût de production moyen d'une œuvre	4.000 €	4.000 €	4.000 €	4.000 €
	Bénévoles				
	Nombre de bénévoles ayant participé à la production	48	50	50	50
	Nombre d'heures de bénévolat	250 h	250 h	250 h	250 h
	Partenaires				
	Nombre de structures partenaires	31 : ONF 55 ; soudeur Rennesson (Chauvoncourt, 55) ; taille de Pierre ITP (Senonville, 55) ; verrier	30	30	30

		GAMIL (St Mihiel, 55) ; menuiserie Meuble de MGP (Villotte, 55) ; fonte La Salamandre (Liouville, 55) ; atelier forge ATHANOR (forêt de Haye, 54) ; brasserie LA MANDALE (Dompcevrin, 55) ; tourneur sur bois HUET (Souilly, 55) ; HUOT (St Mihiel, 55), AREFE (Vigneulles-lès-Hattonchâtel, 55) ; Vergers de Nancerval (Buxières-sous-les-Côtes, 55) ; EMS Location (Chauvoncourt, 55), charpente OTENIN (Neuville en Verdunois, 55) ; DEL matériaux (Chauvoncourt, 55) ; TMS Laquage (Chauvoncourt, 55) ; Poterie Camille Lange (Passavant-en-Argonne, 55) ; Les Compagnons du chemin de vie (Lerouville, 55) ; Galerie Anne-Laure Buffard (Paris, 75) ; Galerie Loft (Paris, 75) ; Ecole Boulle (Paris) ; Ecurey Pôles d'avenir (Ecurey, 55) ; ACB scène nationale (Bar-le-Duc) ; Ferme équestre Le Rupt (Rupt, 55) ; Asso ACRU (Rupt, 55) ; Office for Contemporary Art Norway (OCA, Norvège) ; Fondation			

		Ingrid Lindbæck Langaards stiftelse (Norvège) ; Norwegian Visual Artists Fund (Norvège) ;The Audio and Visual Fund (Norvège) ; City of Bergen (Norvège) , Ambassade royale de Norvège à Paris ; Institut Français du Liban			
	Dont nombre d'artisans et d'entreprises + liste	17 : soudeur Rennesson (Chauvoncourt, 55) ; taille de Pierre ITP (Senonville, 55) ; verrier GAMIL (St Mihiel, 55) ; menuiserie Meuble de MGP (Villotte, 55) ; fonte La Salamandre (Liouville, 55) ; atelier forge ATHANOR (forêt de Haye, 54) ; brasserie LA MANDALE (Dompcevrin, 55) ; tourneur sur bois HUET (Souilly, 55) ; HUOT (St Mihiel, 55), AREFE (Vigneulles-lès-Hattonchâtel, 55) ; Vergers de Nancerval (Buxières-sous-les-Côtes, 55) ; EMS Location (Chauvoncourt, 55) ; charpente OTENIN (Neuville en Verdunois, 55) ; DEL matériaux	20	20	20
	Dont nombre d'établissements de formation + liste	1 : Ecole Boulle (Paris)			
	Dont nombre de structures culturelles + liste	10 : Nouvel Institut Franco-Chinois (Lyon) ; Galerie Anne-Laure Buffard (Paris, 75) ; Galerie Loft (Paris, 75) ;			

		Ecurey Pôles d'avenir (Ecurey, 55) ; ACB scène nationale (Bar-le-Duc) ; Office for Contemporary Art Norway (OCA, Norvège) ; Fondation Ingrid Lindbæck Langaards stiftelse (Norvège) ; Norwegian Visual Artists Fund (Norvège) ; The Audio and Visual Fund (Norvège) ; Institut Français du Liban			
Œuvres restaurées	**Œuvres restaurées sur les sentiers**				
	Nombre d'œuvres restaurées	28	28	28	28
	Nombre d'œuvre(s) supprimée(s)	1	1	1	1
	Dont nombre d'œuvres restaurées en présence de l'artiste	3	3	3	3
	Coût global des restaurations	5.000 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €
	Bénévoles				
	Nombre de bénévoles ayant participé à la restauration	10	10	10	10
	Nombre d'heures de bénévolat	37 h	40 h	40 h	40 h
	Partenaires				
	Nombre de structures partenaires	7			
	Dont nombre d'artisans et d'entreprises + liste	7 : ONF 55 ; soudeur Rennesson (Chauvoncourt, 55) ; menuiserie Meuble de MGP (Villotte, 55) ; EMS Location (Chauvoncourt, 55) ; charpente OTENIN (Neuville en Verdunois, 55) ; DEL matériaux (Chauvoncourt, 55) ; TMS Laquage (Chauvoncourt,			

		55).			
	Dont nombre d'établissements de formation + liste	0			
	Dont nombre de structures culturelles + liste	0			
	Dont nombre de structures publiques (hors structures culturelles) + liste	1 : ONF55			
	Expositions temporaires				
Expositions temporaires	Liste des lieux d'expositions temporaires (musées, biennales, galeries, LAC, espaces publics...)	Ferme équestre Le Rupt (Rupt-dv.-St-Mihiel, 55) ; galerie Tôt ou t'Art Sophie Lévèque (Verdun,55) ; église de Belrupt-en-Verdunois (55) ; salle multiactivité de Montfaucon-D'argonne (55) ; salle des fêtes de Damvillers (55) ; LAC du collège Les Avrils (Saint-Mihiel,55) ; LAC du collège Jacques Prévert (Bar-le-Duc,55) ; Casemate 49 à la citadelle de Montmédy (55) ; café de Vent des Forêts (Lahaymeix,55) ; résidence Véel de l'ADAPEI (Bar-le-Duc,55) portes ouvertes dans le cadre du festival CREACTION ; asso Festival coucool (St-Paterne-Racan, 37)	LAC du collège Les Avrils (Saint-Mihiel, 55) ; LAC du collège Jacques Prévert (Bar-le-Duc, 55) ; autres lieux à définir	Lieux à définir	Lieux à définir
	Nombre d'expositions temporaires	14	15	16	16
	Dont nombre d'expositions à la Maison VdF	3	4	5	5
	Dont nombre d'expositions hors les murs (programme création)	2	2	2	2
	Dont nombre d'expositions réalisées dans le cadre de projets EAC	9	9	9	9

	Dont nombre d'expositions payantes	0	0	0	0
	Dont nombre d'expositions gratuites	14	15	16	16
EAC Action culturelle et territoriale (actions auprès de publics impliquant l'intervention d'un artiste invité par Vent des Forêts)	**Actions EAC (rencontre avec un artiste + pratique artistique + acquisition de connaissances)**				
	Type de pratiques artistiques engagées	Arts plastiques architecture-design musique	Arts plastiques architecture-design	Arts plastiques	Arts plastiques
	Nombre d'actions réalisées	13	8	9	11
	Dont nombre d'actions impliquant une démarche écologique ou environnementale (recyclage, revégétalisation, circuit court ...)	7	4	4	5
	Dont nombre d'actions à destination du public scolaire	7	5	4	6
	Dont nombre d'actions à destination d'un public jeune hors temps scolaire	0	0	1	1
	Dont nombre d'actions à destination de publics spécifiques (Justice, Santé, Politique de la Ville, Solidarité ...)	5	2	3	3
	Dont nombre d'actions destinées à des autres publics (Ruralité)	1	1	1	1
	Dont nombre d'actions réalisées dans le cadre d'un CTEAC	8	4	4	4
	Dont nombre d'actions ayant bénéficiées d'un financement Pass Culture part collective	2	2	2	3
	Dont nombre d'actions impliquant plusieurs disciplines artistiques	1	0	1	1
	Enfants et jeunes ayant bénéficié d'une action EAC en temps scolaire				
	Nombre de jeunes bénéficiaires	584	446	350	500
	Nombre d'heures de transmission	145	121	80	130
	Nombre de structures bénéficiaires	13	7	5	9
	Enfants et de jeunes ayant bénéficié d'une action EAC hors temps scolaire				
	Nombre de jeunes bénéficiaires	0	0	25	25
	Nombre d'heures de transmission	0	0	20	20

Nombre de structures bénéficiaires	0	0	1	1
Publics spécifiques ayant bénéficié d'une action EAC (Justice, Santé, Politique de la Ville, Solidarité)				
Nombre de personnes bénéficiaires	120 (nombre de personnes bénéficiaires exceptionnel en 2024 en raison de la participation de l'EHPAD (une dizaine de personnes max avec un public handicapé ou sous main de justice)	20	30	30
Dont public relevant du ministère de la Justice	19	20	20	20
Dont public relevant du ministère de la Santé	101	0	10	10
Dont public relevant du ministère de la Politique de la ville et de la Solidarité	0	0	0	0
Nombre d'heures de transmission	167	30	50	50
Nombre de structures bénéficiaires	7	2	3	3
Autres publics ayant bénéficié d'une action EAC (Ruralité)				
Nombre de personnes bénéficiaires	20	20	20	20
Types de personnes ou de structures bénéficiaires (associations culturelles, sportives, chasseurs ...)	Sociétés de chasse	Sociétés de chasse	A définir	A définir
Artistes intervenants				
Nombre d'artistes intervenants	11	9	9	10
Part des artistes femmes	55%	50%	50%	50%
Fourchette d'âge des artistes	27 à 55 ans	Artistes jeunes et confirmés	Artistes jeunes et confirmés	Artistes jeunes et confirm
Nombre d'artistes résidant en région Grand Est	2	2	2	2
Nombre d'artistes résidant hors région Grand Est (France métropolitaine)	7	6	6	6
Bénévoles et habitants ayant hébergés des artistes				
Nombre de bénévoles impliqués	11	10	10	10
Nombre d'heures de bénévolat	57 h	50 h	50 h	50 h

	Nombre d'habitants ayant hébergés des artistes	9	8	8	8
	Nombre de jours d'accueil chez l'habitant	60 j	40 j	40 j	50 j
	Partenaires (hors structures bénéficiaires)				
	Financeurs (hors structures bénéficiaires)	DRAC ; DAAC ; DISP ; SPIP 55 ; ARS, Région GE ; CD 55 ; CTEAC ; Codecoms ; communes	DRAC ; DAAC ; DISP ; SPIP 55 ; ARS, Région GE ; CD 55 ; CTEAC ; Codecoms ; communes	DRAC ; DAAC ; DISP ; SPIP 55 ; ARS, Région GE ; CD 55 ; CTEAC ; Codecoms ; communes	DRAC ; DAAC ; DISP ; SPIP GE ; CD 55 ; CTEAC ; Code
	Autres partenaires (hors structures bénéficiaires)	Club de couture de Saint-Mihiel, Centre Mondial de la Paix à Verdun, Maison familiale et rurale de Damvillers, association Belrupt loisirs, galerie Tôt ou t'Art Sophie Lévèque (Verdun), club de photo de Montmédy	Médiathèque de Bar-le-Duc et à définir	A définir	A définir
Culture et développement durable	**Sociaux_Vivre ensemble**				
	Liste des acteurs/usagers de la forêts	Agents ONF ; élus communaux ; Chasseurs ; entreprise de débardage ; affouagiste			
	Nombre de projets artistiques impliquant ces acteurs	15			
	Nombre d'artistes accueillis/hébergés chez des habitants acteurs de la forêt	3			
	Nombre d'actions rassemblant acteurs/usagers et les artistes (repas partagés, événement spécifique, Café VdF)	3			
	Nombre d'acteurs usagers sollicités pour des actions de médiation	2			
	Consommation responsable				
	Nombre des produits locaux valorisés au Café Vent des Forêts	22			
	Environnementaux				

	Nombre d'actions en faveur du respect de l'environnement	Circuit-cout : matériaux, partenaires, fournisseurs,			
	Nombre de choix associatifs structurants permettant de lutter contre le changement climatique	Médiation prenant en compte les souffrances climatiques de la forêt, covoiturage, tri des déchets			
Participation à des jurys, des comités d'experts, des interventions conférences, réseaux	**Jurys**				
	Liste des institutions	Hear (CFPI)			
	Nombre de participation à des jurys	1 Sarah/EAC			
	Comités d'experts				
	Liste des institutions	Drac Auvergne Rhône-Alpes_Les Murmures du Temps_Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle (69) ; Arts visuels RGE (recherche et création) ; Comité Arts visuels RGE (Soutien aux Résidences Mission de territoire) ; CTEAC du Pays de Verdun (comité technique) ; CTEAC de Bar-le-Duc Meuse Grand Sud (comité technique) ; coopération interministérielle DRAC Grand Est/DISP Grand Est ; Bureau des temps de la vie (ministère de la Culture) ; Villa Belleville (Paris)			
	Nombre de participation à des comités d'experts	4 Pascal ; 7 Sarah/EAC			
	Conférences				
	Liste des institutions	LandFolge Garzweiller (Erkenz, DE) ; ENSAD Nancy ; ESAL Metz ; Plan d'Est :			

		Pôle arts visuels Grand Est			
	Nombre de participation à des conférences	4			
	Membre au sein de réseaux				
	Liste des réseaux	4 : Association française de développement des centres d'art contemporain (DCA) ; Plan d'Est : Pôle arts visuels Grand Est ; DHDA ; la Société des Nouveaux commanditaires			
Médiation culturelle et environnementale Formations	**Outils de médiation**				
	Liste des outils de médiation à disposition du grand public	Carte papier ; balisage sentiers ; cartels œuvres ; site web ; application smartphone ; jeu des 4 vents (jeune public) ; Géocaching (2 circuits) ; calendrier de chasse	Carte papier ; balisage sentiers ; cartels œuvres ; site web ; application smartphone ; jeu des 4 vents (jeune public) ; Géocaching (2 circuits) ; calendrier de chasse ; réalité augmentée_casque son à diffusion osseuse	Carte papier ; balisage sentiers ; cartels œuvres ; site web ; application smartphone ; jeu des 4 vents (jeune public) ; Géocaching (2 circuits) ; calendrier de chasse ; réalité augmentée_casque son à diffusion osseuse	Carte papier ; balisage sen œuvres ; site web ; applic jeu des 4 vents (jeune pul (2 circuits) ; calendrier de augmentée_casque son à osseuse
	Liste des outils de médiation à destination des enseignants	Carnets de visite (2 circuits) ; fiches pédagogiques (2 circuits)	Carnets de visite (4 circuits) ; fiches pédagogiques (3 circuits) ; autres outils à définir	Carnets de visite (4 circuits) ; fiches pédagogiques (4 circuits) ; autres outils à définir	Carnets de visite (4 circuil pédagogiques (4 circuits) définir
	Nombre d'exemplaires de la carte Vent des Forêt annuellement imprimés	13000 ex	13000 ex	13000 ex	13000 ex
	Nombre de cartels explicatifs visibles sur les sentiers	146	150	154	158

	Nombre de téléchargement de l'application numérique Vent des Forêts	Non renseigné			
	Nombre de caches Géocaching loguées (trouvées) (cumulatif depuis la création du jeu)	5590	5720	5850	5980
	Nombre de "Jeu des 4 Vents" empruntés sur le Court circuit de Vent des Forêts	10	15	20	25
	Nombre de 'casque son' à diffusion osseuse_réalité augmentée emprunté	Non actif	50	50	50
	Actions de médiation et de formation				
	Types d'actions de médiation et de formation mises en place	Visites guidées sur les sentiers ; prêt du jeu des 4 vents ; formations enseignants	Visites guidées sur les sentiers ; prêt du jeu des 4 vents ; formations enseignants	Visites guidées sur les sentiers ; prêt du jeu des 4 vents ; formations enseignants	Visites guidées sur les ser des 4 vents ; formations e
	Nombre d'actions de médiation et de formation	25	27	27	30
	Dont nombre de formations	1	2	2	3
	Nombre de médiateurs culturelles VdF impliqués	2	2	2	3
	Nombre d'intervenants extérieurs impliqués	0	1	1	2
	Partenaires (hors structures bénéficiaires)				
	Financeurs (hors structures bénéficiaires)	Service numérique innovant ministère de la Culture.			
	Autres partenaires (hors structures bénéficiaires)	Mezzo Forte	Floriane Bouquet (animation nature)	Floriane Bouquet (animation nature)	Floriane Bouquet (animat
Médias et réseaux sociaux	**Médias**				
	Liste des médias presse	Art Press ; Libération ; Est Républicain ; Télé 7 jours ; Architectures Cree ; La Pop-incubateur artistique et citoyen			
	Nombre d'articles presse	25	25	25	25
	Liste des médias TV	France 3			
	Nombre de passage TV	3			
	Liste des médias radios	France Bleu ; Meuse FM			

	Nombre de passage radio	3			
	Réseaux sociaux				
	Instagram nombre de followers	8900	10000	10200	10500
	Facebook nombre d'abonnés	Compte piraté			
	Maisons Sylvestres				
	Nombre de locataires	190	200	200	200
	Nombre de nuitées	215	220	220	220
	Café Vent des Forêts				
	Nombre de jours d'ouverture au public : annuel, par semaine, nombre de weekends et jours fériés	210 jours annuel dont 125 jours en semaine, 85 jours en week-end et 5 jours fériés	A définir	A définir	A définir
	Nombre de visiteurs accueillis	4197	5000	6000	6000
	Dont nombre de visiteurs Meuse	Non renseigné			
	Dont nombre de visiteurs région Grand Est	Non renseigné			
	Dont nombre de visiteurs nationaux	Non renseigné			
Tourisme culturel et développement local	Dont nombre de visiteurs internationaux	Non renseigné			
	Nombre maximal de visiteurs accueillis sur une journée	90 visiteurs le merc. 1er mai			
	Nombre de bénévoles impliqués dans le service et l'accueil	11			
	Dont nombre d'heure de bénévoles	166 h			
	Programmation culturelle au Café Vent des Forêts				
	Types d'actions avec intervenants programmées	Atelier couture (œuvre n°249), repas thématique (artisan libanais)			
	Nombre d'actions avec intervenants programmées	5	5	5	5
	Types d'actions sans intervenants programmées	Jeu associatif du village ; repas associatif ; Rallye asso jeunes Asso Agriculteurs de la Meuse			
	Nombre d'actions sans intervenants programmées	20	20	20	20
Equipe	**Personnel salarié**				

	Effectif salarié	8	8	8	8
	ETP	5,95	6	6	6
	Dont effectif en CDD	3	3	3	3
	Dont effectif en CDI	5	5	5	5
	Nombre de formations suivies annuellement	8	3	3	3
	Dont formation VHSS	4	0	2	0
	Stagiaires				
	Liste des établissements d'enseignements	HEAR (Strasbourg,) ; Ecole Duperré (Paris) ; Sorbonne (Paris) ; ESNAAMA Olivier de Serres (Paris) ; Ecole supérieure d'Art de Lorraine (Metz) ; EESI (Angoulême)			
	Nombre de stagiaires	6	4	4	4
	Durée moyenne des stages	38 j			
	Jeunes en mission de service civique				
	Nombre de jeunes en mission de service civique	2	3	3	3
	Durée moyenne des services civiques	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
	Bénévoles				
	Nombre de bénévoles	83	90	90	90
	Nombre d'heure de bénévolat	605,5 h	700 h	700 h	700 h
	Nombre de bénévoles référents avec missions attribuées				
Indicateurs qualitatifs : chaque année, un bilan qualitatif complétera les indicateurs quantitatifs désignés précédemment	**Cette évaluation qualitative abordera la question des enjeux liés au projet Maison Vent des Forêts**				
	Dans l'évolution de l'offre, du projet artistique et culturel				
	Dans l'accueil et le développement des publics				
	Dans les missions de l'équipe salariée et des bénévoles				
	Dans des ajustement statutaire et juridique				
	Le bilan quantitatif pourra également aborder les points suivant en termes d'EAC				
	Évolution des projets en lien avec le réseau des CTEAC				

ANNEXE III
BUDGETS PRÉVISIONNELS 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**107 826 €**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**48 000 €**
606 - Achats matières et fournitures	77 500 €	**74- Subventions d'exploitation**	**401 102 €**
607 - Achats de marchandises	30 326 €		
		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		-DRAC GRAND EST -131-	125 000 €
		-DRAC MPMD	10 000 €
61- Services extérieurs	**61 432 €**	-DRAC DEMOCRATISATION DE LA CULTURE ET EDUCATION ARTISTIQUE EN MILIEU RURAL - 361	25 000 €
		-DRAC CULTURE ET SANTE	15 604 €
611 – Honoraires artistiques et intervenants	32 442 €	-DRAC CULTURE JUSTICE	3 750 €
613 - Locations	9 600 €	- DRAJES AIDE SERVICE CIVIQUE EN MILIEU RURAL	3 000 €
614 – Charges locatives	800 €	- MINISTERE DE LA JUSTICE SPIP 55_CULTURE JUSTICE	6 000 €
615 – Entretien et réparations	11 890 €	-MINISTERE DE LA CULTURE – PASS CULTURE	4 795 €
616 - Assurances	6 100 €	- ACADEMIE NANCY METZ GIP FTLV	8 838 €
618 - Documentation	600 €	Région(s) :	
		-REGION GRAND EST FONCTIONNEMENT	54 000 €
		REGION _ MPMD	10 000 €
		Département(s) :	
		-CD 55 FONCTIONNEMENT/INVESTISSEMENT	92 800 €
62- Autres services extérieurs	**51 164 €**	Intercommunalité(s) : EPCI	
		-CTEAC/EPCI _ PROJETS FEDERATEURS	1 900 €
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	26 000€	-CODECOM DE L'AIRE A L'ARGONNE	21 660 €
623 - Publicité, publication	10 460 €	Commune(s) :	
625 – Déplacements, missions	9 284 €	-6 VILLAGES VENT DES FORETS	980 €
626 - Frais postaux et télécommunications	2 600 €		
627 - Services bancaires, autres	560 €		
628 - Divers (cotisations...)	2 260 €		
		Organismes sociaux (détailler) :	

63 - Impôts et taxes	**6 000 €**	-	
631 – Impôts et taxes sur rémunération,	4 500 €	Fonds européens	
635 - Autres impôts et taxes	1 500 €	Autres établissements publics	
64- Charges de personnel	**173 640 €**	- L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés- service civique)	8 120 €
		- FONJEP	5 316 €
641 -Rémunération des personnels	146 240 €	- ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PROJETS FEDERATEURS	1 783 €
645 - Charges sociales	24 700 €		
647 – Autres charges sociales	1 100 €		
648 - Autres charges de personnel	1 600 €	AUTRES AIDES SUR PROJETS	2 556 €
		75- Autres produits de gestion courante	**1 460 €**
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**	756 - Cotisations	1 460 €
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	**50 000 €**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**450 562 €**	TOTAL DES PRODUITS	**450 562 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	8 625 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	8 625 €	875- Dons en nature	
TOTAL	**8 625 €**	**TOTAL**	**8 625 €**
La subvention de 135 000 EUR représente 30% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

BUDGETS PRÉVISIONNELS 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**109 826 €**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**50 000 €**
606 - Achats matières et fournitures	79 500 €	**74- Subventions d'exploitation**	**401 102 €**
607 - Achats de marchandises	30 326 €		
		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		-DRAC GRAND EST -131-	125 000 €
		-DRAC MPMD	10 000 €
61- Services extérieurs	**61 432 €**	-DRAC DEMOCRATISATION DE LA CULTURE ET EDUCATION ARTISTIQUE EN MILIEU RURAL - 361	25 000 €
		-DRAC CULTURE ET SANTE	15 604 €
611 – Honoraires artistiques et intervenants	32 442 €	-DRAC CULTURE JUSTICE	3 750 €
613 - Locations	9 600 €	- DRAJES AIDE SERVICE CIVIQUE EN MILIEU RURAL	3 000 €
614 – Charges locatives	800 €	- MINISTERE DE LA JUSTICE SPIP 55_CULTURE JUSTICE	6 000 €
615 – Entretien et réparations	11 890 €	-MINISTERE DE LA CULTURE – PASS CULTURE	4 795 €
616 - Assurances	6 100 €	- ACADEMIE NANCY METZ GIP FTLV	8 838 €
618 - Documentation	600 €	Région(s) :	
		-REGION GRAND EST FONCTIONNEMENT	54 000 €
		REGION _ MPMD	10 000 €
		Département(s) :	
		-CD 55 FONCTIONNEMENT/INVESTISSEMENT	92 800 €
62- Autres services extérieurs	**51 164 €**	Intercommunalité(s) : EPCI	
		-CTEAC/EPCI _ PROJETS FEDERATEURS	1 900 €
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	26 000€	-CODECOM DE L'AIRE A L'ARGONNE	21 660 €
623 - Publicité, publication	10 460 €	Commune(s) :	
625 – Déplacements, missions	9 284 €	-6 VILLAGES VENT DES FORETS	980 €
626 - Frais postaux et télécommunications	2 600 €		
627 - Services bancaires, autres	560 €		
628 - Divers (cotisations...)	2 260 €		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	**6 000 €**	-	

631 – Impôts et taxes sur rémunération,	4 500 €	Fonds européens	
635 - Autres impôts et taxes	1 500 €	Autres établissements publics	
64- Charges de personnel	**173 640 €**	- L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés- service civique)	8 120 €
		- FONJEP	5 316 €
641 -Rémunération des personnels	146 240 €	- ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PROJETS FEDERATEURS	1 783 €
645 - Charges sociales	24 700 €		
647 – Autres charges sociales	1 100 €		
648 - Autres charges de personnel	1 600 €	AUTRES AIDES SUR PROJETS	2 556 €
		75- Autres produits de gestion courante	**1 460 €**
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**	756 - Cotisations	1 460 €
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	**50 000 €**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**452 562 €**	TOTAL DES PRODUITS	**452 562 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	8 625 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	8 625 €	875- Dons en nature	
TOTAL	**8 625 €**	**TOTAL**	**8 625 €**
La subvention de 135 000 EUR représente 30% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

BUDGETS PRÉVISIONNELS 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**109 826 €**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**52 000 €**
606 - Achats matières et fournitures	79 500 €	**74- Subventions d'exploitation**	**401 102 €**
607 - Achats de marchandises	30 326 €		
		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		-DRAC GRAND EST -131-	125 000 €
		-DRAC MPMD	10 000 €
61- Services extérieurs	**63 432 €**	-DRAC DEMOCRATISATION DE LA CULTURE ET EDUCATION ARTISTIQUE EN MILIEU RURAL - 361	25 000 €
		-DRAC CULTURE ET SANTE	15 604 €
611 – Honoraires artistiques et intervenants	34 442 €	-DRAC CULTURE JUSTICE	3 750 €
613 - Locations	9 600 €	- DRAJES AIDE SERVICE CIVIQUE EN MILIEU RURAL	3 000 €
614 – Charges locatives	800 €	- MINISTERE DE LA JUSTICE SPIP 55_CULTURE JUSTICE	6 000 €
615 – Entretien et réparations	11 890 €	-MINISTERE DE LA CULTURE – PASS CULTURE	4 795 €
616 - Assurances	6 100 €	- ACADEMIE NANCY METZ GIP FTLV	8 838 €
618 - Documentation	600 €	Région(s) :	
		-REGION GRAND EST FONCTIONNEMENT	54 000 €
		REGION _ MPMD	10 000 €
		Département(s) :	
		-CD 55 FONCTIONNEMENT/INVESTISSEMENT	92 800 €
62- Autres services extérieurs	**51 164 €**	Intercommunalité(s) : EPCI	
		-CTEAC/EPCI _ PROJETS FEDERATEURS	1 900 €
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	26 000€	-CODECOM DE L'AIRE A L'ARGONNE	21 660 €
623 - Publicité, publication	10 460 €	Commune(s) :	
625 – Déplacements, missions	9 284 €	-6 VILLAGES VENT DES FORETS	980 €
626 - Frais postaux et télécommunications	2 600 €		
627 - Services bancaires, autres	560 €		
628 - Divers (cotisations...)	2 260 €		

		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	**6 000 €**	-	
631 – Impôts et taxes sur rémunération,	4 500 €	Fonds européens	
635 - Autres impôts et taxes	1 500 €	Autres établissements publics	
64- Charges de personnel	**173 640 €**	- L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés- service civique)	8 120 €
		- FONJEP	5 316 €
641 -Rémunération des personnels	146 240 €	- ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PROJETS FEDERATEURS	1 783 €
645 - Charges sociales	24 700 €		
647 – Autres charges sociales	1 100 €		
648 - Autres charges de personnel	1 600 €	AUTRES AIDES SUR PROJETS	2 556 €
		75- Autres produits de gestion courante	**1 460 €**
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**	756 - Cotisations	1 460 €
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	50 000 €	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**454 562 €**	TOTAL DES PRODUITS	**454 562 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	8 625 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	8 625 €	875- Dons en nature	
TOTAL	**8 625 €**	**TOTAL**	**8 625 €**
La subvention de 135 000 EUR représente 30% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

BUDGETS PRÉVISIONNELS 2027

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**109 826 €**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**55 000 €**
606 - Achats matières et fournitures	79 500 €	**74- Subventions d'exploitation**	**401 102 €**
607 - Achats de marchandises	30 326 €		
		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		-DRAC GRAND EST -131-	125 000 €
		-DRAC MPMD	10 000 €
61- Services extérieurs	**63 432 €**	-DRAC DEMOCRATISATION DE LA CULTURE ET EDUCATION ARTISTIQUE EN MILIEU RURAL - 361	25 000 €
		-DRAC CULTURE ET SANTE	15 604 €
611 – Honoraires artistiques et intervenants	34 442 €	-DRAC CULTURE JUSTICE	3 750 €
613 - Locations	9 600 €	- DRAJES AIDE SERVICE CIVIQUE EN MILIEU RURAL	3 000 €
614 – Charges locatives	800 €	- MINISTERE DE LA JUSTICE SPIP 55_CULTURE JUSTICE	6 000 €
615 – Entretien et réparations	11 890 €	-MINISTERE DE LA CULTURE – PASS CULTURE	4 795 €
616 - Assurances	6 100 €	- ACADEMIE NANCY METZ GIP FTLV	8 838 €
618 - Documentation	600 €	Région(s) :	
		-REGION GRAND EST FONCTIONNEMENT	54 000 €
		REGION _ MPMD	10 000 €
		Département(s) :	
		-CD 55 FONCTIONNEMENT/INVESTISSEMENT	92 800 €
62- Autres services extérieurs	**51 164 €**	Intercommunalité(s) : EPCI	
		-CTEAC/EPCI _ PROJETS FEDERATEURS	1 900 €
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	26 000€	-CODECOM DE L'AIRE A L'ARGONNE	21 660 €
623 - Publicité, publication	10 460 €	Commune(s) :	
625 – Déplacements, missions	9 284 €	-6 VILLAGES VENT DES FORETS	980 €
626 - Frais postaux et télécommunications	2 600 €		
627 - Services bancaires, autres	560 €		

628 - Divers (cotisations...)	2 260 €		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	**6 000 €**	-	
631 – Impôts et taxes sur rémunération,	4 500 €	Fonds européens	
635 - Autres impôts et taxes	1 500 €	Autres établissements publics	
64- Charges de personnel	**176 640 €**	- L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés- service civique)	8 120 €
		- FONJEP	5 316 €
641 -Rémunération des personnels	148 240 €	- ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PROJETS FEDERATEURS	1 783 €
645 - Charges sociales	25 700 €		
647 – Autres charges sociales	1 100 €		
648 - Autres charges de personnel	1 600 €	AUTRES AIDES SUR PROJETS	2 556 €
		75- Autres produits de gestion courante	**1 460 €**
65- Autres charges de gestion courante	**500 €**	756 - Cotisations	1 460 €
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	**50 000 €**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**457 562 €**	TOTAL DES PRODUITS	**457 562 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	8 625 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	8 625 €	875- Dons en nature	
TOTAL	**8 625 €**	**TOTAL**	**8 625 €**
La subvention de 135 000 EUR représente 30% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE IV

Modèle de plan d'action

dans le cadre de la lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS)

VENT DES FORÊTS

1. **Actions de sensibilisation et d'information prévues par la structure auprès des équipes, des personnes intervenantes dans la structure, etc.**

Décrire les actions de sensibilisation et d'informations

- Affichage dans l'établissement des risques encourus et dispositifs légaux et des personnes ressources pour le signalement
- Mise en place d'un registre de signalement
- Mise en place d'un lien de signalement et d'une boite mail dédiée pour les signalements
- Mise en place d'un référent VHSS au sein de la structure

2. **Formations prévues par l'encadrement et les équipes sur le thème des VHSS**

Nombre et fonctions des personnes pour lesquelles sont prévues des formations durant la période de conventionnement :

- Formation de prévention des VHSS 'Prévention des violences et du harcèlement sexistes et sexuels' : 2 personnes l'ont effectuée le 2 mai 2023 (directeur, responsable administrative).
- Une autre session est prévue fin 2024 pour les nouveaux membres de l'équipe : 4 personnes (chargée de l'administration, chargée de la production, responsable de l'EAC, technicien polyvalent).

Nom des organisme(s) de formation : Uniformation, formation à distance via, EGAE
Date(s) des formations :

- Formation directeur : 2 mai 2023
- Formation responsable administrative : 2 mai 2023

Nombre et fonctions des personnes ayant déjà suivi des formations au titre de la lutte contre les VHSS et dates de formation : 2 personnes (directeur, responsable administrative).

3. **Formalisation du dispositif de signalement de faits de VHSS**

Décrire le dispositif mis en place :

- Le Protocole de lutte contre les violences et les harcèlements sexistes et sexuels sera inscrit dans le Règlement Intérieur de l'association en 2025.

SCENES ET TERRITOIRES

"Pour le développement culturel de l'espace rural "

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2024 - 2027

Entre :

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Monsieur Laurent TOUVET, le Préfet de la région Grand Est par intérim, ci-après désignée par le terme « l'État »,

La Région Grand Est, représentée par Monsieur Franck LEROY, président du Conseil Régional Grand Est, agissant en vertu d'une décision de la commission permanente N°24CP-1932 en date du 15 novembre 2024 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme "la Région" ;

Le Département de Meurthe-et-Moselle, représenté par Madame Chaynesse KHIROUNI, Présidente du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, agissant en vertu d'une délibération du conseil départemental en date du 4 novembre 2024 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme « Département de Meurthe-et-Moselle » ;

Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du conseil départemental de la Meuse, agissant en vertu d'une délibération en Commission permanente du Conseil départemental en date du 28 novembre 2024, et l'habilitant à cet effet, désigné sous le terme « le Conseil départemental » ou « le Département de la Meuse » ;

Le Département des Vosges, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental des Vosges, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en date du 16 décembre 2024 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme « Département des Vosges » ;

désignés ensemble par le terme « les partenaires publics » ;
d'une part,

L'association Scènes et Territoires, dont le Siège social est situé 17 Avenue de Metz, 54320 Maxéville, représentée par ses Co-Président-te-s, Madame Joëlle BARTELMANN et Monsieur Olivier Kull dûment mandaté-e-s.
Numéro de SIRET : 40355915600019

ci-après désigné par le terme "Scènes et Territoires", ou "le bénéficiaire" ;
d'autre part,

Pour L'État

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU le régime cadre exempté de notification 2014-2023 amendé et prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 sous la référence SA.111666 ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

VU le décret n° 2023 1327 du 29 décembre 2023 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er aout 2001 relatives aux lois de finances au titre de la loi 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent TOUVT, Préfet de la Moselle à compter du 24 août 2020 ; CONSIDERANT que Monsieur Laurent LOUVET, Préfet de la Moselle, remplit les fonctions mentionnées à l'article 39 du décret n° 2004-370 du 29 avril 2004 susvisé, pour exercer par intérim les fonctions de préfet de la région grand Est ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 2024/352, 2024/353, 2024/354, 2024/355 du 02/10/2024 portant délégation de signature à Monsieur Alexis NEVIASKI, directeur régional adjoint des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional, en qualité de responsable d'unité opérationnelle et en qualité de responsable de centre de coût ;

VU l'arrêté n° 2024/06 du 15 mars 2024 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles de la région Grand Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégués RBOPR des programmes 175, 131, 361, RUO des programmes 224, 334 et de responsable de centre de coût des programmes 180, 362, 363 ;

VU le Budget opérationnel de programme 0361 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture de la mission culture ;

VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme 0361 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture du Contrôle budgétaire de la région Grand Est en date du 04 mars 2024 ;

VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme 131 du Contrôle budgétaire de la région Grand Est en date du 29 février 2024 ;
VU la note du 23 septembre 2021 sur la simplification et la dématérialisation des démarches usagers de Monsieur le secrétaire général du ministère de la Culture en date du 23 septembre 2021 ;
VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
VU la demande de subvention nº 15226299 - Déposé le 01 décembre 2023 ;

SUR proposition de la directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est.

Pour la Région Grand Est

VU la décision de la Commission Permanente du Conseil régional n° 24CP-1932 en date du 15 novembre 2024 ;
VU le règlement financier de la Région Grand Est ;

Pour le Département de Meurthe-et-Moselle

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
VU le projet départemental 2022-2028 adopté en session le 21 mars 2022 ;
VU le rapport Dispositif d'appui aux territoires adopté en session le 12 décembre 2022;
VU la convention de partenariat éducatif 2023-2025 du 26 juin 2023 signée entre le conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, l'académie de Nancy-Metz et la direction régionale des affaires culturelles ;
VU le rapport du budget primitif 2024 adopté en session le 11 décembre 2023.
VU Les délibérations des Commissions Permanentes du **Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle** des 13 mai et 4 novembre 2024,

Pour le Département de la Meuse

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération du 1er juillet 2021 donnant délégation de signature au Président de l'Assemblée départementale ;
VU le règlement budgétaire et financier adopté par l'Assemblée départementale du 16 décembre 2021 et modifié le 16 décembre 2022 ;
VU le règlement départemental d'aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale en date du 31 mars 2023 ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 23 mai 2024 accordant une subvention au bénéficiaire au titre du soutien 2024 aux opérateurs culturels dits structurants ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 28 novembre 2024 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil départemental à la signer.

Pour le Département des Vosges

VU l'action du Conseil départemental des Vosges en matière d'accès au sport, à la culture et au développement durable tel que formulé dans le Plan Vosges Ambitions 2027,
VU le schéma départemental de la culture 2023 – 2027 adopté par l'Assemblée départementale le 22 octobre 2023,
VU la délibération du Conseil départemental autorisant le vote de la présente convention en date du 16 décembre 2024

Sommaire général

PRÉAMBULE 6
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION 10
ARTICLE 2 - MISE EN OEUVRE DU PROJET ARTISTIQUE 12
ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION 13
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET 13
ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE 14
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE 17
ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS 19
ARTICLE 8 – AUTRES ENGAGEMENTS 20
ARTICLE 9 – SANCTIONS 21
ARTICLE 10 – GOUVERNANCE ET MODALITE DE SUIVI 22
ARTICLE 11 - ÉVALUATION 23
ARTICLE 12 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION 24
ARTICLE 13 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION 24
ARTICLE 14 – AVENANTS 24
ARTICLE 15 – ANNEXES 24
ARTICLE 16 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION 25
ARTICLE 17 – RECOURS 25

PRÉAMBULE

Les signataires concernés partagent une volonté commune d'engager une démarche culturelle partenariale sous la forme d'une convention d'objectifs multipartite et pluriannuelle. C'est dans cet esprit de coresponsabilité qu'ils signent ensemble la présente convention cadre de partenariat concernant "le développement culturel de l'espace rural" afin de fixer en commun des objectifs à moyen et long terme et de se donner les moyens d'une évaluation conjointe.

L'association « Scènes et Territoires » a fait du développement de la culture en milieu rural une priorité qui s'inscrit dans le cadre de l'aménagement culturel du territoire. « Scènes et Territoires » souhaite combattre les déséquilibres en menant une politique culturelle en phase avec les réalités locales, en collaboration étroite avec ses partenaires et l'ensemble des acteurs locaux.

Considérant le projet initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique conduite par le ministère de la Culture, en faveur des actions du développement de la culture sur les territoires :

Une des priorités du ministère de la Culture consiste à développer la présence artistique dans les territoires où le service public de la culture est peu présent afin de permettre à chacun de participer à la vie culturelle dans le respect des droits culturels. Le développement de la culture en ruralité ainsi que dans les zones sensibles (quartiers politique de la ville, territoires en déprise économique et sociale) est en effet facteur d'inclusion sociale et d'émancipation citoyenne. Cette politique est menée en étroite concertation avec d'autres ministères (Éducation nationale, Politique de la ville, Justice, ...), les collectivités territoriales ainsi que les acteurs de terrain, à l'instar des fédérations d'éducation populaire.

A cet égard, l'éducation artistique et culturelle est un axe fort du ministère de la Culture, que ce soit en temps scolaire ou hors temps scolaire. En Grand Est, de nombreuses collectivités rurales ou comprenant des quartiers « politique de la ville » ont intégré une démarche de contractualisation avec l'État et/ou de labellisation 100% EAC.

De façon complémentaire, plusieurs enjeux majeurs ont été identifiés à l'occasion du "Printemps de la ruralité", démarche de concertation conduite en 2024 par le ministère de la Culture :

- L'accès à l'offre artistique et culturelle (connaissance de l'offre, accessibilité, attractivité),
- La richesse et le dynamisme de la culture dans les territoires : il apparaît important de reconnaître et valoriser la culture présente dans les territoires ruraux et les spécificités locales, d'ouvrir la conception de la culture et d'associer les habitants,
- La mobilité des œuvres, des artistes et des publics en ruralité,

- Les défis des moyens, de la gouvernance et de la participation : le travail en réseau apparaît comme une nécessité.

En réponse à ces enjeux, le plan culture et ruralité a permis de fixer les objectifs suivants :

- Valoriser la culture et les initiatives locales qui font la fierté de nos territoires,
- Soutenir les acteurs et le maillage culturel de proximité,
- Favoriser la mobilité des artistes, des œuvres et des publics,
- Accompagner les porteurs de projets par une ingénierie adaptée.

Le ministère de la Culture entend apporter son soutien au projet culturel et artistique présenté par Scènes et Territoires car celui-ci s'articule parfaitement avec ses objectifs, notamment ceux relatifs à la valorisation des initiatives locales, à l'ingénierie culturelle et au maillage des territoires.

Considérant la politique culturelle du Conseil Régional Grand Est :
Les orientations 2021-2028 de la Région répondent à des objectifs de développement durable, qu'ils soient sociaux, économiques ou environnementaux.
A cet égard, la culture constitue un facteur essentiel du bien-être et du bien-vivre : elle participe non seulement à l'épanouissement personnel, mais aussi à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Elle favorise ainsi le sentiment d'appartenance au territoire régional.
Par ailleurs, la culture est un secteur de création et d'innovation irriguant le tissu économique et social, représentant 35 000 emplois non-délocalisables et d'importantes retombées économiques.
Le Grand Est bénéficie d'atouts indéniables sur l'ensemble de son territoire : un positionnement géographique exceptionnel à la croisée de quatre frontières, une diversité d'acteurs d'excellence dans tous les champs culturels et une richesse patrimoniale reconnue.
Aussi, la culture est-elle un vecteur fort de rayonnement, d'attractivité et de développement.
En matière de politique culturelle, les orientations 2021-2028 définies sont destinées à :

- Promouvoir l'offre artistique et culturelle en accompagnant les acteurs essentiels de la dynamique des territoires, par la diffusion de la création, notamment régionale, et son rayonnement sur la scène nationale, transfrontalière et internationale ;
- Structurer les filières artistiques en favorisant le rapprochement et la mutualisation, dans une dynamique de réseaux, à l'échelle du territoire ainsi qu'avec les pays frontaliers ;
- Garantir un accès à la culture pour tous et partout (droits culturels), dans une logique partenariale ;
- Systématiser l'intégration de la stratégie « culture et développement durable » à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet par les professionnels, selon les priorités suivantes :
    - égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations ;
    - consommation et production responsables, lutte contre les changements climatiques et respect de l'environnement.

- Accompagner la transition numérique des acteurs culturels en matière de création, diffusion et médiation, pour développer la complémentarité de l'offre numérique et physique.

Ainsi, afin de compléter le niveau national des grandes institutions culturelles, le Conseil Régional Grand Est souhaite développer la reconnaissance régionale d'autres pôles.
Cette démarche vise à favoriser ou à conforter l'implantation sur le territoire de partenaires culturels professionnels reconnus pour la qualité de leur travail et ayant pour vocation la structuration de l'offre culturelle dans leur bassin de vie et la diffusion de la création artistique.
Considérant que l'association "Scènes et Territoires" constitue l'un des maillons de la création et de la diffusion artistique et culturelle en Grand Est, la Région entend accompagner le projet du bénéficiaire conformément aux objectifs prioritaires de sa politique culturelle régionale :

- Favoriser l'implantation ou conforter la présence de projets artistiques professionnels de qualité sur l'ensemble des territoires en renforçant le maillage de ces derniers ;
- Favoriser les rencontres entre les artistes et la population sur l'ensemble du territoire, y compris en dehors des grands centres d'attractivité ;
- Améliorer le service culturel proposé et garantir la mise en réseau des scènes régionales.

Considérant la politique culturelle mise en œuvre par le Département de Meurthe-et-Moselle,
Le projet départemental 2022-2028 énonce plus particulièrement cinq objectifs qui structurent la politique culturelle départementale :

- Agir pour l'émancipation et la réussite des jeunes
- L'innovation et le dialogue au cœur des solidarités humaines
- Investir l'avenir écologique : donner envie de, associer à
- Soutenir la dynamique et l'attractivité des territoires
- Citoyenneté et participation : un contrat démocratique renouvelé avec les Meurthe-et-Mosellans

En ce sens, la politique culturelle mise en œuvre a pour objet de :

- favoriser le développement du secteur culturel pour sa capacité à générer une économie, entre autres par l'emploi, à encourager l'innovation et le dialogue à travers les représentations du monde qu'il créé, fabrique et partage et à susciter des relations entre habitants et artistes plus contributives de part et d'autre,
- encourager le maillage territorial et l'attractivité du territoire par la présence d'artistes professionnels, afin que la culture soit un espace d'initiatives et d'échanges quel que soit le lieu de vie,
- permettre l'accès à des formes diversifiées d'art et de culture, pour tous les publics, à l'appui de parcours spécifiquement élaborés pour les publics éloignés des offres éducatives et culturelles,
- développer, à l'appui des ressources artistiques et culturelles professionnelles, des politiques éducatives exigeantes et pérennes, à destination des jeunes et notamment des collégiens, en tenant compte des enjeux de parité et d'écologie.

C'est à ce titre qu'il reconnaît et soutient Scènes et Territoires, notamment au travers de ses actions spécifiques à destination des publics de compétence départementale.

Considérant pour le Département de la Meuse :

- Que la vie culturelle et artistique présente en Meuse, offre une création et une diffusion artistique portées par un tissu dense d'établissements professionnels et d'associations, dont l'action est un facteur important de la vitalité et de la cohésion des territoires ;
- Que la Culture constitue un argument fort de l'attractivité départementale, contribuant à la valorisation et l'animation d'un patrimoine historique et naturel ;
- Que la Culture participe aux enjeux d'éducation et de citoyenneté ;
- la volonté d'entretenir et développer une présence culturelle pour l'ensemble des territoires et des populations, en distinguant les projets d'enjeux de niveau départemental, où les partenariats se construisent prioritairement avec l'Etat et la Région, des projets d'enjeux de niveau local, où l'intervention départementale s'opère en appui à un engagement des instances locales territoriales ;
- Que ce nouveau conventionnement s'emploie à traduire les enjeux de l'action du Département de la Meuse pour la Culture, à prendre en compte les complémentarités nécessaires des acteurs culturels associatifs et publics, et à garantir à tous les meusiens, quel que soit leur lieu de résidence, une offre de qualité.
- Qu'à ce titre, le Département de la Meuse reconnaît l'association Scènes et Territoires, comme un acteur structurant d'enjeu départemental en raison des projets qu'elle construit en cohérence et en relais des politiques départementales, régionales et nationales.

Considérant la politique mise en œuvre par le Département des Vosges en matière de développement culturel :

La culture est une composante majeure d'un territoire vivant et attractif. Le soutien au développement culturel est un enjeu fort pour la collectivité, réaffirmé par le Schéma départemental de la culture dans le cadre de son axe 1 : l'aménagement culturel et la dynamisation des territoires.
Afin d'obtenir un maillage territorial équilibré sur le département en termes d'offre culturelle, il est proposé de contribuer au développement de la création et de la diffusion du spectacle vivant en lien avec les opérateurs culturels du territoire et en cohérence avec la politique culturelle du Conseil départemental des Vosges.

Considérant que le projet artistique et culturel ci-après présenté en annexe 1 par le bénéficiaire, participe de cette politique
Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire et les partenaires publics, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet joint en annexe I à la présente convention conforme à son objet statutaire.

Pour l'Etat :
Scènes et Territoires contribue à répondre au besoin de déployer une présence artistique répartie harmonieusement en Grand Est, notamment, au travers des résidences de territoire. Se déroulant dans la durée, ces dernières offrent la possibilité à des équipes artistiques professionnelles, dont la démarche s'inscrit dans la lignée des droits culturels, de réaliser un travail de création en immersion dans un territoire rural du Grand Est et en lien avec leur environnement. Le choix des territoires tiendra nécessairement compte des démarches de contractualisation avec la DRAC éventuellement engagées et des besoins de la population, au regard de l'offre culturelle publique ou para publique. Une attention particulière sera accordée aux territoires fragiles, dans la mesure du possible, notamment s'agissant des capacités de mobilisation des forces vives.

En synergie avec cette approche, la mise en œuvre de résidence de territoires de jeunes artistes dans le cadre de l'Eté culturel permettra de répondre à l'enjeu de circulation des œuvres et des artistes et au renforcement du maillage avec les acteurs locaux dans leurs diverses composantes (collectivités, associations, acteurs socio-culturels, ...).
Les démarches de participation et d'inclusion sociale ainsi que le fonctionnement en réseau, dans le respect des différentes parties prenantes, seront systématiquement privilégiées.

Pour le Conseil Régional de Grand Est, il s'agira, conformément à la politique culturelle régionale :

- de soutenir l'innovation culturelle dans les formes les plus diverses, contemporaines, et pluridisciplinaires, au travers des actions de diffusion, de résidences artistiques et de soutien à la création de compagnies notamment implantées dans la Région Grand Est ;
- de favoriser les rencontres entre les artistes et la population rurale ;
- de renforcer tous les types de publics, et notamment la jeunesse, en favorisant l'implantation ou en confortant la présence de projets artistiques professionnels de qualité, sur l'ensemble des territoires de la Région Grand Est, et particulièrement les territoires les plus éloignés des grands centres d'attractivité. La Région sera particulièrement attentive à l'offre culturelle familiale qui sera proposée pendant les périodes de vacances scolaires ;
- de contribuer à une vision partagée de l'aménagement de l'espace culturel régional, avec les collectivités partenaires de la présente convention, les lieux de diffusion implantés sur les territoires ciblés par Scènes Et Territoire, et les équipes artistiques qui y seront présentes.

Pour le Département de Meurthe-et-Moselle :
Dans la déclinaison de son orientation artistique, Scènes et Territoires s'engage à approfondir la relation entre les œuvres, les artistes et la population, à l'appui, autant que possible, de partenariats locaux et sous les formes qu'elle jugera adaptées.

Elle s'attache à proposer des projets artistiques de compagnies confirmées de différentes provenances et esthétiques, sur les territoires du département, notamment ceux dépourvus de scènes conventionnées.
Elle favorise la professionnalisation et la reconnaissance de jeunes compagnies issues du territoire départemental, ce par tous les dispositifs qu'elle jugera pertinents.

Dans cette dynamique, Scènes et Territoires, dans la déclinaison de son projet artistique et dans le respect de son cœur de métier, veillera à être un relai des orientations culturelles départementales.
Elle contribuera d'une part à relayer les initiatives impulsées dans le domaine de l'éducation, (résidences d'artistes, ateliers de pratique artistique ou tout autre projet), principalement en direction des collégiens. D'autre part, son action à l'échelle du territoire s'attachera à la meilleure implication possible de l'ensemble des publics, en veillant à la mise en place d'actions adaptées, facilitant l'accès au spectacle vivant, pour les publics relevant du champ de la solidarité et plus généralement pour l'ensemble des publics.

Enfin Scènes et Territoires, renforcera par l'attractivité des offres artistiques et culturelles, la dynamique économique territoriale.

Pour le Département de la Meuse :
Au moyen de cette convention, le Département de la Meuse souhaite permettre à l'association de renforcer son ancrage à l'échelle départementale tant en raison de la qualité et de la diversité de son offre que de sa capacité à travailler en lien avec les acteurs (politiques, culturels, éducatifs et sociaux) locaux. La construction des projets en partenariat avec les collectivités d'implantation notamment et la démarche d'accompagnement des acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs ambitions culturelles fait de l'association un acteur ressource singulier sur le département.
Dans le respect de l'emprise territoriale et des modes d'intervention des autres acteurs culturels présents en Meuse, le Département encouragera la mise à disposition des savoir-faire de l'association Scènes et Territoires au service de tout projet de territoire, chaque fois qu'opportun. Il sera attentif à l'intérêt que Scènes et Territoires portera aux relations aux scènes et acteurs culturels meusiens pour installer un projet culturel efficient et durable
Conformément au projet artistique du directeur de l'association, le Département de la Meuse veillera à ce que l'association Scènes et Territoires :

- poursuive son action au service du développement culturel de l'espace rural avec une programmation artistique itinérante, de qualité professionnelle et pluridisciplinaire conforme au cahier des charges des Ateliers de Fabrique Artistique ; elle aura le souci permanent de faciliter la mise en relation des publics avec les œuvres et les artistes ;

- soutienne la création, en favorisant l'accueil d'artistes locaux, régionaux, nationaux et internationaux, et notamment de jeunes artistes, sur l'ensemble du territoire départemental au moyen de résidences. La présence artistique, immersive et participative, doit permettre de sensibiliser les publics à la démarche de création mais aussi aux enjeux de l'art et de la culture au service du développement économique et social des territoires, en particulier sur des secteurs éloignés de l'offre culturelle ;
- poursuive son engagement sur le champ de l'éducation artistique et culturelle en Meuse, en appuie à des projets visant à renforcer l'accès à l'art et à la culture, pour tous, dont les plus jeunes et les publics dits empêchés, sur tous les temps de la vie. L'association veillera à apporter une offre pluridisciplinaire basée sur la rencontre de l'œuvre et l'artiste, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances ;
- Dans le cadre de politiques culturelles initiées par le Département de la Meuse, Scènes et Territoires apportera son concours, accompagnera une expression culturelle contemporaine, et sera partie prenante du réseau des acteurs culturels dits « structurants » ;
- Scènes et Territoires veillera à donner une visibilité à ses projets qui facilite la reconnaissance et l'appropriation de son offre dans son entier au service de l'attractivité du Département de la Meuse.

Pour le Département des Vosges :
Il s'agit ici d'encourager la création professionnelle, l'éducation artistique et culturelle, l'accès de tous à la culture (élargissement des publics) et de promouvoir la diversité culturelle. Le but est de valoriser et dynamiser un territoire grâce à une programmation culturelle de qualité et de soutenir le lancement d'initiatives intercommunales fédératrices.
Dans ce cadre, Scènes et Territoires, dans la déclinaison de son projet artistique et dans le respect de son cœur de métier, devra veiller à être un relais fort des orientations culturelles départementales.

ARTICLE 2 - MISE EN OEUVRE DU PROJET ARTISTIQUE

Programme culturel
L'association construit en partenariat avec les fédérations d'éducation populaire une médiation culturelle et artistique de qualité en lien avec les attentes locales. Elle développe la permanence artistique par la présence durable d'artistes en immersion (travail ou recherche), par des résidences d'action et/ou de création sur le territoire rural du Grand Est. Elle conseille et accompagne les collectivités et les acteurs éducatifs locaux dans la mise en œuvre des politiques culturelles locales.
L'association met à disposition les savoirs faire et l'expérience de développement culturel acquis par les membres de Scènes et Territoires, au service des porteurs de projet sur les territoires ruraux du Grand Est.
Scènes et Territoires propose aux publics des occasions de rencontrer des formes ou des disciplines artistiques qui lui sont rarement offertes

Elle favorise l'accès aux œuvres contemporaines du spectacle vivant et l'approche de la dimension artistique pour des publics éloignés des circuits habituels de la diffusion et de la création culturelles, luttant ainsi contre les inégalités géographiques et sociales. Développe la création et la diffusion d'œuvres de spectacles vivants sur l'espace rural, en relation avec des acteurs artistiques reconnus et en partenariat avec des institutions culturelles de la région et avec les associations d'éducation populaire.

Les Moyens

- Moyens humains :

Scènes et Territoires s'appuie sur le réseau de ses adhérents et sur une équipe de 11 salariés (cf annexe 3).

- Moyens techniques :

Scènes et territoires dispose d'un parc matériel technique pour la mise en œuvre de ses propres projets et investit des espaces mis à sa disposition pour l'accueil des artistes. Selon les besoins l'association peut avoir recourt à la location d'espaces mobiles (chapiteaux). Scènes et Territoires anime un réseau de lieux culturels présents sur les territoires ruraux.

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 4 années, soit du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2027.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

4.1 Le coût total du projet sur la durée de la convention est évalué à 7 601 450 € conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe III et aux règles définies à l'article 4.3 ci-dessous.

4.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

4.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment : tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

4.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 4.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Pour l'Etat, le versement du solde annuel conformément aux articles 6.1 et 6.2 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse des partenaires publics de ces modifications.

4.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7. Cet excédent ne peut être supérieur à 10 % du total des coûts annuels éligibles du projet effectivement supporté.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, les partenaires publics contribuent financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.
La contribution des partenaires publics est une aide au fonctionnement, au sens de l'annexe III de la présente convention et prend la forme d'une subvention. Les partenaires publics n'attendent aucune contrepartie directe.
Les partenaires publics contribuent financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 1 565 200 € (un million cinq cent soixante-cinq mille deux cents euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 7 601 450 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 5.1.

- **5.2 Pour l'Etat** :

L'Etat-Drac Grand Est contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 680 000 € (six cent mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 7 601 450 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 5.1.
5.2.1 Au titre de l'exercice budgétaire 2024, une subvention de 170 000 € est accordée au bénéficiaire.
5.2.2 Pour les deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2025 : 150 000 € au titre du programme 361 et 20 000 € au titre du plan Mieux produire, Mieux diffuser (programme 131)

- pour l'année 2026 : 150 000 € au titre du programme 361 et 20 000 € au titre du plan Mieux produire, Mieux diffuser (programme 131)
- pour l'année 2027 : 150 000 € au titre du programme 361 et 20 000 € au titre du plan Mieux produire, Mieux diffuser (programme 131).

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

5.2.3 Les contributions financières de l'État mentionnées au paragraphe 5.2.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Pour la part relative au plan Mieux produire, Mieux diffuser, l'apport à même hauteur de la collectivité partenaire ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 7 à 11 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 11, sans préjudice de l'article 4.4.

5.3 Pour la Région Grand Est

Pour l'année 2024, une subvention de 150 000 € (dont 20 000 € dans le cadre du dispositif "Mieux Produire Mieux Diffuser") est accordée par la Région au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire. Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées au bénéficiaire pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.
Au titre des années 2025, 2026 et 2027, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.
Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.
Les contributions financières de la Région ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Régional, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.
La Région se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.
La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

5.4 Pour le Département de Meurthe-et-Moselle

Pour l'année 2024, une subvention de 55 000 € a été accordée au bénéficiaire.

5.4.1 Pour les deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières du Département de Meurthe-et-Moselle s'élèvent à :

- pour l'année 2025 : 55 000 €
- pour l'année 2026 : 55 000 €
- pour l'année 2027 : 55 000 €

Ces montants prévisionnels de subvention du Département de Meurthe-et-Moselle n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers (ex. : dispositif des résidences d'artistes en collèges) ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Le bénéficiaire pourra notamment solliciter pour ces nouveaux projets des financements au titre des Contrats Territoires Solidaires.

5.4.2 Les contributions financières du Département de Meurthe-et-Moselle mentionnées au paragraphe 5.4.1 ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité pour l'année concernée.

5.5 Pour le Département de la Meuse

Pour l'année 2024, une subvention de 22 500 € (vingt-deux mille cinq cent euros) est accordée par le Département de la Meuse au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire.

Au titre des années 2025, 2026 et 2027, le Département de la Meuse déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.
Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.
Les contributions financières du Département de la Meuse ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Départemental, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.
Le Département de la Meuse se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.
La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

5.6 Pour le Département des Vosges

Pour l'année 2024, une subvention de 13 800 euros a été accordée au bénéficiaire par délibération de la Commission permanente du 22 avril 2024.

5.6.1 Pour les deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières du Département des Vosges s'élèvent à :

- pour l'année 2025 : 15 000 €
- pour l'année 2026 : 15 000 €
- pour l'année 2027 : 15 000 €

5.6.2 Les contributions financières du Département des Vosges mentionnées au paragraphe 5.6.1 ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité pour l'année concernée.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

6.1 La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	SCENES ET TERRITOIRES
N° SIRET :	40355915600019
N° Identifiant Chorus :	1000024426
Établissement bancaire :	Caisse d'Epargne
IBAN :	FR76 1513 5005 008 1000 8937 387
BIC :	CEPAFRPP513

6.2 Pour l'État

En 2024, la contribution financière de l'Etat est versée dans le cadre d'actes juridiques annuels spécifiques.

Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'État est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Une avance dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 5.2.1 avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État conformément à l'article 11 ;
- Le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 5.2.3 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 4.4.
- La subvention est imputée sur les crédits ouverts aux budgets opérationnels de programmes de la DRAC Grand-Est :
- Programme 361, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0361-02-28 Participation à la vie culturelle et politiques territoriales, activité 036100110705 Actions en faveur des populations en territoire rural (hors EAC) : 150 000 €
- Programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0131-01-25, activité 013100040504 Soutien aux organismes professionnels et syndicaux : 20 000 €

6.3 Pour la Région Grand Est :

Pour l'exercice 2024, le versement de la subvention de la Région s'effectue dans le cadre d'une convention financière bilatérale, selon les modalités suivantes :

- Versement d'une avance de 50% après notification d'attribution de la subvention ou, le cas échéant, après signature de la convention.
- Versement du solde de la subvention après transmission d'une fiche d'évaluation présentant un bilan qualitatif, quantitatif et financier, fournie par la Région puis dûment remplie et visée par le représentant légal du bénéficiaire. La Région procèdera à l'annulation ou à la révision de la subvention attribuée, au prorata du montant de dépenses subventionnables effectivement réalisé et justifié.

Pour les exercices 2025, 2026 et 2027, le versement des subventions s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.
Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional.

6.4 Pour le Département de Meurthe-et-Moselle :

En 2024, le Département de Meurthe-et-Moselle a déjà versé la somme de 55 000 € par convention d'objectifs annuelle votée en Commission permanente du 13 mai 2024

6.4.1 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle du Département de Meurthe-et-Moselle, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement au budget de la collectivité, est versée dans le cadre d'une convention financière d'application liant exclusivement le Département de Meurthe-et-Moselle et le bénéficiaire. La subvention fait l'objet d'un versement en une fois, après signature de la convention d'application établie pour l'année concernée.

6.4.2 Les crédits de subvention sont pris sur le budget de la collectivité, programme 333 Subventions aux acteurs culturels, opération 017 Lieux de diffusion.

6.6 Pour le Conseil Départemental de Meuse :

Le versement de la contribution financière du Département sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans la convention financière annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire, à savoir, une subvention forfaitaire versée en référence au règlement budgétaire et financier, en 1 seule fois à hauteur de son attribution.
Le bénéficiaire de la subvention pourra être soumis au contrôle par le Département, de l'emploi de celle-ci (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées) par la demande de documents complémentaires.
Les contributions financières du Département ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Département, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 10-Evaluation, 11-Contrôle de l'administration et 13-Avenant.
La subvention annuelle sera créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.
Le Département ne sera garant ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

En cas de non-respect des termes de la décision départementale (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées), le Département pourra exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention départementale.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :
- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

6.7 Pour le Département des Vosges :

Pour 2024, une avance de 75% du montant de la subvention a été versée au bénéficiaire conformément à la convention financière annuelle liant le Département des Vosges au bénéficiaire adoptée lors de la Commission Permanente du 22 avril 2024. Le solde sera versé sur présentation d'un bilan quantitatif et financier provisoire de l'année écoulée, ainsi que des copies des documents de communication faisant apparaître le logo du Département et la mention de son soutien.

Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle du Département des Vosges, sous réserve de la disponibilité des crédits et du vote de l'Assemblée départementale, sera versée dans le cadre d'une convention financière annuelle liant exclusivement le Département et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Une avance de 75% du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 5.6,
- Le solde annuel sur présentation d'un bilan quantitatif et financier provisoire de l'année écoulée, ainsi que des copies des documents de communication faisant apparaître le logo du Département et la mention de son soutien.

ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant.
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 8 – AUTRES ENGAGEMENTS

8.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer le logotype des partenaires publics sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet...). A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : État / Région / Départements / Ville / autres partenaires.

8.4 Pour l'État :

en cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention "*Avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est*". Les logos et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/Aides-et-demarches/Telecharger-le-logo.

8.5 Pour la Région Grand Est :

En matière de diffusion des artistes régionaux, le bénéficiaire s'engage à respecter le cadre légal en matière de rémunération des artistes. Ainsi une copie des éléments contractuels liant le bénéficiaire avec les artistes régionaux devra être transmise au moment du bilan.
Le Bénéficiaire s'engage à respecter la Charte graphique ci-dessous : « Avec le soutien de la Région Grand Est » et l'insertion du logo sur tous les documents de communication.
Le non-respect de cette clause pourra se traduire par le reversement de l'aide et par l'exclusion définitive au bénéfice des aides régionales.
La Région invite également le bénéficiaire à contribuer à l'enrichissement du site www.explore-grandest.com , plateforme de valorisation de l'offre touristique et culturelle régionale.

8.6 Pour le Département de Meurthe-et-Moselle :

Scènes et territoires s'engage à respecter la Charte graphique du Département sur l'ensemble de ses documents de communication. En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « Avec le soutien du Département de Meurthe-et-Moselle ». Les logos et la charte graphique sont à retirer auprès de la direction de la communication du Département.

8.7 Pour le Département de la Meuse :

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné ;

- Fournir les bilans d'activité, comptes rendus financiers et de réalisations, définitifs conformes à l'objet de la subvention départementale, certifiés par le Président de la structure ou toute personne habilitée lors du premier trimestre de l'année N+1 ;
- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné ;
- Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique ;
- L'association répondra aux sollicitations de rencontre avec les élus et les services du Département pour rendre compte de son activité et de ses projets.

8.8 Pour le Département des Vosges :

Le bénéficiaire devra valoriser activement le partenariat avec le Département des Vosges au travers des dispositifs suivants :

- promotion de l'événement : présence de manière visible du logo du Conseil départemental et de la marque territoriale « Je Vois la Vie en Vosges » sur tous les supports de communication et transmission au Conseil Départemental des justificatifs de cette visibilité. La charte graphique du Conseil départemental devra être respectée.
- relations presse et relations publiques : citation du partenariat avec le Conseil Départemental, invitation et prise de parole spécifique du Conseil Départemental lors des conférences de presse, possibilité d'utiliser des visuels ou vidéos de l'événement.

8.9 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 9 – SANCTIONS

9.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires publics, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

9.3 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – GOUVERNANCE ET MODALITE DE SUIVI

La mise en œuvre du projet artistique sur les territoires ruraux du Grand Est se construira en concertation avec les partenaires locaux, les collectivités impliquées et l'État.
Cette stratégie territoriale sera validée par le Conseil d'Administration sur proposition du comité de suivi, alimentée par les comités territoriaux.

- **Comités territoriaux**

Composition
Les comités territoriaux sont composés de représentants des partenaires territoriaux engagés dans la mise en œuvre et le soutien des actions de Scènes et Territoires. Les représentants des signataires de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs sont membre de droits de ces comités.
Missions
Le comité territorial est une instance de concertation permettant d'appuyer la mise en œuvre des actions de S&T sur les territoires par :

- Le mise en réseau des partenaires ;
- L'indentification de territoires d'action et l'évaluation de l'impact des projets menés ;
- Le partages de diagnostic concernant les territoires d'intervention ;
- L'identification de ressources permettant l'appui opérationnel aux projets ;
- L'articulation de l'action de Scènes et Territoires avec les dynamiques culturelles locales.

Fréquence : semestrielle

- **Conseil d'Administration**

Composition
Le conseil d'administration se réparti en 4 collèges :

- Fédérations d'Éducation Populaire : 1 représentant de chaque mouvement régional adhérent actif de l'association.
- Territoire : 1 représentant associatif adhérent actif ou usager à Scènes et Territoires, désigné par chaque comité territorial.
- Technique : 1 représentant, membre usager, de désigné par le comité technique du parc matériel.
- Personne qualifiée : 2 représentants de structures qualifiées dans l'accompagnement du développement du projet de l'association. Sur proposition du Conseil d'Administration.

Missions
Le conseil d'administration décide des orientations à moyen et long terme, fixe les compétences, défini la stratégie territoriale et partenariale. Il organise la répartition des activités.
Il construit le schéma directeur pour l'année en cours :

- axes et missions prioritaires;

- stratégie territoriale et partenariale
- actions et missions expérimentales;
- gestion des ressources humaines;
- gestion budgétaire et financière;
- évaluation des actions.

Fréquence : trimestrielle

- **Comité de suivi de la Convention pluriannuelle**

Composition

Représentants des institutions signataires de la présente convention. Directeur et salariés invités. Représentants du Conseil d'Administration de l'association.

Missions

Le Comité de suivi est chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;
- L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant ;
- La réalisation du programme d'action de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire ;

Fréquence : Il se réunit à minima une fois par an et autant de fois que nécessaire le cas échéant

Information et régulation

Afin de garantir une mise en œuvre des actions de Scènes et Territoires en cohérence avec les stratégies territoriales de institutions signataires de la présente convention, des rencontres bilatérales et/ou territoriales supplémentaires pourront avoir lieu sur sollicitation des parties.

Un calendrier annuel des instances est annexé à la présente convention.

ARTICLE 11 - ÉVALUATION

10.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre du Comité de suivi en présence du Directeur de Scènes et Territoires et des représentants des institutions signataires de la présente convention.

10.2 L'évaluation porte sur la réalisation du projet artistique, culturel, territorial et pédagogique. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire

Les indicateurs seront définis à l'occasion du premier comité de suivi de la présente convention. Ils peuvent être discuter et évoluer au sein des comités de suivi annuels.
10.3 De préférence un an avant l'expiration de la présente convention, et au plus tard six mois après l'expiration de la présente convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel sur la base du cahier des charges. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

ARTICLE 12 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

11.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

11.2 Les partenaires publics contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.5, dans la limite du montant prévu à l'article 4.1 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 13 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 et aux contrôles de l'article 12.

ARTICLE 14 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 15 – ANNEXES

Les annexes I, II, III et IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 17 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le
(en six exemplaires)

Pour l'État, le Préfet de la région Grand Est par intérim, Monsieur Laurent THOUVET	Pour la Région Grand Est Le Président Franck LEROY
Pour le Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle La Vice-présidente déléguée à la culture et à l'enseignement supérieur Sylvie DUVAL	Pour le Département de la Meuse Le Président Jérôme Dumont
Pour le Conseil Départemental des Vosges Le Président François Vannson	Pour Scènes et Territoires, La Présidente Joëlle Bartelmann

ANNEXE I

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL
2024 -2027

ANNEXE 2

BUDGET 2024 2027

ANNEXE 3

ORGANIGRAMME

ANNEXE 4

CALENDRIER DES INSTANCES

scènes & territoires

SCÈNES ET TERRITOIRES

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

2024 - 2027

Pour le développement culturel de l'espace rural

Table des matières

LA RAISON D'ETRE DE SCENES ET TERRITOIRES : 3

VALEURS 3
LIGNE ARTISTIQUE 3

ANIMER UNE COOPERATION TERRITORIALE 5

RENCONTRES CULTURE-RURALITE 5
POLES TERRITORIAUX 7

EXPERIMENTER : RESIDENCES ARTISTIQUES DE CREATION 8

JEUNES ESTIVANTS 8
RESIDENCES HIVERNALES ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
RESIDENCES DE TERRITOIRES 9

ACCUEILLIR : PROGRAMMATION ET IMMERSION 11

DIFFUSION JEUNE PUBLIC 11
IMMERSIONS 12
IMMERSIONS 12
CABANES 12
..... 14
IMMERSIONS FRANCOS 14

PARTAGER : RESSOURCES, ARTISTIQUES, CULTURELLES ET TECHNIQUES 15

ACCOMPAGNER L'EMERGENCE 15
- PROGRAMME ÉMERGENCE. 15
- JEUNES ESTIVANTS AU FESTIVAL 15
- JOURNEE DE RENCONTRE « JEUNE ESTIVANTS » 16

SOUTENIR L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE 17
- PARCOURS DECOUVERTE EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE 17
- PARCOURS LONGUE VUE 18
- AVIGNON ENFANT A L'HONNEUR 19

PARC MATERIEL 20

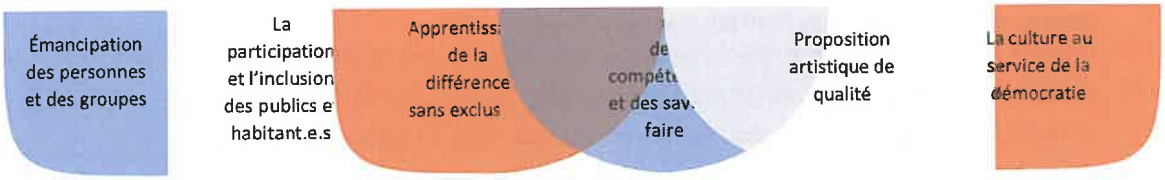
MOYENS 21

ORGANIGRAMME 21
BUDGET 22

La raison d'être de Scènes et Territoires

Coopérer pour **créer des rencontres,** des **expériences sensibles** et des **aventures artistiques.** Elles composent des **histoires singulières** associant les **habitant.e.s,** les **partenaires** d'un **territoire** et les **artistes invités**. Elles contribuent à l'**émancipation des individus,** à la **cohésion** et à la **richesse** des **territoires ruraux**.

Valeurs



Ligne artistique

Depuis plus de 25 ans, Scènes et Territoires apporte son soutien aux artistes pour lesquels, porter une création dans les territoires ruraux est un enjeu et non une contrainte. Notre projet s'inscrit dans le paysage culturel régional et veille à créer des liens avec ses acteurs. La part croissante des coproductions **permet à de jeunes compagnies d'émerger** et à des **projets artistiques singuliers d'expérimenter** des créations en immersion.

En 2024, et pour les années à venir la ligne artistique de Scènes et Territoires s'illustre par une attention particulière aux projets qui :

- **Interrogent nos liens avec notre environnement**
  En écho avec une évolution des consciences et l'émergence de nouvelles représentations de notre rapport au vivant (philosophiques, écologiques, juridiques...) de nombreux artistes déploient de nouveaux imaginaires pour se saisir de ces questions. Ainsi, Agathe Charnet (Cie la vie grande) ou Héloïse Desrivières (Cie Delta Bergamote), jeunes autrices et metteuses en scènes vont à la rencontre des usagers de la forêt. Dans une démarche sensible, elles nous proposent, chacune à leur manière d'entrer dans cet espace naturel familier pour y découvrir par le théâtre documentaire ou la fiction les enjeux et péril auquel il est exposé.
  Cécile Arthus, de la Cie Oblique, elle se saisi d'écritures contemporaine, en mettant en scène « Polywere » et utilise la force de la langue poétique de Catherine Monin pour nous interroger sur nos liens avec le monde sauvage.[1]

- **Explorent le patrimoine des territoires**
  Patrimoine vivant ou bâti, les territoires ruraux sont riches d'une histoire, offrant des sources d'inspirations fécondes et des espaces remarquables dont se saisissent

[1] La Cie La Vie Grande et la Cie Oblique sont accueillies sur le territoire du Lunévillois

volontiers les créateurs. Cette démarche participe également de la « renarcissisation » des territoires. Ainsi nous sommes particulièrement sensibles aux créations sachant conjuguer ces identités avec d'autres univers singuliers, permettant ainsi de renouveler le regard sur ce patrimoine.
Il est ainsi de la démarche de création associant le patrimoine naturel, vivant et bâti de la Seille à l'univers fantastique et virtuel de la Cie Kinorev. Autre patrimoine naturel exploré, celui du territoire de la Communauté de Communes « Cœur du Pays Haut » avec la Cie la Bande Passante.
En Meuse, la Cie Blah Blah Blah et Image Est iront collecter auprès des habitants, des films privés pour hybrider cette matière à leur univers tropicaliste, renouvellant ainsi l'image parfois figée de ce territoire.

- **S'adressent et impliquent l'enfance et la jeunesse**
  Véritable spectacle « tout public », les créations s'adressant à l'enfance et à la jeunesse, stimulent les imaginaires, suscitent les échanges, la réflexion et le dialogue entre les générations. Ils permettent également de présenter des disciplines ou des esthétiques peu diffusées sur les territoires ruraux. C'est ainsi le cas de la danse contemporaine, langage de la Cie Acte 2. Au-delà de la posture de spectateur, la jeunesse sera également invitée à s'interroger et à s'exprimer sur la démocratie avec la Cie les Guêpes rouges, ou encore la place de femme avec le collectif « Ces filles-là ».
  Enfin, nous souhaitons offrir des occasions de partager des expériences poétiques dès le plus jeune âge par le soutien et la diffusion de spectacle adressée à la petite enfance.

Toutes ces démarches artistiques partagent l'ambition de questionner le monde, de créer des liens avec les identités locales tout en élargissant les horizons. Ces expériences esthétiques partagées, discutées contribuent dès lors à l'émancipation de chacun.

Rencontres « culture-ruralité »

Objectifs

Afin de contribuer à une dynamique culturelle en cohérence avec les enjeux, les singularités et les atouts de ces territoires, Scènes et Territoires souhaite mettre en œuvre un cycle de rencontres, à l'attention des acteurs culturels et des collectivités locales, en particulier sur les territoires les plus éloignés de l'offre culturel.

Ces rencontres contribueront à :

- L'identification des territoires prioritaires aux côtés des services de la Région, de l'État et des Départements
- L'identification de problématiques et des ressources spécifiques à chacun des territoires
- L'identification des ressources permettant d'accroître les capacités du territoire : ingénierie, technique...
- La mobilisation des acteurs régionaux - nationaux (FD, Structure culturelle...) au bénéfice des territoires

Ces rencontres, seront réparties sur les territoires des anté-régions Lorraine et Champagne – Ardenne. Nous nous appuierons sur ces rencontres pour nourrir une dynamique territoriale de partage des ressources et de coopérations nouvelles.

Publics

- Réseaux associatif – éducation populaire ;
- Tiers lieux, lieux de fabrique artistique ;
- Acteurs éducatifs, (tiers lieux éducatifs, MFR...)
- Acteurs culturels, et collectifs artistiques
- Agents, élus des collectivités territoriales et EPCI
- PNR...

Territoires

La maille de ces rencontres doit être celle de la proximité. Elle doit s'adresser à un macro-territoire pour permettre les rencontres et les changements de perspective, mais elle doit aussi permettre une accessibilité facile à son public. Il parait aussi important de se placer à une échelle interdépartementale. Des territoires prioritaires pourront-être ciblés en concertation avec les services de la Région et de l'État.

Processus

L'ambition est de proposer un cycle de rencontre, permettant de faire un état des lieux des besoins et des attentes des acteurs œuvrant sur les territoires. Nourri par l'expertises des collectivités et de l'État, ce diagnostic sera un appui précieux pour la mise en œuvre des comités territoiriaux de Scènes et Territoires.

En 2024, l'enjeu de ce premier cycle sera de :

- Susciter l'interconnaissance entre les acteurs des territoires
- Élaborer un diagnostic partagé par les acteurs présents
- Présenter les ressources que peuvent mobiliser les acteurs locaux

Déroulé type d'une rencontre :

Matin :
- Accueil, interconnaissance
- Cartographie sensible par les acteurs présents

Après-midi :
- Définition des problématiques et des atouts spécifiques au territoire
- Présentation des ressources : Fonds innovation territoriale, volet territoire conventionnement, diagnostic sensible (DRAC), Agence culturelle...

>> A l'issue de ce premier cycle de rencontres deux dynamiques parallèles pourront être engagées :

- Mise à disposition de ressources pour les acteurs du territoire :
  Exemples : visio-conférences : Café technique (information, ressources et échanges de pratiques) ; Café culture (présentation de projets, ressources et échanges de pratiques) ...
  Porteurs : Agence Culturelle et Scènes et Territoires.

- Mise en œuvre d'actions innovantes :
  Résidences artistiques d'expérimentation ; été culturel : Résidences Jeunes Estivants, Cabanes, Immersions Franco...
  Porteur : Scènes et Territoires dans le cadre de son projet artistique et culturel.

#1 - 2024
8 journées de rencontres « culture – ruralité »

Pôles territoriaux

Les rencontres territoriales permettront la constitution de 4 pôles territoriaux sur lesquels s'appuiera Scènes et Territoires pour mettre en œuvre ses actions. Chaque pôle sera animé par un « comité territorial ».

- ***Rôle :*** accompagner la mise en œuvre des actions portées par l'association (en particulier les résidences artistiques et les programmes de l'été culturel) ;

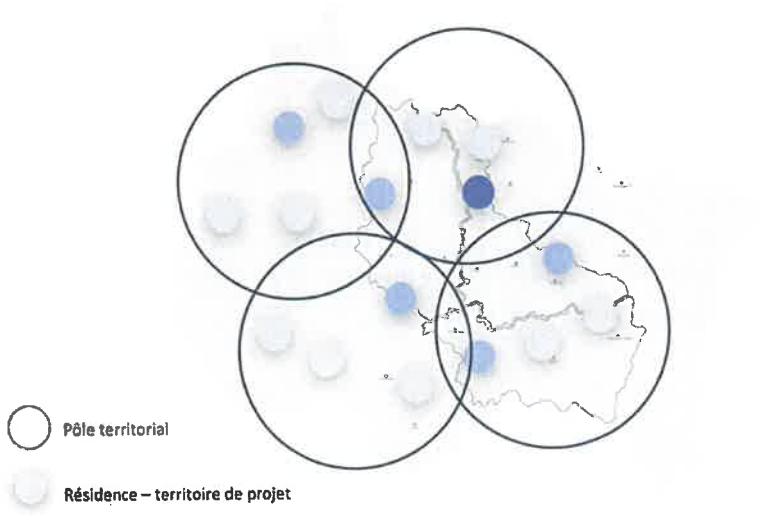
- ***Composition :*** Représentants des fédérations d'éducation populaire adhérentes et partenaires locaux engagés dans les actions (tiers lieux, Parcs Naturels Régionaux, acteurs éducatifs...), ainsi que les agents des collectivités et de l'État (Conseillers territoriaux DRAC).

- ***Fonctionnement :***
  - Le découpage territorial des COPIL est à définir par l'association.
  - Le comité territorial se rassemble 2 à 4 fois par an, selon les besoins.
  - La prise de décision est réalisée par consensus (ex : choix des territoires de déploiement des actions culturelles). Les décisions du comité sont soumises au Conseil d'Administration

Le maillage territorial offert par la mise en œuvre de ces pôles, associé à l'ingénierie culturelle et à la médiation artistique de l'équipe de Scènes et Territoires, permettra dès lors la mise en œuvre de ces « aventures artistiques » offertes aux habitants. Elles offriront l'opportunité :

- D'expérimenter de nouveaux rapports à l'art, grâce à la mise en œuvre de résidences artistiques,
- D'accueillir et de partager des œuvres, par la diffusion de spectacles et d'immersions artistiques dans les villages ;
- De partager des ressources, techniques, culturelles ;
- De se former et accompagner les acteurs et les artistes émergents.

Carte des pôles territoriaux



C'est à travers ce principe d'action que se concrétise pleinement l'ambition de Scènes et Territoires d'offrir des aventures artistiques partagées entre artistes et territoires ruraux. Les temps courts offerts par le programme des Jeunes Estivants peuvent s'articuler avec une présence plus longue permise par les résidences de territoire. Cette complémentarité est particulièrement pertinente tant pour les équipes artistiques que pour les lieux d'accueil permettant ainsi une circulation artistique et une ouverture esthétique.

Jeunes Estivants

Pour la quatrième année consécutive, Scènes et Territoires s'engage dans la coordination de ce programme initié par la DRAC Grand Est dans le cadre de l'opération nationale « Eté culturelle 2024 ».

*« **A la croisée d'une démarche socio-éducative, culturelle, sociale et artistique**, le programme pallie l'absence d'équipement culturel dans certaines campagnes ou quartiers, engage des premières expériences artistiques et culturelles pour de jeunes professionnel.le.s, permet des formes « autres » de rencontre entre les personnes, les arts et les cultures ; peut-être même invente-t-il de nouveaux systèmes de production, de création, de pratique et de rencontre avec l'art et les cultures ?*

Car comment « habiter », « nourrir », « rencontrer et se rencontrer » différemment et autrement dans les territoires du Grand Est ?
En irriguant l'ensemble de la région d'aventures artistiques singulières qui s'inventent et s'écrivent en fonction des environnements où elles grandissent, en s'appuyant sur des initiatives associatives, citoyennes ou institutionnelles pour créer des « micro-expériences humaines et artistiques » sur de « micro-territoires », le programme Jeunes ESTivants permet de faciliter les liens entre une population, un territoire et des artistes. Il réunit des équipes de lieux (MJC, école, foyer rural, mairie, tiers-lieux, centre culturel…) qui n'ont que peu l'occasion d'oeuvrer ensemble et qui s'engagent collectivement dans l'accueil de projets artistiques, portés par de jeunes artistes fraichement diplômés souhaitant développer leur création au contact d'habitant.e.s.

C'est à l'intersection de ces approches, apparemment compartimentées, que se situe toute l'originalité et la pertinence des Jeunes ESTivants. Il met de facto en lumière la richesse de tous les territoires de la région, des acteur.ice.s qui y vivent au quotidien, tout comme l'adaptation et l'envie d'artistes dont l'immersion fut largement et communément profitable. »

Labo des cultures

En 2024, Scènes et Territoires organisera le « salon des Jeunes Estivants », espace de rencontres, de découverte et de partages des différents projets artistique et lieux engagés dans le programme. Il se déroulera sur une journée à Metz.

55 équipes artistiques en résidences.

10 départements – 55 lieux d'accueil

Résidences de territoires

L'ambition de Scènes et Territoires de contribuer au développement culturel des territoires ruraux s'illustre dans la **prise en considération des enjeux locaux,** l'animation d'une **médiation suscitant l'implication** et **l'accompagnement de acteurs**. Les résidences de territoire sont le moyen privilégié de mise en œuvre de cette ambition. Pour ce faire, Scènes et Territoires s 'appuie sur une démarche éprouvée.

Phase 1 : identification des territoires

En s'appuyant sur les rencontres « culture-territoire » en concertation avec les comités territoriaux, le territoire d'intervention est repéré selon les critères suivants :

- présence d'acteurs et partenaires nécessaires à la mise en œuvre du projet ;
- potentialités de développement liées à l'implantation du projet ;
- volonté de la collectivité locale.

Phase 2 : diagnostic partagé

Sur l'invitation partagée de Scènes et Territoires, des réseaux associatifs présents et de la collectivité locale, les acteurs potentiels du projet sont invités à se réunir. Ces acteurs peuvent être issus du secteur : associatif, social, culturel, scolaire, territorial (collectivité locale, établissement public).

A l'aide d'outils d'animation participatifs, les partenaires définissent des enjeux spécifiques au à la résidence : thématique ; ressources locales ; public plus particulièrement ciblé ; nouvelles coopérations ; calendrier.

Phase 3 : proposition artistique et actions

Scènes et Territoires propose au territoire une équipe artistique en résidence. Sa présence s'articulera autour de trois axes :

- Rencontre avec les habitants : à travers une approche pratique ; médiations, rencontres ; création participative...
- Diffusion des œuvres ;
- Accueil en résidence de création

Cette démarche favorise les **coopérations et l'implication d'une diversité d'acteurs** permettant de toucher le plus largement possible les habitants du territoire. Elle s'inscrit dans une prise en considération des **droits culturels,** en particulier :

- Par la prise en considération de l'identité et du patrimoine du territoire et de ses habitants ;
- Par l'opportunité offerte de découvrir et de se référer à d'autres expressions artistiques et culturelles ;
- Par la possibilité offerte aux habitants, représentés par la vie associative et les collectivités, de participer à la vie culturelle des territoires.

RESIDENCES DE TERRITOIRES 2024

Territoire	Projet	Cie	Partenaire principal		Etablissement scolaire
Meurthe-et-Moselle					
Cœur de Pays Haut	Devenir / Wild Wild Est	La Bande Passante	CD54, Comcom, AT54	co-prod S&T	Collège Tucquegnieux
Lunéville à Baccarat	Habiter le monde	Cie Oblique / Cie La Vie Grande	Collège, FDFR, Famille Rural, MJC, Ligue	co-prod S&T	Collège de Baccarat
Terre Lorraine du Longuyonnais	Ne quittez pas s'il vous plait	Cie Les heures paniques	Ligue, Comcom, MDS, AT54	co-prod S&T	Collège Longuyon
Communauté Agglomération de Longwy	ICEBERGS	Cie des 4 coins	Mission locale, FDMJC54, Ligue 54, APALVA, Comcom, FEP Cutry	co-prod S&T	
Seille Gd Couronné	Fil de la Seille	Kinorev	Comcom, FDFR, MJC Nomeny	co-prod S&T	Collège Nomeny
Pays du Saintois	Femme - ruralité	Ces Filles Là	MJC, Familles Rurales, Foyers Ruraux, Cité des paysages		
Meuse					
Meuse Voie Sacrée	Meusianisme	Blah Blah Blah Cie	Comcom, Chantier Jeune, MJC Contre courant, Traditions meusiennes, PETR	co-prod S&T	Ecole Dugny
Portes de Meuse ou	Meusianisme	Blah Blah Blah Cie			
Clermont en argonne	Ferme des animaux	Bestioles	Comcom, Familles rurales	co-prod S&T	Collège Clermont
Pays de Montmedy	Contes	Front de l'Est	Comcom, Centre social Wilson	co-prod S&T	
COPARY	Stand Up and Down	800 L de Paille	Comcom, Cabagnol, E2C, Centre social, AMP	co-prod S&T	
Moselle					
Sud Messin	Fil de la Seille	Kinorev	Comcom, FDFR, Associations locales	co-prod S&T	
Saulnois	Fil de la Seille	Kinorev	Comcom, FDFR, PNR-L	co-prod S&T	
Vosges					
Comcom Terre d'eau	Immersion	Acte 2	Comcom, FDFR, Ligue		
Ouest Vosgien	Lune Vagabonde	La Bordée	FDFR, MPT Darney,	co-prod S&T	

12 résidences sur 15 communautés de communes
400 h action culturelle
50 jours de résidence

En 2024 et pour les années à venir, Scènes et Territoires s'efforcera :

- de construire des mutualisations territoriales favorisant la diffusion des œuvres ;
- de renforcer l' « infusion » des équipes artistiques en articulant action culturelle et diffusion.
- ces deux « mouvements » contribuent à améliorer l'efficience des diffusions, tant du point de vue de leur accueil par le public, que du point de vue de l'énergie mobilisée par les équipes artistiques.

Diffusion Jeune Public

Contexte

En lien avec ses réseaux d'éducation populaire, Scènes et Territoires est engagé depuis de nombreuses années dans la diffusion de spectacles « Jeune Public ». Les développements des CTEAC sur les territoires ruraux et de la part collective du Pass Culture ont renforcé les sollicitations concernant l'accueil d'artistes s'adressant à l'enfance et à la jeunesse. Scènes et Territoires s'efforce de considérer la diffusion de ces créations sur tous les temps de la vie (scolaire, périscolaire et hors temps scolaire) et de favoriser une approche intergénérationnelle de ces actions. La création en 2021 du festival « Drôle de Zigoto » dans le Vosges en est une illustration.

Objectifs

- Favoriser la diffusion des œuvres sur les territoires ruraux ;
- Participer au développement de l'éducation artistique et culturelle sur tous les temps de la vie sur les territoires ruraux
- Développer les coopérations et mutualisation entre acteurs et territoires ;

Afin de renforcer la pertinence de la diffusion, plusieurs modalités seront travaillées :

- **Programmation partagée sur des territoires** de proximité : Drôle de Zigoto

La troisième édition du festival « Drôle de Zigoto » organisée sur la Communauté de Communes du Pays de Rambervillers sera étendue que la Communauté de Communes de Bruyères Vallons des Vosges.

3 compagnies 10 représentations

- **Présence plus longue** permettant d'articuler diffusion et action culturelle :

cf « immersions »

Immersions

L'enjeu est ici de déployer autour de la présence artistique d'une compagnie et de la diffusion de ses œuvres un ensemble d'actions culturelles favorisant la rencontre et le partage de la démarche artistique avec les habitants. Elles se déploient sur un temps minimum d'une semaine.

Ces immersions peuvent se dérouler dans le temps scolaire ou dans le cadre de l'été culturel.

Immersions

Cie La Soupe – Communauté de Communes Damvillers – Spincourt (55)
2 Diffusion du spectacle l'AMI
20h action culturelle

Cie IPAC – Communauté de Communes Bruyère Vallon des Vosges (88)
Diffusion du spectacle « L'or bleu l'intégrale ».
5 représentations sur 5 communes
Action culturelle 15h chœur amateur + 24h cuisine

Cabanes

Dans le cadre de l'été culturel initié par le ministère de la Culture, la DRAC Grand Est souhaite soutenir l'intervention de jeunes artistes auprès du jeune public dans le cadre de centres de vacances et d'accueils collectifs.

Objectifs :

- Sensibiliser l'enfance et la jeunesse à la création artistique contemporaine ;
- Permettre à l'enfance et la jeunesse d'expérimenter à travers un processus artistique et tisser de nouveaux liens avec son environnement ;
- Favoriser l'expression des enfants et des jeunes ;
- Soutenir la présence artistique sur les territoires éloignés de l'offre culturelle.

Modalités :

Artistes

Le dispositif est ouvert à toutes les disciplines artistiques des arts visuels et des arts vivants.

Seuls les artistes et les équipes artistiques justifiant d'une structuration juridique au moment de leur inscription et/ou ayant recours à une personne morale pour soutenir leur activité pourront candidater.

Publics

Le projet d'action artistique devra concerner un groupe constitué d'enfants ou de jeunes, engagé dans la démarche sur une période d'une semaine.

Déroulé

Chaque projet devra comporter :

- Une action de sensibilisation permettant de préparer l'accueil de l'artiste au sein de la structure et réciproquement ;
- Une approche pratique de la discipline artistique ;
- Un processus participatif permettant au public de mieux appréhender et comprendre son environnement, en particulier naturel ;
- La diffusion/fréquentation d'une œuvre artistique ;
- Une trace documentée (film, carnet de bord...) de l'aventure artistique partagée

Durée :

Les résidences se dérouleront sur une durée d'une semaine, entre le 26 juin et le 2 septembre 2024.

Cahier des charges :

La résidence *Cabanes* devra comporter :

- Une action de sensibilisation permettant de préparer l'accueil de l'artiste au sein de la structure et réciproquement ;
- Une approche pratique de la discipline artistique ;
- Un espace d'expression des enfants et des jeunes ;
- La diffusion/fréquentation d'une œuvre artistique.

20 résidences d'une semaine.

Immersions Francos

Ce dispositif est la déclinaison Grand Est du programme « Quartier libre » construit par le festival des Francofolies de la Rochelle à l'occasion de la première édition de l'été culturel.

Objectifs :

- Encourager la participation active des habitants à un processus de création artistique collectif
- Soutenir la diffusion artistique sur les territoires ruraux et contribuer à l'implication et à la valorisation des acteurs locaux ;
- Participer à la qualification des partenaires et soutenir leur engagement dans la vie culturelle de leur territoire.

Modalités

Les Francofolies de la Rochelle sélectionnent des équipes artistiques formées à la médiation pour développer le temps d'une semaine des ateliers d'écriture de chanson avec une diversité d'habitants.

Chaque « immersion » se déroule en 3 temps :

- Préparation de la rencontre et accueil de l'artiste : échange épistolaire préalable, accueil et visite du territoire, mini concert.
- Ateliers d'écritures : 20h d'ateliers d'écriture de chanson avec différents groupes d'habitants (amateurs, jeune public, personnes âgées...)
- Restitution publique

Un déplacement au festival des Francofolies de La Rochelle est proposé à une délégation de chaque partenaire local. Un parcours à la rencontre des acteurs du festival leur est proposé. Cette expérience collective est autant un temps de formation et de découverte, qu'une occasion de renforcer un réseau d'acteurs engagés dans le développement culturel de leur territoire.

10 semaines d'immersion sur 10 départements.

Accompagner l'émergence

Scènes et Territoires est engagé dans le soutien à la création artistique régionale et développe à travers les programmes de l'été culturel une attention particulière aux artistes émergents. Au-delà des espaces de création et de rencontres qui leur sont offerts durant l'été culturel, Scènes et Territoires s'engage dans l'accompagnement, la valorisation et la mise en réseau d'une sélection d'équipes artistiques émergentes.

Programme Émergence.

Dans le cadre de ce dispositif de la Région Grand Est, Scènes et Territoires accompagne pour la troisième année la compagnie IPAC. Cet accompagnement prend la forme de :

- rendez-vous mensuel dédié au conseil et à l'accompagnement sur les différents aspects de la structuration de la compagnie ;
- mise à disposition gracieuse de matériel et conseils dans la régie technique des actions portées par la compagnie ;
- mise en réseau avec les acteurs professionnels du secteur et soutien dans les démarches auprès des partenaires institutionnels ;
- Soutien à la diffusion et à la production des œuvres.

48 h d'accompagnement
1500 € mise à disposition de matériel
Accueil en « immersion »

Jeunes Estivants au festival

Scènes et Territoires accompagne une sélection d'équipes artistiques issues du programme Jeunes ESTivants , à la rencontre des professionnels de la filière à l'occasion de festival de rayonnement national et international :

- Passages Trans festival ; festival interculturel à Metz ;
- Festival Mondial de Marionnette de Charleville Mézière ;
- Festival jeune public Momix à Kingersheim.

Ces parcours pourront se construire en partenariat avec l'Agence Culturelle Grand Est (en cours).

9 équipes artistiques accompagnées

Journée de rencontre « Jeune ESTivants »

Cette journée de rencontre offrira aux équipes artistiques et aux lieux culturels ayant participé au programme Jeunes ESTivants, des espaces de présentation de leurs projets. Rassemblés sous la grande halle de l'Octroi à Nancy, ils accueilleront les professionnels et proposeront des temps de rencontres privilégiés permettant de valoriser leur parcours.

Cette journée sera aussi l'occasion de partager le bilan de l'édition 2023 du programme à travers le regard porté par le « labo des cultures ». Enfin, des temps d'échanges thématiques ponctueront la journée qui se veut être un temps fort de la jeune création artistique en région.

50 équipes artistiques et lieux
1 conférence – bilan, 4 rencontres thématiques



Soutenir l'Éducation Artistique et Culturelle

Scènes et Territoires soutient le développement d'une démarche d'éducation artistique et culturelle dans tous les temps de la vie à destination de tous les publics dont les enfants et les jeunes. Au-delà des interventions artistiques menées dans le cadre des résidences, l'association s'engage dans la qualification des animateurs-rices et l'engagement des enfants et des jeunes dans la vie culturelle de leur territoire.

Parcours découverte éducation artistique et culturelle

Objectifs :

- Sensibiliser les équipes pédagogiques des accueils de loisirs, aux enjeux de l'éducation artistiques et culturelle ;
- Favoriser l'engagement des animateurs dans la mise en œuvre de projets culturels associant des artistes ;
- Soutenir le développement de l'éducation artistique et culturelle sur tous les temps de vie de l'enfant et des jeunes.

Description :

La démarche d'Éducation Artistique et Culturelle traverse les projets de résidences et de diffusion portés par Scènes et Territoires. Afin de renforcer son appropriation par les partenaires locaux Scènes et Territoires, souhaite proposer un parcours associant :

- **Découverte artistique** : spectacle et analyse chorale ;
  Diffusion d'un spectacle au sein de l'équipement accueillant la formation, ou déplacement des participants sur une représentation ayant lieu dans une salle de spectacle en proximité.
  Animation à la suite de la représentation, d'un temps d'analyse chorale du spectacle visionné. Cet exercice permet de faire émerger une analyse critique de l'œuvre, s'appuyant sur des éléments concrets, observés collectivement. Ce temps facilite également la construction d'une parole sur le spectacle en vue de l'adresser au public.

- **Mise en contexte** : ½ journée de formation sur les enjeux de l'expérience esthétique et les apports de la pratique artistique. En s'appuyant sur les travaux de pédagogues et philosophes (MC Bordeau, A Kerlan...) et en utilisant des méthodes actives, ce temps sera consacré à l'apport de la démarche d'éducation artistique et culturelle dans le développement de l'enfant et des jeunes.

- **Approche pratique** : appropriation de la démarche et conseil pratique adapté aux contextes des participants. A partir des situations pratiques des participants, travail en groupe sur la construction de projets associant des artistes. Cette partie de la formation se déroule en deux temps :
  - Construction du projet pédagogique et culturel : objectifs, déroulé, place de l'artiste et des animateurs...
  - Informations et ressources : obligations administratives, conseils techniques, ressources....

Ce parcours s'adresse plus particulièrement aux animateurs et professionnels souhaitant s'engager dans la mise en œuvre de projets artistique adressé aux enfants et aux jeunes en dehors du temps scolaire.

Parcours longue vue

Malgré le développement de nouveaux rapports à la connaissance, à la curiosité culturelle et à l'information des jeunes, il semble de plus en plus difficile de les mobiliser sur des projets de longue haleine. Scènes et Territoires et la Ligue de l'Enseignement s'associe pour proposer un parcours qui les amènera à s'engager dans le soutien à une création artistique et sa diffusion.

Objectifs

- Impliquer les jeunes dans les prises de décision et leur permettre de découvrir toutes les étapes et métiers de la création ;
- Soutenir la création professionnelle en adéquation avec les possibles des territoires ;
- Dynamiser les associations d'éducation populaire, socioculturelles qui souhaitent remobiliser des jeunes dans leurs réseaux.

Modalités

L'ensemble des jeunes volontaires entrant dans ce parcours sera sensibilisé à différents types de créations (danse, théâtre d'objet, cirque ....) au sein d'un parcours du spectateur et avec une attention portée à la préparation au spectacle et à l'analyse des spectacles après visionnement. Ils rencontreront également les différents métiers du spectacle vivant (metteur en scène, comédiens, techniciens, métiers administratifs...) et expérimenteront des mises en pratique concrètes lors d'ateliers tout au long du programme.

Ils apprendront à se forger un avis et des observations avant d'intégrer un jury de sélection dans lequel ils auront une place pour échanger, proposer, sélectionner une compagnie et un spectacle dont ils seront les ambassadeurs au moment de l'accueil sur leur territoire respectif.

- Identification des structures : été 2023
- Inscription des jeunes : septembre 2023
- Première journée collective, ateliers, médiations, rencontres : octobre 2023
- Visionnement de spectacles et déplacement en festival : de novembre 23 à janvier 24
- Participation au jury de sélection la Griffe du TiGRE lors du Festival Tinta'mars en mars 24
- Lors du jury de sélection La Griffe du TIGRE, une Compagnie régionale sera sélectionnée sur base de sa présentation d'un projet de création à venir. Cette compagnie devra pouvoir s'adapter à des espaces non équipés et porter une attention particulière aux jeunes spectateurs et ici jeunes diffuseurs. Ils seront invités à développer des actions culturelles avec les jeunes à la rentrée scolaire 2024.

20 jeunes
6 visionnements
6 rencontres artistiques
20 h sensibilisation et formation
1 équipe artistique co-produite et accueillie en résidence

Avignon Enfant à l'honneur

Pour la troisième année consécutive, Scènes et Territoires mobilise avec ses partenaires associatif un groupe d'une cinquantaine d'enfants et de jeunes pour participer au programme « Avignon, enfants à l'honneur » porté par Scènes d'enfance Assitej-France.
Les participants sont mobilisés grâce aux différentes résidences de territoires et actions de médiation (parcours longue vue, festival Drôle de Zigoto), que Scènes et Territoires met en œuvre. L'association prend en charge le déplacement des groupes et participe à la préparation de cette aventure favorisant ainsi son inscription dans un parcours de spectateur et de bénévole engagé sur son territoire.

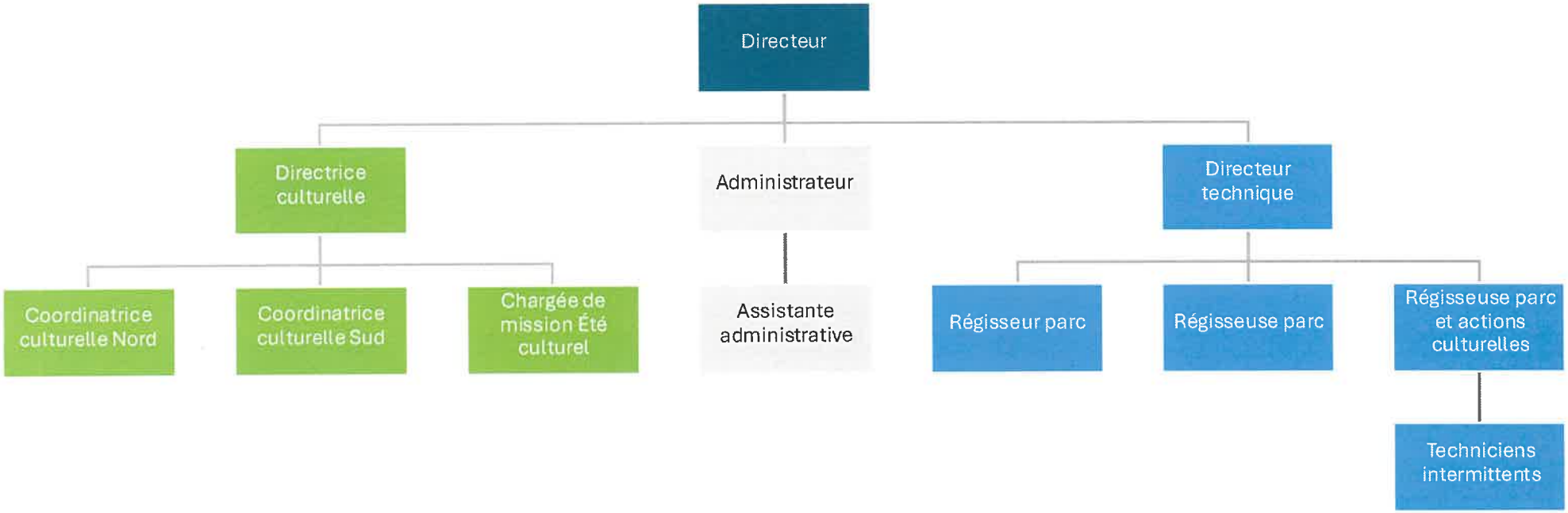
50 enfants et accompagnateurs
3 jours au festival off et in d'Avignon



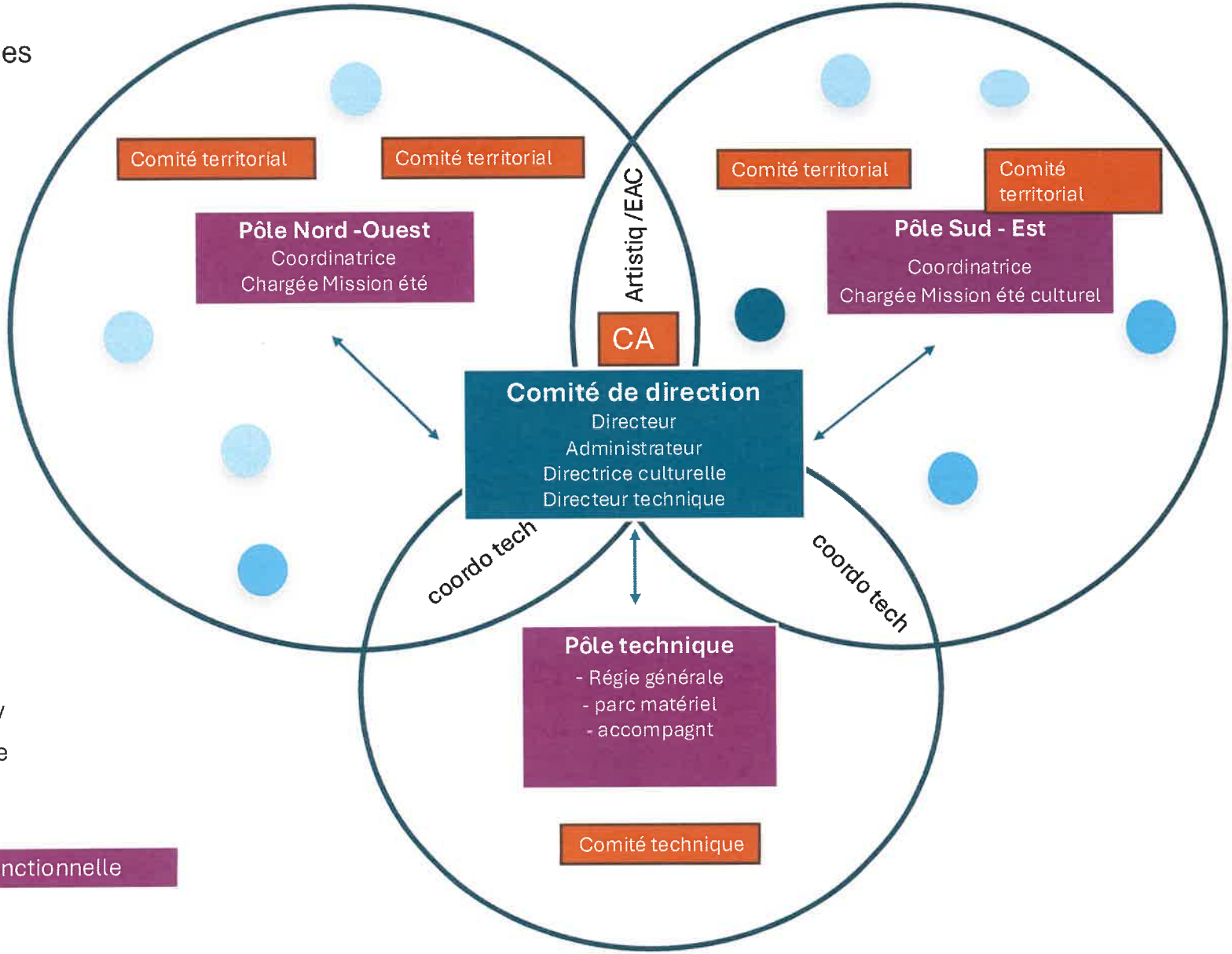
Scènes et Territoires
Budget prévisionnel
2024 - 2027

CHARGES	TOTAL (HT) 2024	TOTAL (HT) 2025	TOTAL (HT) 2026	TOTAL (HT) 2027	PRODUITS	TOTAL (HT) 2024	TOTAL (HT) 2025	TOTAL (HT) 2026	TOTAL (HT) 2027
CHARGES DIRECTES					**RESSOURCES DIRECTES**				
60 - Achats					**70 - Vente de produits finis, de marchandises, de prestations de services**				
Prestations de services	831,881	836,040	840,220	844,421	Billetterie et prestations	10,460	10,774	11,097	11,430
Achats matières et fournitures	30,099	30,249	30,401	30,553	Location de matériel	115,000	118,450	122,004	125,664
Autres fournitures	11,126	11,181	11,237	11,294	Participations locales	31,748	33,550	35,577	37,868
61 - Services extérieurs									
Locations	72,500	72,863	73,227	73,593	**74 - Subventions d'exploitation**				
Entretien et réparation	13,360	13,427	13,494	13,561	DRAC Grand Est				
Assurance	24,900	25,025	25,150	25,275	- CPO	150,000	150,000	150,000	150,000
Autres	1,000	1,005	1,010	1,015	- Été culturel	730,000	730,000	730,000	730,000
62 - Autres services extérieurs									
Rémunérations intermédiaires et honoraires	8,900	8,989	9,079	9,170	Région Grand Est				
Publicité, publication	22,073	22,293	22,516	22,741	- CPO	150,000	150,000	150,000	150,000
Déplacements, missions	116,818	117,986	119,166	120,358	- Parc de matériel	115,000	115,000	115,000	115,000
Services bancaires, autres	13,530	13,665	13,802	13,940					
63 - Impôts et taxes					Département 54				
Impôts et taxes sur rémunération					- CPO	55,000	55,000	55,000	55,000
Autres impôts et taxes	11,000	11,000	11,000	11,000	- ATS4, résidences en collège	17,400	17,400	17,400	17,400
64 - Charges de personnel									
Rémunération des personnels	531,261	541,056	551,047	561,238	Département 55				
Charges sociales					- CPO	22,500	22,500	22,500	22,500
Autres charges de personnel	22,600	22,600	22,600	22,600	- Parc de matériel	43,200	43,200	43,200	43,200
65 - Autres charges de gestion courante	**5,960**	**5,987**	**6,013**	**6,040**	- Appels à projets	862	862	862	862
66 - Charges financières	**250**	**250**	**250**	**250**					
67 - Charges exceptionnelles					Département 57	10,000	10,000	10,000	10,000
68- Dotation aux amortissements	**124,000**	**121,520**	**119,090**	**116,708**					
CHARGES INDIRECTES					Département 88 - CPO	13,800	13,800	13,800	13,800
Charges fixes de fonctionnement									
Frais financiers					Communautés de communes	52,572	55,200	56,856	58,562
Autres					Fonds européens (PETR, LEADER)	13,200	21,177	27,000	30,000
					FONJEP	21,321	21,321	21,321	21,321
					Autres établissements publics	10,300	10,300	10,300	10,300
					Autres privées				
					75 - Autres produits de gestion courante				
					Dont cotisations, dons manuels ou legs	9,560	9,847	10,142	10,446
					76 - Produits financiers	**10,100**	**10,100**	**13,117**	**18,755**
					77 - Produits exceptionnels	**129,000**	**126,420**	**123,892**	**121,414**
					78 - Reprises sur amo. et provisions	**115,100**	**115,100**	**115,100**	**115,100**
					79 - Transfert de charges d'exploitation	**15,134**	**15,134**	**15,134**	**15,134**
TOTAL DES CHARGES	**1,841,257**	**1,855,136**	**1,869,301**	**1,883,756**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1,841,257**	**1,855,136**	**1,869,301**	**1,883,756**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**				
86 - Emplois des contributions volontaires en nature					**87 - Contributions volontaires en nature**				
Secours en nature					Bénévolat	15,000	15,000	15,000	15,000
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	23,000	23,000	23,000	23,000	Prestations en nature	23,000	23,000	23,000	23,000
Personnel bénévole	15,000	15,000	15,000	15,000	Dons en nature				
TOTAL	**1,879,257**	**1,893,136**	**1,907,301**	**1,921,756**	TOTAL	**1,879,257**	**1,893,136**	**1,907,301**	**1,921,756**

Organigramme Scènes et Territoires



Organisation des instances



Territoire/ résidence

Gouvernance

Instance fonctionnelle

Organisation des instances

	janvier	fevrier	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Actions	résidences de territoires						été culturel		résidences de territoires			
Instances					AG				COMITE SUIVI			
	CA		CA			CA				CA		
				Comités Territoriaux								**Comités Territoriaux**
				Partage diagnostic territoriale		Orientation n+1			Evaluation CPO n-1	Validation projet artisitique n+1		Evaluation actions en cours
				1ère éaluation action saison en cours		Validation actions et territoires saison à venir			Orientations n+1	Budget prévisionel n+1		Partage des orientations
				Propositon territoires et actions saison à venir		Répartition des moyens régionaux						Lancement des candidatures été culurel
				Présentation sélection été culturel > coopérations								

Direction du Patrimoine Immobilier

COLLEGE ROBERT AUBRY DE LIGNY-EN-BARROIS - CONVENTION RELATIVE A L'ACCUEIL PROVISOIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE POINCARE LE TEMPS DE SA RESTRUCTURATION - AVENANT 3 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la validation d'un avenant 3 à la convention en date du 10 octobre 2023 et de ses avenants 1 du 02 février 2024 et 2 du 10 juillet 2024, conclue avec la Ville de Ligny-en-Barrois dans le cadre de l'accueil provisoire de l'école élémentaire Poincaré le temps de sa restructuration, tendant à la prolongation d'occupation des locaux jusqu'au 16 mars 2025,

Après en avoir délibéré,

Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à signer l'avenant précité.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AVENANT 3 A LA CONVENTION RELATIVE A L'ACCUEIL PROVISOIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE POINCARE, LE TEMPS DE SA RESTRUCTURATION, AU SEIN DU COLLEGE ROBERT AUBRY

Entre les soussignés :

Le Département de la Meuse agissant comme collectivité de rattachement du collège Robert Aubry, par ailleurs propriétaire dudit collège, dont le siège social se situe à l'Hôtel du Département Place Pierre François GOSSIN BP 50514 Bar-le-Duc CEDEX, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT autorisé aux présentes, aux termes d'une délibération de la Commission permanente du 28 novembre 2024,

Ci-après désigné "le Département"

D'une part,

Le Collège Robert Aubry, dont le siège social est situé au 28-30, rue Jules Ferry – 55500 Ligny-en-Barrois représenté par son Chef d'Etablissement Madame Delphine BOUTTERIN,

Ci-après-désigné "le collège"

D'autre part,

Et

La Ville de LIGNY-EN-BARROIS, dont le siège social est situé au 2, rue de Strasbourg 55000 Ligny-en-Barrois, représentée par son Maire Monsieur Jean-Michel GUYOT,

Ci-après désigné "la Ville"

D'une autre part,

EXPOSE

Aux termes d'une convention conclue en date du 10 octobre 2023, de son avenant 1 du 02 février 2024 et de son avenant 2 du 10 juillet 2024, le Département de la Meuse a mis à disposition à la Ville de Ligny-en-Barrois des locaux pour permettre l'accueil des élèves de l'école élémentaire - prévision de 114 élèves, soit 6 classes (une classe par niveau) - pendant la période de travaux de l'école élémentaire Poincaré.

Cette convention à échéance au 31 décembre 2024, se doit être prolongée. Aussi, il convient d'acter cette nouvelle situation.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant 3 porte sur la prolongation de la durée de convention susmentionnée du 1er janvier 2025 au 16 mars 2025 inclus.
Il a par ailleurs pour objet de compléter l'article 7.7. - Mobilier de la convention initiale ainsi : Le mobilier du collège, déménagé par la Ville, lors de la prise de possession des lieux, sera à remettre en place, aux frais de la Ville, avant la réalisation de l'état des lieux sortant.

Article 2 : Date d'effet

Le présent avenant prendra effet après notification à l'ensemble des parties.

Article 3 : Autres Clauses

Toutes les autres clauses et conditions de la convention du 10 octobre 2023 et de ses avenants du 02 février 2024 et du 10 juillet 2024 restent inchangées et demeurent applicables.

Fait à Bar-le-Duc, en trois exemplaires originaux **(*)** le :

Pour la Ville de LIGNY-EN-BARROIS,	Pour le Département,	Pour le Collège,
Jean-Michel GUYOT Maire	**Jérôme DUMONT** Président du Conseil départemental de la Meuse	**Delphine BOUTTERIN** Cheffe d'Etablissement

(*) Un exemplaire pour le Département de la Meuse
Un exemplaire pour la Ville
Un exemplaire pour le Collège

Direction du Patrimoine Immobilier

MAISON DE LA SOLIDARITE DE COMMERCY - REFECTION DU RESEAU D'EAUX USEES - CONVENTION FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE COMMERCY -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la conclusion d'une convention financière avec la commune de Commercy afin de déterminer les modalités de la prise en charge de travaux de réfection du réseau d'eaux usées de la Maison de la solidarité de Commercy,

Après en avoir délibéré,

Autorise Monsieur le Président à signer la convention susvisée telle que ci-annexée, ainsi que tous documents s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Convention financière relative à la réalisation de travaux de réfection du réseau d'eaux usées au sein de la Maison des Solidarité de Commercy

Entre

la commune de Commercy, représentée par Monsieur Jean-Philippe VAUTRIN, Maire, autorisé aux présentes par délibération du conseil municipal du ……

et le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental, autorisé aux présentes par délibération de la Commission permanente du 28 novembre 2024,

La commune de Commercy a donné à bail du 30 décembre 1996, publié aux hypothèques de SAINT-MIHIEL le 14 février 1997 volume 1997 P numéro 411, au Département de la Meuse, un immeuble sis 49, avenue Stanislas à COMMERCY, destiné à abriter certains services départementaux, en l'occurrence le service social territorial de Commercy.

Début 2024, les canalisations d'eaux usées du site ont fait l'objet d'engorgements. Aux termes de cinq interventions de débouchage et reconnaissance réalisées entre le 18 mars et 17 avril, il a pu être statué sur un phénomène d'entartrage généralisé des canalisations consécutif à un défaut de pente. Il en résultat la nécessité de procéder au remplacement de 20 mètres linéaires de canalisation, depuis la sortie de dalle au rez-de-chaussée jusqu'au niveau R+2.

Au regard de la criticité de la situation et à défaut d'accord entre les parties quant aux modalités de la prise en charge financière des travaux à réaliser, le Département de la Meuse a pris l'initiative de diligenter l'intervention correspondante, ce afin de rétablir au plus tôt l'usage normal du site, à destination de ses publics, notamment.

In fine, les travaux ont été réalisés par l'entreprise LEHRITIER fin avril 2024.

A l'issue, les parties se sont entendues afin de convenir des modalités de la prise en charge financière des travaux par chacun.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – TRAVAUX REALISES PAR LE DEPARTEMENT

Les travaux réalisés portent sur le remplacement des réseaux d'eaux usées et d'eaux vannes depuis la sortie de dalle du rez-de-chaussée jusqu'aux sanitaires situés en R+2.
Ils ont consisté à la :

- Protection des sols et murs,
- Dépose et repose des faux plafonds du bureau 101,
- Dépose du réseau existant,
- Pose de PVC en diamètre 100,
- Mise en place de 3 tampons de 3 té de dégorgement.

ARTICLE 2 – MAITRISE D'OUVRAGE

Le Département de la Meuse assurera la maîtrise d'ouvrage de travaux décrits à l'article 1.

ARTICLE 3 – PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

Sur la base de la facture ci annexée (facture LHERITIER 1804602 du 24/07/2024), il résulte un coût des travaux de 4 039,74 € HT.
La commune de Commercy en prend en charge 50% soit 2 019,87 €.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Le Département de la Meuse assurera le pré-financement de l'ensemble des travaux décrits dans l'article 1.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La commune de Commercy s'acquittera de sa participation financière, par un versement unique au Département sur présentation de l'état récapitulatif faisant apparaitre l'ensemble des dépenses liées à l'opération et auquel seront annexées les factures correspondantes acquittées.

Le financement est calculé sur le montant HTVA tel qu'il résulte de la somme des dépenses.

ARTICLE 6 – CESSION

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la commune ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

ARTICLE 7 – RESILIATION

La convention peut être dénoncée par la commune et le Département de la Meuse, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 8 – CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 9 – DUREE DE VALIDITE

L'échéance de la présente convention est celle du versement par la commune de sa participation financière.

ARTICLE 10 – APPLICATION

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature par les deux parties.

A Commercy, le

Le Maire,

A Bar-le-Duc, le

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Direction du Patrimoine Immobilier

SERVICE SOCIAL TERRITORIAL DE ST MIHIEL - TRAVAUX DE RESTRUCTURATION - CONVENTION FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE ST MIHIEL -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la participation départementale aux travaux de restructuration des locaux affectés au service social territorial de Saint-Mihiel sis au sein du palais abbatial,

Madame Marie-Christine TONNER étant sortie à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Abroge la délibération du Conseil départemental du 21 mars 2024 relative à la participation départementale aux travaux de restructuration des locaux affectés au service social territorial de Saint-Mihiel sis au sein du palais abbatial ;

- Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à signer la convention financière relative à la participation du Département de la Meuse aux travaux de requalification des locaux affectés au service social territorial à Saint-Mihiel, conduits par la Ville de Saint-Mihiel, telle que ci-annexée.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Convention financière relative à la participation du Département de la Meuse aux travaux de requalification des locaux de la Maison des Solidarités de Saint-Mihiel conduits par la Ville de Saint-Mihiel

Entre

La Ville de Saint-Mihiel, dont le siège social se situe Place des Mines à Saint-Mihiel 55300, représentée par son Maire, Monsieur Xavier COCHET, autorisé aux présentes, aux termes d'une délibération du Conseil Municipal du……

D'une part,

Et,

Le Département de la Meuse, dont le siège social est situé Place pierre François Gossin BP 5051 55012 Bar-le-Duc cedex, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé aux présentes, aux termes d'une délibération du Conseil départemental du 28 novembre 2024 ;

D'autre part,

Aux termes d'une convention du 08 septembre 1982, avenantée six fois, la Ville de Saint-Mihiel met à disposition du Département de la Meuse partie du Palais Abbatial afin d'héberger le Service social territorial affecté à la Ville de Saint Mihiel et ses environs.

Des travaux de réhabilitation des locaux à ce jour occupés par le Département s'avèrent indispensables afin d'améliorer les modalités d'accueil des usagers du service social territorial et de conforter les conditions de travail des agents départementaux et des partenaires de la collectivité en résidence ponctuellement sur le site.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – TRAVAUX REALISES OU PROJETES PAR LA VILLE DE SAINT-MIHIEL

Les travaux projetés par la Ville sont détaillés au sein du dossier PRO réalisés par H. VIOT architecte, maitre d'œuvre de la Ville sur ce dossier, tel qu'annexé à la présente convention.

Le coût des travaux en résultant est de 650 994,90 € HT.

ARTICLE 2 – MAITRISE D'OUVRAGE

La Ville de Saint-Mihiel assurera la maîtrise d'ouvrage de travaux décrits à l'article 1.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

La Ville de Saint-Mihiel assurera le préfinancement de l'ensemble des travaux décrits dans l'article 1.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Conformément au règlement financier départemental et s'agissant d'une subvention plafonnée proratisée, la subvention sera attribuée en référence à un volume de dépenses subventionnables auquel s'applique un pourcentage d'aide, en l'occurrence 80% déduction faite des aides perçues par ailleurs avec un plafond de 163 100,56 € calculé comme suit :

A	Estimation des travaux HT (base PRO)	650 994,90 €	HT
B	Estimation des travaux TTC	781 193,88 €	TTC
C	Dépenses subventionnables maximales (80%xB)	624 955,10 €	TTC
D	DETR	- 95 345,00 €	
E	DSIL	- 238 362,50 €	
F	FFCTVA	- 128 147,04 €	
	Participation CD55 (80%*C+D+E+F)	**163 100,56 €**	

La subvention calculée correspond à un montant maximum qui ne sera versé qu'au prorata des dépenses réellement réalisées par la Ville de Saint-Mihiel.

Conformément au règlement financier départemental, son versement sera réalisé sous la forme d'un acompte et d'un solde. Aussi, un acompte de 30% soit 48 930,17 € sera versé sur présentation de ordres de service de démarrage des travaux. Le solde maximal de 114 170,39 € sera versé sur présentation de l'état récapitulatif faisant apparaitre l'ensemble des dépenses et des recettes liées à l'opération visé par le Trésorier payeur de la Ville.

ARTICLE 5 – CESSION

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la Ville de Saint-Mihiel ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

ARTICLE 6 – RESILIATION

La convention peut être dénoncée par la Ville de Saint-Mihiel et le Département de la Meuse, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 7 – CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 8 – DUREE DE VALIDITE

La présente convention a une durée de validité de 3 ans.

ARTICLE 9 – APPLICATION

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature par les deux parties.
Fait à Saint-Mihiel en deux exemplaires originaux le,

Pour la ville de Saint-Mihiel,

Pour le Département de la Meuse,

Xavier COCHET
Maire de la Ville de Saint-Mihiel

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT MIHIEL



Maître d'ouvrage:

MAIRIE DE ST MIHIEL
Place des Moines
55 300 SAINT - MIHIEL

IND	Date	Modifications

	Ech :
	Date : 24.01.24

DCE

Maîtrise d'oeuvre:

VIOT Architectes s.a.s
66 ,Rue Gl de Gaulle
55430 BELLEVILLE SUR MEUSE
archi.hv@gmail.com - 03.29.87.46.46

MDS

MAIRIE

Coffret Elect

Limite intervention

Local Menage

Toil 2

Toil 1

Bureau 2

Bureau 1

Bureau 4

Bureau 3

Bureau 6

Bureau 5

Bureau 7

Bureau 9

Bureau 8

Réunion 10

Office

CODECOM

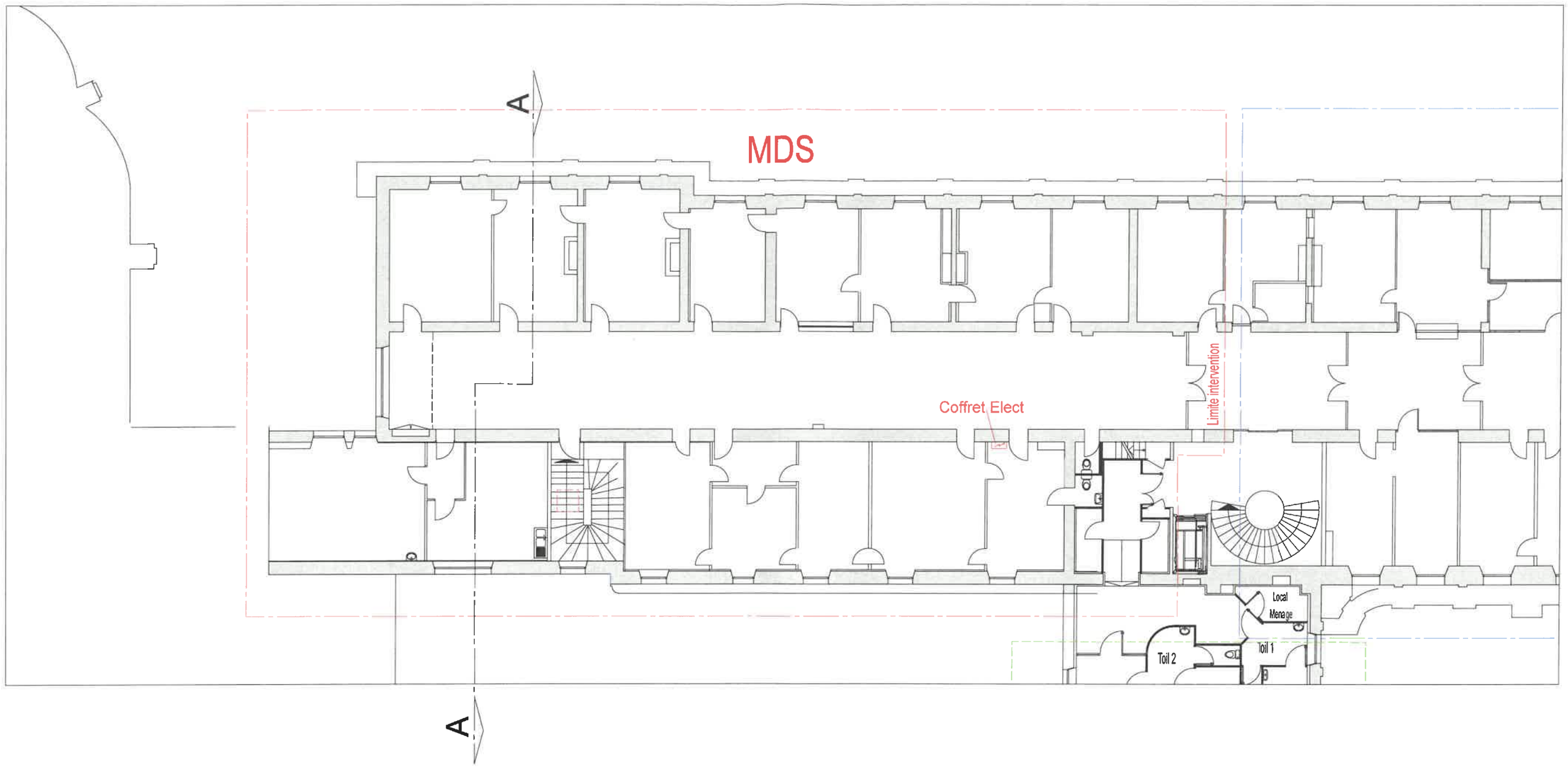
R+2

1 Bis | PLAN REPERAGE | DCE

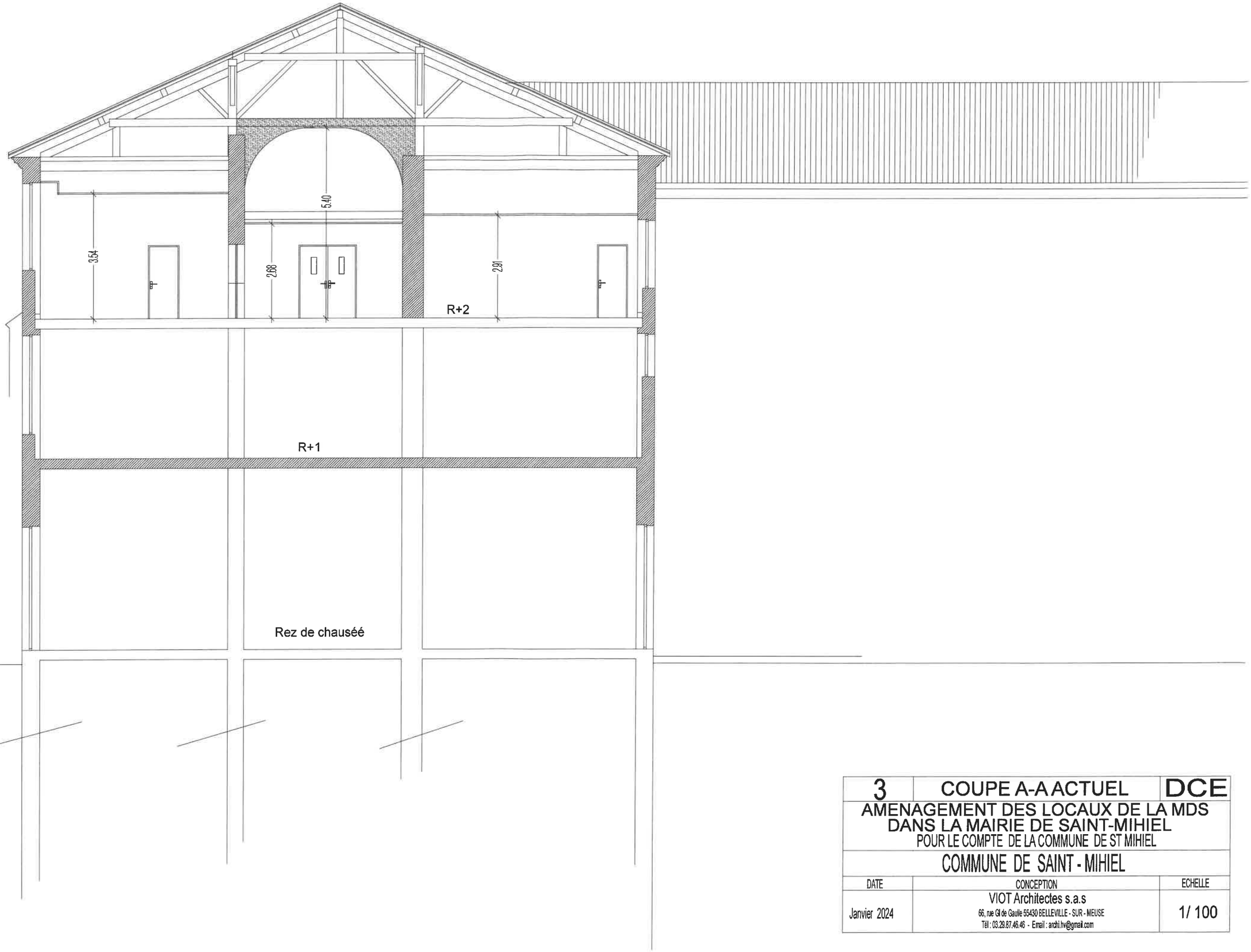
AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS
DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL
POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL

COMMUNE DE SAINT - MIHIEL

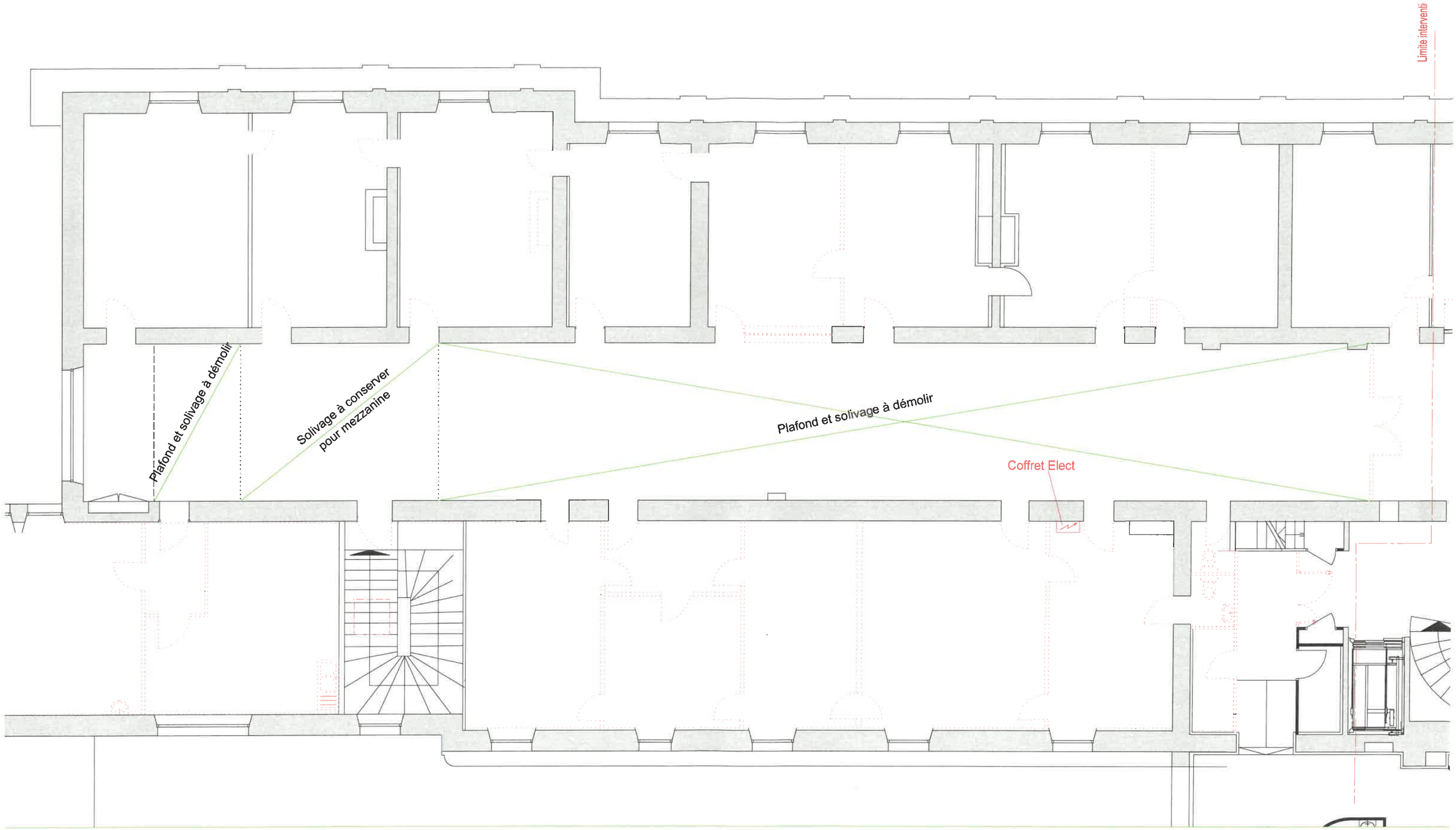
DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 300



2	PLAN ACTUEL	DCE
AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL		
COMMUNE DE SAINT - MIHIEL		
DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 200



3	COUPE A-A ACTUEL	DCE
AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL		
COMMUNE DE SAINT - MIHIEL		
DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 100

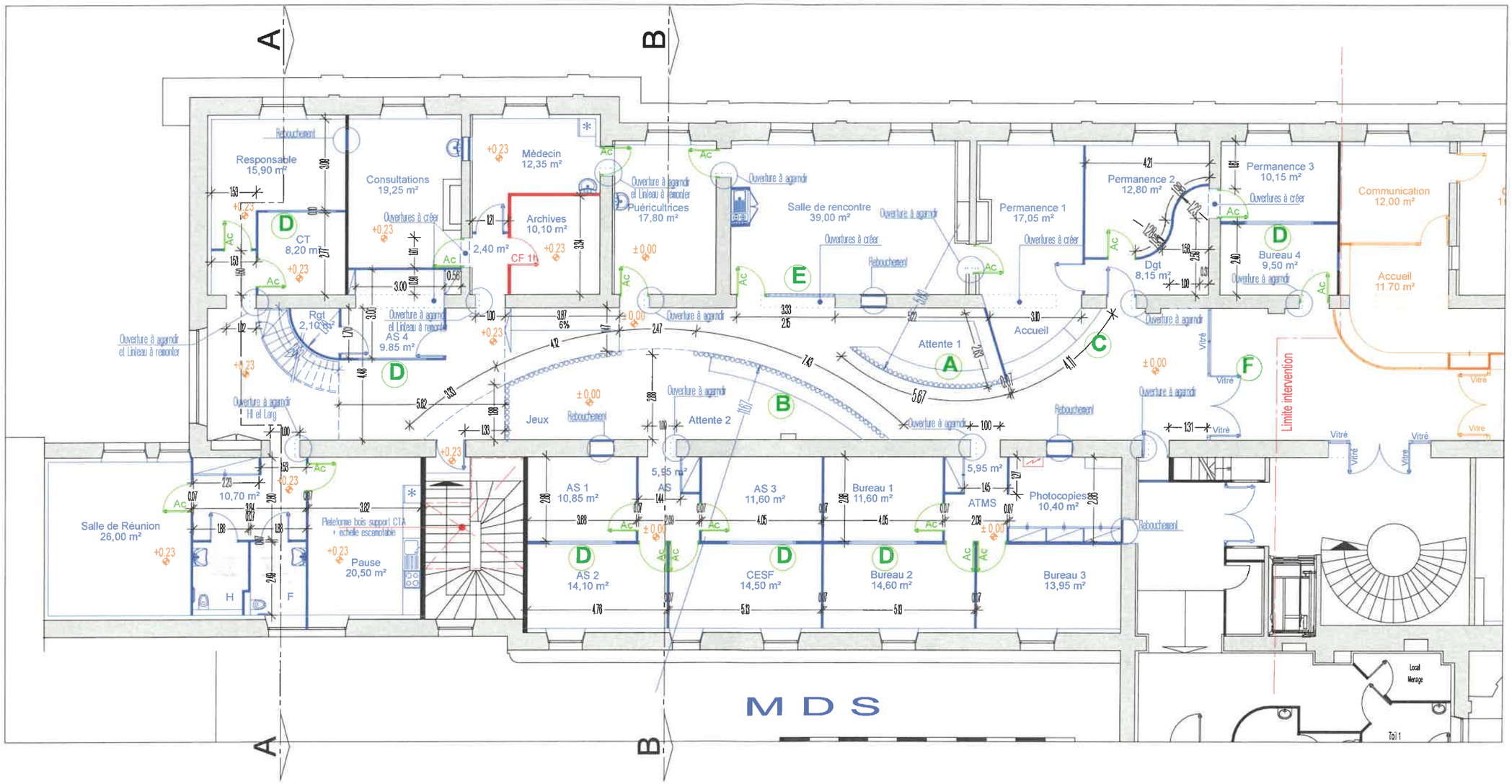


4	PLAN DE DEMOLITION	DCE

AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS
DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL
POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL

COMMUNE DE SAINT - MIHIEL

DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 100



5	PLAN PROJET	DCE

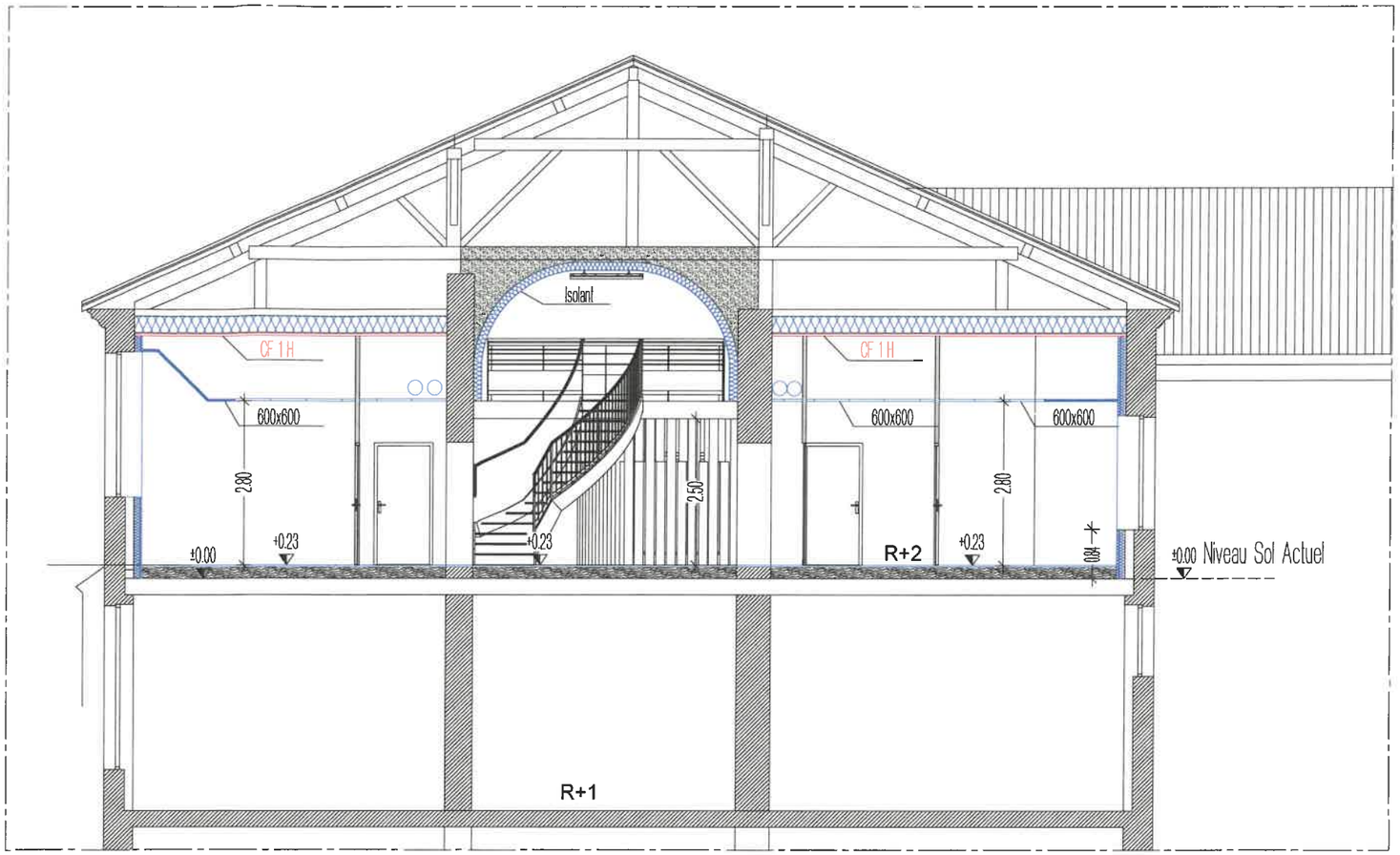
AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL

POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL

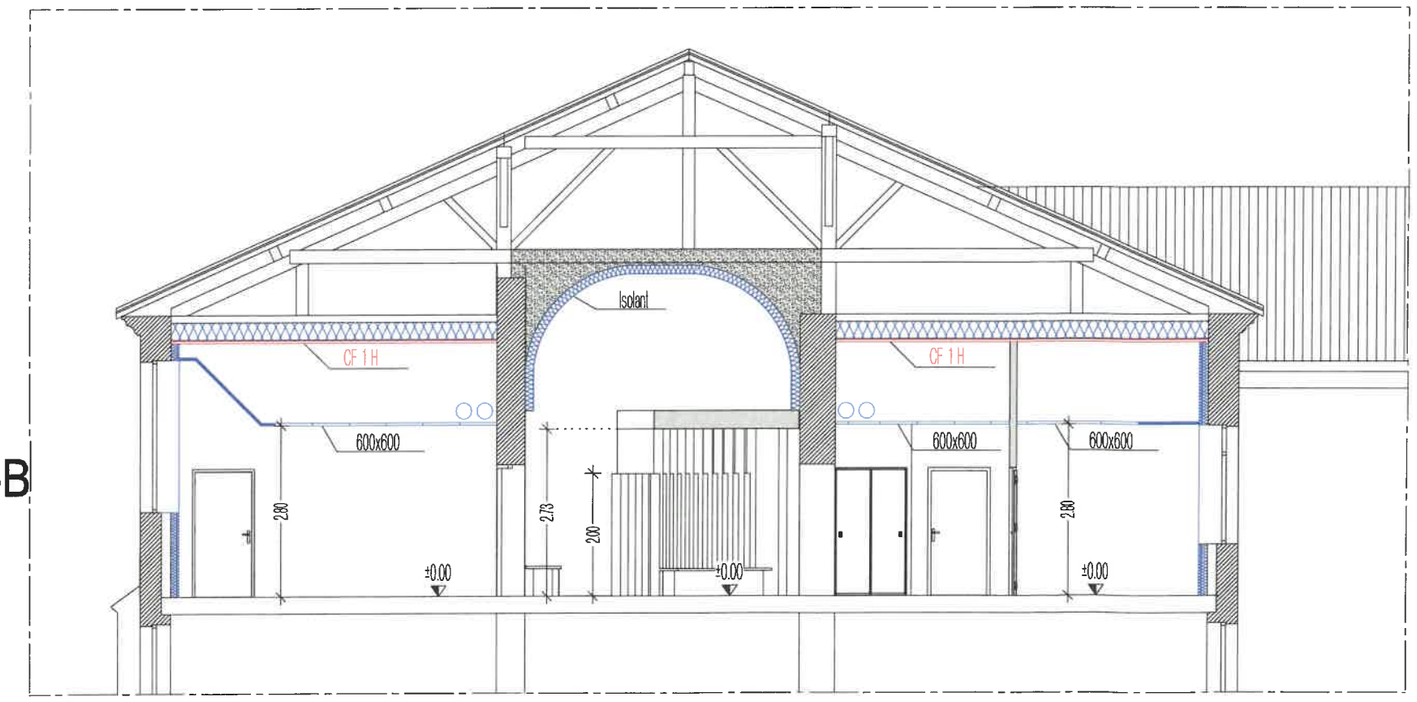
COMMUNE DE SAINT - MIHIEL

DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.lhv@gmail.com	1/ 150

A-A



B-B

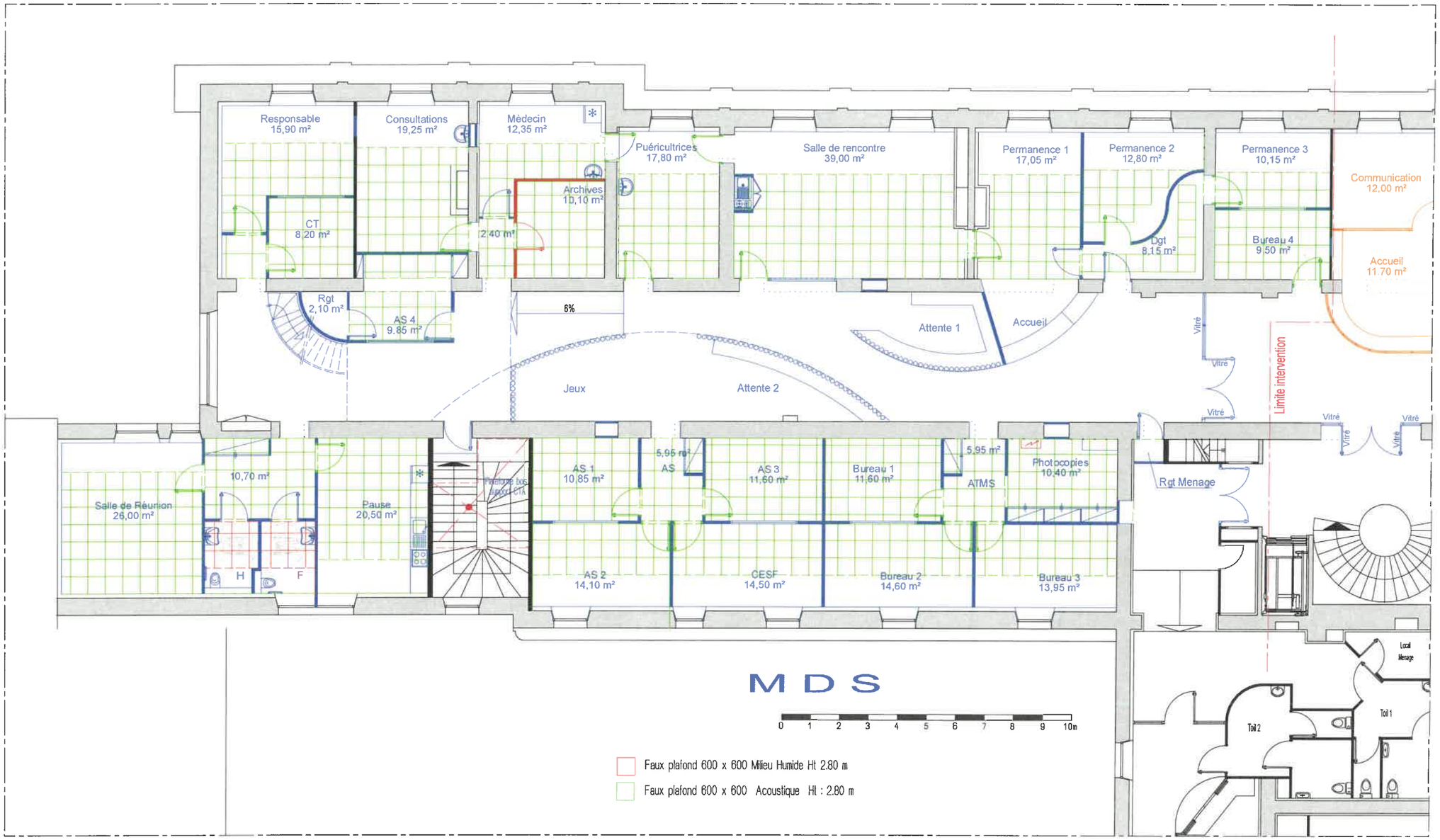


6	COUPES PROJET	DCE

AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS
DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL
POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL

COMMUNE DE SAINT - MIHIEL

DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 100



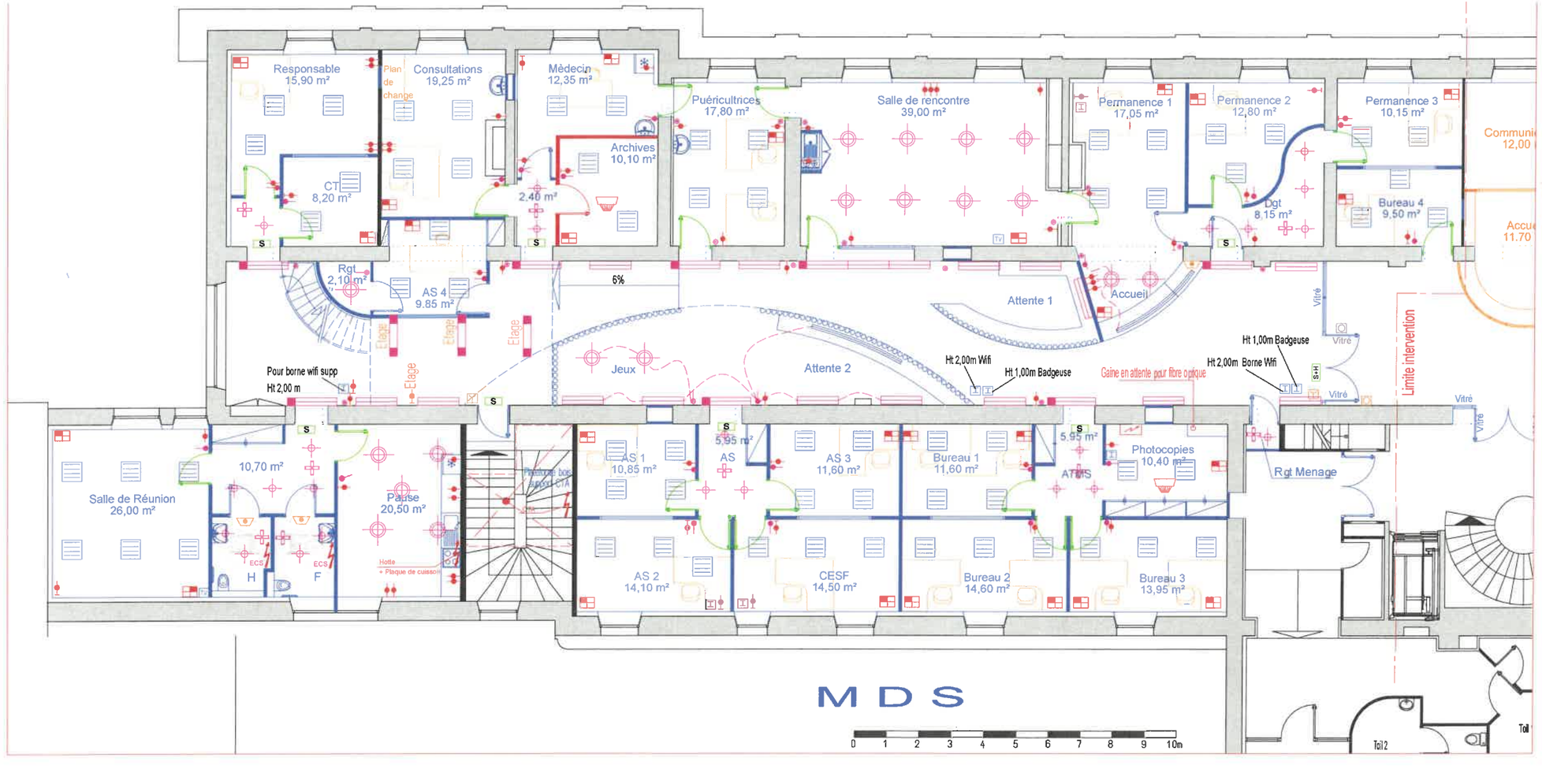
7	PLAN PLAFONDS	DCE

AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL

POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL

COMMUNE DE SAINT - MIHIEL

DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 150



LEGENDE ELECTRIQUE :

- Luminaire Type RESISTEX Réf: NISSA 626501
- Spot encastré Type RESISTEX Réf : ZEPHIR 791902
- Spot LED Réf 963103 -Détecteur
- Détecteur de présence encastré-360° (C:Couloir/E: étanche)
- Lumiaire continue Type RESISTEX Réf : KREA MICRO PRISMATIQUE 953707 (1 vertical + 1 horizontal).
- Lumiaire continue Type RESISTEX Réf : KREA MICRO PRISMATIQUE 953707 (1 vertical) .
- Luminaire Type RESISTEX ARGOS Réf 601770 (1,50 m) à l'étage
- Lumiaire continue Type RESISTEX Réf : REGA-S 727009 5 (3,00 ml).

Pose KREA (vertical + horizontal)



- Interrupteur
- Interrupteur va et vient
- Bouton poussoir

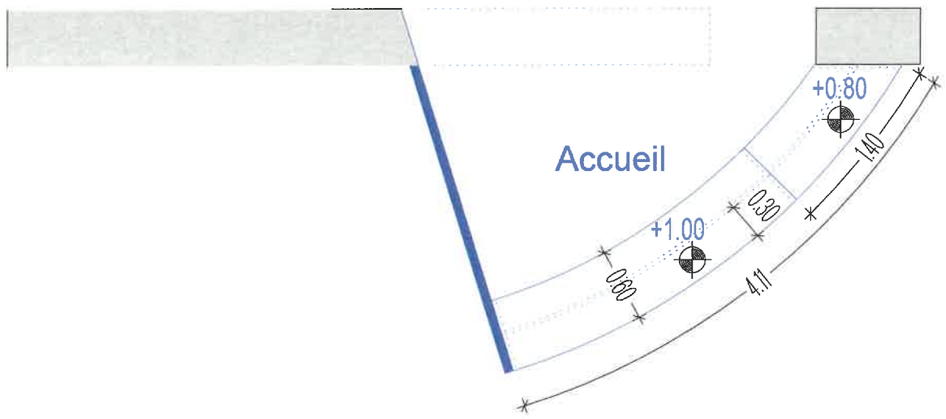
- Prise RJ45:Info-tel
- Prise Téléphonique
- Prise Télévision
- BAES 45 Lumens- 1 heure
- BAES 45 Lumens- 1 heure + BAEH 8 Lumens - 5heures
- Diffuseur lumineux incendie
- Diffuseur manuel incendie
- Avertissement DAS Porte Coupe-Feu
- Alimentation électrique en attente (+3m)
- Armoire,tableau et coffret électrique
- Détecteur de fumée
- Prise de courant 2x16A + T
- Poste de travail : 1 RJ + 4 PC

8	PLAN ELECTRIQUE	DCE

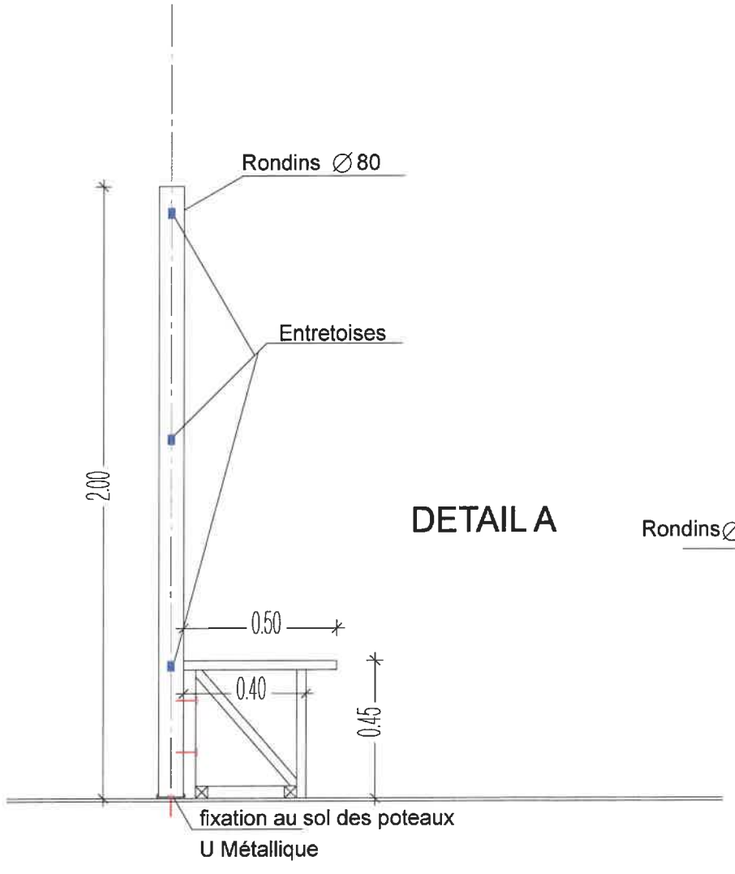
AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL
POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL

COMMUNE DE SAINT - MIHIEL

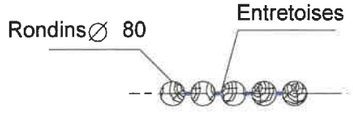
DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 150

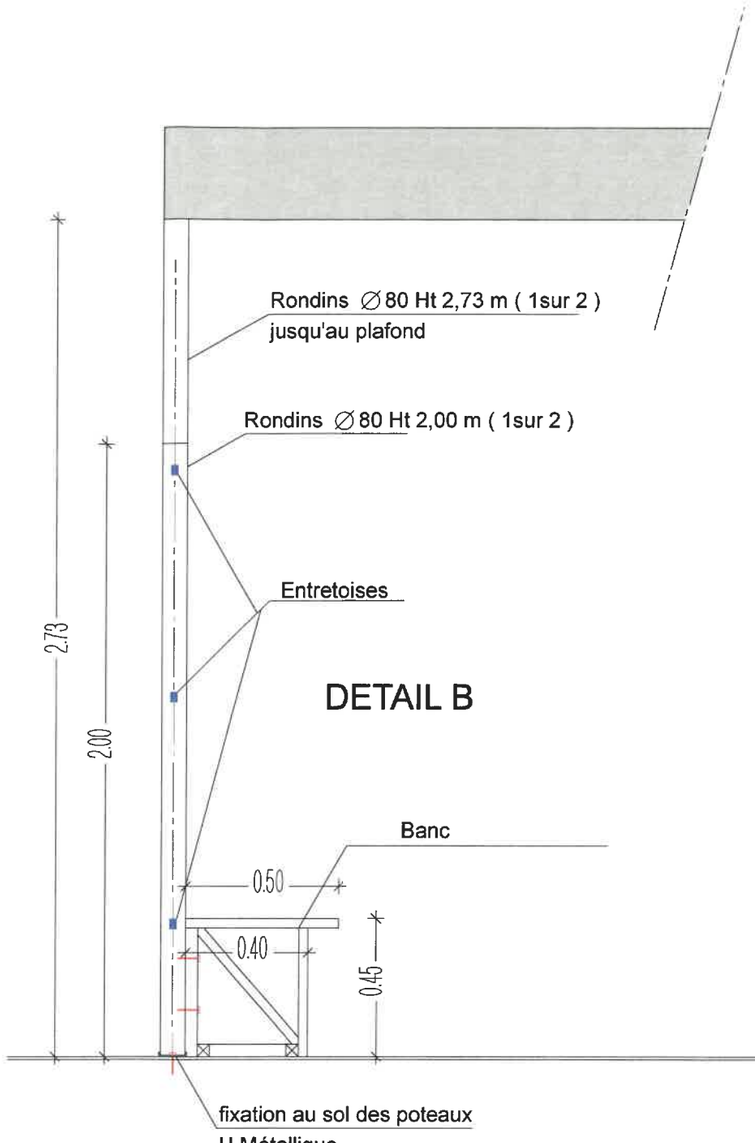


DETAIL C - COMPTOIR
Ech: 1 / 50

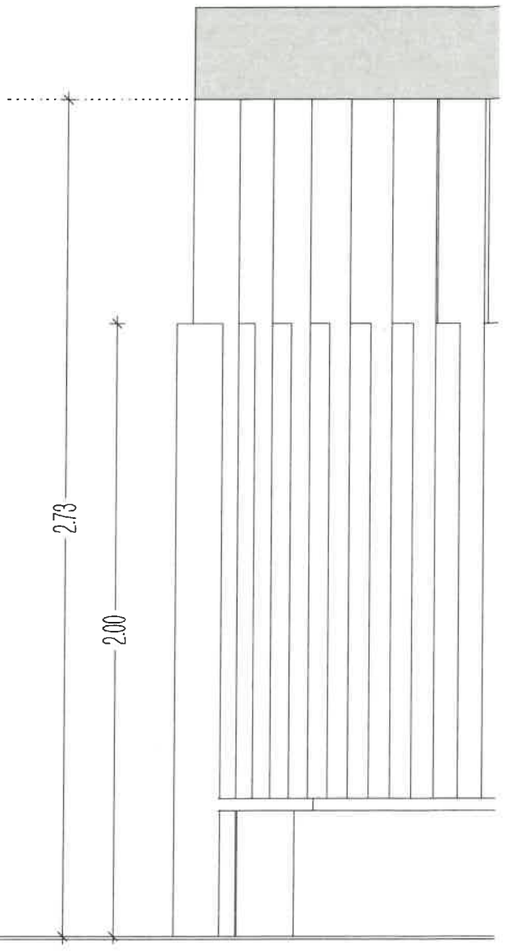


DETAIL A

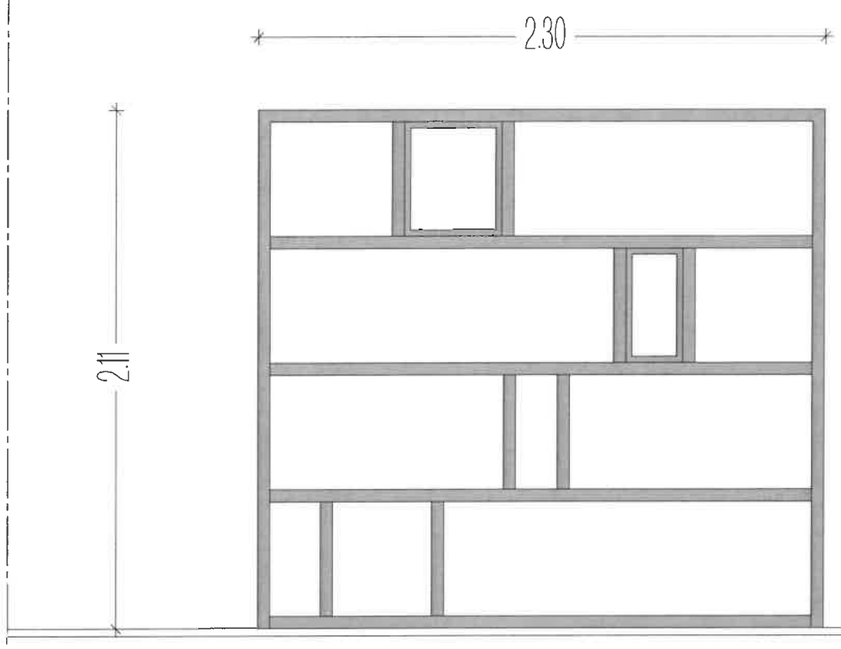




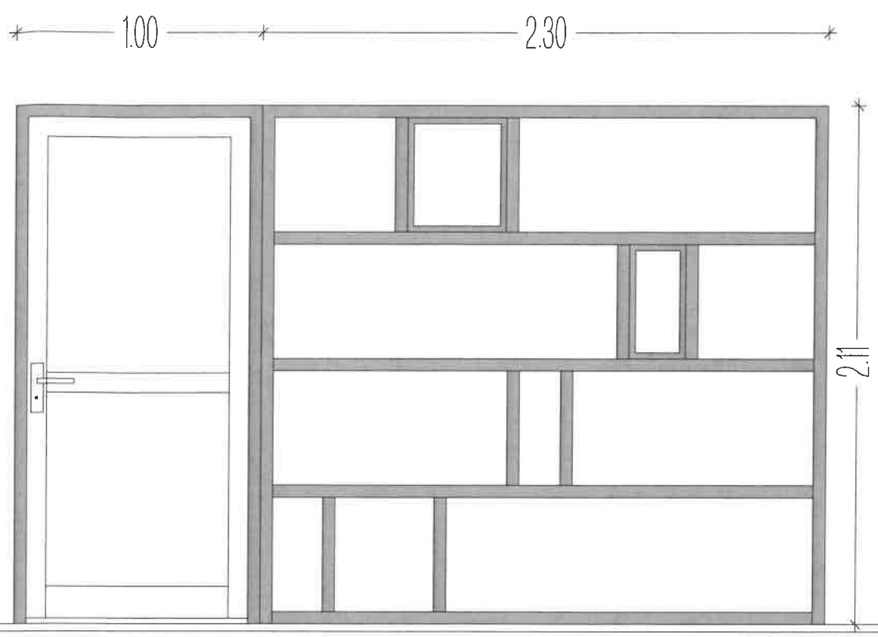
DETAIL B



9	DETAIL RODINS ET BANC	DCE
AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL		
COMMUNE DE SAINT - MIHIEL		
DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.87.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 20



DETAIL D



DETAIL E

Ensemble vitré Bois peint

DETAIL F

10	MENUISERIES	DCE

AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS
DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL
POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL

COMMUNE DE SAINT - MIHIEL

DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66, rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03.29.37.46.46 - Email : archi.hv@gmail.com	1/ 25















11	PERSPECTIVES	DCE
AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MDS DANS LA MAIRIE DE SAINT-MIHIEL POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ST MIHIEL		
COMMUNE DE SAINT - MIHIEL		
DATE	CONCEPTION	ECHELLE
Janvier 2024	VIOT Architectes s.a.s 66. rue Gl de Gaulle 55430 BELLEVILLE - SUR - MEUSE Tél : 03 29 87 46 46 - Email : archi.lvv@gmail.com	

Direction du Patrimoine Immobilier

SITE INSPE A BAR-LE-DUC - CONVENTION DE SERVITUDES AVEC ENEDIS -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen portant sur l'installation et l'exploitation du réseau électrique par la société ENEDIS, sur la parcelle cadastrée section AR n° 239 à Bar-le-Duc,

Après en avoir délibéré,

- Autorise ENEDIS à procéder à l'installation de ses équipements moyennant une indemnité définitive de 20.00 €,

- Autorise Monsieur le Président à signer la convention de servitude présentée en annexe ainsi que tous documents s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Bar-le-Duc

Département : MEUSE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : 33418717 RACS - 55029 - FREE MOBILE

Chargé de projet Enedis : TEUCHERT Amanda

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **DEPARTEMENT DE LA MEUSE représenté(e) par son (sa) Président Monsieur Dumont Jérôme , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision de la commission permanente en date du 28/11/2024**
Demeurant à : **l'hôtel du département place pierre François Gossin BP 50514 , 55012 BAR LE DUC CEDEX**
Téléphone : **.....**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

……

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …)
Bar-le-Duc		AR	0239	DE PILVITEUIL	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. ..... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☒ non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits(mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 15 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au

propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy**).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître SELARL Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires Associés notaire à 67600 Sélestat, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

(1) LE PROPRIETAIRE (faire préceder de la mention manuscrite « Lu et Approuvé »)

Date de signature :

Nom Prénom	Signature
DEPARTEMENT DE LA MEUSE représenté(e) par son (sa) Président Monsieur Dumont Jérôme , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision de la commission permanente en date du 28/11/2024	

(2) ENEDIS

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Bar-le-Duc

Département : MEUSE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : 33418717 RACS - 55029 - FREE MOBILE

Chargé de projet Enedis : TEUCHERT Amanda

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **DEPARTEMENT DE LA MEUSE représenté(e) par son (sa) Président Monsieur Dumont Jérôme , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision de la commission permanente en date du 28/11/2024**
Demeurant à : **l'hôtel du département place pierre François Gossin BP 50514 , 55012 BAR LE DUC CEDEX**
Téléphone : **.....**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

……

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …)
Bar-le-Duc		AR	0239	DE PILVITEUIL	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. ..... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits(mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 15 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au

propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy**).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître SELARL Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires Associés notaire à 67600 Sélestat, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

(1) LE PROPRIETAIRE (faire préceder de la mention manuscrite « Lu et Approuvé »)

Date de signature :

Nom Prénom	Signature
DEPARTEMENT DE LA MEUSE représenté(e) par son (sa) Président Monsieur Dumont Jérôme , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision de la commission permanente en date du 28/11/2024	

(2) ENEDIS

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Bar-le-Duc

Département : MEUSE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : 33418717 RACS - 55029 - FREE MOBILE

Chargé de projet Enedis : TEUCHERT Amanda

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **DEPARTEMENT DE LA MEUSE représenté(e) par son (sa) Président Monsieur Dumont Jérôme , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision de la commission permanente en date du 28/11/2024**
Demeurant à : **l'hôtel du département place pierre François Gossin BP 50514 , 55012 BAR LE DUC CEDEX**
Téléphone : **.....**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

……

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …)
Bar-le-Duc		AR	0239	DE PILVITEUIL	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. ..... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits(mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 15 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au

propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy**).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître SELARL Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires Associés notaire à 67600 Sélestat, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

(1) LE PROPRIETAIRE (faire préceder de la mention manuscrite « Lu et Approuvé »)

Date de signature :

Nom Prénom	Signature
DEPARTEMENT DE LA MEUSE représenté(e) par son (sa) Président Monsieur Dumont Jérôme , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision de la commission permanente en date du 28/11/2024	

(2) ENEDIS

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

Département :
MEUSE

Commune :
BAR LE DUC

Section : AR
Feuille : 000 AR 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 26/09/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DOSSIER OSR N°33418717

CLIENT:
FREE MOBILE
16 RUE DE LA VILLE L EVEQUE
SERVICE DEPLOIEMENT
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT

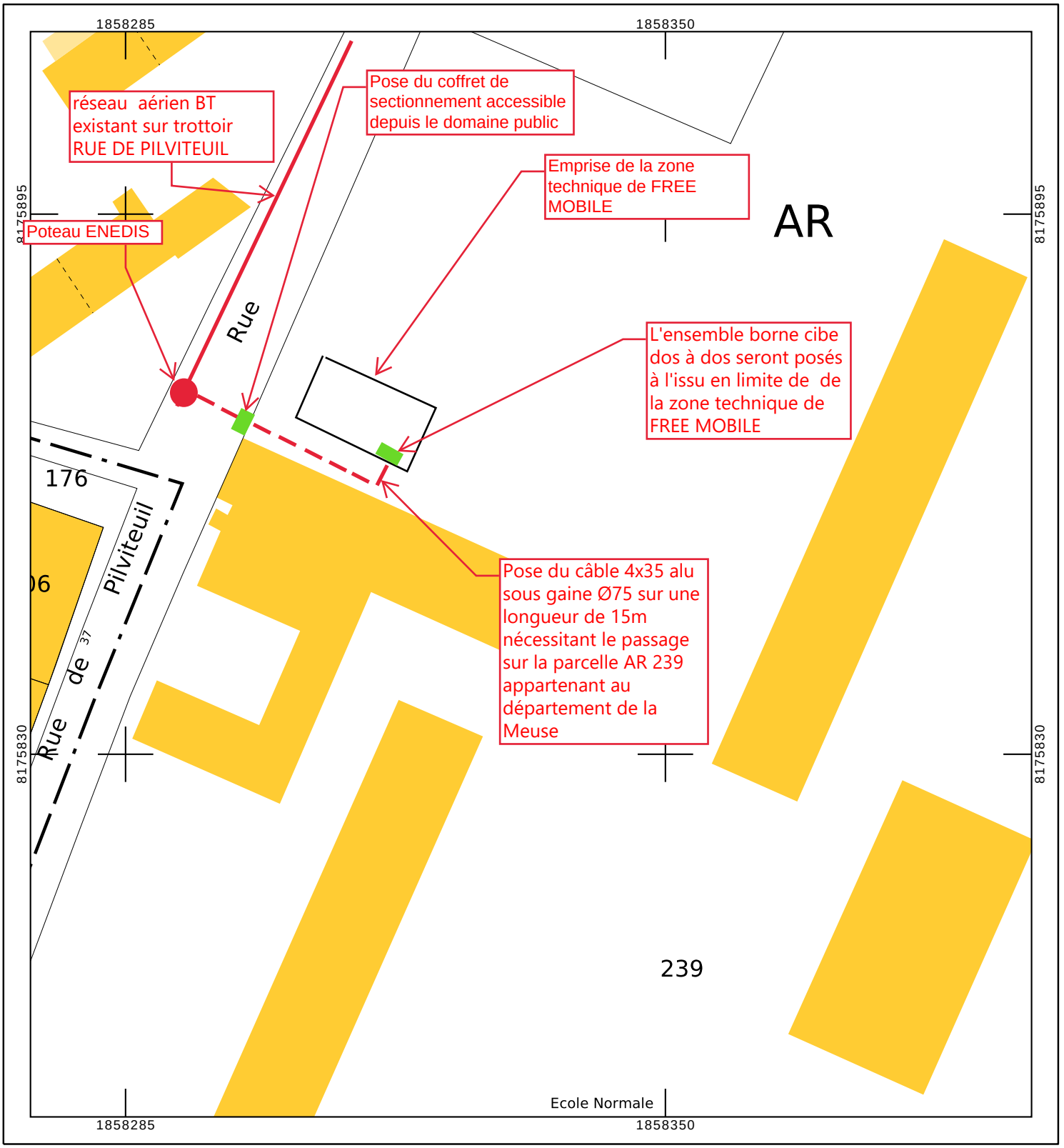
ADRESSE DES TRAVAUX:
PARCELLE AR 239
RUE DE PILVITEUIL
55000 BAR-LE-DUC

NATURE DES TRAVAUX:
Création de branchement électrique depuis le réseau aérien BT existant sur trottoir RUE DE PILVITEUIL. Pose du câble 4x35 alu sous gaine Ø75 sur une longueur de 15m nécessitant le passage sur la parcelle AR 239 appartenant au département de la Meuse.
L'ensemble borne cibe dos à dos seront posés à l'issu en limite de de la zone technique de FREE MOBILE.

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Service Départemental des Impôts Fonciers
de la Meuse 55000
55000 BAR-LE-DUC
tél. 03 29 77 52 00 -fax
ptgc.550.bar-le-duc@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

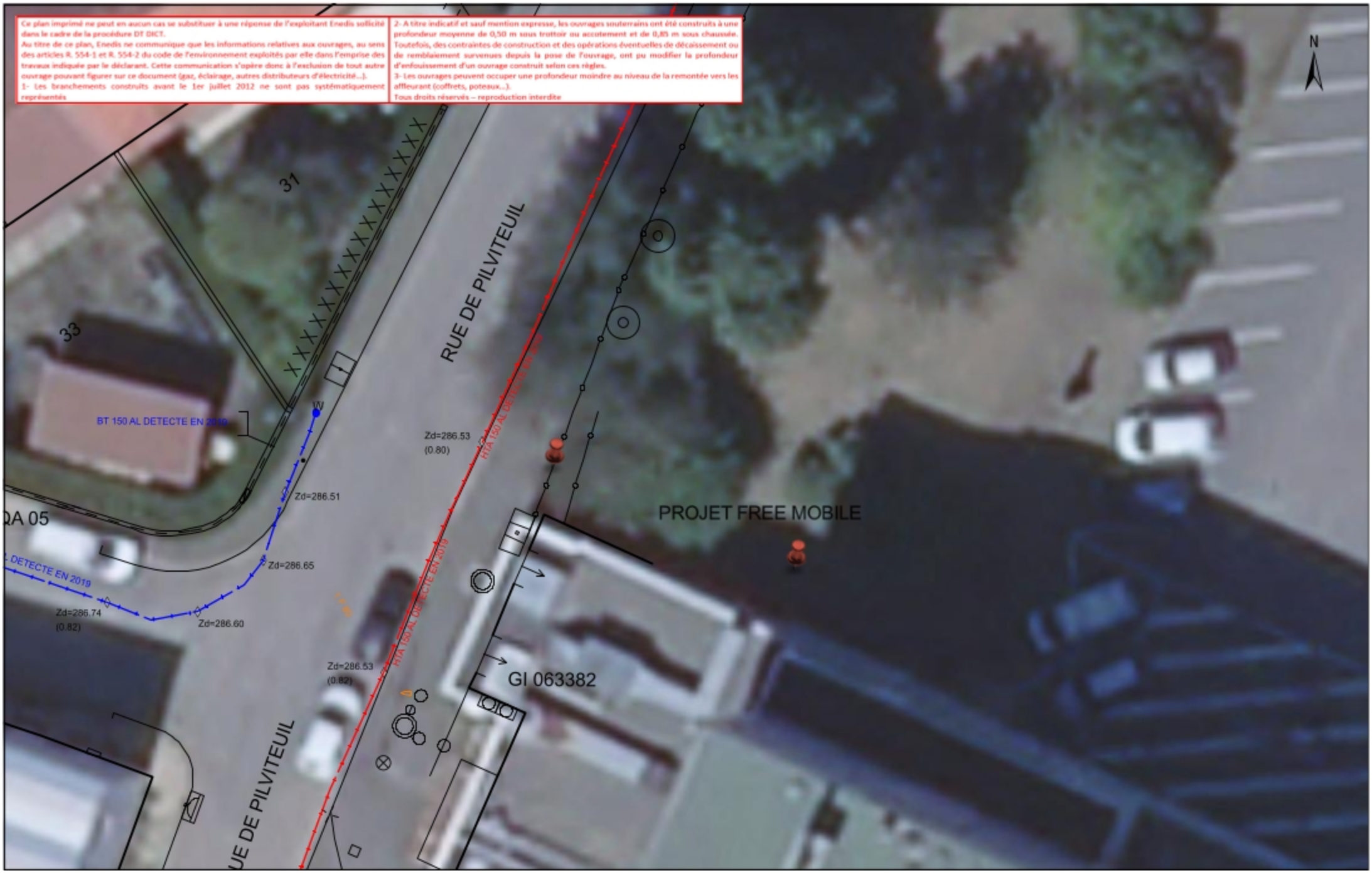
cadastre.gouv.fr



ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

E200

Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicité dans le cadre de la procédure DT DICT.
Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 554-1 et R. 554-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiquée par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur ce document (gaz, éclairage, autres distributeurs d'électricité...).
1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés
2- A titre indicatif et sauf mention expresse, les ouvrages souterrains ont été construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,85 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'enfouissement d'un ouvrage construit selon ces règles.
3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau de la remontée vers les affleurant (coffrets, poteaux...).
Tous droits réservés – reproduction interdite



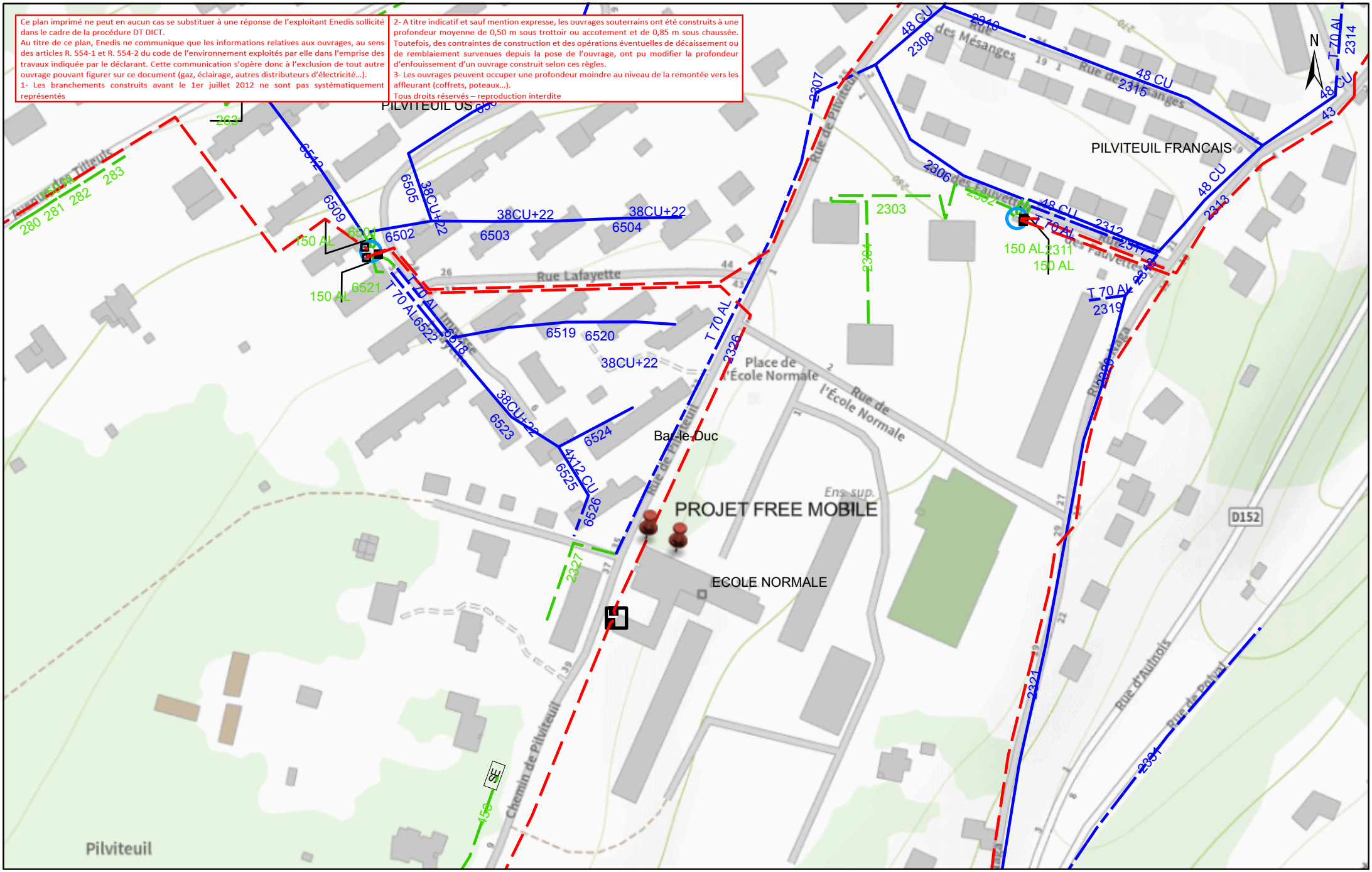
0 2 10 m

26/09/2024
16:24:09

E2000

Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicité dans le cadre de la procédure DT DICT.
Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 554-1 et R. 554-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiquée par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur ce document (gaz, éclairage, autres distributeurs d'électricité...).
1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés

2- A titre indicatif et sauf mention expresse, les ouvrages souterrains ont été construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,85 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'enfouissement d'un ouvrage construit selon ces règles.
3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau de la remontée vers les affleurant (coffrets, poteaux...).
Tous droits réservés – reproduction interdite



0 20 100 m

26/09/2024
16:25:33

Direction du Patrimoine Immobilier

SITE DE GUISE A BAR-LE-DUC - BAIL EMPHYTEOTIQUE - AVENANT N°4 -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à la validation d'un nouvel avenant 4 au bail emphytéotique conclu sur le site « de Guise » à Bar-le-Duc avec l'Association Diocésaine de Verdun et ce, afin d'entériner la prorogation dudit contrat au droit de l'ensemble du site Saint-Louis,

Après en avoir délibéré,

- Abroge la délibération de la Commission permanente du 17 octobre 2024 portant autorisation de signature d'un avenant 4 au bail emphytéotique conclu sur le site « de Guise » à Bar-le-Duc avec l'Association Diocésaine de Verdun et ce, afin d'entériner la prorogation dudit contrat au droit du seul Hôtel Saint-Louis ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer l'avenant précité tel qu'annexé.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Avenant 4 au bail emphytéotique
du bâtiment dit « Ecole Saint Louis »
à Bar-le-Duc du 05 janvier 1988

ENTRE :

L'Association Diocésaine de Verdun, dont le siège social est situé 27 rue de la Paix BP50090 55103 Verdun CEDEX, représentée par son président, Monseigneur Jean-Paul GUSCHING.

Ci-après dénommé le BAILLEUR.

Et,

Le Département de la Meuse, dont le siège social est situé Hôtel du Département Place Pierre François Gossin BP 50514 55012 Bar-le-Duc CEDEX, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé aux présentes aux termes d'une délibération du Conseil départemental du 17/10/2024.

Ci-après dénommé le PRENEUR.

EXPOSÉ

Aux termes d'un contrat de bail emphytéotique à titre payant conclu en date du 5 janvier 1988 et de ses avenants en date des 29 octobre 1999, du 16 juillet 2018 et, du 06 mai 2022 l'Association Diocésaine de Verdun a donné en location au Département de la Meuse, un ensemble immobilier dit « Ecole Saint-Louis » sis 3 et 7 rue De Guise, sur les parcelles cadastrées section AV n° 232 et AV n° 235 à Bar-le-Duc.

Le contrat de bail arrivant à son terme le 31 décembre 2024, le Département de la Meuse a demandé de proroger ce bail pour une durée d'**une année**. Aussi, il convient d'acter cette nouvelle situation.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

L'Association Diocésaine de Verdun autorise de plein droit dans les droits et obligations du contrat du bail susmentionné au Département de la Meuse sa prorogation pour une durée de **douze mois (12) à compter du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour l'ensemble immobilier dit « Ecole Saint-Louis »** sis 3 et 7 rue de Guise, à Bar-le-Duc.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet après notification à l'ensemble des parties, à compter du 1er janvier 2025.

ARTICLE 3 : PUBLICITE FONCIERE

Le Département de la Meuse fera publier à ses frais une expédition des présentes au bureau des hypothèques de Bar-le-Duc.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS ANTERIEURES

À l'exception des modifications susmentionnées, toutes clauses et conditions du bail emphytéotique du 5 janvier 1988 et de ses avenants des 29 octobre 1999, 16 juillet 2018 et 06 mai 2022 restent inchangées et demeurent applicables.

Fait à Bar-le-Duc, en trois exemplaires originaux **(*)** le :

(Porter les mentions "lu et approuvé" avant les signatures)

Le preneur,	Le bailleur,
Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental de la Meuse	**Monseigneur GUSCHING** Président de l'Association Diocésaine de Verdun

(*) Un exemplaire pour le Bailleur
Un exemplaire pour le Preneur
Un exemplaire poru le service des hypothèques

Direction du Patrimoine Immobilier

GOLF DE COMBLES-EN-BARROIS - ETUDE DE POSITIONNEMENT ET FAISABILITE - PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD-MEUSE -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen portant sur la conclusion d'une convention financière relative à la réalisation d'une étude de positionnement et de faisabilité au droit du golf de Combles-en-Barrois, avec la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse,

Madame Martine JOLY et Monsieur Gérard ABBAS étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Affecte 37 080 € sur l'autorisation de programme 2021-2 du programme INVSTBATIM afin de conduire une étude de positionnement et de faisabilité au droit du golf de Combles-en-Barrois ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la convention précitée telle que ci-annexée ainsi que l'ensemble des pièces s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Convention financière relative à la réalisation d'une étude afférente aux perspectives de développement du golf de Combles-en-Barrois

Entre,

la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, représentée par sa Présidente, Madame Martine JOLY, habilitée aux fins des présentes par délibération du Conseil d'agglomération du .....

et le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental, habilité aux fins des présentes par délibération de la Commission permanente du 28 novembre 2024,

Le Golf de Comble-en-Barrois est la pleine propriété du département depuis 2014.

Cette situation tient à l'historique d'une politique ambitieuse de développement territorial, le Conseil général d'antan étant venu épauler, dans les années 80, une association sportive qui a sauvé de la jachère le modeste parcours de 9 trous construit dans les années 60 par l'armée américaine, sur une emprise de 16,5 ha, et délaissé dès 1967.
En 1982, la collectivité, soucieuse de la pérennité du site, a amélioré les équipements d'accueil.
En 1993, elle a conduit une réflexion sur le réaménagement des parcours avec pour objectif la réalisation d'un équipement touristique et sportif structurant de la région et le passage à un parcours 18 trous de standard international.
Dans ce cadre, la collectivité a fait l'acquisition de foncier complémentaire afin d'aménager le parcours 18 trous actuels offrant un Par 72 de bonne qualité avec une longueur minimale de 6000 ml pour recevoir des compétitions de qualité.

Aujourd'hui le site a trouvé son ancrage dans la vie locale sans que les objectifs de rayonnement touristique attendus ne soient toutefois atteints.
Bien que géré par une association sportive dynamique, au titre d'une convention d'occupation à titre onéreux, le golf fonctionne avec un équilibre d'exploitation assez précaire. Au-delà, les installations souffrent des affres du temps.
Dans ce contexte, il a été procédé fin 2023 à un audit technique des installations. Ce dernier a mis en exergue d'indispensables travaux de confortement et d'extension du réseau d'arrosage du terrain, de drainage et de confortement des conditions d'entretien du terrain (bâtiment technique) et d'accueil des visiteurs (club-house et restaurant), ce à moyen terme, dans la perspective d'une volonté maintenue de pérenniser et développer cet équipement sportif et touristique.

Au prisme de la loi NOTRe et de la disparition de la clause générale de compétence d'un part, et au regard d'autre part des projets d'investissements que nous portons par ailleurs, un rapprochement sur le sujet a été opéré avec la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse. Aussi, les deux collectivités ont convenu de la nécessité de parfaire le travail d'audit réalisé en 2023 en questionnant les modalités juridico-financières de l'évolution de la gestion du golf, dans une perspective de modification de sa gouvernance ; le département n'ayant plus vocation à conserver un tel équipement dans son patrimoine.

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de réalisation de cette étude entre le Département de la Meuse et la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ETUDE

Les deux questions structurantes posées par l'étude envisagée seront les suivantes :
1. Selon quelles modalités envisager l'accroissement de l'attractivité du golf (développement de logements / hôtellerie, aménagement d'espaces, événementiel) ?
2. Quel véhicule juridique pour modifier la gouvernance du bien ?

ARTICLE 2 – MAITRISE D'OUVRAGE ET PREFINANCEMENT

Le Département de la Meuse assurera la maîtrise d'ouvrage de l'étude décrite à l'article 1. Il en assurera le préfinancement.

ARTICLE 3 – PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE

La participation financière de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse est arrêtée à 50% des dépenses HT engagées par le Département sur la base d'une assiette de dépenses maximales de 30.900,00 € HT.
Il en résulte un plafond de financement de 15 450,00 €.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse s'acquittera de sa participation financière, par un versement unique au Département, sur présentation de l'état récapitulatif faisant apparaitre l'ensemble des dépenses liées à l'étude.

ARTICLE 5 – CESSION

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Me ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

ARTICLE 6 – RESILIATION

La présente convention peut être dénoncée par chacune des parties, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 7 – CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 8 – DUREE DE VALIDITE

L'échéance de la présente convention est celle du versement par la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse de sa participation financière.

ARTICLE 9 – APPLICATION

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature par les deux parties.

A Bar-le-Duc, le	A Bar-le-Duc, le
Martine JOLY Présidente de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse	Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental de la Meuse

Affaires Juridiques

VENTE DE PARCELLES DEPARTEMENTALES A VERDUN ET THIERVILLE-SUR-MEUSE -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la vente de parcelles départementales à Verdun et Thierville-sur-Meuse,

Vu l'avis de la Direction immobilière de l'Etat en date des 19 septembre 2024 et 24 octobre 2024,

Après en avoir délibéré,

Autorise le Président du Conseil départemental à signer l'acte notarié de vente des parcelles ZH 37 de 17 100 m² et ZE 70 de 10 850 m² situées à Thierville-sur-Meuse et ZP 101 de 35 951 m² située à Verdun, au profit de la SAFER, pour un montant total de 30 000 €, ainsi que tous les documents inhérents à cette opération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Emploi et compétences

FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHFP) AVENANT A LA CONVENTION -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen, tendant à lui soumettre le projet d'avenant n°1 à la convention 2022-2024 relative au financement d'actions menées par le Conseil départemental de la Meuse à destination des personnes en situation de handicap joint en annnexe,

Après en avoir délibéré,

Autorise le Président du Conseil départemental à signer l'avenant n°1 à la convention n° C-1618 relative au financement d'actions menées par le Conseil départemental de la Meuse en faveur des personnes en situation de handicap joint en annexe et tout document s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AVENANT N° 1
À LA CONVENTION N° C-1618 RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS MENÉES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MEUSE À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Entre : **L'Établissement public administratif Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique**
12, avenue Pierre-Mendès-France, 75914 PARIS CEDEX 13
N° SIRET : 130 001 795 00041
Dénommé ci-après « le FIPHFP »

D'une part,

Et : **Le Conseil départemental de la Meuse**
Hôtel du Département, Place Pierre-François Gossin, BP 50514, 55012 BAR-LE-DUC
N° SIRET : 225 500 016 00152
Dénommé ci-après « le bénéficiaire »

D'autre part,

Référence : Convention n° C-1618

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 351-7 ;

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-04 du 24 mai 2007 modifiée du comité national du FIPHFP portant sur les modalités de dévolution par voie conventionnelle des financements du FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-07 du 24 mai 2007 du comité national du FIPHFP portant sur la répartition des compétences en matière de décisions de financement entre le comité national, les comités locaux et le directeur de l'établissement public ;

Vu la délibération n° 2021-GE-12-02 du 9 décembre 2021 du comité local du FIPHFP de la région Grand Est portant décision de financement ;

Vu l'avis préalable du contrôleur budgétaire du FIPHFP ;

Vu la convention n° C-1618 du 16 décembre 2021 relative au financement d'actions menées par le Conseil départemental de la Meuse à destination des personnes en situation de handicap ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée de la convention visant à accorder un soutien financier du FIPHFP au bénéficiaire pour les actions menées à destination des personnes en situation de handicap.

Article 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

2.1. Période de réalisation du plan d'actions pluriannuel

L'article 6.1 de la convention n° C-1618 est modifié comme suit :

« La période de réalisation du plan d'actions pluriannuel de la présente convention correspond à la période d'éligibilité des dépenses. Elle s'étend du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025 inclus.

« Aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée auprès du FIPHFP pour des dépenses ressortant de la période de réalisation du plan d'actions pluriannuel de la présente convention. »

2.2. Période de validité de la convention

L'article 6.2 de la convention n° C-1618 est modifié comme suit :

« La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2022. Son terme est fixé au 30 juin 2026. »

Article 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

L'article 8.1 de la convention n° C-1618 est modifié comme suit :

« Le versement des fonds intervient dans les conditions suivantes :

« – au moment de la signature de la présente convention, un versement de 81 889,50 €, représentant 30 % du plan d'actions ;

« – à l'issue de la première année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse et validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises de la première année et des dépenses prévisionnelles de la deuxième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite du versement effectué au moment de la signature de la présente convention ;

« – à l'issue de la deuxième année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse et validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises des première et deuxième années et des dépenses prévisionnelles de la troisième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue de la première année ;

« – à l'issue de la troisième année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse et validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises des première, deuxième et troisième années et des dépenses prévisionnelles de la quatrième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue des première et deuxième années. Dans l'hypothèse où le versement calculé correspond au solde, un montant forfaitaire de 10 000,00 € est retenu à titre de solde ;

« – à la fin de la durée de la présente convention, lors de la production du bilan final prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse et validation du FIPHFP, le versement du solde correspondant au montant total des dépenses admises par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue des première, deuxième et troisième années.

« Les versements peuvent être fractionnés à la demande du bénéficiaire afin de répondre aux contraintes de l'annualité budgétaire des employeurs publics.

« Les versements sont opérés après vérification du respect du budget prévisionnel par le FIPHFP et validation de l'éligibilité des dépenses au vu des éléments transmis par le bénéficiaire dans le cadre des bilans prévus à l'article 9.1 de la présente convention.

« Le montant des versements ne peut être supérieur au montant de la convention.

« Les versements sont conditionnés au règlement intégral des contributions annuelles dues par le bénéficiaire ou à la production d'un échéancier de paiement accordé par l'Agent comptable du FIPHFP couvrant l'intégralité de la dette et dont les termes devront être respectés le jour du paiement. »

Article 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention n° C-1618 demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux.

À Paris, le 20 AOUT 2024	À le
Prénom et nom : Séverine BAUDOUIN	Prénom et nom :
Qualité : Directrice adjointe de l'EPA FIPHFP	Qualité :
Signature et cachet de l'organisme :	Signature et cachet de l'organisme :

FIPHFP
2 avenue Pierre Mendès France
75914 PARIS Cedex 13

Carrière, Paie et Budget

PROJET UNITE MERE BEBE : MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DU CENTRE HOSPITALIER VERDUN SAINT-MIHIEL AUPRES DU DEPARTEMENT -

-Adoptée le 28 novembre 2024-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la mise à disposition à titre gracieux d'une puéricultrice en CDI du Centre hospitalier Verdun Saint-Mihiel auprès du Département de la Meuse, affectée au sein du Service de Promotion de la Santé Maternelle et Infantile,

Après en avoir délibéré,

Décide d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention de mise à disposition à titre gracieux d'un agent en qualité de puéricultrice en CDI du Centre hospitalier Verdun Saint-Mihiel auprès du Département de la Meuse, pour la période du 2 avril 2024 au 31 décembre 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Entre les soussignés

Le Centre Hospitalier VERDUN SAINT-MIHIEL, sis à 02 rue d'Anthouard, 55107 Verdun Cedex, représenté par son Directeur, **Monsieur Didier GUIDONI**,

Dénommé « établissement d'origine » d'une part

ET

Le Département de la Meuse, sis à la place Pierre François Gossin, 55012 BAR LE DUC, représenté par le Président de son conseil, **Monsieur Jérôme DUMONT,**

Dénommé « établissement d'accueil » d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QU'IL SUIT

Article 1 : Objet

Madame **Emeline LALLEMAND,** recrutée en contrat à durée indéterminée à plein temps par le Centre Hospitalier Verdun Saint-Mihiel en qualité d'infirmière puéricultrice est mise à disposition auprès du département de la Meuse sur l'intégralité de son temps de travail.

Cette mise à disposition intervient au titre de la collaboration entre le Centre Hospitalier Verdun Saint-Mihiel et les services de PSMI dans le cadre de l'activité de l'Unité Mère Bébé du département de la Meuse financé par l'Agence Régionale de Santé Grand Est.

Article 2 : Date d'effet et durée

Madame **Emeline LALLEMAND** est mise à disposition par la présente convention **à compter du 02 avril 2024** jusqu'au **31 décembre 2025 inclus.**

Article 3 : Conditions d'emploi

Par la présente Madame **Emeline LALLEMAND** est placée sous l'autorité de la Responsable territoriale PSMI de Commercy et soumise aux règles d'organisation et de fonctionnement ainsi qu'aux conditions de travail applicables dans l'établissement d'accueil.

Elle continue cependant de faire partie des effectifs du Centre Hospitalier Verdun Saint-Mihiel et relève par conséquent de ce dernier pour toutes les questions relatives tant à sa situation administrative que statutaire.

PROJET

Tout rapport d'incident fera l'objet d'un partage entre les deux structures.

Article 4 : Les engagements des parties

Le Centre hospitalier Verdun Saint-Mihiel s'engage à mettre à la disposition de Madame **Emeline LALLEMAND** un véhicule de service pour les déplacements effectués dans le cadre de ses missions.

Madame **Emeline LALLEMAND** aura accès aux courriels de l'équipe UMB afin d'avoir une connaissance exhaustive des échanges.

Madame **Emeline LALLEMAND** disposera par ailleurs d'un bureau sur le site de Saint-Mihiel pour rédiger ses observations cliniques lors des visites des patientes hospitalisées.

Le conseil départemental s'engage à son tour à doter Madame **Emeline LALLEMAND** :

- D'un bureau localisé à la MDS de Saint-Mihiel, avec les professionnels de PSMI ;
- D'un téléphone portable, avec un accès à PARCEO ;
- D'un ordinateur portable ;
- D'une adresse mail PMI et des accès nécessaires à la mission PSMI ;
- Du matériel nécessaire pour assurer le suivi des enfants de 0 à 6 ans.

Article 5 : Evaluation de l'agent

L'agent bénéficiera d'une évaluation professionnelle conjointe faite par les cadres de santé du Centre hospitalier Verdun Saint-Mihiel et la Responsable territoriale PSMI de Commercy.

Article 6 : Rémunérations

Durant la période de mise à disposition, le Centre Hospitalier Verdun Saint-Mihiel verse à l'intéressée les rémunérations principales et accessoires auxquelles elle peut prétendre après service fait.

Toutefois, le Département de la Meuse peut indemniser les frais de mission ou de formation, auxquels s'expose l'agent dans l'exercice de ses fonctions selon les règles en vigueur dans la collectivité.

Article 7 : Modalités de remboursement des rémunérations et des charges

La présente collaboration faisant l'objet d'un financement de l'agence régionale de santé Grand Est recueilli par le Centre hospitalier de Verdun Saint-Mihiel, la mise à disposition de **Madame Emeline LALLEMAND** ne donnera lieu à aucun remboursement des rémunérations et charges de la part du Département de la Meuse.

Article 8 : **Assurances – Responsabilités**

Durant la mise à disposition, la couverture des risques auxquels **Madame Emeline LALLEMAND** est exposée dans le cadre de l'exercice de ses fonctions est assurée par le Centre Hospitalier Verdun Saint-Mihiel.

PROJET

Pour autant l'établissement d'accueil assure la responsabilité des dommages liés à l'activité de l'intéressée dans ses locaux et se chargera de toutes les formalités relatives aux déclarations des différents accidents de trajet ou de service dont elle transmettra immédiatement les formulaires au Centre Hospitalier Verdun Saint-Mihiel.

Article 9 : **Conditions de reconduction**

La présente pourra être renouvelée en cas de reconduction du financement du projet unité Mère Bébé par l'agence Régional de la Santé et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle convention.

Article 10 : Fin anticipée de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention, à la demande d'une des parties, sous réserve de l'application d'un préavis de deux mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition.

Article 11 : **Accord de L'agent**

Madame **Emeline LALLEMAND** déclare avoir pris connaissance de la présente convention et en accepter les conditions.

Fait à Verdun, le 02 /10/2024

Pour le Département de La Meuse

Son Président

Jérôme DUMONT

Pour le Centre Hospitalier Verdun Saint-Mihiel

Le Directeur Délégué

Ardian QERIMI

L'intéressée

Emeline LALLEMAND

PROJET

Directeur de la Publication et responsable de la Rédaction :

M. Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental

Imprimeur :
Imprimerie départementale
Place Pierre-François GOSSIN
BP 514
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Editeur :
Département de la Meuse
Hôtel du Département
Place Pierre-François GOSSIN
BP 514
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Date de parution : 18/12/2024

Date de dépôt légal : 18/12/2024

ISSN : 2494-1972